This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

77. d. 13

77. d. 13

NOUVEAU RECUEIL
DE
TRAITÉS

d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité, de commerce, de limites, d'échange etc. et de plusieurs autres actes servant à la connoissance des relations étrangères

des Puissances et états

DE L'EUROPE

TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL

QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES

ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE

depuis 1808 *jusqu'à présent.*

Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections particulières de traités et des auteurs les plus estimés.

PAR

GEO. FRÉD. DE MARTENS

continué par son neveu

LE B^ON CHARLES DE MARTENS.

TOME V.

1808 — 1822.

À GOTTINGUE,

DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.

1824.

AVANT - PROPOS.

L'accueil si justement mérité qu'a obtenu du public pendant une longue suite d'années, le *Recueil de traités de paix etc.* que feu mon oncle, ministre de S. M. le roi de Hanovre à la Diète de la Confédération germanique, publia pour la première fois en 1791, et dont le dernier volume redigé par ses soins parut en 1820, m'engage aujourd'hui à publier la continuation d'un ouvrage, dont l'utilité si généralement reconnue semble devoir me promettre le succès.

N'ayant pas cru devoir m'ecarter du plan adopté par M. de Martens, pour l'arrangement de l'ouvrage, en général, et le classement des documents qui doivent y trouver place, je n'ai pu faire entrer dans le présent Vème volume du Nouveau recueil (IXème volume supplémentaire à l'ancien), que des suppléments aux quatre premiers volumes, et leur continuation

jusqu'à l'année 1822; ceux qui ont rapport à une époque antérieure à celle de 1808, ne dedant être insérés que lorsque je ferai paroître la nouvelle édition des quatre derniers volumes de l'ancien recueil, dont les prémiers ont été publiés en 1817 et 1818.

Secondé par la bienveillance de quelques personnes qui, s'intéressant au succès de cet ouvrage ont bien voulu me comuniquer plusieurs documents, qui n'ont pas été imprimés jusqu'à ce jour, ou d'autres qui, malgré leur publication, ne sont que peu ou très imparfaitement connus du public, je crois avoir réussi, de compléter, par les suppléments renfermés dans ce volume, en grande partie au moins, ceux qui se trouvent contenus dans les quatre précédents.

Quoique ce recueil n'ait été destiné d'abord, qu'à faire connoître les transactions des Puissances entre elles, M. de Martens reconnut déjà dès la publication des prémiers volumes, la nécessité d'y faire entrer aussi plusieurs actes unilatéralement promulgués par des gouvernements, en tant qu'ils étoient de nature à s'appliquer aux intérêts d'autres Puissances; et c'est en me fixant sur le même point de vue, que je n'ai pas hésité de donner dans ce volume,

le texte de plusieurs de ces sortes d'actes qui m'ont paru susceptibles de faire partie de cet ouvrage. Il en est de même à l'égard de nombre de pièces qui se trouvent placées dans les "Actes relatifs aux affaires du royaume des Deux-Siciles et dans ceux qui regardent les affaires du royaume de Sardaigne" qui étant trop essentiellement liés aux transactions mêmes, semblent devoir établir en quelque sorte les principes du droit des gens moderne de l'Europe.

Bien que j'aye eu soin d'ajouter une traduction françoise à la plupart des traités ou conventions redigés en anglois ou en italien, j'ai cru, toutefois, pouvoir me dispenser d'en donner une de la "Loi de navigation promulguée en 1818, par S. M. le roi des Deux-Siciles" et du "Décret du 23 Mars 1819, concernant la franchise des ports de Palerme et de Messine" vû que ces traductions auroient grossi de beaucoup ce volume, et que je dois supposer que les personnes qui ont intérêt d'en connoître plus explicitement les détails, possédent assez la langue italienne pour n'avoir pas besoin de recourir à une traduction.

Ne me dissimulant point combien la tâche que je me suis imposée est imparfaitement

remplie, il ne me reste qu'à prier les personnes qui veulent bien s'intéresser au succès de cet ouvrage, et qui se trouveroient dans la position de pouvoir me fournir quelques suppléments, d'avoir la bonté de m'en donner comunication ou seulement de me les indiquer.

Les circonstances ne m'ayant point permis de surveiller l'impression, je n'ai pû que faiblement contribuer, en ajoutant des cartons, à diminuer le grand nombre de fautes qui se trouvent dans ce volume, et que j'ai du me borner à désigner à la fin de l'ouvrage.

Berlin, le 20 Avril 1824.

1.

Traité entre S. M. le Roi de Wurtemberg et S. A. R. le Grand-Duc de Bâde concernant des cessions et autres arrangemens territoriaux, signé à Stuttgardt, le 31 Décembre 1808. 1808 31. Déc.

(*Badisches Regierungsblatt.* Nr. IV. Febr. 1809.)

Seine Königliche Majestät von Würtemberg und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Baden, belebt von dem aufrichtigen Wunsche, die seit dem Prefsburger Frieden zwischen beiden Höfen entstandene — und durch die bisherigen Staatsverträge vom 17ten October und 13ten November 1806 und 16ten April 1807, unerledigt gebliebene Territorial- und andere Differenzien gütlich beyzulegen — haben in dieser Absicht Unterhandlungen durch persönliche Conferenzen von Bevollmächtigten pflegen zu lassen beliebt, und hiezu

Seine Königliche Majestät von Würtemberg Ihren wirklichen Geheimen Rath, Ober-Regierungs-Präsidenten, Cämmerherrn und Grofskreuz des Königlichen Civil-Verdienst-Ordens, Freiherrn von Reischach und Ihren Geheimen Legations-Rath Feuerbach,

Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Baden, Ihren aufserordentlichen bevollmächtigten Gesandten am Königlichen Hofe, Geheimen Rath, Freiherrn Baur von Heppenstein, als Bevollmächtigte ernannt, welche sodann nach Auswechslung ihrer Vollmachten, folgende Uebereinkunft abgeschlossen haben:

1808

I.

In Anſehung der beſtehenden Territorial-Differenzien wird feſtgeſetzt:

Art. I. Die Krone Würtemberg übt die volle Souverainität ohne allen Wider- und Anſpruch des Groſsherzoglich Badiſchen Hofes aus:

a. über die Herrſchaft Stetten am kalten Markt.

b. über die Herrſchaft Mönchhof und Mainwangen, mit Ausnahme der Höfe Alt- und Neu-Dorneberg und Gründelbuch; wobey zugleich Königlich Würtembergiſcher Seits die verbindliche Verſicherung ertheilt wird, daſs, ſo lange ein Mitglied des Groſsherzoglich Badenſchen Hauſes eines dieſer ad a. und b. genannten Objecte im Königreich Würtemberg beſitzt, kein Subjections-Verhältniſs auf daſſelbe angewendet werden ſoll,

c. über das Spital-Ueberlingenſche Amt Sernadingen und ſeine Zugehörenden, nämlich den Weiler Airach, die Höfe Riegelzweiler, Bühlhof, Weiherhof mit dem Bannwartshäuschen (worin auch die Groſsherzoglich eigenthümlichen Beſitzungen und Gefälle mit Vorbehalt der Evalvation ſogleich an die Krone Würtemberg überlaſſen werden) jedoch mit Ausnahme der beiden Laubegger Höfe nebſt ihrem Bann und den dazu gehörigen Waldungen des Ueberlinger Spitals, und ſoll bey den anzugehenden Purifications-Unterhandlungen auf eine für beide Höfe convenable Grenz-Berichtigung Rückſicht genommen werden; dabey macht ſich die Krone Würtemberg verbindlich, den Oft und Hafen von Sernadingen in Hinſicht auf die commerziellen- und Gewerb-Verhältniſſe der Groſsherzoglich Badenſchen Stadt Ueberlingen in dem gegenwärtigen Zuſtand zu belaſſen, und nichts daſelbſt anzulegen und anzuordnen, wodurch der jetzige Zuſtand eine Aenderung erhalten könnte; in welcher Hinſicht ſich auf das von gemeinſchaftlichen Commiſſarien über den ſtatus quo aufgenommene hier ſub Nro. I. beygelegte Protokoll vom 29ten December 1808 mit der weiters ſtipulirten Beſtimmung bezogen wird, daſs es bey den gegenwärtig beſtehenden vier Schiffen und dem jährlichen Ausfuhr-

Quantum von 8000 Säcken Früchten, jedoch in der Art sein Verbleiben haben soll, dass dasjenige, was die Sernadinger Schiffer von diesem Quantum in einem Jahre nicht ausführen würden, ihnen in dem folgenden Jahre nicht angerechnet, sondern dessen Nach-Ausfuhr gestattet seyn soll; zu welchem Endzweck bey dem Königlichen Zollamt Stockach genaue Ausfuhr-Register geführt, und der Behörde in Ueberlingen jährlich nachbarlich werden mitgetheilt werden. 1808

In Hinsicht der Zoll-Verhältnisse verbleibt es ganz in dem bisherigen Zustand, bis hierüber durch einen Commerzial-Tractat zwischen beiden Staaten angemessene weitere Bestimmungen getroffen werden.

d. Ueber die beiden Höfe Neuhof und Grollhof bey Heilbronn.

Art. II. Eben so übt das Grossherzoglich Badensche Haus die volle Souverainität ohne allen Wider- und Anspruch des Königlich Würtembergischen *Hauses* aus:

a. Ueber die Herrschaft Hilzingen ohne alle Ausnahme, und verbleibt auch der unter Artikel IV. bemerkte Strassen-District unter Badischer Hoheit;

b. Ueber die Fürstenberg-Heiligenberg- und Möskirchischen Orte Sentenhart und Reute, und die Petershausenschen Orte Sauldorf und Roth;

c. Ueber die Hohenböwenschen Orte Hohenstetten, Ehingen und Ekartsbrunn nebst dem Hägelenshof;

d. Ueber die Herrschaft Blumenfeld;

e. Ueber die sämmtlichen Meynauischen Orte;

f. Ueber das ganze Gebiet der ehemaligen Reichsstadt Ueberlingen und insbesondere auch über die vorher zum Amt Sernadingen gehörige zwey Höfe Laubegg, nebst Bann und den darin gelegenen Waldungen des Ueberlingenschen Spitals, jedoch mit Ausnahme des ganzen übrigen Amts Sernadingen, als worüber vermöge des Artikels I. Litt. c. Seiner Königlichen Majestät von Würtemberg die Hoheit zusteht;

g. Ueber die vorher zur Herrschaft Mönchhöff gehörigen Höfe Alt- und Neu-Dornsberg und Gründelbuch;

1808 h. Ueber den Obergahlinger Hof und die dortige Mühle am Schleifenbach, mit Einschluss der einigen Diessenhofer Bürgern zustehenden Rebgüter im Gahlinger Bann.

Art. III. Die beiden Höfe sehen wechselseitig, in so fern durch den gegenwärtigen Staatsvertrag nichts besonders stipulirt ist, alle jene Hoheits-Rechte und Ansprüche, als durch den Pressburger Frieden und die Conföderations-Acte Artikel XXXIV, für erloschen an, welche auf der einen Seite ehedem von dem Kaiserlich Königlichen Hause Oesterreich, als vormahligem Besitzer der Landgrafschaft Nellenburg, Grafschaft Ober- und Nieder-Hohenberg, und der Landvogtey Schwaben, und nach dem Pressburger Frieden von der Krone Würtemberg aus dem Oesterreichischen Besitze, oder aus sonst irgend einem Rechts-Titel, solcher habe Namen wie er wolle, über die Insel Maynau und Reichenau, über das Obervogteyamt Reichenau, das Amt Bohlingen und die Herrschaft Oehningen und Rielasingen, über die ganze Fürstenbergische Herrschaft Hohenhöwen, und über die Maynauischen Orte Wallhausen und Dingelsdorf, über Urnau auf beiden Seiten der Aach, über Adelsrenthe und Depfenhart, oder über sonst einzelne Orte der Grossherzoglich Badenschen Staaten; — und auf der andern Seite wegen der unter Grossherzoglich Badenscher Souverainität stehenden Fürstenbergischen Landgrafschaft Baar und Grafschaft Heiligenberg, über die Königlich Würtembergischen Orte Oeffingen, Sunthausen Würtembergischen Antheils, Biesingen, Schwenningen, Thuningen, Obertrollingen, Schura, Kirnach, Mühlhausen, und respective einen Theil der Landvogtey Schwaben, namentlich den Ort Zusdorf, oder über sonst einzelne Orte des Königreichs Würtemberg ausgeübt oder angesprochen worden sind. Wobey es sich übrigens von selbst versteht, dass die im Würtembergischen Besitze befindlichen Waldungen von Depfenhart und Adelsrenthe nicht unter obiger Entsagung auf die Hoheit über diese Orte begriffen sind, da solche als ein Theil des in den Königlichen Staaten befindlichen Epaven-Capitals nach der Haupt-Abtheilung II. definitiv an die Krone Würtemberg übergehen; unbeschadet jedoch der Privatrechte,

welche die dasigen Lehen-Leute auf die Beholzung aus diesen Waldungen hergebracht haben möchten. 1808

Art. IV. Auf der durch die Herrschaften Hilzingen und Rielasingen führenden Schafhauser Strasse zwischen Singen und Gottmandingen wird der Krone Würtemberg für alles eigene Würtembergische und durch die erforderlichen Atteste als solches ausgewiesene Eigenthum der durchaus freie, mit keinem Zoll beschränkte ein- und ausländische Commerzialzug, und eben so dem Grossherzogthum Baden auf der von Pforzheim nach Bretten durch das Königlich Würtembergische Gebiet führenden Strasse bey dem Rothenberger Hof und der Ruither Markung im Oberamt Maulbrunn die gleiche Freiheit bewilliget; die beiden Strassen-Districte hat jeder Souverain in seinen Staaten gut zu unterhalten.

Art. V. Des Grossherzogs von Baden Königliche Hoheit überlassen Seiner Königlichen Majestät von Würtemberg nebst dem in der Folge noch besonders zu evalvirenden Eigenthum die volle Souverainität über den Ort Stahringen mit Homburg, und erhalten von der Krone Würtemberg die volle Souverainität über:

a. den Fürstenbergischen Patrimonial-Ort Schlatt am Randen,

b. über die Höfe Hönisheim und Mühlersberg und

c. über die in der Steiner Markung inclavirten Rittergüter Presteneck und Lobenbach.

Art. VI. Jeder der beiden contrahirenden Höfe übernimmt mit den nunmehr unter seine unbestrittene volle Hoheit kommenden Herrschaften und einzelnen Besitzungen den dieselben betreffenden Antheil an den Landes- oder Steuer-Schulden und Lasten, die auf dem Landschaftlichen oder Steuer-Verbande haften, in welchem diese Herrschaften und Besitzungen bisher gestanden sind; und soll zur Auseinandersetzung dieser Schulden, und zur Ausmittelung der auf diese Objecte fallenden Quoten, mittelst des zum Grunde zu legenden bisherigen Concurrens-Fusses so bald als möglich geschritten werden.

1808 Art. VII. Die in diesen Herrschaften, Orten und Höfen, worüber die vorhergehenden Artikel der gegenwärtigen Convention die Souverainitäts-Verhältnisse bestimmen, befindliche Patrimonial- und Privatrechte, Gefälle und Realitäten, welche dem einen oder dem andern der beiden Souverains oder ihren Corporationen als Eigenthum oder aus sonst einem Titel zustehen, bleiben demselben, in so weit sie durch den gegenwärtigen Vertrag nicht abgetreten worden sind, oder durch den nachfolgenden Tausch- und Purifications-Vertrag nicht abgetreten werden, auch unter der Souverainität des andern Hofes, und sollen diese Besitzungen und Gefälle unter keinem Vorwand mit Arrest belegt werden.

Art. VIII. Wegen der weitern einzelnen zur Sprache gebrachten Differenzien und Reklamationen wird folgendes gegenseitig verbindlich verabredet:

a. Bey dem Taschenwald bey Schluchtern soll durch gemeinschaftliche Commissarien ohne Aufenthalt untersucht werden, ob dieser Wald auf der Markung von Grossgartach oder Schluchtern liege, und derselbe im erstern Falle unter Königlich Würtembergischer Hoheit verbleiben, im letztern aber dieselbe dem Grossherzoglichen Hause Baden zustehen.

b. Die Hoheit über den bey Ruchsen gelegenen Hof Dippach soll der Krone Würtemberg überlassen bleiben.

c. Der vormals Teutschordensche Antheil an dem Zehenden zu Klepsau wird zu Folge des von der Krone Würtemberg anerkannten Princips der Epuration als ein in den Grossherzoglichen Staaten befindliches Teutschordensches Gefäll dem Grossherzoglichen Hause Baden überlassen.

Nach dem nämlichen Princip hat:

d. das Grossherzogliche Haus Baden die vormaligen Teutschordenschen Gefälle in Schluchtern zu beziehen.

e. Wegen des Birkigwalds bei Kocherthüren und Stein, soll die Grenze der Markung von Stein durch gemeinschaftliche Commissarien untersucht und berichtiget werden, wodurch dann auch die

bisherige Differenz über den Zehenden auf Steiner Markung, so wie in Ansehung des Birkigwalds von selbst ihre Erledigung finden wird. 1808

f. Wegen des Bernbrunner Hofs wird festgesetzt, dass die vier zum vormaligen Churpfälzischen Spital Mosbach gehörigen Hof-Bauren als Grossherzoglich Badensche, die zwey zuvor teutschordensche nun Königlich Würtembergische Bauern aber, als unbestritten Königlich Würtembergische Unterthanen angesehen werden sollen.

g. Die Forsteiliche Hoheit sammt den davon abhangenden Nutzungen zu Ehingen, Hohnstetten und Ekartsbronn, gehört, da die Hohenhöwenschen Orte selbst nach Artikel II. Lit. c., nunmehr unter Grossherzoglich Badenscher Hoheit stehen, der Ort Worndorf aber schon durch den Staatsvertrag vom 13ten November 1806, unter dieselbe gekommen ist, dem Grossherzoglichen Hause Baden, jedoch vorbehaltlich der Jagd mit den dazu gehörigen observanzmässigen Nutzungen für die Krone Würtemberg.

h. Der Zoll zu Sunthausen soll gemeinschaftlich bezogen, und nach dem Verhältniss der dortigen Besitzungen zu ⅓tel für die Krone Würtemberg, und zu ⅔tel für das Grossherzogthum Baden getheilt werden; und wird man sich gleich nach geschlossenem Vertrag über einen gemeinschaftlichen Zolltarif vereinigen.

Was die Oberaufsicht über die Gemeinde-Waldungen zu Sunthausen anbetrifft, so ist man einverstanden, dass dieselbe nach dem Maassstab des Besitzes an Sunthausen, abwechslungsweise, und zwar ein Jahr von der Königlich Würtembergischen und zwey Jahre von der Grossherzoglich Badenschen Forstbehörde, geführt werden soll. Hierbey wird jedoch der Vorbehalt angefügt; dass in Hinsicht auf Festsetzung bestimmter Grundsätze, wegen Führung einer speciellen Aufsicht über diese Waldungen, zwischen den beiderseitigen Oberforst-Aemtern über alle die Behandlung der Waldungen betreffende Punkte eine nähere Uebereinkunft getroffen, und den beiden Höfen zur Genehmigung vorgelegt werden solle.

1808 i. Wegen der von Grofsherzoglich Badenfcher Seite zur Sprache gebrachten in Gefolg des Staats-Vertrags vom 16ten April 1807. §. 51.4 von der Krone Würtemberg zu extradirenden Villinger- und anderer Kapitalien u. f. w. wird verabredet, dafs, da diefe Herausgabe der gedachten Kapitalien einer Königlich Würtembergifchen Commiffion übertragen ift, auch die hierunter etwa noch beftehende Anftände mit dem Grofsherzoglichen Bevollmächtigten auf die freundfchaftlichfte Art bald möglichft berichtigt, und zugleich die noch in Villingen befindlichen der Krone Würtemberg zugehörigen Kapital-Briefe und andere Acten extradirt werden follen.

k. Die bisher von Königlich Würtembergifcher Seite fequeftrirte Gefälle des Chorherrn-Stifts in Waldkirch, und

l. eben fo die bisher im Würtembergifchen Sequefter befindlich gewefene Gefälle von Rippolzau in Grünmettftetten und Weiler werden, als nunmehr zur Pfarr-Dotation von Rippolzau gehörig, zurückgegeben.

m. Was die feit dem Jahre 1805 von der Krone Würtemberg in Sequefter genommene Güter und Gefälle der Fürftlich Fürftenbergifchen Klöfter Wittichen, Amtenhaufen u. f. w., in den Königlichen Staaten betrifft: fo wird Königlich Würtembergifcher Seits in Hinficht auf die von des Herrn Grofsherzogs Königliche Hoheit, für das Fürftliche Haus Fürftenberg eingetretene Verwendung und unter der Voraufsetzung, dafs, wie von Fürftenbergifcher Seite fchon früher angegeben worden, die gedachten Klöfter fchon im Jahre 1803 aufgehoben, und deren Gefälle mit der Fürftlichen Kammer vereinigt worden feyen, die gleichbaldige Herausgabe, diefer mit Sequefter belegten Gefälle u. f. w. zugefichert.

n. Die Krone Würtemberg entfagt den bisher angefprochenen — vormals zur Commende Rixingen im Elfafs gehörigen Gütern und Gefällen in dem Ort Fifchingen u. f. w., in dem Grofsherzoglichen Ober-Amt Röteln.

o. Das Grofsherzogliche Haus Baden hingegen steht von den bisherigen Anfprüchen an die von dem Klofter St. Georgen in Villingen herrührenden Gefälle in Wahlwies ab. 1808

Art. IX. Wegen der für beide Theile gleich wünfchenswerthen Purification und verfchiedenen Austaufchungen, fo wie wegen weiterer Ausgleichung der eigenthümlichen Befitzungen und Revenüen werden die Unterhandlungen fortgefetzt.

II.

Was die von dem Kaiferlich Königlich Oefterreichifchen Hofe in den durch den Presburger Frieden an die Krone Würtemberg gekommenen Landen aus dem droit d'epaves inkamerirte Befitzungen der aufgehobenen geiftlichen Corporationen betrifft, worüber die Krone Würtemberg den Befits des Oefterreichifchen Kaiferhaufes fortgefetzt hat; fo ift man, in fo fern das Grofsherzogliche Haus Baden dabey intereffirt ift, dahin übereingekommen:

Art. X. a. Dafs alle Forderungen und Gegenforderungen wegen der bezogenen und zu beziehen gehabten Gefälle und Nutzungen gegen einander aufgehoben feyn follen.

b. Dafs Seine Königliche Majeftät von Würtemberg das volle Eigenthum des Grofsherzoglichen Haufes über alle hieher zu rechnende und fich gegenwärtig im Grofsherzoglich Badenfchen Befitze befindliche, entweder nie von dem Oefterreichifchen Kaiferhaufe durch das droit d'epaves eingezogene, oder von folchem wieder befreite Objecte anerkennen, jedoch unbefchadet der Souveränität über die Herrfchaften Stetten am kalten Markt, Mönchhöf und Mainwangen, welche nach Art. I. Litt. a und b, des gegenwärtigen Vertrags der Krone Würtemberg zufteht, wogegen

c. das Grofsherzogliche Haus Baden von den Anfprüchen auf jene Realitäten, Gefälle und Einkünfte abfteht, welche der Königlich Würtembergifche Hof zur Zeit des gegenwärtigen Vertrags im Befitze hat, und welche nunmehr als anerkanntes Eigenthum der Krone Würtemberg verbleiben; worunter insbefondere auch die Mark-

1808 gräflichen Gülten und Gefälle in Arlen begriffen sind, nicht aber der dortige Zehenden, in dessen Besitze sich bisher der Herrn Markgrafen Hoheiten befunden haben, und welchen dieselbe auch künftig fortbeziehen.

d. Die Krone Würtemberg macht sich hiebey verbindlich, dem Grofsherzoglich Badenschen Hause ein Activ Kapital von

Einhundert zwanzig Taufend Gulden

mit fünf vom Hundert verzinslich, und von welchen jährlich am Tage des geschlossenen Staats-Vertrags neben den Zinsen 10,000 fl. abgetragen werden, zu entrichten; ertheilt auch zugleich die Versicherung, dafs die im Würtembergischen Besitze befindlichen Epaven-Kapitalien nach vorgängiger Liquidation theils an der Herrn, Markgrafen von Baden Hoheiten, als Eigenthümer der vormahligen Reichsstifter Salem und Petershausen, werden zurückgegeben, theils aber und was insbesondere das bey dem Freiherrn Maximilian von Deuring stehende epavirte Kapital von 50,000 fl. betrifft, welches nicht unter den Markgräflichen, sondern den Schweizer Epaven läuft, und somit einen Gegenstand der Unterhandlungen mit der Schweitzer Eidgenossenschaft ausmacht, bey diesen bevorstehenden Unterhandlungen das Interesse der Herrn Markgrafen in Hinsicht auf dieses Kapital werde berücksichtiget werden. Das vorgedachte Kapital von 120,000 fl. wird vom 1ten Jenner 1808 an verzinst, wogegen man Grofsherzoglich Badenscher Seits von den gemachten Ansprüchen wegen der Breisgauer Occupationskosten absteht. Dieser Zins wird mit Abtragung der stipulirten ersten Rate am Kapital entrichtet.

Art. XI. Eine Folge der gegenwärtigen Stipulation ist, dafs

a. der Grofsherzoglich Badensche Hof den, wegen der ehemals von Oesterreich inkamerirten und von Würtemberg als inkamerirt fortbezogenen Gefälle und Besitzungen auf Königlich Würtembergisches Eigenthum, besonders auf die zu Altshausen ge-

hörige Realitäten, Gefälle und Vorräthe in der Herrschaft Blumenfeld, Mainau, zu Imenstadt und andern Orten gelegten Sequester wieder aufhebt. Wogegen 1808

b. Der Königlich Würtembergische Hof den neuerlich wegen der bestandenen und nunmehr beygelegten Differenzien auf die Grossherzoglich Badenschen Besitzungen, Gefälle und Vorräthe im Nellenburgischen gelegten Sequester aufhebt.

c. Die auf diese Art beiderseitig vorhin sequestrirte Besitzungen, Gefälle und Vorräthe werden sogleich mit den bezogenen Revenüen und den vorhandenen Ausständen restituirt, und demjenigen Hofe, dem sie gehören, ohne Anstand zur eigenen Administration und Benutzung überlassen.

Art. XII. Wird aller Lehns-Verband, welcher bey einzelnen Objecten etwa bestanden haben mag, als aufgehoben betrachtet.

III.

Wird von Seiten der Krone Würtemberg zugesichert, dass man sich wegen der Schulden und Lasten der Commende Ueberlingen nach dem Verhältniss der von dieser Commende Würtembergischer Seits besitzender Güter und Gefälle mit dem Grossherzoglich Badenschen Hofe gütlich zu benehmen bereit sey.

IV.

Vorstehender Staats-Vertrag soll den beiden Allerhöchsten und Höchsten Höfen unverzüglich zur Ratification vorgelegt, und die Ratifications-Urkunden hier in kürzester Zeit ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkunde haben die beiderseitigen Bevollmächtigten ihre Unterschriften und Sigille beygefügt. So geschehen Stuttgardt am 31ten December 1808.

Königl. Würtembergische Bevollmächtigte	*Grossherzoglich Badenscher Bevollmächtigter*
(L.S.) *Frhr.* v. Reischach.	(L.S.) *Frhr.* Baur von Heppenstein.
(L.S.) J. P. Feuerbach.	

2.

1808 *Actes relatifs à l'avénement de Joachim Murat au trône de Naples, de l'année* 1808 *).

(Mém. hist. sur le royaume de Naples par le Cte G. Orloff P. II. p. 428.)

a.

Décret de l'Empereur des François par lequel il nomme Joachim Murat roi de Naples daté de Bayonne le 15 *Juillet* 1808.

Napoléon, par la grace de Dieu, empereur des François, roi d'Italie, protecteur de la confédération du Rhin, etc.

Le trône de Naples et de Sicile étant vacant par l'avénement de notre cher et bien aimé frère Joseph Napoléon au trône de l'Espagne et des Indes;

Nous avons établi et établissons les dispositions suivantes pour être exécutées comme faisant partie du statut constitutionnel donné à Bayonne, le 20 Juin de l'année suivante.

Art. I. Notre cher et bien-aimé cousin le prince Joachim Napoléon, Grand-duc de Berg et de Clèves est roi de Naples et de Sicile du 1er Août 1808.

Art. II. La couronne de Naples et de Sicile est héréditaire dans la descendance directe, naturelle et légitime dudit prince Joachim Napoléon, de mâle en mâle, d'après l'ordre de primogéniture et à l'exclusion perpétuelle des femmes et de leurs descendants.

Art. III. Néanmoins, en cas que notre chère et bien-aimée soeur la princesse Caroline survive à son époux, elle montera sur le trône.

Art. IV. Après la mort du cher et bien-aimé beau-frère Joachim Napoléon et de notre cher et bien-

*) Ces actes sont suite à ceux qui se trouvent placés Vol. V. des Suppl. du Rec. p. 66.

aimée ſoeur la princeſſe Caroline, et à défaut de 1808
deſcendants mâles, la couronne de Naples et de Sicile nous ſera dévolue et à nos héritiers et deſcendants mâles, naturels et legitimes ou adoptifs.

Dans le cas ou notre deſcendance mâle, naturelle et légitime ou adoptive viendroit à manquer, la couronne de Naples et de Sicile appartiendra aux deſcendants, mâles naturels et légitimes du prince Joſeph Napoléon, roi d'Eſpagne.

Dans le cas ou la deſcendance mâle, naturelle et légitime du prince Joſeph viendroit à manquer, la couronne appartiendra aux deſcendants mâles, naturels et légitimes du prince Louis Napoléon, roi d'Hollande;

Dans le cas ou la deſcendance mâle, naturelle et légitime du prince Louis Napoléon viendroit à manquer, la couronne appartiendra au prince Jérôme Napoléon, roi de Weſtphalie;

Et dans le cas où ce dernier roi n'auroit pas de fils, à celui qu'il aura déſigné dans ſon teſtament ſoit parmi ſes plus proches parents, ſoit parmi ceux *qu'il jugera* plus dignes de gouverner les Deux-Siciles.

Art V. Le prince Joachim Napoléon, devenu roi des Deux-Siciles, conſervera la dignité de grand-amiral de France, qui reſtera à la couronne tant que ſubſiſtera l'ordre de ſucceſſion établi par le préſent ſtatut.

Le préſent ſtatut conſtitutionnel ſera enrégiſtré dans les archives du conſeil d'état, inſcrit dans les régiſtres des cours et tribunaux du royaume, publié et affiché, ſelon les formes uſitées.

Donné dans notre palais impérial et royal de Bayonne le 15 Juillet 1808.

(*Signé:*) Napoléon

Par l'Empereur,

Le miniſtre ſecrétaire-d'état,

(*Signé:*) V. B. Maret.

Certifié conforme,

Le miniſtre ſecrétaire-d'état,

(*Signé:*) F. Ricciardi.

1808

b.

Proclamation de Joachim Murat à son avénement au trône.

Il a plu à la divine Providence que S. M. l'auguste empereur Napoléon, notre bien-aimé beau-frère nous cède la couronne des Deux-Siciles, il nous est extrêmement agréable de nous voir choisi à gouverner une nation douée des plus heureuses dispositions pour récupérer cette ancienne gloire qui a rendu illustres et mémorables jusqu'à nos jours ses ancêtres.

Tous nos efforts seront dirigés et tous nos soins assidus seront employés désormais à seconder tous les moyens de développement, dont doit dépendre la grandeur et la prospérité de la patrie et de notre couronne. Les premiers devoirs que nous nous imposons pour atteindre ce but seront de démontrer à L'Europe dans toutes les circonstances notre reconnoissance envers l'auguste empereur Napoléon, et de faire sentir à nos peuples tous les avantages qui doivent résulter pour eux de l'intime union de leur intérêt avec celui du grand empire françois.

La constitution proclamée par notre auguste prédécesseur, et garantie par S. M. l'empereur, ayant été solennellement acceptée par nous, sera inviolablement observée et formera la base de notre gouvernement, d'autant plus qu'il nous est bien cher de suivre les traces d'un souverain qui a fondé à juste titre la félicité de ses peuples.

Nous confirmons dans tous les emplois militaires, civils et politiques, les personnes qui les occupent actuellement, et nous voulons que chacun de nos sujets continue de jouir du rang et du traitement dont il a joui jusqu'à présent, et d'exercer les fonctions dont il est maintenant chargé.

Notre desir est de nous rendre, dans quelques semaines, dans votre sein avec la reine Caroline notre auguste épouse, le prince royal Achille Napoléon, et notre petite famille, qu'il nous est doux de confier à votre amour et fidélité. Elle commencera dès ce moment à nourrir les sentiments qui doivent l'at-

tacher à la patrie, et à connoître les devoirs qu'elle s'impose, de contribuer à sa gloire et à sa félicité. En attendant nous, ne doutons point que tous les ministres et autorités constituées chercheront à remplir strictement leurs devoirs dans la partie du gouvernement dont chacun est particulièrement chargé, afin que nos peuples trouvent la justice et la satisfaction qui leur est due, et qu'ils soient en même temps certains de mériter notre estime, notre bienveillance et notre considération. 1808

(*Signé:*) JOACHIM NAPOLÉON.

De par le roi, le ministre secrétaire d'état,
(*Signé:*) F. RICCIARDI.

A Bayonne le 20 Juillet 1808.

C.

Décret du roi Joachim Murat qui désigne son titre.

Vu le rapport de notre ministre des affaires étrangères, nous avons décrété et décrétons ce qui suit:

ART. I. Le titre que nous prendrons avec la couronne des Deux-Siciles, sera le suivant:

Joachim Napoléon, par la grâce de Dieu et la constitution de l'état, roi des Deux-Siciles, prince et grand-amiral de France.

ART. II. Le présent décret sera inséré dans le bulletin des lois et communiqué à tous les départements de l'état.

ART. III. Notre ministre des affaires étrangères et les autres ministres, chacun pour la partie qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent décret.

(*Signé:*) JOACHIM NAPOLÉON,

Par le roi, le ministre secrétaire-d'état
(*Signé:*) F. RICCIARDI.

3.

1809 24. Oct. *Traité conclu entre S. M. l'Empereur des François, et S. M. le Roi de Bavière, pour l'exécution du traité de Vienne du 14 Octobre 1809, signé à Paris le 28 Février, 1810* *).

(*Manuscrit, mais sûr.*)

S. M. l'Empereur des François etc., et S. M. le Roi de Bavière

ayant à régler differents interêts et voulant prendre les arrangements necessités par le traité de Vienne, des plénipotentiaires ont été nommés, savoir,

par S. M. l'Empereur des François etc. M. Jean Bte Nompère, Comte de Champagny, Duc de Cadore, etc. Son Ministre des rélations extérieures;

et par S. M. le Roi de Bavière,

M. le Comte Maximilien Joseph, de Montgelas, Son Ministre d'Etat et des conferences au département des affaires étrangères et de l'intérieur etc.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivants:

Art. I. S. M. l'Empereur des François etc. cède en toute propriété et souveraineté à Sa Majesté le Roi de Bavière, le Margraviat de Bareuth. Le village de Kaulsdorf quoique totalement séparé, tant du dit Margraviat que du royaume de Bavière, est compris dans cette cession, mais à condition que son péage, sera supprimé.

Art. II. S. M. Impériale et Royale cède parcellement et transporte à S. M. le Roi de Bavière tous les droits de propriété et de souveraineté à elle cédés par S. A. E. le prince Primat sur la principauté de Ratisbonne.

Art. III. S. M. le Roi de Bavière cède en toute souveraineté et propriété à S. M. l'Empereur et Roi, des

*) Quelques articles de ce traité se trouvent à la page 251. Vol. V. Art. 2. des Suppl. de ce R.

des parties du Tyrol italien au choix de Sa Majesté impériale. Ces parties du Tyrol devront être contigues entre elles, à la proximité et à la convenance du royaume d'Italie et des provinces Illiriennes et renfermer une population de deux cent quatre vingt à trois cent mille ames. 1809

Des commissaires italiens et bavarois seront nommés dans les quinze jours de l'échange des ratifications du présent acte, pour déterminer le territoire cédé et en marquer les limites.

Art. IV. Les donations des biens domaniaux faites et à faire par S. M. l'Empereur et Roi jusqu'à concurrence de cinq cent mille Francs de rente dans le pays de Bareuth, sont reconnues et garanties par Sa Majesté le Roi de Bavière.

S. M. le Roi de Bavière reconnoit pareillement, confirme et garantit la donation faite dans *l'Innviertel* par S. M. l'Empereur et Roi, au Général Baron de Wréole.

Les donataires jouiront de leurs biens en toute propriété sans que ces biens puissent, pendant l'espace de dix années, être chargés d'aucun nouvel impôt; ils pourront vendre les biens à eux appartenants, sans que la vente et l'exportation du prix de la vente, puissent être assujettis à aucun droit quelconque.

Art. V. Les domaines du Margraviat de Bareuth non compris dans les donations mentionées en l'article précédent, sont cédés en toute propriété à S. M. le Roi de Bavière.

Art. VI. S. M. le Roi de Bavière réunira à ses états et possédera en toute propriété et souveraineté les pays cédés par S. M. l'Empereur d'Autriche, à la droite de l'Inn, et désignés dans le paragraphe premier de l'article III. du traité de paix conclu à Vienne le quatorze Octobre mil-huit-cent-neuf.

Art. VII. S. M. le Roi de Bavière s'engage à mettre à la disposition de S. M. l'Empereur et Roi pour être possédés en toute propriété et souveraineté par les Rois et Princes de la Confédération, que S. M. Impériale et Royale désignera, des territoires

1809 ſitués dans la Franconie et dans la Souabe, contenant une population de cent ſoixante et dix mille ames.

La ville de Schweinfurth enclavée dans le Grand-Duché de Wurtzbourg ſera compriſe dans cette ceſſion, pour être donnée au Grand-Duc de Wurtzbourg.

Art. VIII. Les Rois et Princes entre lesquels doivent être répartis les cent ſoixante et dix mille ſujets cédés par l'article précédent s'entendront avec S. M. le Roi de Bavière et entre eux, ſur la déſignations et les limites des territoires que chacun deux devra poſſéder, en conſéquence de la fixation qui aura été faite par S. M. l'Empereur et Roi, du nombre de ſujets, que chacun d'eux devra acquérir.

Ils ſeront mis en poſſeſſion de ces territoires par des commiſſaires de S. M. l'Empereur et Roi, et aucun d'eux ne pourra y entrer qu'après avoir remis à des commiſſaires de S. M. impériale et royale les territoires qu'il devra lui même céder.

Art. IX. Les troupes françoiſes occupant maintenant le Tyrol italien, le royaume d'Italie ſera regardé comme étant en poſſeſſion, dès ce moment de la partie du Tyrol qui doit lui être cédée, et S. M. le Roi de Bavière ſera mis en poſſeſſion de Bareuth et de Ratisbonne; le premier Avril prochain au plus tard.

Il entrera en poſſeſſion des provinces cédées ſur la rive droite de l'Inn, immédiatement que les diſpoſitions portées dans l'article VIII. auront été éffectuées.

Art. X. Les pays acquis ou cédés par S. M. le Roi de Bavière ſeront poſſédés à l'avenir aux mêmes titres, charges, droits et obligations que par les anciens poſſeſſeurs.

Art. XI. Les dettes de toute nature dont les dits pays peuvent être grêvés, ſeront à la charge des nouveaux poſſeſſeurs et acquittés ſans reſtriction ni reſerves aucunes.

Art. XII. S. M. le Roi de Bavière prend à ſa charge et s'oblige à acquitter, ſans aucun concours de la part de la France:

1. Les dettes s'il y en a, provenant de la partie du Palatinat ſituée à la rive gauche du Rhin, et ne

résultant pas de dépenses faites pour l'administration effective du pays. 1809

2. Les dettes contractées par les princes des Deux-Ponts avec ou sans hypothèques sur les biens domaniaux, ou les revenus de la Chambre des finances du Duché des Deux-Ponts et sur leurs possessions en Alsace, que les emprunts aient été ou non enregistrés par les chambres des finances du Duché des Deux-Ponts et de Ribomviller, et par le conseil souverain d'Alsace.

3. Les rentes perpétuelles ou viagères, et les pensions civiles ou militaires assignées sur les dits domaines ou revenus.

Enfin les traitements qui à l'époque de la paix de Luneville se trouvoient et sont encore dus à d'anciens fonctionnaires et employés dans la partie du Palatinat située à la rive gauche du Rhin, le Duché de Deux-Ponts, et les possessions de la maison de Deux-Ponts dans l'Alsace.

Art. XIII. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de quinze jours, ou plustôt si faire se peut.

Fait à Paris le 28 Fevrier 1810.

(*Signé:*) Champagny, *Duc de Cadore.*
Montgelas.

(*Suit le modèle du bon à annexer au présent traité, conformement à l'Article II. des articles secrets.*)

Articles séparés et secrets.

Art. I. En échange des domaines cédés par l'article V. du traité présent S. M. le Roi de Bavière s'engage à faire verser dans le courant de Mars prochain, dans la caisse de domaine extraordinaire de S. M. l'Empereur et Roi cent cinquante bons de cent mille francs chacun, formant un capital de quinze millions de francs.

Art. II. Les cent cinquante bons de cent mille francs chacun, qui aux termes de l'article précédent doivent être versés dans la caisse du domaine extraor-

1809 dinaire feront rédigés et fignés conformément au modèle annexé au préfent traité.

Ils porteront intérêt, et cet intérêt fixé à cinq pour cent commençera à courir du 1er Janvier 1810., et fera payable à deux époques, le trente juin et le trente un Décembre de chaque année jusqu'au rembourfement des bons, ce payement d'intérêt montant à deux mille cinq cents francs par femeftre et par bon, fera fait à Paris par un banquier que défignera S. M. le Roi de Bavière; la caiffe du domaine extraordinaire fera connoître chaque femeftre à ce banquier le nom des poffeffeurs des bons.

Les bons feront divifés en dix féries de quinze bons chacune, chaque série et chaque bon portant un numéro.

La première série fera rembourfée dans le courant de l'année mil-huit-cent-onze, favoir: les quatre premiers bons, le trente un Janvier; les bons numerotés de cinq à huit, le trente Avril; ceux numerotés de neuf à douze, le trente un Juillet, et les trois derniers le trente un Octobre.

Les neufs autres féries feront rembourfées de la même manière et à pareils jours, à raifon d'une série par année, de manière que la deuxième série foit rembourfée en mil-huit-cent-douze, la troifième en mil-huit-cent-treize et ainfi de fuite jusqu'à la dixième et dernière série qui fera rembourfée dans le courant de l'année mil-huit-cent-vingt:

Le rembourfement des bons fera fait à Munich pour le tréfor royal de Bavière.

Art. III. Au moyen de la ftipulation énoncée dans les articles précédents, les domaines de Bareuth font libérés de l'hypothèque de la dotation de la principauté d'Efsling dont ils étoient grêvés;

Art. IV. S. M. le Roi de Bavière comme poffeffeur de la principauté de Ratisbonne, s'engage à mettre à la difpofition de S. M. l'Empereur et Roi, des domaines produifant un revenu net annuel de quatre cent mille francs, libres de toute hypothèque et de toute dette outre que celle de l'impôt.

Ces domaines seront érigés en un ou plusieurs fiefs de l'Empire et passeront d'ainés en ainés aux descendants mâles de ceux en faveur desquels S. M. impériale et royale en aura disposé. 1809

Les possesseurs de ces fiefs ne seront jamais tenus de résider, ni de servir en Bavière, ils auront toujours au contraire la faculté de servir en France, ou dans tout autre état de la confédération, ils pourront vendre ces fiefs ou en exporter la valeur, sans pouvoir être assujettis à aucun droit quelconque.

Art. V. S. M. le Roi de Bavière déclare qu'il ne formera aucune répétition ou demande pour raison d'avances, praestations et fournitures faites ou à faire aux troupes françoises et alliées antérieurement au présent traité; et jusqu'à leur prochain retour en France.

Art. VI. Les présents articles auront la même force et valeur que s'ils étoient insérés textuellement dans le traité patent de ce jour, ils seront ratifiés et les ratifications en seront échangées en même temps que celles du susdit traité.

Fait à Paris le 28 Février 1810.

(*Signé:*) Champagny, *Duc de Cadore.*
(L. S.) Montgelas.
(L. S.)

(*Ce traité a été ratifié à Strasbourg par S. M. le Roi de Bavière, le 3 Mars 1810.*)

4.

1810 10 Déc. *Note des Ministres de Russie auprès les diverses cours de l'Europe au sujet de la réunion du Duché d'Oldenbourg à la France par le Senatus consulte du 10 Décembre 1810 remise en 1811* *).

(*Sur manuscrit, mais sûr*).

S. M. Alexandre I. empereur de toutes les Russies a apris avec surprise que S. M. l'Empereur des François, Roi d'Italie, son allié, donnant, par un sénatus-consulte, de nouvelles limites à son empire, y a compris le Duché d'Oldenbourg, S. M. a exposé à l'attention de l'Empereur, son allié, comme elle le fait à celle de l'Europe entière, que nommément le traité de Tilsit assure la paisible possession de ce Duché à son légitime souverain.

S. M. a rappelé à ce monarque et le fait à toutes les puissances, que la Russie, par le traité provisoire de 1766 et celui de 1773, abandonna au Roi de Danemark tout ce qu'elle possédoit dans le Duché de Holstein, et reçut en échange les comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst, qui, par des transactions connues, auxquelles plusieurs puissances durent nécessairement prendre part, furent érigés en un Duché souverain en faveur d'une branche cadette de cette même maison de Holstein-Gottorp, à laquelle S. M. I. appartient par le lien du sang le plus direct.

---

*) Une traduction allemande de cette pièce qui est en quelque sorte un acte de protestation par lequel l'Empereur de Russie met en reserve les droits de la maison, se trouve Nouv. R. Vol. I. p. 348. et dans Luder Frankreich und Russland Vol. I. p. 109.; elle fait partie des actes relatifs à la réunion de divers états à l'empire françois et au royaume d'Italie. Ayant été à même de me procurer une copie sûre de l'original, je crois devoir la placer ici.

L'Empereur juge que cet état, créé par la générosité de son empire, ne peut-être annullé sans blesser toute justice et ses droits. Il se voit par conséquent obligé d'user du droit de réservation, et de mettre à couvert, comme il le fait par le présent office, en son propre nom et celui de ses héritiers au trône à perpétuité, tous les droits et obligations qui dérivent des traités ci-dessus mentionnés. 1810

Quel prix pourroient conserver les alliances, si les traités qui les fondent ne conservoient pas le leur? Mais S. M., afin de ne point donner sujet à aucune méprise, déclare ici qu'un grand intérêt politique a produit son alliance avec S. M. l'Empereur des François; que cet intérêt subsiste, et qu'elle se propose, par conséquent de veiller à la conservation de cette alliance, et s'attend à un soin pareil et réciproque de la part d'un monarque à l'amitié duquel elle a des droits.

Cette union de l'intérêt des deux empires, conçue par *Pierre* le Grand, qui dès lors et depuis rencontra tant d'obstacles, a déjà procuré des avantages à l'empire de S. M., et la France de même en a recueil de son côté.

Il paroit donc de l'utilité des deux empires de s'appliquer à conserver cette alliance, et S. M. y consacrera tous ses soins.

Le soussigné . . . obéit aux ordres de l'Empereur son maitre, en adressant le présent office à M. . . . et il saisit cette occasion pour, etc.

5.

1811 30 Mars *Convention entre S. M. le Roi de Bavière et S. M. le Roi de Saxe pour l'extradition réciproque des déſerteurs, ſignée à Dresde le 30 Mars* 1811.

(*Königlich Baieriſches Regierungsblatt* 1811. XXXV. Stück.)

Seine Königliche Majeſtät von Baiern und Seine Königliche Majeſtät von Sachſen, Herzog von Warſchau, haben zur Befeſtigung der zwiſchen Ihnen beſtehenden Freundſchaft, und um Alles, was derſelben auf irgend eine Weiſe jetzt oder ins künftige entgegen ſeyn könnte, ſorgfältigſt aus dem Wege zu räumen, eine Militair-Kartel-Convention abzuſchlieſsen beſchloſſen, und zu dem Ende zu Ihren Commiſſarien und Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Königliche Majeſtät von Baiern, Ihren auſserordentlichen Geſandten und bevollmächtigten Miniſter am Königlich Sächſiſchen Hofe, geheimen Legations-Rath und Kommandeur des Königlichen Civil-Verdienſt-Ordens der baieriſchen Krone, Herrn Chriſtian Hubert von Pfeffel, und

Seine Königliche Majeſtät von Sachſen Ihren geheimen Kriegsrath, Herrn Gottlieb Auguſt Freiherrn von Gutſchmid.

Dieſelben ſind, nachdem ſie ihre Vollmachten gegenſeitig ausgewechſelt, in Unterhandlungen getreten, und unter Vorbehalt der Genehmigung ihrer beiderſeitigen Souveraine, über folgende Artikel übereingekommen.

Art. I. Es ſollen alle und jede in der Kavallerie, Infanterie, Artillerie, dem Train, oder in welcher Art Waffen es ſey, dienenden Militair-Perſonen, welche von des einen Souverains Truppen deſertiren, und in die Lande oder zu den Truppen des andern Souverains, wenn dieſe auch auſserhalb ihres Vaterlandes ſich befinden ſollten, ſich begeben,

zu Militairdiensten nicht angenommen, noch verhehlt, oder fortgeschaft, vielmehr, sobald man ihrer habhaft geworden, ohne eine Reklamation abzuwarten, nebst den mitgenommenen Dienstpferden, Montirungs- Armatur- und Equipage-Stücken ausgeliefert werden. 1811

Derjenige Deserteur, welcher als Unterthan des Staats, in welchem er übergetreten ist, anerkannt wird, unterliegt jedoch keiner Auslieferung; es sind aber gleichwohl alle von dergleichen Deserteurs mitgenommenen Dienstpferde, Montirungs- Armatur- und Equipage-Stücke ohne Entgelt zurückzugeben, oder in deren Ermangelung nach dem wahren Werthe aus ihrem bereitesten Vermögen, in so fern dergleichen vorhanden, zu ersetzen. Und es ist derjenige Deserteur Unterthan eines der hohen Herrn Paciscenten, in dessen Landen, besagte Attestats aus dem Kirchenbuche oder von der Gerichts-Obrigkeit, der Deserteur entweder geboren, und bis zu dem achtzehnten Lebensjahre erzogen, oder zum dortigen Unterthan aufgenommen wurde, ehe er in des *andern* hohen Herrn Paciscenten Militair-Dienste gelangte.

Art. II. Unter vorgedachten desertirenden Militairpersonen, welche auch ohne vorgängige Reklamation nebst den mitgenommenen Pferden und Effecten ausgeliefert werden sollen, sind nicht bloss die in Reihe und Glied unter dem Gewehre gestandenen Mannschaften, sondern auch die sonst der Armee mit Eid und Pflichten verwandten Personen, mit Inbegriff der bey der Artillerie und den sonstigem Fuhrwesen angestellten Fuhrwesens-Soldaten, zu verstehen.

Art. III. Auch sollen die entlaufenen Bedienten der Officiere auf vorgängige Reklamation den sie reklamirenden Regimentern, oder obrigkeitlichen Behörden, nebst den von dergleichen Bedienten etwa mitgenommenen Pferden und Effecten ausgeliefert werden.

Art. IV. Wenn ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Souveraine zu denen eines dritten, und von diesen wiederum in die Lande des andern paciscirenden Souverains oder sonst zu dessen

1811 Truppen oder Werbern desertirt; so kommt es darauf an, ob letzterer Souverain mit jenem dritten ein Cartell hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen ist, im entgegengesetzten Falle aber dem paciscirenden Souverain, dessen Dienste er zuerst verlassen hat, dieser Konvention gemäss ausgeliefert.

Art. V. Alle und jede Militair- oder Civil-Obrigkeiten, besonders an den Grenzen, sind verpflichtet, auf jede fremde einschleichende militairische Person genau Acht zu haben, bey entstehendem Verdachte, dass dieselbe von den Truppen der andern paciscirenden Macht desertirt sey, sie zu arretiren, und wenn der Verdacht durch Untersuchung begründet wird, sie nebst dem etwa entführten Pferde und den Effecten an die nächste Civil- oder Militair-Behörde so fort auszuliefern, oder zur Auslieferung anzubieten, und sowohl Ort als Tag und Stunde zu derselben zu verabreden. Sollte aber aller dieser Maasregeln ungeachtet, dennoch ein Deserteur sich durch Verkleidung oder mittelst falscher Pässe eingeschlichen haben, so wird er, sobald er entdeckt oder reklamirt worden, arretirt, und auf die vorgeschriebene Art ausgeliefert.

Art. VI. Diejenigen, welche einen Deserteur zu verhehlen, oder ihm fortzuhelfen sich unterstehen, und dessen überwiesen werden, sollen nach Befinden der Umstände, mit Gefängniss oder andern nachdrücklichen Strafen belegt werden. Sollte aber ein Officier selbst wider Verhoffen seine Pflichten so weit vergessen, um einen Deserteur wissentlich anzunehmen oder zu verhehlen, so soll ein solcher Officier deshalb zu scharfer Verantwortung gezogen, auch nach Befinden mit Verlust seiner Charge bestraft werden.

Wenn jemand in dem einen oder andern Lande von einem Deserteur Pferde, Montirungs- Armatur- und Equipage-Stücke an sich gekauft hat, so sollen solche überall, wo sie gefunden werden, weggenommen, und dem Regimente, zu welchem der Deserteur gehört, wieder zugestellt werden, ohne dass der Käufer deshalb eine Entschädigung erhalte. Der Uebereinkunft beiderseitiger Behörden bleibt es übri-

gens überlaſſen, ob die Ausantwortung in natura erfolgen, oder ob der Verkauf ſtatt finden, und der gelöſste Geldbetrag geliefert werden ſolle. Sollten aber dergleichen Effecten bey dem Käufer in natura nicht mehr gefunden werden, ſo ſoll derſelbe ihren Werth im Gelde bezahlen, auch noch beſonders beſtraft werden, wenn bewieſen wird, daſs er wiſſentlich von einem Deſerteur gekauft hat. 1811

Art. VII. Demjenigen Unterthan, welcher einen Deſerteur einliefert, ſoll zur ferneren Aufmunterung eine Gratification von vier Gulden, nach dem zwanzig Gulden Fuſs gerechnet, für einen Mann ohne Pferd, und acht Gulden nach dem nämlichen Fuſs für einen Mann mit dem Pferde gereichet, und dieſe Gratification von dem ausliefernden Theile vorgeſchoſſen werden.

Art. VIII. Vom Tage der Arretirung an bis zu erfolgender Auslieferung iſt jeder auszuliefernde Mann mit neun Kreuzer (rheiniſch) oder zwey Groſchen (ſächſiſch) und jedes von ihm mitgebrachte *Pferd* mit ſechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu und drey Pfund Stroh täglich zu verpflegen. Der Hafer ſo wie das Heu und Stroh, ſind nach dem an dem Orte der Aufbewahrung marktgängigen Preiſe anzuſchlagen, und über den geſammten Verpflegungs-Aufwand iſt eine richtige Liquidation zu fertigen.

Art. IX. Die Auslieferung, wobey zugleich die Pferde und alle Sachen, welche bey dem Auszuliefernden gefunden, oder nach Art. VI. wieder erlangt worden, zu übergeben ſind, ſoll, im Falle ſie nicht ſogleich geſchehen kann, zu der nach Art. V. verabredeten Zeit unfehlbar erfolgen, und von Seiten der auszuliefernden Macht ſoll der Deſerteur nach dem nächſten oder in Gemäſsheit der getroffenen Uebereinkunft verabredeten Grenzorte gebracht werden, allwo von Seite des andern Theiles die Uebernahme erfolgt, und wobey die, nach Art. VIII. liquidirten Verpflegungskoſten, ſo wie die nach Art. VII. etwa zu bezahlen geweſene Gratification, wieder zu erſtatten ſind; jedoch iſt die Auslieferung der Deſerteurs der etwa nicht ſofort auszumittelnden Reſtitution der Unkoſten halber, wenn ſonſt der Auslieferung ſelbſt kein Bedenken entgegenſteht, nicht

1811 aufzuhalten. Ueber richtige Ablieferung eines Deserteurs und seiner Effecten erhält der Abliefernde eine Bescheinigung, und eben so der Empfangende eine Quittung über richtige Zahlung der liquidirten Kosten.

Art. X. Ausser nur gedachter Kosten soll ein Mehreres unter keinerley Vorwand, wenn auch gleich ein solcher auszuliefernder Mann aus Unwissenheit unter desjenigen Souverains Truppen, der ihn auszuliefern hat, angeworben seyn sollte, etwa wegen des Handgeldes, genossener Löhnung, Bewachung und Fortschaffung oder wie es sonst Namen haben möge, gefordert werden.

Art. XI. Niemand soll einen Deserteur in des andern Paciscenten Lande, ohne schriftliche Requisition oder offene Steckbreife von seinen Obern, verfolgen, bey deren Vorzeigung aber jede Obrigkeit zu des Deserteurs Arretirung, auf gebührendes Anmelden, es geschehe mündlich oder schriftlich, hülfreiche Handleistung zu thun verbunden sind. Wenn aber einem oder mehreren Deserteurs durch ein Kommando nachgesetzt würde, soll bey Erreichung der Grenzen des andern Herrn, dieses Kommando nicht ganz, sondern nur ein, höchstens zwey Mann von demselben, welche mit einem Pass oder militairischer Ordre versehen seyn müssen, in die Städte, Flecken, Amt oder Dorf den Deserteur verfolgen, sich aber an demselben keineswegs vergreifen, sondern sofort der Garnison oder Miliz des Orts, oder der Obrigkeit es melden.

Art. XII. In Ansehung derjenigen auszuliefernden Deserteurs, welche während ihrer Entweichung ein Verbrechen verübt, oder daran Theil gehabt haben, wird hiemit festgesetzt, dass alle von ihnen begangenen Verbrechen in demjenigen Lande, wo sie begangen worden, zu untersuchen, und den dortigen Gesetzen gemäss zu bestrafen sind. Hätte ein Deserteur in dem andern Lande ein grobes Verbrechen, z. B. Mord, Raub, oder jedes andere begangen, worauf die Todes- oder ewige Gefängniss-Strafe stehet, so fällt die Auslieferung weg. Hat derselbe ein anderes Verbrechen begangen, so wird er

nach überstandener Strafe ausgeliefert, und für die Zeit, da er in Untersuchung oder im Gefängnisse gewesen ist, werden keine Unterhaltungs-Kosten vergütet. Jedenfalls wird, wenn der Deserteur in Untersuchung befangen ist, davon sogleich Nachricht ertheilt, und sollen, wenn in der Folge dessen Ueberlieferung eintritt, zugleich die denselben betreffenden Untersuchungs-Akten, entweder im Original oder Auszugsweise und in beglaubigten Abschriften übergeben werden; damit ermessen werden könne, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militairdienste geeignet sey oder nicht. Ein Pferd oder andere Effecten, welche ein solcher Deserteur etwa mitgenommen, werden in beiden Fällen sogleich ausgeliefert. 1811

Art. XIII. Was die Unterthanen beider Theile betrifft, welche anjetzt bey Abschluss dieser Convention wirklich in dem Militairdienste des einen oder des andern Souverains sich befinden, so soll denselben die Wahl frey stehen, entweder in ihr Vaterland zurückzukehren, oder in den Diensten, in welchen *sie sich* befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen drey Monaten nach Publikation gegenwärtiger Convention diesfalls bestimmt erklären. Denjenigen, welche in ihr Vaterland zurückkehren wollen, soll der Abschied unverweigerlich ertheilt werden, diejenigen aber, welche in dem Dienste, worin sie sich befinden, zu bleiben vorziehen, sind in Rücksicht ihrer Entlassung den Gesetzen desjenigen Staates, dem sie dienen, unterworfen.

Art. XIV. Wenn Unterthanen des einen Souverains, die entweder nach der im Königreiche Sachsen jetzt bestehenden oder künftig, es sey durch Conscription oder sonst zu treffenden Einrichtung zum Kriegsdienst verpflichtet, oder der im Königreiche Baiern eingeführten Conscription unterworfen sind, sich in die Lande des andern Souverains oder unter desselben Truppen, begeben, so sollen dieselben auf erfolgte Reklamation der competenten Civil- oder Militair-Behörde des einen Staats, an die competente Civil- oder Militair-Behörde des andern, sofort ausgeliefert werden, und soll es mit dieser Auslieferung gerade eben so gehalten werden, wie es wegen der

1811 Auslieferung militairischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist.

Beide Souverains versprechen sich ausdrücklich, dergleichen Unterthanen keinen Aufenthalt noch Zuflucht in ihren Landen zu gestatten, vielmehr allen ihren Landes-Behörden, die es angeht, gemessenst zu befehlen, den ergangenen Reklamationen in solchen Fällen auf das schleunigste zu genügen, und alle diejenigen Obrigkeiten, welche sich hierunter eine Nachlässigkeit zu Schulden kommen lassen, so wie auch diejenigen ihrer Unterthanen, welche die Reklamirten bey sich verbergen, oder ihre weitere Flucht befördern, auf eine ihrem Vergehen angemessene Art zu bestrafen.

Art. XV. Die Gültigkeit dieser Convention soll vom 1sten des Monats May 1811 ihren Anfang nehmen, und mithin sollen diejenigen Militair-Personen, Conscribirte, oder zum Kriegsdienste verpflichtete Unterthanen, welche nach dieser Zeit desertiren, oder sich aus den Staaten des einen paciscirenden Souverains in die des andern begeben, in der vorgeschriebenen Art wechselseitig ausgeliefert werden.

Art. XVI. Die Aufkündigung dieser Convention steht zwar beiden Souverains frey, doch wollen Sich Dieselben ein Jahr vorher davon benachrichtigen.

Art. XVII. Diese Convention wird in beiderseitigen Landen sofort nach erfolgter Auswechselung der Ratificationen beider Souverains unter öffentlicher Autorität auf die in jedem Lande übliche Art gedruckt und bekannt gemacht werden, und soll dabey allen Unterthanen und besonders allen Civil- und Militair-Behörden, welche es angeht, aufgegeben werden, sich von der im Art. XV. bemerkten Zeit an, nach dem Inhalte dieser Convention überall auf das genaueste zu richten.

Art. XVIII. Die gegenwärtige Convention wird von Seiner Königlichen Majestät von Baiern und Seiner Königlichen Majestät von Sachsen drey Wochen vom Tage der heutigen Unterzeichnung an gerechnet, oder noch früher, wenn es seyn kann, ratificirt und genehmigt, und sollen hierauf die beiderseiti-

gen Ratificationen zwischen den Bevollmächtigten, 1811
gegen einander ausgewechselt werden.

Zu dessen Urkund und Beglaubigung haben wir beiderseitige Commissarien und Bevollmächtigte diese Convention in zwey gleichlautenden Ausfertigungen eigenhändig unterschrieben und mit unsern Petschaften besiegelt.

So geschehen Dresden am 30ten März 1811.

(L. S.) Pfeffel.

(L. S.) Gottl. Aug. *Freih.* v. Gutschmid.

6.

Convention conclue entre le Duc de Gallo, Ministre des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Naples, et S. William Bentink, Ministre plénipotentiaire et commandant en chef des forces britanniques dans la Méditerranée, signé à Naples le 3 Févr. 1814.

1814 3 Févr.

(*Mem. hist. sur le royaume de Naples par le Cte Grégoire Orloff.* T. II. p. 441.)

Les soussignés, en vertu des pleinpouvoirs dont ils sont investis, ont conclu la convention suivante:

Art. I. Il y aura d'aujourd'hui cessation entière d'hostilité par terre et par mer, tant entre les forces napolitaines et britanniques, qu'entre le royaume de Naples et les îles de la Mediterrannée et de l'Adriatique, où se trouvent stationnées des forces britanniques ou d'autres troupes sous les commandants anglois.

Cette convention fait partie des actes sur l'évacuation de l'Italie des troupes françoises, qui se trouvent placés Vol. VII. des Suppl. de ce R.

1814 Art. II. Durant l'armiſtice, il y aura entre le royaume de Naples, la Grande-Brétagne et les îles mentionnées ci-deſſus dans l'article, un commerce libre de toute marchandiſe non prohibée, aſſujettie cependant aux réglements établis par les gouvernements reſpectifs, ou qui pourroient être établis.

Art. III. Si l'armiſtice devoit ceſſer par quelques circonſtances, les hoſtilités ne pourront recommencer que trois mois après que la rupture en ſera dénoncée par une des deux parties.

Art. IV. Il ſera conclu immédiatement une convention militaire, entre les officiers généraux et ſupérieurs de l'armée autrichienne, napolitaine et angloiſe, pour établir un plan d'opération, ſelon le quel les troupes reſpectives réunis pour la même cauſe devront agir.

Fait à Naples le 3 Février 1814.

(*Signé:*) *Le Duc* de Gallo,
Miniſtre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Naples.

(*Signé:*) William Bentink,
Miniſtre plénipotentiaire et commandant en chef des forces britanniques, dans la Mediterranée.

7.

Janv. *Actes rélatifs au traité de Paix conclu entre la Cour d'Autriche et celle de Naples, au mois de Janvier* 1814 *).

a.

Acte ſéparé.

Moi ſouſſigné, miniſtre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Naples, déclare que M. le lieutenant-

*) Ces deux pièces publiées pour la première fois par le Cte G. Orloff, dans ſes *Memoires ſur le royaume de Naples*, font ſuite aux actes qui ſe trouvent placés, Nouv. Recueil. T. I. p. 666.

nant-général, comte de Neipperg, miniſtre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur d'Autriche, m'a manifeſté, dans les conférences qui ont eu lieu entre nous par la concluſion du traité d'amitié et d'alliance qui a été ſigné à Naples cejourd'hui 8 Janvier 1814, qu'il étoit autoriſé par les inſtructions de S. M. impériale royale apoſtolique, à aſſurer verbalement le Roi mon maitre, qu'en cas de ſon acceſſion au ſyſtème politique des puiſſances alliées dans la préſente guerre, S. M. l'Empereur d'Autriche emploiera tous les moyens, et, s'il en eſt beſoin, jusqu'à ceux de la force, pour amener le Roi de Sicile à renoncer formellement, pour lui et ſes ſucceſſeurs à perpétuité, au royaume de Naples, et à en garantir la poſſeſſion paiſible et entière à S. M. le Roi Joachim Napoléon et ſes descendants à perpétuité. En foi de quoi, moi ſouſſigné, de conſentement de M. le comte de Neipperg, j'ai conſigné cette communication verbale dans le préſent acte que je lui ai communiqué, et que j'ai muni de ma ſignature et du cachet de mes armes. 1814

Fait à Naples, le 8 Janvier 1814.

(L. S.) *Signé:* *Le Duc* DE GALLO.

b.

Article des inſtructions de S. M. l'Empereur d'Autriche, communiqué par M. le comte de Neipperg à M. le Duc de Gallo.

L'article ſéparé 1er et ſecret donne au Roi la meſure de la bonne foi avec laquelle nous traitons. Nos plénipotentiaires ſont autoriſés d'aſſurer verbalement qu'au cas d'acceſſion de ſa majeſté, nous emploierons au beſoin jusqu'aux moyens de force pour amener le Roi de Sicile à renoncer au royaume de Naples, et à en garantir la poſſeſſion au Roi Joachim.

8.

1814 18 Avr. *Convention militaire conclue entre l'armée angloise et les troupes de la garnison de la ville de Gênes, signée à St. François d'Albéron, le* 18 *Avril*, 1814.

(*Traduction privée.*)

Convention conclue entre le Lieutenant-Général Macfarlane, au nom de Son Excellence Lord Wm. Bentink, commandant en chef de l'armée combinée sur la côte de Gènes, et Sir Charles Rowley Bart commandant de l'escadre sous les ordres du Vice-Admiral Sir Eduard Pellew, commandant en chef de l'armée navale angloise dans la Méditerranée d'une part, et le Chevalier Dubignon, Colonel commandant de la 28ème Légion de la Gendarmerie, et le Chevalier Chopia, Receveur dans la 28ième Division militaire, au nom de Mr. le Baron Fresia, Général de division, commandant en chef de la forteresse de Gênes, de l'autre part.

Art. I. La forteresse de Gênes sera remise aux troupes combinées angloises et siciliennes. Dès ce moment toutes les hostilités entre ces troupes et la garnison de Gènes cesseront.

Art. II. Les dites troupes combinées prendront possession de la ville de Gênes demain à cinq heures du matin, c'est-à-dire, elles occuperont à cette heure les portes de Pille et celle de l'Arco, ainsi que le quartier de la Place, situé entre ces deux portes. Elles occuperont à la même heure le fort Quetze et successivement tous les autres forts et portes extérieurs dans le courant de la journée.

Art. III. A la même heure trois vaisseaux de guerre entreront dans le port de Gênes.

Art. IV. Les troupes françoises resteront en possession des autres parties de la ville, jusqu'à Jeudi, 21 du mois présent, à huit heures du matin. Ce même jour elles partiront pour la France en prenant la route la plus courte. Si elles prennent la route de Nice, le gouvernement anglois s'engage à fournir trois bâtiments pour transporter les bagages.

8. 1814

(Annual Register, 1815. p. 193.)

Convention concluded between Lieut-Gen. Macfarlane, stipulating in the name of his Excellency Lord Wm. Bentink, Commander-in-Chief of the combined Army acting on the coast of Genoa, and Sir Charles Rowley, Bart Commander of the Squadron under the Ordres of Vice-Admiral Sir Edward Pellew, Bart. Commander in Chief of the English fleet in the Mediterranean, on one part; and the Chevalier Dubignon, Colonel, commanding the 28th Legion of Gendarmerie, and the Chevalier Chopia, Inspector of Revenues in the 28th Military Division, stipulating, in the name of Baron Fresia, General of Division, Chief Commandant of the Fortress of Genoa on the other part.

Art. I. The fortress of Genoa shall be given up to the combined English and Sicilian troops. All hostilities, therefore, cease from this moment between the trops and the garrison of Genoa.

Art. II. The said combined troops shall take possession of the city of Genoa to-morrow morning, at five o'clok; that is to say, they shall occupy at that hour the gates Pille and del Arco, as well as the quarter of La Pace, situated between those gates. They shall likewise occupy, at the same hour, Fort Quetze, and all the other exterior forts and gates, successively, during the same day.

Art. III. Three ships of war shall enter at the same hour into the port of Genoa.

Art. IV. The French troops shall remain in possession of the remaining part of the town, until Thursday the 21st. instant at eight in the morning. On that day they shall set out for France by the shortest way. In case they should take the road of Nice, the English government engages to furnish three vessels to provide for the conveyance of their baggage.

1814 Art. V. Elles poursuivront la route militaire fixée par les conventions, et ne seront molestées dans leur marche d'aucune manière ni par les troupes de Sa Majesté britannique ni par celles de ses Alliés.

Art. VI. Les troupes françoises sortiront tambour battant, mèches allumées, avec armes et bagages, et avec tous les honneurs de la guerre. Elles emmeneront six pièces de canon, et la munition nécessaire pour six pièces; chaque soldat portera 120 cartouches avec lui.

Art. VII. Toutes les personnes appartenantes aux dites troupes françoises emmèneront tous les effets et bagages qui leur appartiennent, savoir tous les magasins privés, mais non pas ceux appartenans au gouvernement.

Art. VIII. Deux commissaires seront nommés demain pour dresser un inventaire des magasins et propriétés du gouvernement françois, et les sceaux du gouvernement britannique y seront mis; laissant toutefois à la disposition des troupes françoises une provision de subsistances suffisantes jusqu'au 21 du présent mois et en outre encore du biscuit et des rations pour quatre jours, pour le nombre de troupes présentement sous les armes, et formant la garnison de Gênes.

Art. IX. Tout ce qui appartient à la marine françoise sera livré demain à la flotte angloise.

Art. X. Les malades et blessés de l'armée françoise resteront dans les hôpitaux de Gênes, jusqu'à ce qu'ils soient guéris. Ils seront traités et nourris comme par le passé aux fraix du gouvernement françois.

Un Commissaire et un Officier de santé resteront à Gênes pour régler la stipulation de l'article X. et pour renvoyer en France les militaires françois guéris.

Art. XI. Si dans la suite il étoit nécessaire de s'entendre sur quelques points, ou de régler quelques objets en litige, on nommera des Commissaires de part et d'autre à cet effet.

Conclu à St. François d'Albero le 18 Avril 1814.

(*Signé:*) Macfarlane, *Lieutenant-Général.*
Charles Rowley.
Le Chevalier Dubignon.
Le Chevalier Chopia.

Art. V. They shall pursue the military route fixed by the regulations, and they are on no account to be molested on their march, either by the troops of his Britannic Majesty, or those of his allies. 1814

Art. VI. The French troops shall march out with drums beating, matches lighted, wid their arms and baggage, and with all the honours of war. They shall take with them six pieces of cannon, and the powder containing the necessary quantity of ammunition for the said cannon, and likewise one hundred and twenty cartridges per man.

Art. VII. All persons forming part of the said French troops shall take with them all the effects and baggage that belong to them, it being well understood that under this meaning are comprehended the private magazines of the forces but not those of government.

Art. VIII. Two commissaries shall be appointed to-morrow morning, in order to draw up an inventory of the magazines and property of the French government, and the seals of the British government shall be affixed thereon, leaving, however, ad the disposition of the French troops, as much as will be sufficient for their subsistence until the 21st. instant, and besides biscuit, rations for four days, for the number of troops present under arms, and in garrison at Genoa.

Art. IX. Every thing belonging to the French marine will be delivered over to-morrow to the British navy.

Art. X. The sick and wounded of the French army shall remain in the hospitals of the place until they be cured. They shall be treated and subsisted as heretofore, at the expence of the French government.

There shall remain at Genoa a commissary and a medical officer, in order to regulate the stipulations of the tenth article, and send the military back to France after their recovery.

Art. XI. In case anything should require to be regulated, commissaries will be appointed on both sides to that effect.

Done at St. Francois d'Albero this 18th. day of April, 1814.

9.

1814 5 Juill. *Article séparé du traité d'amitié et d'Alliance conclu entre S. M. Britannique et S. M. Catholique Ferdinand VII. signé à Madrid le 5 Juill.* 1814.

[*Publié pour la première fois le 21 Avril* 1823 *)]

Article séparé.

"Sa Majesté catholique s'engage à n'entrer dans aucun traité ou engagement, avec la France de la nature de celui qui est connu sous le nom de *Pacte de famille*, ni dans aucun autre qui puisse affecter l'indépendance de l'Espagne, être dommageable aux intérêts de Sa Majesté britannique ou contrarier l'etroite alliance stipulée par ce traité d'amitié et d'alliance signée le 5 Juillet, et aura la même force et validité que s'il y etoit inséré mot pour mot. Il sera ratifié et les ratifications seront echangées dans le terme de quarante jours ou plus tôt si faire se peut."

En foi de quoi nous avons signé deu.

(*Signé:*) *Le Duc* DE SAN CARLOS.

H. WELLESLEY.

---

*) Le journal des Débats du 26 Avril, 1823, d'après la gazette officielle angloise du 21. du même mois, donne pour la première fois cet article séparé du traité du 5 Juillet 1814 conclu entre la Grande Brétagne et l'Espagne. M. Canning Secrétaire d'Etat ayant le Département des Affaires étrangères, par une note envoyée à l'ambassadeur anglois à Paris, rappele au ministère françois l'existence de l'article séparé ci-dessus, communique dans le tems à la France et aux autres Puissances, mais qui fut omis, lors de la publication de ce traité, d'après la demande expresse de M. le prince de Talleyrand alors Ministre des affaires étrangères. Le traité du 5 Juillet 1814, se trouve placé 2. IV du nouveau Recueil p. 123.

10.

Actes par lesquels l'administration des Etats de Parme de Plaisance et de Guastalle est provisoirement cédée à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche du 31 Mars et du 2 Avril 1815. 1815 31 Mars

(*Wiener Zeitung Monat Mai* 1815.)

a.

Bekanntmachung Ihro Majestät, der Kaiserin Maria Louise u. s. w., dass sie die provisorische Verwaltung ihrer Staaten von Parma, Piacenza und Guastalla, Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich übergeben habe; datirt Schönbrunn den 31 März, 1815.

Wir Kaiserin Maria Louise, Erzherzogin von Oesterreich, Herzogin von Parma, Piacenza und Guastalla; machen allen Unterthanen und Bewohnern Unserer Staaten von Parma, Piacenza und Guastalla bekannt, dass Wir, in Erwägung der gegenwärtigen Zeitumstände und der Unmöglichkeit, in der Wir Uns befinden, Uns jetzt in Person in obgedachte Unsere Staaten zu verfügen, Unsern allerdurchlauchtigsten und geliebtesten Vater, den Kaiser und König gebeten haben, gedachte Unsere Staaten provisorisch in Seinem Namen verwalten zu lassen; und nachdem Sr. Kaiserliche Majestät dieses huldreich übernommen haben, so wollen Wir und gebieten allen Unsern getreuen Unterthanen und Einwohnern von Parma, Piacenza und Guastalla, allen Befehlen und Anordnungen, welche ihnen Sr. Kaiserl. Majestät zukommen zu lassen geruhen wird, zu gehorchen.

Gegeben im Kaiserl. Schlosse von Schönbrunn bey Wien, am 31 März, 1815.

MARIA LOUISE.

Auf Befehl Ihrer Majestät:

MAGAWLY CERATI.

b.

1815 2 Apr. *Bekanntmachung Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich, dass Er die provisorische Verwaltung der Staaten von Parma, Piacenza und Guastalla, in eigenem Namen, übernommen habe; datirt Wien den 2 April 1815.*

Wir Franz I. von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich u. s. w. Nachdem Wir, dem Wunsche und dem Ansuchen Unserer geliebtesten Tochter, der Kaiserin Maria Louise, Erzherzogin von Oesterreich, Herzogin von Parma, Piacenza und Guastalla, zufolge, die Verwaltung dieser Staaten angenommen haben, glauben Wir die im Namen Unserer geliebtesten Tochter bis auf den heutigen Tag ergangenen Verordnungen bestätigen, und zugleich Unseren Willen eröffnen zu müssen, dass die während Unserer provisorischen Administration in Unserem Namen von dem Staatsminister, Grafen Magawly Cerati erlassenen Befehle genau befolgt werden sollen.

Gegeben in Unserer Kaiserlichen Residenzstadt Wien, am 2 April des Jahres 1815, Unserer Reiche im vier und zwanzigsten.

FRANZ.

Fürst VON METTERNICH.

Auf Befehl Sr. k. k. apostol. Majestät.

JOSEPH VON HUDELIST.

11.

Acte de vente d'une escadre russe, cédée par S. M. l'Empereur de Russie à S. M. le Roi d'Espagne, signé à Madrid, le 11 Août 1817.

1817 11 Août

[*Traduit de l'anglais, tel qu'il à été publié (pour la première fois) dans* le Morning chronicle *du mois de Décembre* 1823.]

Les évenemens remarquables, qui succédèrent à l'invasion de l'Espagne par les François, et les calamités, qui après cette mémorable époque désolèrent, et désolent encore cette monarchie, ont non seulement détruit la flotte que l'Espagne possédait, mais ils ont aussi épuisé tous les moyens et toutes les ressources nécessaires à son rétablissement. Sa Majesté le roi d'Espagne et des Indes, étant parfaitement bien instruit de ce fait, et pénétré de la nécessité d'y apporter remède, afin de prévenir les maux incalculables qui résulteraient si les côtes d'Espagne et les colonies de cette vaste et puissante monarchie, jadis si opulente, restaient dépourvues de cette sûreté et de cette protection, s'est vû obligé de recourir à Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, son ami et allié, et de prier sa dite Majesté, en lui faisant connoître le besoin urgent dans le quel se trouve son royaume, (vû la situation présente de ses possessions d'outremer) de vouloir mettre à sa disposition une escadre, composée de quatre vaisseaux de ligne et de huit frégates; les prémiers, du port de soixante-quatorze à quatre-vingt pièces de canon, et les secondes, de quarante pièces.

Sa Majesté l'Empereur Alexandre, désirant seconder dans cette circonstance, ainsi qu'en toute autre, les nobles efforts de son auguste allié et ami, pour rétablir la puissance espagnole, s'empresse d'entrer dans les vues de Sa Majesté Catholique, et consent à cette proposition avec toute la sollicitude et l'intérêt qu'il prend aux affaires de l'Espagne.

1817 A ce but S. M. I. a autorisé le sénateur Tatitscheff, son conseiller intime, chambellan, chevalier de l'ordre de la Toison d'or, et de plusieurs autres ordres, son Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté Catholique, d'entrer en négociation, et de stipuler les conditions, auxquelles une escadre pourra être vendue à l'Espagne; pour le même but Sa Majesté Catholique a muni de son pouvoir S. Exc. D. Francisco d'Eguia, Lieutenant-Général de ses armées royales, conseiller d'état, prémier secrétaire d'état et de la guerre, grand-croix de l'ordre de St. Ferdinand et Herménigilde etc. et les dits ministres ayant conféré entre eux, ont arrêté le présent acte de vente, par les articles suivants:

Art. I. Le nombre des frégates russes stationées actuellement dans les ports de la Baltique, n'étant pas assez considérable, pour pouvoir en céder huit, à l'Espagne, trois seulement lui seront vendues, en y ajoutant à la place des cinq autres requises, un vaisseau de ligne de soixante-quatorze canons; de manière que l'escadre vendue à l'Espagne sera composée de cinq vaisseaux de guerre de soixante-quatorze canons, et de trois frégates, dont la qualité n'est point déterminée.

Art. II. Cette escadre sera remise toute armée et équipée, et en état de pouvoir faire un voyage de long cours. Elle sera pourvue d'un nombre suffisant de voiles, d'ancres, de câbles et d'autres ustensiles nécessaires, y compris les munitions de guerre, et tous les objets nécessaires au service de l'artillerie, et en outre, de provisions de bouche pour quatre mois.

Art. III. Dès que la présente convention sera arrivée à St. Petersbourg, l'escadre mettra à la voile, et se dirigera avec toute la célérité possible sur Cadix, où la remise en sera faite aux commissaires nommés à cet effet par Sa Majesté Catholique.

Art. IV. Les matelots russes qui auront conduit la dite escadre à Cadix, seront immédiatement après embarqués sur des vaisseaux de transport, qui se trouveront prêts dans le dit port pour les reconduire dans leur patrie. Les fraix du chargement des

dits vaisseaux, et de l'entretien des dits matelots russes, seront à la charge du gouvernement espagnol. Si dans le nombre des dits matelots il s'en trouvait qui tombassent malades au point de ne pouvoir supporter les fatigues d'un nouveau voyage, ils seront débarqués, et mis dans un état convenable, et soignés par des médecins, et pourvus enfin de tout ce qui leur serait nécessaire pour retourner en Russie, où ils seront conduits après leur rétablissement, aux fraix du gouvernement espagnol. 1817

Art. V. L'escadre ainsi armée, equipée et pourvue de munitions, provisions etc., conformement à l'Art. II. sera évaluée à treize millions six cent mille roubles en inscriptions de la Banque. Sa Majesté Catholique s'engage de payer cette somme et de la déposer entre les mains, ou à la mettre à la disposition du ministre russe, nommé et autorisé à signer la présente convention, dont le remboursement se fera de la manière et aux termes indiqués dans les articles suivants.

Art. VI. Afin de remplir les stipulations contenues dans l'article précédent, Sa Majesté Catholique cède à Sa Majesté Impériale, la somme de quatre cent mille livres sterlings, accordée par l'Angleterre à l'Espagne, à titre d'indemnité pour l'abolition de la traite des nègres; et afin de pouvoir disposer de cette somme, Sa Majesté Catholique s'engage envers Sa Majesté Impériale, de conclure, sitôt que possible, la convention proposée par l'Angleterre, et d'insister, lors de la ratification de cette convention, pour que le remboursement des deux cent mille livres Sterlings, se fasse à l'époque de l'échange des ratifications, et pour que le payement des autres deux cent mille livres Sterlings, se fasse après l'expiration des six mois, terme fixé pour la cessation de la traite des nègres.

Art. VII. Pour compléter le restant de la somme requise, des treize millions six cent mille roubles en inscriptions de la banque, l'Espagne s'oblige de payer à la Russie des acomptes indéterminées, en tant que l'état des finances le permettra, et en tant que Sa Majesté Catholique aura jugé convenable d'en fixer le montant; Toutefois les payemens des dites sommes commenceront aussitôt que possible, et de manière à ce qu'ils soient accomplis au premier Mars 1818.

1817 Art. VIII. Comme les époques auxquelles le remboursement des quatre cent mille livres sterlings, payable par l'Angleterre, ainsi que celui des sommes restantes, ont été renvoyées à une époque plus éloignée que l'on ne s'attendait, et le change entre St. Petersbourg et Londres étant sujet à des variations, vu qu'il n'existe aucun change direct entre ces deux villes, on est en outre convenu, qu'un million de roubles en inscriptions sur la Banque, ne sera point porté à un taux plus élevé que 50,000 livres sterlings; mais si l'Espagne venait à préférer de payer une partie de sa dette en argent comptant, la Russie consentira à ce mode de payement, en évaluant chaque écu placé à St. Petersbourg à raison de quatre roubles cinquante copecks.

Art. IX. Si au retour des matelots russes dans leur patrie, la saison ne permettrait pas de poursuivre leur voyage à Cronstadt, ils se dirigeront vers Abo, Suaburgh, Reval ou Riga, ou vers un des ports de la Courlande; et en outre, dans le cas où il ne serait pas possible de s'approcher des côtes de l'Empire russe, ils seront conduits à Dantzig, ou il seront reuni à l'agent russe qui s'y trouve accrédité, qui prendra les mesures nécessaires pour leur faire continuer leur route par terre, conformément aux ordres qu'il pourra avoir reçus à cet effet de son gouvernement.

Les frais occasionés par le débarquement des matelots russes, et jusqu'à leur arrivée par terre, aux frontières de la Russie, seront supportés par l'Espagne, qui en payera le montant aussitôt que les comptes auront été reglés et présentés à qui de droit.

Le présent arrangement sera tenu sécret; mais quant à son exécution pour ce qui regarde l'Espagne, il aura lieu dès qu'il aura été approuvée par S. M. Catholique; et de la part de la Russie, dès qu'il aura obtenu la sanction de S. M. impériale.

En foi de quoi nous sus-mentionnés avons signé la présente convention et scellé de nos sceaux.

Madrid, le 11 Août 1817.

(L. S.) (*Signé:*) Eguia.

(L. S.) Tatitscheff.

12.

Convention conclue au nom de la Reine régente de Naples entre le Prince Cariati, Aide-de-Camp du Roi de Naples, et le Commodore Campbell, signée le 13 May 1815. 1815 13 May

(*Mém. hist. sur le royaume de Naples par le Cte G. Orloff.* T. II. p. 449.)

Entre nous, soussignés, général prince de Cariati, Aide-de-Camp de S. M. le Roi de Naples, d'un côté; et Robert Campbell Esquier, capitaine du vaisseau de S. M. le Tremendous, et officier senior des bâtimens de S. M. B. dans la baie de Naples, d'autre part, il a été exposé et arrêté ce qui suit:

Le Commodore Campbell, sous la date du 26 Avril, étant entré dans le golfe de Naples, ayant sous ses ordres deux vaisseaux de ligne, deux frégates etc. faisant partie de son escadre, a déclaré qu'en conséquence des instructions de son gouvernement, il devoit employer tous les moyens en son pouvoir pour agir hostilement contre Naples. Il a déclaré en même temps que, pour éviter une effusion de sang qui seroit inutile, et plus encore, pour éviter à une grande capitale les désastres que les hostilités pourroient produire, il étoit disposé à conclure un arrangement qui pût concilier les vues de son gouvernement avec celles qui doivent animer le gouvernement de Naples, pour la tranquilité de sa capitale, ses propositions étoient les suivantes:

Art. I. Que les bâtimens de guerre seront consignés aux bâtimens de S. M. B., sous ses ordres, dans leur état actuel effectif, pour en être disposé comme les gouvernements respectifs pourront déterminer dans la suite.

Art. II. Que l'arsenal naval sera consigné, et que des commissaires seront nommés pour faire un inventaire de tous les magasins, etc. pour en être disposé comme ci-dessus.

1815 Art. III. Que ce traité devoit, en conséquence, s'étendre au vaisseau de ligne qu'on construit, et à tous les matériaux nécessaires pour sa construction: la sûreté duquel sera garantie par le gouvernement napolitain, pour être remis au commandant des forces navales angloises, quand il le demandera, et quand les gouvernements respectifs auront arrêté le tout.

A ces conditions, le commodore, non-seulement donnoit l'assurance qu'aucune hostilité n'auroit lieu contre Naples, son golfe et ses îles; mais il offroit même à S. M. la reine régente la protection du pavillon britannique pour ses propriétés particulières, et les personnes en faveur desquelles elle pouroit la réclamer, aussi-bien que toutes les facilités pour le passage d'un négociateur que S. M. désiroit d'envoyer en Angleterre ou au commandant en chef dans la Méditerrannée.

Les arrangements suivants ont été acceptés pour prouver au commodore le désir que le gouvernement napolitain et la reine régente ont toujours manifesté de maintenir la meilleure intelligence avec le gouvernement britannique.

Art. I. Pour éviter toute hostilité entre les forces britanniques et napolitaines, les bâtimens de guerre, dans le port et dans la rade de Naples, seront consignés et remis en dépôt au commodore Campbell, commandant l'escadre angloise devant Naples.

Art. II. Ces vaisseaux recevront à leurs bords un équipage anglois; mais il est libre au gouvernement napolitain de laisser trois ou quatre officiers à bord de chacun de ces bâtimens pour veiller à la conservation de tous les objets qu'ils contiennent.

Art. III. Ces vaisseaux quitteront Naples dans quarante-huit heures, à dater de la souscription de cet arrangement.

Art. IV. Un commissaire anglois et un commissaire napolitain, feront un inventaire de tous les objets de l'arsenal de marine qui appartiennent aux vaisseaux de guerre; ces objets seront déposés, comme des propriétés sur lesquelles le gouvernement britannique établit ses droits jusqu'a ce qu'il soit fait une

convention entre les deux cours. Le gouvernement napolitain en garantit la conſervation. 1815

Art. V. L'article précédent ſera étendu au vaiſſeau de ligne ſur le chantier à Caſtellamare, et à tous les matériaux qui ſont deſtinés à ſa conſtruction.

Art. VI. Les bâtiments de commerce ſeront reçus comme jusqu'à-préſent, et traités avec les mêmes faveurs. Il eſt déclaré que la reine profitera, au beſoin, de toutes les offres du commodore Campbell.

Art. VII. Au moyen de l'exécution de ces articles, le commodore Campbell s'engage à prévenir et empêcher toutes hoſtilités de la part des vaiſſeaux de S. M. B. ſous ſes ordres, contre Naples, ſon golfe, ſes îles, etc.

Art. VIII. Comme une partie de la famille royale eſt dans ce moment à Gaëte, les vaiſſeaux de S. M. B. n'oppoſeront aucun obſtacle à la communication entre les ports de Naples et celui de Gaëte pourvu qu'on n'y transporte pas de munitions militaires, ni de proviſions pour la garniſon.

Art. IX. Toute facilité ſera accordée au miniſtre de la reine qui pourroit être expédié à lord Exmouth, ou à Londres; pour y traiter au nom du Roi.

Art. X. Cet arrangement ſera de ſuite envoyé à lord Exmouth pour ſa ſanction et approbation; et quand celle-ci ſera obtenue, le commodore Campbell s'engage de la notifier au gouvernement napolitain.

Signé et ratifié par nous, à bord du vaiſſeau de S. M. B. le Tremendous, dans la baie de Naples, aujourd'hui 13me jour de Mai 1815.

S. M. la reine régente ayant demandé qu'un vaiſſeau de guerre reſtât à l'ancre devant la ville de Naples, par meſure de garantie, le commodore Campbell donne ſon adhéſion à ce déſir de S. M. en exécution de l'article VI.

(*Signé:*) *Le prince* de Cariati. (L. S.)

Robert Campbell. (L. S.)

13.

1815 6 Juill. *Convention entre S. M. le Roi de Bavière et S. A. R. l'Electeur de Hesse pour l'extradition réciproque des déserteurs, signée à Cassel le 6 Juillet* 1815.

(*Königlich Baierisches Regierungsblatt.* 1816. XVIII. Stück.

Seine Königliche Majestät von Baiern, und Seine Königliche Hoheit der Churfürst von Hessen, von gleichen Ansichten über den Vortheil einer wechselseitigen Auslieferung der Deserteurs und Militairpflichtigen zur Beförderung des Militairdienstes ausgehend, haben Sich bewogen gefunden, zur Erreichung dieses Zweckes eine Cartell- und Auslieferungs-Convention abzuschliessen.

Zu diesem Geschäfte haben Seine Majestät der König von Baiern den Königlichen Kämmerer und geheimen Staatsrath Freiherrn von Gruben, und Seine Königliche Hoheit der Churfürst von Hessen das churfürstlich hessische Kriegskollegium 1ten Departement beauftragt, welche nach vorgängiger Auswechslung der beiderseitigen Vollmachten mit Vorbehalt der allerhöchsten Genehmigung beider Souverains über nachstehende Punkte übereingekommen sind.

Art. I. Jedes im Kriegsdienste stehende Individuum bey der Linientruppe sowohl als bey der Landwehr, wie auch jeder bey dem Artilleriezeuge, oder bey dem Fuhrwesen angestellte, soll, wenn derselbe bereits desertirt ist, oder in der Zukunft desertirt, nebst seinen Waffen, Pferden, Gepäck und Montirung, durch die Civil- oder Militair-Behörden desjenigen contrahirenden Theils, in dessen Staaten er eine Zuflucht gesucht hat, arretirt werden, um ihn, ohne dass es einer Requisition bedürfe, an den andern Theil, dessen Dienst er verlassen hat, auszuliefern.

Nur diejenigen Deserteurs, die als Unterthanen des Staates, in welchen sie übergegangen sind, rechtlich

lich erkannt werden, unterliegen zwar keiner Auslieferung, jedoch müssen in diesem Falle alle von solchen Deserteurs mitgenommenen Dienstpferde, Montur-Armatur- und Equipirungsstücke unentgeltlich zurückgestellt, oder in deren Ermangelung nach dem wahren, vom beschädigten Theile zu bestimmenden Werthe aus ihrem Vermögen ersetzt werden. Wenn kein Vermögen vorhanden oder zu hoffen ist, so werden die Futterungskosten des auszuliefernden Dienstpferdes nach dem im Art. VIII. bestimmten Preise vergütet, und für Boten- oder Fuhrlohn der Montur- und Armaturstücke auf die Meile 16 kr. berechnet. 1815

Uebrigens wird nur der Deserteur als Unterthan desjenigen Souverains angesehen, in dessen Lande er vermöge eines Zeugnisses aus dem Kirchenbuche oder von der Gerichtsobrigkeit entweder geboren und größtentheils erzogen, oder zum dortigen Unterthan entweder speciell, oder zugleich mit seinem dahin auswandernden Familienvater aufgenommen wurde, ehe er in des andern Souverains Militairdienst eintrat.

Art. II. Die Officiers-Bursche, die zum Kriegsdienst gehörenden Werkleute oder sonst dabey Angestellten sollen auf die erste Requisition der Regimenter oder der competenten Civil- oder Militairbehörden arretirt, und nebst den von ihnen entwendeten Pferden und Effecten zurückgeliefert werden.

Art. III. Deserteurs aus dem Dienste der hohen contrahirenden Theile, welche in dem Lande eines dritten Staates eine Freistätte erhalten, oder in dessen Armee Dienste genommen hätten, und sich nach der Zeit in einen der beiden Staaten flüchten würden, sollen verhaftet und an jenen der beiden hohen contrahirenden Theile, deren Dienst sie zuerst meineidig verlassen hatten, ausgeliefert werden; vorausgesetzt jedoch, dass nicht der Staat, unter dessen Bothmäßigkeit die Verhaftung geschieht, einer schon bestehenden Uebereinkunft gemäss, verbunden wäre, dergleichen Entwichene an den Staat, aus welchem sie zuletzt desertirt sind, zurückzugeben.

Art. IV. Alle Civil- und Militair-Behörden an den Grenzen der beiden Staaten sollen auf das Er-

1815 scheinen aller Deserteurs die wachsamste Aufmerksamkeit richten, durch alle ihnen zu Gebot stehenden Mittel zur Verhaftung derselben beitragen, und sie nebst den Waffen, Pferden, Gepäck und Bekleidung, womit dieselben ergriffen worden, an die nächste Militairbehörde des Landes, aus welchem sie desertirt sind, zurückliefern. Wenn jedoch ein Deserteur durch Verkleidung, oder durch Hülfe falscher Pässe sich einschleichen sollte, so ist derselbe, sobald er entdeckt oder reklamirt worden, zu arretiren, und auf die oben erwähnte Art auszuliefern.

Art. V. Wer einen Deserteur zu verhehlen oder ihm fortzuhelfen sich untersteht, und dessen überwiesen wird, soll nach Befinden der Umstände mit Gefängniss oder anderer nachdrücklicher Strafe belegt werden.

Derjenige Officier, welcher wissentlich einen Deserteur anzunehmen oder zu verhehlen sich untersteht, soll nicht nur denselben unentgeltlich ausfolgen zu lassen angehalten, sondern auch desfalls zur scharfen Verantwortung gezogen, und nach Beschaffenheit mit Verlust seiner Stelle bestraft werden.

Alle jene, welche in den beiderseitigen Landen von einem Deserteur Pferde, Montur, Armatur- und Equipirungsstücke an sich gekauft haben, sollen dieselben ohne alle Entschädigung dem Regimente, zu welchem der Deserteur gehört, wieder zurückzustellen verbunden seyn.

Der besondern Uebereinkunft der wechselseitigen Behörden bleibt es jedoch vorbehalten, ob diese Rückerstattung in natura geschehen, oder ob der Verkauf statt finden, und der dafür gelöste Geldbetrag abgeliefert werden soll.

Der Käufer soll für dergleichen Effecten, wenn sie in natura nicht mehr vorhanden sind, nicht nur den wahren Werth in Geld bezahlen, sondern auch im überwiesenen Falle, dass er wissentlich von einem Deserteur gekauft habe, auf das schärfeste bestraft werden.

Art. VI. Um desto besser die Mittel zur Ausführung dieser Beschlagnahme zu sichern, soll jeder Deserteur gleich bey seiner Verhaftung über das, was er vertragen oder fortgeführt, über den Ort,

wohin er seine Waffen, Pferde, Gepäck und Bekleidung gebracht, oder über die Personen, an welche er dieselben etwa verkauft hat, abgehört, und über das Verhör ein Protocoll aufgenommen werden. Jene Behörden, welche die Arrestation bewirkten, haben alsdann unter ihrer Verantwortlichkeit vorstehender Rüstungsstücke die erforderlichen Nachforschungen und Schritte zu machen. 1815

Art. VII. Es soll eine Belohnung von 5 fl. für einen Infanteristen, von 10 fl. für einen Kavalleristen, im 24 fl. Fuse, an diejenigen Personen verwilliget werden, welche einen Deserteur verhaftet oder der competenten Behörde die Mittel zu dessen Verhaftung erleichtert haben werden, wobey jedoch in Ansehung des Kavalleristen nur alsdann 10 fl. statt finden, wenn das Pferd mit dem Manne zurückgeliefert wird.

Für den Mann ohne Pferd passiren nicht mehr als 5 fl. so wie für das Pferd ohne Mann nur 4 fl. verabfolgt werden dürfen.

Diese Summe ist von den Civil- oder Militairbehörden jedesmahl denen vorzuschiessen, welche sich des Deserteurs, oder dessen Pferdes bemächtiget haben.

Art. VIII. Die Unterhaltung eines Deserteurs wird vom Tage seiner Verhaftung an, bis zu jenem seiner Auslieferung täglich auf 9 kr. festgesetzt, für ein Pferd täglich auf 6 Pfund Hafer, 8 Pfund Heu und 3 Pfund Stroh. Fourage wird nach dem an dem Orte der Verhaftung laufenden Preise in Anschlag gebracht, und der Betrag der Ausgaben soll nach dem hierüber genau aufzustellenden Verzeichnisse baar vergütet werden.

Art. IX. Der übernehmende Theil ist verbunden, sowohl die liquidirten Verpflegungskosten, als die etwa vorgeschossene Belohnung längstens in vierzehn Tagen wieder zu erstatten, die Auslieferung des Deserteurs selbst aber ist jedoch wegen der wo nicht auf der Stelle zu bewerkstelligenden Restitution in keinem Fall aufzuhalten, wenn anders der Auslieferung kein Bedenken entgegensteht. Der abliefernde Theil erhält in Rücksicht des Deserteurs

1815 und seiner Effecten eine Bescheinigung, und eben so auch der empfangende in Rücksicht der liquidirten Kosten und richtigen Zahlung.

Art. X. Für die zum Transporte nothwendige Mannschaft werden des Tages 20 kr. für jeden Unterofficier, und 10 kr. für jeden Gemeinen bewilligt. Ausser diesen und den im Art. VIII. erwähnten Auslagen sollen in keinem Falle und unter keinerley Voraussetzung andere Kosten verlangt, oder zugestanden werden können.

Art. XI. Werden als Deserteurs angesehen, und sind als solche der Anwendung obiger Bestimmungen unterworfen alle jene Unterthanen, welche zum Kriegsdienste bey den stehenden Truppen oder bey der Landwehr verpflichtet sind, und, um sich ihrer Militairpflichtigkeit zu entziehen, in die Staaten des einen der beiden contrahirenden hohen Theile flüchten.

Art. XII. Die Civil- oder Miliairbehörden beider Staaten sollen in Beziehung auf die Verfolgung und Arretirung eines Deserteurs verbunden seyn, allen Requisitionen unter dieser Hinsicht Genüge zu leisten, und jenen Personen, welche hierzu einen ordnungsmäfsigen schriftlichen Befehl vorzeigen können, Hülfe und Beistand zu gewähren. Diejenigen, welche zu dieser Verfolgung über die Grenzen hinausgeschickt werden, dürfen nicht mehr als in zwey Mann bestehen. Sie sollen sich auf ein Blofses Ansuchen bey den Ortsbehörden beschränken, und sich keine gewaltthätige Handlung wider den Deserteur erlauben.

Art. XIII. Wenn ein Deserteur in dem Lande, wohin er sich geflüchtet, als Anstifter, Schuldiger oder Mitschuldiger eines Verbrechens entdeckt wird, so soll er nach den Gesetzen dieses Landes gerichtet und bestraft werden können. Hat derselbe ein grobes Verbrechen, z. B. Raub, Mord u. s. w. begangen, worauf die Todes- oder lebenslängliche Gefängnifsstrafe steht, so fällt dessen Auslieferung ganz hinweg. Ist aber sein Verbrechen von einer andern Art, so wird derselbe nach überstandener Strafe ausgeliefert, und für die Zeit, da er in Untersuchung oder im

Gefängniſſe war, werden keine Unterhaltungskoſten 1815
vergütet. Auf jeden Fall, wenn der Deſerteur einer ſolchen Unterſuchung unterworfen wird, iſt dem andern Theile alsbald Nachricht hievon zu geben, und wenn in der Folge deſſelben Auslieferung eintritt, ſollen zugleich die denſelben betreffenden Unterſuchungsacten entweder im Original oder auszugsweiſe und in beglaubter Abſchrift übergeben werden, damit ermeſſen werden könne, ob ein ſolcher Deſerteur noch zum Militairdienſt geeignet ſey oder nicht. In beiden Fällen jedoch müſſen Pferde und andere Effecten, welche dergleichen Deſerteurs etwa mitgenommen haben, ſogleich ausgeliefert werden.

Art. XIV. Was die Unterthanen beider Theile betrifft, welche etwa bey Abſchlieſsung dieſer Convention wirklich in dem Militairdienſte des einen oder des andern Souverains ſich befinden, ſo ſoll den felddienſttauglichen Individuen davon die Wahl freiſtehen, gegen wechſelſeitige Vergütungen der nicht abverdienten Montirung entweder in ihr Vaterland zurückzukehren, oder in dem Dienſte, in welchem ſie ſind, zu bleiben. Ihre Erklärung hierüber muſs jedoch binnen zwey Monaten nach Publication gegenwärtiger Convention beſtimmt erfolgen. Einem jeden in ſein Vaterland Zurückkehrenden wird die nach ſeiner Kapitulation ſchon jenſeits gediente Zeit auch in dem vaterländiſchen Dienſte zu gut gerechnet. Jenen, welche in ihr Vaterland zurückgehen wollen, ſoll der Abſchied unweigerlich ertheilt werden; diejenigen aber, welche in dem Dienſte, worin ſie ſich jetzt befinden, zu bleiben vorziehen, ſind in Rückſicht ihrer Entlaſſung den Geſetzen desjenigen Staates, dem ſie dienen, unterworfen.

Art. XV. Alle jene Unterthanen und Kantoniſten, welche durch Conſcription oder andere zu treffende Einrichtung zum Kriegsdienſte verpflichtet ſind, und nach dieſer abgeſchloſſenen Convention in die Staaten des andern Souverains oder zu deſſen Truppen übergehen, ſollen unter das Militair des andern Souverains nicht aufgenommen, ſondern ſogleich, auch ohne eine Reklamation abzuwarten, der competenten Civil- oder Militair-Behörde aus-

1815 geliefert, und hiebey dieselben Maasregeln beobachtet werden, welche in Rücksicht der militairischen Desertion durch diese Convention vorgeschrieben sind. Beide Souverains verbinden sich hiemit wechselseitig, dergleichen Unterthanen keinen Aufenthalt noch Zuflucht in ihren Landen zu gestatten, sondern alle betreffenden Landesbehörden auf das strengste anzuweisen, nicht nur solche Individuen von Amtswegen aufsuchen und anhalten zu lassen, sondern auch den jedesmaligen Reklamationen in solchen Fällen auf das schleunigste zu genügen, und alle diejenigen Obrigkeiten, welche hierin nachlässig befunden würden, so wie auch diejenigen ihrer Unterthanen, welche die Reklamirten bey sich verbergen, oder ihre weitere Flucht befördern, auf eine diesem Vergehen angemessene Art zu bestrafen.

Art. XVI. Dieser Vertrag soll gleich nach erfolgter Ratification der beiden hohen Theile seinem ganzen Inhalt nach in Ausübung kommen.

Art. XVII. Die Aufkündung dieser Militair-Convention soll zwar beiden contrahirenden Theilen freistehen, jedoch wollen sich Dieselben ein Jahr vorher hievon benachrichtigen.

Zu dessen Urkunde und Beglaubigung ist dieser doppelt ausgefertigte Vertrag von den beiderseits hiezu bevollmächtigten Behörden unterzeichnet und besiegelt worden.

Cassel den 6ten Juli 1815.

Kurhessischen Kriegs-Collegii erstes Departement.

(L. S.) W. von Uffr. von Canstein.

(L. S.) *Freiherr* von Gruben,
königlich-baierscher Kämmerer und geheimer Staatsrath.

14.

Patente de S. M. l'Empereur d'Autriche, par laquelle il déclare la formation du Royaume Lombarde-vénétien et sa réunion à l'Empire; datée de Vienne du 7 Avril 1815.

1815 7 Avr.

(*Gazette de Vienne, mois d'Août* 1815, *où cette patente se trouve aussi en italien.*)

Wir Franz der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn, von Böhmen, von der Lombardey und von Venedig, von Gallizien und Lodomirien u. s. w. Erzherzog von Oesterreich.

In Folge der mit den alliirten Mächten geschlossenen Tractate, und weiter mit denselben gepflogenen freundschaftlichen Uebereinkunft, sind nun die lombardischen und venetianischen Provinzen in ihrer ganzen Ausdehnung bis an den Lago Maggiore, den Fluss Ticino und den Po, nebst dem Theile des mantuanischen Gebietes auf dem rechten Ufer dieses letzteren Flusses, dann die Landschaft Veltlin, die Grafschaften Cleven und Bormio, mit dem österreichischen Kaiserstaate vereinigt, und demselben als integrirender Theil auf ewige Zeiten einverleibt.

Von dem lebhaftesten Wunsche beseelt, den Bewohnern dieser Provinzen und Districte einen unzweydeutigen Beweis Unsers Kaiserlichen Wohlwollens und des ausgezeichneten Werthes zu geben, welchen Wir auf diese Wiedervereinigung legen, zugleich auch eine Bürgschaft mehr für das enge Band aufzustellen, welches sie von nun an umschlingt, haben Wir erachtet den Zweck dadurch zu erreichen, dass Wir die obengenannten Provinzen und Districte zu einem Königreiche, unter den Namen des lombardisch-venetianischen Königreichs, erheben, und in dieser Absicht gegenwärtiges Patent erlassen, um diesen unsern Kaiserlichen Beschluss, wie hiemit geschieht, zu Jedermanns Wissenschaft und Nachachtung feyerlich kund zu machen.

1815 Wir erklären zugleich:

§. 1. Dafs das Wappen des neuen Königreichs und deffen Aufnahme in das Wappen des öfterreichifchen Kaiferftaates, fo wie auch die Einfchaltung des Königlichen Titels in Unfere Kaiferliche Titulatur unverzüglich durch ein befonderes Publicandum beftimmt werden wird.

§. 2. Dafs das Königreich feine eigenen Kronämter haben foll, zu welchen Wir Uns vorbehalten die dazu am meiften geeigneten Individuen nach Verdienften zu ernennen.

§. 3. Dafs die uralte eiferne Krone, die Krone diefes Königreichs bleibt, mit welcher Unfere Nachfolger bey dem Antritt ihrer Regierung gekrönt werden follen.

§. 4. Dafs Wir den von Uns bereits im Allgemeinen beftätigten Orden der eifernen Krone in die Zahl Unferer übrigen Haus-Orden aufgenommen haben, und das neue Statut deffelben von Uns bereits genehmigt ift.

§. 5. Dafs Wir endlich befchloffen haben, Uns in Unferem neuen Königreiche durch einen Vice-König repräfentiren zu laffen.

§. 6. Das Königreich wird zum Behufe der Verwaltung in zwey Gouvernements-Territorien, welche durch den Flufs Mincio getrennt werden, getheilt. Das Gebiet am rechten Ufer des Mincio wird den Namen mailändifches Gouvernement, jenes am linken Ufer des Mincio den Namen venetianifches Gouvernement führen.

§. 7. Jedes-Gouvernements-Gebiet wird in Provinzen, jede Provinz in Diftricte, jeder Diftrict in Gemeinden eingetheilt. Die Namen und Grenzen der Provinzen, und die Diftricte mit den ihnen zugetheilten Gemeinden, werden nachträglich durch befondere Circulare bekannt gemacht werden.

§. 8. In jedem Gouvernements-Gebiet ift die adminiftrative Gefchäftsleitung unter der Abhängigkeit von Unfern Hofftellen, einem Gouverneur und

einem Gubernial-Collegium, das seinen Sitz in Mailand, und beziehungsweise in Venedig nehmen wird, anvertraut. 1815

§. 9. In jeder Provinz wird die administrative Geschäftsführung, unter der Abhängigkeit von dem Gubernium, einer Königlichen Delegation übertragen.

§. 10. Jedem Districte wird in der Königlichen Delegation ein Cancelliere del Censo vorgesetzt, der die Oberleitung der in seinem Bezirke befindlichen Gemeinden der zweiten und dritten Classe, die Steuerangelegenheiten, und die allgemeine Aufsicht über die Befolgung der politischen Gesetze zu besorgen hat.

§. 11. Die Eintheilung der Gemeinden nach drey Classen, und ihre Municipal-Verwaltung, wird vor der Hand und bis hierüber andere Bestimmungen werden festgesetzt werden, in der gegenwärtigen Art beybehalten. In dem venetianischen Territorium werden die Communal-Bezirke wieder so hergestellt, wie sie am 1sten Januar 1813 bestanden, in so fern nämlich in der Zwischenzeit darin eine Veränderung vorgenommen würde. Die Gemeinden der ersten Classe, und jene Städte, welche Wir zu Königlichen Städten erhoben haben, dann jene, wo der Sitz einer Königlichen Delegation ist, unterstehen unmittelbar den Königlichen Delegationen, und sind von dem Einflusse der Cancellieri del Censo unabhängig.

§. 12. Um die Wünsche und Bedürfnisse der Einwohner Unseres lombardisch-venetianischen Königreichs im gesetzlichen Wege genau zu vernehmen, und die Einsichten und Rathschläge ihrer Repräsentanten für das Wohl des Landes in der öffentlichen Verwaltung zu benutzen, haben Wir beschlossen, Unsern landesfürstlichen Verwaltungs-Behörden permanente Collegien aus Mitgliedern der verschiedenen Classen der Nation an die Seite zu setzen. In dieser Absicht wird:

§. 13. In dem mailändischen Gebiete eine Central-Congregation in Mailand und in dem venetia-

1815 nischen Gebiete eine Central-Congregation in Venedig, dann für jede Provinz eine Provinzial-Congregation in dem Orte, in welchem die Königliche Delegation ihren Sitz hat, eingesetzt. Die näheren Bestimmungen hierüber werden in einem eigenen Patente nachgewiesen.

§. 14. In jeder Gemeinde werden die Consigli comunali in der bisherigen Art bis auf weitere Bestimmung aufrecht erhalten, und in den venetianischen Gebiete, wo sie in der Zwischenzeit aufgehoben wurden, wieder hergestellt.

§. 15. Mit einer besondern Verordnung wird der Zeitpunkt bekannt gemacht werden, an welchem die Wirklichkeit der Reggenza in Mailand, des provisorischen Guberniums in Venedig, der Präfectur und Vice-Präfecturen aufhören wird, und von welchem Tage die Consigli generali der Departemente als aufgehoben zu betrachten seyn werden.

Gegeben in Unserer Kaiserlichen Residenz zu Wien, den 7ten April des Jahres 1815, und des vier und zwanzigsten Unserer Regierung.

FRANZ

(L. S.)

LUDWIG *Graf* v. UGARTE
Oberster Kanzler.

PROKOP. *Graf* v. LAZANZKY
Kanzler.

Auf ausdrücklichen und allerhöchsten Befehl Sr. k. k. Majestät

FRANZ *Graf* GUICCARDI.

15.

Conventions conclues entre S. A. S. le Duc de Nassau et divers Etats de l'Allemagne, pour l'abolition du droit de detraction, et Déclarations y ayant rapport, publiées depuis 1809 — 1818.

1809

1.

Herzoglich Nassauische Erklärung die Einführung einer allgemeinen Freyzügigkeit betreffend, vom 9ten und 12ten October 1810.

1810 9. u. 12. Oct.

(*Sammlung der landesherrlichen Edicte und Verordnungen.* 1ster Band. p. 131.)

Wir Friedrich August von Gottes Gnaden, souverainer Herzog von Nassau u. s. w., und Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, souverainer Fürst zu Nassau u. s. w.

Erwägend, dass unsere Absicht, eine allgemeine Freyzügigkeit der Unterthanen festzusetzen, auf dem seither eingehaltenen Wege der Unterhandlung mit einzelnen Staaten nur unvollkommen erreicht werden kann, weil theils die Veranlassung zu Unterhandlungen nicht immer gegeben ist, theils auch, weil bey einer jeden Unterhandlung Schwierigkeiten hervortreten, welche mehr oder weniger das beabsichtigte Resultat verzögern;

Sodann erwägend, dass bereits in mehreren Unverbündeten Staaten öffentliche mit Unsern Absichten ganz übereinstimmende Erklärungen über den gestatteten freyen Abzug der Unterthanen ergangen sind, haben Wir beschlossen, gegen einen jeden auswärtigen Staat ohne Ausnahme völlige Abzugs- und Nachsteuer-Freyheit anzuerkennen, welcher ein Gleiches gegen Unsere Unterthanen und Staatsangehörigen beobachten wird, wollen und verordnen demnach wie nachfolgt:

1810 §. 1. Vom Tage der Publication dieser Verordnung an, soll von allem aufser Landes gehenden Vermögen der so genannte zehnte Pfennig, Abzugsgeld oder Nachsteuer in Unserm vereinigten Herzogthum weder angesetzt noch erhoben werden, wenn das ausgehende Vermögen in solche Staaten exportirt wird, die eine gleiche freye Vermögens-Exportation ohne Einschränkung in Unsere Lande gestatten.

§. 2. Unter dieser Befreyung sind solche Abgaben, welche in persönlichen, oder dinglichen Rechtsverhältnissen des Abziehenden ihren Grund haben, nicht begriffen, namentlich nicht, die Erbentlassungs- sonst Manumissionsgelder, die Militair-Dispensationstaxe, die Taxen und Gebühren, welche von Kaufcontracten, Erbschaftshandlungen u. s. w. zu entrichten sind.

§. 3. Wenn das ausgehende Vermögen in solche Staaten exportirt wird, mit welchen diesseits besondere Freyzügigkeits-Conventionen dermalen bestehen, als: mit der Krone Baiern, den Grofsherzogthümern Berg und Würzburg, — endlich dem Fürstenthum Isenburg; so ist der Inhaber des ausgehenden Vermögens, so lange diese besonderen Verträge in Wirksamkeit sind, nicht verbunden, eine urkundliche Bescheinigung über die gegenseitige Freyzügigkeit zu erbringen, in allen den Fällen, worüber die betreffenden Staatsverträge im besondern Maas und Ziel geben.

§. 4. Diese Befreyung von der Verbindlichkeit zur Vorlage einer urkundlichen Bescheinigung, soll auch den Inhabern alles Vermögens gestattet sein, welches in diejenigen Staaten exportirt wird, mit welchen zwar keine besondere Freyzügigkeits-Convention besteht, welche aber, wie Frankreich, das Königreich Westphalen, das Grofsherzogthum Baden, und das Herzogthum Anhalt-Dessau, bereits öffentlich erklärt haben, oder die es in Zukunft noch erklären werden, dafs bey ihnen von dem exportirt werdenden Vermögen kein anderer Abzug, als nur in Folge des Retorsionsrechts Statt finden solle. — Uebrigens ist die Abzugs-Freyheit nur in diejenigen Theile des Herzogthums Baden gestattet, worin die Nachsteuer, oder Abschofs, nicht zum Vortheil irgend einer

Privatkaſſe forthin erhoben wird. Ueber dieſen beſondern Punkt haben alſo die Groſsherzoglich Badenſchen Staats-Angehörigen die erforderliche Beſcheinigung beyzubringen. Eben ſo die Unterthanen und Angehörigen ſolcher Staaten, welche die Abzugs-Freyheit auf ähnliche Weiſe nicht unbedingt, ſondern nur auf die Einnahme der landesherrlichen Caſſe beſchränkt, künftig etwa geſtatten ſollten. 1810

§. 5. Wird auſser dieſen in den §§. 4 und 5, enthaltenen Fällen, die freye Vermögens-Verabfolgung angeſprochen; dann ſollen Unſere nachgeſetzte Regierungen dem Geſuch nicht anders willfahren, als wenn der Impetrant eine Beſcheinigung der competenten höheren Staatsbehörden des Landes, wohin das Vermögen exportirt werden ſoll, darüber beygebracht haben wird; daſs dort ſelbſt das Reciprocum ohne Vorbehalt oder Einſchränkung gegen Unſere Unterthanen und Angehörigen beobachtet werde.

§. 6. Eine ſolche Beſcheinigung ſoll ſonächſt, wenn nach derſelben die nöthige Inſtruction an die betreffende Localbehörde erlaſſen worden iſt, an Unſer Staats-Miniſterium einbefördert werden, welches davon den nöthigen Gebrauch zur allgemeinen Bekanntmachung in der Abſicht machen wird, damit von Unſern Landesbehörden nicht wiederholt eine und dieſelbe Beſcheinigung verlangt werde.

§. 7. Schlieſslich befehlen Wir, daſs gegenwärtige Verordnung zum Druck befördert, und in dem Verordnungsblatt öffentlich verkündet werden ſoll.

Gegeben Biebrich den 9ten und Weilburg den 12ten October 1810.

(L. S.) FRIEDRICH AUGUST
Herzog zu Naſſau.

(L. S.) FRIEDRICH WILHELM
Fürſt zu Naſſau.

2.

1809 9. Jul. *Erklärung den mit der Krone Baiern abgeschlossenen Freyzügigkeits-Vertrag betreffend, vom 9ten July 1809.*

(Ibid. p. 133.)

Zwischen dem ehemaligen Kurstaat Baiern und dem Fürstenthum Nassau-Usingen, wie solche durch der Reichs-Deputationsausschluss vom Jahr 1803 gebildet waren, hat ein Vertrag über die Freyzügigkeit bestanden, welcher sich jedoch nicht auf die Stadt Wiesbaden und viele davon eximirte baierische Städte und Märkte erstreckt.

Dieser Vertrag ist mit Aufhebung aller vorhin wechselseitig bedungenen, zu Privatcassen bisher geflossenen Nachsteuer- oder Abschossgefälle erneuert, und nunmehro auf das ganze Königreich Baiern auf einer, und alle das vereinigte Herzogthum Nassau bildende Landestheile, auf der andern Seite, in der Art ausgedehnt worden, dass alles Vermögen, welches entweder aus den Königlich Baierischen Staaten in die diesseitige, oder aus diesen in jene übergehen wird, es mag solches durch Erbschaft, Schenkung, Heirath, Tausch oder Auswanderung geschehen, von der Abgabe des 10ten Pfennigs künftig durchaus frey bleiben soll. Nach dieser Uebereinkunft haben sich demnach alle Staatsbehörden und Unterthanen in vorkommenden Fällen genau zu bemessen.

Wiesbaden, den 9ten July 1809.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr von Marschall.

Erklärung die Ausdehnung vorstehenden Vertrags betreffend.

Unter Bezug auf die unterm 9ten July 1809 in dem Verordnungsblatt erlassene Bekanntmachung, die Ausdehnung des zwischen dem ehemaligen Kurstaat Baiern und dem Fürstenthum Nassau-Usingen über die Freyzügigkeit bestandenen Vertrags, mit Aufhebung aller vorhin wechselseitig bedungenen, zu Privatkassen bisher geflossenen (Nachsteuer- oder Ab-

schoſs-Gefälle) auf das ganze Königreich Baiern und alle das vereinigte Herzogthum Naſſau bildende Landestheile betreffend, wird andurch weiter zur allgemeinen Kenntniſs gebracht, daſs der erwähnte Vertrag nunmehr auch auf die ſpäter mit dem Königreich Baiern vereinigten Staaten ausgedehnt worden iſt; nach welcher Uebereinkunft ſich demnach alle Staatsbehörden und Unterthanen in vorkommenden Fällen zu bemeſſen haben. 1809

Wiesbaden, den 15ten Januar 1812.

Herzoglich Naſſauiſches Staats-Miniſterium.
Freiherr VON MARSCHALL.

3.

Erklärung den mit dem Königreich Preuſsen abgeſchloſſenen Freyzügigkeits-Vertrag betreffend, vom 16ten April 1811. 1811 16. Apr.

(Ibid. p. 133.)

Da das Königlich Preuſsiſche geheime Staats-Miniſterium im Namen Seiner Majeſtät des Königs von Preuſsen erklärt hat:

„daſs, ſowohl in Anſehung des Fiscus, als der „zum Abfahrt- und zum Abſchoſsgeld Privatbe„rechtigten, der Abſchoſs bey Erb- und Vermächt„niſsfällen — und das Abfahrtgeld bey landesherr„lich erlaubten Auswanderungen aus dem König„lich Preuſsiſchen Staaten nach dem Herzoglich „Naſſauiſchen Landen, von nun an gegen eine „völlige Reciprocität von hieſiger Seite, ceſſiren „ſoll, ohne Unterſchied, es mögen Fiscus oder „Privati oder Communen, die zum Abſchoſs- und „Abfahrtgelde Berechtigten ſeien;"

ſo wird ſolches, in Beziehung auf die unterm $\frac{9}{12}$ October 1810 erlaſſene allgemeine, die Freyzügigkeit betreffende, landesherrliche Verordnung, zur Maasnahme der einſchlagenden landesherrlichen Behörden, ſo wie ſämmtlichen Unterthanen, andurch öffentlich bekannt gemacht.

Wiesbaden, den 16ten April 1811.

Herzoglich Naſſauiſches Staats-Miniſterium.
Freiherr VON MARSCHALL.
vt. BUSCH.

4.

1812 3. May *Erklärung den mit dem Herzogthum Sachsen-Meiningen abgeschlossenen Freyzügigkeits-Vertrag betreffend, vom 3ten May 1812.*

(Ibid. p. 134.)

Nachdem die Herzoglich Sächsische obervormundschaftliche Regierung zu Meiningen zur Elisabethenburg in einem officiellen Schreiben vom 11ten März dieses Jahres an die Herzogliche Regierung dahier in Auftrag der Frau Herzogin von Sachsen-Meiningen Durchlaucht erklärt hat, dass in dem Herzogthum Sachsen-Meiningen das Reciprocum der nach dem diesseitigen landesherrlichen Edict vom $\frac{2}{12}$ October 1810 ausgesprochenen Freyzügigkeits-Grundsätze gegen das Herzogthum Nassau beobachtet werden solle; so wird die dadurch zwischen den Herzogthümern Nassau und Sachsen-Meiningen begründete Freyzügigkeit hierdurch zur allgemeinen Wissenschaft und zur Darnachachtung der betreffenden Behörden öffentlich verkündet.

Wiesbaden den 3ten May 1812.

Herzoglich, Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr von Marschall.

5.

1. July *Erklärung die Freyzügigkeit zwischen Kaiserl. Oesterreichischen Staaten und dem Herzogthum Nassau betreffend, vom 1ten July 1812.*

Nachdem eine Convention wegen wechselseitiger Freyzügigkeit zwischen den Kaiserlich Oesterreichischen Staaten und dem vereinigten Herzogthum Nassau abgeschlossen, und von Seiner Kaiserlich Königlich Apostolischen Majestät sowohl, als auch von Ihro Herzoglich und Hochfürstlichen Durchlauchten zu Nassau ratificirt worden ist; so werden die Vertragspunkte in Nachfolgendem zur öffentlichen Kenntniss gebracht:

Art.

Art. I. Zwischen den sämmtlichen Kaiserl. Oesterreichischen Staaten und dem vereinigten Herzogthum Nassau, soll auf ewige Zeiten Freyzügigkeit hinsichtlich des exportirt werdenden Vermögens bestehen. 1812

Art. II. Es fallen demnach alle Abzüge von dergleichen Vermögen hinweg, welche unter dem Namen der Nachsteuer, des zehnten Pfennigs, Abschosses, und überhaupt hinsichtlich der Exportation gegen das Ausland, ohne Rücksicht auf die Person des Exportirenden, Statt finden.

Art. III. Wo das Recht zum Nachsteuer-Bezug in den Händen eines Privaten, oder einer Corporation beruhte, da soll es ferner Statt finden, die Freyzügigkeit also sich nur auf die Staatskassen wirksam äussern.

Art. IV. Die Freyzügigkeit hat in allen Fällen keine Wirkung, wo eine Vermögens-Abgabe aus einer persönlichen Verbindlichkeit herrührt, oder nach Staatsgesetzen gegen den Unterthan eben sowohl, als gegen den Fremden und Auswandernden eintritt. Hiernach bleiben bestehen:

Die in den Kaiserlich Oesterreichischen Staaten *eingeführte* Emigrations-Taxe und die Erbsteuer, *in* beiden Staaten die Ablösungsgelder der Militairpflichtigkeit, und wie dergleichen Abgaben jetzt oder künftig bestehen mögen.

Art. V. Die Gesetze gegen die Auswanderung selbst, oder hinsichtlich der zu beobachtenden Formalien so wenig, als die Staatsgesetze hinsichtlich des Zoll- und Douanen-Systems, werden durch gegenwärtige Freyzügigkeits-Convention alterirt.

Art. VI. Die Freyzügigkeit für das aus den wechselseitigen Staaten ausgebrachte Vermögen, soll auf alle die Fälle rückwirkende Kraft haben, wo der zehnte Pfennig, Abschoss u. s. w. gegenwärtig noch nicht zur Staatscasse bezahlt ist, und werden die deshalb etwa angelegten Sequester aufgehoben.

Sämmtliche Staatsbehörden und Unterthanen im Herzogthum Nassau haben sich in vorkommenden Fällen nach dieser Uebereinkunft genau zu bemessen.

Wiesbaden, den 1sten July 1812.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr von Marschall.

6.

1812 16. Jul. *Erklärung die Freyzügigkeit zwischen den Herzogthümern Anhalt-Bernburg und Nassau betreffend, vom 16. July 1812.*

(Ibid. p. 135.)

Nachdem die Herzoglich Anhalt-Bernburgische Landes-Regierung zu Bernburg in einem officiellen Schreiben vom 26ten Juni d. J. im Auftrag des Herrn Herzogs von Anhalt-Bernburg Durchlaucht erklärt hat, dass in den Herzoglich Anhalt-Bernburgischen Landen mit Einschluss des im bemeldeten Herzogthum gelegenen Anhalt-Bernburg-Schaumburgischen Amts Hoym eine unbedingte Reciprocität der nach dem diesseitigen landesherrlichen Edict vom 9ten und 12ten October 1810 ausgesprochenen Freyzügigkeits-Grundsätze sowohl in Emigrations- als Erbfällen beobachtet werden solle; so wird die dadurch zwischen den Herzogthümern Nassau und Anhalt-Bernburg begründete Freyzügigkeit hierdurch zu jedermanns Wissenschaft und zur Darnachachtung der betreffenden Behörden bekannt gemacht.

Wiesbaden, den 16ten July 1812.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr VON MARSCHALL.

7.

1813 18. Jun. *Erklärung die Freyzügigkeit zwischen dem Grossherzogthum Hessen und dem Herzogthum Nassau betreffend, vom 18. Juny 1813.*

(Ibid. p. 136.)

Nachdem unter dem 5ten May dieses Jahres eine Convention wegen wechselseitiger Freyzügigkeit zwischen den Grossherzoglich Hessischen und Herzoglich Nassauischen Staaten abgeschlossen und von Sr. Königlichen Hoheit dem Herrn Grossherzoge von Hessen, sowohl, als auch von Ihro Herzoglichen und Hoch-

fürstlichen Durchlauchten zu Nassau ratificirt worden ist; so werden die Vertragspunkte in Nachfolgendem zur öffentlichen Kenntniss gebracht: 1813

Art. I. Soll von jetzt an und in Zukunft zwischen den gesammten Grossherzoglich Hessischen und zwischen den gesammten Herzoglich und Fürstlich Nassauischen Staaten, eine vollkommene Freyzügigkeit dergestalt bestehen, dass in keinem Fall und von keinem Vermögen, welches von dem einen Staat in den andern durch Kauf, Tausch, Schenkung, Erbschaft u. s. w., oder mit der Person eines Auswandernden überzieht, ein Abschoss, Nachsteuer oder zehnter Pfennig erhoben werden darf.

Art. II. Da die Freyzügigkeit, ihrer Natur nach, nur auf das Vermögen sich bezieht, so bleiben, dieses Vertrags ungeachtet, die gegen das Auswandern, mit Umgehung der landesherrlichen Bewilligung erlassenen Strafgesetze in ihrer rechtlichen Kraft fortbestehen.

Art. III. Als Folge dieses Grundsatzes wird anerkannt, dass von Auswandernden, welche der Militairpflichtigkeit unterliegen und das davon befreyende Alter noch nicht erreicht haben, die festgesetzte Redimirungs-Summe eingezogen werden könne, ohne dass durch die Einforderung dieser persönlichen Leistung den Grundsätzen der Freyzügigkeit zu nahe getreten wird.

Art. IV. Unter dieser Befreyung von der Abgabe der Nachsteuer, oder dem Abzug des zehnten Pfennigs sind auch nicht diejenigen Gelder und Abgaben begriffen, welche nach gesetzlichen Bestimmungen auch alsdann von dem Vermögen hätten entrichtet werden müssen, wenn dasselbe nicht exportirt worden, sondern im Lande geblieben wäre.

Art. V. Uebrigens soll dieser Vertrag auch auf jene Fälle ausgedehnt werden, wo von dem aus einem der beiderseitigen Staaten in den andern überziehenden Vermögen zwar schon die Nachsteuer gefordert worden, aber zur Zeit des abgeschlossenen Freyzügigkeits-Vertrags noch nicht wirklich entrichtet seyn würde. Es soll demnach die Nachsteuer-Forderung nicht nach der Zeit des Vermögens-Anfalls, sondern lediglich nach der Zeit der wirklichen

1813 Exportation beurtheilt werden, so zwar, dass alles jenes Vermögen, welches in einem der beiderseitigen Staaten einem Unterthan des andern Staats zwar schon früher angefallen ist, aber erst nach Errichtung des gegenwärtigen Freyzügigkeit-Vertrags wirklich exportirt wird, Nachsteuer frey bleibt, und nach vorstehenden Bestimmungen behandelt werden soll.

Sämmtliche Staatsbehörden und Unterthanen im Herzogthum Nassau haben sich in vorkommenden Fällen nach dieser Uebereinkunft genau zu bemessen.

Wiesbaden, den 18ten Juny 1813.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr VON MARSCHALL.

8.

1816 7 Febr. *Erklärung die Abzugsfreyheit zwischen dem Grossherzogthum Sachsen-Weimar und dem Herzogthum Nassau betreffend, vom 7. Febr.* 1816.

(*Sammlung der Landesh. Edicte etc.* Band II. p. 131.)

Da die Grossherzoglich Sachsen-Weimar'sche Regierung die bisher üblichen Abzugsgelder auswandern, der Unterthanen aufzuheben und eine wechselseitige Freyzügigkeit gegen alle übrige deutsche Staaten, welche sich zur Reciprocität bereitwillig erklären, einzuführen beschlossen, auch hiervon die unterzeichnete Behörde in Kenntniss gesetzt hat; so wird, in Gemässheit des §. 6. der Verordnungen vom 2/12 October 1810, hiermit öffentlich bekannt gemacht, dass von nun an auch zwischen dem Grossherzogthum Sachsen-Weimar und dem Herzogthum Nassau die Abzugsfreyheit besteht.

Wiesbaden, den 7ten Februar 1816.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr VON MARSCHALL.

vt. STEIN.

9.

Erklärnng die Freyzügigkeit zwischen dem Churfürstenthum Hessen und dem Herzogthum Nassau betreffend, vom 29. July 1816. 1816 29. Jul.

Da sich auf ergangene Einladung von Seiten der unterzeichneten obersten Staatsbehörde das Churfürstlich Hessische Ministerium zu Cassel bereit erklärt hat, in Gemäfsheit der in der landesherrlichen Verordnung vom $\frac{9}{21}$ October 1810 niedergelegten Grundsätze, den Churfürstlich Hessischen Unterthanen, welche in das Herzogthum Nassau überziehen wollen, die Freyzügigkeit angedeihen zu lassen; so wird hiermit den öffentlichen Behörden zur Darnachachtung, und den Unterthanen zu ihrer Kenntnifs öffentlich bekannt gemacht, dafs in Gemäfsheit jener Erklärung zwischen dem Churfürstenthum Hessen und dem Herzogthum Nassau nunmehr eine wechselseitige Freyzügigkeit besteht.

Wiesbaden, den 29ten July 1816.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr von Marschall.

10.

Erklärung die Freyzügigkeit zwischen dem Herzogthum Holstein-Oldenburg und dem Herzogthum Nassau betreffend, vom 3. August 1816. 3. Aug.

Auf Einladung der unterzeichneten obersten Staatsbehörde zu Abschliefsung einer förmlichen Freyzügigkeits-Convention hat sich die Herzoglich Holstein-Oldenburgische Regierung dahin erklärt, dafs sie zwischen dem Herzogthum Nassau und dem Herzogthum Holstein-Oldenburg die Freyzügigkeit schon in Gemäfsheit der deutschen Bundesacte als bestehend anerkenne.

1816 Die öffentlichen Behörden und Unterthanen des Herzogthums werden daher hiervon zur Nachricht und Bemessung in Kenntniss gesetzt.

Wiesbaden, den 3ten August 1816.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr VON MARSCHALL.

11.

5. Aug. *Erklärung die Freyzügigkeit zwischen dem Herzogthum Sachsen-Koburg und dem Herzogthum Nassau betreffend, vom 5. August 1816.*

Auf Einladung der unterzeichneten obersten Staatsbehörde hat das Herzoglich Sachsen-Koburg-Saalfeld'sche Staats-Ministerium die Erklärung gegeben, dass Se. Herzogliche Durchlaucht von Sachsen-Koburg geneigt sind, in Gemässheit der deutschen Bundesacte zwischen dem Herzogthum Nassau und dem Herzogthum Sachsen-Koburg eine wechselseitige Freyzügigkeit bestehen zu lassen.

Es wird daher hiermit diese Erklärung unter Beziehung auf die diesseitige höchste Verordnung vom 7/19 October 1810, allen öffentlichen Behörden und Unterthanen zur Nachricht und Darnachachtung bekannt gemacht.

Wiesbaden, den 5ten August 1816.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr VON MARSCHALL.

12.

31. Aug. *Erklärung die Freyzügigkeit zwischen dem Grossherzogthum Mecklenburg-Schwerin und dem Herzogthum Nassau betreffend, vom 31. August 1816.*

Die Grossherzoglich Mecklenburg-Schwerinsche Regierung hat erklärt, dass Se. Königliche Hoheit, der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin, auf die

von hier ausgegangene Einladung, eine wechselseitige Freyzügigkeit zwischen den Grossherzoglich-Mecklenburgischen und Herzoglich-Nassauischen Staaten bestehen zu lassen, sofort die öffentliche Bekanntmachung dieser wechselseitigen Nachsteuer- und Abzugsfreyheit vom 1sten July dieses Jahres, als dem Normaltage, an, verordnet haben. Diese Erklärung wird daher, mit Bezug auf die bestehende Verordnung vom 9ten und 12ten October 1810, hiermit zur Kenntniss der Behörden und Unterthanen gebracht. 1816

Wiesbaden, den 31ten August 1816.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr von Marschall.

13.

Erklärung die Freyzügigkeit zwischen dem Königreich Sachsen und dem Herzogthum Nassau betreffend, vom 31. *August* 1816. 31. Aug.

Das Königlich Sächsische Ministerium hat sich, auf Antrag Sr. Majestät des Königs von Sachsen, unterm 10ten July l. J. bereits erklärt, zwischen dem Königreich Sachsen und dem Herzogthum Nassau, in Gemässheit und mit Beziehung auf die Herzogliche Verordnung vom 9ten und 12ten October 1810, eine wechselseitige Freyzügigkeit und Nachsteuerfreyheit bestehen zu lassen.

Hiermit haben sich daher alle Behörden und Unterthanen zu bemessen.

Wiesbaden, den 31ten August 1816.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr von Marschall.

14.

1816 28. Sept. *Erklärung die Freyzügigkeit zwischen den K. K. Oesterreichischen Staaten und den Herzoglich Nassauischen Landen betreffend, vom 28. Sept. 1816.*

Zwischen den K. K. Oesterreichischen und dem Herzoglich Nassauischen Hofe ist die Uebereinkunft getroffen worden, dass der im Jahr 1811 für die beiderseitigen Staaten abgeschlossene Freyzügigkeits-Vertrag auch auf die neu erworbenen Provinzen beider Staaten ausgedehnt und in Wirksamkeit gesetzt werden solle.

Alle Herzogliche Staatsbehörden und Unterthanen werden daher unter Beziehung auf die in dem Herzoglich Nassauischen Verordnungsblatt unterm 1sten July 1812 geschehene Bekanntmachung des mit dem Kaiserthum Oesterreichs abgeschlossenen Freyzügigkeitsvertrags von dieser neuen Uebereinkunft zu ihrer Bemessung in Kenntniss gesetzt.

Wiesbaden, den 28ten September 1816.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr von Marschall.

vt. Cramer.

15.

6. Nov. *Erklärung die Freyzügigkeit zwischen dem Grossherzogthum Mecklenburg-Strelitz und dem Herzogthum Nassau betreffend, vom 6. Nov. 1816.*

Es wird hiermit zur öffentlichen Kenntniss gebracht, dass Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Mecklenburg-Strelitz, in Folge der deutschen Bundes-Acte, sich zu einer zwischen den Grossherzoglich-Mecklenburg-Strelitzschen und Herzoglich Nassauischen Staaten bestehenden und vom 1ten Januar dieses Jahres an beginnenden allgemeinen, und auf die Patrimonial-Gerichtsgebiete sich erstrecken-

den Freyzügigkeit bereit erklärt, und diese Erklä- 1816
rung in Höchstihren Landen durch eine Verordnung bekannt gemacht haben. Alle Behörden und Unterthanen werden daher unter Beziehung auf die bereits unterm $\frac{9}{12}$ October 1810 erlassene höchste Verordnung angewiesen, sich hiernach zu achten.

Wiesbaden, den 6ten November 1816.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.
Freiherr VON MARSCHALL.

16.

Erklärung die Freyzügigkeit zwischen dem Königreich Würtemberg und dem Herzogthum Nassau betreffend, vom 5. Juny 1816. 5. Juni.

(*Verordnungsblatt* Nro. 8. 1817.)

Seine Königliche Majestät von Würtemberg haben unterm 24ten März l. J. zu verordnen geruht, dass:

1. jede Art von Vermögen, welches aus dem Königreich Würtemberg in die Herzoglich Nassauischen Lande, sey es aus Veranlassung einer Auswanderung oder aus dem Grund eines Erbschaftsanfalls, eines Verkaufs, einer Schenkung, Mitgift oder auf andere Weise übergeht, unter der Bundesvertragsmässigen Abzugsfreyheit begriffen, und überhaupt jede Abgabe, welche die Exportation des Vermögens aus dem Königreich in die diesseitigen Lande oder den Uebergang des Vermögens-Eigenthums auf diesseitige Unterthanen bisher zur Folge gehabt hat, für aufgehoben angesehen sey; dass:

2. diese Abzugsfreyheit sowohl auf den Vermögens-Abzug, welcher zum Vortheil einer oder der andern besondern Gemeinde-Schuldentilgungskasse bestehen möchte, als auch auf die Abzugsrechte der Privaten, Gemeinden und Korporationen sich erstrecken, und dass:

3. dieselbe auf alles, nach der höchsten Entschliessung vom 24ten März l. J. aus dem Königreich in die diesseitigen Lande ausgehende Vermögen ange-

1816 wandt werden solle, ohne Unterschied, ob die Auswanderungs-Erklärung oder der Vermögens-Anfall vor oder nachher erfolgt seyn möchte.

Es wird daher hiermit zur Kenntniss der Herzoglichen Behörden und Unterthanen gebracht, dass in Gemässheit dieser Königlich Würtembergischen Verordnung und zufolge des höchsten Edicts vom 9/21. October 1810, vom 24ten März l. J. an eine allgemeine und unbeschränkte Freyzügigkeit zwischen den Königlich Würtembergischen und Herzoglich Nassauischen Staaten besteht.

Wiesbaden, den 5ten Juny 1816.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.
Freiherr VON MARSCHALL.

17.

1817 9. Jan. *Erklärung die zwischen der freyen Stadt Frankfurt und dem Herzogthum Nassau bestehende Freyzügigkeit betreffend.*

(*Verordnungsblatt* 1817. p. 10.)

Es wird hiermit zur öffentlichen Kenntniss aller Behörden und Unterthanen gebracht, dass zwischen dem Herzogthum Nassau und der freyen Stadt Frankfurt nach der Disposition des Grundvertrags des deutschen Bundes Art. XVIII, mithin als Bundesanstalt, eine wechselseitige Freyzügigkeit vom Tage der Unterzeichnung der deutschen Bundesacte, also vom 8ten Juny 1815 an, nach der darüber an die unterzeichnete Behörde gelangten Erklärung des Senats der freyen Stadt Frankfurt als bestehend zu betrachten ist, mithin von diesem Zeitpunkt an die Exportation des Vermögens befreyt von der Nachsteuer oder dem so genannten Zehntenpfennig aus beiden Staaten und in beide Staaten statt findet.

Wiesbaden, den 9ten Januar 1817.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.
Freiherr VON MARSCHALL.

18.

Zweyte Erklärung, denselben Gegenstand betreffend, vom 19. May 1817. 1817 19. May

(Ibid. Nro. 7.)

Es ist zwar unterm 9ten Januar l. J. in der Nummer 2. des diesjährigen Verordnungsblatts zur öffentlichen Kenntniss gebracht worden, dass zwischen dem Herzogthum Nassau und dem Gebiet der freyen Stadt Frankfurt in Gemässheit der deutschen Bundesacte eine wechselseitige Freyzügigkeit bestehe. Da jedoch Bürgermeister und Rath der freyen Stadt Frankfurt fortfahren, unter dem Namen von Beyträgen zu Tilgung der Kriegsschulden einen Retract gegen das Herzogthum auszuüben; so haben Seine Herzogliche Durchlaucht gnädigst zu verordnen geruht, dass auch gegen das Gebiet der freyen Stadt Frankfurt der Abzug an dem dorthin ausgehenden Vermögen in eben der Art retorsionsweise statt finden soll, in welcher er dort Statt findet, welches hiermit zur öffentlichen Kenntniss gebracht wird.

Wiesbaden, den 19ten May 1817.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr von Marschall.

v. Stein.

19.

Erklärung die zwischen dem Kanton Basel und dem Herzogthum Nassau bestehende Freyzügigkeit betreffend. 15. Jan.

(*Verordnungsblatt.* 1817. p. 16.)

Es wird hiermit zur Kenntniss der Herzoglichen Behörden und Unterthanen gebracht, dass zwischen der Herzoglichen Regierung und der Regierung des Kantons Basel ein Freyzügigkeits-Vertrag unter nachstehenden näheren Bestimmungen abgeschlossen worden ist.

1817 1. Von dem Tag der Publication gegenwärtiger Uebereinkunft an, soll zwischen den beiden Staaten eine wechselseitige allgemeine Abzugs- und Nachsteuerfreyheit bestehen.

2. Unter dieser Befreyung sind diejenigen Abgaben nicht begriffen, welche die Bürger der beiderseitigen Staaten, in Gefolge der darin bestehenden Gesetze, selbst zu entrichten haben.

3. Dagegen findet dieser Vertrag nicht nur auf die respectiven Staatskassen seine Anwendung, sondern erstreckt sich auch auf diejenigen Nachsteuer- und Abzugsgelder, zu deren Bezug einzelne Gemeinden der beiden Staaten berechtigt gewesen sind.

Wiesbaden, den 15ten Januar 1817.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.
Freiherr von Marschall.

20.

1818 10. Jan. *Erklärung die Freyzügigkeit zwischen dem Königreich der Niederlande und dem Herzogthum Nassau betreffend.*

(*Regierungsblatt* 1818. p. 7.)

In Gemäfsheit der §§. 5 und 6. des höchsten Edicts vom $\frac{9}{12}$ October 1810 wegen Einführung einer allgemeinen, auf das Princip der Reciprocität gebauten Freyzügigkeit wird hiermit zur Kenntnifs aller Herzoglichen Beamten und Unterthanen gebracht, dafs nach einer von dem Minister der auswärtigen Angelegenheit Seiner Majestät des Königs der Niederlande abgegebenen Erklärung, Seine Königliche Majestät sich bereit erklärt haben, die vollkommenste Freyzügigkeit zwischen dem Königreich der Niederlande und dem Herzogthum Nassau eintreten zu lassen.

Wiesbaden, den 10ten Januar 1818.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.
Freiherr von Marschall.

16.

Conventions conclues entre la Bavière et divers Etats de d'Allemagne, sur l'abolition du droit de détractions, et ordonances y ayant rapport publiées depuis 1808 — 1817.

1808

1.

Freyzügigkeits-Convention mit dem Grofsherzogthume Heffen.

(*Regierungsblatt.* 1808. XXIX. Stück.)

Nachdem Seine Majeftät der König von Baiern und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Heffen, zur Beförderung des freyen Verkehrs der beiderfeitigen Unterthanen und ihres Gewerbfleifses, befchloffen haben, die bisher beftandene Abgabe von Nachfteuer und Abfchofsgebühren in ihren Staaten wechfelfeitig aufzuheben, fo haben die zur Unterhandlung Bevollmächtigten, und zwar Königlich-Bairifcher Seits der Königliche Kämmerer und Minifter-Refident am Grofsherzoglich-Heffifchen Hofe, Adam Friedrich Freiherr von Reding, und Grofsherzoglich-Heffifcher Seits der Grofsherzogliche wirkliche geheime Rath und vormalige Gefandte am Ober-Rheinifchen Kreife, Franz Freiherr von Wiefenhütten, nach vorgängiger Auswechslung der Vollmachten, fich über nachftehenden verbindlichen Freyzügigkeits-Vertrag vereiniget:

§. 1. Von nun an und in Zukunft foll zwifchen den gefammten Staaten Seiner Majeftät des Königs von Baiern, und den gefammten Staaten Seiner Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Heffen eine vollkommene Freyzügigkeit dergeftalt beftehen, dafs in keinem Falle, und von keinem Vermögen, welches von dem einen Staate in den andern durch Kauf, Taufch, Schenkung, Erbfchaft u. f. w., oder mit der Perfon eines Auswandernden überzieht, irgend ein Freygeld, Nachfteuer oder Abfchofsgebühr mehr erhoben werden darf.

1808 §. 2. Da jedoch die Freyzügigkeit ihrer Natur nach nur auf das Vermögen, und nicht auf die Personen sich bezieht, so sollen dieses Vertrages ungeachtet die gegen das Auswandern, mit Umgehung der landesherrlichen Bewilligung erlassenen Strafgesetze in ihrer rechtlichen Kraft fortbestehen und gegen jeden angewendet werden, der ohne landesherrliche Bewilligung sich in einem fremden Gebiete niederläßt.

§. 3. Als Folge dieses Grundsatzes wird anerkannt, daſs von Auswandernden, welche der Militair-Pflichtigkeit unterliegen, und das hiervon befreyende Alter noch nicht erreicht haben, die festgesetzte Redimirungs-Summe eingezogen werden könne, ohne daſs durch die Einforderung der persönlichen Leistung den Grundsätzen der Freyzügigkeit zu nahe getreten wird.

§. 4. Auſser diesen Bestimmungen hören künftig alle Abzüge auf, welche bisher bey Vermögens-Exportationen unter was immer für einem Titel statt finden konnten, ohne Unterschied, ob diese Abzüge ehedem von den Landesherrn, oder von Dritten erhoben wurden.

§. 5. Zum Besten der beiderseitigen Staatsdiener und Unterthanen soll übrigens dieser Vertrag auch auf jene Fälle ausgedehnt werden, wo von dem aus einem der respectiven Staaten in den anderen überziehenden Vermögen zwar schon die Nachsteuer gefordert, aber zur Zeit des abgeschloſsenen Freyzügigkeits-Vertrags noch nicht entrichtet seyn würde.

Es soll demnach die Nachsteuer-Forderung überhaupt nicht nach der Zeit des Vermögens-Anfalles, sondern lediglich nach der Zeit der wirklichen Exportation beurtheilt werden; so zwar, daſs alles jenes Vermögen, welches in einem der beiden Staaten einem Unterthane des andern Staates zwar schon früher angefallen ist, aber erst nach dem errichteten Freyzügigkeits-Vertrage wirklich exportirt wird, Nachsteuer frey bleibt, und nach vorstehenden Bestimmungen zu behandeln ist.

§. 6. Ueber diese in Kraft eines unwiderruflichen Staatsvertrages geschloſsene Freyzügigkeits-Convention wird die unmittelbare Genehmigung Seiner Ma-

jestät des Königs von Baiern und Seiner Königlichen Hoheit des Grofsherzogs von Hessen sogleich nachgesucht werden, von deren Ertheilung dieselbe nach ihrem ganzen Inhalte zu wirken anfangen soll. 1808

Zur Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten gegenwärtigen Vertrag doppelt ausgefertigt, unterschrieben und besiegelt, gegen einander ausgewechselt.

Gegeben Frankfurt am Main den 11ten May 1808.

(L. S.) ADAM FRIEDRICH *Freiherr* v. REDING. (L. S.) FRANZ *Freih.* v. WIESENHÜTTEN.

2.

Freyzügigkeits-Vertrag mit Sachsen-Hildburghausen, vom 31. März 1809.

1809 31. März

(Ibid. 1809. XXXI. Stück.)

Wir Maximilian Joseph, von Gottes Gnaden König von Baiern.

Nachdem Wir mit Seiner Durchlaucht dem Herzoge zu Sachsen-Hildburghausen zum Besten der beiderseitigen Unterthanen, übereingekommen sind, zwischen unsern und den Sachsen-Hildburghausenschen Staaten eine allgemeine Freyzügigkeit einzuführen; so werden hiermit sämmtliche Unsere General-Kreis-Kommissariate und Behörden auf nachfolgende Bestimmungen zur Nachachtung nachgewiesen.

1. Zwischen sämmtlichen Unsern und den Herzoglich Sachsen-Hildburghausenschen Staaten soll von nun an aller Vermögensabzug, unter was immer für einem Namen von Nachsteuer, Abschofs oder dergleichen derselbe bisher in gegenwärtigen Kaufs-Tausch-Erbschafts- Schenkungs- Auswanderungs- oder andern, mit einer Vermögens-Ausziehung verbundenen Fällen mag erhoben worden seyn, gänzlich aufhören;

2. Hierbey soll nicht auf die Zeit des Vermögens-Anfalles, sondern auf den Zeitpunkt der wirklichen Exportation gesehen werden;

1809 3. in dieser Verordnung sind alle Unsere Unterthanen, folglich auch die Gutsbesitzer, die Städte und andere Gemeinheiten, welche die Nachsteuer sonst zu erheben berechtigt seyn mögen, mit begriffen;

4. da jedoch die Freyzügigkeit, ihrer Natur nach, einzig auf das Vermögen, nicht auf die Personen sich bezieht; so bleiben, dieser Uebereinkunft unbeschadet, diejenigen Gesetze in ihrer rechtlichen Kraft bestehen, welche Unsere Unterthanen bey Strafe der Vermögens-Confiscation auffordern, vor der Ansässigmachung in auswärtigen Staaten Unsere Auswanderungs-Bewilligung nachzusuchen;

5. Als Folge dieses Grundsatzes wird festgesetzt, dass die Erhebung der Militairpflichtigkeits-Redimirungs-Summe in Fällen, wo einem Individuum die Auswanderungs-Bewilligung ertheilt wird, welches seiner Person nach der Militairpflichtigkeit unterliegt, und die Jahre derselben noch nicht zurückgelegt hat, der Freyzügigkeit ungeachtet Statt finde.

Diese Freyzügigkeits-Uebereinkunft lassen Wir durch das Regierungsblatt zur allgemeinen Kenntniss bringen.

München, den 31ten März 1809.

MAX. JOSEPH.
Freiherr VON MONTGELAS.

Auf Königlichen allerhöchsten Befehl
der General-Secretär
BAUMÜLLER.

3.

27. Jul. *Erklärung, die allgemeine Freyzügigkeit zwischen dem Königreiche Baiern und den gesammten Herzoglich Nassauischen Staaten betreffend.*

(Ibid. 1809. LIV. Stück.)

Wir Maximilian Joseph, von Gottes Gnaden König von Baiern.

Wir sind mit dem Herzoglich und Fürstlichen Hause Nassau übereingekommen, den zwischen Unsern

fern und den Nassau-Usingischen Landen im Jahre 1803. eingegangenen Freyzügigkeits-Vertrag zu erneuern, und denselben, mit Aufhebung aller vorhin wechselseitig vorbehaltenen, zu Privatkassen geschlossenen Nachsteuer- oder Abschossgefälle, nunmehr auf den ganzen Umfang Unsers Reiches und auf alle das vereinigte Herzogthum Nassau bildende Landestheile in der Art auszudehnen, dass alles Vermögen, welches entweder aus Unsern Staaten in die Nassauischen, oder aus diesen in jene übergehen wird, es mag solches durch Erbschaft, Schenkung, Heurath, Tausch, oder Auswanderung geschehen, von der Abgabe des zehnten Pfenninges künftig durchaus frey bleiben soll. 1809

Diese Uebereinkunft wird daher zu Jedermanns Nachachtung durch das Regierungsblatt bekannt gemacht.

München, den 27ten July 1809.

MAX. JOSEPH.

Freiherr VON MONTGELAS.

Auf Königlichen allerhöchsten Befehl,

der General-Secretär

BAUMÜLLER.

4.

Freyzügigkeits-Vertrag mit Sachsen-Meinungen, vom 9. December 1809. 9. Dec.

(Ibid.)

Convient mot à mot, (*mutatis mutandis*) avec la convention conclue le 31 Mars 1809 avec Saxe-Hildburghausen.

5.

1811 21. Febr. *Erklärung die Freyzügigkeit gegen das Grofsherzogthum Würzburg betreffend.*

(Ibid. 1811. XVI. Stück.)

Wir Maximilian Joseph, von Gottes Gnaden König von Baiern.

Nachdem Wir mit des Herrn Grofsherzogs von Würzburg Königlichen Hoheit übereingekommen sind, dafs die, vermöge Unserer Verordnung vom 13ten März 1807. (Regierungsblatt 1807. St. XIV. S. 517 und 518.) festgesetzte gegenseitige Freyzügigkeit zwischen dem Königreiche und dem Grofsherzogthume nunmehr auch auf die beiderseits neu erworbenen Lande und Gebietstheile, ganz in Gemäfsheit jener Verordnung dergestalt erstreckt und ausgedehnt werden solle, dafs auch die seit dem Erwerbe der neuen Besitzungen bereits vorgekommenen Vermögens-Exportations-Fälle darnach zu behandeln seyen; so wird dieses zur Wissenschaft und Nachachtung Unserer sämmtlichen administrativen Behörden durch das allgemeine Regierungsblatt bekannt gemacht.

München, am 21ten Februar 1811.

MAX. JOSEPH.

Graf VON MONTGELAS.

Auf Königlichen allerhöchsten Befehl

der General-Secretär

BAUMÜLLER.

6.

11. May *Erklärung die Freyzügigkeit mit dem Königreiche Westphalen betreffend.*

(Ibid. 1811. XXXIV. Stück.)

Wir Maximilian Joseph, von Gottes Gnaden, König von Baiern.

Da Seine Majestät der König von Westphalen unterm 18ten März 1809, ein Decret erlassen haben,

wodurch das Recht des Abschosses, der Nachsteuer, und überhaupt des Abzuges, welches bisher in Auswanderungs- Erbschafts- oder anderen, mit einer Vermögens-Ausziehung verbundenen Fällen ausgeübt wurde, in Ansehung aller derjenigen fremden Länder aufgehoben wird, in welchen erwiesener Maassen eine gleiche Befreyung denen zugestanden ist, welche ihr Vermögen, oder die ihnen heimgefallenen Erbschaften und Legate in die Westphälischen Staaten einführen wollen, so haben wir beschlossen, dass nach Unsern deshalb bereits früher allgemein bekannt gemachten Regierungs Grundsätzen die gleiche Freyzügigkeit gegen das Königreich Westphalen reciprok beobachtet wird, und alles aus Unserm Königreiche dahin überziehende Vermögen freyzügig behandelt werden solle. 1811

Wir befehlen, dass gegenwärtige Verordnung durch das Regierungsblatt bekannt gemacht, und von allen unsern Behörden nach solcher genau verfahren werde.

München, den 11ten May 1811.

MAX. JOSEPH.

Graf VON MONTGELAS.

Auf Königlichen allerhöchsten Befehl,

der General-Secretär

BAUMÜLLER.

7.

Erklärung die Anwendung des Freyzügigkeits-Vertrages mit dem Königreiche Preussen betreffend. 26 Jun.

(Ibid. 1811. XLII. Stück.)

Wir Maximilian Joseph von Gottes Gnaden König von Baiern.

Die hier beyfolgende wechselseitig genehmigte Erklärung über die Anwendung des zwischen Unsern und den Königlich Preussischen Staaten am 23. May 1805 geschlossenen Freyzügigkeits-Vertrages auf den

1811 gegenwärtigen Länder-Bestand beider Reiche wird durch das Regierungsblatt zur allgemeinen Kenntniß und Nachachtung bekannt gemacht.

München, den 26ten Juny 1811.

Aus Sr. Majestät des Königs Special-Vollmacht
Graf von Montgelas.

Auf Königlichen allerhöchsten Befehl,
der General-Secretär
Baumüller.

Am 23ten May 1805 ist zwischen den respectiven Regierungen der Baierischen und Preussischen Staaten, eine Convention wegen gegenseitiger Aufhebung des Abschosses und Abfahrtgeldes geschlossen worden.

Diese Convention erklären jetzt beide gedachte Regierungen gegenseitig in nachstehender Art anwendbar auf den respectiven gegenwärtigen Länderbestand beider Reiche, nämlich dahin für anwendbar, dass:

1. bey keinem Vermögens-Ausgang, aus den Königlich Baierischen Landen in die Königlich Preussischen Lande, oder aus diesen in jene, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legate, oder Brautschatz, oder Schenkung, oder auf andere Art, ergeben, irgend ein Abschoss (gabella haereditaria) oder Abfahrtgeld (census emigrationis) erhoben werden soll;
2. dass die vorstehend bestimmte Freyzügigkeit sich sowohl auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtgeld, welche in die landesherrlichen Kassen fliessen würden, als auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtgeld erstrecken soll, welche in die Kassen der Städte, Märkte, Kämereyen, Stifter, Klöster, Gotteshäuser, Patrimonialgerichte und Korporationen fliessen würden.

Die Rittergutsbesitzer in den beiderseitigen respective Königlich Baierischen und Königlich Preussischen Landen, werden demnach, gleich allen Privatberechtigten, in den gedachten Landen, der gegenwärtigen Vereinbarung untergeordnet, und dür-

sen bey Exportationen in die gegenseitigen vorbe- 1811
nannten Lande, weder Abschoss noch Abfahrtgeld fordern, noch nehmen.

Zur Erfüllung dieser gegenwärtigen Festsetzung sollen die obgedachten Rittergutsbesitzer und Privatberechtigten, von den beiderseitigen respectiven Regierungen angehalten werden. Wenn aber dennoch wider alles Erwarten Rittergutsbesitzer, oder Privatberechtigte, auf einer von beiden Seiten, hiezu nicht angehalten werden könnten; so versteht es sich von selbst, dass wider solche Rittergutsbesitzer und Privatberechtigte, in Ansehung dessen, was in ihre Gerichtsbezirke aus dem andern Staate eingeführt wird, die Retorsion statt finden soll;

3. dass die Bestimmungen der obstehenden Artikel 1. und 2. sich auf alle am 23ten May 1805 pendent gewesene, und etwa noch nicht abgemachte Fälle, imgleichen auf alle seit jenem Tage vorgekommene noch unabgemachte, so wie überhaupt auf alle jetzt pendente, und auf alle künftige Fälle, erstrecken sollen;

4. dass die Freyzügigkeit, welche in obigen 1. 2. und 3. Artikel bestimmt ist, sich nur auf das Vermögen beziehen soll. Es bleiben demnach, dieses Uebereinkommens ungeachtet, diejenigen Königlich Baierischen, und diejenigen Königlich Preussischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten, seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste, betreffen, und welche jeden Unterthan bey Strafe auffordern, vor der Auswanderung um die Bewilligung derselben seinen Landesherrn der vorgeschriebenen Ordnung gemäss zu bitten.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zu Kriegsdiensten, und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden, keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen, in Ansehung der Gesetzgebung in den respectiven Staaten beschränkt.

Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Baiern und Seiner Majestät des Königs von

1811 Preuſsen zweymal gleichlautend ausgefertigte Erkl
rung, ſoll nach erfolgter gegenſeitiger Auswechſelun
Kraft und Wirkſamkeit, in den geſammten Königlic
Baieriſchen und Königlich-Preuſsiſchen Staaten habe

München, den 26. Juny 1811.

(L. S.)

*Königl. Baieriſcher wirklicher geheimer Staats- u
Konferenz- dann des auswärtigen geheimen Mi
ſterial-Departements dirigirender Miniſter.*

Unterzeichnet:

Graf VON MONTGELAS.

8.

1812 27. Apr. *Erklärung die Erneuerung des Freyzügigkeit Vertrags mit Sachſen-Koburg-Saalfel betreffend.*

(Ibid. 1812. XXVII. Stück.)

Wir Maximilian Joſeph von Gottes Gnaden Kön von Baiern.

Auf den im Namen Seiner des Herrn Herzo von Sachſen-Koburg-Saalfeld Durchlaucht an Uns gebrachten Antrag finden wir Uns bewogen, die berei unterm 15. July 1802. convenirte gegenſeitige Frey zügigkeit auf den ganzen dermaligen Umfang de Königreichs zu erſtrecken; wonach die einſchlägige Behörden in vorkommenden Vermögens-Exportations-Fällen ſich ſchuldigſt zu achten haben.

München, am 27. April 1812.

MAX. JOSEPH.

Graf VON MONTGELAS.

Auf Königlich allerhöchſten Befehl

der General-Secretär

BAUMÜLLER.

9.

Freyzügigkeits-Vertrag mit Sachsen-Gotha und Altenburg, vom 19. December 1812. 1812 19. Dec.

(Ibid. 1812. LXX. Stück.)

Convient mot à mot (*mutatis mutandis*) avec la convention conclue avec Saxe-Hilburghausen le 31 Mars 1809.

10.

Erklärung die Freyzügigkeit der Fürstlich-Ysenburgischen Lande betreffend. 1813 29. März

(Ibidem 1813. XIX. Stück.)

Wir Maximilian Joseph von Gottes Gnaden König von Baiern.

Auf die Uns gemachte Anzeige, dass von Seite der Fürstlich-Ysenburgschen Behörden bey allen aus dortigen Landen nach dem Königreiche statt findenden Vermögens-Exportationen die Grundsätze einer vollkommenen Freyzügigkeit, überall und ohne Unterschied, in Anwendung gebracht werden, wollen und verordnen wir andurch, auf das Uns zugleich vorgetragene Ansuchen des jenseitigen Landes-Ministeriums, dass die schon Kraft Unserer diesfälligen General-Verfügung vom 9. Januar 1804. zwischen Unsern und den Fürstlich-Ysenburgischen Landen festgesetzte gegenseitige Freyzügigkeit auf alle, seitdem mit unserm Reiche vereinigte Lande und Gebietstheile erstreckt, somit dass aus dem gegenwärtigen Umfange Unserer Staaten nach den Fürstlich-Ysenburgischen Gebiete, wie immer exportirende Vermögen unter keinerley Benennung von Nachsteuer, Abschoss oder Decimation, einem Abzuge unterworfen werden solle.

Diese unsere Verordnung wird durch das Regierungsblatt zur allgemeinen Wissenschaft bekannt gemacht, und ist von allen einschlägigen Behörden in vorkommenden Fällen zu beobachten.

München, den 28. März 1813.

MAX. JOSEPH.

Graf VON MONTGELAS.

Auf Königlich allerhöchsten Befehl

der General-Secretär

BAUMÜLLER.

11.

1816 7. Apr. *Erklärung die Freyzügigkeit mit dem Grossherzogthum Sachsen betreffend.*

(Ibid. 1816. XII. Stück.)

Wir Maximilian Joseph von Gottes Gnaden König von Baiern.

Wir sind mit seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzog von Sachsen zum Besten der beiderseitigen Unterthanen über eine wechselseitige Freyzügigkeit zwischen den beiderseitigen Staaten, so wie solche im Jahre 1812. zwischen Unsern und den Herzoglich Sachsen-Gotha und Altenburgischen Staaten beschlossen, und durch das Regierungsblatt vom Jahre 1812. Stück LXX. Seite 2089. bekannt gemacht worden ist, übereingekommen, und weisen hiedurch Unsere sämmtlichen General- Kreis- und Local-Kommissariate, dann übrige Behörden an, sich darnach auf das Genaueste zu achten.

München, den 7. April 1816.

MAX. JOSEPH.
Graf VON MONTGELAS.

Auf Königlich allerhöchsten Befehl
der General-Secretär
BAUMÜLLER.

12.

23 Jul. *Erklärung die Erneuerung des zwischen Baiern und dem Grossherzogthum Hessen bestehenden Freyzügigkeits-Vertrags betreffend.*

(Ibid. 1816. XXVI. Stück.)

Wir Maximilian Joseph von Gottes Gnaden König von Baiern.

Durch die in den letzten Jahren und noch ganz neuerlich eingetretenen Territorial-Veränderungen, welche Unsere Staaten, nach derselbigen gegenwärtigem Umfange in mehrfache nachbarliche Berührung

mit dem Grofsherzoglich Heffifchen Gebiete gebracht haben, finden wir zur Erleichterung des gegenfeitigen Verkehrs Uns bewogen, nach dem zu Unferer Kenntnifs gebrachten Wunfche der Grofsherzoglichen Regierung, den am 11. May 1808 abgefchloffenen Freyzügigkeits - Vertrag (fiehe Regierungsblatt von 1808. St. XXIX. S. 1385. u. f. w.) andurch in der Art zu erneuern und auszudehnen, dafs deffelben Beftimmungen auf alles aus dem dermaligen Gefammt-Complexe Unferer Staaten ohne Ausnahme nach den älteren und neueren Grofsherzoglich Heffifchen Landen und Gebietstheilen zu exportirende Vermögen durchgängig in Anwendung kommen follen, wie folches auch von der Grofsherzoglichen Regierung gegenfeitig verfügt werden wird. 1816

Gegenwärtige Verordnung wird durch das Regierungsblatt zur allgemeinen Kenntnifs gebracht, und ift von Unfern Behörden in vorkommenden Fällen fich darnach zu achten.

München, den 23. July 1816.

Aus Sr. Majeftät des Königs Special-Vollmacht.
Graf VON MONTGELAS.

Auf Königlich allerhöchften Befehl
der General-Secretär
VON GEIGER.

13.

Freyzügigkeits-Vertrag mit Kurheffen, vom 14. Januar 1817.

1817 14. Jan.

(Ibid. 1817. Stück II.)

Cette convention convient mot à mot (*mutatis mutandis*) avec celle conclue le 31. Mars 1809 avec Saxe-Hilburghaufen.

17.

1816 3 Avr. *Traité de Paix conclu entre le Roi des Deux-Siciles et le Dey d'Alger, signé à Alger le 3 Avril* 1816.

(*Traduction privée.*)

Au nom du Dieu tout puissant.

Traité de paix entre S. M. le Roi des Deux-Siciles et S. A. S. Omar Bashaw, Dey et Gouverneur de la ville forte et du royaume d'Alger, fait et conclu par l'honorable Eduard Baron Exmouth, Chevalier Grand-Croix de l'ordre militaire du Bain, amiral du pavillon bleu de la marine royale angloise et Commandant en chef de l'escadre de S. M. le Roi de la Grande-Brétagne dans la Méditerranée dûment autorisé par S. M. le Roi des Deux-Siciles.

Art. I. Il est convenu et arrêté entre l'honorable Edouard Baron Exmouth et S. A. le Dey d'Alger qu'à partir de ce jour il y aura paix et amitié ferme et durable entre S. M. le Roi des Deux-Siciles et S. A. le Dey d'Alger et leurs états et sujets respectifs; et qu'à compter de ce jour tous les vaisseaux et bâtiments de quelque rang qu'ils puissent être, pourront naviguer librement partout où il leur plaira, étant munis des passeports nécessaires à cet effet.

Art. II. Du moment de la signature du présent traité, un commerce libre entre les deux nations sera établi sur des bases jugées convenables. Mais comme il est nécessaire que tous les vaisseaux qui passent de la côte de Barbarie à celle de Sicile, subissent la quarantaine, on désignera quelques ports (où se trouvent établis des hopitaux) pour l'admission des susdits vaisseaux venant d'Alger.

Il est en outre convenu qu'un Consul général de S. M. le Roi des Deux-Siciles sera admis à Alger, sur le même pied, et traité avec les mêmes égards que sont traités ceux des autres puissances de l'Europe pour régler les affaires de commerce; il lui sera ac-

17. 1816
3 Apr.

(Collezione delle Leggi e de' Decreti reali del Regno delle Due Sicilie, Anno 1816. Nro. 41. p. 259.)

In nome di Dio onnipotente.

Trattato di pace fra Sua Maestà il Re delle Due Sicilie e Sua Altezza Serenissima Omar Bashau, Dey e Governatore della città guerriera e regno di Algieri, fatto e conchiuso dall' onorevolissimo Edoardo barone Exmouth, cavaliere commendatore dell' onorevolissimo ordine militare del Bagno, ammiraglio della squadra Bleu di S. M. Brittannica, e comandante in capo i legni e vascelli della detta M. S. nel Mediterraneo, essendo debitamente autorizzato da S. M. il Re delle Due Sicilie.

Art. I. Egli è col presente convenuto e conchiuso tra l' onorevolissimo Edoardo barone Exmouth e S. A. il Dey di Algieri, che fin da questo giorno vi sarà ferma ed inviolabile pace tra S. M. il Re delle Due Sicilie e S. A. il Dey di Algieri, ed i loro rispettivi sudditi e dominj; e che da ora in poi i legni delle due nazioni di qualsisia rango potranno e sarà loro permesso di navigare liberamente dovunque loro piacerà, munendosi del passaporto di uso.

Art. II. Dal momento della sottoscrizione del presente trattato, un libero traffico commerciale sarà aperto fra le due nazioni sopra basi reciproche. Ma essendo necessario che tutti i legni i quali passano dalla costa di Barberèa a quella di Sicilia, debbano consumare la quarantena, saranno designati alcuni porti (dove si trovano de' lazzeretti stabiliti) per l'ammessione de' detti legni provegnenti da Algieri; ed è inoltre convenuto che un console generale di S. M. il Re delle Due Sicilie sarà ricevuto in Algieri sullo stesso piede, e trattato collo stesso rispetto come i consoli delle altre nazioni Europee per la direzione de' loro affari commerciali, e gli verrà accordato nella propria di lui casa il libero

1816 cordé le libre exercice de sa religion dans l'intérieur de son hôtel, tant pour lui que pour sa suite et pour tous ceux qui désireront y participer.

Art. III. Tous les vaisseaux de guerre appartenans à S. M. le Roi des Deux-Siciles, ou à ses sujets, pourront entrer, sortir, rester, commerçer et se pourvoir de tout ce dont ils auroient besoin dans les possessions ou Etats de S. A. le Dey d'Alger, sans opposition, en se conformant toutefois aux usages établis dans le port où ils se trouveront de la même manière seront traités dans les ports de S. M. le Roi des Deux-Siciles, les vaisseaux de guerre et les vaisseaux marchands algériens.

Art. IV. Aucun vaisseau de guerre ni corsaire de l'une ou de l'autre puissance, ne pourra stationer dans les environs d'un des ports situés dans le domaine de l'une des deux puissances, dans l'intention de s'emparer d'un bâtiment ennemi, ni capturer ou prendre un vaisseau ennemi qui se trouveroit sous la portée du canon de la côte amie; il ne pourra aussi attaquer aucun vaisseau ou bâtiment qui auroit jeté l'ancre dans une baie sous la portée du canon, quand même il n'y auroit point de batterie ou canons pour la défendre.

Art. V. Lorsque un vaisseau de guerre algérien rencontrera un bâtiment marchand appartenant à un sujet de S. M. le Roi des Deux-Siciles et qu'il voudra le visiter, il pourra le faire; mais deux personnes seulement se rendront à bord du dit bâtiment pour examiner ses lettres de mer et ses passeports.

La même chose sera observée par les vaisseaux de guerre de S. M. le Roi des Deux-Siciles envers les bâtimens marchands algériens.

Art. VI. Aucun passager sujet de sa susdite Majesté venant ou se rendant avec ses effets d'un port à un autre, ne pourra être molesté en aucune manière; ni pris, quand-même il se trouveroit à bord d'un vaisseau ou bâtiment en guerre avec Alger. De même aucun passager algérien qui se trouveroit à bord d'un vaisseau ou bâtiment de guerre de S. M. le Roi des Deux-Siciles ne pourra être molesté ni pour sa personne ni pour les effets qu'il auroit à bord du vaisseau.

esercizio della religione, non meno che a' di lui domestici ed a tutti coloro che desiderano di parteciparne. 1816

Art. III. Tutti i bastimenti di guerra appartenenti a S. M. il Re delle Due Sicilie, o a' suoi sudditi, potranno entrare, partire, restare, commerciare e provvedersi degli articoli di cui potrebbero aver bisogno ne' dominj di S. A. il Dey di Algieri, senza opposizione, uniformandosi agli usi generali del porto nel quale si trovano: e nella stessa guisa saranno trattati ne' porti di S. M. Siciliana i bastimenti di guerra e mercantili Algerini.

Art. IV. Nessun legno di guerra o corsale di ciascuna delle parti prenderà stazione all' altura di qualche porto particolare in ciascheduno de' dominj, ad oggetto d' intercettare qualche nemico, nè catturerà o prenderà alcun legno nemico dentro la portata del cannone della costa di una Potenza amica; nè attacherà alcun legno o vascello ancorato in alcuna delle baje dentro il tiro del cannone, ancorchè non vi sieno batterie o cannoni per difenderle.

Art. V. Se qualche bastimento da guerra Algerino incontrandosi con qualche legno mercantile o vascello appartenente a' sudditi di S. M. il Re delle Due Sicilie volesse visitarlo, potrà farlo: ma non più che due persone potranno salire sul bordo del cennato legno ad oggetto di esaminare le carte ed i passaporti. La stessa pratica verrà osservata da bastimenti da guerra di S. M. il Re delle Due Sicilie verso i legni mercantili di Algieri.

Art. VI. Nessun suddito della detta M. S., essendo passeggiero, e venendo o andando col suo bagaglio da o verso qualche porto, sarà in modo alcuno molestato o preso, sebbene egli si trovi a bordo di qualche legno o vascello nemico degli Algerini. E nella stessa guisa nessun passeggiero Algerino imbarcato sopra un legno o vascello in guerra col Re delle Due Sicilie, sarà in modo alcuno molestato, sia nella sua persona, o nel bagaglio che potrà avere a bordo del legno.

1816 Art. VII. Si un vaiſſeau ſicilien pourſuivi par l'ennemi ſe réfugioit dans un port de la domination d'Alger, ou ſous ſes fortifications, les habitans défendront le dit vaiſſeau et ne permettront point qu'il lui ſoit fait aucun dommage (injure). Et ſi un vaiſſeau ſicilien ſe trouvoit avec un vaiſſeau ennemi dans un port algérien, et qu'il déſiroit en repartir pour pourſuivre ſa courſe, il ne ſera point permis à ſon ennemi de ſortir de ce port avant les 24 heures qui auront ſuivi ſon départ et avant qu'il ne ſoit hors de la vue du port; La même choſe aura lieu à l'égard des vaiſſeaux algériens ſe trouvant dans un port ſicilien.

Art. VIII. Si un vaiſſeau ſicilien faiſoit naufrage ſur les côtes d'Alger, le gouverneur et les habitans du diſtrict traiteront l'équipage avec toute humanité, et leur prêteront toute aſſiſtance poſſible pour ſauver le dit vaiſſeau et ſa cargaiſon et prendront toutes les meſures pour que rien ne ſoit pillé. La même aſſiſtance et protection ſeront données à tout vaiſſeau algérien faiſant naufrage ſur les côtes de Sicile.

Art. IX. Si quelques diſputes ou diſcuſſions s'élevoient entre les ſujets de S. M. ſicilienne dans le domaine de S. A. le Dey d'Alger, le conſul pourra les juger ſans qu'il ſoit permis au magiſtrat ou à l'autorité du pays d'y intervenir, à moins que la diſpute ſe ſoit élévée entre un Sicilien et un Algérien dans lequel cas, le juge du pays prononcera (décidera) en préſence du Conſul.

Le ſusdit Conſul et ſon agent ne ſeront point tenus à payer une dette quelconque contractée par des ſujets ſiciliens, à moins qu'ils ne s'y ſoient engagés par un écrit, ſigné par eux.

Art. X. Lorsqu'un Sicilien viendra à mourir dans le domaine d'Alger, ſes biens et propriétés ſeront livrés au Conſul de Sicile, pour le compte des héritiers du défunt.

Art. XI. S'il ſurvenoit quelque controverſe par ſuite d'une fauſſe interprétation d'un des articles ſusdits de ce traité, il ne ſera point pour cela conſidéré comme rompu; mais une recherche exacte et ſage ſera faite ſur la cauſe d'un tel événement, et une ſatisfaction convenable ſera donnée à la partie léſée;

Art. VII. Se qualche legno siciliano inseguito da qualche nemico, prenderà ricovero in qualche porto de' dominj Algerini o sotto i suoi forti, esso sarà difeso; e gli abitanti non permetteranno che venga ad esso fatta ingiuria veruna. E se alcun legno siciliano si trovasse con un legno nemico ne' porti di Algieri, e che desiderasse di proseguire il suo viaggio, il nemico non potrà salpar l'ancora se non se 24 ore dopo la partenza del primo, e dopo che sarà fuori di vista; dovendo praticarsi lo stesso ne' porti di Sicilia verso i legni di Algieri. 1816

Art. VIII. Se un vascello siciliano farà naufragio sulle coste di S. A. il Dey di Algieri, il governatore e gli abitanti del distretto tratteranno l'equipaggio con ogni umanità, e presteranno tutta l'assistenza che è in loro potere per salvare il detto vascello col suo carico, ed useranno i loro possibili sforzi affinchè nulla sia rubato. La stessa assistenza e protezione sarà data ad ogni vascello Algerino che naufragasse sulle coste di S. M. il Re delle Due Sicilie.

Art. IX. Se qualche punto di controversia insorgerà tra i sudditi di S. M. Siciliana in qualunque parte de' dominj di S. A. il Dey, sarà permesso al console di decidere la quistione senza l'intervento del magistrato o altra autorità del paese; a meno che tale quistione non sia nata tra un Siciliano ed un Africano, nel qual caso il giudice deciderà in presenza del console. Ed il detto console ed il suo seguito non saranno responsabili di alcun debito contratto da' sudditi siciliani, a meno che essi non si fossero resi garanti di tale responsabilità con un obbligo in iscritto da essi firmato.

Art. X. Cessando di vivere un siciliano ne' dominj di Algieri, i suoi beni e proprietà saranno consegnati al console di Sicilia per conto del defunto.

Art. XI. Insorgendo qualche controversia per falsa interpretazione di alcuno de' sopraccennati articoli del presente trattato, non sarà per questo il medesimo infranto; ma una matura e ponderata ricerca sarà fatta sulla causa di un tale avvenimento, e sarà data un' ampia soddisfazione alla

1816 Les hostilités ne commençeront et la guerre ne sera declarée de part ou d'autre que lorsque la satisfaction demandée, ne pourra être obtenue.

Art. XII. Pour prévenir enfin les abus qui pourroient être faits des privilèges accordés par le traité au pavillon et au commerce de la Sicile, S. M. le Roi des Deux-Siciles, s'engage par le présent acte, à prendre à cet effet les mesures les plus efficaces en n'accordant des passeports à ses propres sujets, que sous le sceau et la signature de son Sécrétaire d'Etat; Deplus il n'en sera délivré à aucun sujet d'une puissance étrangère, et ces derniers ne pourront point s'en servir pour reclamer la protection accordée aux sujets siciliens. Tout vaisseau et bâtiment marchand appartenant au domaine de S. M. le Roi des Deux-Siciles sera muni d'un pareil passeport.

Fait triple, dans la ville forte d'Alger en présence du Dieu tout-puissant, le 3 du mois d'Avril de l'année 1816. de Jesus-Christ et le 4ème de la Lune d'Avril de l'an 1231 de l'Hégire.

(*Sceau* du Dey.) *Signé:* Exmouth (L. S.)

Amiral et commandant en chef de l'armée navale de la méditerranée, autorisé d'agir comme médiateur par S. A. R. le Prince Régent de l'Angleterre et de S. M. le Roi des Deux-Siciles.

Articles additionnels.

Art. I. Si S. M. le Roi des Deux-Siciles jugeoit à propos de nommer en qualité de son agent, le consul britannique, comme vient de le faire le gouvernement portugais; S. A. le Dey d'Alger consent à le reconnoître en cette qualité.

Art. II. S. M. le Roi des Deux-Siciles s'engage à payer à S. A. le Dey d'Alger la somme de vingt-quatre mille Piastres d'Espagne chaque année, et tous les deux ans un présent pareil à celui qui est payé aujourd'hui par le Portugal.

Art. III. L'amiral Lord Exmouth au nom de S. M. sicilienne consent à payer mille piastres d'Espagne pour chaque sujet sicilien ou napolitain actuellement

parte offesa: e le ostilità non cominceranno, nè la guerra sarà dichiarata dall' una e l'altra parte, se non quando sarà trovato impraticabile un mezzo amichevole per ottenere soddisfazione di tale offesa. 1816

Art. XII. Essendo sommamente necessario d'impedire qualunque cattivo uso che potesse essere fatto de' privilegj accordati da questo trattato alla bandiera ed al commercio di Sicilia, S. M. il Re delle Due Sicilie s'impegna col presente a prendere le più efficaci misure per prevenire qualunque di tali abusi, rilasciando i passaporti a' suoi proprj sudditi soltanto sotto il suggello e colla sottoscrizione del Segretario di Stato: ed essi non saranno estesi a' sudditi di qualunque altro Stato, nè potranno servir di mezzo per accordar loro protezione: ed ogni legno o vascello mercantile appartenente a' suoi dominj sarà munito di uno di questi passaporti.

Fatto in triplicato nella città guerriera di Algieri, in presenza di Dio Onnipotente, il 3 di aprile dell' anno di Gesù Cristo 1816, ed il 4 della luna di aprile dell' anno dell' Egira 1231.

Suggello del Dey. Firmato, Exmouth (L. S.)

Ammiraglio e comandante in capo nel Mediterraneo, autorizzato ad agire come mediatore per S. A. R. il Principe Reggente d'Inghilterra e da S. M. il Re delle Due Sicilie.

Articoli addizionali.

Art. I. Se piacerà a S. M. il Re delle Due Sicilie di destinare per suo agente il console brittanico, nella stessa maniera come egli ora fa pel governo Portoghese, S. A. il Dey di Algieri acconsente a riconoscerlo in questa qualità.

Art. II. S. M. il Re delle Due Sicilie s'impegna di pagare a S. A. il Dey di Algieri la somma di ventiquattromila piastre di Spagna in ciascun anno, ed un regalo consolare ogni due anni nello stesso modo in cui ora è pagato dal Portugallo.

Art. III. L'ammiraglio Lord Exmouth per parte di Sua Maestà Siciliana acconsente al pagamento di mille piastre di Spagna per lo riscatto di ciasche-

1816 en esclavage en Alger. Un tiers du nombre de ces esclaves pris sur les régistres d'après l'ancienneté, sera de suite désigné aux personnes nommées par Lord Exmouth pour les recevoir et les embarquer sans délai. Lord Exmouth garantit le payement du tiers des rançons à S. A. le Dey d'Alger pour le 1er Août prochain. Ce qui reste d'Esclaves sera relâché à sur et à mesure que les fonds auront été envoyés à Alger; Mais la totalité devra être libérée à la fin de l'année 1818.

Fait à Alger le 3 Avril 1816.

Sceau DU DEY. *Signé:* EXMOUTH,
Amiral commandant en chef de l'escadre de S. M. le Roi de la Grande-Bretagne dans la Méditerranée.

18.

17 Avr. *Traité de Paix entre le Roi des Deux-Siciles et le Bey de Tunis, signé au palais del Bardo près Tunis, le 17 Avril,* 1816.

(*Traduction privée.*)

Au nom du Dieu tout Puissant.

Traité de paix entre Sa Majesté le Roi des Deux-Siciles et Son Altesse sérénissime Mahmoud Basha Bey de Tunis, ville forte et séjour du bonheur, fait et conclu par l'honorable Baron Exmouth, Chevalier Grand-Croix de l'ordre militaire du Bain, amiral du pavillon bleu de la marine royale angloise et Commandant en chef de l'escadre de S. M. le Roi de la Grande-Bretagne dans la Méditerranée, dûment autorisé par Sa Majesté le Roi des Deux-Siciles.

ART. I. Il est convenu et arrêté entre l'honorable Edouard Baron Exmouth et S. A. le Bey de Tunis qu'à partir de ce jour il y aura paix et amitié ferme et durable entre S. M. le Roi des Deux-Siciles et S. A. le Bey de Tunis et leurs états et sujets re-

dun suddito siciliano e napolitano attualmente schiavo nel regno d'Algieri. Un terzo del numero (da essere preso dal registro per anzianità) verrà immediatamente consegnato alle persone a ciò destinate da Lord Exmouth, per ricevergli ed imbarcargli all' istante. E Lord Exmouth garentisce il pagamento di un terzo del riscatto a S. A. il Dey d'Algieri pel 1.° del venturo agosto. Il rimanente degli schiavi sarà rilasciato a misura che le rate saranno mandate in Algieri. Ma la totalità debbe essere soddisfatta per la fine dell'anno 1818. 1816

Fatto in Algieri, il dì 3 di d'Aprile 1816.

Sugello DEL DEY. Firmato, EXMOUTH,
ammiraglio comandante in capo.

---

18. 17 Apr.

(Collezione delle Leggi e de' Decreti reali del Regno delle Due Sicilie Anno 1816. No. 40. p. 231.)

In nome di Dio onnipotente.

Trattato di pace tra Sua Maestà il Re delle Due Sicilie e Sua Altezza serenissima Mahmoud Basha Bey di Tunisi, la benguardata città e la dimora della felicità, fatto e conchiuso dall' onorevole Odoardo Barone Exmouth, Cavaliere Gran-Croce dell' onorevolissimo militar ordine del Bagno, ammiraglio della squadra Bleu della flotta di Sua Maestà Brittannica, e commandante in capo di tutti i legni e vascelli della detta Maestà Sua nel Mediterraneo, debitamente autorizzato da Sua Maestà il Re delle Due Sicilie.

ART. I. E' stabilito e conchiuso tra l'onorevole Odoardo Barone Exmouth e Sua Altezza il Bey di Tunisi, che vi sarà da questo giorno una ferma ed inviolabile amicizia e pace fra Sua Maestà il Re delle Due Sicilie e Sua Altezza il Bey di Tunisi,

1816 spectifs; et qu'à compter d'aprésent, tous les vaisseaux et bâtimens de quel rang qu'ils soient, pourront naviguer librement partout où il leur plaira, étant munis des passe-ports nécessaires à cet effet.

Art. II. Du moment de la signature du présent traité, un commerce libre entre les deux nations sera établi sur des bases jugées convenables. Mais comme il est nécessaire que tous les vaisseaux qui passent de la côte de Barbarie à celle de Sicile, subissent la quarantaine, on désignera quelques ports (où se trouvent établis des hôpitaux) pour l'admission des susdits vaisseaux venant de Tunis.

Il est en outre convenu qu'un Consul général de S. M. le Roi des Deux-Siciles sera admis à Tunis, sur le même pied, et traité avec les mêmes égards que sont traités ceux des autres puissances de l'Europe pour régler les affaires de commerce; il lui sera accordé le libre exercice de sa réligion dans l'intérieur de son hôtel, tant pour lui que pour sa suite et pour tous ceux qui voudroient y participer. Les vaisseaux siciliens qui vont à Tunis se conformeront aux règlements de sanité établis dans le port, ainsi que le font les vaisseaux des autres nations.

Art. III. Tous les vaisseaux de guerre et autres de S. M. le Roi des Deux-Siciles, ou de ses sujets, pourront entrer, sortir, rester, commerçer et se pourvoir de tout ce dont ils auroient besoin dans les possessions ou états de S. A. le Bey de Tunis, sans opposition, en se conformant toutefois aux usages établis dans le port où ils se trouveront; de la même manière seront traités dans les ports de S. M. le Roi des Deux-Siciles, les vaisseaux de guerre et les vaisseaux marchands tunésiens.

Art. IV. Aucun vaisseau de guerre ni corsaire de l'une ou de l'autre puissance, ne pourra stationer aux environs d'un des ports situés dans le domaine de l'une des deux puissances, dans l'intention de s'emparer d'un bâtiment ennemi, ni capturer ou prendre un vaisseau ennemi qui se trouveroit sous la portée du canon de la côte amie; il ne pourra aussi attaquer aucun vaisseau ou bâtiment qui auroit jeté l'ancre dans une baie sous la portée du canon, quand même il n'y auroit point de batterie ou canons pour la défendre.

e loro rispettivi sudditi e dominj; e che da oggi in avanti i legni delle due nazioni di qualunque rango essi sieno, potranno liberamente navigare ovunque loro piacerà, provvedendosi de' soliti passaporti. 1816

Art. II. Dalla sottoscrizione del presente trattato sarà aperto fra le due nazioni sopra reciproci termini un libero traffico commerciale. Ma essendo necessario che tutti i legni che passano dalle coste di Barberia a quelle della Sicilia e di Napoli, facciano la quarantena, saranno destinati per l'ammessione de' legni di Tunisi de' porti ove sono stabiliti de' lazzeretti. E' ugualmente convenuto che un console generale di Sua Maestà il Re delle Due Sicilie sara ricevuto in Tunisi nello stesso modo e trattato collo stesso rispetto come i consoli delle altre nazioni europee pel regolamento de' loro affari commerciali; e gli sarà permesso nella propria casa il libero esercizio della propria religione, ugualmente che a' suoi domestici ed altri che lo volessero. I legni siciliani che vanno a Tunisi, si conformeranno a' regolamenti sanitarj del porto, ugualmente che i legni delle altre nazioni.

Art. III. Tutti i bastimenti di guerra ed altri legni di Sua Maestà il Re delle Due Sicilie, o sudditi suoi, potranno andare, venire, restare, commerciare e provvedersi di tutti gli oggetti di cui potranno aver bisogno ne' dominj di Sua Altezza il Bey di Tunisi, senza opposizione, e conformandosi agli usi generali del porto in cui potranno essere. Nello stesso modo i bastimenti di guerra ed altri legni di Tunisi saranno trattati ne' porti di Sua Maestà Siciliana, di cui si è fatto menzione.

Art. IV. Nessun bastimento di guerra o corsale dell' una o dell' altra parte prenderà stazione in vista di qualche porto ne' dominj dell' una o dell' altra, col disegno d'intercettare alcun legno nemico, nè potrà predarlo dentro la portata del cannone dalla costa di una Potenza amica, o attaccare veruno altro legno all' ancora in alcuna baja dentro il tiro del cannone, quantunque non vi sia batteria, o cannoni per difenderla.

1816 Art. V. Lorsque un vaisseau de guerre tunésien rencontrera un bâtiment marchand appartenant à un sujet de S. M. le Roi des Deux-Siciles et qu'il voudra le visiter, il pourra le faire; mais deux personnes seulement pourront se rendre à bord du dit bâtiment pour examiner ses lettres de mer et ses passe-ports. La même chose sera observée par les vaisseaux de guerre de S. M. le Roi des Deux-Siciles envers les bâtimens marchands tunésiens.

Art. VI. Aucun passager sujet de Sa susdite Majesté venant ou se rendant avec ses effets d'un port à un autre, ne pourra être molesté en aucune manière ni pris, quand-même il se trouveroit à bord d'un vaisseau ou bâtiment en guerre avec Tunis. De même aucun passager sujet de S. A. le Bey de Tunis qui se trouveroit à bord d'un vaisseau ou bâtiment de guerre de S. M. le Roi des Deux-Siciles ne pourra être molesté ni pour sa personne ni pour les effets qu'il auroit à bord du vaisseau.

Art. VII. Si un vaisseau sicilien poursuivi par l'ennemi se réfugioit dans un port de la domination de Tunis, ou sous les fortifications, les habitans défendront le dit vaisseau et ne permettront point qu'il lui soit fait aucun dommage (injure). Et si un vaisseau sicilien se trouvoit avec un vaisseau ennemi dans un port tunésien, et qu'il désiroit en repartir pour poursuivre sa course, il ne sera point permis à son ennemi de sortir de ce port avant les 24 heures qui auront suivi son départ et avant qu'il ne soit hors de la vue du port; La même chose aura lieu à l'égard des vaisseaux tunésiens se trouvant dans un port sicilien.

Art. VIII. Si un vaisseau sicilien faisoit naufrage sur les côtes de Tunis, le gouverneur et les habitans du district traiteront l'équipage avec toute humanité et leur prêteront toute assistance possible pour sauver le dit vaisseau et sa cargaison et prendront toutes les mesures pour que rien ne soit pillé. La même assistance et protection seront données à tout vaisseau tunésien faisant naufrage sur les côtes de Sicile.

Art. IX. Si quelques disputes ou discussions s'élevoient entre les sujets de S. M. sicilienne dans le domaine de S. A. le Bey de Tunis, le consul pourra les juger sans qu'il soit permis au magistrat ou à l'au-

Art. V. Se qualche legno di guerra tunisino, incontrandosi con un legno mercantile de' sudditi di S. M. il Re delle Due Sicilie, volesse visitarlo, ciò potrà farsi: ma non più di due persone potranno andare a bordo del detto legno per esaminarne le carte ed i passaporti. Lo stesso sarà osservato da' bastimenti di guerra di S. M. Siciliana verso i legni mercantili di Tunisi. 1816

Art. VI. Nessun suddito della detta Maestà Sua, che fosse passeggiero, e che andasse o venisse da qualche porto, sarà in niun conto molestato o esaminato, quantunque fosse a bordo di un legno nemico con Tunisi. E nello stesso modo niun passeggiero tunisino, essendo a bordo di legno nemico del detto Re delle Due Sicilie sarà in niun conto molestato, sia nella sua persona, che ne' suoi effetti che potrà aver seco nel detto legno.

Art. VII. Se qualche legno siciliano inseguito dal nemico si rifugga in qualunque de' porti ne' dominj tunisini, o sotto i suoi forti, sarà difeso; e gli abitanti non permetteranno che gli venga fatta ingiuria alcuna. E se un legno siciliano si ritrovi con un legno suo nemico ne' porti di Tunisi, e voglia prosegnire il suo viaggio, il legno nemico non si farà mettere alla vela prima di 24 ore dopo la partenza del primo, e che sia fuori di vista. Lo stesso sarà osservato ne' porti della Sicilia verso i legni di Tunisi.

Art. VIII. Se qualche legno siciliano naufragasse sulle coste de' dominj di S. A. il Bey di Tunisi, il governatore e gli abitanti del distretto tratteranno l'equipaggio con ogni umanità, e daranno tutta l'assistenza che è in loro potere per salvare il legno ed il carico, e faranno i maggiori sforzi per impedire che alcuna cosa si rubi. La medesima assistenza e protezione sarà data a' legni tunisini che potranno naufragare sulle coste di S. M. il Re delle Due Sicilie.

Art. IX. Accadendo qualche disputa tra i sudditi di S. M. Siciliana in qualunque parte de' dominj di S. A. il Bey, il console potrà decidere sulla quistione, senza l'intervenzione del magistrato o di

1816 torité du pays d'y intervenir à moins que la dispute ne se soit élevée entre un Sicilien et un Tunésien dans lequel cas le juge du pays prononcera (décidera) en présence du Consul.

Le susdit Consul et son agent ne seront point tenus à payer une dette quelconque contractée par des sujets siciliens, à moins qu'ils ne s'y soient engagés par écrit, signée par eux.

Art. X. Lorsqu'un Sicilien viendra à mourir dans le domaine de Tunis, ses biens et propriétés seront livrés au Consul de Sicile pour le compte des héritiers du défunt.

Art. XI. S'il survenoit quelque controverse par suite d'une fausse interprétation d'un des susdits articles de ce traité, il ne sera point pour cela considéré comme rompu; mais une recherche exacte et sage sera faite sur la cause d'un tel événement, et une satisfaction convenable sera donnée à la partie lésée; Les hostilités ne commençeront et la guerre ne sera déclarée de part ou d'autre, que lorsque la satisfaction demandée ne pourra être obtenue.

Art. XII. Pour prévenir enfin les abus qui pourroient être faits des privilèges accordés par le traité au pavillon et au commerce de la Sicile, S. M. le Roi des Deux-Siciles, s'engage par le présent acte, à prendre à cet effet les mesures les plus efficaces, en n'accordant des passe-ports à ses propres sujets, que sous le sceau et la signature de son Sécrétaire d'État. Deplus il n'en sera délivré à aucun sujet d'une puissance étrangère, et ces derniers ne pourront point s'en servir pour reclamer la protection accordée aux sujets siciliens.

Art. XIII. Si S. M. le Roi des Deux-Siciles désiroit que le consul britannique agît en qualité de son agent, S. A. le Bey de Tunis consent à cet arrangement, jusqu'à ce qu'un consul de Sicile y sera envoyé, ce qui toutefois devra avoir lieu dans l'espace de trois mois.

Art. XIV. Lord Exmouth s'engage au nom de S. M. le Roi des Deux-Siciles, qu'un présent de dix mille piastres d'Espagne sera fait tous les deux ans

ultra autorità del luogo, a meno che la quistione non avesse luogo tra un Siciliano ed un Africano; in questo caso il giudice deciderà in presenza del console. Lo stesso console e la sua gente non potranno essere responsabili per alcun debito contratto da' sudditi Siciliani, a meno che non si fossero resi garanti di tale responsabilità con una obbligazione per iscritto munita della loro firma. 1816

Art. X. Nel caso di morte di un suddito Siciliano ne' dominj di Tunisi, i suoi beni e proprietà saranno consegnati al console di Sicilia per conto degli credi del morto.

Art. XI. In caso di disputa che possa nascere da una falsa interpretazione di alcuno de' suddetti articoli, il presente trattato non sarà rotto in conseguenza di ciò; ma un ponderato e maturo esame sarà fatto della causa di tale avvenimento, e sarà data un' ampia soddisfazione alla parte offesa: e niuna ostilità potrà essere incominciata, nè la guerra dichiararsi dall' una o dall' altra parte, fino a che non sarà stato conosciuto impraticabile di ottenere amichevolmente la soddisfazione per l'offesa.

Art. XII. Essendo altamente necessario l'impedire qualunque abuso de' privilegj accordati con questo trattato alla bandiera ed al commercio di Sicilia, S. M. il Re delle Due Sicilie s'impegna di prendere le misure le più efficaci per impedire siffatto abuso, coll' accordare i passaporti a' suoi sudditi solamente, sotto il suggello e firma del Segretario di Stato: ed essi non saranno estesi a' sudditi di nessun altro Stato, nè serviranno di mezzo per accordar loro protezione. Ed ogni legno mercantile appartenente a' suoi dominj sarà fornito di uno di simili passaporti.

Art. XIII. Se S. M. il Re delle Due Sicilie desiderasse che il console brittannico agisse in qualità di suo agente, S. A. il Bey di Tunisi acconsente a tale accomodamento, fino a che non sarà inviato un console da Sicilia, lo che debbe esser fatto tra sei mesi.

Art. XIV. Lord Exmouth s'impegna per parte di S. M. il Re delle Due Sicilie, che un regalo consolare di diecimila piastre di Spagna sarà fatto

1816 à S. A. le Bey de Tunis, ou bien cinq mille piastres annuellement, payables au 1er Janvier de chaque année. Le premier payement sera fait au 1er Janvier 1817.

Art. XV. Lord Exmouth s'engage en outre au nom de S. M. le Roi des Deux-Siciles que la somme de trois cents piastres d'Espagne soit payée pour le rachat de chaque sicilien ou napolitain présentement en esclavage dans le royaume de Tunis, sous la condition qu'ils seront immédiatement livrés à Lord Exmouth.

Fait en double, au palais del Bardo près de Tunis, en présence du Dieu Tout-Puissant, le 17. Avril de l'an de grâce 1816, et du 19. de la Lune Yumed Ovell de l'an de l'Egire 1231.

Sceau du Bey. *Signé:* Exmouth (L. S.)

Amiral et commandant en Chef de la méditerranée, autorisé d'agir comme médiateur, par S. A. R. le Prince Régent d'Angleterre et S. M. le Roi des Deux-Siciles.

19.

29 Avr. *Traité de Paix conclu entre le Roi des Deux-Siciles et le Bey de Tripoli, signé à Tripoli, le 29 Avril 1816.*

(*Traduction privée.*)

Au nom du Dieu tout Puissant.

Traité de paix fait et conclu entre S. M. le Roi des Deux-Siciles et S. A. Sidi Jusif Caramanti, Basha Bey de la Régence de Tripoli et ses dépendances en Barbarie, et l'honorable Edouard Baron Exmouth, Chevalier Grand-Croix de l'ordre mililitaire du Bain, amiral du pavillon bleu de la marine royale angloise et commandant en chef de l'escadre de S. M. le Roi de la Grande-Brétagne dans la Méditerranée dûment autorisé par S. M. le Roi des Deux-Siciles.

ogni due anni a S. A. il Bey di Tunisi, o sieno cinquemila piastre annualmente, da pagarsi il primo giorno di gennajo di ogni anno. Il primo pagamento sarà fatto il primo di gennajo 1817. 1816

Art. XV. Lord Exmouth s'impegna di più per parte di S. M. il Re delle Due Sicilie che la somma di trecento piastre di Spagna sarà pagata pel riscatto di ogni schiavo siciliano e napoletano attualmente nel regno di Tunisi, sulla considerazione che sieno immediatamente rilasciati e consegnati a Lord Exmouth.

Fatto in duplicato nel palazzo del Bardo vicino Tunisi, in presenza di DIO onnipotente, il dì 1° Aprile dell' anno di Gesù Cristo 1816, ed il 19 della luna Yumed Ovell dell' anno dell' Egira 1231.

Suggillo del Bey. Firmato, Exmouth (L. S.)

Ammiraglio e commandante in capo nel Mediterraneo, autorizzato ad agire da mediatore da S. A. R. il Principe Reggente d'Inghilterra e da S. M. il Re delle Due Sicilie.

19.

29 Apr.

(Collezione delle Leggi e de' Decreti reali del Regno delle Due Sicilie, Anno 1816. No. 46. p. 318.)

In nome di Dio onnipotente.

Trattato di pace tra S. M. il Re delle Due Sicilie e S. A. Sidi Lusif Caramanti, Bascià Bey della Reggenza di Tripoli e sue dipendenze in Barbaria, fatto e conchiuso dall' onorevolissimo Edoardo Barone Exmouth, Cavaliere Gran-Croce dell' illustre Ordine militare del Bagno, Ammiraglio della squadra Bleu di S. M. Brittanica, e Comandante in capo i legni e vascelli della detta M. S. nel Mediterraneo, autorizzato nelle dovute forme da S. M. il Re delle Due Sicilie.

1816 Art. I. Il est convenu et arrêté entre l'honorable Edouard Baron Exmouth et S. A. le Bey de Tripoli qu'à partir de ce jour il y aura paix et amitié ferme et durable entre S. M. le Roi des Deux-Siciles et S. A. le Bey de Tripoli et leurs états et sujets respectifs, et qu'à compter d'apréfent, tous les vaisseaux et bâtiments de quelque rang qu'ils soient, pourront naviguer librement partout où il leur plaira étant munis des passe-ports nécessaires à cet effet.

Art. II. Du moment de la signature du présent traité, un commerce libre entre les deux nations sera établi sur des bases jugées convenables. Mais comme il est nécessaire que tous les vaisseaux qui passent de la côte de Barbarie à celle de Sicile subissent la quarantaine, on désignera quelques ports (où se trouvent établis des hôpitaux) pour l'admission des susdits vaisseaux venant de Tripoli.

Il est en outre convenu qu'un Consul général de S. M. le Roi des Deux-Siciles sera admis à Tripoli, sur le même pied, et traité avec les mêmes égards que sont traités ceux des autres puissances de l'Europe pour régler les affaires de commerce; Il aura la faculté d'arborer le pavillon national sur son hôtel et il lui sera accordé le libre exercice de sa réligion dans l'intérieur de son hôtel, tant pour lui que pour sa suite et pour tous ceux qui désireront y participer.

Art. III. Il sera permis à tous les vaisseaux de guerre et vaisseaux marchands appartenans à S. M. le Roi des Deux-Siciles, ou à ses sujets, d'entrer, de sortir, de rester, de commerçer et de se pourvoir de tout ce dont ils auroient besoin dans les possessions ou Etats de S. A. le Bey de Tripoli, sans opposition, en se conformant toutefois aux usages établis dans le port où ils se trouveront; de la même manière seront traités dans les ports de S. M. le Roi des Deux-Siciles, les vaisseaux de guerre et les vaisseaux marchands tripoliens.

Art. IV. Aucun vaisseau de guerre ni corsaire de l'une ou de l'autre puissance, ne pourra stationer

Art. I. Si è convenuto e conchiuso colla presente tra l'onorevolissimo Edoardo Barone Exmouth e S. A. il Bey di Tripoli, che da oggi in avanti vi sarà una ferma ed inviolabile pace ed amicizia tra S. M. il Re delle Due Sicilie e S. A. il Bey di Tripoli, ed i di loro rispettivi sudditi e dominj; e che da oggi innanzi i legni delle due nazioni, di qualunque descrizione si fossero, potranno liberamente navigare dovunque lor convenga, con prendere i soliti passaporti. 1816

Art. II. Subito segnato il presente trattato, si aprirà una libera comunicazione di commercio tra le due nazioni su i termini reciprochi. Ma essendo necessario che i legni provegnenti dalla costa di Barbaria, approdando in quelle di Sicilia e di Napoli, vi facciano quarantena, si designeranno a tal uopo alcuni porti (quando non vi sieno lazzeretti) per l'ammessione de' navigli di Tripoli; e nello stesso modo i legni siciliani approdando a Tripoli, si uniformeranno alle leggi di quarantena di quel porto, come si pratica da ogni altra nazione.

E' convenuto inoltre che si riceverà in Tripoli un console generale di S. M. il Re delle Due Sicilie, che sarà trattato sullo stesso piede e col medesimo rispetto che i consoli delle altre nazioni Europee, perchè possa regolare gli affari del commercio. Egli avrà la facoltà di spiegare la bandiera nazionale nella casa consolare, e di godere del libero esercizio della sua religione, come ne godranno i suoi domestici ed altri che desiderano di esercitarla.

Art. III. Sarà permesso a tutti i legni da guerra e mercantili di S. M. il Re delle Due Sicilie e suoi sudditi, di entrare, partire, dimorare, trafficare e provvedersi del bisognevole ne' dominj di S. A. il Bey di Tripoli, senza opposizione veruna, conformandosi alle usanze generali del porto in cui si trovano. E nello stesso modo saranno trattati i legni da guerra e mercantili di Tripoli ne' porti di S. M. Siciliana, che saranno indicati come sopra.

Art. IV. Nessun legno da guerra o corsale dell' una o dell' altra Potenza potrà prendere sta-

1816 dans le port ou en vue du port de l'une ou de l'a
tre puissance, dans l'intention de capturer un vaisse
ennemi, ni ne pourra s'en emparer tant que le d
vaisseau se trouve sous la portée du canon de la cô
amie, ni attaquer un vaisseau qui auroit jeté l'anc
dans une rade à portée du canon, quand même
n'y auroit ni batterie ni canon pour le défendre.

Art. V. Lorsque un vaisseau de guerre tripolie
rencontrera un bâtiment marchand appartenant à u
sujet de S. M. le Roi des Deux-Siciles et qu'il vou
dra le visiter, il pourra le faire, mais deux personne
seulement se rendront à bord du dit bâtiment pou
examiner ses lettres de mer et ses passeports. La
même chose sera observée par les vaisseaux de guerr
de S. M. le Roi des Deux-Siciles envers les bâti
mens marchands tripoliens.

Art. VI. Aucun passager sujet de sa susdite Ma
jesté venant ou se rendant avec ses effets d'un por
à un autre, ne pourra être molesté en aucune manière
ni pris, quand-même il se trouveroit à bord d'u
vaisseau ou bâtiment en guerre avec Tripoli. De
même aucun passager sujet de S. A. le Bey de Tri-
poli qui se trouveroit à bord d'un vaisseau ou bâti-
ment de guerre de S. M. le Roi des Deux-Siciles,
ne pourra être molesté ni pour sa personne ni pour
les effets qu'il auroit à bord du vaisseau.

Art. VII. Si un vaisseau sicilien poursuivi par
l'ennemi, se refugioit dans un port de la domination
de Tripoli, ou sous ses fortifications, les habitans dé-
fendront le dit vaisseau et ne permettront point qu'il
lui soit fait aucun dommage (injure). Et si un vais-
seau sicilien se trouvoit avec un vaisseau ennemi dans
un port tripolien, et qu'il desiroit en repartir pour
poursuivre sa course, il ne sera point permis à son
ennemi de sortir de ce port avant les 24 heures qui
auront suivi son départ et avant qu'il ne soit hors
de la vue du port; La même chose aura lieu à l'égard
des vaisseaux tripoliens se trouvant dans un port
sicilien.

Art. VIII. Si un vaisseau sicilien faisoit naufrage
sur les côtes de Tripoli, le gouverneur et les habi-
tans du district traiteront l'équipage avec toute hu-
manité, et leur prêteront toute assistance possible pour

zione dentro o alla vista di alcun porto dell' uno o dell' altro Stato ad oggetto d'intercettare il loro nemico; nè potranno far prede alla portata di un tiro di cannone della costa amica, nè attaccare alcun legno che si trovi all' ancora in alcuna rada a tiro di cannone, quantunque non vi sieno batterie o cannoni che possano difenderlo.

Art. V. Se qualche legno da guerra tripolino s'incontrerà con alcun legno mercantile appartenente a' sudditi di S. M. il Re delle Due Sicilie, e che voglia visitarlo, potrà ciò fare; ma non più che due persone potranno andare a bordo del medesimo per esaminare le carte ed i passaporti.

Lo stesso si osserverà dalla parte de' legni da guerra di S. M. Siciliana verso i legni mercantili di Tripoli.

Art. VI. Non si recherà molestia, nè si domanderà conto de' suoi affari a verun suddito di S. M. Siciliana, il quale da passeggiero e col suo bagaglio vada da un porto all' altro, quantunque si trovi a bordo di un legno nemico di Tripoli. Ed egualmente il passeggiero tripolino trovandosi a bordo di un legno nemico del Re delle Due Sicilie, sarà esente da ogni molestia, sia riguardo alla sua persona, sia riguardo al suo bagaglio esistente nel detto legno.

Art. VII. Se alcun vascello siciliano inseguito dal nemico verrà a rifuggirsi ne' porti o sotto le fortezze del dominio tripolino, sarà difeso, e gli abitanti non permetteranno che sia molestato. E se un legno siciliano si troverà insieme con un legno nemico in un porto di Tripoli e voglia partire, non si permetterà al legno nemico si salpar l'ancora se non ventiquattro ore dopo la partenza del primo, e dopochè sarà fuori di vista. Lo stesso si praticherà ne' porti delle due Sicilie riguardo a' legni tripolini.

Art. VIII. Se qualche legno siciliano sarà naufragio sulle coste de' dominj di Sua Altezza il Bey di Tripoli, il governatore ed abitanti del distretto tratteranno l'equipaggio con tutta l'uma-

1816 sauver le dit vaisseau et sa cargaison et prendront toutes les mesures pour que rien ne soit pillé. La même assistance et protection seront données à tout vaisseau tripolien faisant naufrage sur les côtes de Sicile.

Art. IX. Si quelques disputes ou discussions s'élevoient entre les sujets de S. M. sicilienne dans le domaine de S A. le Bey de Tripoli, le consul pourra les juger sans qu'il soit permis au magistrat ou à l'autorité du pays d'y intervenir à moins que la dispute ne se soit élevée entre un Sicilien et un Tripolien dans lequel cas le juge du pays prononcera (décidera) en présence du Consul.

Le susdit Consul et son agent ne seront point tenus à payer une dette quelconque contractée par des sujets siciliens, à moins qu'ils ne s'y soient engagés par écrit, signée par eux.

Art. X. Lorsqu'un Sicilien viendra à mourir dans le domaine de Tripoli, ses biens et propriétés seront livrés au Consul de Sicile, pour le compte des héritiers du défunt.

Art. XI. S'il survenoit quelque controverse par suite d'une fausse interprétation d'un des articles susdits de ce traité, il ne sera point pour cela considéré comme rompu; mais une recherche exacte et sage sera faite sur la cause d'un tel événement, et une satisfaction convenable sera donnée à la partie lésée; Les hostilités ne commençeront et la guerre ne sera déclarée de part ou d'autre que lorsque la satisfaction demandée ne pourra être obtenue.

Art. XII. Pour prévenir enfin les abus qui pourroient être faits des privilèges accordés par le traité au pavillon et au commerce de la Sicile, S. M. le Roi des Deux-Siciles, s'engage par le présent acte, à prendre à cet effet les mesures les plus efficaces, en n'accordant des passe-ports à ses propres sujets que sous le sceau et la signature de son Secrétaire d'Etat; Depuis il n'en sera délivré à aucun sujet d'une puissance étrangère et ces derniers ne pourront point

nità; gli presteranno ogni assistenza in lor potere per salvare il naviglio ed il carico; ed useranno ogni vigilanza perchè nulla venga involato. La medesima assistenza e protezione si darà a' legni tripolini in circostanze uguali sulle coste delle due Sicilie. 1816

Art. IX. Se insorgerà qualche disputa tra i sudditi di S. M. Siciliana in qualunque luogo de' dominj di Sua Altezza il Bey, sarà permesso al di loro console di decidere la questione senza l'ingerenza del magistrato o di altra autorità del luogo; a meno che la questione non abbia avuto origine trà un siciliano ed un africano, nel qual caso il giudice deciderà in presenza del console. Nè il console nè la sua gente sarà responsabile de' debiti contratti da alcun suddito siciliano, tolto che non si sensi resi mallevadori con una obbligazione in iscritto e sotto la loro firma.

Art. X. Morendo un siciliano ne' dominj di Tripoli, i di lui beni e proprietà saranno consegnati al console di Sicilia in favore degli eredi del defunto.

Art. XI. Se per qualche mal inteso che possa aver luogo nella costruzione di questi articoli nascerà qualche dissenzione, non perciò s'intenderà rotto il presente trattato; ma si fara un posato e diligente esame della cagione di un tale avvenimento, e si darà ampia soddisfazione alla parte offesa. Nè si cominceranno le ostilità, nè si dichiarerà la guerra dall' una o l'altra parte, finchè non si trovi impraticabile di ottenere soddisfazione amichevolmente.

Art. XII. Essendo altamente necessario d'impedire che si faccia abuso de' privilegj accordati con questo trattato alla bandiera e commercio delle Sicilie, S. M. s'impegna colla presente di usare i più efficaci mezzi per impedire un tale abuso, non accordando passaporti ad altri che a' proprj suoi sudditi muniti della firma e sigillo del Segretario di Stato, e non permettendo che questi servano d'istrumento per favorire o proteggere i sudditi di

1816 s'en servir pour reclamer la protection accordée aux sujets siciliens.

Fait en double, au palais de Tripoli, en présence du Dieu tout-Puissant, le 29 Avril 1816. de l'ère chrétienne, et de l'Egire 1231, le 30ième jour de la Lune Jumed Ovell.

(*Sceau* DU BEY). *Signé:* EXMOUTH (L. S.)

Amiral et commandant en chef etc. autorisé d'agir en qualité de Médiateur par S. A. R. le Prince-Régent d'Angleterre et S. M. le Roi des Deux-Siciles.

Articles additionnels.

ART. I. Lord Exmouth promet par la présente, au nom de S. M. le Roi des Deux-Siciles, qu'une somme de cinquante mille piastres d'Espagne sera payée à S. A. le Bey de Tripoli le 1er Janvier 1817 à titre de rétribution pour tous les esclaves siciliens et napolitains que l'on est convenu aujourd'hui de livrer à Lord Exmouth au nom de S. M. le Roi des Deux-Siciles.

ART. II. Lord Exmouth promet également au nom de S. M. sicilienne que lors de l'installation d'un consul il sera payé à S. A. le Bey de Tripoli, la somme de quatre mille piastres d'Espagne, et qu'un pareil présent de quatre mille piastres d'Espagne sera payé à chaque installation d'un nouveau consul.

Fait au palais de Tripoli le 29 Avril 1816 et de l'an de l'Egire 1231.

(*Signé:*) EXMOUTH (L. S.)

Amiral et Commandant en Chef de l'escadre royale angloise dans la méditerranée.

in altro Stato. Qualunque legno mercantile appartenente a' suoi dominj dovrà esser provveduto di in tal passaporto. 1816

Fatto in duplicato nel palazzo di Tripoli in presenza di Dio Onnipotente nel giorno 29 di aprile dell' anno di Gesù Cristo 1816, e dell' Egira 1231, il giorno 30 della luna Jumed Ovell.

Sigillo DEL BEY. (Firmato), EXMOUTH (L. S.)

Ammiraglio e Commandante in capo nel Mediterraneo, autorizzato ad agire come mediatore da S. A. R. il Principe Reggente d'Inghilterra, e da S. M. il Re delle Due Sicilie.

Articoli addizionali.

ART. I. *Lord Exmouth promette colla presente per parte di S. M. Siciliana, che una somma di cinquantamila piastre di Spagna sarà pagata a S. A. il Bey di Tripoli il 1 di gennajo 1817, in pieno ed adeguato compenso di tutti gli schiavi napolitani e siciliani che oggi si è convenuto di rilasciare a Milord Exmouth in nome del Re delle Due Sicilie.*

ART. II. *Lord Exmouth promette ancora per parte di S. M. Siciliana che nell' istallarsi il console, venga pagata a S. A. il Bey di Tripoli la somma di quattromila piastre, e che lo stesso regalo consolare di quattromila piastre di Spagna venga rinnovato per ogni successore al detto console.*

Fatto nel palazzo di Tripoli, il 29 di Aprile 1816, nell' anno dell' Egira 1231.

Segnato, EXMOUTH (L. S.)

Ammiraglio e Comandante in capo nel Mediterraneo ec. ec.

20.

1816 26 Sept. *Convention conclue entre Sa Majesté le Roi des Deux-Siciles et Sa Majesté le Roi de la Grande-Brétagne et d'Irlande, signée à Londres le 26 Septembre 1816.*

(*Traduction privée.*)

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles ayant fait connoître à Sa Majesté Britannique les graves inconvéniens qui resultoient pour les finances, ainsi que pour la navigation et le commerce de ses sujets, du maintien de divers privilèges et exemptions dont les Anglois, ainsi que les sujets de quelques autres puissances, ont joui dans ses Etats, et le désir qu'elle avoit d'en effectuer l'abolition d'un commun accord avec elle; et Sa Majesté le Roi de la Grande-Brétagne ayant, de son côté, témoigné à Sa Majesté Sicilienne la parfaite disposition où elle étoit de consentir à cette abolition, moyennant l'établissement d'un état de chose qui pût à la fois remédier aux inconvéniens dont S. M. Sicilienne a eu à se plaindre, et pourvoir à la sureté et aux avantages des sujets et du commerce de la Grande-Brétagne dans les Etats de S. M. Sicilienne; leurs dites Majestés, constamment animées des sentimens de la plus intime amitié, ont, à l'effet d'atteindre ce double but, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi des Deux-Siciles, le Sieur Fabrice Ruffo, Prince de Castelcicala, Ministre d'Etat, son Gentilhomme de la chambre, Chevalier Grand-Croix de l'ordre de St. Ferdinand et du mérite, Chevalier de l'ordre royal de St. Janvier, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. Britannique, et son Ambassadeur extraordinaire près S. M. très-Chrétienne; et

S. M. le Roi du Royaume uni de la Grande-Brétagne et d'Irlande, l'honorable Robert Stewart, Vis-

20.

1816
26 Sept.

(Collezione delle Leggi e de' Decreti reali del Regno delle Due Sicilie, Anno 1818. No. 143. p. 227.)

In nome della santissima ed indivisibile Trinita'.

Sua Maestà il Re delle Due Sicilie avendo fatto conoscere a Sua Maestà il Re del Regno Unito della Gran Brettagna e dell' Irlanda gl' inconvenienti che cagionava alle sue finanze, non che alla navigazione ed al commercio de' suoi sudditi, la continuazione de' privilegj ed esenzioni, di cui i sudditi brittannici e quelli di alcune altre Potenze hanno goduto ne' suoi Stati, ed il suo desiderio di abolirgli di comune consenso: e S. M. Brittannica avendo manifestato a S. M. Siciliana la sua perfetta disposizione di acconsentirvi, stabilendo uno stato di cose, che possa nel tempo stesso riparare gl' inconvenienti de' quali si è doluta S. M. Siciliana, e provvedere parimente alla sicurezza ed a' vantaggi de' sudditi e del commercio della Gran Brettagna ne' dominj di S. M. Siciliana; le LL. MM. Siciliana e Brittannica, sempre animate da' sentimenti della più intima amicizia, ad oggetto di pervenire a questo doppio scopo, hanno nominato per loro Plenipotenziarj, cioè:

S. M. il Re delle Due Sicilie, il signor Fabrizio Ruffo, principe di Castelcicala, Ministro di Stato, suo gentiluomo di Camera con esercizio, cavaliere Gran-croce dell' insigne Ordine di S. Ferdinando e del merito, cavaliere dell' insigne real Ordine di S. Gennaro, suo Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario presso S. M. Brittannica, e suo Ambasciatore straordinario presso S. M. Cristianissima:

E. S. M. il Re del Regno Unito della Gran Brettagna e dell' Irlanda, l'onorevolissimo Roberto

1816 comte de Castelreagh, Chevalier de l'ordre de la Jarretière, son Conseiller au Conseil privé, membre du Parlement, Colonel du regiment de la milice de Londonderry et son principal Secrétaire d'Etat et du Département des affaires étrangères.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleinpouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. S. M. Britannique consent à l'abolition de tous ses privilèges et exemptions dont ses sujets, leur commerce et leurs bâtimens ont joui et jouissent dans les Etats, ports et domaines de S. M. Sicilienne en vertu du traité de paix et de commerce conclu à Madrid le $\frac{10}{23}$ Mai 1667 entre la Grande-Brétagne et l'Espagne, des traités de commerce entre les mêmes puissances signés à Utrecht le 9 Déc. 1713, et à Madrid le 13 Déc. 1715, et de la Convention conclue à Utrecht le $\frac{25 \text{ Févr } 1712}{8 \text{ Mars } 1713}$ entre la Grande-Brétagne et le royaume des Deux-Siciles: et en conséquence il est convenu entre Leurs dites Majestés Britannique et Sicilienne, tant pour elles que pour leurs héritiers et successeurs, que les dits privilèges et exemptions portant, soit sur les personnes, soit sur le pavillon et les bâtimens, sont et demeureront abolis à perpétuité.

Art. II. S. M. Sicilienne s'engage à ne continuer et à n'accorder par la Suite les privilèges et exemptions qui sont abolis par la présente convention aux sujets d'aucune autre puissance quelconque.

Art. III. S. M. Sicilienne promet que les sujets de S. M. Britannique ne seront pas assujettis dans ses Etats à un système plus rigoureux de visites de douanes et de recherches que celui qui est applicable aux sujets de S. M. Sicilienne.

Art. IV. S. M. Sicilienne promet que le commerce anglois en général et les sujets anglois qui l'exerceront, seront traités dans tous ses Etats sur le même pied que les nations les plus favorisées, non seulement par rapport à leurs personnes et propriétés, mais aussi à l'égard de toute espèce d'articles dont les dits sujets anglois feront commerce, et des taxes

Stewart, visconte di Castelreagh, cavaliere del nobilissimo Ordine della Giarrettiera, suo Consigliere del Consiglio privato, membro del Parlamento, colonnello del reggimento di milizia di Londonderry, e suo principale Segretario di Stato e del dipartimento degli affari esteri. 1816

I quali, dopo di essersi comunicate le loro plenipotenze trovate in buona e debita forma, sono convenuti ne' seguenti articoli.

Art. I. S. M. Brittannica conviene nell' abolizione di tutti i privilegj ed esenzioni, di cui i suoi sudditi, ed il loro commercio, ed i loro bastimenti mercantili hanno goduto e godono negli Stati, porti e dominj di S. M. Siciliana, per effetto del trattato di pace e di commercio, conchiuso in Madrid il $\frac{19}{23}$ maggio 1667 tra la Gran Brettagna e la Spagna, de' trattati di commercio tra le stesse Potenze firmati in Utrecht il 9 Dicembre 1713, ed in Madrid il 13 Dicembre 1715, e della convenzione conchiusa in Utrecht il $\frac{25 \text{ Febbrajo } 1712}{8 \text{ Marzo } 1713}$ tra la Gran Brettagna ed il regno di Sicilia: ed in conseguenza resta convenuto tra le prelodate MM. LL. Siciliana e Brittannica, loro eredi e successori, che i detti privilegj ed esenzioni, tanto delle persone, che della bandiera e de' bastimenti, sono e rimarranno perpetuamente aboliti.

Art. II. S. M. Siciliana promette di non continuare, nè accordare per l'avvenire a' sudditi di nessun' altra Potenza i privilegj e l'esenzioni aboliti colla presente convenzione.

Art. III. S. M. Siciliana promette che i sudditi di S. M. Brittannica non saranno sottoposti ne' suoi Stati ad un sistema di visite doganali e di perquisizioni, più rigoroso di quello che è applicabile a' sudditi della detta M. S. Siciliana.

Art. IV. Promette in oltre S. M. il Re delle Due Sicilie, che il commercio brittannico in generale, ed i sudditi brittannici che l'eserciteranno, saranno trattati in tutti i suoi Stati sullo stesso piede delle nazioni le più favorite, non solamente riguardo alle persone ed alle proprietà de' detti sudditi brittannici, ma ben anche per ogni arti-

1816 ou autres charges payables, soit sur lesdits article soit sur les bâtimens par lesquels l'importatio aura lieu.

Art. V. Quant à ce qui concerne les privilège personnels dont les sujets de S. M. Britannique devron jouir dans le royaume des Deux-Siciles, S. M. Sici lienne promet qu'ils auront un droit libre et no douteux de voyager et de résider dans les territoire et domaines de sadite Majesté, sauf les précaution de police dont on se sert envers les sujets des na tions les plus favorisées. Ils auront aussi le droit d'oc cuper des maisons et magasins, et de disposer d leurs proprietés personnelles, de quelque espèce e nature qu'elles soient, par ventes, donations, échan ges et testamens, ou de toute autre manière quelcon que, sans qu'il leur soit donné à cet effet le moin dre empêchement ou obstacle.

Ils ne seront, sous aucun prétexte quelconque tenus de payer d'autres taxes ou impositions que cel les qui sont payées ou pourront être payées par le sujets des nations les plus favorisées dans les Etat de S. M. Sicilienne.

Ils seront exempts de tout service militaire, soit sur terre, soit sur mer. Leurs habitations, magasins, et tout ce qui en fait partie ou en compose l'appar tenance pour objet de commerce ou de résidence, seront respectés. Ils ne seront sujets à aucune visite ou recherche vexatoire. Aucun examen ni inspection de leurs livres, papiers ou comptes, ne se fera ar bitrairement et de la part de l'autorité suprême d l'Etat, et ne pourra avoir lieu autrement que pa sentence légale des tribunaux compétens.

S. M. Sicilienne s'engage à garantir dans toute les occasions aux sujets de S. M. Britannique qui ré sideront dans ses Etats et domaines, la conservatio de leur sureté personnelle et de leurs propriétés, d la même manière qu'elles sont garanties à ses sujet et à tous les étrangers appartenant aux nations le plus favorisées et les plus privilégiées.

Art. VI. D'après la teneur des articles I, et II, d la présente convention, S. M. Sicilienne s'engage d ne déclarer nuls et abolis les privilèges et exemptio

colo del quale essi fanno commercio, e per le imposizioni o altri pesi pagabili su' detti articoli, o su' legni, co' quali si farà l'importazione. 1816

Art. V. Riguardo a' privilegj personali di cui dovranno godere i sudditi di S. M. Brittannica nel regno delle Due Sicilie, S. M. Siciliana promette che avranno essi libero e non dubbio diritto di viaggiare e risedere ne' territorj e dominj della prelodata M. S.; salve le precauzioni di polizia, che vengono usate colle nazioni le più favorite. Essi avranno dritto di occupare delle case e de' magazzini, e di disporre delle loro proprietà personali di qualunque natura e denominazione per vendita, donazione, permute o testamento, ed in qualunque altro modo, senza che si rechi loro a tal effetto il menomo ostacolo o impedimento.

Non saranno i medesimi obbligati, sotto verun pretesto, a pagare altre tasse o imposte, che quelle le quali sono pagate, o potranno pagarsi negli Stati di S. M. Siciliana dalle nazioni le più favorite.

Saranno essi esenti da qualunque servizio militare, sia per terra, sia per mare: le loro abitazioni, i magazzini, e tutto ciò che ne fa parte e loro appartiene per oggetti di commercio o di residenza, saranno rispettati: non saranno soggetti a visite o perquisizioni vessatorie: non potrà farsi nessun esame arbitrario, o ispezione de' loro libri, carte o conti, sotto l'apparenza dell' autorità suprema dello Stato; nè potranno praticarsi altrimenti, che in seguito di sentenza legale de' tribunali competenti.

S. M. Siciliana si compromette di garantire in tutte le occasioni a' sudditi di S. M. Brittannica, che risederanno ne' suoi Stati e dominj, la conservazione delle loro proprietà e della loro sicurezza personale, nello stesso modo che è garantita a' suoi sudditi, ed a tutti i forestieri appartenenti alle nazioni le più favorite e le più privilegiate.

Art. VI. Conseguentemente al tenore degli articoli 1 e 2 di questo trattato, S. M. Siciliana s'impegna a non dichiarare nulli ed aboliti i privilegj

1816 qui existent actuellement en faveur du commerce anglois dans ses Etats, qu'au même jour et par le même acte qui déclarera nuls et abolis les privilèges et exemptions quelconques dont ont joui ou jouissent d'autres nations.

Art. VII. S. M. Sicilienne promet qu'à dater du jour où l'abolition générale des privilèges aura eu lieu, conformement aux articles I. II. et VI. de la présente convention, une diminution de dix pour cent sur le montant des droits et taxes payables selon le tarif en vigueur le 1 Janvier 1816, sera accordée sur la totalité des marchandises ou produits du royaume de la Grande-Brétagne, de ses colonies et dépendances, qui seront importés dans les Etats de S. M. Sicilienne, le tout suivant la teneur de l'article IV. ci-dessus, bien entendu que ledit article ne devra jamais être considéré comme pouvant, en aucune manière, empêcher S. M. Sicilienne d'accorder, si bon lui semble, une pareille diminution d'impôts aux autres nations étrangères.

Art. VIII. Les sujets des Isles Joniennes étant actuellement sous la protection immédiate de S. M. Britannique, participeront de tous les avantages accordés par le présent traité au commerce et aux sujets britanniques bien entendu que pour prévenir tout abus, et afin que son identité puisse être constatée, tout bâtiment jonien sera muni d'une patente signée de main propre par le Lord-Commissaire ou son représentant.

Art. IX. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de six mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres le 26 Septembre 1816.

(L. S.) Castelcicala. (L. S.) Castelreagh.

e l'esenzioni che attualmente gode ne' suoi Stati il commercio brittannico, che nello stesso giorno, e collo stesso atto col quale saranno dichiarati nulli ed aboliti i privilegj e l'esenzioni di ogni sorta di tutte le altre nazioni. 1816

Art. VII. S. M. Siciliana promette di accordare dal giorno in cui avrà luogo l'abolizione generale de' privilegj, a norma degli articoli 1, 2 e 6, una diminuzione del dieci per cento sull' ammontare delle imposizioni pagabili, secondo le tariffa vigente il primo di gennajo 1816, sulla totalità delle mercanzie o prodotti del Regno Unito della Gran Brettagna e dell' Irlanda, sue colonie, possessione e dipendenze, che saranno immessi negli Stati di S. M. Siciliana, giusta il tenore dell' articolo 4 della presente convenzione: ben inteso che nulla di quanto è contemplato in questo articolo possa impedire al Re delle Due Sicilie di accordare, se gli aggrada, una simile diminuzione d'imposizioni ad altre nazioni.

Art. VIII. I sudditi delle Isole Jonie essendo attualmente sotto l'immediata protezione di S. M. Brittannica, parteciperanno di tutti i vantaggi accordati dal presente trattato al commercio ed a' sudditi brittannici: ben inteso che per impedire ogni abuso, ed acciò possa constare la sua identità, ogni bastimento jonio sarà munito di una patente sottoscritta di proprio pugno dal Lord commessario, o dal suo rappresentante.

Art. IX. La presente convenzione sarà ratificata, e le ratifiche ne saranno cambiate a Londra nello spazio di sei mesi, o più presto se si può.

In fede di che i Plenipotenziarj rispettivi l'hanno sottoscritta, e vi hanno apposto il suggello delle loro armi.

Fatto in Londra il ventisei settembre mille ottocento e sedici.

(L. S.) Castelcicala. (L. S.) Castelreagh.

1816 *Article séparé et additionnel.*

Pour éviter toute équivoque, relativement à la diminution de dix pour cent sur les droits, stipulée en faveur du commerce anglois par la convention signée aujourd'hui, il est déclaré, par le présent article, que cette concession doit s'entendre comme il suit; savoir, que, dans le cas où les droits se monteroient à vingt pour cent sur la valeur de la marchandise, l'effet de la diminution de dix pour cent sera de réduire cet impôt de vingt à dix-huit, et ainsi de suite dans la même proportion pour tous les autres cas. Et que sur les articles qui ne sont pas taxés ad valorem dans le tarif, la diminution de l'impôt sera proportionelle, c'est-à-dire qu'on accordera la diminution de la dixième partie sur le montant de la somme payable.

Le présent article séparé et additionnel aura la même force et valeur que s'il avoit été inséré mot à mot dans la convention de ce jour. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres le 26 Septembre 1816.

(L. S.) Castelcicala. (L. S.) Castelreagh.

Articolo ſeparato e addizionale. 1816

Per evitare qualunque equivoco relativamente alla diminuzione d'impoſte in favore del commercio brittannico, promeſſa da S. M. Siciliana coll' articolo 8 della convenzione oggi ſottoſcritta, ſtipulata tra la prelodata M. S. e S. M. Brittannica; vien dichiarato col preſente articolo ſeparato ed addizionale, che per la conceſſione del dieci per cento di diminuzione ſi debba intendere che nel caſo in cui l'ammontare dell' impoſizione ſia del venti per cento ſul valore della mercanzia, l'effetto della diminuzione del dieci per cento è quello di ridurre l'impoſizione dal venti al diciotto; e così proporzionatamente per gli altri caſi. Come pure che ſugli articoli, i quali non ſono taſſati ad valorem *nella tariffa, la diminuzione dell' impoſizione ſarà proporzionale; vale a dire che ſi accorderà la diminuzione della decima parte ſull' ammontare della ſomma pagabile.*

Il preſente articolo ſeparato ed addizionale avrà la ſteſſa forza e valore, come ſe foſſe inſerito parola per parola nella convenzione di queſto giorno; e ſarà ratificato, e le ratifiche ne ſaranno cambiate nell' atto ſteſſo.

In fede di che i Plenipotenziarj riſpettivi l'hanno ſottoſcritto, e vi hanno appoſto il ſuggello delle loro armi.

Fatto in Londra il ventiſei ſettembre mille ottocento e ſedici.

(L. S.) *Castelcicala.* (L. S.) *Castelreagh.*

(Cette convention a été ratifiée par S. M. le Roi de Naples le 24 Février 1817. et par S. A. R. le Prince Régent de la Grande-Brétagne le 8 du même mois.)

21.

1816 19 Oct. *Convention entre la Bavière et le Grand-Duché de Bade, pour l'extradition réciproque des déserteurs, signée à Carlsruhe, le 19 Octobre 1816.*

(*Königl. Bair. Regierungsblatt.* 1821. Nr. 7.)

Seine Majestät der König von Baiern und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Baden haben zur Befestigung des zwischen Ihnen bestehenden freundschaftlichen Vernehmens, und um alles, was demselben auf irgend eine Art, jetzt oder inskünftige entgegen seyn könnte, sorgfältigst aus dem Wege zu räumen, für dienlich erachtet, eine Militär-Cartel-Convention abzuschliefsen, und zu diesem Ende zu Ihren Commissarien und Bevollmächtigten ernannt, nämlich Se. Majestät der König von Baiern, Allerhöchst-Ihren Kämmerer aufserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister an dem Grofsherzoglich Badenschen Hofe, Grafen von Seyboltsdorf, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der Baierischen Krone; und Se. Königl. Hoheit der Grofsherzog von Baden, Höchst Ihren General-Lieutenant und Kriegs-Ministerial-Präsidenten von Schäffer, Grofskreuz des Zähringer Löwen-, Commandeur des Karl Friedrich-Militär-Verdienst-Ordens, so wie auch Ritter des Kaiserl. Königl. Maria Theresien-Ordens.

Dieselben sind, nachdem sie ihre Vollmachten gegenseitig ausgewechselt, in Unterhandlung getreten, und unter Vorbehalt der Genehmigung ihrer beyderseitigen Souverains über folgende Punkte übereingekommen.

Art. I. Es sollen alle und jede, in der Cavallerie, Infanterie, Artillerie, dem Train, oder in welcher Art der Waffen es auch sey, dienenden Militär-Personen, welche von des einen Souverains Truppen desertiren, und in die Lande oder zu den Truppen des andern Souverains, wenn diese auch aufserhalb ihres Vaterlandes sich befinden sollten, sich begeben,

zu Militärdiensten nicht angenommen, noch verhehlt oder fortgeschafft, vielmehr sobald man ihrer habhaft geworden, ohne eine Reclamation abzuwarten, nebst den mitgenommenen Dienstpferden, Montirungs-Armatur- und Equipage-Stücken ausgeliefert werden. 1816

Derjenige Deserteur, welcher als Unterthan des Staates, in welchen er übergetreten ist, anerkannt wird, unterliegt jedoch keiner Auslieferung, es sind aber gleichwohl alle von dergleichen Deserteurs mitgenommenen Dienst-Pferde, Montirungs-, Armatur- und Equipage-Stücke ohnentgeltlich zurück zu geben, oder in deren Ermangelung nach dem wahren Werthe aus ihrem bereitesten Vermögen, in so ferne dergleichen vorhanden, zu ersetzen.

Art. II. Unter vorgedachten desertirenden Militär-Personen, welche auch ohne vorgängige Reclamation, nebst den mitgenommenen Pferden und Effecten ausgeliefert werden sollen, sind nicht blofs die in Reihe und Glied, unter dem Gewehr stehenden Mannschaften, sondern auch die sonst der Armee mit Eid und Pflichten verwandten Personen, mit Inbegriff der bey der Artillerie und dem sonstigen Fuhrwesen angestellten Fuhrwesens-Soldaten zu verstehen.

Art. III. Auch sollen die entlaufenen Bedienten der Officiere, auf vorgängige Reclamation der sie zurückfodernden Regimenter oder obrigkeitlichen Behörden, nebst den von dergleichen Bedienten etwa mitgenommenen Pferden und Effecten ausgeliefert werden.

Art. IV. Wenn ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Souverains, zu denen eines Dritten und von diesen wieder in die Lande des andern paciscirenden Souverains, oder sonst zu dessen Truppen desertirt, so kommt es darauf an, ob letzterer Souverain mit jenem dritten Souverain ein Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen ist, im entgegengesetzten Fall aber dem paciscirenden Souverain, dessen Dienst er zuletzt verlassen hat, dieser Convention gemäfs, ausgeliefert.

Art. V. Alle und jede Militär- oder Civil-Obrigkeiten, besonders an den Grenzen, sind ver-

1816 pflichtet, auf jede fremde einschleichende militärische Person genau acht zu haben, bey entstehendem Verdachte, dass dieselbe von den Truppen der andern paciscirenden Macht desertirt sey, sie zu arretiren, und wenn der Verdacht durch Untersuchung begründet wird, sie nebst den etwa entführten Pferden und den Effecten an die nächste Civil- oder Militär-Behörde sofort auszuliefern, oder zur Auslieferung anzubieten, und sowohl Ort als Tag und Stunde zu derselben zu verabreden.

Jeder Soldat, welchem in die Staaten des andern paciscirenden Souverains zu gehen erlaubt wird, soll mit einem Pass versehen werden; wer keinen Pass vorweisen kann, oder seinen Aufenthalt über die darin ausgedrückte Zeit verlängert, wird als Deserteur angesehen und behandelt.

Sollte aber aller dieser Massregeln ungeachtet dennoch ein Deserteur sich durch Verkleidung oder mittelst falscher Pässe eingeschlichen haben, so wird er, sobald er entdeckt oder reclamirt worden, arretirt und auf die vorgeschriebene Art ausgeliefert werden.

Art. VI. Diejenigen, welche einen Deserteur verhehlen oder ihm fortzuhelfen sich unterstehen, und dessen überwiesen werden, sollen nach Befund der Umstände mit Gefängniss oder andern nachdrücklichen Leibes-Strafen belegt werden.

Wenn jemand in dem einen oder dem andern Lande von einem Deserteur Pferde, Montur-, Armatur- oder sonstige Equipage-Stücke an sich gekauft hat, so sollen solche überall, wo sie gefunden werden, abgenommen, und dem Regimente, zu welchem der Deserteur gehört, wieder zugestellt werden, ohne dass der Käufer deshalb eine Entschädigung erhalte. Der Uebereinkunft beiderseitiger Behörden bleibt es übrigens überlassen, ob die Ausantwortung in natura erfolgen, oder ob der Verkauf statt finden, und der gelöste Geldbetrag geliefert werden soll. Sollten aber dergleichen Effecten bey dem Käufer in natura nicht mehr gefunden werden, so soll derselbe ihren Werth in Geld bezahlen, und noch besonders bestraft werden, wenn bewiesen wird, dass er wissentlich von einem Deserteur gekauft hat.

Zu

Zu diesem Ende ist jeder Deserteur sogleich bey 1816
seiner Verhaftnehmung summarisch darüber zu vernehmen, wo und an wen er seine Montur und Armatur oder sein Dienst-Pferd verkauft hat.

Art. VII. Demjenigen Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll zur ferneren Aufmunterung für einen Mann ohne Pferd eine Gratification von vier Gulden, und für einen Mann mit Pferd eine Gratification von acht Gulden gereicht, und diese Gratification von dem ausliefernden Theil vorgeschossen werden.

Art. VII. Von dem Tage der Arretirung an bis zur Zeit der erfolgten Auslieferung ist jeder auszuliefernde Mann mit neun Kreuzern, das Brod inbegriffen, und jedes von ihm mitgebrachte Pferd mit acht Pfund Hafer, acht Pfund Heu, und drey Pfund Stroh täglich zu verpflegen. Der Hafer, so wie das Heu und Stroh, sind nach dem an dem Orte der Aufbewahrung marktgängigen Preise anzuschlagen, und über den gesammten Verpflegungs-Aufwand ist eine richtige Liquidation zu fertigen.

Art. IX. Die Auslieferung, wobey zugleich die Pferde und alle Sachen, welche bey den Auszuliefernden gefunden, oder nach Art. VI. wieder erlangt wurden, zu übergeben sind, soll, im Fall sie nicht sogleich geschehen kann, zu der nach Art. V. verabredeten Zeit unfehlbar erfolgen, und von Seite der ausliefernden Regierung soll der Deserteur nach den Grenzen gebracht werden, wo von Seiten des andern Theiles für die Uebernahme gesorgt wird, und wobey die nach Art. VIII. liquidirten Verpflegungs-Kosten so wie die nach Art. VII. etwa zu bezahlen gewesenen Gratificationen wieder zu erstatten sind. Ueber die richtige Ablieferung eines Deserteurs und seiner Effecten erhält der Abliefernde eine Bescheinigung, und eben so der empfangende eine Quittung über richtige Zahlung der liquidirten Kosten.

Art. X. Ausser den nur gedachten Kosten soll ein Mehreres unter keinerley Vorwand, wenn auch gleich ein solcher auszuliefernder Mann aus Unwissenheit unter desjenigen Souverains Truppen, der

1816 ihn auszuliefern hat, angeworben worden seyn sollte, etwa wegen genossener Löhnung, Bewachung und Fortschaffung, oder wie es sonst Namen haben möge, gefordert werden können. Hievon bleibt jedoch das Handgeld ausgenommen, welches dem auszuliefernden Staate rückzuersetzen ist.

Art. XI. Niemand soll einen Deserteur in des andern Paciscenten Lande ohne schriftliche Requisition oder offene Steckbriefe von seinen Obern verfolgen, bey deren Vorzeigung aber jede Obrigkeit zu des Deserteurs Arretirung, auf gebührendes Anmelden, es geschehe mündlich oder schriftlich, hülfreiche Hand zu leisten verbunden ist. Wenn aber einem oder mehrern Deserteurs durch ein Kommando nachgesetzt würde, so soll bey Erreichung der Grenzen des andern Herrn, dieses Kommando nicht ganz, sondern nur ein, höchstens zwey Mann, von demselben, welche mit einem Passe oder mit einer von ihren General-, Divisions-, oder wenigstens Regiments-Kommando unterzeichneten und besiegelten Autorisation versehen seyn müssen, in die Städte, Flecken, das Amt oder Dorf den Deserteur verfolgen, sich aber an demselben keineswegs vergreifen, sondern sofort der Garnison oder Miliz des Orts oder der Obrigkeit es melden, welche alsdann das Weitere anzuordnen hat.

Art. XII. In Ansehung derjenigen auszuliefernden Deserteurs, welche während ihrer Entweichung ein Verbrechen verübt oder daran Theil gehabt haben, wird hiermit festgesetzt, dass alle von ihnen begangenen Verbrechen in demjenigen Lande, in welchem sie begangen wurden, zu untersuchen, und den dortigen Gesetzen gemäss zu bestrafen sind.

Hätte der Deserteur in dem andern Lande ein grosses Verbrechen, z. B. Mord, Raub, oder ein jedes andere begangen, worauf die Todes- oder ewige Gefängniss-Strafe steht, so fällt die Auslieferung weg. Hat derselbe ein anderes Verbrechen begangen, so wird er nach überstandener Strafe ausgeliefert, und für die Zeit, da er in Untersuchung oder im Gefängniss gewesen, keine Unterhaltungs-Kosten vergütet. In jedem Fall wird, wenn der

Deserteur in Untersuchung befangen wird, davon sogleich Nachricht ertheilt, und sollen, wenn in der Folge dessen Ueberlieferung eintritt, zugleich die denselben betreffenden Untersuchungs-Acten, entweder im Original oder Auszugsweise und in beglaubigten Abschriften übergeben werden, damit ermessen werden könne, ob ein solcher Deserteur zum Militärdienst fernerhin geeignet sey oder nicht. 1816

Die Montur- und Armatur-Stücke, so wie auch das Pferd, im Fall der Deserteur ein solches mitgenommen haben sollte, werden in beiden Fällen sogleich ausgeliefert.

Art. XIII. Wenn Unterthanen des einen Souverains, die entweder nach der in dem Königreiche Baiern jetzt bestehenden, oder künftig, es sey durch Conscription oder sonst getroffenen Einrichtung zum Kriegsdienste verpflichtet oder der im Grossherzogthum Baden eingeführten Conscription unterworfen sind, sich in die Lande des andern Souverains begeben, so sollen dieselben auf erfolgte Reclamation der kompetenten Civil- oder Militär-Behörde des einen Staats an die kompetente Civil- oder Militär-Behörde des andern Staats sofort abgeliefert werden, und soll es mit dieser Auslieferung gerade eben so gehalten werden, wie es wegen Auslieferung militärischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist.

Beide Souveräins versprechen sich ausdrücklich, dergleichen Unterthanen keinen Aufenthalt noch Zuflucht in ihren Landen zu gestatten, vielmehr allen ihren Landes-Behörden gemessenst zu befehlen, den ergangenen Reclamationen in solchen Fällen auf das schleunigste zu genügen, und alle diejenigen Obrigkeiten, welche sich hierbey eine Nachlässigkeit zu Schulden kommen lassen, so wie auch diejenigen ihrer Unterthanen, welche die Reclamirten bey sich verbergen, oder ihre weitere Flucht befördern, auf eine ihrem Vergehen angemessene Art zu bestrafen.

Ueberhaupt bleibt die zwischen beiden hohen Höfen in diesem Betreff unterm 25. November 1809. geschlossene Convention fernerhin in Wirksamkeit.

Art. XIV. Die Gültigkeit dieser Convention soll vom 1. Februar 1821 anfangen, und mithin sollen

1816 diejenigen Militärperſonen, Conſcribirte oder zum Kriegsdienſt verpflichtete Unterthanen, welche nach dieſer Zeit deſertiren, oder ſich auſser den Staaten des einen paciscirenden Souverains in die des andern begeben, in der vorgeſchriebenen Art wechſelſeitig ausgeliefert werden.

Art. XV. Die Aufkündigung dieſer Convention ſteht beiden Souverains frey, doch wollen ſich dieſelben ein halbes Jahr vorher davon benachrichtigen.

Art. XVI. Dieſe Convention wird in beiderſeitigen Landen, ſofort nach erfolgter Auswechslung der Ratificationen der beiden Souverains unter öffentlicher Autorität auf die in jedem Lande übliche Art gedruckt und bekannt gemacht werden, und ſoll dabey allen Unterthanen, beſonders allen Civil- und Militär-Behörden, welche es angeht, aufgegeben werden, ſich von der im Art. XIV. bemerkten Zeit an, nach dem Inhalte dieſer Convention auf das Genaueſte zu achten.

Art. XVII. Gegenwärtige Convention ſoll in möglichſt kurzer Zeit ratificirt und genehmigt, und ſollen hierauf die beiderſeitigen Ratificationen zwiſchen den Bevollmächtigten gegen einander ausgewechſelt werden.

Zu deſſen Urkunde und Beglaubigung haben wir beiderſeitige Commiſſarien und Bevollmächtigte dieſe Convention in zwey gleichlautenden Ausfertigungen unterſchrieben, und mit unſern Pettſchaften beſiegelt.

So geſchehen Karlsruhe den 19. October 1816.

(L. S.) *Graf* von Seyboltsdorf.

(L. S.) Konrad von Schäfser.

22.

Convention conclue entre Sa Majesté le Roi des Deux-Siciles et Sa Majesté le Roi d'Espagne, signée à Madrid le 15 Août 1817.

1817 15 Août

(*Traduction privée.*)

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles ayant fait connoître à Sa Majesté Catholique les graves inconvéniens qui résultoient pour les finances, ainsi que pour la navigation et le commerce de ses sujets, du maintien de divers privilèges et exemptions dont les espagnols, ainsi que les sujets de quelques autres puissances, ont joui dans ses Etats, et le désir qu'elle avoit d'en effectuer l'abolition d'un commun accord avec elle; et Sa Majesté le Roi d'Espagne ayant, de son côté, temoigné à S. M. Sicilienne la parfaite disposition où elle étoit de consentir à cette abolition, moyennant l'établissement d'un état de chose qui pût à la fois remédier aux inconvéniens dont S. M. Sicilienne a eu à se plaindre, et pourvoir à la sureté et aux avantages des sujets et du Commerce de l'Espagne dans les Etats de S. M. Sicilienne; leurs dites Majestés constamment animées des sentimens de la plus intime amitié, ont, à l'effet d'atteindre ce double but, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi du royaume des Deux-Siciles, le Sieur D. Fulco Ruffo de Calabre, Prince de Scilla, Comte de Sinopoli, Gentilhomme de la chambre de S. M. et son Ambassadeur extraordinaire près S. M. Catholique; et S. M. le Roi d'Espagne et des Indes, le Sieur, D. Joseph Garzia de Léon y Pizzarro, Chevalier pensioné de l'ordre de Charles III. Grand-Croix de l'aigle rouge de Prusse, et de St. Alexandre et de St. Anne de Russie; Conseiller d'Etat de S. M. catholique, et son prémier Secrétaire d'Etat des depèches générales, sur-intendant général des routes des courriers et des postes de l'Espagne et des Indes etc. Lesquels, après s'être communiqué leurs pleinpou-

1817 voirs trouvés en bonne et due forme, ſont convenus des articles ſuivans:

Art. I. S. M. catholique conſent à l'abolition de tous les privilèges et exemptions dont ſes ſujets, leur commerce et leurs bâtimens ont joui et jouiſſent dans les Etats, ports et domaines de S. M. Sicilienne, par le ſeul bon plaiſir de ce monarque ſans qu'il exiſtat un traité à ce ſujet. En conſéquence S. M. le Roi du royaume des Deux-Siciles et S. M. catholique ſont convenus tant pour elles que pour leurs heritiers et ſucceſſeurs, que lesdits privilèges et exemptions portant ſoit ſur les perſonnes, ſoit ſur le pavillon et les bâtimens, ſont et demeureront abolis à perpétuité.

Art. II. S. M. Sicilienne s'engage à ne continuer et à n'accorder par la ſuite les privilèges et exemptions qui ſont abolis par la préſente convention aux ſujets d'aucune autre puiſſance quelconque.

Art. III. S. M. Sicilienne promet que les ſujets de S. M. Catholique ne ſeront pas aſſujettis dans ſes Etats à un ſyſtème plus rigoureux de viſites de douanes et de recherches que celui qui eſt applicable aux ſujets de S. M. Sicilienne.

Art. IV. S. M. Sicilienne promet que le commerce eſpagnol en général et les ſujets eſpagnols qui l'exerceront, ſeront traités dans tous ſes Etats ſur le même pied que les nations les plus favoriſées, non ſeulement par rapport à leurs perſonnes et propriétés, mais auſſi à l'égard de toute eſpèce d'articles dont les dits ſujets eſpagnols feront commerce, et des taxes ou autres charges payables, ſoit ſur les dits articles, ſoit ſur les bâtimens par lesquels l'importation aura lieu.

Art. V. Quant à ce qui concerne les privilèges perſonnels dont les ſujets de S. M. Catholique devront jouir dans le royaume des Deux-Siciles, S. M. Sicilienne promet qu'ils auront un droit libre et non douteux de voyager et de réſider dans les territoires et domaines de Sadite Majeſté, ſauf les précautions de police dont on ſe ſert envers les ſujets des nations les plus favoriſées. Ils auront auſſi le droit d'occuper des maiſons et magazins, et de dis-

poser de leurs propriétés personnelles, de quelque espèce et nature qu'elles soient, par ventes, donations, échanges et testamens, ou de toute autre manière quelconque, sans qu'il leur soit donné à cet effet le moindre empêchement ou obstacle. 1817

Ils ne seront, sous aucun prétexte quelconque, tenus de payer d'autres taxes ou impositions que celles qui sont payées, ou pourront être payées par les sujets des nations les plus favorisées dans les états de S. M. Sicilienne.

Ils seront exempts de tout Service militaire, soit sur terre, soit sur mer. Leurs habitations, magazins, et tout ce qui en fait partie ou en compose l'appartenance pour objet de commerce ou de résidence, seront respectés. Ils ne seront sujets à aucune visite ou recherche vexatoire. Aucun examen ni inspection de leurs livres, papiers ou comptes, ne se fera arbitrairement et de la part de l'autorité suprême de l'Etat, et ne pourra avoir lieu autrement que par sentence légale des tribunaux compétens.

S. M. Sicilienne s'engage à garantir dans toutes les occasions aux sujets de S. M. Catholique qui résideront dans ses Etats et domaines, la conservation de leur sûreté personnelle et de leurs propriétés, de la même manière qu'elles sont garanties à ses sujets et à tous les étrangers appartenant aux nations les plus favorisées et les plus privilégiées.

Art. VI. D'après la teneur des articles 1 et 2. de la présente convention S. M. Sicilienne s'engage à ne déclarer nuls et abolis les privilèges et exemptions qui existent actuellement en faveur du commerce espagnol dans ses Etats, qu'au même jour et par le même acte qui déclarera nuls et abolis les privilèges et exemptions quelconques dont ont joui ou jouissent d'autres nations.

Art. VII. S. M. Sicilienne promet qu'à dater du jour où l'abolition générale des privilèges aura eu lieu, conformement aux articles 1. 2. et 6. de la présente Convention, une diminution de dix pour cent sur le montant des droits et taxes payables selon le tarif en vigueur le 1 Janvier 1816, sera accordée sur la totalité des marchandises ou produits du royaume d'Espagne, de ses colonies et dépendan-

1817 ces, qui seront importés dans les Etats de S. M. Sicilienne, le tout suivant la teneur de l'article 4. ci-dessus, bien entendu que ledit article ne devra jamais être considéré comme pouvant, en aucune manière, empêcher S. M. Sicilienne d'accorder, si bon lui semble, une pareille diminution d'impôts aux autres nations étrangères.

Art. VIII. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Madrid dans l'espace de quatre mois, ou plustot, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Madrid le 15 Août 1817.

(L. S.) *Le Prince* de Scilla. (L. S.) Joseph Pizzarro.

Article séparé et additionnel.

Pour éviter tout malentendu relativement à la diminution de dix pour cent sur les droits, stipulée en faveur du commerce espagnol par la convention signée aujourd'hui, il est déclaré, par le présent article, que cette concession devra s'entendre ainsi qu'il suit; savoir, que, dans le cas ou les droits se monteroient à vingt pour cent sur la valeur de la marchandise, l'effet de la diminution de dix pour cent sera de réduire cet impôt de vingt à dix-huit, et ainsi de suite dans la même proportion pour tous les autres cas. Et que sur les articles qui ne sont pas taxés ad valorem dans le tarif, la diminution de l'impôt sera proportionelle, c'est à dire, qu'on accordera la diminution de la dixième partie sur le montant de la somme payable.

Le présent article séparé et additionnel aura la même force et valeur que s'il avoit été inséré mot à mot dans la convention de ce jour. Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Madrid le 15 Août 1817.

(L. S.) *Le Prince* de Scilla. (L. S.) Joseph Pizzarro.

23.

Acte additionnel au Traité de Paix de Fredricsbamn entre Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies de l'autre, fait et conclu à St. Petersbourg le $\frac{10 \text{ Septembre}}{29 \text{ Août}}$ 1817, *et ratifié à Stockholm le* 19 *Octobre, et à Moscow le* $\frac{20 \text{ Novembre}}{8 \text{ Décembre}}$ *de la même année.*

1817 $\frac{10 \text{ Sept.}}{29 \text{ Août}}$

[*Transcrit sur l'original* *)].

Nous Charles, par la grâce de Dieu, Roi de Suède, de Norvège, des Goths et des Vandales etc. etc. etc. Duc de Schleswig Holstein, de Stormarie et de Dittmarsen, Comte d'Oldenbourg et de Delmenhorst etc. etc. Savoir faisons: Que Nous et notre très cher Frère et Cousin le Sérénissime et très-puissant Prince et Seigneur Alexandre I, Empereur et Autocrateur de toutes les Russies, de Moscowie, Kiovie, Wadimirie et Novogorod, Czar de Casan, Czar d'Astrachan, Czar de Pologne, Czar de Sibérie, Czar de la Chersonèse Taurique, Seigneur de Plescow, et Grand-Duc de Smolensko, Lithuanie, Wolhynie, Podolie et de Finlande, Duc d'Estonie, de Livonie, de Courlande et Sémigalle, de Samogitie, Belostock, Carélie, Tiver, Jugorie, Permie, Wiatka, Bolgarie et d'autres, Seigneur et Geand-Duc de Novogorod, Inférieur de Czernigovie, Resan, Polosk, Rostow, Jaroslaw, Bélo-Osorie, Udorie, Obdorie, Condinie, Witepsk, Mstislaw, Dominateur de tout le Côté du Nord et Seigneur d'Iverie, de Cartalinie, de Grusinie et de Cabardinie, Prince Héréditaire et Souverain des Princes de Czircassie, Gorsky et autres; Héritier de Norvège, Duc de Schleswig-Holstein, de Stormarie,

*) Une traduction allemande et une retraduction inexacte en françois se trouve dans Vol. III. du N. R. p. 141; ayant été à même de me procurer l'original de cette pièce, je crois devoir en donner ici une copie sûre.

1817 de Dittmarsen et d'Oldenbourg etc. etc. animés d'un désir réciproque de déterminer plus spécialement les relations commerciales des deux Etats, ayant résolu de conclure un Acte Additionnel au Traité de Fredricshamn, afin de donner à l'Art. XVII, du dit Traité, une application convenable aux circonstances actuelles, et ayant, à cet effet, nommé des deux côtés des Plénipotentiaires, lesquels, en vertu de Nos pleinpouvoirs respectifs, ont été autorisés par Nous, d'arrêter, conclure, signer et sceller un pareil acte Additionnel; Savoir Nous, de Notre part, Notre Amé et Féal, le Sieur Charles Axel Comte de Löwenhielm, Notre Premier-Gentilhomme de la Chambre, Lieutenant-Général de Nos Armées, Notre Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Chef de la huitième Brigade d'Infanterie, Sous-Chancelier de Nos-Ordres, Commandeur de Notre Ordre de l'étoile Polaire et Chevalier de Notre Ordre de l'Epée, Chevalier des Ordres de Russie de St. Anne de la 1re et de St. George de la 4me Classe, Chevalier de l'Ordre de l'aigle rouge de Prusse de la 1re Classe et Commandeur de l'Ordre de St. Jean de Jerusalem; et Sa Majesté l'Empereur de Russie, de sa part, le Sieur Charles Robert Comte de Nesselrode, Son Conseiller privé, Sécrétaire d'Etat dirigeant le Ministère des affaires étrangères, Chambellan actuel et Chevalier de l'Ordre de St. Alexandre Newsky, Grand-Croix de celui de St. Wladimir de la 2de Classe, Commandeur de Notre Ordre de l'étoile polaire, Grand-Croix de l'Ordre de St. Etienne de Hongrie, de l'aigle rouge de Prusse de la 1re Classe, et de l'annonciade de Sardaigne, Chevalier de l'Ordre de l'aigle d'or de Würtemberg et de la Fidélité de Bade; les dits Plénipotentiaires, après avoir échangé leurs Pleinpouvoirs, reconnûs en bonne et dûe forme, ont conclû, arrêté, signé et scellé, le dix du mois de Septembre passé, un acte additionnel au Traité de Fredricshamn ainsi qu'il se trouve ci-après mot à mot inséré:

Au nom de la très-Sainte et indivisible Trinité!

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, également

animées du désir de maintenir et de consolider les re- 1817
lations de bon voisinage, qui existent si heureusement entre les deux Etats, et voulant donner à l'article XVII. du Traité de Fredricshamn, toute l'application propre à faciliter le commerce de Leurs sujets respectifs, sont convenues de stipuler plus particulièrement, par un acte additionnel au Traité de Fredricshamn, les arrangemens nécessaires pour atteindre ce but. A cet effet, Leurs dites Majestés ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le Sieur Charles Axel, Comte de Löwenhielm, son premier Gentilhomme de la Chambre, Lieutenant-Général dans ses Armées, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Chef de la huitième Brigade d'Infanterie, Sous-Chancelier des Ordres de Suède, Commandeur de l'Ordre de l'étoile Polaire et Chevalier de celui de l'épée, Chevalier des Ordres de Russie de Ste. Anne de la 1re et de St. George de la 4me Classe, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse de la 1re Classe et Commandeur de l'ordre de St. Jean de Jerusalem, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies: le Sieur Charles Robert Comte de Nesselrode, son Conseiller privé, Secrétaire d'etat, dirigeant le Ministère des affaires étrangères, Chambellan actuel et Chevalier des Ordres de St. Alexandre Newsky, Grand-Croix de celui de St. Wladimir de la 2de Classe; de St. Etienne d'Autriche de la 1re Classe, de l'aigle rouge de Prusse de la 1re Classe, de l'annonciade de Sardaigne, Commandeur de l'étoile polaire de Suède et Chevalier de l'aigle d'or de Wurtemberg et de la Fidélité de Bade; lesquels, après l'échange de leurs pleinpouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Les bâtimens de commerce Suedois et Norvégiens, ainsi que les bâtimens Russes et Finnois, pourront importer en Finlande toutes sortes d'objets de manufactures, denrées et productions Suédoises et Norvégiennes, qui sont le produit du sol et de l'industrie Suédoise et Norvégienne, dont l'entrée est permise en général, en ne payant que la moitié des droits, auxquels ces mêmes objets seroient assujettis, s'ils venoient d'un autre Pays sur

1817 des bâtimens nationaux. Le même avantage eſt accordé en Suède à toutes ſortes de marchandiſes, denrées et productions Finnoiſes, qui viennent directement de ce pays et qui ſont importées ſur des vaiſſeaux Suèdois ou Finnois.

Les objets, qui pourront exiger des modifications, ou exceptions ſpéciales, au principe général établi ci-deſſus, ſeront réglés par des Tarifs réciproques, dont les Deux hautes Parties Contractantes Se réſervent de convenir inceſſament.

Art. II. Toutes les productions du ſol ou de l'induſtrie Suédoiſe et Norvégienne, dont l'entrée eſt en général défendue en Finlande, pourront néanmoins y être admiſes, lorsqu'elles viendront de Suède et de Norvège, et ſans qu'elles ſoyent aſſujetties à des droits plus forts, ou autres, que dix pour Cent, de la valeur de la marchandiſe.

Les denrées et manufactures Finnoiſes, venant directement de Finlande, jouiront du même avantage en Suède.

L'eau-de-vie et le Salpêtre ſont cependant exceptés de cette permiſſion générale d'importation, et ces deux articles ne pourront être importés, ni de Suède en Finlande, ni de Finlande en Suède.

Art. III. Les bâtimens Suédois, ouverts ou pontés, pourront fréquenter tous les ports de Finlande, ſans payer d'autres droits de port et de bâtiment, que ceux qui exiſtoient lorsque la Finlande étoit réunie à la Suède.

Il y aura à cet égard réciprocité parfaite en Suède, pour les bâtimens Finnois, ouverts ou pontés, et ces bâtimens pourront exporter d'un port de Suède, pour importer en un port de Finlande, le Sel, le Vin, les Epiceries et les marchandiſes Coloniales, dont l'importation eſt en général permiſſe en Finlande, ſans que pour les dits articles et marchandiſes, il ſoit perçu, ni à leur ſortie de Suède, ni à leur entrée en Finlande, des droits de douane plus forts ou autres, que ſi ces denrées venoient ſur des bâtimens nationaux, directement du lieu même de leur production.

Il eſt expreſſément entendu, que les bâtimens ouverts, avant de pouvoir diſpoſer de la cargaiſon,

devront se présenter à une chambre de douane maritime, pour y acquitter les droits de douane, et qu'il ne sera fait aucune différence, dans ces droits, entre les bâtimens ouverts ou pontés. 1817

Le Goudron et la Poix venant de Finlande pourront être importés en Suède et réexportés, sans payer aucun droit de douane.

Pour ce qui regarde les droits de pilôte et de fanal, ils seront acquittés, d'après les ordonnances particulières, qui sont déja, ou pourront être à l'avenir, en vigueur dans les deux pays.

Art. IV. Les propriétaires de Forges en Finlande pourront faire acheter et exporter annuellement de Suède, les mêmes quantités de Minerai et de Fer de fonte, qui leur ont été accordées jusqu'ici, en observant toujours ce qui a été établi et usité, tant pour le contrôle à l'exportation, que pour le choix et la qualité de ces matières premières, c'est à dire, que l'exportation du Fer de fonte, n'etant jamais permise, au delà de la quantité de Neuf Mille-Neuf-Cent-Quarante Six et demi Skeppund de Suède, par an, les propriétaires de Forges seront aussi obligés de s'en tenir aux qualités que portent leurs privilèges, qui serviront de règle à cet égard; et pour l'exportation du Minerai, elle ne dépassera jamais la quantité de Vingt-trois mille, Sept-Cent-Soixante Sept Skeppund, par an, et il sera pris des endroits et districts, où ce Minerai a été puisé auparavant, savoir des mines de Sudermanie, Dix-neuf-mille, Cinq-Cent-Cinquante Six Skeppund, et de celles de Roslagen, Quatre Mille Deux-Cent-Onze Skeppund, ainsi que cela a été pratiqué jusqu'ici.

S'il arrive que les Propriétaires des Forges Finnoises ne trouvent pas convenable de faire usage chaque année, pendant la durée du présent Traité, de la faculté qui leur a été accordée ci-dessus, jusqu'à la pleine concurrence des quantités stipulées, et que, par conséquent, ils fassent exporter moins de Fer de fonte ou de Minerai, qu'il n'a été indiqué ci-dessus, ce ne sera pas une raison pour eux d'augmenter, l'année suivante, l'exportation de ces matières premières, en faveur de la Finlande, mais

1817 il faudra toujours qu'on s'en tienne, pour chaque année, aux quantités ci-dessus déterminées.

Art. V. L'importation du bois de chauffage de Finlande en Suède restera permisse, et les droits d'entrée et de Sortie, soit à l'exportation de la Finlande, ou à l'importation en Suède, ne pourront excéder un Rixdaler de Banque de Suède, pour une corde de Bois de bouleau, et trente deux Schellings, pour une corde de bois de pin et de sapin.

Art. VI. Les vaisseaux et bâtimens de Commerce appartenant aux Sujets de chacune des Deux Hautes Parties Contractantes, pourront importer du Sel dans tous les ports de la domination de l'autre, en payant les mêmes droits que les indigènes. Les bâtimens de commerce Suèdois et Norvégiens auront en outre le droit d'entrepôt, pour cette marchandise, dans le port de St. Petersbourg et dans ceux de Livonie et de Courlande, sans être assujettis pour cela à aucun droit particulier.

Art. VII. Les droits d'entrée pour l'importation en Suède du Lin, du Chanvre et des Toiles qui viennent de Russie, seront réglés d'après les mêmes principes, qu'on adoptera en Russie, à l'égard de l'importation du Sel, qui vient de Suède.

Art. VIII. Le Hareng, la Morûe sèche, l'Alun et le Rouge souffré pourront être importés de Suède et de Norvège, dans les ports Russes de la Baltique, en ne payant que la moitié des droits fixés dans le Tarif des douanes Russes pour les dites marchandises.

La même diminution de droits est accordée en Suède pour l'entré du Suif, et la Suède permet en outre l'importation des Chandelles (de suif.) moyennant un droit, tel qu'il sera fixé dans la Taxe.

Art. IX. Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège aura le droit de faire exporter annuellement des ports du Golphe de Finlande ou de la mer Baltique, sous la domination de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, jusqu'à la concurrence de Deux-Cent-Mille Tschetwerts de Blé, libre de tout droit de sortie, et sans qu'il soit fait aucune restriction ou exception, pour les années, ou l'expor-

tation feroit en général prohibée. Ceux qui feront les envois devront être munis, comme par le paffé, des preuves néceffaires, pour juftifier, que les achats ont été faits, pour le compte de Sa Majefté Suèdoife, ou en vertu de fon autorifation. 1817

S'il arrivoit, que la quantité ftipulée ci-deffus n'eût pas été exportée, avant la fin de l'année, cela ne pourra pas fervir à augmenter l'exportation du blé, en faveur de la Suède, pour l'année fuivante.

Art. X. Le commerce Ruffe aura le droit d'entrepôt à Stockholm, à Chriftiania et à Hammerfeft, outre celui, dont il jouira, aux mêmes conditions, que les autres Nations à Carlshamn, à Gothembourg et à Landscrona. En révanche, le commerce Suédois et Norvégien, jouira du droit d'entrepôt à St. Petersbourg, Riga, Reval, Abô et Helfingfors.

Art. XI. Les rapports de proximité et d'anciennes liaifons, qui exiftent entre la Suède et la Finlande, ayant rendu néceffaire de permettre, ainfi qu'il eft ftatué ci-deffus, foit l'entrée de differentes marchandifes, qui font d'ailleurs prohibées, foit une diminution de droits pour d'autres, dès qu'elles font d'origine Finnoife, ou qu'elles viennent de Suède ou de Finlande, les Gouvernemens refpectifs des deux Pays fe réfervent d'établir les contrôles et la qualité des Certificats néceffaires pour prevenir les abus et conftater l'origine des marchandifes, qui devront jouir des avantages ftipulés.

Art. XII. La Norvège pourra exporter des ports de la mer Blanche, jusqu'à la concurrence de Vingt-Cinq-Mille Tfchetverts de Blé, en laiffant à Archangel la cinquième partie en fus, de ce qu'elle aura exporté, fauf à exiger, d'après la facture, le rembourfement des frais d'achat et de transport.

Art. XIII. Les vaiffeaux Ruffes, venant de la mer Blanche dans les ports de la Laponie, pourront vendre leurs marchandifes à bord de leurs bâtimens, pendant quatre femaines, dans les villes, non feulement aux payfans, mais auffi aux bâtimens Norvégiens, et dans tout autre port de la Laponie, aux bâtimens Norvégiens, pendant quinze jours.

Art. XIV. Les bâtimens de Commerce Ruffe de la mer Blanche pourront mettre leurs marchandifes

1817 en entrepôt à Hammerfest en Norvège, sans payer aucun droit de douane à l'importation, et en ne payant que deux pour Cent de la valeur de la marchandise, à la sortie.

Art. XV. L'huile de baleine, importée de Norvège, dans les ports de l'Empire Russe, ne payera que la moitié des droits fixés dans le Tarif Russe.

Art. XVI. Les deux Hautes Parties Contractantes sont convenues, de limiter la durée du présent Réglement Commercial, au terme de huit ans, à dater du commencement de l'année prochaine 1818.

Art. XVII. Les ratifications du présent Réglement de Commerce seront échangées à Moscou, dans l'espace de deux mois, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi Nous soussignés, en vertu de Nos pleinpouvoirs, avons signé le présent Acte Additionnel au Traité de Fredricshamm, et y avons apposé le cachet de Nos armes. Fait à St. Petersbourg $\frac{\text{10 Septbr.}}{\text{29 Août.}}$ l'an de grâce Mil-Huit-Cent-dix-sept.

Charles Axel *Comte* de Löwenhielm.	*Le Comte* de Nesselrode.
(L. S.)	(L. S.)

A ces causes, Nous avons voulu ratifier, approuver et accepter le susdit Acte additionnel avec tous ses Articles, Pointes et Clauses, comme aussi par les présentes Nous l'acceptons, l'approuvons et ratifions, avec tous ses Articles, Pointes, et Clauses; promettons et Nous engageons, de la manière la plus efficace que faire se peut, de remplir et d'observer le dit Acte Additionnel dans toute sa teneur, sincèrement, fidèlement et loyalement. En foi de quoi Nous l'avons signé de Notre propre Main, et y avons fait apposer Notre grand Sceau Royal. Fait à Notre Ville de Stockholm, le dixneuvieme jour du mois d'Octobre l'an de grâce Mil-Huit-Cent-Dix-Sept.

(*Signé:*) Charles.

Laurent d'Engeström.

Ratifi-

Ratification de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies de l'Acte Additionnel susmentionné. 1817

Nous Alexandre I. par la Grace de Dieu Empereur, et Autocrateur de toutes les Russies, de Moscovie, Kiovie, Wladimirie et Novogorod, Czar de Casan, Czar d'Astrachan, Czar de Pologne, Czar de Sibérie, Czar de la Chersonèse Taurique, Seigneur du Plescow, et Grand-Duc de Smolensko, Lithuanie, Wolhynie, Podolie et de Finlande, Duc d'Estonie, de Livonie, de Courlande et Sémigalle, de Samogitie, Belostock, Carélie, Twer, Jugorie, Permie, Wiatka, Bolgarie et d'autres; Seigneur et Grand-Duc de Novogorod Inférieur, de Czernigovie, Resan, Polosk, Rostow, Jaroslaw, Bélo-Osorie, Udorie, Obdorie, Condinie, Witepsk, Mstislaw, Dominateur de tout le Côté du Nord et Seigneur d'Iverie, de Cartalinie, de Grusinie et de Cabardinie; Prince Héréditaire et Souverain des Princes de Czircassie, Gorsky et autres; Héritier de Norvège, Duc de Schleswig-Holstein, de Stormarie, de Dittmarsen et d'Oldenbourg etc. etc. Savoir faisons par ces présentes: que d'un commun accord entre Nous et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, Nos plénipotentiaires respectifs ont, en vertu des Pleinpouvoirs à eux donnés, arrêté et signé à St. Petersbourg le $\frac{\text{29 Août}}{\text{10 Septembre}}$ de la présente année, un acte additionnel au Traité de Fredricshamn, dont la teneur suit ici mot pour mot.

(*Suit l'Acte Additionnel.*)

Après avoir suffisamment examiné cet Acte Additionnel, Nous l'avons approuvé, confirmé et ratifié, comme aussi par les présentes, il est approuvé, confirmé et ratifié dans toute sa teneur, en promettant sur Notre parole Impériale, pour Nous et Nos Successeurs, d'observer et de remplir inviolablement tout ce qui a été stipulé par cet Acte. En foi de quoi Nous avons signé Notre présente Ratification Impériale, de Notre propre main, et y avons fait apposer le Sceau de Notre Empire. Donné à Moscou le 20 Novembre l'an de Grace Mil-Huit-Cent-Dix-Sept, et de Notre Regne le Dix Septième.

ALEXANDRE (L. S.)

le Sécrétaire d'Etat Comte DE NESSELRODE.

24.

1817 24 Mai *Cartel convention entre S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. le Roi de Bavière signée à Vienne le 24 de Mai 1817.*

(*Königlich Bairisches Regierungsblatt.* 1817. XXX Stück.)

Nachdem Seine Majestät der König von Baiern und Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich es den zwischen Ihnen glücklich bestehenden freundschaftlichen Verhältnissen, so wie dem Vortheile Ihrer beiderseitigen Staaten gemäss befunden haben, über die wechselseitige Auslieferung der Deserteurs eine Uebereinkunft abzuschliessen; so haben Allerhöchstdieselben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Baiern den Herrn Johann Gottlieb Eduard Freiherrn von Stainlein, Ihren bevollmächtigten Minister am Kaiserlich Oesterreichischen Hofe, Ritter des Königlichen Civil-Verdienst-Ordens der Baierischen Krone, Kommandeur des Kaiserlich Oesterreichischen Leopold- und Ritter des Königlich Preussischen rothen Adler-Ordens,

und Seine Kaiserlich Königliche Apostolische Majestät den Herrn Klemens Wenzel Lothar Fürsten von Metternich-Winneburg, Fürsten zu Ochsenhausen, Herzog im Königreiche beider Sizilien, Ihren Kämmerer, wirklichen geheimen Rath, Staats- und Conferenz-, dann dirigirenden Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Ritter des goldenen Vliesses, Grosskreuz des Königlich Hungarischen St. Stephan-Ordens, und des goldenen Civil-Ehrenkreuzes, Grosskreuz des Ordens des heiligen Johannes von Jerusalem, der Russisch Kaiserlichen Orden des heiligen Andreas, des heiligen Alexander Newsky, und der heiligen Anna erster Klasse, des Königlich Sardinischen Ordens der Annunciade, des Königlich Dänischen Elephanten-Ordens, des Königlich Preussischen schwarzen Adlers und des rothen Adlers, und des Königlich Schwedischen Seraphinen-Ordens, Grosskreuz des Königlich Französischen Ordens der Ehrenlegion,

Ritter des Königlich Sizilianischen St. Ferdinand- und Verdienst-Ordens, Ritter des Königlich Baierischen St. Huberts-Ordens, Grosskreuz des Grossherzoglich Toscanischen St. Joseph-Ordens, Ritter des Königlich Würtembergischen goldenen Adlers, und des Königlich Sächsischen Ordens der Rautenkrone, Grosskreuz des Königlich Hannöverischen Guelphen-Ordens, Ritter des Grossherzoglich Badischen Ordens der Treue, und Grosskreuz des Konstantinischen St. Georg-Ordens von Parma, Kanzler des militärischen Marien-Theresien-Ordens, und Kurator der Kaiserlich Königlichen Akademie der bildenden Künste; — und den Herrn Karl Fürsten von Schwarzenberg Landgrafen zu Kleggau, Grafen zu Sulz, Herzog zu Krumau, Ihren wirklichen Kämmerer, geheimen Rath, Feldmarschall, Inhaber des zweyten Uhlanen-Regiments, und Hof-Kriegsraths-Präsidenten, Ritter des goldenen Vliesses, Grosskreuz des militärischen Marien-Theresien- und des Königlich Hungarischen St. Stephan-Ordens, dann des militärischen Ehrenzeichens, Ritter der Russisch Kaiserlichen Orden des heiligen Andreas, des heiligen Georg erster Klasse, des heiligen Alexander Newsky, und der heiligen Anna erster Klasse, Ritter des Königlich Französischen Ordens vom heiligen Geiste, und Grosskreuz der Ehrenlegion, des Königlich Grossbrittannischen Bath-Ordens, und des Königlich Schwedischen Schwert-Ordens, Ritter des Königlich Dänischen Elephanten-Ordens, Grosskreuz des Königlich Sizilianischen St. Ferdinand- und Verdienst-Ordens, Ritter des Königlich Sardinischen Ordens der Annunciade, des Königlich Preussischen schwarzen Adlers und rothen Adlers erster Klasse, und des Königlich Baierischen St. Hubertus-Ordens, Grosskreuz des militärischen Max-Joseph-Ordens, Ritter des Königlich Sächsischen Ordens der Rautenkrone, Grosskreuz des Königlich Niederländischen Wilhelm- und des Königlich Hannöverischen Guelphen-Ordens, Ritter des Grossherzoglich Badischen Ordens der Treue; 1817

welche nach Auswechslung ihrer in guter und gehöriger Form befündener Vollmachten über folgende Artikel übereingekommen sind.

1817 Art. I. Alle Civil- und Militär-Behörden der kontrahirenden Theile, besonders aber die Commandanten der den Grenzen zunächst befindlichen Militär-Posten, sollen angewiesen werden, mit der sorgfältigsten Aufmerksamkeit darüber zu wachen, dass kein Deserteur von den Truppen der einen Macht die Grenzen überschreiten, noch in den Staaten der andern Macht Schutz und Zuflucht finden könne.

Art. II. Diesem zufolge sollen alle und jede in der Kavallerie, Infanterie, Artillerie, dem Fuhrwesen oder irgend einem andern Militär-Zweige der Armee des einen kontrahirenden Theils dienenden Militär-Personen, ingleichen die Fourierschützen der Officiere, welche das Gebiet des andern kontrahirenden Theils betreten, oder sich auf demselben befinden würden, ohne mit einem Passe oder militärischer Ordre in guter und gehöriger Form versehen zu seyn, auf der Stelle angehalten werden, und deren Auslieferung mit Waffen, Pferden, Kleidung, Rüstungsstücken, oder was man sonst bey ihnen finden möchte, oder sie zur Zeit der Entweichung mit sich genommen, und anderwärts in Verwahrung gegeben haben könnten, auch dann erfolgen, wenn ein solcher Deserteur nicht eigends reklamirt werden sollte.

Wäre ein solcher Deserteur früher von den Truppen eines andern Souverains oder eines andern Staates, zwischen welchem und einem der jetzt kontrahirenden Theile ein Kartel besteht, entwichen, so ist dieser Deserteur nichts destoweniger derjenigen Armee zurück zu stellen, von welcher er zuletzt entwichen ist.

Alles dieses soll gleicher Gestalt in dem Falle statt finden, wo die Desertion von den Truppen des einen kontrahirenden Theils zu den Truppen des andern, wenn diese auch ausserhalb ihres Vaterlandes sich befänden, erfolgen sollte.

Art. III. Sollte es unerachtet aller Vorsichtsmassregeln einem Deserteur gelingen, in die Staaten eines der hohen Kontrahenten sich heimlich einzuschleichen, oder die Wachsamkeit der Behörden durch Verkleidung oder durch Vorweisung falscher Pässe zu hintergehen, so soll er, selbst wenn er sich an einem

Orte, in einer Stadt, oder einem Dorfe dieses Staates ansässig gemacht hätte, nichts destoweniger zurück gegeben und ausgeliefert werden, sobald er anerkannt, oder durch die Behörden des Staates, aus welchem er entwichen ist, reklamirt wird. 1817

Art. IV. Von dieser Zurückstellung sind ausgenommen die Deserteurs von den Truppen der einen Macht, welche in den Staaten der andern geboren sind, indem beide Mächte gegenseitig Sich dahin einverstehen, dass keine derselben verbunden seyn soll, die eigenen Unterthanen auszuliefern, welche, nachdem sie bey den Truppen der andern Macht gedient haben, durch Entweichung in das Gebiet ihres natürlichen Souverains zurückkehren würden.

Gleichwohl sind alle von dergleichen Deserteurs mitgenommene Dienstpferde, Montirungs-, Armatur- und Equipagen-Stücke gegen Vergütung der Fütterungskosten bey den Pferden, nach den Bestimmungen des Artikels V. und des allenfälligen Boten- oder Fuhrlohns bey den Equipage- und Armatur-Stücken, falls diese Kosten nicht aus dem eigenen Vermögen des Deserteurs ersetzt werden können, oder derjenige, welchem sie zu vergüten kommen, sich nicht der Verhehlung des Deserteurs schuldig gemacht hätte, zurück zu geben, in deren Ermangelung ist der Ersatz dafür nach dem wahren Werthe gleichfalls aus den bereitesten Vermögen des Deserteurs, in so ferne er eines besitzet, zu leisten.

Art. V. Die Verpflegung der Deserteurs, von dem Augenblicke ihrer Verhaftung an bis zu jenem der Zurückstellung, wird täglich auf vier Kreuzer und 1¾ Pfund Brod, die Ration aber auf sechs Pfund Hafer (nach dem Masse berechnet der 28te Theil eines baierischen Scheffels und der achte Theil eines niederösterreichischen Mezens) acht Pfund Heu und drey Pfund Stroh baierisches Gewicht festgesetzt. Die Vergütung des diesfälligen Kostenbetrags hat von der übernehmenden Behörde bey der Uebergabe der Deserteurs und der Pferde in klingender Silbermünze, und hinsichtlich der Naturalien mit Inbegriff des Brodes nach dem laufenden Marktpreise, der dem Orte, wo der Deserteur ausgeliefert wird, zunächst liegenden Stadt zu geschehen.

1817 Der Tag der Ergreifung des Deserteurs als Maſsſtab des Termins, von welchem die Verpflegung zu berechnen kommt, ſoll durch das von der ergreifenden Behörde aufgenommene Konſtitut, welches zugleich das Nationale des ergriffenen Deserteurs möglichſt genau enthalten muſs, ausgewieſen werden.

Da Deserteurs keine geſetzlich gültigen Schulden machen können, ſo kann auch von deren Bezahlung keine Rede ſeyn.

Art. VI. Denjenigen, welcher einen Deserteur anzeigt oder einbringt, wird gegenſeitig eine Belohnung im Gelde (Taglia) zugeſtanden, nämlich acht Gulden Konventions-Geld für einen Mann zu Fuſs, und zwölf Gulden Konventions-Geld für einen Kavalleriſten mit dem Pferde, wohlverſtanden, daſs die Koſten des Bewachens und des Transports in dieſe Summe mit eingerechnet werden müſſen. Doch ſoll die Belohnung für die bloſse Anzeige eines Deserteurs nur in dem Falle ſtatt finden, wenn ſie die wirkliche Ergreifung deſſelben zur Folge gehabt hat.

Auſser den Verpflegungs-Koſten und der Taglia kann unter keinem Vorwande etwas verlangt werden, und in dem Falle, daſs der Deserteur aus Unwiſſenheit ſchon bey den Truppen der Macht, die ihn zurückzuſtellen hat, in Dienſt genommen worden wäre, ſollen nur jene Kleidungsſtücke zurückbehalten werden, welche man ihm gegeben hat. Alles übrige wird, ſo wie der Deserteur, dem Korps, dem er angehört, oder denen, die zu ſeiner Uebernahme abgeſchickt ſind, in Gemäſsheit des neunten Artikels zurückgeſtellt.

Sollten ſich über den genaueren Verhalt einer bey der Requiſition eines Deserteurs angegebenen Thatſache Zweifel ergeben, ſo ſollen dieſe keineswegs zum Vorwande dienen, um die Auslieferung des Deserteurs zu verweigern; zur Verhinderung jedes Irrthums wird von den Militär- oder Civil-Behörden ein Protokoll aufgenommen, und dieſes ſogleich mit dem Deserteur eingeſchickt, eine Abſchrift davon aber derjenigen Macht, an welche die Auslieferung zu geſchehen hat, mitgetheilt werden. Mit der Beſtrafung des Deserteurs wird indeſſen bis zur vollſtändigen Aufklärung des Zweifels inne gehalten.

Art. VII. In Ansehung derjenigen auszuliefernden Deserteurs, welche während ihrer Entweichung ein Verbrechen verübt, wird hiemit festgesetzt, dass alle von ihnen begangene Verbrechen in demjenigen Lande, wo sie begangen wurden, zu untersuchen und den dortigen Gesetzen gemäss zu bestrafen seyen. 1817

Hätte ein Deserteur in einem andern Lande ein grobes Verbrechen, z. B. Mord, Raub oder jedes andere begangen, worauf die Todes- oder ewige Gefängnissstrafe steht, so fällt die Auslieferung weg. Hat derselbe ein anderes Verbrechen begangen, so wird er nach überstandener Strafe ausgeliefert, und für die Zeit, da er in Untersuchung oder im Gefängniss gewesen ist, werden keine Unterhaltungskosten vergütet. Jedenfalls wird, wenn der Deserteur in Untersuchung befangen ist, davon gleich Nachricht ertheilt, und sollen, wenn in der Folge dessen Ueberlieferung eintritt, zugleich die denselben betreffenden Untersuchungs-Akten entweder im Originale oder Auszugsweise und in beglaubigten Abschriften übergeben werden, damit ermessen werden könne, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militärdienst geeignet sey, oder nicht.

Ein Pferd, oder andere Effecten, welche ein solcher Deserteur etwa mitgenommen, werden in beiden Fällen sogleich ausgeliefert.

Art. VIII. Jedes Detachement, welches zum Nachsetzen eines oder mehrerer Deserteurs abgeschickt wird, hat auf der Grenze anzuhalten, dergestalten, dass von dem Augenblicke an, wo er oder sie dieselben überschritten haben, die Verfolgung nur durch einen oder zwey Mann, welche mit Pass oder militärischer Ordre versehen seyn müssen, bis zu dem nächsten Orte, ohne sich an der Person des Deserteurs im mindesten zu vergreifen, geschehen kann, um die daselbst befindliche Militär- oder Civil-Behörde zu requiriren, welche sodann schuldig ist, auf der Stelle Assistenz zu leisten, um den in Frage stehenden Deserteur zu entdecken oder zu verhaften.

Wird derselbe wirklich an dem, durch die Partey, von welcher er desertirt ist, angezeigten Orte arretirt, und nicht durch einen Unterthan des Staa-

1817 tes eingebracht, so findet die Belohnung in Geld (Taglia) nicht Statt.

Art. IX. Tritt der Fall einer Auslieferung von Deserteurs, so wie einer zugleich zu bewerkstelligenden Zurückgabe von Effecten und Pferden ein; so hat der damit beauftragte Truppen-Kommandant des der Grenze zunächst befindlichen Postens die nächste jenseitige Militär- oder Civil-Behörde davon zu benachrichtigen.

Ist man über den Tag und die Stunde, wo die Ablieferung vor sich gehen soll, übereingekommen, so werden die Deserteurs durch eine Truppen-Abtheilung auf den an der Grenze bestimmten Punkt, wo sich an demselben Tage und zu derselben Stunde auch das zur Uebernahme beauftragte jenseitige Truppen-Detaschement eingefunden haben wird, gebracht, und letzteren gegen gehörige Bescheinigung, welche im Falle der Zurückgabe von Effecten und Pferden auf dieselben mitzurichten ist, übergeben.

Der ausliefernde Kommandant stellt seiner Seits dem übernehmenden Kommandanten eine Quittung über die erfolgte Bezahlung der oben in den Artikeln V. und VI. festgesetzten Kosten und Auslagen aus.

Art. X. Gleicher Weise sollen die Dienstleute der Officiere des einen Staates, welche nicht, wie die im Art. II. benannten Fourierschützen, zum Militär-Etat gehören, oder bey den Regiementern wirklich in den Listen geführt werden, wenn sie nach einem begangenen Verbrechen in der Armee des andern Staates Dienste nehmen, oder auf dessen Gebiet entweichen, nebst den etwa mitgenommenen Pferden und Effecten, gegen Vergütung der im Art. V. bestimmten Verpflegungskosten auf vorgängige Reclamation ausgeliefert werden.

Art. XI. Ein jeder Officier der Armee des einen Staates, welcher sich beygehen lassen würde, durch List oder Gewalt ein zu dem Militärdienst des andern Staates gehöriges Individuum zur Desertion zu verleiten, oder anzuwerben, oder einen Deserteur wissentlich anzunehmen und beyzubehalten, oder zu seiner Verhehlung beyzutragen, und seine Entweichung zu befördern, oder ihn in weiter rück-

wärts liegende Provinzen zu verschaffen, soll mit zweimonatlichem Arreste bestraft, und jedes andere Individuum, welches sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, nach seinem Stande zu einer körperlichen oder Geldstrafe verurtheilt werden. 1817

Art. XII. Allen Unterthanen der contrahirenden Theile ist untersagt, den Deserteurs von den gegenseitigen Truppen irgend etwas von Kleidungs- oder Rüstungsstücken, Pferde, Waffen und dergleichen abzukaufen.

Diese Effecten sind überall, wo man sie findet, als gestohlenes Gut wegzunehmen, und dem Regimente zurückzustellen, von welchem der Deserteur entwichen ist. Derjenige, welcher sie gekauft hat, kann auf keine Entschädigung Anspruch machen, und wenn sie nicht in natura wieder gefunden werden, so hat der Käufer den Werth derselben in gangbarer Münze zu erstatten, auch, wenn bewiesen wird, dass er wissentlich von einem Deserteur gekauft habe, noch ausserdem wegen Uebertretung des Verbots einer den Gesetzen gemässen Strafe zu unterliegen.

Art. XIII. Alle rücksichtlich der Auslieferung der gegenseitigen Deserteurs festgesetzten Bestimmungen werden hiemit ausdrücklich auf die beiderseitigen Conscriptionspflichtigen ausgedehnt, und so weit sie auf diese Letzteren anwendbar sind, in Kraft gesetzt, jedoch dergestalt, dass die Auslieferung der conscriptionspflichtigen Flüchtlinge nur auf die von den betreffenden Behörden geschehene namentliche Reclamirung derselben zu erfolgen hat.

Beide Souverains versprechen sich ausdrücklich, allen Ihren Behörden, die es angeht, gemessenst zu befehlen, den ergangenen Reclamationen in solchen Fällen auf das schleunigste zu entsprechen, und alle diejenigen Obrigkeiten, welche sich hierunter eine Nachlässigkeit zu Schulden kommen lassen, so wie auch diejenigen Ihrer Unterthanen, welche die Reclamirten bey sich verbergen, oder ihre weitere Flucht befördern, auf eine ihrem Vergehen angemessene Art zu bestrafen.

Art. XIV. Die Gültigkeit gegenwärtiger Convention soll vom ersten Tage des Monats July des

1817 jetzigen Jahres 1817 ihren Anfang nehmen. Mithin sollen diejenigen Militärpersonen oder flüchtigen Conscriptionspflichtigen, welche nach dieser Zeit desertiren, oder sich aus den Staaten des einen contrahirenden Theils in jene des anderen begeben, in der vorgeschriebenen Art wechselseitig ausgeliefert werden.

Art. XV. Die Dauer gegenwärtiger Convention wird vor der Hand auf fünf Jahre festgesetzt, jedoch behalten sich die hohen contrahirenden Theile vor, nach Ablauf dieser Zeit wegen einer Verlängerung derselben unter jenen Modificationen, welche sie den Umständen angemessen erachten werden, überein zu kommen.

Art. XVI. Beyde hohe Contrahenten werden zu gleicher Zeit diese Cartel-Convention, sofort nach erfolgter Auswechslung der Ratificationen, in allen Ihren Staaten mittelst gewöhnlichen Edicts oder Mandats durch den Druck zur öffentlichen Kenntniss bringen, damit Niemand sich diesfalls mit Unwissenheit entschuldigen könne, zugleich auch allen Unterthanen, und besonders allen Ihren Militär- und Civil-Beamten und andern Vorgesetzten befehlen, darauf zu halten, dass dieselbe von der im XV. Artikel bestimmten Zeit an, nach ihrem vollen Umfange und Inhalte vollzogen werde.

Art. XVII. Gegenwärtige Convention wird von beiden Theilen binnen drey Wochen, von dem Tage der heutigen Unterzeichnung an gerechnet, oder wo möglich noch früher, ratificirt, und die beiderseitigen Ratificationen sollen zu Wien zwischen den Bevollmächtigten ausgewechselt werden.

Zu dessen Urkund haben die obernannten Bevollmächtigten dieselbe eigenhändig unterzeichnet, und ihre Siegel beygedrückt.

So geschehen Wien den 24. May 1817.

Freih. v. Stainlein. (L. S.)

Fürst v. Metternich. (L. S.)

Schwarzenberg. (L. S.)

25.

Patente de S. M. le Roi de Bavière établissant l'Etat politique de S. A. S. le Prince de Leuchtenberg, en sa qualité de Prince de Eichstaedt, datée de Munich, le 15 Novembre 1817. 1817 15 Nov.

(*Königl. Bair. Regierungsblatt.* XL. Stück.)

Wir Maximilian Joseph, von Gottes Gnaden König von Baiern.

Urkunden und erklären hierdurch: In der Absicht, die staatsrechtlichen Verhältnisse, in welchen sich Unser geliebter Schwiegersohn in seiner nunmehrigen Eigenschaft als Fürst von Eichstädt gegen den Staat, und Uns und Unsere Nachfolger befinden wird, festzusetzen, und um allen Schwierigkeiten zuvorzukommen, welche, bey dem Mangel bestimmter Vorschriften, in dieser Beziehung sich hätten ergeben, oder noch würden ergeben können, haben Wir Uns über diesen Gegenstand einen ausführlichen Vortrag durch Unser Staats-Ministerium des Aeussern erstatten lassen, und, indem Wir hiebey von dem Sinne der zu Gunsten des Fürsten, Unseres Schwiegersohnes, sprechenden Verträge ausgehen, haben Wir, nach Anhörung Unseres Gesammt-Ministeriums beschlossen, und verordnet, beschliessen und verordnen, wie folgt:

Titel I.

Von den persönlichen Vorzügen, Rechten und Verbindlichkeiten des Fürsten und seiner Nachkommen.

Art. I. Unser Schwiegersohn und seine Nachkommen setzen ihrem Titel eines Herzogs von Leuchtenberg jenen des Fürstenthums Eichstädt bey, welches Wir ihm durch besondere Urkunde überwiesen haben.

Art. II. Unser Schwiegersohn und desselben Nachkommen führen das in der Anlage beschriebene und abgebildete Wappen.

Art. III. Genannter Herzog von Leuchtenberg und seine Nachkommen werden als das erste unter

1817 den fürſtlichen Häuſern in Unſerer Monarchie erklärt. Wann Wir Uns bewogen finden ſollten, dieſen fürſtlichen Häuſern weitere Vorzüge und Ehrenrechte als bisher zuzuwenden, ſo ſoll Unſer geliebter Schwiegerſohn und deſſen Nachkommen derſelben gleichfalls theilhaftig ſeyn.

Art. IV. Dem Herzog von Leuchtenberg und ſeinen Nachkommen iſt geſtattet, ſich in den Ausfertigungen und Zuſchriften an ihre Behörden, deren Ernennung ihnen zuſteht, des Titels in der erſten vielfachen Perſon (Wir) zu bedienen, ſie dürfen jedoch in den Zuſchriften an Uns oder Unſere obere Behörden denſelben nicht gebrauchen.

Art. V. Bey allen feyerlichen Gelegenheiten, ſo wie bey allen öffentlichen ſowohl, als beſonderen Ceremonien gebührt Unſerem geliebten Schwiegerſohne der Rang unmittelbar nach den Prinzen Unſeres Hauſes. Unſere öffentlichen Behörden werden demſelben in allen Veranlaſſungen mündlich oder ſchriftlich den Titel in der Anrede: Durchlauchtigſter Herzog, und im Kontext: Euer Königliche Hoheit, ſeinen Nachkommen aber den Titel in der Anrede: Durchlauchtiger Herzog, und im Kontext: Euer Hochfürſtliche Durchlaucht beylegen, wogegen ſie ſelbſt ſich in ihren an Uns und Unſere Behörden gerichteten Anſchreiben nach den beſtehenden Vorſchriften zu richten haben.

Art. VI. In den Kirchen der Städte, Märkte und Dörfer, welche Unſerem Schwiegerſohne zugehören, ſoll nach dem Kirchengebethe für den Souverain daſſelbe auch für genannten Herzog und deſſen Familie verrichtet werden. Eben ſo verhält es ſich in Anſehung der Trauerfeyerlichkeiten. Das Trauergeläute hat drey Wochen lang, von dem Leichenbegängniſs an, für ihn und ſeinen nächſten Nachfolger, für die Nachgebornen ſeiner Familie aber vierzehn Tage lang ſtatt. Seine Stellen und die Beamten erſter und zweyter Inſtanz haben eine Trauer von ſechs Wochen anzulegen.

Art. VII. Bey allen Civil- und perſönlichen Rechts-Sachen, welche Unſeren Schwiegerſohn, den Herzog von Leuchtenberg betreffen könnten, behalten Wir Uns unmittelbar das Erkenntniſs bevor, in-

dem Wir Unsere richterliche Gewalt Unserem Staats- 1817
Ministerium der Justiz übertagen werden, welches in Gemäfsheit der bestehenden Gesetze, und der vorgeschriebenen Gerichts-Ordnung einzuschreiben hat. Seinen Nachkommen und Nachfolgern wird ein privilegirter Gerichtsstand bewilligt, nämlich bey Unseren Appellations-Gerichten in erster Instanz, und in zweyter Instanz bey Unserem Ober-Appellations-Gericht.

Wir sind geneigt, dem fürstlichen Hause, dessen Stammvater Unser Schwiegersohn ist, ein Austrägal-Gericht, wie solches in mehreren deutschen Fürstenhäusern durch Familien-Verträge eingeführt ist, sobald Uns dessen nähere Bildung vorgelegt werden wird, zu bewilligen.

Art. VIII. Die Verlassenschafts-Verhandlungen, welche Mitglieder dieses fürstlichen Hauses betreffen, können von dem jedesmaligen Chef desselben durch seine Canzley vorgenommen und erledigt werden, mit dem Vorbehalt jedoch, dafs, so wie eine solche Verlassenschaft einen Rechtsstreit veranlafst, dieselbe an das einschlägige Tribunal zum rechtlichen Verfahren abgegeben werden solle.

Art. IX. In peinlichen Fällen soll jeder Chef des Hauses das Recht der Austrägal-Instanz, nämlich von seines Gleichen gerichtet zu werden, geniefsen. In einem solchen Falle hat Unser Justiz-Minister seine Function als Grofsrichter auszuüben, das Gericht zu eröffnen, und demselben vorzusitzen. Es kömmt jedoch dieses privilegirte aufserordentliche Tribunal nur dem jeweiligen Chef des erwähnten fürstlichen Hauses zu; die nachgebornen Mitglieder sind in peinlichen Sachen lediglich dem gewöhnlichen privilegirten Forum untergeben.

Art. X. Die Familien-Verträge, Succeffions-Ordnungen und Vormundschafts-Bestellungen, welche Unser geliebter Schwiegersohn, der Herzog von Leuchtenberg, in seinem fürstlichen Hause errichten wird, erhalten verbindliche Kraft, sobald Wir ihnen Unsere Bestätigung werden ertheilt haben. Dieses versteht sich jedoch nur von jenen, welche sich auf die Besitzungen beziehen, die in dem Umfange Unseres Königreichs gelegen sind.

1817 Art. XI. Der Herzog und seine Nachkommen sollen die unbeschränkte Freyheit haben, in einem jeden zum deutschen Bunde gehörigen, oder im Friedens-Zustande mit demselben befindlichen Staate, ihren Aufenthalt zu wählen, und eben so in Kriegsdienste desselben zu treten.

Art. XII. Vor der wirklichen Einweisung in das Fürstenthum hat Uns der Herzog von Leuchtenberg, Fürst von Eichstädt eine Urkunde, eigenhändig unterzeichnet, einzusenden, in welcher sich derselbe verpflichtet, "als Besitzer des Unserer Souverainität „untergebenen Fürstenthums Eichstädt Uns getreu und „gehorsam zu seyn, und alles das abzuwenden und „zu thun, wozu er in obiger Eigenschaft als getreuer „und gehorsamer Unterthan Uns und Unseren Nach„kommen als seinem Souverain verpflichtet ist."

Titel II.

Von den auswärtigen Verhältnissen des Fürsten.

Art. I. Die repräsentative Gewalt gegen auswärtige Staaten steht ausschliefslich und einzig dem Souverain zu.

Art. II. Von dieser Beschränkung sind jedoch jene Angelegenheiten ausgenommen, welche Unser geliebter Schwiegersohn mit auswärtigen Staaten in Beziehung auf seine unter ihrer Oberhoheit etwa gelegene Besitzungen, oder auf allenfallsige Lehens-Verbindlichkeiten, die ihm gegen andere Souveraine obliegen könnten, zu verhandeln haben würde.

Titel III.

Von der administrativen Oberaufsicht und der Gesetzgebung.

Art. I. Die allgemeine Oberaufsicht und Gesetzgebung erstreckt sich über alle Landes-Angelegenheiten, und kann nur allein durch den Souverain ausgeübt werden. Dem Herzog von Leuchtenberg, Fürsten von Eichstädt ist jedoch gestattet, Anordnungen und Verfügungen über Gegenstände zu erlassen, welche die Verwaltung seiner Rechte und seines Eigenthums betreffen. Diese dürfen jedoch in keinem Falle den Bestimmungen der allgemeinen Gesetze entgegen seyn.

Art. II. Die dermal bestehenden Gesetze und 1817
örtlichen Gewohnheiten behalten ihre verbindliche Kraft. Eben so bleiben die Formen der öffentlichen Verwaltung und der öffentlichen Anstalten in den Domainen und Besitzungen Unseres geliebten Schwiegersohns mit denjenigen, welche in den übrigen Theilen der Monarchie eingeführt sind, in fortdauernder Uebereinstimmung.

Art. III. In eben genannten Domainen und Besitzungen bleibt Unser Regierungsblatt, durch welches alle Gesetze und Verordnungen bekannt gemacht werden, eingeführt, jedoch kann noch in dem Fürstenthume ein Wochenblatt herausgegeben werden.

Titel IV.

Von der Justiz-Gewalt.

Art. I. In dem Fürstenthume Unseres geliebten Schwiegersohns wird nach den bestehenden Gesetzen Recht gesprochen.

Art. II. Die Verwaltung der Gerichtsbarkeit in erster Instanz geschieht durch Behörden, welche mit Unseren Stadt- und Land-Gerichten gleiche Zuständigkeiten haben, und Stadt- und Herrschafts-Gerichte heissen sollen. Die mittlere Gerichtsbarkeit soll durch ein förmlich constituirtes aus gesetzmässig befähigten Mitgliedern zusammengesetztes Collegium verwaltet werden, welches den Namen Justiz-Canzley, und die nämlichen Zuständigkeiten, wie Unsere Appellations-Gerichte, in Civil-Sachen haben wird.

Art. III. Die Richter bey den Stadt- und Herrschafts-Gerichten, so bald sie der gesetzlichen Prüfung sich unterzogen haben, so wie die Subalternen der Justiz-Canzley, werden von Unserm geliebten Schwiegersohn ernannt. Die Stadt- und Herrschafts-Richter erhalten ihre Bestätigung nach dem Art. 149. Unsere Verordnung vom 16. August 1812 *); die Individuen aber, welche von demselben zum Director oder Rath der Justiz-Canzley bestimmt werden, nachdem ihre Befähigung durch Unser Ober-Appellations-Gericht wird hergestellt seyn, müssen Unsere

*) Regierungsblatt vom J. 1812. St. XLVIII. S. 1546.

1817 Bestätigung durch den Weg des Staats-Ministeriums der Justiz erhalten.

Art. IV. Die Justiz-Canzley hat bey Verpflichtung und Einweisung der Subalternen und Untergerichts-Beamten sich ihrer Qualification zu versichern, und die Beweise derselben in ihren Acten zu hinterlegen, und alle Jahre eine Liste darüber an Unser Ober-Appellations-Gericht einzusenden.

Art. V. Unserem Justiz-Minister steht es zu, von den Acten der Justiz-Canzley Kenntniss zu nehmen, Visitationen anzuordnen, und überhaupt die obere Aufsicht auf die Justiz-Pflege zu besorgen.

Art. VI. Den Stadt- und Herrschafts-Gerichten Unseres geliebten Schwiegersohns steht die Untersuchung in peinlichen Fällen zu. Die geschlossenen Acten werden sodann zur Schöpfung des Urtheils an Unser einschlägiges Appellations-Gericht eingesendet.

Art. VII. Das Recht der Begnadigung ist einzig und allein dem Souverain vorbehalten.

Art. VIII. Die in zweyter Instanz bey der Justiz-Canzley entschiedenen Rechtssachen gehen in letzter Instanz zu Unserm Ober-Appellations-Gericht.

Titel V.

Von der Polizey-Gewalt.

Art. I. Die obere Polizey bleibt als ein unveräusserliches Recht Uns vorbehalten. Unser geliebter Schwiegersohn und seine Nachfolger sollen jedoch in dem ganzen Umfange des Fürstenthums folgende Rechte auszuüben befugt seyn. Derselbe läßt durch seine Beamten die Polizey-Verordnungen und allgemeinen Vorschriften des Königreichs vollziehen; auf die Vollziehung derselben hat er unmittelbar zu wachen. Er kann über Gegenstände, in so weit sie in seine Competenz gehören, Berichte von denselben abfordern und Entschliessungen darauf ertheilen, welche jedoch jedesmal nach den Bestimmungen und dem Sinne der allgemeinen Landes-Gesetze gefaßt seyn müssen.

Art. II. Es ist demselben die Aufnahme neuer Unterthanen einer jeden Glaubens-Confession, Christen- oder Juden, gestattet, nur hat er sich hiebey nach den bestehenden und künftig noch zu erlassenden Gesetzen zu achten.

Art.

Art. III. Die Auswanderungen seiner Gerichts-Unterthanen sind ganz den nämlichen Bedingungen unterworfen, welche bey Unsern unmittelbaren Unterthanen eintreten. Seine Behörden können solche ohne Bestätigung Unserer obern administrativen Stelle nicht bewilligen. 1817

Art. IV. Die obere Leitung und Aufsicht über alle Gegenstände der Bildung und des öffentlichen Unterrichts kömmt Unserer einschlägigen Landesstelle zu, die unmittelbare Leitung aber und Aufsicht ist den Beamten und den einschlägigen Behörden Unsers geliebten Schwiegersohnes nach Unseren Gesetzen und Verordnungen übertragen.

Art. V. Die Besorgung der Vormundschafts- und Kuratel-Sachen ist den Beamten und der Justiz-Canzley Unsers Schwiegersohnes anvertraut; da aber das Recht, gesetzliche Anordnungen darüber zu treffen, und die obere Aufsicht nur durch den Souverain ausgeübt werden kann, so behalten Wir Uns die Befugniss vor, durch Unsere einschlägige Behörden im erforderlichen Falle den Zustand des Pupillenwesens, so wie des Hypotheken- und Depositen-Wesens untersuchen und herstellen zu lassen.

Art. VI. Wir überlassen den Beamten Unsers geliebten Schwiegersohnes und seiner Canzley die Besorgung der Gegenstände der Lokal- und Districts-Polizey; jedoch sind Uns dieselben für die genaue Vollziehung Unserer Verordnungen verantwortlich.

Art. VII. Die obere Aufsicht über die Heerstrassen und Flüsse, so wie die Leitung des Strassen-Brücken- und Wasser-Baues kömmt Unserer desfalls angeordneten Ober-Behörde zu; die Vollziehung der getroffenen Anordnungen bleibt der Polizey-Behörde Unsers geliebten Schwiegersohnes überlassen, welchem es übrigens frey steht, Bauten zum öffentlichen Vergnügen oder Nutzen auf seine Kosten aufzuführen.

Art. VIII. Die Anordnungen und Einrichtungen zur Beförderung des Handels, die Maut- und Zoll-Gesetzgebung, dann die oberste Leitung des Zunft-Wesens, eignen sich zu Unsern höhern Landes-Behörden. Die untere Aufsicht hierüber aber, die Vollziehung der Gesetze, Anordnungen und Verfügungen im Sinne Unserer Gesetze und Verordnungen, die

1817 Verleihung aller Gewerbs-Concessionen, mit Ausnahme der Fabriken und Brauereyen, die Entscheidung der Streitigkeiten der Zünfte, mit Vorbehalt des Recurses an Unsere obere Landes-Stelle vertrauen Wir Unserem geliebten Schwiegersohne und dessen Polizey-Behörden an.

Art. IX. Da die Anordnungen in Absicht auf allgemeine Landes-Cultur zum Wirkungs-Kreise Unserer Ober-Polizey-Behörde gehören, so werden die Polizey-Behörden Unsers Schwiegersohnes für ihre Vollziehung Sorge tragen, werden auch die erste Instanz in allen Cultur-Streitigkeiten bilden.

Art. X. Die Forst- und Jagd-Polizey, so wie die Forst-Gerichtsbarkeit wird durch die Behörden Unsers geliebten Schwiegersohnes ausgeübt, sie sind jedoch verpflichtet, sich nach Unsern desfalls bestehenden Verordnungen zu achten.

Art. XI. Die Gesundheits-Polizey in dem Unserem Schwiegersohne zugewiesenen Fürstenthume steht unter der Anordnung und Aufsicht Unserer einschlägigen Medicinal-Ober-Behörde. Die von ihm zur Ausübung der Arzney-Kunde ernannten Gesundheits-Beamten müssen dieser unter Ausweisung ihrer Qualification zur Bestätigung angezeigt werden.

Titel VI.

Von der Kirchen-Gewalt.

Art. I. Die weltlichen und geistlichen Behörden Unsers geliebten Schwiegersohnes haben Unsere in dieser Beziehung bestehende Verordnungen zu vollziehen und für ihre Beobachtung zu wachen.

Art. II. Die Ehegerichts-Sachen werden bey der Justiz-Canzley in erster Instanz entschieden, und die Berufung hievon geht an Unser Ober-Appellations-Gericht.

Art. III. Die Verwaltung des Kirchen-, Schulen- und Stiftungs-Vermögens wird unter die unmittelbare Leitung und Aufsicht der einschlägigen Behörden Unsers Schwiegersohnes gegeben. Diese sind jedoch verbunden, die Verordnungen pünctlich zu befolgen, welche in Betreff der Verwaltung und Verrechnung des Stiftungs-Vermögens bestehen.

Art. IV. Wir überweisen Unserem geliebten Schwiegersohn in seinem Gebiete die Uns in demselben zustehenden Patronat-Rechte. In Beziehung auf die Prüfung und Qualification der Subjecte müssen Unsere Gesetze beobachtet werden. 1817

Titel VII.

Von der Militär-Gewalt.

Art. I. Die Militär-Gewalt steht dem Souverain ausschliefslich zu.

Art. II. Das Conscriptions-Gesetz, und die über diesen Gegenstand erlassenen Verordnungen sollen von den Behörden Unsers geliebten Schwiegersohnes in Vollzug gesetzt werden.

Art. III. Derselbe und seine Nachfolger sollen für die Schlösser ihres Fürstenthumes, welche sie bewohnen, von aller Einquartirung Unserer Truppen befreyt sein.

Art. IV. Unserem geliebten Schwiegersohn ist gestattet, in den Schlössern seines Fürstenthumes Eichstädt, für seine Person, Ehrenwachen zu halten. Diese Ehrenwache soll jedoch aus Eingebornen bestehen, und Uns als Souverain den Huldigung-Eid leisten. Auch dürfen darunter nicht solche Eingebome aufgenommen werden, welche noch in den Jahren der Militärpflichtigkeit zur Linien-Armee stehen. Derselbe kann ferner Polizey-Wachen zur Handhabung der Sicherheit und innern Landes-Polizey anordnen; es versteht sich jedoch, dafs sich hiebey nach den allgemeinen Einrichtungen, welche hierüber für Unser ganzes Königreich in Ausübung kommen, geachtet werden müsse.

Titel VIII.

Von der Finanz-Gewalt und den dem Fürsten von Eichstädt zuständigen Gefällen.

Art. I. Unser geliebter Schwiegersohn wird alle jene Einkünfte zu beziehen haben, welche ihm in der mit ihm getroffenen besondern Uebereinkunft überwiesen sind.

Art. II. Derselbe kann die Leistungen seiner Grund- und Gerichts-Unterthanen nicht erhöhen;

1817 die emphyteutischen Renten, Zinsen, Gilten, welche von Güter-Verleihungen in Folge älterer Contracte herrühren, können abgelöst, keinesweges aber erhöhet werden.

Art. III. Derselbe bezieht die Gerichts- und Polizey-Taxen nach den allgemeinen gesetzlichen Bestimmungen.

Art. IV. Unser geliebter Schwiegersohn soll die Zoll-Befreyung von allen zu den Bedürfnissen seines Hauses erforderlichen Consumptibilien geniessen, hat sich aber den zur Verhütung des Unterschleifes getroffenen Verfügungen gemäss zu benehmen.

Art. V. Auch ist derselbe für sich und seine Familie von aller Entrichtung des Chaussee-Geldes in dem ganzen Umfange Unseres Königreichs befreyt.

Art. VI. Derselbe ist jedoch, so wie seine Nachfolger, zur Leistung aller Steuern und Auflagen, welche nach den allgemeinen Gesetzen Unsers Königreiches zu entrichten sind, verpflichtet.

Titel IX.

Von dem Verhältniss der öffentlichen Diener.

Art. I. Unser geliebter Schwiegersohn wird die Diener und Beamten zur Verwaltung seiner Einkünfte, und zur Ausübung der Gerichtsbarkeit und Polizey in seinem Namen aus seinen Cassen besolden.

Art. II. Derselbe hat ihre Pensionen zu reguliren, in Ansehung der Mitglieder der Justiz-Tribunale jedoch sich nach den allgemeinen Verordnungen Unsers Königreiches zu achten.

Art. III. Unserm geliebten Schwiegersohne steht die Befugniss zu, alle Beamten, welche er zur Verwaltung seiner Rechte und seiner Einkünfte für nöthig erachtet, zu ernennen; nur müssen dieselben die nach Unsern Gesetzen erforderlichen Eigenschaften besitzen, und sich darüber bey den einschlägigen unmittelbar vorgesetzten höheren Stellen ausgewiesen haben. Es steht ihm frey, sie durch eine geeignete Uniform auszuzeichnen, sie sind aber dabey zur Tragung der baierischen National-Kokarde verpflichtet.

Art. IV. Nebst den Local-Beamten hat derselbe für die Verwaltung der Justiz ein eigenes Collegium unter dem Namen Justiz-Canzley anzuordnen, welchem auch die Polizey-Verwaltung zu übertragen ist, wenn er nicht vorziehen sollte; zu letzterm Zweck gleichfalls ein eigenes von der Justiz-Canzley getrenntes Collegium, unter dem Namen Polizey-Canzley zu bestellen. Eben so ist ihm gestattet, für die Verwaltung seiner Einkünfte ein besonderes Collegium zu errichten, welches den Namen Dominal-Canzley zu führen hat. Er kann dieselbe mit einem Director, und der erforderlichen Anzahl von Räthen, Secretären, Canzellisten und Rechnungsverständigen nach seinem Gutbefinden besetzen, und diesen die nach ihrem Geschäftskreise geeigneten Titel ertheilen. 1818

Nach dieser Unserer Erklärung sind die staatsrechtlichen Verhältnisse des Unserem geliebten Schwiegersohne zugewiesenen Fürstenthums Eichstädt zu beurtheilen und zu reguliren, und alle Unsere Landes-Stellen und Behörden werden zur genauen Nachachtung der hier ausgesprochenen Bestimmungen angewiesen.

So geschehen in Unserer Haupt- und Residenzstadt München den funfzehnten Tag des Monats November im Jahr nach Christi unseres Seligmachers Geburt Eintausend Achthundert und Siebenzehn, Unseres Reichs im Zwölften.

Max. Joseph.

Graf von Rechberg.

Auf Königlichen allerhöchsten Befehl

der General-Secretär

Baumüller.

26.

1817 8 Dec. *Déclarations du gouvernement prussien, relatives à l'extension de l'abolition du droit de retraite pour les Etats prussiens non appartenant à ceux de la confédération germanique, publiées depuis* 1817 — 1819.

1.

Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preussischen und Königl. Würtembergischen Regierung verabredeten Freyzügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preussischen Provinzen. De dato den 8. *December* 1817.

(*Gesetz-Sammlung für die Königl. Pr. Staaten,* 1818. Nr. 1.)

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit der Königl. Würtembergischen dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrtsgeld auch in Beziehung auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preussischen Provinzen nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange aufzuheben; so erklären beide gedachte Regierungen hiermit, dass sie statt einer besondern Uebereinkunft dieserhalb, lediglich den Inhalt des im Protocolle der deutschen Bundesversammlung vom 23. Juny d. J. befindlichen Beschlusses, wegen der unter sämmtlichen deutschen Bundesstaaten festgesetzten Nachsteuer- und Abzugefreyheit, auch auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preussischen Provinzen nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange ausdehnen wollen.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Majestät des Königs von Würtemberg zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechse-

lung ſogleich Kraft und Wirkſamkeit erhalten, und 1817
in den beiderſeitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden.

Gegeben Berlin, den 8. December 1817.

(L. S.) *Der Staatscanzler*
C. *Fürſt* v. HARDENBERG.

2.

Erklärung wegen Ausdehnung der ſeit 1812 25. Oct.
zwiſchen der Königl. Preuſsiſchen Regierung und der Schweizeriſchen Eidgenoſſenſchaft beſtehenden Freyzügigkeits-Uebereinkunft, auf ſämmtliche jetzige Königl. Preuſsiſche und zur Schweizeriſchen Eidgenoſſenſchaft gehörige Lande. De dato den 25. Oct. 1817.

(Ibidem.)

Die Königl. Preuſsiſche Regierung und die Schweizeriſche Eidgenoſſenſchaft ſind mit einander dahin übereingekommen und erklären hiermit: daſs gegenſeitig der Abſchoſs bey Erb- und Vermächtniſsfällen und das Abfahrtsgeld in allen denjenigen Fällen, in welchen die Auswanderungen aus den Königl. Preuſsiſchen Staaten in die Schweiz und aus der Schweiz in die Königl. Preuſsiſche Staaten erlaubt ſind, ohne Unterſchied, ob die Erhebung dem Fiscus oder Privatberechtigten, Communen oder Patrimonial-Gerichten zuſtehe, aufhören ſoll, und daſs die dieſerhalb im Jahre 1812 zwiſchen Seiner Majeſtät dem Könige von Preuſsen und der Schweizeriſchen Eidgenoſſenſchaft abgeſchloſſene Uebereinkunft auf ſämmtliche jetzige reſp. Königl. Preuſsiſche und zur Schweizeriſchen Eidgenoſſenſchaft gehörige Lande Anwendung finden ſoll, daſs mithin in allen denjenigen, innerhalb der reſp. Königl. Preuſsiſchen und zu der Schweizeriſchen Eidgenoſſenſchaft gehörigen Landen, jetzt etwa anhängigen und künftig vorkommenden Erbſchafts-, Vermächtniſs- und Vermögens-Verabfolgungs-Fällen aus dem einen in den andern Staat, in Gemäſsheit jener Uebereinkunft verfahren werden ſoll.

1817 Gegenwärtige Erklärung soll, nachdem sie in gleichlautenden Exemplarien von dem Königl. Preussischen Ministerium und von Seiten der Schweizerischen Eidgenossenschaft vollzogen und ausgewechselt worden, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Landen Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Urkundlich ist diese Erklärung mit dem Königlichen Insiegel bedruckt, und von mir, dem Staatscanzler, unterzeichnet worden.

Berlin, den 25. October 1817.

(L. S.) C. *Fürst* v. Hardenberg.

3.

1818 26. Dec. *Erklärung wegen der zwischen der Königlich Preussischen und der Fürstlich Braunschweig-Lüneburgischen Regierung verabredeten Freyzügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preussischen Provinzen, vom 16. December 1818.*

(Ibid. 1819. p. 52.)

Nachdem die Königlich Preussische Regierung mit der Fürstlich Braunschweig-Lüneburgischen dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrtsgeld, auch in Beziehung auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preussischen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, aufzuheben; so erklären beide gedachte Regierungen hiermit, dass sie, statt einer besondern Uebereinkunft dieserhalb, lediglich den Inhalt des im Protocolle der deutschen Bundesversammlung vom 23. Juny 1817. befindlichen Beschlusses, wegen der unter sämmtlichen deutschen Bundesstaaten festgesetzten Nachsteuer- und Abzugsfreyheit, auch auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preussischen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, ausdehnen wollen.

Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preussen, und Sr. Königlichen Hoheit des Prinzen Regenten von Grossbritannien, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter

gegenseitiger Auswechselung, sogleich Kraft und Wirksamkeit erhalten, und in den beiderseitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden. Gegeben Aachen, den 16. December 1818. 1818

Der Staatscanzler C. *Fürst* v. HARDENBERG.

4.

Erklärung wegen der zwischen der Königlich Preussischen und der Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Regierung verabredeten Freyzügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preussischen Provinzen, vom 20. Februar 1819. 1819 20 Febr.

(Ibidem.)

Nachdem die Königlich Preussische Regierung mit der Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Regierung dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschofs und das Abfahrtsgeld, auch in Beziehung auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preussischen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, aufzuheben; so erklären beide gedachte Regierungen hiermit, dafs sie, statt einer besondern Uebereinkunft dieserhalb, lediglich den Inhalt des im Protocolle der deutschen Bundesversammlung vom 23. Juny 1817. befindlichen Beschlusses, wegen der unter sämmtlichen deutschen Bundesstaaten festgesetzten Nachsteuer- und Abzugsfreyheit, auch auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preussischen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, ausdehnen wollen.

Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preussen, und Sr. Durchlaucht des Fürsten von Schaumburg-Lippe, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, sogleich Kraft und Wirksamkeit erhalten, und in den beiderseitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden. Gegeben Berlin, den 20. Februar 1819. (L. S.)

Königl. Preuss. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf VON BERNSTORFF.

5.

1819 6. März *Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preussischen und der Fürstlich-Lippeschen vormundschaftlichen Regierung verabredeten Freyzügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preussischen Provinzen. Vom 6 März 1819.*

(Ibidem 1819. Nr. 6.)

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit der Fürstlich-Lippeschen vormundschaftlichen Regierung dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrtsgeld, auch in Beziehung auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preussischen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, aufzuheben; so erklären beide gedachte Regierungen hiermit, dass sie, statt einer besondern Uebereinkunft dieserhalb, lediglich den Inhalt des im Protocolle der deutschen Bundesversammlung vom 23. Juny 1817. befindlichen Beschlusses, wegen der unter sämmtlichen deutschen Bundesstaaten festgesetzten Nachsteuer- und Abzugsfreyheit, auch auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preussischen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, ausdehnen wollen.

Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preussen, und Ihro Durchlaucht der Fürstin Vormünderin und Regentin zur Lippe, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, sogleich Kraft und Wirksamkeit erhalten, und in den beiderseitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden.

Gegeben Berlin, den 6. März 1819.

(L. S.)

Königl. Preuss. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Bernstorff.

6.

Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preussischen und der Fürstl. Hohenzollern-Sigmaringischen Regierung verabredeten Freyzügigkeit, in Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preussischen Provinzen. Vom 6. März 1819. 1819 6 März

(Ibidem.)

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit der Fürstlich Hohenzollern-Sigmaringischen Regierung dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrtsgeld, auch in Beziehung auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preussischen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, aufzuheben; so erklären beide gedachte Regierungen hiermit, dass sie, statt einer besondern Uebereinkunft dieserhalb, lediglich den Inhalt des im Protocolle der deutschen Bundesversammlung vom 23. Juny 1817. befindlichen Beschlusses, wegen der unter sämmtlichen deutschen Bundesstaaten festgesetzten Nachsteuer- und Abzugsfreyheit, auch auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preussischen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, ausdehnen wollen.

Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preussen, und Sr. Durchlaucht des Fürsten von Hohenzollern-Sigmaringen, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, sogleich Kraft und Wirksamkeit erhalten, und in den beiderseitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden.

Gegeben Berlin, den 6. März 1819.

(L. S.)

Königl. Preuss. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Bernstorff.

7.

1819 15 März *Erklärung wegen der zwiſchen der Königlich Preuſsiſchen und der Fürſtlichen Regierung jüngerer Linie Reuſs von Plauen verabredeten Freyzügigkeit, in Betreff der zum deutſchen Bunde nicht gehörigen Preuſsiſchen Provinzen. Vom 15. März 1819.*

(Ibidem.)

Nachdem die Königlich Preuſsiſche Regierung mit der fürſtlichen Regierung jüngerer Linie Reuſs von Plauen dahin übereingekommen iſt, gegenſeitig den Abſchoſs und das Abfahrtsgeld, auch in Beziehung auf die nicht zum deutſchen Bunde gehörigen Preuſsiſchen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, aufzuheben; ſo erklären beide gedachte Regierungen hiermit, daſs ſie, ſtatt einer beſondern Uebereinkunft dieſerhalb, lediglich den Inhalt des im Protocolle der deutſchen Bundesverſammlung vom 23. Juny 1817. befindlichen Beſchluſſes, wegen der unter ſämmtlichen deutſchen Bundesſtaaten feſtgeſetzten Nachſteuer- und Abzugsfreyheit, auch auf die nicht zum deutſchen Bunde gehörigen Preuſsiſchen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, ausdehnen wollen.

Gegenwärtige, im Namen Sr. Majeſtät des Königs von Preuſsen, und der Durchlauchtigen Fürſten jüngerer Linie Reuſs von Plauen, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung ſoll, nach erfolgter gegenſeitiger Auswechſelung, ſogleich Kraft und Wirkſamkeit erhalten, und in den beiderſeitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden.

Gegeben Berlin, den 15. März 1819.

(L. S.)

Königl. Preuſs. Miniſterium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Bernstorff.

8.

Erklärung wegen der zwiſchen der Königlich Preuſsiſchen und Fürſtlich Reuſsiſchen Regierung älterer Linie verabredeten Freyzügigkeit, in Betreff der zum deutſchen Bunde nicht gehörigen Preuſsiſchen Provinzen. Vom 22. März 1819. 1819 22 März

(Ibidem.)

Nachdem die Königlich-Preuſsiſche Regierung mit der Fürſtlich-Reuſsiſchen Regierung älterer Linie dahin übereingekommen iſt, gegenſeitig den Abſchoſs und das Abfahrtsgeld, auch in Beziehung auf die nicht zum deutſchen Bunde gehörigen Preuſsiſchen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, aufzuheben; ſo erklären beide gedachte Regierungen hiermit, daſs ſie, ſtatt einer beſondern Uebereinkunft dieſerhalb, lediglich den Inhalt des im Protocolle der deutſchen Bundesverſammlung vom 23. Juny 1817. befindlichen Beſchluſſes, wegen der unter ſämmtlichen deutſchen Bundesſtaaten feſtgeſetzten Nachſteuer- und Abzugsfreyheit, auch auf die nicht zum deutſchen Bunde gehörigen Preuſsiſchen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, ausdehnen wollen.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majeſtät des Königs von Preuſsen, und Seiner Durchlaucht des Fürſten Reuſs von Greiz, zweymal gleichlautend ausgefertigte Erklärung ſoll, nach erfolgter gegenſeitiger Auswechſelung, ſogleich Kraft und Wirkſamkeit erhalten, und in den beiderſeitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden.

Gegeben Berlin, den 22. März 1819.

(L. S.)

Königl. Preuſs. Miniſterium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Bernstorff.

27.

1818 17 Janv. *Loi napolitaine, relative à la naturalisation des étrangers; publiée à Naples, le 17 Janv. 1818.*

(*Traduction privée.*)

Ferdinand I. etc.

Voulant donner une marque de notre bienveillance aux étrangers qui par leurs talens ou leurs moyens, ou par les liens qu'ils auroient formés dans nos domaines, se rendent utiles à l'état en leur accordant la jouissance des droits de naturalisation;

Et voulant à ce but établir un règlement, d'après lequel, le Conseil suprême de Chancellerie puisse prononçer sur les demandes de naturalisation que nous lui aurions adressées.

Consulté l'avis du Conseil de Chancellerie;

Entendu Notre Conseil d'Etat;

Nous avons résolu de sanctionner et sanctionnons la loi suivante:

Art. I. Seront susceptibles de jouir du bénéfice de naturalisation dans notre royaume des Deux-Siciles:

1. Les étrangers qui ont rendu ou qui rendront des services importans à l'état.
2. Ceux, qui entrés dans nos états auront montré des talens éminens ou fait quelques inventions utiles.
3. Ceux qui auront acquis des biens immeubles dans le royaume payant aumoins 200. ducats d'imposition foncière.

Aux conditions requises par les Nro. 1. et 2. il faut encore qu'il soit joint le certificat d'une année de domicile consécutif dans les Etats du royaume.

4. Ceux, qui pendant dix années consécutives auront demeuré dans le royaume, et qui pourront

27.

1818

(Collezione delle Leggi e de' Decreti reali del regno delle Due Sicilie, Anno 1819. No. 133.

Ferdinando I. per la Grazia di Dio Re del Regno delle Due Sicilie, di Gerusalemme ect. ect. Infante di Spagna, Duca di Parma, Piacenza, Castro ect. ect. Gran Principe Ereditario di Toscana ect. ect.

Volendo dare un attestato della nostra benevolenza, verso di quegli stranieri i quali pe' loro talenti, de' loro mezzi, o per via di contratti vincoli si rendono giovevoli allo Stato, con accorder loro il godimento di quei diritti che dalla naturalizzazione risultano;

E volendo per quest' oggetto stabilire una regola certa, secondo la quale il Supremo Consiglio di Cancelleria possa discutere le dimande di naturalizzazione, che da Noi vengono al suo esame rimesse;

Veduto il parere dello stesso Supremo Consiglio di Cancelleria;

Udito il nostro Consiglio di Stato;

Abbiamo risoluto di sanzionare, e sanzioniamo la seguente legge:

Art. I. Potranno essere ammessi al beneficio della naturalizzazione nel nostro regno delle Due Sicilie,

1. *gli stranieri che hanno renduto, o che renderanno importanti servizj allo Stato;*
2. *quelli che porteranno dentro dello Stato de' talenti distinti, delle invenzioni, o delle industrie utili;*
3. *quelli che avranno acquistato nel regno beni stabili, su' quali graviti un peso fondiario almeno di ducati cento l'anno.*

Al requisito indicato ne' suddetti numeri 1. 2. 3. debbe accopoiarsi l'altro del domicilio nel territorio del regno almeno per un anno consecutivo.

4. *Quelli che abbiano avuta la residenza nel regno per dieci anni consecutivi, e che provino avere*

1818 justifier leurs moyens d'existence honnête, ou ceux qui auront demeuré dans le royaume pendant 5 ans, ayant épousé une indigène.

Art. II. Les étrangers mentionnés dans l'article précédent devront avant que de faire leur demande de naturalisation, envoyer une déclaration au syndic de leur commune par laquelle ils manifesteront leur intention de vouloir fixer leur domicile dans le royaume; ils devront joindre à cette demande un document constatant leur majorité.

Art. III. Une copie authentique du décret que Nous rendrons, sera envoyée au Naturalisé; il se présentera avec elle chez l'Intendant de la Province où il demeure, pour prêter dans ses mains le serment de fidélité.

Il sera fait mention du décret d'admission et sur les registres de l'Intendance, et sur ceux de la commune du domicile choisi par le naturalisé aussi bien que du serment prêté.

Nous voulons et ordonnons que Nôtre loi, signée par Nous, réconnue par notre Sécrétaire d'Etât, Ministre de grâces et de justice, munie de Nôtre grand sceau, et contresignée par Nôtre Sécrétaire d'Etat, Ministre Chancelier, et enregistrée et déposée dans la Chancellerie générale du royaume des Deux-Siciles, soit publiée avec les solennités ordinaires par tout le Royaume, par les autorités respectives, qui devront l'enregistrer et en garantir l'exécution.

Notre Ministre Chancelier du royaume des Deux-Siciles, est particulièrement chargé de veiller sur sa publication.

(*Signé:*) Ferdinand.

Le Sécrétaire d'état Ministre de grace et de justice.
(*Signé:*) Marquis Tommasi.

Le Sécrétaire d'état, Ministre Chancelier.
(*Signé:*) Marquis Tommasi.

onesti mezzi di sussistenza; o che vi abbiano avuta la residenza per cinque anni consecutivi, avendo sposata una nazionale. 1818

Art. II. Gli stranieri enunciati nel precedente articolo dovranno alla dimanda di naturalizzazione far precedere presso del sindaco del comune, ove dimorano, la dichiarazione di voler fissare il loro domicilio nel regno, ed unire alla stessa domanda il documento della loro maggior età.

Art. III. Del decreto di ammessione, che Noi faremo, sarà spedita, al naturalizzato una copia autentica; munito della quale egli si presenterà all' Intendente della provincia ove dimora, per prestare nelle di lui mani il giuramento di fedeltà.

Sarà preso notamento del decreto di ammessione, tanto ne' registri d'Intendenza, quanto in quelli del comune del domicilio; Facendosi menzione del prestato giuramento di cui sarà formato verbale.

Vogliamo e comandiamo che questa nostra legge da Noi sottoscritta, riconosciuta dal nostra Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia, munita del nostro gran sigillo, e contrassegnata dal nostro Segretario di Stato Ministro Cancelliere, e registrata e depositata nella Cancelleria generale del regno delle Due Sicilie, si pubblichi colle ordinarie solennità per tutto il detto regno, per mezzo delle corrispondenti autorità le quali dovranno prenderne particolar registro ed assicurarne l'adempimento.

Il nostro Ministro Cancelliere del regno delle Due Sicilie è particolarmente incaricato di vegliare alla sua publicazione.

Firmato, Ferdinando.

Il Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia	Il Segretario di Stato Ministro Cancelliere
Firm. Marchese Tommasi.	Firm. Marchese Tommasi.

Publicata in Napoli nel dì 17 di Gennajo 1818.

28.

1818 16 Mai *Convention relative à l'abolition réciproque du droit de retraite et de l'impôt d'émigration entre le Gouvernement Prussien et celui du Royaume des Deux-Siciles. Du 16 Mai 1818.*

(*Gesetz-Sammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* 1818. Nr. 11.)

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles, animés du désir de faciliter de plus en plus les communications entre Leurs sujets respectifs, et voulant écarter en conséquence tout ce qui peut y mettre quelque obstacle, ont résolu de conclure une Convention à l'objet d'abolir réciproquement dans Leurs Etats les droits d'aubaine et de retraite, ainsi que l'impôt d'émigration, et Ils ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse: Son Chambellan le Baron de Ramdohr, Conseiller privé de légation et Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Naples, et Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles, Son Excellence Monsieur D. Louis Loffredo Prince de Cardito, Son Gentilhomme de Chambre en exercice, Chevalier du grand ordre de St. Janvier, Conseiller dirigeant de Chambre du Conseil suprême de Chancellerie et président de la Commission de l'instruction publique lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, sont convenus des Articles suivans:

Art. I. En vertu de la présente Convention le droit d'aubaine (Jus Albinagii) est réciproquement aboli entre les Etats de S. M. le Roi de Prusse et ceux de S. M. le Roi du Royaume des Deux-Siciles.

Art. II. En cas d'exportation de biens, argent, ou autres propriétés mobiliaires de quelque nature que ce soit, hors des Etats de S. M. le Roi de Prusse dans ceux de S. M. le Roi du Royaume des Deux

Siciles, et vice versa, il ne sera perçu aucun droit 1818
de retraite (Gabella hereditaria), ni impôt d'émigration (census emigrationis) soit que l'exportation provienne d'émigration, succession, legs, dot, donation, soit qu'elle provienne de toute autre cause.

Art. III. Cette exemption s'étend sans égard à la différence de religion entre les sujets des deux Etats, non seulement sur les droits susmentionnés à verser dans les caisses de l'Etat ou du Souverain, mais aussi sur les droits susdits à verser dans les caisses des Communes, soit villes, soit bourgs, fondations pieuses, églises, couvens, abbayes, ordres de Chevalerie, jurisdictions patrimoniales, corporations et corps moraux quelconques, ou individus, en sorte que ni les caisses de l'Etat ni celles des Communes, villes ou bourgs, fondations pieuses, églises, couvens, abbayes, ordres de Chevalerie, jurisdictions patrimoniales, corporations et corps moraux quelconques ou individus, ne pourront exiger ou lever aucun des droits susmentionnés, ni sur les biens, ni sur l'argent, ni sur les propriétés mobiliaires qui seront à exporter des Etats respectifs.

Art. IV. Cette exemption ne s'étend point aux taxes ou impôts qui se lèvent actuellement ou qui pourroient être mis dans la suite, non pas exclusivement sur les biens et successions, qui sortent du pays, mais sur tous les biens, argens, propriétés mobiliaires ou successions en général dans l'un ou l'autre des deux Etats respectifs.

Art. V. L'exemption des droits indiqués dans les articles I. et II. ne regardant que les biens, argent et propriétés mobiliaires de quelque nature que ce soit, les lois émanées dans les Etats de Leurs Majestés le Roi de Prusse et le Roi du Royaume des Deux-Siciles au sujet des individus émigrans, de leurs devoirs personnels et de leur sujétion au service militaire, par lesquelles il est enjoint à tout sujet qui veut d'émigrer, d'en demander la permission à son Souverain, selon l'ordre établi, seront maintenues en pleine vigueur, nonobstant la présente convention.
A l'égard du service militaire et des autres devoirs personnels de l'emigrant, il est convenu qu'il sera apporté par cette stipulation aucune restriction.

j. le Ro

1818 *Convention relative*
16 Mai *droit de retraite*
entre le Gou
du Roy

ipote.
e sceau

(*Gesetz-*

16 Mai 1818.

(L. S.) *Le Baron*
(L. S.) LUDOVICO L.
Principe di C

Sa
du
f

convention a été ratifiée par S. M. le Roi de Pru
le 1er et par S. M. le Roi de Naples le 5 Août 1818.

29.

11 Juin. *Convention de cartel entre Sa Majesté le R de Prusse et Sa Majesté le Roi des Pays Bas, conclue à Berlin le* 11 *Juin* 1818.

(*Gesetz-Sammlung für die Königl. Preuss. Staat Jahrgang* 1819. p. 13.)

Une traduction allemande de cette convention trouve également.

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi d Pays-Bas étant convenus de conclure une Conv tion de cartel, et ayant pour cet effet muni Leurs pleins-pouvoirs:

Sa Majesté le Roi de Prusse: le Sieur Jean Lo de Jordan, Son Conseiller intime et actuel d'am sade, Chef de la seconde et troisième section Ministère des affaires étrangères, Chevalier de l'o de l'aigle rouge de la 2e classe et de la croix de 2e classe, Grand-croix de l'ordre de Ste Anne Russie, de celui du mérite civil de Bavière et

de l'étoil[illegible] [illegible]oit subis et de toutes 1818
Léo[illegible] [illegible]onstater la désertion.
[illegible]er

[illegible]ntes se concerteront
[illegible] des places frontières
[illegible]tre opérée.

[illegible]a) [illegible]ura donné lieu
[illegible]ilitai[illegible] [illegible]oursés de part
[illegible] l'aigle [illegible]tion qui sera
avoir éc[illegible] mention à
[illegible]ont convenus d[illegible] inclusive-
[illegible]re et l'en-
[illegible] I. Après l'échange [illegible] et sont
[illegible]ente Convention, tous les [illegible]r pour
des deux hautes parties seront re[illegible] cha-
d'autre.

Art. II. Seront réputés déserteurs non [illegible] ou les militaires de toute arme et de tout gra[illegible] quitteront leurs drapeaux, mais encore les indivi[illegible] qui, appelés au service actif de la Landwehr, de la milice nationale ou de toute autre branche militaire quelconque, ne se rendroient pas à l'appel et chercheroient à se réfugier sur le territoire de l'une des deux hautes parties contractantes.

Art. III. Sont exceptés de la restitution ou de l'extradition qui pourra être demandée en vertu des présentes :

a. les individus nés sur le territoire de l'Etat dans lequel ils auront cherché un asyle et qui, moyennant la désertion, ne feroient que rentrer dans leur pays natal;

b. les individus, qui après leur désertion auroient déja séjourné depuis deux ans dans les Etats de l'autre Souverain;

c. les individus qui, soit avant soit après leur désertion, se sont rendus coupables d'un crime ou délit quelconque, à raison duquel il y a lieu de les traduire en justice devant les tribunaux du pays où ils résident.

Néanmoins en ce cas l'extradition aura lieu après que le déserteur aura été acquitté ou aura subi sa peine.

1818 Les engagemens civils qu'un déserteur pourroit avoir contractés dans l'Etat de l'autre Souverain, ne pourront dans aucun cas motiver le refus de son extradition.

Art. IV. Les autorités qui voudront réclamer un déserteur, adresseront leurs réclamations à l'administration soit civile soit militaire, qui dans les deux pays se trouvera le mieux à portée d'y satisfaire. Les dites autorités réclamantes accompagneront leur réquisitoire du signalement des déserteurs, et dans le cas où l'on seroit parvenu à l'arrêter, l'autorité requérante en sera prévenue par un avis accompagné d'un extrait du registre du geôlier ou concierge de la prison où le déserteur aura été colloqué.

Art. V. Dans le cas où les déserteurs seroient encore porteurs de leurs armes ou revêtus de leurs équipemens, habillemens ou marques distinctives sans être munis d'un passeport, et de même dans tous les cas où il seroit constant, soit par l'aveu du déserteur, soit d'une manière quelconque, qu'un déserteur de l'une des hautes parties contractantes se trouve sur le territoire de l'autre, il sera arrêté sur le champ sans réquisition préalable pour être livré de suite entre les mains des autorités compétentes établies sur les frontières du territoire de l'autre Souverain.

Art. VI. Si par suite de la dénégation de l'individu arrêté ou autrement, il s'est élevé quelques doutes sur l'identité d'un déserteur, la partie réclamante ou intéressée devra constater au préalable les faits non suffisamment éclairés, pour que l'individu arrêté puisse être mis en liberté ou restitué à l'autre partie.

Art. VII. Dans tous les cas les déserteurs arrêtés seront remis aux autorités compétentes, qui feront effectuer l'extradition selon les règles déterminées par la présente Convention. L'extradition se fera avec les armes, chevaux, selles, habillemens et tous autres objets quelconques dont les déserteurs étoient nantis, ou qui auront été trouvés sur eux lors de l'arrestation. Elle sera accompagnée au surplus du procès-verbal de l'arrestation de l'individu,

des interrogatiores qu'il auroit subis et de toutes autres pièces nécessaires pour constater la désertion. 1818

Les hautes parties contractantes se concerteront ultérieurement sur la désignation des places frontières où la remise des déserteurs devra être opérée.

Art. VIII. Les frais, auxquels aura donné lieu l'arrestation des déserteurs, seront remboursés de part et d'autre à compter du jour de l'arrestation qui sera constaté par l'extrait, dont il est fait mention à l'article IV. jusqu'au jour de l'extradition inclusivement. Ces frais comprendront la nourriture et l'entretien des déserteurs et de leurs chevaux, et sont fixés à sept Stuvers argent d'Hollande par jour pour chaque homme, et à dix Stuvers par jour pour chaque cheval.

Il sera payé en outre par la partie requérante ou intéressée une prime ou gratification de sept Florins argent d'Hollande pour chaque homme et de soixante-quinze Florins même monnoie pour chaque cheval et son équipage, au profit de tous ceux qui seront parvenus à découvrir un déserteur, de sorte qu'il ait été livré entre les mains des autorités, ou qui auront contribué à la restitution d'un cheval et de son équipage.

Les sommes susdites pourront aussi être acquittées par les autorités compétentes en argent courant de Prusse, dans lequel cas le florin d'Hollande de vingt Stuvers sera compté à raison de treize gros et trois quarts courant de Prusse.

Art. IX. Les frais dont il est fait mention dans l'article précédent, seront acquittés immédiatement après l'extradition.

Les réclamations qui pourroient être faites à cet égard ne seront examinées qu'après que le payement aura été provisoirement effectué.

Art. X. Les hautes parties contractantes s'engagent mutuellement de prendre les mesures les plus convenables pour la répression de la désertion et pour la recherche des déserteurs. Elles feront usage à cet effet de tous les moyens que leur offrent les

1818 lois du pays, et Elles ſont convenues particulièrement:

a) à faire porter une attention ſcrupuleuſe ſur les individus inconnus qui franchiront les frontières des deux pays ſans être munis de paſſeports en règle;

b) à défendre ſévèrement à toute autorité quelconque d'enrôler ou de recevoir dans le ſervice militaire, ſoit pour les armées de terre, ſoit pour la marine, un ſujet de l'autre des hautes parties contractantes qui n'aura pas juſtifié par des certificats ou atteſtations en dûe forme qu'il eſt dispenſé du ſervice militaire dans ſon pays. La même meſure ſera applicable dans le cas, où l'une des hautes parties contractantes aura permis à une Puiſſance étrangère de faire des enrôlemens dans Ses Etats.

Art. XI. La préſente Convention eſt conclue pour le terme de ſix années, ſauf aux parties contractantes d'y faire tels changemens dont elles pourront convenir, et de la renouveler après l'expiration du dit terme.

Les ratifications de la préſente Convention ſeront échangées dans le délai de ſix ſemaines, ou plutôt ſi faire ſe peut, et ſon contenu ſera publié dans les deux Etats pour être obſervé et exécuté ponctuellement.

En foi de quoi nous, les Plénipotentiaires reſpectifs, l'avons ſignée et y avons appoſé le ſceau de nos armes.

Fait à Berlin le 11 Juin 1818.

(L. S.) (*Signé:*) de Jordan.

(L. S.) (*Signé:*) de Perponcher.

Cette convention a été ratifiée à Aix-la-Chapelle, le 18 Octobre 1818.

30.

Loi de navigation de S. M. le Roi du royaume des Deux-Siciles, publiée le 30 Juillet 1818.

1818 30 Juill.

(*Collezione delle Leggi e de' Decreti reali del Regno delle Due Sicilie* Anno 1818. No. 150.)

Legge di navigazione.

De' 30 di Luglio 1818.

Ferdinando I., per la Grazia di Dio Re del Regno delle Due Sicilie, di Gerusalemme ec. ec. infante di Spagna, Duca di Parma, Piacenza, Castro ec. ec. Gran Principe ereditario di Toscana ec. ec. ec.

Considerando essere del tutto indispensabile per la rappresentazione della nostra bandiera presso le Potenze straniere, che la navigazione di commercio di tutti i nostri dominj sia fondata sopra eguali basi, e diretta con unità di sistema;

Considerando altresì che la pace conchiusa colle Reggenze africane esiga la più esatta uniformità nelle carte di navigazione, per non compromettere i vantaggi proccurati a' nostri sudditi in quel trattato;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro delle finanze, e del nostro Segretario di Stato di marina;

Udito il nostro Consiglio di Stato;

Abbiamo risoluto di *sanzionare*, e *sanzioniamo* la seguente legge.

Art. I. La legge del dì 5 di luglio 1816 ed i decreti posteriori relativi alla navigazione di commercio ne' nostri dominj di quà del Faro restano aboliti. Restano egualmente aboliti ne' nostri dominj di là del Faro tutti i diritti di ancoraggio, salangaggio, lanternaggio, garita, o sia capitania di porto, spalmatura, frettatura, palo e mazza, guardianìa di porto, pala, porto, fortezza, licenza, credenziere, concia, carena, visita, assistenza, jus-passagieri, jus-forestieri, pennello, suste, passavanti, ed altri percepiti finora ne' differenti punti di Sicilia e conosciuti

1818 sotto i nomi generali di diritti marittimi: e ciò, tanto se sieno appartenenti alle dogane, marine, capitani de' porti, comandanti de' forti, castelli, ammiragliato, quanto alla polizia, alle dogane ex-baronali, comuni e corpi amministrati, ovvero a' possessori d'impieghi regj, o d'impieghi e diritti vendibili che, sotto qualunque denominazione, avessero rapporto a' diritti marittimi; dovendo unicamente riscuotersi que' diritti che sono descritti nella presente legge, così sopra i bastimenti nazionali, come stranieri, sotto pena di esser puniti i trasgressori come concussionarj.

Le spese inerenti alla navigazione saranno detratte da' diritti sostituiti nella presente legge, da' quali saranno anche prelevati, in seguito di liquidazione ed in vista di giusti titoli, i compensi spettanti a' detti particolari per l'efazioni che attualmente fanno su' bastimenti che navigano in detti nostri dominj.

L'anzidetta liquidazione di compenso diffinitivo dovrà aver luogo fra quattro mesi dalla data della presente legge: ed affinchè in questo frattempo restino anche salvi gl' interessi de' particolari che esigono de' diritti sopra alcuni rami di navigazione, saranno loro pagate le somme che avrebbero dovuto su tali rami riscuotere, secondo l'abolito sistema.

Il nostro Ministro delle finanze presenterà alla nostra approvazione un regolamento circa il metodo da tenersi nella suddetta liquidazione.

Art. II. A contare dalla pubblicazione della presente legge, la navigazione de' bastimenti di commercio di tutti i nostri dominj di quà e di là del Faro sarà diretta e regolata dalla nostra real marina; e quindi dipenderà da tal Ministro presso di Noi residente.

Art. III. Tutto ciò che nel medesimo ramo concerne gl' interessi dell' erario ed i mezzi di assicurarli, dipenderà dal Ministero delle finanze residente presso di Noi.

Art. IV. Per conseguire il doppio scopo di far prosperare la navigazione e garantire gl' interessi fiscali, sarà stabilita in Napoli una direzione generale composta dal direttore generale dell' ascrizione

marittima e dal direttore generale de' dazj indiretti. 1818
Essi potranno delegare, pel dettaglio del servizio, de' funzionarj di loro rispettiva dipendenza. Il direttor generale de' dazj indiretti renderà conto delle operazioni al nostro Segretario di Stato Ministro delle finanze, siccome il direttor generale dell' ascrizione marittima ne renderà conto al nostro Segretario di Stato di marina.

Art. V. Sotto la dipendenza della direzione generale enunciata nel precedente articolo, saranno stabilite nelle provincie al di quà del Faro delle Commessioni marittime composte dal comandante del distretto o dal sindaco marittimo colle funzioni di comandante di distretto, e da un controloro de' dazj indiretti; dipendendo quest' ultimo dal direttore dipartimentale.

Sotto la medesima dipendenza sarà stabilita in Palermo pe' dominj al di là del Faro una direzione composta dall' Intendente di quella gran dogana, da un capitano di vascello, e da un ispetor generale doganale che riempierà le funzioni di Segreterio con voto. Questa direzione renderà conto di tutte le operazioni alla direzione generale stabilita in Napoli.

Art. VI. Sotto la dipendenza della direzione di Palermo, vi saranno delle Commessioni marittime nelle Valli minori de' nostri dominj al di là del Faro; e ciascuna di tali Commessioni sarà provvisoriamente composta dal capitano del porto, e dove non vi si trovasse, da un uffiziale della marina, che sarà da Noi all' uopo destinato, e da uno de' principali impiegati doganali del capoluogo della Commessione.

Art. VII. Le Commessioni marittime, tanto pe' dominj al di quà del Faro, quanto per quelli oltre il Faro, saranno stabilite ne' capiluoghi descritti nello stato annesso alla presente legge, ed avranno nella loro dipendenza i sindaci marittimi e le dogane indicate nel medesimo stato.

Art. VIII. Il ramo della navigazione avendo due oggetti, l'uno politico, l'altro economico, allorchè il primo non verrà in contatto col secondo, sarà di assoluta attribuzione della marina: e del pari allorchè il secondo non verrà in contatto col primo, sarà

1818 di assoluta attribuzione della finanza. Ma quan gli oggetti saranno inseparabili, gli agenti della m rina e quelli delle dogane opereranno di concerto.

Atti di nazionalità.

Art. IX. Un bastimento per essere riputato n zionale e godere de' privilegj conceduti a' bastimen nazionali, dee appartenere in totalità ad individ del regno delle Due Sicilie domiciliati nel reg stesso.

E necessario ancora che il capitano e due ten almeno dell' equipaggio sieno nazionali, o natur lizzati con legittimi documenti.

Art. X. Chiunque vorrà far costruire un basti mento sarà tenuto di passarne la notizia in iscritt alla rispettiva Commessione marittima. Egli far anche nota la società che attende a questa intrapresa il tutto sotto pena di ducati tre a tonnellata di am menda in caso di contravvenzione.

Art. XI. I bastimenti di ogni specie addetti al commercio ed alla pesca, tanto nazionali, quanto forestieri, legittimamente acquistati da' sudditi del regno delle Due Sicilie debbono esser muniti di un atto di nazionalità, il quale esprima i nomi, il mestiere ed il domicilio de' proprietarj; il nome del bastimento e del porto al quale appartiene; il luogo in cui fu costruito, e se estero, che fu legittimamente acquistato; le dimensieni, la portata, la specie di esso ed il numero de' suoi alberi. Tali circostanze saranno accuratamente verificate dagl' impiegati locali dipendenti dalle Commessioni marittime.

Art. XII. Per ottenere un atto di nazionalità, il proprietario suddito del regno delle Due Sicilie dovrà esibire alla Commessione marittima della provincia o Valle minore, in cui trovasi il porto o la marina alla quale il legno appartiene,

1. Un certificato della portata del bastimento, rilasciato da un perito dell' arte, e vistato dal sindaco del comune;

2. la copia de' titoli del suo legittimo dominio ottenuta dal giudice locale, il quale attesterà in piede della stessa la legittimità e validità di detti titoli, e che la copia è conforme all' originale;

3. Se si tratta di bastimento forestiere legittimamente acquistato da suddito del regno delle Due Sicilie, oltre agli anzidetti documenti, il proprietario dovrà documentare con la bolletta doganale di avere su quel bastimento soddisfatto il dritto d'importazione stabilito nella tariffa doganale in vigore al di quà del Faro. 1818

Art. XIII. Dovrà in oltre il detto proprietario presentare alla medesima Commessione marittima una dichiarazione da lui firmata o crocesegnata in presenza di due testimonj, e concepita ne' seguenti termini:

Io . . . . . (suo nome, cognome, condizione e domicilio) *dichiaro ed affermo che il* . . . . (nome del bastimento e del luogo al quale appartiene) *è un* . . . (specie del bastimento e sua descrizione) *di tonnellate* . . . . , *il quale è stato costruito in* . . . . (luogo della sua costruzione, ovvero che è stato legittimamente acquistato); *che io ne sono l'assoluto proprietario o socio* . . . . (nomi, stati e domicilio degl' interessati); *che niun' altra persona vi vanta dritto, titolo, interesse, porzione, o proprietà; che sono suddito del regno delle Due Sicilie, egualmente che i suddetti associati* (se ve ne sono); *e che nessuno straniero ha interesse direttamente o indirettamente sul detto bastimento.*

Art. XIV. In seguito dell' esibizione de' documenti e della dichiarazione enunciata ne' precedenti articoli, la Commessione marittima incaricherà un impiegato di sua dipendenza, affinchè in unione degli agenti doganali si portino a bordo del legno a verificare la sua descrizione e portata.

Art. XV. La portata di un legno sarà misurata nel modo seguente.

1. Si prenda la lunghezza del ponte da una punta all' altra del bastimento per sopra la coverta.

2. Si prenda la lunghezza dalla ruota di prua a quella di poppa. Questa lunghezza sarà presa dallo sportello del timone al di sotto della coverta in linea retta fino alla prua. Dall' unione di queste due lunghezze si prenda la metà la quale sarà multiplicata per la larghezza massima del bastimento; e quindi

1818 questo prodotto sarà multiplicato per la massima altezza presa dal fondo della sentina fino al di sotto della coverta. Quest' ultimo prodotto sarà diviso per novantaquattro. Il quoziente indicherà il tonnellaggio.

Se poi un bastimento sarà ad un ponte o sia coverta, sarà presa la lunghezza massima del bastimento medesimo, la quale sarà multiplicata per la massima larghezza; ed il prodotto sarà multiplicato per la più grande altezza, e quindi sarà diviso per novantaquattro. Il quoziente indicherà il tonnellaggio.

Tutte le suddette misure saran prese in piedi parigini, i cui modelli saranno somministrati dalla direzione generale residente in Napoli.

Art. XVI. Dopo adempite tutte le formalità enunciate negli articoli precedenti, sarà rilasciato l'atto di nazionalità secondo il modello annesso alla presente legge; ed il proprietario dovrà pagare alla dogana del porto o della marina alla quale il legno appartiene, per dritti ciò che segue:

Per ogni bastimento di dieci tonnellate inclusive o meno	ducati	00.	50.
Da undici a venti inclusive . . .		1.	00.
Da ventuno a cento inclusive . . .		4.	40.
Da centuno a dugento *idem* . . .		8.	80.
Da dugentuno a trecento *idem* . . .		10.	00.
Da trecentuno a quattrocento *idem* .		13.	20.
Da quattrocentuno in sopra . . .		16.	50.

Art. XVII. Qualunque barca che serve soltanto nell' interno de' porti e su' fiumi, sarà esente dall' obbligo di prendere l'atto di nazionalità.

Le barche di ventisei palmi o meno che faranno traffico altrove, saranno munite del detto atto, ma senza pagamento di alcun dritto.

Art. XVIII. Pe' bastimenti i quali saranno construiti dal dì della pubblicazione della presente legge in avanti, dovrà in oltre pagarsi il dritto di construzione di carlini quattro a tonnellata: dritto dal quale saranno però essenti le barche di ventisei palmi o meno.

Art. XIX. Gli atti di nazionalità saranno firmati dal Ministro di marina e da' direttori generali della navigazione di commercio residente in Napoli: cor-

l'ordre de l'étoile polaire de Suède, Commandeur de l'ordre de Léopold d'Autriche et de celui du Danebrog de Danemarc, Chevalier de l'ordre de St. Wolodimir de la 3me classe de Russie et de celui de St. Charles d'Espagne; et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas: le Baron Henride Perponcher, Son Lieutenant-Général, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse, Commandeur de l'ordre militaire de Guillaume, Chevalier du grand ordre de l'aigle rouge; les dits Plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs sont convenus des articles suivans: 1818

Art. I. Après l'échange des ratifications de la présente Convention, tous les déserteurs des armées des deux hautes parties seront restitués de part et d'autre.

Art. II. Seront réputés déserteurs non seulement les militaires de toute arme et de tout grade, qui quitteront leurs drapeaux, mais encore les individus qui, appelés au service actif de la Landwehr, de la milice nationale ou de toute autre branche militaire quelconque, ne se rendroient pas à l'appel et chercheroient à se réfugier sur le territoire de l'une des deux hautes parties contractantes.

Art. III. Sont exceptés de la restitution ou de l'extradition qui pourra être demandée en vertu des présentes:

a. les individus nés sur le territoire de l'Etat dans lequel ils auront cherché un asyle et qui, moyennant la désertion, ne feroient que rentrer dans leur pays natal;

b. les individus, qui après leur désertion auroient déja séjourné depuis deux ans dans les Etats de l'autre Souverain;

c. les individus qui, soit avant soit après leur désertion, se sont rendus coupables d'un crime ou délit quelconque, à raison duquel il y a lieu de les traduire en justice devant les tribunaux du pays où ils résident.

Néanmoins en ce cas l'extradition aura lieu après que le déserteur aura été acquitté ou aura subi sa peine.

1818 I capitani che avranno profittato di un tale atto, oltre all' ammenda ed arresto enunciato di sopra, saranno dichiarati incapaci di comandare alcun bastimento: ed i proprietarj subiranno l'arresto e la perdita del bastimento il quale verrà confiscato.

Art. XXIV. E proibito, sotto le stesse pene prescritte nell' articolo precedente, di dare, vendere, cambiare o prestare l'atto di nazionalità, o di farne uso per un altro bastimento diverso da quello al quale fu conceduto.

Art. XXV. Se il bastimento che ha ottenuto l'atto di nazionalità, verrà predato dal nemico, o si sarà perduto, bruciato o venduto nel modo che verrà enunciato nell' articolo 42 e seguenti; il proprietario sarà obbligato, sotto le medesime pene, di esibire nel termine di tre, sei o nove mesi, secondo le distanze de' luoghi, l'atto di nazionalità nella Commessione marittima dalla quale è stato spedito; salvo il caso d'impossibilità giustificata.

Art. XXVI. Gli atti di nazionalità saranno depositati fral termine di 24 ore dall' arrivo de' legni nella dogana del luogo di approdo; e vi saranno conservati fino alla partenza de' medesimi, allorchè saranno restituiti a' capitani, in vista de' ruoli di equipaggio loro rilasciati dagli agenti dell' ascrizione marittima pe' dominj di quà del Faro, e da' capitani de' porti, o da altri incaricati locali, pe' dominj oltre il Faro.

Patenti.

Art. XXVII. Tutti i bastimenti del regno delle Due Sicilie saranno marcati di un numero e del nome del porto al quale appartengono.

Saranno in oltre muniti di una patente in conformità del modello annesso alla presente legge, nella quale veranno enunciati i detti numeri e nomi, e in oltre la data ed il numero dell' atto di nazionalità e tutte le circostanze nel medesimo contenute.

Art. XXVIII. Il dritto di patente sarà come siegue:

Per ogni bastimento di 10 tonnellate inclusive, o meno . . . . . duc. 1

Per ogni bastimento di 11 tonnellate a 50 *idem* 2

Da 51 a 160 inclusive 4

Da 161 in sopra 6

Art.

Art. XXIX. Qualunque barca che trafficherà soltanto nell' interno de' porti, o su' fiumi, sarà esente dall' obbligo di prendere la patente. 1818

Art. XXX. Le barche di ventisei palmi o meno, che trafficheranno altrove, saranno munite di patente, ma senza pagamento di alcun dritto.

Art. XXXI. Le patenti saranno rinnovate in ogni anno nel dì 1. di giugno, sotto pena, in caso di contravvenzione, di pagare il doppio dritto. Pe' legni che saranno costruiti a tutto novembre di questo anno, la patente sarà presa appena che saran lanciati in mare, e verrà rinnovata nel mese di giugno dell' anno 1819. Per quelli che saranno costruiti dal 1. di settembre a tutto maggio 1819, la patente sarà egualmente presa allorchè verran lanciati in mare; ma verrà rinnovata nel dì 1. di giugno dell' anno 1820.

La stessa norma sarà praticata pe' legni che verran costruiti negli anni successivi.

Art. XXXII. Per le firme di cui debbono essere munite le patenti, per la trasmessione e distribuzione di esse, e per la condizione che debbon portare onde avere il loro effetto, sarà osservata la stessa norma prescritta per gli atti di nazionalità nell' articolo 19.

Art. XXXIII. Se dopo la consegna dell' atto di nazionalità, il bastimento sarà cambiato di forma, o di misura nel tonnellaggio, dovrà anche cambiarsi la patente, per la quale si dovrà dal proprietario la metà del dritto indicato nell' articolo 28.

Art. XXXIV. Se la patente sarà dispersa, il proprietario sarà tenuto a giustificarlo per poterne ottenere un' altra, con pagare la metà del dritto indicato nell' articolo 28.

Art. XXXV. La patente non potrà essere cambiata, donata, prestata o venduta per altro bastimento diverso da quello al quale fu accordata, sotto le stesse pene enunciate negli articoli 23. e seguenti per simili contravvenzioni rispetto agli atti di nazionalità.

Art. XXXVI. I capitani de' bastimenti, a' quali è stata conceduta la patente, non avranno facoltà di sostituire altri in loro vece, fuorchè in caso di assoluta necessità, e sempre coll' approvazione degl'

1818 impiegati locali dipendenti dalle Commessioni marittime, i quali dovranno darne subito conto alle medesime.

Quando ciò segua ne' porti esteri, sarà necessaria l'approvazione del nostro console o viceconsole ivi residente; non potendosi in tali casi sostituire al comando del legno, che soli sudditi del regno delle Due Sicilie dichiarati padroni con foglio dell' ascrizione marittima: altrimente dovrà subeotrare al detto comando il pilota, ed in mancanza del medesimo il nostromo del bastimento.

Art. XXXVII. Di ogni sostituzione dovrà farsi notamento in dorso della patente, ed il medesimo verrà corroborato, se nel regno delle Due Sicilie, dalle firme degl' impiegati locali dipendenti dalle Commessioni marittime, se nell' estero, da quella del console o viceconsole.

Art. XXXVIII. Quelle patenti che spireranno per la loro durata mentre i legni si trovano in viaggio, saranno autorizzati da proroghe di consoli o viceconsoli nell' estero, e nel regno delle Due Sicilie dagl' impiegati locali dipendenti da le Commessioni marittime, fino all' arrivo del legno nel proprio porto ove la patente dovrà subito esser rinnovata. Le proroghe anzidette saranno notate in dorso della stessa patente.

Art. XXXIX. Se un bastimento si perderà, brucerà, sarà preso dal nemico o venduto nel modo che verrà prescritto nell' articolo 42. e seguenti, il proprietario sarà tenuto, sotto le medesime pene enunciate negli articoli 23. e seguenti, e ne' termini di tre, sei, o nove mesi, secondo le diverse distanze, ad esibire la patente all' offizio della Commessione marittima dalla quale fu rilasciata; salvo il caso d'impossibilità giustificata.

Art. XL. Le patenti saranno nello spazio di 24 ore dall' arrivo del bastimento depositate nel buro di dogana del luogo di approdo; e vi saran conservate fino alla partenza de' legni, allorchè saranno restituite a' capitani in vista de' ruoli di equipaggio enunciati nell articolo 26.

Art. XLI. Non sarà permesso ad alcun capitano o padrone di bastimento di prender patente, o

inalberare bandiera di altra Potenza, senza di una espressa nostra autorizzazione. 1818

In caso di contravvenzione i legni saranno confiscati, e i capitani sottoposti alla multa di ducati millecinquecento ed alla pena di due anni di carcere.

Proibizione di esportarsi i legni nazionali.

Art. XLII. Niun bastimento del regno delle Due Sicilie potrà esser venduto a' forestieri ne' porti esteri o ne' porti del regno: restando proibita l'estraregnazione di bastimenti nazionali sotto pena di ducati dieci per ogni tonnellata del legno venduto, oltre il pagamento del dritto di esportazione stabilito nella tariffa doganale in vigore ne' dominj di quà dal Faro.

Art. XLIII. Noi ci riserbiamo di autorizzarne la vendita all' estero, allorchè ci sembrerà conveniente sull' avviso del nostro Ministro delle finanze e di quello della marina.

Art. XLIV. La multa enunciata di sopra sarà indipendente da quelle comminate per la mancanza della restituzione in tempo opportuno dell' atto di nazionalità, e delle altre carte di navigazione.

Riscontrini.

Art. XLV. A tutti i proprietarj de' legni i quali navigheranno coll' atto di nazionalità e colla patente, sarà rilasciata la carta, giusta il modello annesso, di cui si fa menzione nel trattato colle Reggenze africane, che servir dee alla riconoscenza de' legni nazionali, detta comunemente *riscontrino*.

I riscontrini avranno un numero progressivo, il quale sarà notato sulla patente di navigazione.

Essi dovranno esser depositati e restituiti in tutti i casi ne' quali, secondo gli articoli precedenti, debbono restituirsi gli atti di nazionalità e le patenti, sotto le medesime pene.

Art. XLVI. I riscontrini non potranno esser cambiati, donati, prestati, o in altro modo qualunque alienati da' proprietarj che gli hanno ottenuti, sotto le stesse pene pecuniarie e di confisca stabilite

1818 in simili casi per gli atti di nazionalità e per le patenti. La pena del carcere però sarà di due anni.

Art. XLVII. I riscontrini saranno firmati dal nostro Segretario di Stato Ministro degli affari esteri.

Art. XLVIII. Per la trasmessione de' riscontrini e loro distribuzione sarà osservata la stessa norma prescritta per gli atti di nazionalità e per le patenti negli articoli 19 e 32.

Formalità pe' legni esteri che entrano ed escono da' porti del regno delle Due Sicilie.

Art. XLIX. Indipendentemente dalle formalità prescritte da' regolamenti generali pe' bastimenti stranieri che entrano ne' nostri porti, i capitani tra le 24 ore dal loro arrivo saranno tenuti di depositare la loro patente nella dogana, dalla quale se ne rilascerà la ricevuta.

Art. L. Sarà riscossa, per dritto di deposito, ricevuta e *visto*, la somma di grana cinquantacinque.

Art. LI. Se nel porto in cui approda il bastimento trovisi un console o viceconsole della nazione a cui appartiene, gl' impiegati doganali, dopo aver osservata la patente, e dopo aver riscosso l' enunciato dritto, la restituiranno al capitano, affinchè la trasmetta al console, o viceconsole.

In ogni altro caso la patente resterà depositata nella dogana, e non sarà restituita che fra le 24 ore che precederanno la partenza del bastimento, e dopo che saranno adempite tutte le formalità e pagati i dazj prescritti dalla presente legge.

Dritto di tonnellaggio.

Art. LII. Su' bastimenti nazionali o forestieri che approderanno ne' porti e rade del regno delle Due Sicilie, sarà riscosso un dritto di tonnellaggio; salve l' eccezioni che verranno in seguito enunciate.

Questo dritto è dovuto sul corpo de' bastimenti e non sul carico.

Dritto di tonnellaggio su' legni nazionali.

Art. LIII. Il dritto di tonnellaggio sarà pagato da' bastimenti nazionali fra tre giorni dal loro arrivo.

Art. LIV. I bastimenti nazionali di venti tonnellate inclusive, o meno, saranno esenti dal dritto di tonnellaggio, sia che viaggino da un luogo all' altro del regno, sia che viaggino per l' estero. 1818

Art. LV. I bastimenti nazionali al di sopra di venti tonnellate che viaggiano da un porto all' altro del regno, o per l' estero, pagheranno pel dritto di tonnellaggio grana quattro a tonnellata.

Art. LVI. I detti legni però ne saranno esenti, se i capitani o padroni dimostreranno colla bolletta della dogana di averlo già pagato nel corso del medesimo mese in altro porto, o marina del regno delle Due Sicilie.

Per ispiegazione del presente articolo, se il dritto di tonnellaggio sarà stato pagato nel giorno 1., 10 ec. del mese di luglio, non sarà più soddisfatto per tutto il 31 dello stesso mese, in qualunque altro porto o marina il bastimento giugnesse, sia da altro punto del regno, sia dall' estero.

Art. LVII. I legni nazionali al di sopra di venti tonnellate addetti al trasporto nel golfo ed isole di Napoli, e golfo di Palermo, de' carboni, della calce, delle legna da fuoco, degli spalatroni e pali per vigne, del vino, della neve, della pozzolana, della creta e delle pietre dolci e forti, saranno esenti dal dritto di tonnellaggio.

Saranno ugualmente esenti dal pagamento del medesimo dritto i legni nazionali al di sopra di venti tonnellate destinati su tutte le coste del regno al trasporto del brecciale necessario al mantenimento delle strade consolari.

Per godere però di una tale esenzione, i padroni o capitani de' legni enunciati nel presente articolo, dovranno essere muniti di un documento rilasciato dalla dogana del porto, al quale appartengono, con cui si dichiarino addetti al trasporto degl' indicati generi; e nel caso che intraprendano altri caricamenti senza averne ottenuto il permesso, saran confiscati e condannati ad una multa non minore di ducati cento, ne maggiore di ducati dugento.

Art. LVIII. Le barche nazionali al di sopra di venti tonnellate, addette alla pesca ne' rispettivi golfi,

1818 saranno del pari esenti dal dritto di tonnellaggio: ma qualora si recassero fuori del proprio golfo, in tal caso pagheranno il tonnellaggio ogni volta che i loro padroni avran fatto toccare la patente sanitaria in un altro punto del regno e dell' estero.

Queste barche debbono esser munite dello stesso documento enunciato nel precedente articolo, sotto le pene nel medesimo prescritte.

Art. LIX. I bastimenti che fossero obbligati ad entrare in uno de' porti del nostro regno per fortuna di mare o altra circostanza imperiosa, saranno esenti dal dritto di tonnellaggio, qualora non vi facciano alcuna operazione di commercio.

Non s' intendono per operazione di commercio gl' imbarchi e gli sbarchi di oggetti inserventi alla sussistenza dell' equipaggio, o alla manotenzione del legno.

Art. LX. Saranno del pari esenti dal medesimo dritto i legni, i quali fossero obbligati ad entrare in uno de' porti del nostro regno per avaria sofferta.

Qualora si sbarcasse però l' intero carico o parte di esso, l' esenzione non avrà luogo, se non quando i generi venissero dichiarati da esperti nominati di officio di non potersi più mettere in mare.

Art. LXI. I legni enunciati ne' due articoli precedenti, se per le cause ivi indicate giungessero in luogo de' dominj di quà del Faro, nel quale è proibito l' approdo per la legge del 1. di giugno 1817; siccome in questo caso dovrà decidersi giudiziariamente sulla contravvenzione nascente dal detto approdo, i capitani volendo partire prima di terminarsi il giudizio, dovranno dar cauzione per sicurezza della multa cui possono essere condannati: e tal cauzione sarà presa in tal caso anche per l' importo de' dritti di navigazione. Essa verrà annullata se il giudizio sarà favorevole a' detti capitani; se contrario, la somma verrà incassata.

Art. LXII. Allorchè i legni per le medesime cause giugneranno in luoghi ove in forza del cittato decreto l' approdo non è proibito; siccome in tal caso non dee instituirsi alcun giudizio, così l' esenzione dal dritto di tonnellaggio sarà accordata dagl' impiegati doganali in seguito di processo verbale da essi compilato in unione di quelli della marina e della

salute, con cui si riconosca per reale la fortuna di mare o altra circostanza imperiosa. Il processo verbale rimarrà presso la dogana. 1818

Art. LXIII. I legni che per la loro provegnenza saranno rifiutati dalla deputazione di salute, verranno esentati dal dritto di tonnellaggio.

Art. LXIV. Godranno la stessa esenzione i bastimenti di qualunque natura arenati ed abbandonati da' capitani, ancorchè si salvassero i loro carichi.

L'esenzione dal dritto di tonnellaggio, ne' casi enunciati in questo articolo e nel precedente, sarà accordata in seguito di processi verbali compilati nel modo prescritto coll' articolo 62.

Art. LXV. I legni parlamentarj e quelli che recassero plichi pel Governo, saranno ugualmente esenti dal dritto di tonnellaggio, qualora non abbiano a bordo alcuna quantità di mercanzia.

Art. LXVI. I legni corsari allorchè approdino voti, o co' bastimenti predati, o con mercanzie appartenenti alla preda, saranno esenti dal dritto di tonnellaggio. Ne saranno ugualmente esenti i legni predati da' detti corsari, dichiarati di cattiva preda, purchè i capitani non vendano nel regno l'intero carico o parte di esso.

Non ne saranno però esenti i legni predati da' corsari, dichiarati di buona preda.

Art. LXVII. Saranno del pari esenti dal dritto di tonnellaggio tutti i bastimenti di qualunque natura appartenenti alla nostra marina militare; quelli messi in requisizione o noleggiati dal Governo, durante però il tempo in cui presteranno servizio, e qualora il Governo medesimo ne paghi i soldi e ne nudrisca l'equipaggio.

L'esenzione però de' legni requisiti e noleggiati dal Governo verrà ordinata dal nostro Segretario di Stato Ministro delle finanze, dietro la communicazione e dimanda che gliene sarà fatta dal nostro Ministro della marina.

Art. LXVIII. I legni nazionali di qualunque portata, che dal luogo della loro costruzione giugneranno per la prima volta colla so a zavorra nel porto del regno, al quale saranno ascritti, e dove dov-

1818 ranno prendere l' atto di nazionalità e la patente, saranno anche esenti dal dritto di tonnellaggio.

In questo caso i bastimenti verranno accompagnati da bolletta a cautela fino all' anzidetto porto.

Art. LXIX. I legni nazionali saranno esenti dal dritto di tonnellaggio, quando, dopo aver levato porzione del loro carico e pagato il detto dazio, si recheranno in altri luoghi del regno per completare lo stesso carico.

Art. LXX. Saranno finalmente esenti dal dritto di tonnellaggio i bastimenti nazionali che si saranno nel loro viaggio semplicemente fermati fuori de' porti, senza fare alcuna operazione di commercio.

Dritto di tonnellaggio su' bastimenti forestieri.

Art. LXXI. I bastimenti forestieri, di qualunque portata essi sieno, che verranno in un porto del nostro regno delle Due Sicilie, quantunque vi dimorassero meno di 24 ore, dovranno pagare il dritto di tonnellaggio alla ragione di grana quaranta a tonnellata.

Art. LXXII. Il dritto suddetto debb' esser pagato immediatamente. Nondimeno per facilitare il commercio potrà esser conceduta a' capitani una dilazione non maggiore di trenta giorni, colla condizione però di dar buona e valida cauzione per l' ammontare del dritto medesimo. Ma se il soggiorno di un bastimento sarà minore di un mese, malgrado la dilazione conceduta, il dritto di tonnellaggio sarà riscosso prima della partenza del legno.

Art. LXXIII. Lo stesso dritto sarà dovuto da' bastimenti forestieri, quantunque fossero stati noleggiati dal Governo.

Art. LXXIV. Gli articoli da 59 a 66. e l'articolo 70 sono applicabili a' legni forestieri.

Art. LXXV. I bastimenti esteri da guerra saranno esenti dal dritto di tonnellaggio, qualora non fossero addetti al commercio: nel qual caso pagheranno, tanto il tonnellaggio, quanto ogni altro dritto di navigazione.

Non saranno considerati addetti al commercio quelli fra' detti bastimenti, i quali giungano in una

de' porti del regno a caricar generi per l'approvvigionamento delle flotte e delle squadre stazionate altrove, allorchè ne saranno da Noi stati autorizzati. 1818

Art. LXXVI. I bastimenti forestieri voti o carichi, dopo aver pagato la prima volta il dritto di tonnellaggio, pagheranno la metà del medesimo, salvo i casi enunciati negli articoli 59 a 66. e nell' articolo 70, in qualunque altro porto del regno ove approderanno, finchè abbian preso un carico di generi nazionali per l'estero.

Riattazione de' legni forestieri.

Art. LXXVII. Tutti i legni esteri che saranno tirati a terra nel regno delle Due Sicilie per riattarsi, pagheranno un dritto di carlini sei a tonnellata.

Bolletta di spedizione.

Art. LXXVIII. Sarà rilasciata ad ogni bastimento nazionale o forestiere, ch' entrerà o uscirà da un porto o marina del regno delle Due Sicilie, e che sarà stato sottoposto al pagamento di un altro dritto di navigazione, una bolletta di spedizione, giusta il modello annesso.

Art. LXXIX. La bolletta di spedizione pe' legni nazionali sarà pagata come segue:

Bastimenti di 10 tonnellate inclusive o meno, per ogni bastimento	ducati 00. 05.
Detti da 11 tonnellate a 20 inclusive .	00. 10.
Detti da 21 a 50 *idem*	00. 20.
Detti da 51 a 100 *idem*	00. 40.
Detti da 101 a 200 *idem*	00. 80.
Detti da 201 in sopra	1. 60.

Art. LXXX. La bolletta di spedizione pe' legni stranieri sarà pagata come segue:

Bastimenti di 50 tonnellate inclusive o meno	duc. 00. 88.
Detti da 51 a 100 inclusive	1. 65.
Detti da 101 a 200 *idem*	3. 30.
Detti da 201 in sopra	6. 60.

Art. LXXXI. Saranno esenti dal dritto di spedizione

1818 1. le barche nazionali addette alla pesca sulle coste del regno, salvo il caso in cui pagassero il tonnellaggio, giusta l'art. 58;

2. i legni nazionali al di sotto di 20 tonnellate: questi legni pagheranno il dritto suddetto solamente nell' atto che si rilascia loro la patente;

3. i legni di portata maggiore di 20 tonnellate adoprati esclusivamente al trasporto nel golfo ed isole di Napoli, e golfo di Palermo, tanto del carbone, della calce e delle legna da fuoco, degli spalatroni e pali per vigne, del vino, della neve, della pozzolana, della creta e delle pietre dolci e forti, quanto del brecciale necessario al mantenimento delle strade consolari su tutte le coste del regno;

4. i legni nazionali pe' quali si dimostrerà da capitani colla bolletta doganale di aver pagato il dritto di spedizione nel corso dello stesso mese, nel modo stesso che è stato prescritto nell' articolo 56 per la esenzione del tonnellaggio.

Passaporti.

Art. LXXXII. Qualunque bastimento forestiere che uscirà da' porti o dalle marine del regno delle Due Sicilie, sarà munito di un passaporto uniforme al modello annesso alla presente legge.

I passaporti saranno rilasciati dagl' impiegati delle dogane, e per ognuno di essi il capitano o padrone del bastimento dovrà pagare il dritto di ducato uno.

Disposizioni generali.

Art. LXXXIII. La disposizione dell' art. 56. e del numero 4. dell' articolo 81, co' quali è prescritto che debbono essere esenti del dritto di tonnellaggio e di spedizione i legni nazionali che sono stati sottoposti a tali dritti nel corso del medesimo mese, s'intende di dovere rimaner sempre in tutti i casi enunciati negli articoli 57, 67, 69 e 70. e ne' numeri 1. e 3. dell' articolo 81.

Art. LXXXIV. Per tutti i bastimenti di 200 tonnellate o più, che dal dì della pubblicazione della presente legge saranno costrutti in qualunque luogo de' nostri dominj di quà e di là del Faro, sarà accordata la franchigia de' dritti doganali su' due

primi carichi che essi eseguiranno per lo straniero di generi indigeni, eccettuati l'olio, la seta e la liquirizia. Resta in conseguenza abolita la così detta franchigia di *ritorno* sui legni, di cui si tratta, ne' nostri dominj al di là del Faro. 1818

Art. LXXXV. Per incoraggiare la costruzione de' bastimenti mattati a coffa, tutti coloro che faran costruire in qualunque luogo del nostro regno delle Due Sicilie legni mattati nel suddetto modo di 200 tonnellate o più, godranno un premio di venti tarì siciliani (due ducati napolitani) per ogni tonnellata della portata de' bastimenti medesimi.

Art. LXXXVI. Per non alterare in menoma parte i privilegj del portofranco di Messina, tutti i legni stranieri che dal 1. di settembre prossimo approderanno nel porto di Messina, saran sottoposti a' dritti di navigazione, come i bastimenti nazionali.

Art. LXXXVII. I proprietarj e padroni de' bastimenti de' dominj di quà del Faro, che alla publicazione della presente legge si troveranno di già muniti dell' atto di nazionalità e della patente, e di aver pagato i dritti in vigore per ottener tali carte, non saran tenuti a rinnovarle, nè a pagare nuovamente i dritti stabiliti per le medesime.

Art. LXXXVIII. I proprietarj e padroni de' bastimenti de' dominj di là del Faro, che alla pubblicazione della presente legge si troveranno di già muniti della patente reale, questa carta terrà luogo de' documenti enunciati nell' articolo 12, purchè però la proprietà del legno sia della persona che si enuncia nella suddetta patente.

Nel caso che la proprietà del bastimento appartenga, non a coloro che vengono enunciati nella patente reale, ma ad altri, dovran questi dichiararlo, onde le nuove carte di navigazione sieno rilasciate al vero proprietario o comproprietarj.

In mancanza di tale dichiarazione saranno sottoposti i contravventori alle pene stabilite nell' articolo 23.

Art. LXXXIX. In tutte le dogane del regno saranno stabiliti i registri per l'entrata ed uscita de' bastimenti, per la riscossione de' dritti di naviga-

1818 zione, per gli atti di nazionalità e patenti, pe' legni che saranno bruciati, perduti ec., giusta le istruzioni che saranno comunicate.

Art. XC. Tutti i capitani de' bastimenti, sieno nazionali, sieno forestieri, che entreranno ne' porti, rade ec. saranno tenuti fra le 24 ore dal loro arrivo a fare il loro costituto agl' impiegati della salute, delle dogane, della marina, se ve ne sieno, e della polizia, sotto pena non minore di ducati venticinque, nè maggiore di ducati trecento.

Nel detto costituto si farà menzione della provegnenza del legno, della natura del carico, della persona a cui è diretto, delle dimore, degli accidenti, delle notizie di mare, delle avarie, degl' incontri e de' rischi corsi; ed i capitani dovranno rispondere a tutte le dimande che loro saranno fatte, giusta il modello annesso alla presente legge.

Art. XCI. I capitani de' legni nazionali appena giugneranno ne' porti esteri, in cui vi sono nostri consoli, saran tenuti di presentarsi a' medesimi ed esibir loro l'atto di nazionalità, la patente ed il ruolo di equipaggio; facendo a' medesime un rapporto dell' accaduto nel corso della navigazione.

Art. XCII. Indipendentemente dalle carte enunciate nella presente legge, delle quali debb' esser provveduto ogni legno che esce da' porti o dalle marine del nostro regno, sia che navighi per l'estero, sia che navighi da un luogo all' altro del regno, e per qualunque commercio e industria, dee il capitano o padrone esser munito del ruolo di equipaggio.

Art. XCIII. La forma de' ruoli, le condizioni e gli obblighi degl' individui che compongono l'equipaggio, e quant' altro è relativo a quest' oggetto verrà sviluppato nelle istruzioni.

Art. XCIV. I contravventori alle disposizioni de' due articoli precedenti saranno soggetti alle pene prescritte negli articoli 28, 33 e 47. del nostro decreto del 1. d'agosto 1816.

Art. XCV. Non si lascerà partire alcun bastimento nazionale o forestiero, se prima il capitano

non avrà presentato alla deputazione di salute la bolletta di spedizione enunciata nell' articolo 78. 1818

Art. XCVI. Le contravvenzioni a tutti gli articoli precedenti saranno trattate co' metodi giudiziarj rispettivamente in vigore ne' dominj di quà e di là del Faro.

Art. XCVII. I prodotti delle ammende, confische, e transazioni saranno ripartiti co' metodi rispettivamente in vigore ne' dominj di quà e di là del Faro.

Art. XCVIII. La riscossione de' dritti di tonnellaggio e di bolletta di spedizione, stabiliti nella presente legge su' bastimenti esteri e nazionali, comincerà ad aver luogo dal dì 1. settembre prossimo.

Art. XCIX. I legni appartenenti a' nostri dominj di là del Faro, che alla pubblicazione della presente legge si troveranno in quei porti e marine, dovranno essere improrogabilmente provveduti delle nuove carte di navigazione, e pagare i dritti stabiliti per le medesime, meno quello di patente se l' abbiano di già pagato, per tutto il dì 30 di settembre di questo anno, sotto pena di un' oncia per ogni tonnellata del legno in contravvenzione.

I legni siciliani che nell' epoca suddetta si troveranno ne' nostri dominj di quà del Faro, dovranno egualmente essere provveduti delle nuove carte per tutto lo stesso dì 30 di settembre, sotto la medesima pena. I capitani o padroni di tali legni potranno domandarle ne' detti nostri dominj di quà dal Faro; ed in questo caso la direzione generale della navigazione di commercio darà le disposizioni opportune.

Finalmente pe' legni de' detti nostri dominj di là del Faro, che alla pubblicazione della presente legge si troveranno all' estero, resta accordato il termine di sei mesi per rientrare ne' porti e marine de' nostri dominj di quà e di là del Faro, e provvedersi delle nuove carte di navigazione: passato il qual termine, saran soggetti alla enunciata pena di ducati tre a tonnellata; eccetto il caso in cui riuscisse impossibile il ritornare in detto spazio di tempo, e fosse questa impossibilità provata con validi documenti.

1818 Art. C. I contabili delle dogane de' nostri dominj di là del Faro saran tenuti di trasmettere ogni mese il conto ed i risultati della percezione de' dritti di navigazione all' Intendente della gran dogana di Palermo, qual direttore della navigazione di commercio. Egli li farà verificare, stabilendo la corrispondente scrittura. In fine trasmetterà alla direzione generale in Napoli lo stato de' prodotti di ogni trimestre nel corso del mese susseguente.

L' Intendente terrà gli enunciati fondi alla disposizione del Ministro delle finanze residenti presso di Noi, per pagarsi i compensi di cui si fa menzione nell' articolo 1 della presente legge, e per far versare il di più nella tesoreria de' nostri dominj di là dal Faro.

Art. CI. Gl' impiegati di dogana saran tenuti, qualora ne fossero richiesti da quelli della nostra marina reale, di dare tutte le notizie di mare che essi potranno avere. E questi saranno obbligati di comunicare a' primi (d' ufficio) tutto ciò che potrà interessare le dette dogane.

Art. CII. Dovendo tutte le autorità concorrere al medesimo scopo, gl' impiegati di dogana, quelli della marina, quelli della salute e della polizia, si avvertiranno a vicenda de' legni che vengono ad approdare in qualunque punto del nostro regno, ed accorreranno immediatamente per eseguire le loro rispettive funzioni.

Disposizioni temporanee pe' soli legni stranieri che approdano ne' dominj di là del Faro.

Art. CIII. Fino al dì 31 d' agosto dell' anno 1821 saranno concedute le seguenti agevolazioni a' legni stranieri che approderanno ne' nostri dominj di là del Faro:

1. il dritto di deposito, ricevuta e *visto*, stabilito nell' articolo 50, non sarà riscosso per detto tempo;

2. il dritto di tonnellaggio, stabilito nell' articolo 71 a carlini quattro (tarì quattro siciliani) a tonnellata, sarà di carlini tre (tarì tre siciliani), durante il medesimo tempo;

3. il dritto di passaporto stabilito coll'articolo 82 non sarà riscosso fino alla detta epoca del dì 31 di agosto 1821, ma sarà rilasciata una tal carta a' capitani *gratis*; 1818

4. in vece del dritto di spedizione stabilito nell' articolo 80, sarà riscosso fino all' epoca stessa su' legni stranieri lo stesso dritto di spedizione fissato nell' articolo 79 pe' bastimenti nazionali.

Vogliamo e comandiamo che questa nostra legge da Noi sottoscritta, riconosciuta dal nostro Consigliere e Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia, munita del nostro gran sigillo, e contrassegnata dal nostro Consigliere Segretario di Stato Ministro Cancelliere, e registrata e depositata nella Cancelleria generale del regno delle Due Sicilie, si pubblichi colle ordinarie solennità per tutto il detto regno per mezzo delle corrispondenti autorità, le quali dovranno prenderne particolare registro ed assicurarne l'adempimento.

Il nostro Ministro Cancelliere del regno delle Due Sicilie è particolarmente incaricato di vegliare alla sua pubblicazione.

Napoli, il dì 30 di Luglio 1818.

Firmato, FERDINAND.

Le Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia.	*Le Segretario di Stato Ministro Cancelliere.*
Firm.	*Firm.*
MARCHESE TOMMASI.	MARCHESE TOMMASI.

Pubblicata in Napoli nel dì 3 di Agosto 1818.

1818

TARIFFA

de' diritti di navigazione pel regno delle Due Sicilie

BASTIMENTI NAZIONALI.	DAZJ di MONETA SICILIANA. Once.	Tarì.	Grana.	NAPOLITANA. Duc.	Grana.
***Diritto di costruzione, giusta l'art.* 18.**					
Bastimento di qualunque portata a tonnellata	„	4	„	„	40
***Diritto per l'atto di nazionalità, giusta l'art.* 16.**					
Per ogni bastimento di 10 tonnellate inclusive, o meno	„	5	„	„	50
Detto di 11 a 70 *idem*	„	10	„	1	„
Detto di 21 a 100 *idem*	1	14	„	4	40
Detto di 101 a 200 *idem*	2	28	„	8	80
Detto di 201 a 300 *idem*	3	10	„	10	„
Detto di 301 a 400 *idem*	4	12	„	13	20
Detto di 401 in sopra	5	15	„	16	50
Per l'atto di nazionalità, che si rilascia quando si sia disperso il primo, o quando il bastimento sia combiato di forma o di misura, si paga la metà del suddetto diritto giusta gli art. 12 e 21.					
***Diritto di annotazione, giusta l'art.* 20.**					
Per vendita, permuta, o trasmessione di proprietà, anche per causa di successione in tutto, o in parte	„	17	12	1	76
***Diritto di patente, giusta l'art.* 28.**					
Per ogni bastimento di 10 tonnellate inclusive, o meno	„	10	„	1	„
Detto da 11 a 50 inclusive . . .	„	20	„	2	„
Per ogni bastimento di 51 tonnellate a 160 inclusive	1	10	„	4	„
Detto da 161 tonnellate in sopra .	2	„	„	6	„
Per la patente che si rilascia, quando si sia disperso la prima, o quando il bastimento sia cambiato di forma o di misura, si paga la metà del suddetto diritto, giusta gli articoli 33 e 34.					

Diritto

1818

	DAZJ di MONETA SICILIANA. Oncie	Tarì	Grana	NAP.a Due	Grana
***Diritto di tonnellaggio, giusta l'art.* 55.**					
Bastimenti che viaggiano da un punto all' altro del regno o per l'estero, a tonnellata	„	„	08	„	04
***Diritto di spedizione, giusta l'art.* 79.**					
Per ogni bastimento di 10 tonnellate inclusive o meno	„	„	10	„	05
Idem di 11 a 20 *idem*	„	1	„	„	10
Idem di 21 a 50 *idem*	„	2	„	„	20
Idem di 51 a 100 *idem*	„	4	„	„	40
Idem di 101 a 200 *idem*	„	8	„	„	80
Idem di 201 in sopra	„	16	„	1	60
BASTIMENTI FORESTIERI.					
***Diritto di deposito, ricevuta e visto, giusta l'art.* 50.**					
Per ogni bastimento	„	5	10	„	55
***Diritto di tonnellagio, giusta l'art.* 71.**					
Bastimento di qualunque portata .	„	4	„	„	40
***Mezzo diritto di tonnellaggio, giusta l'art.* 76.**					
Bastimento di qualunque portata, a tonnellata	„	2	„	„	20
***Diritto di passaporto, giusta l'art.* 82.**					
Per ogni passaporto	„	10	„	1	„
***Diritto di riattazione, giusta l'art.* 77.**					
Bastimenti di ogni portata, a tonnellata	„	6	„	„	60
***Diritto di spedizione, giusta l'art.* 80.**					
Per ogni bastimento di 50 tonnellate inclusive, o meno	„	8	16	„	88
Detto da 51 a 100 *idem* . . .	„	16	10	1	65
Detto da 101 a 200 *idem* . . .	1	3	„	3	30
Detto da 201 in sopra	2	6	„	6	60

NOTA. L'esenzioni de' dritti notati nella presente tariffa sono enunciate nella legge alla quale è annessa.

31.

1818 23 Dec. *Conventions d'Etappes conclues entre la Prusse et divers Etats de l'Allemagne en* 1818.

1.

Durchmarsch- und Etappen-Convention, abgeschlossen zwischen Preussen und Braunschweig am 23. *December* 1817., *und ratificirt am* 12. *Januar* 1818.

(*Gesetz-Sammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* Jahrg. 1819. Nr. 2.)

In Gemässheit des Wunsches Seiner Majestät des Königs von Preussen und Sr. Königlichen Hoheit des Prinz Regenten des vereinigten Königreichs Grossbritannien und Irland, wie auch des Königreichs Hannover, in Ihrer Eigenschaft als Vormund Sr. Durchlaucht des minorennen Herzogs Carl Friedrich August Wilhelm von Braunschweig-Lüneburg, diejenigen Bestimmungen, welche die Einrichtung einer durch das Gebiet des Herzogthums Braunschweig führenden Militärstrasse für die Königl. Preussischen Truppen nöthig macht, vermittelst gemeinschaftlicher Verabredungen festsetzen zu lassen; ist unter Vorbehalt Höchster Ratification von den zu diesem Geschäfte speciell committirten und bevollmächtigten Unterzeichneten, namentlich dem Freiherrn von Wolzogen, Königl. Preussischen Generalmajor, Ritter des Königl. Preussischen Ordens pour le mérite, des Kaiserl. Russischen St. Annenordens 1ster Classe, des Grossherzogl. Weimarschen weissen Falkenordens 1ster Classe, Commandeur des Kaiserl. Oesterreichischen St. Leopoldordens und Ritter des Königl. Baierischen Max-Josephordens; und dem Freiherrn von Ompteda, Königl. Grossbritannisch-Hannöverschen Geheimen Rath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königl. Preussischen Hofe, Ritter des Königl. Preussischen

grofsen rothen Adlerordens und Commandeur des Königl. Grofsbritannifch-Hannöverfchen Guelphen-Ordens, Nachftehendes auf das Verbindlichfte verabredet und abgefchloffen worden. 1818

§. 1. Die Linie der Militärftrafse, welche über Halberftadt und Hildesheim führt, berührt in den Herzogl. Braunfchweigifchen Landen den Haupt-Etappenort Wolfenbüttel, mit den unter folgenden Beftimmungen dazu gelegten Etappen-Bezirken:

1. Für kleinere Durchmärfche unter dem Beftande eines ganzen Bataillons oder Efcadron werden der Etappe Wolfenbüttel folgende Ortfchaften zugelegt, nämlich: Linden, Wendeffen, Grofs-Stöckheim, Thiede, Fümmelfe, Atzum und Ahlum;

2. Für Durchmärfche eines oder mehrerer Bataillons und Efcadrons werden aufserdem noch hinzugefügt die Ortfchaften: Grofs-Denkte, Klein-Denkte, Apelnftedt, Neindorf, Leinde, Immendorf, Adersheim, Drütte, Beddingen, Geitelde, Steterburg und Nortenhoff, Bleckenftedt, Sauingen und Uefingen.

Die Entfernung beträgt, von Wolfenbüttel nach Grofs-Laferde $3\frac{5}{8}$ Meile, von Wolfenbüttel nach Dardesheim 4 Meilen.

§. 2. Die durchmarfchirenden Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detafchements bis 50 Mann (welche in Baracken oder Ordonnanzhäufer kommen, fobald diefelben eingerichtet find), find gehalten, nach jedem als zum Bezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiefen wird, es fey denn, dafs diefelben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit fich führen. Diefen Transporten, nebft der zur Bewachung erforderlichen Mannfchaft, müffen ftets folche Ortfchaften angewiefen werden, welche hart an der Militärftrafse liegen. Andere Ortfchaften, als die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiefen werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeecorps in ftarken Echellons marfchiren. In folchen Fällen werden fich die mit der Dislocation beauftragten Officiere mit den Etappenbehörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

1818 §. 3. Die durchmarschirenden Truppen können bloſs Ein Nachtquartier verlangen. Ruhetage oder ein noch längerer Aufenthalt findet nicht ſtatt.

§. 4. Sämmtliche durch die Herzogl. Braunſchweigiſchen Lande marſchirende Truppen müſſen auf der genannten Militärſtraſse mit genauer Berückſichtigung des nunmehro feſtgeſtellten Etappen-Hauptortes inſtradirt ſeyn, indem ſie ſonſt weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anſpruch machen können. Sollten etwa in der Folge abweichende Beſtimmungen nothwendig werden, ſo kann nur in Gefolge einer Vereinigung beider contrahirenden hohen Theile eine Aenderung darunter erfolgen.

§. 5. Was die Einrichtung der Marſchrouten betrifft, ſo können die Marſchrouten für die Königl. Preuſsiſchen Truppen, welche durch die Herzogl. Braunſchweigiſchen Lande marſchiren, nur von dem Königl. Preuſsiſchen Kriegs-Miniſterio und dem General-Commando in Sachſen oder Weſtphalen mit Gültigkeit ausgeſtellt werden. In den von den oben erwähnten Behörden auszuſtellenden Marſchrouten, iſt die Zahl der Mannſchaft (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu beſtimmen.

§. 6. Insbeſondere iſt darauf zu achten, daſs die Behörden von den Truppenmärſchen frühzeitig genug in Kenntniſs geſetzt werden, und es wird in dieſer Hinſicht Folgendes beſtimmt.

Die Detaſchements unter 20 Mann können nur den 1ſten und 15ten eines jeden Monats von dem letzten Preuſsiſchen Haupt-Etappenorte abgehen (widrigenfalls ſie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), ſollen aber nie ohne einen Vorgeſetzten marſchiren. Den Detaſchements bis zu 50 Mann iſt Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuſchicken, um bey der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft gröſserer Detaſchements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Eſcadron, muſs die Etappenbehörde wenigſtens 3 Tage vorher benachrichtigt werden. Wenn ganze Bataillons, Eſcadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marſchiren, ſo muſs nicht allein die Etappenbehörde wenigſtens

8 Tage zuvor benachrichtigt werden, sondern es soll auch die Herzogl. Braunschweigische Regierung wenigstens 8 Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Aufserdem soll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, dem Corps ein commandirter Officier wenigstens 5 Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Gestellung der Transportmittel u. s. w. mit der die Direction über die Militärstrafse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen am Etappen-Hauptorte für das ganze Corps zu treffen. Dieser commandirte Officier mufs von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w., sehr genau instruirt seyn. 1818

§. 7. Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militärpersonen, wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bey den Einwohnern oder in den Baracken oder Ordonnanzhäusern, deren Anlage der Herzogl. Braunschweigischen Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Baracken oder Ordonnanzhäusern bestehen für den Unterofficier und Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken oder Ordonnanzhäusern zufrieden zu seyn, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmäfsig zu fordern berechtigt ist.

§. 8. Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäfs bey den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappenbehörde und gegen auszustellende Quittung der Commandirenden die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll. Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgesetzt, dafs der Officier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden seyn mufs. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths wie übermäfsigen

1818 Forderungen von Seiten der Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt.

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, sey es bey dem Einwohner oder in den Baracken (Ordonnanzhäusern), verlangen: 2 Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ½ Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört, des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Caffee zu fordern; dagegen sollen die Ortsobrigkeiten dafür sorgen, dass hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden ist, und dass der Soldat nicht überthenert wird. Die Subaltern-Officiere bis zum Capitain excl. erhalten, ausser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ½ Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends bey jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird. Morgens zum Frühstück Caffee, Butterbrod und ⅛ Quart Branntwein. Der Capitain kann ausser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen.

§. 9. Für diese Verpflegung wird nach vorgängiger Liquidation von dem Königl. Preussischen Gouvernement folgende Vergütung bezahlt:

Für den	Soldaten	4	Ggr.	Gold,
—	Unterofficier . .	4	—	—
—	Subaltern-Officier .	12	—	—
—	Capitain . . .	16	—	—

Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten, wo dieses nicht thunlich seyn sollte, bezahlt der Staabsofficier 1 Rthlr. Gold, der Oberste und General 1 Rthlr. 12 Ggr., wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muss. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar berichtigt.

§. 10. Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte

jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden 1818
können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder, gleich den Soldaten, gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

§. 11. Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten unterwegs krank werden, dergestalt, dass sie nicht füglich gleich weiter transportirt werden könnten, so sollen dieselben auf Kosten des Königl. Preussischen Gouvernements in einem dazu geeigneten Hospitale untergebracht, verpflegt und ärztlich behandelt werden, worüber man sich mit dem Königl. Preussischen Etappen-Inspector zu Hildesheim berechnen wird.

§. 12. Die Etappenbehörde und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bey der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bey nachdrücklicher Strafe zu untersagen, dass die Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen, und ihre Pferde hineinbringen lassen.

§. 13. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus einem im Etappen-Hauptorte zu etablirenden Magazine in Empfang genommen, und die dabey etwa entstehenden Streitigkeiten werden von der Etappenbehörde sofort regulirt. Wollen die Gemeinen die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit freysteht, oder machen die Umstände es in dem zum Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortschaften nothwendig, dass, weil die Fourage aus dem Etappenmagazin nicht geholt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen, so hat ebenfalls ein Commandirter des Detaschements die Fourage zur weitern Distribution von der Ortsobrigkeit in Empfang zu nehmen. Von den Quar-

1818 tierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden.

§. 14. Die Lieferung der Rationen soll in einem von dem Königl. Preussischen Etappeninspector zu Hildesheim zu bestimmenden Zeitraume in desselben oder seines Bevollmächtigten Gegenwart durch die Herzogl. Braunschweigische Behörde licitirt, und den Mindestfordernden übertragen werden. Der Königl. Preussische Etappeninspector kann darauf antragen, dass ein zweyter Licitationstermin anberaumt wird, wenn ihm die Preise zu hoch scheinen, welches die Herzogl. Braunschweigische Behörde nicht verweigern kann. In denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht aus dem Magazine genommen, sondern besonderer Umstände wegen, von der Ortsobrigkeit geliefert ist, erhält diese denselben Preis, welchen der Lieferant erhalten haben würde, wenn aus dem Magazine fouragirt wäre.

§ 15. Die durch die Fourage-Lieferung wie auch die übrigen, durch die Mundverpflegung und Gestellung des Vorspanns entstehenden Kosten, werden vierteljährig berechnet, und von dem Königl. Preussischen Gouvernement baar berichtigt. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenseitigen Behörden, werden sich über die Form des Rechnungswesens noch weiter verständigen und einigen.

§. 16. Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militärpersonen, welche unterwegs erkrankt sind, können ausserdem und zwar gegen Quittung und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappen-Hospital Anspruch machen.

§. 17. Wenn bey Durchmärschen starker Armeecorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur der in einem Orte

bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dies muss aber durch eine schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bey der Gestellung sogleich zu ertheilende Quittung sorgen wird. Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weise Wagen- oder Reitpferde für sich requiriren; es sey denn, dass sie sich durch eine schriftliche Ordre des Regimentscommandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können. 1818

§. 18. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h., von dem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Gestellung bleibt den Herzogl. Braunschweiglschen Behörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen, dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zu gehöriger Zeit eintreffen.

§ 19. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisende Militärpersonen, welche auf der Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen.

§. 20. Den betreffenden Officieren wird es bey eigener Verantwortung zur besondern Pflicht gemacht darauf zu achten, dass die Wagen unterweges nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dass die Fuhrleute keiner üblen Behandlung ausgesetzt sind.

§. 21. Als Vergütung für den Vorspann wird von dem Königl. Preussischen Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von 6 Ggr. Gold bezahlt.

§. 22. Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere wird der Entfernung des Etappen-Hauptorts, nach der oben angegebenen Entfernung,

1818 bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht.

§. 23. Die Fussboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, viel weniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation, welche jedesmal dem Königl. Preussischen Etappen-Inspector in Hildesheim vorzulegen ist, um die Richtigkeit der angegebenen Entfernungen zu prüfen und zu attestiren, soll das Botenlohn für jede Meile mit 4 Ggr. Gold vergütet werden, wobey der Rückweg nicht gerechnet wird.

§. 24. Um die gute Ordnung auf den Etappen aufrecht zu erhalten, ist in Hildesheim ein Königl. Preussischer Etappen-Inspector angestellt worden, dessen Bestimmung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidation Sorge zu tragen, und etwanigen Beschwerden so viel wie möglich abzuhelfen. Besagter Etappen-Inspector wird auch die Etappe Wolfenbüttel unter seiner Inspection haben. Er hat aber keine Autorität über die Herzogl. Braunschweigischen Unterthanen. Dem Etappen-Inspector wird die Portofreyheit bey Dienstsiegel und Contrasignatur der Briefe zugestanden.

§. 25. Sollten hin und wieder Differenzen zwischen dem Bequartierten und dem Soldaten entstehen, so werden dieselben von der Etappenbehörde und den commandirenden Officieren, wie auch von dem oben erwähnten Etappen-Inspector gemeinschaftlich beseitigt. Die Etappenbehörde ist berechtigt, jeden Unterofficier und Soldaten, welcher sich thätliche Misshandlungen seines Wirths oder eines andern Unterthanen erlaubt, zu arretiren, und an den Commandirenden zur weitern Untersuchung und Bestrafung abzuliefern.

§. 26. Der Herzogl. Braunschweigischen Etappenbehörde wird es noch zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wege stets im guten Stande erhalten werden, und überhaupt hat dieselbe ihre stete

Sorgfamkeit darauf zu richten, dafs es den durchmarfchirenden Truppen an nichts fehle, was diefelben mit Recht und Billigkeit verlangen können, über welchen Gegenftand der Königl. Preufsifche Etappen-Infpector zu Hildesheim gleichfalls zu wachen hat, und bey den Landesbehörden Befchwerde führen kann. 1818

§. 27. Die commandirenden Königl. Preufsifchen Officiere fowohl, wie die Etappenbehörde zu Wolfenbüttel, find anzuweifen, ftets mit Eifer und Ernft dahin zu trachten, dafs zwifchen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geift der Eintracht erhalten werde, und dafs die Einwohner in Beziehung auf ihre deutfchen Brüder willig diejenigen Laften tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten fehr gemildert werden können.

§. 28. Die vorftehende Etappenconvention wird von dem 1. Januar 1817. an gerechnet, und foll auf 10 Jahre von befagtem Dato als gültig abgefchloffen feyn. Es wird dabey feftgefetzt, dafs für den Fall eines, in diefer Periode eintretenden Krieges, den Umftänden nach, die etwa nothwendigen abändernden Beftimmungen durch eine befondere Uebereinkunft regulirt werden follen.

§. 29. Uebrigens find die beiden hohen contrahirenden Theile übereingekommen, wegen der Liquidation während der Zeit des Aufenthalts der Occupationsarmee in Frankreich, fo wie auch bey dem dereinftigen Rückmarfche der aus Frankreich zurückkehrenden Armeecorps, diefelben Stipulationen eintreten zu laffen, welche dieferhalb zwifchen der Königl. Preufsifchen und der Königl. Grofsbritannifch-Hannöverfchen Regierung durch gegenfeitige Uebereinkunft find feftgefetzt worden.

Zu Urkund deffen ift diefes Durchmarfchreglement in duplo ausgefertigt, und unter Vorbehalt höchfter Ratification vollzogen, und gegen einander ausgewechfelt worden.

So gefchehen Berlin, den 23. December 1817.

(L. S.)	(L. S.)
LUDWIG *Freiherr* v. WOLZOGEN.	LUDWIG CONRAD GEORG *Freiherr* v. OMPTEDA.

Cette convention a été ratifiée par S. M. le Roi de Prusse à Berlin le 12 Janvier 1818.

2.

1818 12 Nov. *Durchmarsch- und Etappen-Convention, abgeschlossen zwischen Preussen und Anhalt-Bernburg am 12. November 1818., und ratificirt am 17. December 1818.*

(Ibidem 1819. Nr. 3.)

Da Preussen seiner geographischen Lage wegen genöthigt ist, zur Unterhaltung der Verbindungen mit den resp. Provinzen untereinander, nach verschiedenen Richtungen hin, mit den betreffenden Truppenabtheilungen fremdherrliche Gebiete zu berühren, Seine Majestät der König von Preussen aber den Wunsch hegen, dergleichen unvermeidliche Militärstrassen, so wie alle übrige darauf Bezug habende Bestimmungen zwischen Allerhöchst-Ihnen und den dabey betheiligten Regierungen in eben der Art tractatenmässig festgestellt zu sehen, wie dies bereits zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen und mehrern andern deutschen Bundesstaaten geschehen; die Lage des Gebiets des Herzogthums Anhalt-Bernburg aber von der Art ist, bey den in der nachgehends bezeichneten Richtung sich ereignenden Preussischen Truppenmärschen nicht umgangen werden zu können;

So haben Seine Majestät der König von Preussen und Seine Durchlaucht der älteste-regierende Herzog zu Anhalt, Herzog zu Anhalt-Bernburg, gegenseitig verordnet, alles dasjenige zu verabreden, festzusetzen und zu beschliessen, was zur Erreichung des obengedachten Endzwecks führt, und deshalb zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen, den Grafen von Lottum, Ihren Staatsminister und Generallieutenant, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens Erster Classe, des Verdienstordens und des eisernen Kreuzes zweyter Classe, des Kaiserlich-Russischen St. Annenordens Erster Classe, Commandeur des Kaiserlich-Oestreichischen St. Leopoldordens, des Königlich Französischen pour le mérite militaire und des Königlich Baierschen Ordens der Baierschen Krone;

Seine Durchlaucht der älteſt-regierende Herzog zu Anhalt, Herzog zu Anhalt-Bernburg, den Generalmajor von L'Eſtocq, Ihren Miniſter-Reſidenten zu Berlin, Ritter des Königlich-Preuſsiſchen Militär-Verdienſt-Ordens und des rothen Adlerordens dritter Claſſe, welche, nach Auswechſelung ihrer Vollmachten, unter Vorbehalt höchſter Ratification, Folgendes verbindlich verabredet und abgeſchloſſen haben. 1818

I. *Feſtſtellung der Straſsenzüge.*

§. 1. Die Anhalt-Bernburgſche Regierung geſtattet den Preuſsiſchen Truppenabtheilungen und Militärtransporten den freyen Durchzug durch ihr Gebiet, wenn ſie, nach dem Zwecke ihres Marſches, folgende Straſsen verfolgen müſſen:

A. *Von Magdeburg nach Wittenberg und umgekehrt.*

Dieſe Militärſtraſsenlinie berührt im Herzogthum Anhalt-Bernburg die Stadt Koswig als Haupt-Etappenort, weſshalb Folgendes feſtgeſetzt wird:

1) Die Beſtimmung des dieſem Etappenplatze beyzulegenden Arrondiſſements bleibt auf die Bedingung, daſs die zu bequartierenden Ortſchaften nicht über Eine halbe Meile weit von der Straſse abgelegen ſeyn dürfen, dem Ermeſſen der Landesbehörde überlaſſen, und ſind dann die durchmarſchirenden Truppen gehalten, nach jedem als zum Etappenbezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewieſen wird; es ſey denn, daſs dieſelben Artilleriemunitions- oder andere bedeutende Transporte mit ſich führen, welche nebſt der zur Bewachung erforderlichen Mannſchaft ſtets in ſolche Orte gewieſen werden müſſen, welche hart an der Straſse liegen.

2) Da Preuſsiſche Truppenmärſche auf dieſer Straſse nur ſelten und in unbedeutenden Abtheilungen vorkommen; ſo werden in Betreff des Etappenorts und Bezirks Koswig dauernde Etappen- und Verpflegungseinrichtungen nicht für nöthig erachtet.

3) Bey trocknen guten Wegen und zur Zeit der langen Tage des Frühlings und Sommers werden die Truppen in Einem Marſche von Leitzkau nach Roſslau, und eben ſo wieder von da in Einem Mar-

1818 sche nach Wittenberg instradirt, dergestalt, dass im Etappen-Arrondissement Koswig kein Nachtquartier gehalten wird, wenn nicht besondere Umstände das Gegentheil nöthig machen.

4. Für die Herbst- und Winterzeit und bey kurzen Tagen werden dagegen die Truppen von Leitzkau auf Zerbst, von Zerbst auf Koswig und von Koswig auf Wittenberg instradirt. Um den starken Marsch von Zerbst nach Koswig zu erleichtern, wird bey letzterm Orte das Etappenarrondissement möglichst aus gegen Zerbst liegenden Ortschaften bestehen.

5. Die Entfernung von Zerbst nach Koswig wird auf 4 Meilen, und von Koswig nach Wittenberg auf 2 Meilen und umgekehrt hierdurch angenommen und festgesetzt.

B. *Von Magdeburg auf Halle und umgekehrt.*

1. Auf dieser über Bernburg führenden Strasse wird innerhalb des Anhalt-Bernburgschen Gebiets in der Regel kein Nachtquartier gehalten, da der Marsch durch dasselbe füglich in Einem Tage, ohne grosse Beschwerde für das Militär zurückgelegt werden kann.

2. Des Endes sind ohnweit der Herzogl. Gebietsgrenzen zu Preussischen Etappen, im Merseburgschen Regierungsbezirk die Stadt Könnern, und im Magdeburgschen Regierungsbezirk die Stadt Kalbe, gewählt. Nur bey Ueberschwemmungen können die Truppen nicht auf Kalbe, sondern sie müssen auf Förderstädt dirigirt werden. Für unvorhergesehene Fälle werden den Etappenorten Könnern, Kalbe und Förderstädt einige benachbarte Anhalt-Bernburgsche Ortschaften zur eventuellen Aushülfe im Allgemeinen hierdurch zugestanden. Die Regierungen zu Magdeburg und Merseburg vereinigen sich desfalls in jedem speciellen Falle mit der betreffenden Herzoglichen Landesbehörde.

3. Bey sich ereignenden Unfällen verpflichtet sich jedoch die Anhalt-Bernburgsche Regierung, den marschirenden Truppen durch Hülfspferde und andere nicht vorherzusehende, aber nothwendige und nicht zu umgehende Leistungen, freundnachbarlich

zu Hülfe kommen zu lassen, ihr Fortkommen und das der hin- und rückgehenden Anspänner auf alle Weise zu erleichtern, und überhaupt alles das zu thun, was das zwischen beiden Regierungen bestehende freundschaftliche Verhältniss erhalten und befördern kann. 1818

4. Sollte der Fall eintreten, dass ein marschirendes Detaschement dringender und unabwendbarer Umstände halber in dem festgesetzten Einen Tagemarsche das Anhalt-Bernburgsche Gebiet nicht verlassen könnte, so wird die Bernburgsche Regierung in diesem seltenen Falle den Leuten und Pferden Aufnahme und Verpflegung nicht versagen und auch für die Weiterbeförderung am folgenden Tage sorgen.

§. 2. In sofern die Anhalt-Bernburgsche Regierung in den Fall kommen sollte, von Bernburg nach Ballenstädt, und umgekehrt, Herzogliche Truppencommando's zu detachiren, wird denselben der freye Durchzug durch das Preussische Gebiet über Aschersleben, ohne darin Nachtquartier zu halten, gestattet; in dieser Beziehung überhaupt eine vollkommene Reciprocität zugestanden, wie solches vorstehend hinsichtlich der über Bernburg marschirenden Preussischen Truppen stipulirt ist.

§. 3. Für den Rückmarsch des Observationscorps aus Frankreich ist verabredet worden, dass, wenn die einzelnen Abtheilungen desselben solche Marschdirectionen erhalten, in deren Gefolge das Anhalt-Bernburgsche Gebiet wird berührt, oder die an der Preussischen Grenze liegenden Ortschaften dieses Gebiets zu Hülfsquartieren werden herangezogen werden müssen, die Landesregierung bereitwillig ihre Hand dazu bieten wird, die Preussischen Truppen aufzunehmen und ihnen die nöthigen Bedürfnisse, nach den Grundsätzen dieser Convention, zu gewähren.

II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.*

§. 4. Sämmtliche durch das Anhalt-Bernburgsche Gebiet marschirende Truppentheile müssen nach Maassgabe des Ersten Abschnitts dieser Convention

1818 instradirt seyn, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können. Sollten aber in der Folge abweichende Bestimmungen nothwendig werden, so kann nur in Gefolge einer Vereinigung beider contrahirenden hohen Theile eine Aenderung darunter erfolgen.

§. 5. Was die Marschrouten betrifft, so können sie nur von dem Königlich Preussischen Kriegsministerium oder den Generalcommando's in Sachsen, in Schlesien oder in Brandenburg mit Gültigkeit ausgestellt werden. Auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabreicht. In den auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, so wie der Soldatenweiber und Kinder, imgleichen die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen, indem über das darin angegebene Quantum weder etwas verlangt noch gegeben werden kann.

§. 6. Es ist darauf zu halten, dass die Behörden von den Truppenmärschen schon frühzeitig in Kenntniss gesetzt werden, und wird in dieser Hinsicht Folgendes festgesetzt: Die Detachements unter 20 Mann können nur den 1sten und 15ten eines jeden Monats von dem letzten Haupt-Etappenorte abgehen, widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten; sie sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Die Absendung von Arrestanten ist dagegen an keine besondere Zeit gebunden. Den Detachements bis zu 50 Mann ist Tage zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bey der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Grössere Detachements sollen drey Tage zuvor angezeigt werden. Ganze Bataillons, Escadrons u. s. w. müssen nicht allein wenigstens acht Tage vorher bey den Etappenbehörden angemeldet, sondern es soll auch die Herzogliche Landesregierung zu Bernburg acht Tage zuvor durch die betreffende Preussische Behörde von dem Durchmarsche benachrichtigt werden. Wenn ein ganzes oder zwey Bataillone auf einmahl marschiren, geht zu diesem Behuf ein Officier oder Commissar drey Tage voraus. Derselbe, so wie überhaupt

haupt die vorausgehenden Quartiermacher müssen über die Zahl und Stärke des marschirenden Detachements, über seinen Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln u. s. w. genau instruirt seyn. 1818

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. *Verpflegung der Mannschaft.*

§. 7. Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienste befindlichen Militärpersonen wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bey den Einwohnern oder in den Baracken, deren Anlage der betreffenden Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Baracken bestehen für den Unterofficier und Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, einem Tisch, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken zufrieden zu seyn, sobald er dasjenige erhält, was er regelmäsig zu fordern berechtigt ist.

Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäss bey den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappenbehörden und gegen auszustellende Quittung der Commandirenden die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll. Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgestellt, dass der Officier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden seyn muss.

§. 8. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermäsigen Forderungen von Seiten des Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär-Etat gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, sey es bey dem Einwohner oder in den Baracken, verlangen:

1818 2 Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ½ Pfund Fleisch, und Zugemüse, so viel des Mittags und Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen die Ortsobrigkeiten dafür sorgen, dass hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden ist, und dass der Soldat nicht übertheuert wird.

§. 9. Die Subaltern-Officiere, bis zum Capitain ausschliesslich, erhalten ausser Quartier, und im Winter, Ofenfeurung und Licht, zur Mahlzeit das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ½ Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends bey jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühstück Caffee, Butterbrod und ⅛ Quart Branntwein. Der Capitain erhält dasselbe, und kann ausserdem des Mittags noch ein Gericht mehr verlangen.

§. 10. Für diese Verpflegung wird folgende Vergütung liquidirt und bezahlt:

Für den	Soldaten	4	Ggr.	Gold,
—	Unterofficier . .	4	—	—
—	Subalternofficier .	12	—	—
—	Capitain . . .	16	—	—

Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten, wo dieses nicht thunlich seyn sollte, bezahlt der Staabsofficier 1 Rthlr., jedoch zur Vermeidung weitläuftiger Berechnungen bey dergleichen Detailzahlungen nicht in Golde, sondern in Preussischem Courant; der Oberst und General 1 Rthlr. 12 Ggr., ebenfalls Preussisch-Courant; wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muss. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar berichtigt.

§. 11. Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dies nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute nach §. 5. besonders

zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als Kinder, gleich den Soldaten, gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt; jedoch wird für 2 Kinder nicht mehr als für eine Frau bezahlt, so dass 2 Kinder einer Frau gleich gerechnet werden. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen. 1818

§. 12. Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten unterwegs krank werden und nach ihrem Zustande nicht transportirungsfähig seyn, so sollen dieselben in einem Landeshospitale verpflegt und behandelt werden, bis der Transport nach einem benachbarten Preussischen Lazarethe nach ärztlichem Ermessen ohne Gefahr möglich ist. Der Hospitalverwaltung werden die nachzuweisenden, auf die Administrations-Etats sich gründenden, Selbstkosten in Preussischem Courant erstattet.

B. *Verpflegung der Pferde.*

§. 13. Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bey der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es den Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, bey nachdrücklicher Strafe untersagt, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen, und ihre Pferde hineinbringen zu lassen.

§. 14. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde, und gegen Quittung des Empfängers, aus einem etablirten Magazin in Empfang genommen und die dabey etwa entstehenden Streitigkeiten von der Etappenbehörde unter Zuziehung eines Officiers oder des Vorgesetzten des Detachements, sofort regulirt. Wollen die städtischen oder ländlichen Gemeinen die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit freysteht, oder machen die Umstände es in den, zum Etappenbezirk gehörenden, bequartierten Ortschaften nothwendig, dass, weil die Fourage aus dem Etappenmagazine nicht

1818 geholt werden kann, die Rationen selbst im Orte geliefert werden müssen, so hat ein Commandirter des Detachements die Fourage zur weitern Disposition von der Ortsobrigkeit in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden.

§. 15. Die Sorge für die Beschaffung der Fourage übernimmt die Anhalt-Bernburgsche Regierung ohne Dazwischenkunft Preussischer Behörden; jedoch erstreckt sich diese Fürsorge nur auf solche Durchmärsche, welche, jeder Marsch einzeln genommen, die Zahl von 500 Pferden nicht übersteigen. Der Hafer wird nach dem jedesmaligen zweyten oder geringern Marktpreise, so wie ihn das, dem Durchmarsche zunächst vorhergehende, Wochenblatt von Dessau bestimmt, Heu und Stroh aber nach den laufenden Preisen, auf den Grund eines Attestes der Polizeybehörde, in Preussischem Courant liquidirt und bezahlt, jedoch vorbehalten, wenn diese Preise diejenigen, welche Preussen auf seinen Etappen und in seinen Garnisonen für die Fourage gezahlt, unverhältnissmässig übersteigen sollten, deshalb ein anderes, beiden Theilen entsprechendes, Arrangement gütlich zu treffen.

§. 16. Bey Durchmärschen, welche, jeder Marsch einzeln genommen, die Zahl von 500 Pferden übersteigen, sorgt die jedesmal damit beauftragte Königl. Preuss. Behörde für den Fouragebedarf. Die Art und Weise der Beschaffung bleibt ihrem Ermessen überlassen, wobey sie von den betreffenden Herzoglichen Behörden nach den Umständen unterstützt wird.

§. 17. Für kranke zurückgelassene Pferde werden die Kurkosten auf, durch die Herzoglichen Behörden attestirte, Rechnungen von dem Königlich-Preussischen Gouvernement vergütet.

Alle Bedürfnisse an Wagenreparaturen, Beschlagen der Pferde, Schuhen und andern Dingen mehr, werden von den Truppen baar bezahlt.

IV. *Verabreichung des Vorspanns, und Gestellung der Fussboten.*

§. 18. Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbe-

hörden und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als deshalb in den Marschrouten nach §. 5. das Nöthige gehörig und förmlich bemerkt worden. 1818

§. 19. Nur diejenigen Militärpersonen, welche unterwegs erkrankt sind, können ausserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Hospital Anspruch machen. Wenn der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht besonders und bestimmt angegeben worden, und demnach die Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur der in einem Orte einquartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieses muss aber durch eine schriftliche, an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bey der Gestellung sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird. Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weise Wagen- oder Reitpferde für sich requiriren, es sey denn, dass sie sich durch eine schriftliche Ordre des Commandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

§. 20. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirk bis zum nächsten gestellt. Die Art der Gestellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisende Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungemässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen müssen. Den betreffenden Officieren

1818 wird es bey eigener Verantwortung zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, dafs die Wagen unterwegs nicht durch Personen belastet werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dafs die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt sind.

§. 21. Als Vergütung für den Vorspann wird für jede Meile und für jedes Pferd incl. des Wägens, die Summe von 6 Ggr. Gold bezahlt. Es werden bey der Liquidation der Vorspannkosten die, Abschnitt I. §. 1. Litt. A. No. 5. angegebenen, Entfernungen zum Grunde gelegt, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht.

§. 22. Die Fufsboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden; sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort nach Meilenzahl zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundner Liquidation, soll das Botenlohn für jede Meile mit 4 Ggr. Gold vergütet werden, wobey der Rückweg nicht gerechnet wird.

V. *Liquidationsgang und Bezahlung.*

§. 23. Die Anhalt-Bernburgsche Landesregierung sendet die zusammengestellten und gehörig justificirten Liquidationen quartaliter an die Regierung zu Magdeburg, welche sie im Allgemeinen mit den conventionsmäfsigen Sätzen, ohne definitive Feststellung vergleichen und dann, bey im Ganzen befundener Richtigkeit, ohne allen Verzug, auf Höhe des liquidirten Betrages, dessen vorschufsweise Berichtigung aus der Hauptcasse bewirken zu lassen hat, um den Zweck promptester Zahlung zu erreichen. Die definitive Revision und Feststellung der Liquidationen bleibt der Bestimmung des Königlichen Kriegsministeriums vorbehalten, wefs Endes die Regierung zu Magdeburg die Liquidationen, gleich nach vorschufsweise bewirkter Zahlung, an diejenige Behörde einzusenden hat, welche von gedachtem Ministerium

dazu ausersehen wird. Ergiebt die Revision, dass zu viel vergütet worden, so wird das Zuvielvergütete durch die Regierung bey der nächsten Quartalzahlung in Abzug gebracht. Ueber die Form des Liquidationswesens vereinigt sich die Regierung zu Magdeburg mit der Bernburgschen Landesregierung nach Maassgabe der desfalls in Hinsicht anderer deutschen Bundesstaaten aufgestellten Grundsätze. Die liquiden Geldbeträge zahlt die Königlich Preussische Regierung unmittelbar und im Ganzen an die Herzogliche Regierung welcher die Befriedigung ihrer Unterthanen lediglich überlassen bleibt. 1818

§. 24. Die Anhalt-Bernburgsche Regierung macht sich nach dem, von andern deutschen Bundesstaaten schon anerkannten Grundsatze, der Billigkeit gemäss, hierdurch verbindlich, bey dem bevorstehenden Rückmarsche des Observationscorps aus Frankreich, wenn nach §. 3. einzelne Ortschaften ihres Gebiets, von den dazu gehörigen Truppentheilen auf ihrem Marsche berührt werden möchten, nur die Hälfte der oben angeführten Preise, für Portionen, Rationen, Vorspann u. s. w. zu liquidiren, wogegen für die, blos Behufs provinzieller Communication, marschirenden Detachements stets die vollen Vergütungspreise liquidirt und bezahlt werden.

VI. *Aufrechthaltung der Ordnung und militärischen Polizey.*

§. 25. Die Anführer und Vorgesetzten der marschirenden Truppen üben ihre volle Autorität über dieselben innerhalb des Anhalt-Bernburgschen Gebiets aus, enthalten sich aber aller und jeder Autorität über die Anhalt-Bernburgschen Unterthanen und haften für die strengste Mannszucht unterwegs.

Für die Aufrechthaltung der Ordnung in den Nachtquartieren sorgt die Ortsbehörde und der Vorgesetzte des Detachements. Sollten hin und wieder Differenzen zwischen dem Bequartierten und dem Soldaten entstehen, so werden dieselben von der Etappenbehörde und den commandirenden Officieren oder dem Vorgesetzten des Detachements gemeinschaftlich beseitigt. Die Etappenbehörde ist berech-

1818 tigt, jeden Unterofficier und Soldaten, welcher sich thätliche Misshandlungen seines Wirths oder eines andern Unterthanen erlaubt, zu arretiren und an den Commandirenden zur weitern Untersuchung und Bestrafung abzuliefern. Etwanige Beschwerden über die Vorgesetzten der Detachements richtet die Behörde an das Generalcommando von Sachsen in Merseburg, welches sofort Untersuchung zu verfügen, Remedur zu treffen und der Behörde über den Ausfall Mittheilung zu machen hat.

§. 26. Den Behörden wird es noch zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wege stets im guten Stande erhalten werden; überhaupt haben dieselben ihre stete Aufmerksamkeit darauf zu richten, dass es den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, was dieselben nach dieser Convention mit Recht und Billigkeit verlangen können.

§. 27. Die Commandierenden sowohl wie die Behörden, müssen stets mit Eifer und Ernst dahin trachten, dass zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und dass die Einwohner, in Beziehung auf ihre deutschen Brüder, willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

§. 28. Die Königlich Preussischen Truppen, welche auf den genannten Militärstrassen marschiren, werden jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, soweit es nöthig ist, vollständig unterrichtet, und die erforderlichen Auszüge aus derselben sollen auf den Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden.

§. 29. Die vorstehende Etappenconvention soll, als bereits mit dem 1. Januar 1818. in Kraft getreten, angesehen werden; auch auf Neun Jahre, von besagtem Date an gerechnet, als gültig abgeschlossen seyn. Es wird dabey festgesetzt, dass für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt werden sollen.

Des zu Urkund ist diese Durchmarschconvention in duplo ausgefertigt, unter Vorbehalt höchster Ratification vollzogen und gegen einander ausgewechselt worden. 1818

So geschehen Berlin, den 12. November 1818.

(L. S.) *Graf* Lottum. (L. S.) v. L'Estocq.

La ratification de cette convention par S. M. le Roi de Prusse est datée de Berlin, le 17 Décembre 1818.

3.

Durchmarsch- und Etappen-Convention, abgeschlossen zwischen Preussen und Anhalt-Köthen am 12. November 1818., und ratificirt am 17. December 1818. 17. Dec.

(Ibidem 1819. Nr. 3.)

Da Preussen seiner geographischen Lage wegen genöthigt ist, zur Unterhaltung der Verbindungen mit den resp. Provinzen unter einander, nach verschiedenen Richtungen hin, mit den betreffenden Truppenabtheilungen fremdherrliche Gebiete zu berühren, Seine Majestät von Preussen aber den Wunsch hegen, dergleichen unvermeidliche Militärstrassen, so wie alle übrige darauf Bezug habende Bestimmungen zwischen Allerhöchst-Ihnen und den dabey betheiligten Regierungen in eben der Art tractatenmässig festgestellt zu sehen, wie dies bereits zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen und mehrern andern deutschen Bundesstaaten geschehen, die Lage des Gebiets des Herzogthums Anhalt-Köthen aber von der Art ist, bey den in der nachgehends bezeichneten Richtung sich ereignenden Preussischen Truppenmärschen nicht umgangen werden zu können;

So haben Seine Majestät der König von Preussen und Seine Durchlaucht der älteste-regierende Herzog zu Anhalt, Herzog zu Anhalt-Bernburg, Namens der Herzogl. Anhalt-Köthenschen vormundschaftlichen Regierung, gegenseitig verordnet, alles dasjenige zu

1818 verabreden, festzusetzen und zu beschliessen, was zur Erreichung des obengedachten Endzwecks führt, und deshalb zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen, den Grafen von Lottum, Ihren Staatsminister und Generallieutenant, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adlerordens erster Classe, des Verdienstordens und des eisernen Kreuzes zweyter Classe, des Kaiserl. Russischen St. Annenordens erster Classe, Commandeur des Kaiserl. Oesterreichischen St. Leopoldordens, des Königl. Französischen pour le mérite militaire und des Königl. Baierschen Ordens der Baierschen Krone;

Seine Durchlaucht der ältest-regierende Herzog zu Anhalt, den Generalmajor von L'Estocq, Ihren Minister-Residenten zu Berlin, Ritter des Königl. Preussischen Militär-Verdienstordens und des rothen Adlerordens dritter Classe, welche, nach Auswechselung ihrer Vollmachten, unter Vorbehalt Höchster Ratification, Folgendes verbindlich verabredet und abgeschlossen haben.

I. *Feststellung der Strassenzüge.*

§. 1. Die Anhalt-Köthensche Regierung gestattet den Preussischen Truppenabtheilungen und Militär-Transporten den freyen Durchzug durch ihr Gebiet, wenn sie, nach dem Zweck ihres Marsches, folgende Strassen verfolgen müssen:

A. *Von Magdeburg nach Wittenberg, und umgekehrt.*

Diese Militärstrassenlinie berührt im Herzogthum Anhalt-Köthen die Stadt Rosslau als Haupt-Etappenort, weshalb Folgendes festgesetzt wird:

1. Die Bestimmung des diesem Etappenplatze beyzulegenden Arrondissements bleibt, auf die Bedingung, dass die zu bequartirenden Ortschaften nicht über eine halbe Meile weit von der Strasse abgelegen seyn dürfen, dem Ermessen der Landesbehörde überlassen, und sind dann die durchmarschirenden Truppen gehalten, nach jedem, als zum Etappenbezirk gehörig bezeichnetem Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiesen wird; es sey denn, dass dieselben Artil-

leriemunitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen, welche, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, stets in solche Orte gewiesen werden müssen, welche hart an der Strafse liegen. 1818

2. Da Preufsische Truppenmärsche auf dieser Strafse nur selten und in unbedeutenden Abtheilungen vorkommen, so werden in Betreff des Etappenorts und Bezirks Roßlau dauernde Etappen- und Verpflegungseinrichtungen nicht für nöthig erachtet.

3. Bey trocknen guten Wegen und zur Zeit der langen Tage des Frühlings und Sommers werden die Truppen in einem Marsche von Leitzkau nach Roßlau, und eben so wieder von da in einem Marsche nach Wittenberg instradirt.

4. Für die Herbst- und Winterzeit und bey kurzen Tagen werden dagegen die Truppen von Leitzkau auf Zerbst, von Zerbst auf Koswig, und von Koswig auf Wittenberg instradirt, dergestalt, dafs im Etappenarrondissement Roßlau kein Nachtquartier gehalten wird, wenn nicht besondere Umstände das Gegentheil nöthig machen.

5. Die Entfernung von Leitzkau nach Roßlau wird auf 4 Meilen, und von Roßlau nach Wittenberg auf 4 Meilen und umgekehrt, hierdurch angenommen und festgesetzt.

B. *Von Magdeburg auf Halle, und umgekehrt.*

1. Auf dieser über Köthen führenden Strafse wird innerhalb des Köthenschen Gebiets in der Regel kein Nachtquartier gehalten, da der Marsch durch dasselbe füglich in Einem Tage, ohne grofse Beschwerde für das Militär, zurückgelegt werden kann.

2. Des Endes sind unweit der Herzoglichen Gebietsgrenzen zu Preufsischen Etappen, im Merseburgschen Regierungsbezirk, die Stadt Zörbig, und im Magdeburgschen Regierungsbezirk, die Stadt Aken, gewählt. Für unvorhergesehene Fälle werden den Etappenörtern Zörbig und Aken einige benachbarte Anhalt-Köthensche Ortschaften zur eventuellen Aushülfe im Allgemeinen hierdurch zugestanden. Die Regierungen zu Magdeburg und Merseburg vereini-

1818 gen sich desfalls in jedem speciellen Falle mit der betreffenden Herzoglichen Landesbehörde.

3. Bey sich ereignenden Unfällen verpflichtet sich jedoch die Anhalt-Köthensche Regierung, den marschirenden Truppen durch Hülfspferde und andere nicht vorherzusehende, aber nothwendige und nicht zu umgehende Leistungen freundnachbarlich zur Hülfe kommen zu lassen, ihr Fortkommen und das der hin- und zurückgehenden Anspänner auf alle Weise zu erleichtern, und überhaupt alles das zu thun, was das zwischen beiden Regierungen bestehende freundschaftliche Verhältniss erhalten und befördern kann.

4. Sollte der Fall eintreten, dass ein marschirendes Detachement, dringender und unabwendbarer Umstände halber, in dem festgesetzten Einen Tagemarsch das Anhalt-Köthensche Gebiet nicht verlassen könnte, so wird die Köthensche Regierung in diesem seltnen Falle den Leuten und Pferden Aufnahme und Verpflegung nicht versagen und auch für die Weiterbeförderung am folgenden Tage sorgen.

§. 2. Für den Rückmarsch des Observationscorps aus Frankreich ist verabredet worden, dass wenn die einzelnen Abtheilungen desselben solche Marschdirectionen erhalten, in deren Gefolge das Anhalt-Köthensche Gebiet wird berührt, oder die an der Preussischen Grenze liegenden Ortschaften dieses Gebiets zu Hülfsquartieren werden herangezogen werden müssen, die Landesregierung bereitwillig ihre Hand dazu bieten wird, die Preussischen Truppen aufzunehmen, und ihnen die nöthigen Bedürfnisse nach den Grundsätzen dieser Convention zu gewähren.

II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.*

§. 3. Sämmtliche, durch das Anhalt-Köthensche Gebiet marschirende Truppentheile müssen nach Massgabe des Ersten Abschnitts dieser Convention instradirt seyn, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können. Sollten etwa in der Folge abweichende Bestimmungen noth-

wendig werden, so kann nur in Gefolge einer Vereinigung beyder contrahirenden hohen Theile eine Aenderung darunter erfolgen. 1818

§. 4. Was die Marschrouten betrifft, so können sie nur von dem Königlich' Preussischen Kriegsministerium oder den Generalcommando's in Sachsen, in Schlesien oder in Brandenburg mit Gültigkeit ausgestellt werden. Auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt. In den auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, so wie der Soldatenweiber und Kinder, imgleichen die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen, indem über das darin angegebene Quantum weder etwas verlangt noch gegeben werden kann.

§. 5. Es ist darauf zu halten, dass die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig in Kenntniss gesetzt werden, und wird in dieser Hinsicht Folgendes festgesetzt: Die Detachements unter 20 Mann können nur den 1sten und 15ten eines jeden Monats von dem letzten Haupt-Etappenorte abgehen, widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten; sie sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Die Absendung von Arrestanten ist dagegen an keine besondere Zeit gebunden. Den Detachements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bey der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden. Grössere Detachements sollen 3 Tage zuvor angezeigt werden. Ganze Bataillons, Eskadrons u. s. w. müssen nicht allein wenigstens 8 Tage vorher bey den Etappenbehörden angemeldet, sondern es soll auch die Herzogliche Landesregierung in Köthen acht Tage zuvor durch die betreffende Preussische Behörde von dem Durchmarsch benachrichtigt werden. Wenn ein ganzes oder zwey Bataillons auf einmahl marschiren, geht zu diesem Behuf ein Officier oder Commissar drey Tage voraus. Derselbe, so wie überhaupt die vorausgehenden Quartiermacher müssen über die Zahl und Stärke des marschirenden Detachements, über seinen Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln u. s. w. genau instruirt seyn.

1818 III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. *Verpflegung der Mannschaft.*

§. 6. Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienst befindlichen Militärpersonen wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bey den Einwohnern oder in den Baraken, deren Anlage der betreffenden Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Baracken bestehen für den Unterofficier und Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, einem Tisch, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier oder Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken zufrieden zu seyn, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmäfsig zu fordern berechtigt ist.

Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäfs bey den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappenbehörden und gegen auszustellende Quittung der Commandirenden die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll. Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgesetzt, dafs der Officier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden seyn mufs.

§. 7. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermäfsigen Forderungen von Seiten des Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär-Etat gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, sey es bey dem Einwohner, oder in den Baracken, verlangen: 2 Pfund gut ausgebacknes Roggenbrod, ½ Pfund Fleisch, und Zugemüse, so viel des Mittags und Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Caffee zu

fordern; dagegen sollen die Ortsobrigkeiten dafür sorgen, dass hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden ist, und dass der Soldat nicht übertheuert wird. 1818

§. 8. Die Subalternofficiere bis zum Capitain ausschliesslich, erhalten ausser Quartier und, im Winter, Ofenfeuerung und Licht, zur Mahlzeit das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ½ Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends bey jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühstück Caffee, Butterbrod und ⅛ Quart Branntwein. Der Capitain erhält dasselbe und kann ausserdem des Mittags noch ein Gericht mehr verlangen.

§. 9. Für diese Verpflegung wird folgende Vergütung liquidirt und bezahlt:

Für den Soldaten . . .	4	Sgr.	Gold,
— Unterofficier . . .	4	—	—
— Subalternofficier	12	—	—
— Capitain . . .	16	—	—

Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten, wo dieses nicht thunlich seyn sollte, bezahlt der Staabsofficier 1 Rthlr.; jedoch zur Vermeidung weitläuftiger Berechnungen bey dergleichen Detailzahlungen nicht in Golde, sondern in Preussischem Courant; der Oberst und General 1 Rthlr. 12 Gr., ebenfalls Preussisch-Courant, wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muss. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar berichtigt.

§. 10. Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dies nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute nach §. 4. besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als Kinder, gleich den Soldaten, gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt, jedoch wird für 2 Kinder nicht mehr als für Eine Frau bezahlt, so dass 2 Kinder einer Frau gleich gerechnet werden. Dagegen können die Frauen und

1818 Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

§. 11. Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten unterwegs krank werden und nach ihrem Zustande nicht transportirungsfähig seyn, so sollen dieselben in einem Landeshospitale verpflegt und behandelt werden, bis der Transport nach einem benachbarten Preussischen Lazarethe, nach ärztlichem Ermessen, ohne Gefahr möglich ist. Der Hospitalverwaltung werden die nachzuweisenden, auf die Administrations-Etats sich gründenden, Selbstkosten in Preussischem Courant erstattet.

B. *Verpflegung der Pferde.*

§. 12. Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der, seinen Pferden eingeräumten, Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bey der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es den Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, bey nachdrücklicher Strafe untersagt, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen, und ihre Pferde hineinbringen zu lassen.

§. 13. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus einem etablirten Magazin in Empfang genommen und die dabey etwa entstehenden Streitigkeiten von der Etappenbehörde unter Zuziehung eines Officiers oder der Vorgesetzten des Detachements sofort regulirt. Wollen die städtischen oder ländlichen Gemeinen die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit freysteht, oder machen die Umstände es in den, zum Etappenbezirk gehörenden, bequartierten Ortschaften nothwendig, dass, weil die Fourage aus dem Etappenmagazin nicht geholt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen, so hat ein Commandirter des Detachements die Fourage zur weitern Distribution von der Ortsobrigkeit in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte und rauhe Fourage gefordert werden.

§. 14.

§. 14. Die Sorge für die Beschaffung der Fourage übernimmt die Anhalt-Köthensche Regierung, ohne Dazwischenkunft Preussischer Behörden; jedoch erstreckt sich diese Fürsorge nur auf solche Durchmärsche, welche, jeder Marsch einzeln genommen, die Zahl von 500 Pferden nicht übersteigen. Der Hafer wird nach dem jedesmaligen zweyten oder geringern Marktpreise, so wie ihn das, dem Durchmarsch zunächst vorhergehende, Wochenblatt von Dessau bestimmt, Heu und Stroh aber nach den laufenden Preisen, auf den Grund eines Attestes der Polizeybehörde, in Preussischem Courant liquidirt und bezahlt; jedoch vorbehalten, wenn diese Preise diejenigen, welche Preussen auf seinen Etappen und in seinen Garnisonen für die Fourage zahlt, unverhältnissmässig übersteigen sollten, deshalb ein anderes, beiden Theilen entsprechendes Arrangement gütlich zu treffen. 1818

§. 15. Bey Durchmärschen, welche, jeder Marsch einzeln genommen, die Zahl von 500 Pferden übersteigen, sorgt die jedesmal damit beauftragte Königl. Preussische Behörde für den Fouragebedarf. Die Art und Weise der Beschaffung bleibt ihrem Ermessen überlassen, wobey sie von den betreffenden Herzoglichen Behörden nach den Umständen unterstützt wird.

§. 16. Für kranke zurückgelassene Pferde werden die Curkosten auf, durch die Herzoglichen Behörden attestirte, Rechnungen von dem Königlich Preussischen Gouvernement vergütet.

Alle Bedürfnisse an Wagenreparaturen, Beschlagen der Pferde, Schuhen und andern Dingen mehr, werden von den Truppen baar bezahlt.

IV. *Verabreichung des Vorspanns und Gestellung der Fussboten.*

§. 17. Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbehörden und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als deshalb in den Marschrouten nach §. 4. das Nöthige gehörig und förmlich bemerkt worden.

§. 18. Nur diejenigen Militärpersonen, welche unterwegs erkrankt sind, können ausserdem, und

1818 zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Hospital Anspruch machen. Wenn der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht besonders und bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Commandeur der in einem Orte einquartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieses muss aber durch eine schriftliche, an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhren, gegen die bey der Bestellung sogleich zu ertheilende Quittung sorgen wird. Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weise Wagen- oder Reitpferde für sich requiriren, es sey denn, dass sie sich durch eine schriftliche Ordre des Commandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

§. 19. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier zum andern, d. h. von einem Etappenbezirk bis zum nächsten gestellt; die Art der Gestellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisende Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmäßige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen müssen. Den betreffenden Officieren wird es bey eigener Verantwortung zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen unterwegs nicht durch Personen belastet werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dass die Fuhrleute keiner üblen Behandlung ausgesetzt sind.

§. 20. Als Vergütung für den Vorspann, wird für jede Meile und für jedes Pferd, incl. des Wagens, die Summe von 6 Ggr. Gold bezahlt. Es werden bey der Liquidation der Vorspannkosten die, Abschnitt I. §. 1. Litt. A. Nr. 5. angegebenen, Entfernungen zum Grunde gelegt, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. 1818.

§. 21. Die Fußboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, viel weniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort nach Meilenzahl zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation, soll das Botenlohn für jede Meile mit 4 Ggr. Gold vergütet werden, wobey der Rückweg nicht gerechnet wird.

V. *Liquidationsgang und Bezahlung.*

§. 22. Die Anhalt-Köthensche Landesregierung sendet die zusammengestellten und gehörig justificirten Liquidationen quartaliter an die Regierung zu Magdeburg, welche sie im Allgemeinen mit den conventionsmäßigen Sätzen, ohne definitive Feststellung vergleichen und dann, bey im Ganzen befundener Richtigkeit, ohne allen Verzug, auf Höhe des liquidirten Betrages, dessen vorschußweise Berichtigung aus der Hauptcasse bewirken zu lassen hat, um den Zweck promptester Zahlung zu erreichen. Die definitive Revision und Feststellung der Liquidationen bleibt der Bestimmung des Königlichen Kriegsministeriums vorbehalten, wes Endes die Regierung zu Magdeburg die Liquidationen, gleich nach vorschußweise bewirkter Zahlung, an diejenige Behörde einzusenden hat, welche von gedachtem Ministerium dazu ausersehen wird. Ergiebt die Revision, daß zu viel vergütet worden, so wird das Zuvielvergütete durch die Regierung bey der nächsten Quartalzahlung in Abzug gebracht. Ueber die Form des Liquidationswesens vereinigt sich die Regierung zu Magdeburg mit der Köthenschen Landesregierung, nach

1818 Maaßgabe der desfalls in Hinsicht andrer deutschen Staaten aufgestellten Grundsätze. Die liquiden Geldbeträge zahlt die Königlich Preußische Regierung unmittelbar und im Ganzen an die Herzogliche Regierung, welcher die Befriedigung ihrer Unterthanen lediglich überlassen bleibt.

§. 23. Die Anhalt-Köthensche Regierung macht sich nach dem, von andern deutschen Bundesstaaten schon anerkannten Grundsatze der Billigkeit gemäß, hierdurch verbindlich, bey dem bevorstehenden Rückmarsch des Observationscorps aus Frankreich, wenn nach §. 2. einzelne Ortschaften ihres Gebiets von den dazu gehörigen Truppentheilen auf ihrem Marsche berührt werden möchten, nur die Hälfte der oben angeführten Preise, für Portionen, Rationen, Vorspann u. s. w. zu liquidiren; wogegen für die, blos Behufs provinzieller Communication, marschirenden Detachements stets die vollen Vergütungspreise liquidirt und bezahlt werden.

VI. *Aufrechthaltung der Ordnung und militärischen Polizey.*

§. 24. Die Anführer und Vorgesetzten der marschirenden Truppen üben ihre volle Autorität über dieselben innerhalb des Anhalt-Köthenschen Gebiets aus, enthalten sich aber aller und jeder Autorität über die Anhalt-Köthenschen Unterthanen, und haften für die strengste Mannszucht unterwegs.

Für die Aufrechthaltung der Ordnung in den Nachtquartieren sorgt die Ortsbehörde und der Vorgesetzte des Detachements. Sollten hin und wieder Differenzen zwischen dem Bequartierten und dem Soldaten entstehen, so werden dieselben von der Etappenbehörde und den commandirenden Officieren oder dem Vorgesetzten des Detachements gemeinschaftlich beseitigt. Die Etappenbehörde ist berechtigt, jeden Unterofficier und Soldaten, welcher sich thätliche Mißhandlungen seines Wirths oder eines andern Unterthanen erlaubt, zu arretiren und an die Commandirenden zur weitern Untersuchung und Bestrafung abzuliefern. Etwanige Beschwerden über die Vorgesetzten der Detachements richtet die Behörde an das Generalcommando von Sachsen in Merseburg, welches sofort Untersuchung zu verfügen,

Remedur zu treffen und der Behörde über den Aus- 1818
fall Mittheilung zu machen hat.

§. 25. Den Behörden wird es noch zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wege stets in gutem Stande erhalten werden; überhaupt haben dieselben ihre stete Aufmerksamkeit darauf zu richten, dass es den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, was dieselben nach dieser Convention mit Recht und Billigkeit verlangen können.

§. 26. Die Commandirenden sowohl, wie die Behörden, müssen stets mit Eifer und Ernst dahin trachten, dass zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und dass die Einwohner, in Beziehung auf ihre deutschen Brüder, willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

§. 27. Die Königl. Preussischen Truppen, welche auf den genannten Militärstrassen marschiren, werden jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet, und die erforderlichen Auszüge aus derselben sollen auf den Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden.

§. 28. Die vorstehende Etappenconvention soll, als bereits mit dem 1. Januar 1818. in Kraft getreten, angesehen werden, auch auf Neun Jahre, von besagtem Dato an gerechnet, als gültig abgeschlossen seyn. Es wird dabey festgesetzt, dass für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt werden sollen.

Des zu Urkund ist diese Durchmarschconvention in duplo ausgefertigt, unter Vorbehalt Höchster Ratification vollzogen und gegen einander ausgewechselt worden.

So geschehen Berlin, den 12. November 1818.

(L. S.) *Graf* Lottum. (L. S.) v. L'Estocq.

Cette convention a été ratifiée par le Roi de Prusse, le 17 Décembre 1818.

4.

1818 12. Nov. *Durchmarsch- und Etappen-Convention, abgeschlossen zwischen Preussen und Anhalt-Dessau am 12. November 1818, und ratificirt am 17. December 1818.*

(Ibidem 1819. Nr. 3.)

Da Preussen seiner geographischen Lage wegen genöthigt ist, zur Unterhaltung der Verbindungen mit den resp. Provinzen untereinander, nach verschiedenen Richtungen hin, mit den betreffenden Truppenabtheilungen fremdherrliche Gebiete zu berühren, Seine Majestät der König von Preussen aber den Wunsch hegen, dergleichen unvermeidliche Militärstrassen, so wie alle übrige darauf Bezug habende Bestimmungen zwischen Allerhöchst-Ihnen und den dabey betheiligten Regierungen in eben der Art tractatenmässig festgestellt zu sehen, wie dies bereits zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen und mehrern andern deutschen Bundesstaaten geschehen; die Lage des Gebiets des Herzogthums Anhalt-Dessau aber von der Art ist, bey den in der nachgehends bezeichneten Richtung sich ereignenden Preussischen Truppenmärschen nicht umgangen werden zu können;

So haben Seine Majestät der König von Preussen und Seine Durchlaucht der Herzog zu Anhalt-Dessau gegenseitig verordnet, alles dasjenige zu verabreden, festzusetzen und zu beschliessen, was zur Erreichung des obengedachten Endzwecks führt, und deshalb zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen, den Grafen von Lottum, Ihren Staatsminister und General-Lieutenant, Ritter des Königlich Preussischen rothen Adlerordens erster Classe, des Verdienstordens und des eisernen Kreuzes zweyter Classe, des Kaiserlich-Russischen St. Annenordens erster Classe, Commandeur des Kaiserlich Oestreichischen St. Leopoldordens, des Königlich Französischen pour le mérite militaire und des Königlich Baierschen Ordens der Baierschen Krone;

Seine Durchlaucht der Herzog zu Anhalt-Dessau, den General-Major von L'Estocq, Ihren Minister-

Residenten zu Berlin, Ritter des Königlich Preussischen Militär-Verdienstordens und des rothen Adlerordens dritter Classe, welche, nach Auswechselung ihrer Vollmachten, unter Vorbehalt höchster Ratification, Folgendes verbindlich verabredet und abgeschlossen haben. 1818

I. *Feststellung der Strassenzüge.*

§. 1. Die Anhalt-Dessausche Regierung gestattet den Preussischen Truppenabtheilungen und Militärtransporten den freyen Durchzug durch ihr Gebiet, wenn sie, nach dem Zwecke ihres Marsches, die Strasse von Magdeburg auf Wittenberg, und umgekehrt, verfolgen müssen.

Diese Militärstrassenlinie berührt im Herzogthum Anhalt-Dessau, die Stadt Zerbst als Hauptetappenort, weshalb Folgendes festgesetzt wird:

1) Die Bestimmung des diesem Etappenplatze beyzulegenden Arrondissements bleibt, auf die Bedingung, dass die zu bequartierenden Ortschaften nicht über Eine halbe Meile weit von der Strasse abgelegen seyn dürfen, dem Ermessen der Landesbehörde überlassen, und sind dann die durchmarschirenden Truppen gehalten, nach jedem als zum Etappenbezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiesen wird; es sey denn, dass dieselben Artilleriemunitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen, welche nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft stets in solche Orte gewiesen werden müssen, welche hart an der Strasse liegen.

2) Da Preussische Truppenmärsche auf dieser Strasse nur selten und in unbedeutenden Abtheilungen vorkommen, so werden, in Betreff des Etappenorts und Bezirks Zerbst, dauernde Etappen- und Verpflegungseinrichtungen nicht für nöthig erachtet.

3) Bey trocknen guten Wegen, und zur Zeit der langen Tage des Frühlings und Sommers werden die Truppen in Einem Marsche von Leitzkau nach Roßlau, und eben so wieder von da in Einem Marsche nach Wittenberg instradirt. Um den starken Marsch von Leitzkau nach Roßlau zu erleich-

1818 tern, wird bey ersterm Orte das Etappenarrondissement möglichst aus, gegen Zerbst liegenden, Ortschaften bestehen; die Anhalt-Dessauschen Ortschaften, welche der Etappe Leitzkau desfalls zur eventuellen Aushülfe beygegeben werden, wird die Herzogliche Rentkammer näher bezeichnen.

4) Für die Herbst- und Winterzeit, und bey kurzen Tagen, werden dagegen die Truppen von Leitzkau auf Zerbst, von Zerbst auf Koswig, und von Koswig auf Wittenberg instradirt. Um den starken Marsch von Zerbst nach Koswig zu erleichtern, wird bey ersterm Orte das Etappenarrondissement möglichst aus, gegen Koswig liegenden, Ortschaften bestehen.

5) Die Entfernung von Leitzkau nach Zerbst wird auf Zwey Meilen, von Leitzkau nach Roßlau auf Vier Meilen, von Roßlau nach Wittenberg auf Vier Meilen, und von Zerbst nach Koswig auf Vier Meilen, und umgekehrt, hierdurch angenommen und festgesetzt.

§. 2. Für den Rückmarsch des Observationscorps aus Frankreich ist verabredet worden, dass, wenn die einzelnen Abtheilungen desselben solche Marschdirectionen erhalten, in deren Gefolge das Anhalt-Dessausche Gebiet wird berührt, oder die an der Preussischen Grenze liegenden Ortschaften dieses Gebiets zu Hülfsquartieren werden herangezogen werden müssen, die Herzogliche Rentkammer bereitwillig ihre Hand dazu bieten wird, die Preussischen Truppen aufzunehmen, und ihnen die nöthigen Bedürfnisse nach den Grundsätzen dieser Convention zu gewähren.

II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.*

§. 3. Sämmtliche durch das Anhalt-Dessausche Gebiet marschirende Truppentheile müssen nach Maasgabe des Ersten Abschnitts dieser Convention instradirt seyn, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können. Sollten etwa in der Folge abweichende Bestimmungen nothwendig werden, so kann nur in Gefolge einer Ver-

einigung beider contrahirenden hohen Theile eine Aenderung darunter erfolgen. 1818

§. 4. Was die Marschrouten betrifft, so können sie nur von dem Königl. Preussischen Kriegsministerium oder den Generalcommando's in Sachsen und Schlesien oder in Brandenburg mit Gültigkeit ausgestellt werden.

Auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, so wie der Soldatenweiber und Kinder, imgleichen die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen, indem über das darin angegebene Quantum weder etwas verlangt noch gegeben werden kann.

§. 5. Es ist darauf zu halten, dass die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig in Kenntniss gesetzt werden, und wird in dieser Hinsicht Folgendes festgesetzt: Die Detachements unter 20 Mann können nur den 1sten und 15ten eines jeden Monats von dem letzten Haupt-Etappenorte abgehen, widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten; sie sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Die Absendung von Arrestanten ist dagegen an keine besondere Zeit gebunden. Den Detachements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken und bey der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden.

Grössere Datachements sollen 3 Tage zuvor angezeigt werden. Ganze Bataillons, Escadrons u. s. w. müssen nicht allein wenigstens 8 Tage vorher bey den Etappenbehörden angemeldet, sondern es soll auch die Herzogliche Rentkammer in Dessau 8 Tage zuvor durch die betreffende Preussische Behörde von dem Durchmarsche benachrichtigt werden.

Wenn ein ganzes oder zwey Bataillons auf einmahl marschiren, geht zu diesem Behuf ein Officier oder Commissar drey Tage voraus. Derselbe, so wie überhaupt die vorausgehenden Quartiermacher müssen über die Zahl und Stärke des marschirenden Detachements, über seinen Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln u. s. w. genau instruirt seyn.

1818 III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen, und die dafür zu bezahlende Vergütung betreffend.*

A. *Verpflegung der Mannschaften.*

§. 6. Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienste befindlichen Militärpersonen wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bey den Einwohnern oder in den Baracken, deren Anlage der betreffenden Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Baracken bestehen für den Unterofficier und Gemeinen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, einem Tisch, Stühlen, oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unterofficier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Baracken zufrieden zu seyn, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmäfsig zu fordern berechtigt ist.

Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäfs bey den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappenbehörden und gegen auszustellende Quittung der Commandirenden, die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll. Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgestellt, dafs der Officier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden seyn mufs.

§. 7. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermäfsigen Forderungen von Seiten des Soldaten, vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär-Etat gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier, sey es bey dem Einwohner, oder in den Baracken, verlangen: zwey Pfund gut ausgebacknes Roggenbrod, ein halbes Pfund Fleisch, und Zugemüse, soviel des Mittags und Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt

ist, von dem Wirthe Bier, Branntwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen die Ortsobrigkeiten dafür sorgen, dass hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden ist, und dass der Soldat nicht übertheuert wird. 1818

§. 8. Die Subalternofficiere bis zum Capitain ausschliesslich, erhalten, ausser Quartier und, im Winter, Ofenfeuerung und Licht, zur Mahlzeit das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ein halbes Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends bey jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebraucht wird; Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und $\frac{1}{8}$ Quart Branntwein. Der Capitain erhält dasselbe, und kann ausserdem des Mittags noch ein Gericht mehr verlangen.

§. 9. Für diese Verpflegung wird folgende Vergütung liquidirt und bezahlt:

Für den Soldaten	. . . .	4	Ggr. Gold,
— Unterofficier	. . .	4	— —
— Subalternofficier	. .	12	— —
— Capitain	. . .	16	— —

Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten, wo dieses nicht thunlich seyn sollte, bezahlt der Staabsofficier 1 Rthlr., jedoch zur Vermeidung weitläuftiger Berechnungen bey dergleichen Detailzahlungen nicht in Golde, sondern in Preussischem Courant; der Oberst und General 1 Rthlr. und 12 Gr. ebenfalls in Preussischem Courant, wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muss. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar berichtigt.

§. 10. Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dies nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute nach §. 4. besonders zu bemerken, und werden alsdann, sowohl die Frauen als Kinder, gleich den Soldaten, gegen die oben festgesetzte Entschädigung, einquartiert und verpflegt; jedoch wird für zwey Kinder nicht mehr als für eine Frau bezahlt, so dass zwey Kinder einer Frau gleich

1818 gerechnet werden. Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

§. 11. Sollten hin und wieder durchmarschirende Soldaten unterwegs krank werden, und nach ihrem Zustande nicht transportirungsfähig seyn; so sollen dieselben in einem Landeshospitale verpflegt und behandelt werden, bis der Transport nach einem benachbarten Preussischen Lazarethe nach ärztlichem Ermessen, ohne Gefahr möglich ist. Der Hospitalverwaltung werden die nachzuweisenden, auf die Administrations-Etats sich gründenden, Selbstkosten in Preussischem Courant erstattet.

B. *Verpflegung der Pferde.*

§. 12. Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen wird. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden; so hat er seine Beschwerde bey der Ortsobrigkeit anzubringen: dagegen ist es den Militärpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen, bey nachdrücklicher Strafe untersagt, die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen und ihre Pferde hineinbringen zu lassen.

§. 13. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus einem etablirten Magazine in Empfang genommen, und die dabey etwa entstehenden Streitigkeiten von der Etappenbehörde unter Zuziehung eines Officiers oder des Vorgesetzten des Detachements sofort regulirt. Wollen die städtischen oder ländlichen Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit freysteht, oder machen die Umstände es in den zum Etappenbezirk gehörenden bequartierten Ortschaften nothwendig, dass, weil die Fourage aus dem Etappenmagazine nicht geholt werden kann, die Rationen im Orte selbst geliefert werden müssen, so hat ein Commandirter des Detachements die Fourage, zur weitern Distribution, von der Ortsobrigkeit in Empfang zu nehmen. Von

den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden. 1818

§. 14. Die Sorge für die Beschaffung der Fourage übernimmt die Anhalt-Dessauische Rentkammer ohne Dazwischenkunft Preussischer Behörden. Der Hafer wird nach dem jedesmaligen zweyten oder geringern Marktpreise, so wie ihn das, dem Durchmarsche zunächst vorhergehende, Wochenblatt von Dessau bestimmt, Heu und Stroh aber nach den laufenden Preisen, auf den Grund eines Attestes der Polizeybehörde, in Preussischem Courant liquidirt und bezahlt, jedoch vorbehalten, wenn diese Preise diejenigen, welche Preussen auf seinen Etappen und in seinen Garnisonen für die Fourage zahlt, unverhältnismäsig übersteigen sollten, deshalb ein anderes, beiden Theilen entsprechendes, Arrangement gütlich zu treffen.

§. 15. Für kranke und zurückgelassene Pferde, werden die Curkosten auf, durch die Herzoglichen Behörden attestirte, Rechnungen von dem Königl. Preussischen Gouvernement vergütet.

Alle Bedürfnisse an Wagenreparaturen, Beschlagen der Pferde, Schuhen und andern Dingen mehr, werden von den Truppen baar bezahlt.

IV. *Verabreichung des Vorspanns und Gestellung der Fussboten.*

§. 16. Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbehörden und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als deshalb in den Marschrouten §. 4. das Nöthige gehörig und förmlich bemerkt worden.

§. 17. Nur diejenigen Militärpersonen, welche unterwegs erkrankt sind, können ausserdem und zwar gegen Quittung und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren, durch das Attest eines approbirten Arztes oder Wundarztes, nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das Hospital Anspruch machen. Wenn der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht besonders und bestimmt angegeben worden, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist

1818 der Commandeur der in einem Orte einquartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieses muss aber durch eine schriftliche, an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Gestellung der Fuhren, gegen die, bey der Gestellung sogleich zu ertheilende Quittung sorgen wird. Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weise Wagen- oder Reitpferde für sich requiriren, es sey denn, dass sie sich durch eine schriftliche Ordre des Commandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

§. 18. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, das heisst, von einem Etappenbezirk bis zum nächsten gestellt; die Art der Gestellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisende Militärpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen müssen. Den betreffenden Officieren wird es bey eigener Verantwortung zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen unterwegs nicht durch Personen belastet werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dass die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt sind.

§. 19. Als Vergütung für den Vorspann wird für jede Meile und für jedes Pferd, incl. des Wagens, die Summe von 6 Ggr. Gold bezahlt. Es werden bey der Liquidation der Vorspannkosten die, Abschnitt I. §. 1. Nr. 5. angegebenen, Entfernungen zum Grunde gelegt, die Fuhrpflichtigen mögen einen wei-

tern oder nähern Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. 1818

§. 20. Die Fusboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort nach Meilenzahl zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation soll das Botenlohn für jede Meile mit 4 Ggr. Gold vergütet werden, wobey der Rückweg nicht gerechnet wird.

V. *Liquidationsgang und Bezahlung.*

§. 21. Die Anhalt-Dessausche Rentkammer sendet die zusammengestellten und gehörig justificirten Liquidationen quartaliter an die Regierung zu Magdeburg, welche sie im Allgemeinen mit den conventionsmäfsigen Sätzen, ohne definitive Feststellung vergleichen, und dann, bey im Ganzen befundener Richtigkeit, ohne allen Verzug, auf Höhe des liquidirten Betrages, dessen vorschufsweise Berichtigung aus der Hauptcasse bewirken zu lassen hat, um den Zweck promptester Zahlung zu erreichen. Die definitive Revision und Feststellung der Liquidationen bleibt der Bestimmung des Königlichen Kriegsministeriums vorbehalten, wefs Endes die Regierung zu Magdeburg die Liquidationen gleich nach vorschufsweise bewirkter Zahlung an diejenige Behörde einzusenden hat, welche vom gedachten Ministerium dazu ausersehen wird. Ergiebt die Revision, dafs zu viel vergütet worden, so wird das Zuvielvergütete durch die Regierung bey der nächsten Quartalzahlung in Abzug gebracht. Ueber die Form des Liquidationswesens vereinigt sich die Regierung zu Magdeburg mit der Anhalt-Dessauschen Rentkammer, nach Maafsgabe der desfalls in Hinsicht anderer deutschen Bundesstaaten aufgestellten Grundsätze.

Die liquiden Geldbeträge zahlt die Königlich Preufsische Regierung unmittelbar und im Ganzen an die Herzogliche Rentkammer, welcher die Befriedigung der Unterthanen lediglich überlassen bleibt.

1818 §. 22. Die Anhalt-Dessausche Regierung macht sich, nach dem von andern deutschen Bundesstaaten schon anerkannten Grundsatze, der Billigkeit gemäss hierdurch verbindlich, bey dem bevorstehenden Rückmarsche des Observationscorps aus Frankreich, wenn, nach §. 2., einzelne Ortschaften ihres Gebiets von den dazu gehörigen Truppentheilen auf ihrem Marsche berührt werden möchten, nur die Hälfte der oben angeführten Preise für Portionen, Rationen, Vorspann u. s. w. zu liquidiren, wogegen für die, bloss Behufs provinzieller Communication, marschirenden Detachements stets die vollen Vergütungspreise liquidirt und bezahlt werden.

VI. *Aufrechthaltung der Ordnung und militärischen Polizey.*

§. 23. Die Anführer und Vorgesetzten der marschirenden Truppen üben ihre volle Autorität über dieselben innerhalb des Anhalt-Dessauschen Gebiets aus, enthalten sich aber aller und jeder Autorität über die Anhalt-Dessauschen Unterthanen, und haften für die strengste Mannszucht unterwegs. Für die Aufrechthaltung der Ordnung in den Nachtquartieren sorgt die Ortsbehörde und der Vorgesetzte des Detachements. Sollten hin und wieder Differenzen zwischen dem Bequartierten und dem Soldaten entstehen, so werden dieselben von der Etappenbehörde und den commandirenden Officieren oder dem Vorgesetzten des Detachements gemeinschaftlich beseitigt. Die Etappenbehörde ist berechtigt, jeden Unterofficier und Soldaten, welcher sich thätliche Misshandlungen seines Wirths oder eines andern Unterthanen erlaubt, zu arretiren und an den Commandirenden zur weitern Untersuchung und Bestrafung abzuliefern. Etwanige Beschwerden über die Vorgesetzten des Detachements richtet die Behörde an das Königliche Generalcommando von Sachsen in Merseburg, welches sofort Untersuchung zu verfügen, Remedur zu treffen und der Behörde über den Ausfall Mittheilung zu machen hat.

§. 24. Den Behörden wird es noch zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wege stets in gutem Stande erhalten werden; überhaupt haben

haben dieselben ihre stete Aufmerksamkeit darauf zu richten, dass es den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, was dieselben nach dieser Convention mit Recht und Billigkeit verlangen können. 1818

§. 25. Die Commandirenden, sowohl, wie die Behörden, müssen stets mit Eifer und Ernst dahin trachten, dass zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und dass die Einwohner, in Beziehung auf ihre deutschen Brüder, willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beyden Seiten sehr gemildert werden können.

§. 26. Die Königlich Preussischen Truppen, welche auf den genannten Militärstrassen marschiren, werden jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet, und die erforderlichen Auszüge aus derselben sollen auf den Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden.

§. 27. Die vorstehende Etappenconvention soll, als bereits mit dem 1. Januar 1817. in Kraft getreten, angesehen werden, auch auf Zehn Jahre, vom besagten Dato an gerechnet, als gültig abgeschlossen seyn. Es wird dabey festgesetzt, dass für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt werden sollen.

Des zu Urkund ist diese Durchmarschconvention in duplo ausgefertigt, unter Vorbehalt höchster Ratification vollzogen und gegen einander ausgewechselt worden.

So geschehen Berlin, den 12. November 1818.

(L. S.) *Graf* Lottum. (L. S.) v. L'Estocq.

(Cette convention a été ratifiée par le Roi de Prusse, le 27 Décembre de la même année.)

5.

1818. 18. Jun. / 25. Aug. *Uebereinkunft wegen einer Hülfsmilitärstrafse für die Königlich Preufsischen Truppen durch das Fürstenthum Lippe, vom* 18 *Juny* / 25 *August* 1818.; *ratificirt den* 8. *October* 1818.

(Ibidem 1819. Nr. 4.)

In Gemäfsheit des Wunsches Seiner Majestät des Königs von Preufsen und Ihrer Durchlaucht der Fürstin-Regentin zur Lippe: diejenigen Bestimmungen, welche die Königlich Preufsischer Seits, in Rücksicht auf das in Frankreich aufgestellte Observationscorps und die Unterhaltung der Verbindung mit den verschiedenen Provinzen, in Antrag gebrachte und Fürstlich Lippeschen Seits zugestandene Einrichtung einer Hülfsmilitärstrafse durch das Fürstenthum Lippe erheischt, vermittelst gemeinschaftlicher Verabredungen festsetzen zu lassen, ist unter Vorbehalt beyderseitiger Allerhöchsten Ratificationen von den zu diesem Geschäft speziell committirten und bevollmächtigten Unterzeichneten, dem Fürstlich Lippeschen Regierungsrath Petri und dem Grafen Carl von Wylich und Lottum, Königlich Preufsischen Staatsminister und Generallieutenant, Ritter des Königlich Preufsischen rothen Adlerordens erster Classe, des Verdienstordens und des eisernen Kreuzes zweyter Classe, des Kaiserlich Russischen St. Annenordens erster Classe, Commandeur des Kaiserlich Oestreichischen St. Leopoldordens und des Königlich Baierschen Ordens der Baierschen Krone, Nachstehendes auf das Verbindlichste verabredet und abgeschlossen worden.

I. *Festsetzung der Etappenlinie durch das Fürstenthum Lippe.*

§. 1. Es sollen nur diejenigen Königlich Preufsischen Truppen, welche von der Armee in Frankreich nach Köln, und von da auf Hameln, oder von Magdeburg auf Paderborn, oder unmittelbar von Paderborn auf Hameln marschiren, das Fürstenthum Lippe passiren.

§. 2. Für kleinere Truppenabtheilungen, welche nicht mehr wie Ein Bataillon betragen, findet nur Eine Etappe im Fürstenthum Lippe statt, und ist für dieselben Lemgo als Etappenort bestimmt. Blos hinsichts der in kleinern Detachements unter der Stärke eines Regiments in kurzen Wintertagen marschirenden Cavallerie wird festgesetzt, dass sie die §. 3. bestimmte Strasse über Horn und Barntrup benutzen kann, weil der fünf Meilen starke Marsch von Paderborn auf Lemgo um jene Jahreszeit, besonders für die Pferde, zu weit und beschwerlich ist. 1818

Zu dem Rayon von Lemgo gehören die Bauerschaften Bracke, Bentrup, Lütte, Hasebeck, Vossheide, Hillentrup, Wambeck, und Wambecker-Heide, so wie bey guten Wegen für Infanterie, Kirchdonop und Hagendonop.

§. 3. Wenn ganze Regimenter, Brigaden oder grössere Corps marschiren, so werden zwey Etappen im Fürstenthum vorbehalten und als Hauptorte für die beiden in diesem Fall zu errichtenden Einquartierungsrayons, Horn und Barntrup bestimmt. Die zu jedem Rayon gehörenden Ortschaften sind folgende:

A. Horn. Stadt und Amt Horn, Vogtei Schlangen, Vogtei Detmold, Vogtei Falkenberg, Vogtei Heiden und Stadt Detmold, so wie bey dem Marsch starker Truppenabtheilungen, Vogtei und Flecken Lage.

B. Barntrup. Alverdissen, Stadt und Amt Barntrup, Amt Sternberg, Stadt und Amt Blomberg, Vogtei Donop, Amt Bracke und Stadt Lemgo.

§. 4. Wenn Wege und Witterung es erlauben, so sollen die Truppen auch von Horn über Lügde nach Hameln marschiren. Es wird jedoch deshalb jedesmal eine Vereinigung zwischen der Fürstlich Lippeschen Landesbehörde und dem, der auf dem Marsche befindlichen Colonne vorangehenden, Preussischen Officier, statt finden.

In diesem Falle wird Lügde der Hauptort der zweyten Etappe seyn und erhält zum Bezirk: Amt Schieder, Stadt und Amt Blomberg, Steinheim und Amt Schwalenberg.

1818 §. 5. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, nach jedem der vorhergenannten, den Etappen beygegebenen Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappenbehörde angewiesen wird; es sey denn, dass dieselben Artilleriemunitions- oder andere bedeutende Transporte bey sich führen. Diesen Transporten selbst, nebst den zur Bewachung erforderlichen Mannschaften, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militärstrasse liegen.

Andere Ortschaften, als die eben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, der Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeecorps in starken Echellons marschiren. In solchen Fällen werden sich die, mit der Dislocation beauftragten Officiere, mit den Etappenbehörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

§. 6. In der Regel haben die Truppenabtheilungen keinen Ruhetag im Fürstenthum, und wird derselbe nur für den Fall unabwendbarer Nothwendigkeit in Anspruch genommen, muss alsdann auch in der Marschroute ausdrücklich vorgeschrieben seyn.

II. *Instradirung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.*

§. 7. Die Marschrouten für die Königl. Preussischen Truppen, können blos von dem Königl. Preussischen Kriegsministerium oder den Generalcommando's von Westphalen, dem Niederrhein oder Sachsen ausgestellt werden, und muss die Berechtigung: Verpflegung, Vorspann und resp. Fourage zu fordern, in der Marschroute ausdrücklich bemerkt seyn. Militärs, welche ohne solche Marschroute eintreffen, haben auf keine Verpflegung Anspruch, und es wird einzelnen Beurlaubten, oder sonst nicht im Dienste befindlichen Militärs, kein Recht auf Quartier und Verpflegung verstattet.

§. 8. Kleinere Detachements unter 20 Mann sollen nie ohne einen Vorgesetzten marschiren, welcher sich bey der Etappenbehörde zu melden hat. Wenn grössere Truppenabtheilungen, die weniger wie ein Bataillon oder vier Escadrons betragen, marschiren,

wird Tags zuvor ein Quartiermacher bey den Etappenbehörden das Nöthige anmelden. Bey gröfsern Abtheilungen geht der quartiermachende Officier zwey Tage voraus; übersteigen solche aber die Stärke eines Regiments, so mufs die Regierung fünf Tage zuvor davon benachrichtigt werden. Die desfallsigen Dislocationen werden sodann in Detmold gemeinschaftlich, mit dem vom Corps dahin zu commandirenden Officier, angefertigt, der über den Bedarf an Verpflegung und Transportmitteln, über den Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruirt seyn mufs. 1818

III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu zahlende Vergütung betreffend.*

A. *Verpflegung der Mannschaft.*

§. 9. Die durchmarschirenden Truppen erhalten auf den Grund der Marschroute, auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen auszustellende Quittung des Commandirenden, Naturalverpflegung, und soll niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden.

Als allgemeine Regel wird festgesetzt, dafs der Officier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden seyn mufs. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermäfsigen Forderungen von Seiten des Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unterofficier und Soldat, so wie jede zum Militär gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in einem Nachtquartier verlangen: 2 Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ½ Pfund Fleisch und so viel Zugemüse, wie Mittags und Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört. Bier, Branntwein, Caffee oder andere künstliche Getränke kann der Soldat oder Unterofficier überhaupt nicht verlangen, und ist, da er reichlich Brod erhält, gehalten, sich das Frühstück selbst zu besorgen; dagegen wird dafür gesorgt werden, dafs der Soldat Bier und Branntwein in den Quartierständen für billige Preise ankaufen kann.

Die Subalternofficiere bis zum Capitain ausschliefslich, erhalten aufser Quartier und Licht, und dem

1818 zur Heitzung ihres Zimmers nöthigen Holze, Brod, Suppe, Gemüse und Mittags und Abends zu jeder Mahlzeit ein halb Pfund Fleisch, alles vom Wirth gehörig gekocht, und sowohl zu Mittag als zu Abend jedesmal eine Bouteille Bier, Morgens zum Frühstück Caffee, Butterbrod und $\frac{1}{8}$ Quart Branntwein. Der Capitain kann Mittags noch ein Gericht mehr, sonst aber nichts weiter wie der Subalternofficier verlangen.

Für diese Verpflegung wird, nach vorgängiger Liquidation von dem Königl. Preussischen Gouvernement folgende Vergütung bezahlt:

Für den Soldaten	4	Ggr.	Gold,
— Unterofficier	4	—	—
— Subaltern-Officier .	12	—	—
— Capitain	16	—	—

Höhere Officiere beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern und erhalten nur frey Quartier. In solchen Orten, wo die Beköstigung in den Wirthshäusern nicht thunlich seyn sollte, bezahlt der Staabsofficier 1 Rthlr. in Golde, der Oberst und General 1 Rthlr. 12 Ggr. Gold, wofür anständig und angemessen gespeiset werden muss.

Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar und sofort berichtigt. Frauen und Kinder der Officiere können auf Verpflegung nie Anspruch machen; die Frauen und Kinder der Soldaten sollen in der Regel auch weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch dies ausnahmsweise nicht vermieden werden können: so ist die Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt, wobey zwey Kinder für eine Frau zu rechnen sind.

§. 10. Sollten durchmarschirende Soldaten unterwegs krank werden, so sollen, auf vorschriftsmäßiges Attest des Arztes, Krankenwagen bewilligt werden, und zwar eine vierspännige Fuhre für 8 leichte Kranke. Diejenigen Kranken, welche die Truppenabtheilung nicht mit sich führen kann, werden in das Lazareth nach Paderborn geschafft; solche aber,

deren Gesundheitszustand nach dem pflichtmäfsigen Attest des Arztes den Transport nach Paderborn durchaus nicht gestattet, in eine von der Etappe Lemgo zu bestimmende Krankenanstalt daselbst untergebracht. Für diese in ein Landesspital aufgenommenen und, bis zu ihrer Transportirungsfähigkeit, darin unterhaltenen Kranken, werden von Seiten der Preufsischen Regierung die erweislichen Selbstkosten pro Mann und Tag vergütet. Dem Königl. Preufsischen Etappeninspector bleibt es freygestellt, so oft es ihm nöthig dünkt, selbst nachzusehen, dafs die in solcher Art zurückgebliebenen Kranken gut gewartet und behandelt werden. Im Fall einer Beschwerde hat derselbe sich an die Behörde zu wenden, sich jedoch jeder eigenen Verfügung zu enthalten. 1818

§. 11. Sollte ein Soldat auf dem Marsche sterben, so werden die Beerdigungskosten liquidirt; es wird aber so wenig dem Prediger, als für die Grabstelle etwas bezahlt. Bey der Liquidation ist das Regiment und der Name des verstorbenen Soldaten, so wie die Nummer und das Datum seiner Marschroute, zu bemerken.

B. *Verpflegung der Pferde.*

§. 12. Die Etappenbehörden und Ortsobrigkeiten müssen dafür sorgen, dafs den Pferden stets möglichst gute reinliche Stallung angewiesen wird. Die Fouragerationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus einem in dem Etappenhauptorte zu etablirenden Magazin in Empfang genommen, und die dabey etwa entstehenden Schwierigkeiten werden von der Etappenbehörde sofort regulirt. Von den Quartierträgern kann der Soldat keine Rationen oder Fourage verlangen, wenn er nicht von einer Fürstl. Lippeschen Etappenbehörde darauf angewiesen ist.

Die Lieferung der Rationen wird an den Mindestverlangenden auf halbjährige Termine vergeben, und mufs der Etappencommandant in Paderborn zur Licitation eingeladen, auch auf seinen Antrag ein zweyter Licitationstermin angesetzt werden.

1818 IV. *Verabreichung des Vorspanns und Stellung der Fussboten.*

§. 13. Die Transportmittel werden, ausgenommen die §. 10. angeführten Krankenwagen, nicht anders und nicht weiter bewilligt, als in sofern sie in den Marschrouten ausdrücklich bemerkt sind. In Fällen, wo bey durchmarschirenden starken Armeecorps die erforderlichen Transportmittel nicht bestimmt angegeben sind, kann zwar der Commandeur der in einem Orte einquartierten Truppenabtheilung auf seine Verantwortung Transportmittel requiriren, jedoch nicht anders, wie durch eine an die Ortsobrigkeit ausgestellte schriftliche Requisition und gegen Ertheilung einer Quittung. Die Stellung der Transportmittel geschieht durch die Etappenbehörde in der von der Fürstl. Lippeschen Regierung deshalb verfügten Art, und darf keine Requisition und Anforderung vom Militär unmittelbar an die Unterthanen erlassen werden. Es wird den Officieren bey eigener Verantwortung zur Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen unterweges nicht durch Personen beschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben; dass die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt und die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort entlassen werden. Dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es bey dem Abmarsch der Truppen an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle und solche zur gehörigen Zeit eintreffen.

§. 14. Die Vergütung für den Vorspann, wozu auch die Krankenfuhren gehören, ist für jedes Pferd pro Meile 6 Ggr. in Golde, und ist hierin die Vergütung für den Wagen mit begriffen.

Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weise Wagen- oder Reitpferde für sich requiriren, es sey denn, dass sie sich durch eine schriftliche Ordre des Königl. commandirenden Officiers, als dazu berechtigt, legitimiren können; in diesem Fall muss hierüber gehörig quittirt und ebenfalls pro Pferd und Meile 6 Ggr. in Golde bezahlt werden; Fussboten werden mit 4 Ggr. pro Meile bezahlt, wobey der Rückweg nicht zu rechnen ist; solche dürfen vom Militär nicht eigenmächtig genommen,

vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern sie sind von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. 1818

§. 15. Die Entfernung der Etappen werden in folgender Art bestimmt: von Paderborn bis Lemgo 5 Meilen, von Lemgo bis Hameln 4½ Meilen, von Paderborn bis Horn 3½ Meilen, von Horn bis Barntrup 3 Meilen, von Barntrup bis Hameln 3 Meilen, von Horn bis Lügde 2½ Meilen, von Lügde bis Hameln 3¾ Meilen.

Hiernach wird die Bezahlung der Transportmittel, ohne Rücksicht auf die verfügten Dislocationen, geleistet, und sind in den von der Militärbehörde auszustellenden Quittungen die Haupt-Etappenorte zu bemerken.

§. 16. Die Liquidation der Vergütung für die sämmtlichen vorbemerkten Leistungen wird vierteljährlich dem Etappencommandanten in Paderborn eingereicht, und nach deren Abschluss die Zahlung dafür sofort geleistet.

V. *Aufrechthaltung der Ordnung und Militärpolizey.*

§. 17. Der Etappencommandant in Paderborn wird, da im Fürstenthum Lippe kein Königlich Preussischer Etappeninspector angestellt wird, die Differenzen zwischen Quartierträgern, Vorspannpflichtigen und Soldaten gemeinschaftlich mit der Lippeschen Behörde beseitigen, und ist die Etappenbehörde berechtigt, jeden Unterofficier oder Soldaten, der sich thätlicher Mishandlungen seines Wirths oder eines andern Unterthanen erlaubt, zu arretiren, und an den Commandirenden zur weitern Untersuchung und Bestrafung abzuliefern. Der Etappeninspector zu Hildesheim ist gleichfalls verpflichtet, Beschwerden über die von Paderborn aus auf Hildesheim marschirenden Militärs anzunehmen und möglichst zu beseitigen.

§. 18. Den Etappenbehörden wird es zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wege in einem möglichst guten Stande erhalten werden; auch haben dieselben ihre Aufmerksamkeit dar-

1818 auf zu richten, dafs es den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, was dieselben mit Recht verlangen können, und hat über diesen Gegenstand der, den Etappeninspector vertretende, Etappencommandant zu wachen, um erforderlichenfalls bey der Landesbehörde Beschwerde führen zu können. Die commandirenden Officiere sowohl wie die Etappenbehörden sind angewiesen, mit Ernst dahin zu trachten, dafs zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde.

§. 19. Während der Zeit des Aufenthalts der Occupationsarmee in Frankreich wird von der Hälfte der zu dieser Armee marschirenden oder von derselben zurückkehrenden Truppen nur die Hälfte der oben aufgeführten Preise für Portionen, Rationen und Vorspann u. s. w., bey einem dereinstigen Rückmarsch der Armee in Frankreich aber, für sämmtliche auf der vereinbarten Hülfsmilitärstrafse zurückkehrende Truppen nur die Hälfte der Vergütungspreise liquidirt und berichtigt.

§. 20. Die Dauer dieser Etappenconvention wird von jetzt ab vorläufig auf Vier Jahre festgestellt. Für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges sollen, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abänderndern Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt werden.

§. 21. Die Königlich Preussischen Truppen, welche auf der vereinbarten Militärstrafse instradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, soweit es nöthig ist, vollständig unterrichtet werden; so wie auch die erforderlichen Auszüge sowohl in den Etappen als in den, selbigen zur Aushülfe beygegebenen Ortschaften, zur Nachricht bekannt zu machen und zu affigiren sind.

Zu Urkund dessen ist diese Uebereinkunft in duplo ausgefertigt und, unter Vorbehalt Höchster Ratification, vollzogen und gegen einander ausgewechselt worden.

So geschehen Berlin den 18. Juny 1818. und Detmold den 25. August 1818.

(L. S.) Fr. Petri. (L. S.) *Graf* Lottum.

Cette convention a été ratifiée par S. M. le roi de Prusse, à Aix-la-Chapelle le 8 Octobre 1818.

6.

Durchmarsch- und Etappen-Convention, abgeschlossen zwischen Preussen und Oldenburg unterm 28. September 1818.; ratificirt den 18. März 1819. 1818 28. Sept.

(Ibidem 1819. Nr. 11.)

Nachdem in dem Artikel 15. des zwischen Sr. Majestät dem Könige von Preussen und Sr. Königlichen Hoheit dem Grossherzoge von Oldenburg den 9. April 1817. abgeschlossenen Tractats, eine Militärstrasse durch das Fürstenthum Birkenfeld zur Erhaltung der Verbindung mit dem Saarbrückischen und der Festung Saarlouis, angenommen worden ist, so ist, um rücksichtlich der Einrichtungen auf dem, mittelst dieses Tractats beliebten Etappenplatze Birkenfeld, die nöthigen Verabredungen gemeinschaftlich zu treffen, unter Vorbehalt höchster Ratification, von den zu diesem Geschäfte speciell committirten und bevollmächtigten Unterzeichneten, namentlich dem Freiherrn von Wolzogen, Königlich Preussischen Generalmajor, Ritter des Königlich Preussischen Ordens pour le mérite, des Kaiserlich Russischen St. Annenordens 1ster Classe, des Grossherzoglich Weimarschen weissen Falkenordens 1ster Classe, Commandeur des Kaiserlich Oesterreichischen St. Leopoldordens, und Ritter des Königlich Baierschen Max-Josephordens, und dem Grossherzoglich Oldenburgischen Ober-Appellationsgerichts-Präsidenten und Bundestags-Gesandten, Commandeurs des Königlich Grossbrittannisch-Hannöverschen Guelphenordens von Berg, Nachstehendes auf das Verbindlichste verabredet und abgeschlossen worden:

§. 1. Die Königlich Preussischen Truppen kommen aus folgenden Etappenorten nach Birkenfeld, und gehen hinwiederum von Birkenfeld nach denselben, als: Kirn $3\frac{1}{2}$ Meile, Morbach 2 Meilen, Hermeskeil $2\frac{2}{3}$ Meile und Thelei $2\frac{3}{4}$ Meilen. Der Etappe Birkenfeld werden zum Behufe der Einquartierung der durchmarschirenden Königlich Preussischen Truppen folgende Ortschaften zugegeben, als: Brücken, Trauen,

1818 Buhlenberg, Feckweiler, Ellenberg, Schmisberg, Reimsberg, Ellweiler, Dambach, Dienstweiler, Elchweiler und Eborn, Hambach, Rinzenberg, Gollenberg, Burbach; und bey Durchmärschen grosser Abtheilungen annoch: Nohfelden, Gimbweiler, Bleiderdingen und Weiersbach, Hoppstatten, Hämbweiler, Röschweiler, Achtelsbach, Meckenbach, Abentheuer, Hattgenstein, Schwollen und Niederbrombach.

Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, nach jedem dieser, der Etappe Birkenfeld beygegebenen Orte zu gehen, es sey denn, dass dieselben Artillerie-, Munitions- oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten selbst, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der zu nehmenden Strasse liegen; die mit Pulver oder Munition beladenen Wagen werden jedoch jederzeit ausserhalb der Orte in einer angemessenen Entfernung aufgefahren, um mögliche Unglücksfälle für die Einwohner unschädlich zu machen.

§. 2. Sämmtliche Königlich Preussische durch das Fürstenthum Birkenfeld marschirende Truppen müssen bloss auf den Etappenplatz Birkenfeld instradirt werden, indem sie ausserdem weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können. Die Marschrouten für die über Birkenfeld marschirenden Königlich Preussischen Truppen, können blos von dem Königlich Preussischen Kriegsministerio, imgleichen von dem Generalcommando am Niederrhein mit Gültigkeit ausgestellt werden. Auf die von anderen Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Officiere, Unterofficiere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen.

Insbesondere ist darauf zu achten, dass die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniss gesetzt werden, und wird zu dem Ende Folgendes bestimmt:

Die Detaschements unter 20 Mann können nur den ersten und funfzehnten eines jeden Monats von

dem letzten Preufsischen Haupt-Etappenorte abgehen (widrigenfalls sie weder Quartier noch Verpflegung erhalten), sollen aber nie ohne einen Vorgesetzten marschiren. Von dieser Regel sind allein ausgenommen diejenigen Militär-Arrestanten, deren Transport keinen Aufschub leidet. 1818

Den Detaschements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher vorauszuschicken, um bey der Etappenbehörde das Nöthige anzumelden.

Vor der Ankunft gröfserer Detaschements, bis zu einem vollen Bataillon oder einer Eskadron, mufs die Etappenbehörde wenigstens drey Tage vorher benachrichtigt werden. Wenn ganze Bataillons, Escadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschiren, so mufs nicht allein die Etappenbehörde wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt werden, sondern es soll auch die Grofsherzoglich Oldenburgische Landesregierung des Fürstenthums Birkenfeld wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Aufserdem soll, wenn eins oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschiren, denselben ein commandirter Officier wenigstens drey Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislocation, Verpflegung der Truppen, Gestellung der Transportmittel u. s. w. mit der die Direction über den Etappenort Birkenfeld führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen für das ganze Corps zu treffen. Dieser commandirte Officier mufs von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihren Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruirt seyn.

§. 3. Die durchmarschirenden Truppen können blofs Ein Nachtlager verlangen. Ruhetag, oder ein noch längerer Aufenthalt, findet nicht Statt.

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienste befindlichen Militär-Personen wird weder Recht auf Quartier, noch auf Verpflegung, gegeben; diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche bey den Einwohnern. Die durchmarschirenden Truppen, welche der Marschroute gemäfs bey den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappenbehörde, und gegen auszustellende Quittung

1818 des Commandirenden, die Naturalverpflegung vom Quartierwirthe, indem Niemand ohne Verpflegung fernerhin einquartiert werden soll. Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgestellt, dass der Officier sowohl, wie der Soldat, mit dem Tische seines Wirths zufrieden seyn muss.

Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermässigen Forderungen von Seiten des Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unterofficier und Soldat und jede zum Militär gehörende Person, die nicht den Rang eines Officiers hat, kann in jedem Nachtquartier verlangen: zwey Pfund gut ausgebackenes Brod, ein halb Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirthe Wein, Bier, Branntwein, oder gar Caffee zu fordern; dagegen soll die Ortsobrigkeit dafür sorgen, dass hinreichender Vorrath von Bier und Branntwein in jedem Orte vorhanden ist, und dass der Soldat nicht übertheuert wird. Die Subalternofficiere bis zum Capitain excl. erhalten ausser Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ein halb Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht, auch Mittags und Abends bey jeder Mahlzeit eine Bouteille Wein; Morgens zum Frühstück Caffee und Butterbrod. Der Capitain kann ausser der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen. Für diese Verpflegung wird, nach vorgängiger Liquidation, von dem Königlich Preussischen Gouvernement folgende Vergütung bezahlt:

Für den Soldaten	. . . 4	Ggr.	Gold,
— Unterofficier	. . 4	—	—
— Subalternofficier	. 12	—	—
— Capitain	. . . 16	—	—

Staabsofficiere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten, wo dieses nicht thunlich seyn sollte, bezahlt der Staabsofficier 1 Rthlr. Gold, der Oberst und General 1 Rthlr. 12 Ggr. Gold, wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muss.

Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabsofficieren unmittelbar berichtigt. 1818

Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dies nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in der Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder, gegen die oben festgesetzte Entschädigung, den Soldaten gleich, einquartiert und verpflegt.

Dagegen können die Frauen und Kinder der Officiere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

Sollten hin und wieder durchmarschirende Königlich Preussische Soldaten im Fürstenthum Birkenfeld krank werden, so sollen selbige, insofern sie transportirt werden können, nach dem nächsten Königlich Preussischen Etappenorte gebracht werden, und die dazu erforderlichen Fuhren, gegen die §. 4. bestimmte Vergütung, Grossherzoglich Oldenburgischer Seits gestellt, diejenigen Kranken aber, deren Gesundheitszustand den Transport nach der nächsten Etappe nicht gestattet, in eine von der Etappenbehörde zu Birkenfeld zu bestimmende Krankenanstalt daselbst untergebracht, und so lange, bis sie transportabel sind, in selbiger auf Kosten des Königlich Preussischen Gouvernements verpflegt werden, wobey dem Königlich Preussischen Etappeninspector zu Trier frey bleibt, so oft es ihm nöthig dünkt, selbst nachzusehen, dass die in Birkenfeld befindlichen Kranken gut abgewartet und behandelt werden.

Die Etappenbehörde und Ortsobrigkeit müssen gehörig dafür sorgen, dass den Pferden stets möglichst gute, reinliche Stallung angewiesen werde. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden angewiesenen Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bey der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bey nachdrücklicher Strafe zu untersagen, dass die Militärpersonen die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle jagen, und ihre Pferde hineinbringen lassen. Die Fourage-Rationen werden auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung des Empfängers aus einem im Etappen-Hauptorte zu etablirenden Magazine in Empfang genom-

1818 men, und die dabey etwa entstehenden Streitigkeiten werden von der Etappenbehörde sofort regulirt. Wollen die Gemeinden die Fourage selbst ausgeben, welches ihnen jederzeit freysteht, und wobey es den Ortsobrigkeiten überlassen ist, die Art der Lieferung anzuordnen, so hat ebenfalls ein Commandirter des Detaschements die Fourage zur weitern Distribution in Empfang zu nehmen. Von den Quartierwirthen selbst darf in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage gefordert werden. Die Lieferung der Rationen soll von der mit der Direction über die Militärstrasse beauftragten Behörde halbjährig, oder zu welcher Zeit es vortheilhaft, öffentlich licitirt und den Mindestfordernden übertragen werden. Der Königlich Preussische Etappeninspector muss zu dieser Licitation eingeladen werden, und kann darauf antragen, dass ein zweyter Licitationstermin anberaumt wird, wenn ihm die Preise zu hoch scheinen, welches die Grossherzoglich Oldenburgische Behörde nicht verweigern kann.

In denjenigen Fällen, wo die Fourage nicht aus dem Magazine genommen, sondern besonderer Umstände wegen von der Ortsobrigkeit geliefert ist, erhält diese denselben Preis, welchen der Lieferant erhalten haben würde, wenn aus dem Magazin fouragirt wäre.

Die durch Fouragelieferung, wie auch die übrigen durch die Mundverpflegung und Stellung des Vorspanns entstehenden Kosten, werden vierteljährig berechnet, und vom Königlich Preussischen Gouvernement baar berichtigt. Die mit der Liquidation zu beauftragenden gegenseitigen Behörden werden sich über die Form des Rechnungswesens noch weiter verständigen und einigen.

§. 4. Die Transportmittel werden den durchmarschirenden Truppen auf Anweisung der Etappenbehörde und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als deshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige bemerkt worden.

Nur diejenigen Militärpersonen, welche unterwegs erkrankt sind, können ausserdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschiren durch das Attestat eines approbirten Arztes

Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappenhospital Anspruch machen. Die quartiermachenden Commandirten dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sey denn, dass sie sich durch schriftliche Ordre des Regiments-Commandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartier bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirk bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschirenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bey der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen; dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es bey dem Abmarsche der Truppen an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschirenden Truppen oder einzeln reisende Militärpersonen, welche auf der Etappe Birkenfeld eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen. Den betreffenden Officieren wird es bey eigener Verantwortung zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, dass die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und dass die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt sind. 1818

Als Vergütung für die Vorspanne wird von dem Königl. Preussischen Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von 6 Ggr. Gold gezahlt. Sollte es an der erforderlichen Zahl von Pferden fehlen, und deshalb Ochsenfuhren gestellt werden, so wird als Grundsatz der Vergütung aufgestellt, dass ein mit zwey Ochsen bespannter Wagen 8 Ggr. Gold und bey mehrspännigen Fuhren jeder vorgelegte Ochse mit 4 Ggr. Gold vergütet wird.

Die Entfernung von einem Nachtquartier in das andere wird der Entfernung des Etappen-Hauptorts

1818 nach der oben angegebenen Entfernung, bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitern oder nähern Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Anspannungs-Orte wird nicht mit in Anrechnung gebracht.

Die Fussboten und Wegweiser dürfen von dem Militär nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren, und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation, welche jedesmal dem Etappeninspector vorzulegen ist, um die Richtigkeit der angegebenen Entfernung zu prüfen und zu attestiren, soll das Botenlohn für jede Meile mit 4 Ggr. Gold vergütet werden, wobey der Rückweg nicht zu rechnen ist.

Es soll in Trier ein Königlich Preussischer Etappeninspector angestellt werden, dessen Bestimmung dahin geht, für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der Liquidationen Sorge zu tragen, und etwanigen Beschwerden, soviel wie möglich, abzuhelfen. Er hat aber keine Autorität über die Grossherzoglich Oldenburgischen Unterthanen. Sollten hin und wieder Differenzen zwischen den Bequartierten und den Soldaten entstehen, so werden solche von der Etappenbehörde und den commandirenden Officieren, wie auch von dem oben erwähnten Etappeninspector, in soweit dessen Aufenthalt in Trier solches gestattet, gemeinschaftlich beseitigt. Die Etappenbehörde ist berechtigt, jeden Unterofficier und Soldaten, welcher sich thätliche Misshandlung seines Wirths oder eines andern Unterthanen erlaubt, zu arretiren und an den Commandirenden zur weitern Untersuchung und Bestrafung abzuliefern.

Den Etappenbehörden wird es noch zur besondern Pflicht gemacht werden, darauf zu achten, dass die Wege stets im guten Stande erhalten werden, und überhaupt haben dieselben ihre stete Aufmerksamkeit darauf zu richten, dass es den durchmarschirenden Truppen an nichts fehle, was dieselben mit Recht und Billigkeit verlangen können, auf wel-

chen Gegenstand der Etappeninspector gleichfalls zu achten hat, und bey den Landesbehörden Beschwerde führen kann. 1818

Die commandirenden Officiere sowohl, wie die Etappenbehörden, sind anzuweisen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, dass zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und dass die Einwohner in Beziehung auf ihre deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten, sehr gemildert werden können.

Die Königlich Preussischen Truppen, welche auf den Etappenplatz Birkenfeld instradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Convention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet werden, so wie die erforderlichen Auszüge, sowohl in der Etappe, als in den, selbiger zur Aushülfe beygegebenen Ortschaften zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden können.

Die vorstehende Etappenconvention soll vom 1sten October d. J. an in Kraft treten, auch auf Zehn Jahre vom besagten Dato an gültig seyn, so wie auch die seit den 9. April 1817. bis jetzt durch das Fürstenthum Birkenfeld statt gefundenen Durchmärsche Königlich Preussischer Truppen nach dem Inhalte dieser Convention liquidirt und vergütet werden sollen. Es wird dabey festgesetzt, dass für den Fall eines in der angenommenen Frist von 10 Jahren ausbrechenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft regulirt werden sollen.

Zu Urkund dessen ist diese Uebereinkunft in duplo ausgefertigt, und unter Vorbehalt höchster Ratification vollzogen, und gegen einander ausgewechselt worden.

So geschehen Frankfurth am Main, den 28. September 1818.

(L. S.) Ludwig v. Wolzogen. (L. S.) v. Berg.

Cette convention a été ratifiée par S. M. le Roi de Prusse, le 18. Mars 1819.

32.

1818 18 May. *Convention conclue entre S. A. le Duc de Nassau et les cours de Bavière, de Wurtemberg, de Bâde et de Hesse-Darmstadt pour l'extradition réciproque des déserteurs et des vagabonds, publiée le 18 May 1818.*

(*Verordnungsblatt* 1818. p. 132.)

1.

Bekanntmachung, die wegen wechselseitiger Uebernahme der Vaganten und anderer Ausgewiesenen zwischen dem Grossherzogthum Hessen und dem Herzogthum Nassau abgeschlossene Uebereinkunft betreffend, vom 6. May 1818.

Seine Herzogl. Durchlaucht sind nachstehender zwischen den Höfen zu München, Stuttgardt, Carlsruhe und Darmstadt bestehenden Uebereinkunft wegen wechselseitiger Uebernahme der Vaganten und anderer Ausgewiesenen, auf desfallsige Einladung hinsichtlich des Herzogthums Nassau gegen das Grossherzogthum Hessen mit den näheren Bestimmungen beygetreten:

1. dass zu Uebergabs-Orten für Transporte aus dem Herzogthum Nassau in das Grossherzogthum Hessen die Orte: Friedberg und Vilbel für die Provinz Hessen, Rüsselsheim für die Provinz Starkenburg, und Mainz für die Provinz Rheinhessen, und für Transporte aus dem Grossherzogthum Hessen hierher die Orte: Usingen, Höchst und Hochheim bestimmt worden sind, und
2. dass die Wirksamkeit dieser Convention mit dem 1. Juny beginnen soll.

Herzogl. Landesregierung ist mit der Vollziehung gegenwärtiger Convention beauftragt, welche hier-

durch mittelst Abdruck in dem Verordnungsblatt zur öffentlichen Kenntniss gebracht wird. 1818

Wiesbaden, den 18. May 1818.

Herzoglich Nassauisches Staats-Ministerium.

Freiherr von Marschall.

2.

Uebereinkunft wegen wechselseitiger Uebernahme der Vaganten und anderer Ausgewiesenen.

§. 1. Die contrahirenden hohen Souverains verbinden sich, Niemand aus Ihrem in eines Mitcontrahenten Staatsgebiet auszuweisen, der nicht ein Angehöriger des Staats ist, dem er zugewiesen wird, und darin sein Heimwesen zu suchen hat, oder wenigstens durch das Gebiet desselben, als ein Angehöriger eines rückwärts liegenden Staats nothwendig den Weg nehmen muss.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme von Seiten der Contrahenten wechselseitig nicht versagt werden kann, sind anzusehen:

a. alle diejenigen, deren Vater, oder wenn sie ausser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter zur Zeit ihrer Geburt in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden ist, oder welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthansverband entlassen worden zu seyn, und ein anderweitiges Heimatrecht erworben zu haben;

b. diejenigen, welche von heimatlosen Eltern zufällig innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthanenrecht durch ausdrückliche Aufnahme erworben, oder sich daselbst mit obrigkeitlicher Bewilligung verheirathet, oder darin mit Connivenz der Obrigkeit zehn Jahre lang gewohnt, oder wenigstens als selbstständig ein Gewerbe getrieben haben;

c. Personen, welche zwar weder in dem Staatsgebiet geboren, noch zu Unterthanen daselbst aufgenommen worden, hingegen nach Aufgebung ihrer vor-

1818 herigen staatsbürgerrechtlichen Verhältnisse, oder sonst als heimatlos dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, dass sie mit obrigkeitlicher Bewilligung daselbst geheirathet haben, oder dass ihnen während eines Zeitraums von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben, oder als selbstständig ein Gewerbe zu treiben.

Zu Begründung einer Ansprache an den Staat durch Verheirathung ist es nicht hinreichend, dass der Geistliche in der gewöhnlichen Ordnung die Trauung vollzogen hat, sondern es wird erfordert, dass der Districts-Beamte, in dessen Amtsbezirk die Trauung geschehen ist, dieselbe durch eine schriftlich ausgestellte amtliche Erklärung, als zulässig anerkannt hat.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, der in einem Staat zufällig geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht erworben, oder mit obrigkeitlicher Bewilligung sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt und Treibung eines Gewerbs sich einheimisch gemacht hat; so ist der letztere Staat vorzugsweise ihn aufzunehmen verbunden. Trifft das Unterthanenrecht in einem Staat mit der Verheirathung oder zehnjähriger Wohnung oder Gewerbtreibung in einem andern zusammen, so ist das erste Verhältniss entscheidend. Ist ein Heimatloser in einem Staate mit obrigkeitlicher Bewilligung in die Ehe getreten, in einem andern aber nach seiner Verheirathung während des bestimmten Zeitraums von zehn Jahren, als seshaft oder Gewerbe treibend, geduldet worden; so muss er in dem Letztern beybehalten werden.

§ 4. Sind bey einem Vaganten keine der hier aufgezählten Bestimmungen anwendbar oder erweislich: so hat derjenige Staat, wo er sich zufällig befindet, ihn provisorisch beyzubehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind dem Staate zuzutheilen, welchem der Ehemann vermöge eines der angeführten Verhältnisse zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln; es wäre denn, dass während ihres Wittwenstandes eine Veränderung einträte, durch

welche sie nach den Grundsätzen dieser Uebereinkunft ein anderes Aufenthaltsrecht erhielten. 1818

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Eltern geniessen, von denselben nicht getrennt werden können: so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bey ehelichen Kindern der Vater, oder bey unehelichen Kindern die Mutter zugehört. Wenn die Mutter nicht mehr, sondern nur noch der Vater am Leben ist, so folgen die Kinder dem Foro des Letztern.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne in einem andern Staate ein Aufenthaltsrecht erworben zu haben; so kann der Staat, dem er bisher zugehört hatte, der Beybehaltung oder Wiederaufnahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen, Zöglinge und Dienstboten erwerben, so lang sie in dieser Eigenschaft in Diensten stehen, oder um des Unterrichts und der Erziehung willen, ohne selbstständig zu seyn, irgendwo verweilen, durch den blossen Aufenthalt, wenn solcher auch länger als zehn Jahr dauerte, kein Wohnsitzrecht. Doch hängt es von dem Gutdünken eines jeden Staats ab, einen Zeitpunct zu bestimmen, nach dessen Ablauf ein Handlungsdiener, ein Handwerksgeselle oder Dienstbote berechtigt ist, in dem Orte, wo er treu und fleissig gedient hat, um das Bürgerrecht anzusuchen.

§. 9. Denjenigen, welcher als Landstreicher oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen werden, hingegen in dem benachbarten Staate nach den hier festgesetzten Grundsätzen kein Heimwesen anzusprechen haben, ist letzterer den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten nicht schuldig; es würde denn urkundlich dargethan werden können, dass der zu übernehmende Vagant einem rückwärts liegenden Staat zugehört, welchem er nicht wohl anders als durch das Gebiet des ersteren zugeschickt werden kann, und dass dieses Verhältniss von Seite des Staats, dem er zugeschickt werden soll, wirklich anerkannt wird.

1818 Ergiebt sich das Anerkenntniss nicht aus einem unverdächtigen Pass von Seite des Staats, dem der Ausgewiesene angehört; so kann der Mangel des Beweises dadurch ergänzt werden, dass ein Gesandter dieses Staats dem Ausgewiesenen für die Rückkehr in sein Heimwesen einen Pass ausstellt, welcher, wo möglich, auch von der Gesandschaft desjenigen Hofes, durch dessen Staatsgebiet der Transport gehen soll, durch Mitunterschrift und Siegel zu beurkunden ist.

§. 10. Sollte der Fall eintreten, dass ein Transportirter von dem rückwärts liegenden Staate nicht angenommen würde, dem er zufolge der bey ihm vorgefundenen Urkunden zugewiesen worden war; so kann derselbe wieder an denjenigen Staat, aus welchem man ihn ausgewiesen hatte, zur provisorischen Beybehaltung zurückgebracht werden.

§. 11. Leute, welche für die öffentliche Sicherheit gefährlich erscheinen, sind nicht anders, als mit sicherer Begleitung zu transportiren, und in dem bestimmten Uebergabsorte des benachbarten Staats jedesmal dem Ortsbeamten urkundlich zu übergeben, anderen, welche in ihr Heimwesen verwiesen werden, ohne dass eine Gefahr von ihnen zu besorgen wäre, ist wenigstens in einem Laufpass die Route die sie zu nehmen haben bestimmt vorzuschreiben.

§. 12. Bei Vaganten-Transporten sollen nie über drey Personen zugleich übergeben werden; es wäre denn, dass sie zu einer und derselben Familie gehörten, und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden könnten.

Grössere sogenannte Vagantenschube sollen künftig nicht Statt finden.

§. 13. (Enthält die Bestimmungen der Uebergabeorte.)

§. 14. Die Contrahenten behalten sich vor auch andere Staaten zum Beytritt einzuladen.

33.

Convention entre S. M. le Roi de Royaume des Deux-Siciles et S. S. le Pape Pie VII. pour l'extradition réciproque des Brigands et des Malfaiteurs, signée à Rome le 29 Juillet 1818.

1818 29 Juill.

(*Giornale del Regno delle Due Sicilie*, 1818. Nr. 19.)

Convenzione.

Per conseguire pienamente l'intento della totale estirpazione delle bande de' malviventi che infestano tuttavia le confinanti provincie de' dominii pontificio e napoletano, sebbene in assai minor numero, essendone stati molti arrestati ed uccisi, ed altri essendosi presentati: Sua Santità il regnante Sommo Pontefice Pio VII., e Sua Maestà Ferdinando I. Re del regno delle Due Sicilie, hanno di comune accordo determinato di conchiudere una nuova convenzione per dare una estensione maggiore a' provvedimenti a tal effetto stipulati in quella de' 4 di luglio 1816, ed hanno quindi nominati per loro plenipotenziari cioè: S. S. il Sommo Pontefice, monsignor Giovanni Barberi fiscale generale; e S. M. il Re del regno delle Due Sicilie il Signor D. Gaetano Cattaneo de' principi di S. Nicandro, suo incaricato di affari presso la Santa Sede, i quali, dopo di aver cambiate le loro plenipotenze trovate in buona e debita forma, sono convenuti negli articoli seguenti:

Art. I. Le rispettive forze armate de' due dominii potranno introdursi dall' uno all' altro territorio pontificio e napoletano per inseguire ed arrestare i malviventi nella sola circostanza dell' attualità della fuga ed insecuzione dell' individuo o individui delle bande de' malviventi, che, o nell' istante, o poco innanzi, abbiano passato i confini del rispettivo dominio, per evadere gli effetti della insecuzione.

1818 Art. II. La forza armata potrà percorrere quel tratto di territorio che l'è necessario al buon esito della insecuzione, fino a che s'incontri in una forza pubblica nel dominio territoriale, e giunga in un qualche comune, nel quale esista similmente una forza pubblica, allora dovrà desistersi dalla insecuzione cui subentrerà la forza territoriale, per effettuare l'arresto del delinquente o delinquenti.

Art. III. La forza armata che s'introduce nell' altrui territorio, non potrà pretendere, o dagli abitanti, o da' comuni, alcuna somministrazione gratuita, o indennizzazione, per titolo e sotto nome di alloggi, o foraggi, o sotto qualunque altra denominazione.

Art. IV. I comandanti militari e capi della forza armata de' due governi ne' paesi limitrofi, e le loro rispettive autorità costituite, in particolare quelle di Benevento e Pontecorvo, si metteranno di accordo fra loro pel miglior successo di queste provvidenze.

Art. V. Le forze di ambedue i governi con tutta diligenza procederanno di concerto per l'arresto di detti malviventi, invigileranno al discuoprimento de' loro fautori, impediranno che sieno ad essi somministrati viveri o denaro, e si comunicheranno a vicenda le notizie correlative a questi oggetti.

Art. VI. Nelle provincie di Marittima e di Campagna saranno dal governo pontificio stabilite delle colonne mobili di forza armata ne' distretti militari di Veroli, S. Lorenzo, Sonnino, e Terracina, le quali, quando nella insecuzione de' malviventi non possano riuscire nel loro arresto, faranno in guisa che non abbiano colla fuga altro asilo nel regno, che ne' territori di Fondi, Lenola e Sora.

Art. VII. In correlazione del precedente articolo il governo napoletano stabilirà in detti tre punti di Sora, Lenola e Fondi delle colonne mobili di forza armata, onde nelle concertate operazioni sieno presi in mezzo i malviventi, e resti in conseguenza facilitata la loro estirpazione.

Art. VIII. In ogni quindici giorni dal rispettivo comandante superiore militare delle limitrofe provincie de' due dominii saranno reciprocamente comunicati i motti di ordini a' capi della truppa di linea.

Art. IX. I rispettivi comandanti militari, conoscendo necessaria ed utile nelle contingenze imprevedute qualche provvidenza particolare, dovranno comunicarsela a vicenda, affinchè la diversità e la divergenza delle operazioni non ne pregiudichi il buon esito. 1818

Art. X. I governi delle confinanti rispettive provincie pubblicheranno di mese in mese una nota stampata colla specificazione individuale de' malviventi suddetti e loro capi, quando questi sieno noti, ed i comandanti militari se la comunicheranno reciprocamente.

Art. XI. Nel caso di arresto di alcuno de' malviventi, la forza esecutrice non dovrà trasportarlo nell' altro dominio, ma lasciarlo in potere del governo nel di cui territorio lo ha arrestato, rimanendo autorizzate le autorità de' due dominii a chiederne e farne eseguire la consegna, senza passare per le solite vie ministeriali, ad oggetto di ritrarre dagli arrestati de' lumi conducenti all' estirpazione del brigantaggio, ed incutere un salutare terrore colla loro pronta punizione, sempreché però l' autorità requirente colla esibizione della enunciata nota stampata, giustifichi all' autorità requisita, che la richiesta cada su di un individuo che trovasi inscritto in alcuna delle note medesime.

Art. XII. Il giudizio e la punizione del malvivente arrestato in uno de' due dominii spetterà al tribunale competente di quello in cui ha delinquito nella qualità suddetta d' individuo delle bande de' malviventi, ancorchè sia suddito dell' altro per origine e domicilio, ed abbia in questo contrettato la materia furtiva.

Art. XIII. Se però avrà delinquito nella stessa qualità in ambedue i dominii, dovrà essere pria giudicato dal tribunale del dominio in cui sarà seguito l' arresto: quando il giudizio definitivo lasci luogo a pena maggiore, verrà senza ritardo consegnato alle forze dell' altro dominio. Pronunziata la pena da entrambi i tribunali, il malvivente consumerà la maggiore preventivamente presso il dominio che ve lo ha condannato, e nella ipotesi di pene uguali, avrà

1818 luogo la preferenza di quel dominio nel quale è ſtato arreſtato.

Art. XIV. I malviventi deſcritti nell' enunciate note, ogni qual volta non vengano in potere della forza, debbono eſſere conſiderati in virtù delle leggi veglianti ne' due dominii, come nemici della tranquilità pubblica e privata, e perciò come banditi e pubblicamente diffidati. In conſeguenza non meno la forza armata, ma anche i naturali ed abitanti ne' due dominii potranno per diſpoſizioni delle leggi ſteſſe impunemente ucciderli anche nel proprio dominio nel quale ſi ſono ricoverati, quantunque la qualità di malvivente percuota l'altro, e non il proprio dominio, ſempreché però reſti inſcritto, come ſi è detto, nella nota a ſtampa di uno de' due dominii.

Art. XV. Avendo i due governi ſtabilito de' premii a vantaggio di chi arreſta, o uccide gl' individui delle bande de' malviventi, ſarà conſervato queſto ſiſtema, durante la preſente Convenzione, colle ſeguenti dichiarazioni.

Il premio reciprocamente fra i due governi ſarà di ſcudi cento per ciascun malvivente, e di ſcudi dugento per ciascun capobanda, quando gli uni e gli altri ſieno nominati e qualificati diſtintamente come tali nelle note enunciate nell' art. 10.

Avranno dritto a queſti premii non meno le particolari perſone che arreſteranno o uccideranno alcuno de' deſignati malviventi, ma la ſteſſa forza armata, comunque obbligata all' eſecuzione per uffizio.

Dovranno però a tal effetto la forza armata o le particolari perſone preſentare al governo, a cui ſpetti di pagare il premio, o la perſona o la teſta del malvivente, per averne la ricognizione ed identificazione nelle ſolite forme legali.

Spetterà di pagare il premio a quello de' due governi, nelle di cui note ſtampate e pubblicate ſia ſtato inſcritto il malvivente.

Se ſi troverà inſcritto nelle note di ambidue, ſarà pagato da quello di cui il malvivente era ſuddito originario.

E con queste norme si percepiranno i rispettivi premii anche nel caso nel quale l'arresto, o l'uccisione segua nel dominio diverso da quello in cui il malvivente ha delinquito. 1818

Art. XVI. Essendosi riconosciuta utile la provvidenza già presa dal governo pontificio di far ritirare il bestiame da alcune montagne limitrofe al regno, nelle quali più facilmente prendevano ricovero i malviventi; e ciò tanto per impedire loro le comunicazioni e lo spionaggio per mezzo de' pastori, quanto per minorare loro i mezzi di sussistenza; la stessa misura sarà ugualmente addottata dal governo di Napoli; nell' intelligenza però che ad effetto di non recare grave pregiudizio al comodo del pascolo e della stazione del bestiame, questa provvidenza e misura esclusiva sarà da' due governi prudenzialmente limitata soltanto a quei siti, ne' quali se ne riconoscerà la necessità per lo designato fine.

Art. XVII. Tutti gli articoli precedenti avranno effetto per tutto il corrente anno 1818, da prorogarsi in seguito, previo l'accordo fra le due corti, se il bisogno lo esigerà.

Art. XVIII. La presente Convenzione sarà ratificata, e le ratifiche saranno cambiate in Roma nello spazio di quindici giorni, ed anche più presto se potrà farsi, ed indi sarà pubblicata ne' rispettivi dominii, onde sia a notizia di tutti, e venga irremissibilmente osservata.

In fede di che, i sottoscritti in virtù delle loro plenipotenze l' hanno sottoscritta e munita de' suggelli delle loro armi.

Fatto in Roma, li 29 Luglio 1818.

Giovanni Barberi. (L. S.)

Cav. Gaetano Cattaneo. (L. S.)

34.

1818 8 Août. *Déclaration faite pour le gouvernement des Pays-Bas sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine entre ce royaume et celui des Deux-Siciles datée du 8 Août 1818.*

(*Sur manuscrit mais sûr.*)

Le soussigné ministre des affaires étrangères de S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, déclare par les présentes, que, sauf l'approbation et la ratification des souverains respectifs, la convention suivante a été conclue avec le ministère d'état de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles, à l'égard d'une abolition réciproque du droit d'aubaine.

Art. I. En vertu de la présente déclaration, le droit d'aubaine est réciproquement aboli entre les états de S. M. le roi des Pays-Bas y compris le grand-duché de Luxembourg et ceux de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles. En conséquence, les sujets de l'une des deux puissances contractantes seront exempts du dit droit pour toutes les successions, et pour tous les legs qui pourront leur appartenir dans les états de l'autre.

Art. II. La même exemption du droit d'aubaine sera accordée aux sujets de S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, qui établiront leur domicile dans le royaume des Deux-Siciles, et à ceux de S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles, qui établiront leur domicile dans le royaume des Pays-Bas, et dans le grand-duché de Luxembourg, par rapport aux biens, meubles et immeubles, qui appartiendront aux sujets de l'une des deux puissances contractantes dans les états de l'autre.

Art. III. Cette exemption est bornée au seul droit d'aubaine et ne s'étendra pas aux impositions, auxquelles les sujets des deux puissances se trouvent soumis, par l'effet de leurs propres lois, et auxquelles les sujets de S. M. le roi des Pays-Bas sont particu-

lièrement assujettis, tels que le droit de succession et autres. 1818

La Haye, ce 8 Août 1818.

Le ministre des Affaires étrangères,
Signé: A. W. C. DE NAGELL.

La présente convention a été ratifiée par les Deux-Siciles, le 21 Décembre et par les Pays-Bas le 28 Décembre, 1818.

35.

Extrait du Protocole de la Conférence ministérielle tenue à Aix-la-Chapelle, le 7 Novembre 1818. —, *Affaires des médiatisés.* 7 Nov.

(*Sur manuscrit, mais sûr.*)

Monsieur le Comte de Nesselrode a appelé l'attention de la conférence sur le mémoire, ci-joint en copie, présenté aux Souverains et Ministres réunis à Aix-la-Chapelle par les Princes Guillaume de Bentheim et Steinfurt, et George de Löwenstein-Wertheim, au nom et par autorisation des Princes et Comtes d'Allemagne médiatisés, réclamant l'exécution des articles par lesquels l'acte du Congrès de Vienne a déterminé les droits et prérogatives dont ils doivent jouir dans l'ordre actuel des choses, et notamment de celui qui leur a ouvert la perspective d'obtenir quelques voix collectives à la diète Germanique.

Mr. le Prince de Metternich a fourni à la conférence les éclaircissemens nécessaires pour faire connoître l'état présent de cette question. Il l'a traitée, tant sous le point de vue des rapports, qui, d'après l'acte de la confédération Germanique doivent subsister entre les Souverains membres de cette confédération, et les Princes et Comtes médiatisés, que sous celui de la position de ceux-ci vis-à-vis de l'ensemble du corps Germanique.

1818 Il a établi, à cet effet, les points de vues suivans.

1. L'acte de la fédération Germanique a été conclu par les Princes Souverains de l'Allemagne, et il fait partie du Récès du Congrès. Le pacte fédéral est inviolable dans ses stipulations positives ainsi que le sont toutes les transactions du Congrès de Vienne. La perte qu'ont faite les anciens Princes et Etats de l'Empire, médiatisés, de leur indépendance, a été sanctionnée par cet acte. Il leur assure en échange des prérogatives que les Princes Souverains ne sauroient ni restreindre ni altérer sans enfreindre à la fois et l'acte fédératif et celui du Congrès.

Plusieurs Souverains de l'Allemagne ont rempli les engagemens solennels qu'ils avoient contractés en faveur d'une classe qui constitue la haute noblesse de l'Allemagne et qui est d'autant plus digne de tous les égards, qu'elle a été victime des événemens désastreux des derniers tems. La Prusse a donné, la première, cet exemple de justice; elle ne s'est pas bornée à assurer aux maisons médiatisées, placées sous sa souveraineté, ce que leur accorde l'acte fédératif; elle est allée au delà de ses engagemens.

Le Roi de Bavière a également rempli son engagement. Les Princes et Etats médiatisés devenus Bavarois en ont témoigné à Sa Majesté leur entière satisfaction.

Le Duc de Nassau s'est arrangé de gré à gré avec ses médiatisés à la satisfaction des deux parties.

Il y a cependant des Etats en Allemagne dans lesquels la condition des médiatisés, loin d'être assise sur les principes que les Souverains de ces pays ont eux-mêmes sanctionnés, n'a fait qu'empirer depuis 1815. Les plaintes des maisons médiatisées, placées sous ces souverainetés, sont non seulement fondées en droit, mais elles sont de nature à réclamer, tant sous le point de vue de la justice que sous celui de la prudence, qu'il leur soit porté remède.

L'Empereur d'Autriche a cru devoir énoncer vis-à-vis de la Confédération avant la clôture de sa dernière session, ses sentimens de sollicitude à cet égard. La diète a procédé de suite à la nomination d'une commission chargée de l'examen de ces justes représenta-

sentations. Elle ne tardera par à faire son rapport 1818
après l'ouverture de la nouvelle session.

2. L'acte fédératif, art. VI., a établi aux Princes médiatisés la chance d'être admis à vôter à la diète. Cette décision est réservée aux Princes Souverains membres de la Confédération Germanique.

Il résulte de cet état de choses:

1. Que les Princes et Etats de l'Empire, médiatisés, ont un plein droit à être placés et maintenus par leurs Souverains respectifs dans la situation que leur garantissent l'acte fédératif et celui du Congrès; que par le même motif, il n'existe aucun droit, pour ces Souverains de les tenir placés hors de cette attitude légale; que la justice ainsi que la prudence font une loi aux dits Princes Souverains de ne point tarder d'avantage à remplir leurs engagemens et à écarter par ce fait le mouvement dans les esprits qui est la suite nécessaire de l'état actuel des choses; que les rapports des médiatisés ayant été sanctionnés par toutes les cours qui ont fait partie du Congrès de Vienne ainsi que par l'universalité des Etats qui ont accédé à cet acte, il en résulte, que si les médiatisés ont le droit de recourir en dernière instance à l'intervention et aux bons offices des Puissances afin d'être placés dans la situation légale, que leur établit le Récès du Congrès; il paroit, cependant que les Puissances peuvent attendre les décisions prochaines de la diète Germanique, en considérant celle-ci comme l'instance la plus naturelle et la plus à portée de juger de la véritable position des choses; qu'en attendant Elles chargent néanmoins leurs Ministres près les Cours de Stuttgardt, de Carlsruhe et des deux Hesse de faire une démarche amicale et confidentielle envers ces Souverains pour les engager à procéder vis-à-vis de leurs médiatisés dans un esprit de justice qui, attendu leurs engagemens solemnels, ne pourra qu'être d'accord avec leurs propres intérêts.

2. La question de savoir, si on doit accorder quelques voix collectives aux anciens Etats de l'Empire médiatisés, étant réservée, par l'article VI. de l'acte de la confédération, à la décision de la diète, et

1818 étant remise à son libre arbitre, cette disposition ne peut être du ressort légal des Puissances.

La décision favorable de la question est vivement desirée par les maisons médiatisées; leur sentiment est unanime sur ce point. Et, en effet, la majeure partie des Princes et des Etats médiatisés, non seulement ne sont ni moins nobles ni moins anciens que les maisons actuellement regnantes; Mais il en est qui se trouvent placés sous la souveraineté de Princes qui n'ont pas même des moyens d'existence égaux à ceux de quelques uns de leurs nouveaux vassaux. Il suffit de citer la maison de Fürstenberg qui possédoit dix fois plus de sujets que celle de Hohenzollern Sigmaringen et qui conserve encore aujourd'hui un revenu dix fois plus considérable que ce Prince sous la souveraineté duquel la maison de Fürstenberg est placée.

Si les médiatisés ont perdu leur indépendance, du moins desirent-ils que les Princes leurs égaux en naissance, ne perdent pas ce souvenir de l'ancien lustre de leur maison, et n'ayant pu sauver tous leurs droits utiles, il est naturel, qu'ils doivent tenir doublement à l'existence des prérogatives honorifiques. L'art. XIV. de l'acte fédératif garantit aux médiatisés leurs droits d'égalité de naissance avec les maisons souveraines; ils craignent que même cet article ne finisse par tomber en desuétude si les souvenirs de leur existence indépendante et souveraine dont ils ne sont plus en possession, ne sont point constatés par une attitude déterminée et vivifiés par un état privilégié et publiquement reconnu. Il est enfin une autre considération qui fait vivement desirer aux médiatisés de parvenir au droit de représentation à la diète. Ils entrevoyent dans cette admission un moyen assuré d'élever et de faire entendre leur voix en faveur du maintien des droits utiles que leur assure l'acte fédératif et que la marche journalière du pouvoir dans les Etats isolés pourroit parvenir à miner et à anéantir. Leur crainte à ce sujet est incontestablement justifiée par la difficulté de faire exécuter dans plusieurs parties de l'Allemagne l'engagement même sur lequel repose la fortune et l'existence des médiatisés dans leurs nouveaux rapports de vassaux.

L'Empereur et le Roi de Prusse, animés du même esprit de bienveillance pour les médiatisés, n'ont pas hésité à se prononcer de tout tems dans le sens le plus conforme à leurs réclamations relativement à l'application de la réserve de l'art. VI. Mais la loi ne pouvant être portée qu'à *l'unanimité* des votans, il n'est que trop à craindre que les desirs de tant de victimes d'un bouleversement opéré par la seule lubie de Bonaparte, ne puissent se réaliser que très-difficilement. La conduite de l'affaire est délicate; elle exige, même dans l'intérêt de son succès, de grands ménagemens; le choix du moment où elle pourroit être traitée à Francfort ne peut être amené que par d'heureuses circonstances. 1818

Il paroit à l'Autriche, que quoique les Puissances n'aient pas un droit d'intervention légale, il n'y auroit cependant pas moins d'utilité qu'elles voulussent charger leurs Ministres respectifs près des Cours d'Allemagne de réunir, le cas échéant, leurs bons offices aux soins que l'Autriche et la Prusse sont appelées en vertu de leur plein droit à faire valoir vis-à-vis de ces mêmes Cours. Il s'agiroit à cet effet de munir ces Ministres d'ordres éventuels desquels ils n'auroient à faire usage qu'en suite de l'impulsion qui leur seroit donnée par leurs Collègues d'Autriche et de Prusse.

Messieurs les Plénipotentiaires, ayant tous été d'avis qu'il étoit juste de s'occuper des intérêts des Petitionaires, et d'assurer, par tous les moyens compatibles avec l'organisation fédérative de l'Allemagne, les droits réels et honorifiques qui sont restés aux médiatisés après la perte de leur Souveraineté, — ont arrêté:

1. Qu'il soit adressé aux Ministres d'Autriche, de Grande-Brétagne, de Prusse et de Russie accrédités auprès des Cours d'Allemagne, des instructions énonçant le voeu des quatre Souverains, pour que les dispositions, qui ont réglé les droits et les rapports des médiatisés dans les Etats de la Confédération Germanique soient maintenues dans leur plénitude sans restriction ni modification arbitraire; et autorisent lesdits Ministres à rappeler, là où il

1818 feroit nécessaire, que les Souverains qui ont signé l'acte du Congrès ont le droit et le devoir de veiller à l'exécution de cet acte;

2. Que par les mêmes instructions les Ministres des quatre puissances feront chargés d'appuyer auprès des Cours d'Allemagne le voeu des Princes et Comtes médiatisés, d'obtenir des voix collectives à la diète; et d'employer, le cas échéant, leurs bons offices pour que moyennant les instructions que les Cours d'Allemagne feront parvenir à Francfort, l'article de l'acte de la Confédération relatif aux voix à accorder aux médiatisés, soit interprêté et réalisé d'une manière conforme au nombre des maisons qui doivent avoir part à cette prérogative, à l'étendue de leurs possessions actuelles, à leur ancienne position dans l'Empire, aux droits, qui, même dans le nouvel ordre des choses, leur ont été réservés pour l'avenir, et au bien-être général de l'Allemagne; l'exécution de cet ordre éventuel devant toutefois être réservée au moment où les Ministres d'Autriche et de Prusse donneroient l'impulsion à leurs collègues.

36.

Conventions conclues entre la Prusse et divers Etats de l'Allemagne, pour l'extradition réciproque des déserteurs et des vagabonds; et déclarations y ayant rapport, publiées depuis 1817 — 1819.

1817 16 Déc.

1.

Convention entre la Prusse et la Bavière pour l'extradition réciproque des déserteurs, signée à Munich le 16 *Décembre* 1817, *ratifiée le* 6 *Juin* 1818. *à Königsberg.*

(*Gesetz-Sammlung für die Königl. Preuss. Staaten* Jahrg. 1818, Nr. 10.)

Nachdem Ihre Königliche Majestäten von Preussen und von Baiern, zu mehrerer Beförderung des zwischen beiden Staaten bestehenden nachbarlichen Vernehmens, eine Convention wegen gegenseitiger Auslieferung der beiderseitigen Deserteurs und sonst austretenden militärpflichtigen Mannschaft zu errichten beschlossen haben; so sind zu dem Ende beauftragt und bevollmächtigt worden: von Seiner Majestät dem Könige von Preussen, Allerhöchstdessen Generallieutenant und Staatsminister, ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister am Königlich Bairischen Hofe, Friedrich Wilhelm von Zastrow, Ritter des grossen rothen Adler-Ordens, Militärverdienst-Ordens, des eisernen Kreuzes, des Kurhessischen grossen Löwen- und des Hessischen Militärverdienst-Ordens; und von Sr. Majestät dem Könige von Baiern, Allerhöchstdessen Kämmerer, Staatsminister des Königlichen Hauses und des Aeussern, Aloys Franz Xaver Graf von Rechberg und Rothenlöwen, des Ordens vom heiligen Hubert Ritter, vom heiligen Georg und des Civilverdienst-Ordens der Bairischen Krone, und des Königlich-Ungarischen St. Stephan-Ordens Gross-

1817 kreuz etc.; welche nachstehende Vertragspuncte, unter Vorbehalt beiderseitiger Allerhöchsten Ratification, verabredet und festgestellt haben.

Art. I. Alle in Zukunft, und zwar von dem Tage der Publication gegenwärtiger Convention, nach vorausgegangener Ratification, an gerechnet, von den Armeen der beiden hohen contrahirenden Theile, unmittelbar oder mittelbar in des andern Lande oder zu dessen Truppen, wenn diese sich auch ausserhalb ihres Vaterlandes befinden sollten, desertirende Militärpersonen, sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

Art. II. Als Deserteurs werden, ohne Unterschied des Grades oder der Waffe, alle diejenigen angesehen, welche zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres oder der mit demselben in gleichem Verhältnisse stehenden bewaffneten Landesmacht, nach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staaten, gehören, und demselben mit Eid und Pflicht verwandt sind, mit Inbegriff der bey der Artillerie oder übrigem Militärfuhrwesen dienenden Trainsoldaten oder sonst etwa angestellten Knechte.

Ein Gleiches findet auch auf die Dienerschaft der Officiere und die mitgenommenen Pferde und Effecten Anwendung.

Art. III. Sollte der Fall vorkommen, dass ein Deserteur der hohen contrahirenden Mächte früher schon von einer andern Macht desertirt wäre; so wird dennoch, selbst wenn mit der letztern ebenfalls Auslieferungsverträge beständen, die Auslieferung stets an diejenige der hohen contrahirenden Mächte erfolgen, deren Dienste er zuletzt verlassen hat. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Souverains zu denen eines Dritten, oder von diesen wiederum in die Lande des andern paciscirenden Souverains, oder sonst zu dessen Truppen, desertirt; so kommt es darauf an, ob letzterer Souverain mit jenem Dritten ein Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen ist; im entgegengesetzten Falle aber wird er dem paciscirenden Souverain, dessen Dienste er zuerst verlassen hat, ausgeliefert.

Art. IV. Nur folgende Fälle werden als Gründe, die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern, anerkannt:

a) wenn der Deserteur aus den Staaten des jenseitigen hohen Souverains, so wie sie durch die neuesten Verträge begrenzt sind, gebürtig ist, und also vermittelst Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt; 1817

b) wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchen er übergetreten ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe, in sofern diese es zuläßt, der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungsacten, entweder im Original oder auszugsweise und in beglaubten Abschriften, übergeben werden, damit ermessen werden könne, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militärdienst geeignet sey, oder nicht.

Schulden oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem Staate, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen.

Art. V. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sattel, Reitzeug, Armatur, Montirungsstücke und sonstige herrschaftliche Militäreffecten, welche von dem Deserteur etwa mitgenommen worden sind, und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels, nicht ausgeliefert wird.

Art. VI. Um durch die möglichste Regelmäßigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, sind beide hohe contrahirende Theile über bestimmte, an ihren Grenzen belegene, Ablieferungsorte übereingekommen, und wird von Königlich Preussischer Seite hierzu Saarlouis und Erfurt, und von Königlich Bairischer Seite Zweybrücken und Kronach, angenommen. In diesen genannten Ablieferungsorten wird eine gegenseitig bekannt zu machende Behörde mit der Empfangnahme der Deserteurs und sofortigen Bezahlung aller in den nachfolgenden Eilften und Dreyzehnten Artikeln stipulirten Kosten beauftragt werden.

Art. VII. Die Auslieferung geschieht in der Regel freywillig, und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militär- oder Civilbehörde

1817 einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird derselbe, nebst den etwa bey sich habenden Effecten, Pferden, Waffen etc. sofort, unter Beyfügung eines aufzunehmenden Protocolls, an die jenseitige Behörde im nächsten Ablieferungsorte gegen Bescheinigung übergeben.

Art. VIII. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden desjenigen Staates, in welchen er übergetreten ist, entgangen seyn; so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Requisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militärdienste des gedachten Staates angestellt, oder in diesem Staate überhaupt auf irgend eine Art ansässig zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher, in der Requisition angegebener Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, dass zuvor eine nähere Aufklärung derselben zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung, bis zur nähern Berichtigung der angegebenen Thatsachen, Anstand zu geben.

Art. IX. Die im vorstehenden Artikel erwähnten Requisitionen ergehen an die gegenseitigen Landesregierungen oder an das Generalcommando der Provinz, wohin der Deserteur sich begeben. Von den Militärbehörden werden diejenigen Deserteurs, welche etwa zum Dienst angenommen seyn sollten, oder von dem Militär als solche erkannt und verhaftet werden; von den Civilbehörden aber diejenigen, bey denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert.

Art. X. Sollten zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen und andern Staaten, welche durch die Königlich Bairischen Staaten von dem Preussischen Gebiete getrennt sind, Cartel-Conventionen bestehen oder noch geschlossen werden, in deren Folge Auslieferungsfälle Preussischer Deserteurs vorkommen; so sind die Königlich Bairischen Behörden verpflichtet, dergleichen Deserteurs von solchen hinterliegenden dritten Staaten anzunehmen, und den weitern Transport nach den im Sechsten Artikel bestimmten Preussischen Ablieferungsorten in eben der Art zu veranstalten, als ob solche Deserteurs innerhalb der Königlich Bairischen Staaten selbst neuerst ergriffen worden wären.

Eine gleiche Verpflichtung findet auf Seiten der Königlich Preussischen Behörden statt, wenn in ähnlichen Fällen, auf den Grund zwischen Seiner Majestät dem Könige von Baiern und andern Staaten bestehender Cartel-Conventionen, Königlich Bairische Deserteurs das Königlich Preussische Gebiet passiren müssen, um ihre Auslieferung zu bewirken. 1817

Art. XI. An Unterhaltungskosten werden der ausliefernden Macht für jeden Deserteur, vom Tage seiner Verhaftung an, bis zum Tage der Auslieferung einschliesslich, für den Tag Drey Groschen Preussisch Courant, oder Dreyzehn Kreuzer Rheinisch; für ein Pferd aber täglich Sechs Pfund Hafer, Acht Pfund Heu und Drey Pfund Stroh, gut gethan.

Die Berechnung der Futterkosten geschieht nach den Marktpreisen des Orts oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehen ist, und die Bezahlung erfolgt, ohne die geringste Schwierigkeit, gleich bey der Auslieferung.

Art. XII. Ausser diesen Kosten, und der im nachfolgenden Artikel bemerkten Belohnung, kann ein Mehreres unter irgend einem Vorwande, wenn auch gleich der auszuliefernde Mann unter den Truppen des Souverains, der ihn auszuliefern hat, angeworben seyn sollte, etwa wegen des Handgeldes, genossener Löhnung, Bewachung und Fortschaffung, oder wie es sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden; auch findet bey dem im Vierten Artikel, Buchstab b., bestimmten Falle keine Vergütigung an Unterhaltungskosten für die Zeit statt, welche der Deserteur wegen begangener Verbrechen in Untersuchung oder im Gefängniss gewesen ist.

Art. XIII. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von Fünf Thalern Preussisch Courant, oder Acht Gulden und Fünf und vierzig Kreuzern Rheinisch, für einen Mann ohne Pferd; und von Zehn Thalern Preussisch Courant, oder Siebenzehn Gulden und Dreyssig Kreuzern Rheinisch, für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem ausliefernden Theile vorgeschossen und sofort bey der Auslieferung wieder erstattet werden.

1817 In Rücksicht anderer ausgetretenen Militärpflichtigen, die nicht nach dem Zweyten Artikel in die Classe der eigentlichen Deserteurs gehören, fällt dieses Cartelgeld weg.

Art. XIV. Ueber den Empfang der im Eilften und Dreyzehnten Artikel gedachten Kosten- und Gratificationserstattung, hat die auslieferndé Behörde zu quittiren. Des etwa nicht sofort auszumittelnden Betrages der zu erstattenden Unkosten halber, ist aber die Auslieferung des Deserteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegensteht, nicht aufzuhalten.

Art. XV. Allen Behörden, besonders den Grenzbehörden, wird es strenge zur Pflicht gemacht werden, auf die jenseitigen Deserteurs ein wachsames Auge zu haben, und daher einen Jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen oder andern Anzeichen sich ergiebt, dass er ein solcher Deserteur sey, sogleich, ohne erst eine Requisition deshalb abzuwarten, unter Aufsicht zu stellen, oder nach Umständen zu verhaften.

Art. XVI. Alle, nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten, militärpflichtige oder zur bewaffneten Landesmacht gehörige Unterthanen, welche sich, von Zeit der Publication dieser Convention an, in die Lande des andern Souverains oder zu dessen Truppen begeben, sind der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll mit dieser Auslieferung im Uebrigen, sowohl in Hinsicht der dabey zu beobachtenden Form, als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungskosten, eben so gehalten werden, wie es wegen der Auslieferung militärischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist.

Bey allen solchen Auslieferungen aber wird ein Cartelgeld nicht entrichtet.

Art. XVII. Um den im vorstehenden Artikel enthaltenen Bestimmungen noch mehr entgegen zu kommen, sollen diejenigen Individuen, welche nach den Gesetzen eines jeden der paciscirenden Staaten in militärpflichtigem Alter sind und, bey Ueberschreitung der jenseitigen Grenze, ohne eine hinreichende Legitimation vorzeigen zu können, den Verdacht auf sich ziehen, dass sie sich der Militärpflichtigkeit gegen ihren Staat entziehen wollen, sofort zurück-

gewiesen, und dergleichen Personen weder Aufenthalt noch Zuflucht in dem jenseitigen Staate gestattet werden. 1817

Art. XVIII. Den beiderseitigen Behörden und Unterthanen wird strenge untersagt werden, Deserteurs oder solche Militärpflichtige, die ihre diesfallsige Befreyung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdiensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwanigen Reclamationen zu entziehen, in entferntere Gegenden zu befördern. Auch soll es nicht gestattet werden, dafs von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der hohen Souverains angeworben werden.

Art. XIX. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militärpflichtigen und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt.

Art. XX. Gleichmäfsig wird es den Unterthanen beider hohen contrahirenden Mächte untersagt werden, von einem jenseitigen Deserteur Pferde, Sattel- und Reitzeug, Armatur- und Montirungsstücke und andre Militär-Requisiten zu kaufen, oder sonst an sich zu bringen. Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht nur zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachter Gegenstände, ohne den mindesten Ersatz, oder zu Erstattung des Werths angehalten, sondern noch überdies mit willkührlicher Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt werden, wenn bewiesen wird, dafs er wissentlich von einem Deserteur etwas gekauft oder an sich gebracht hat.

Art. XXI. Indem auf diese Art eine regelmäfsige Auslieferung der gegenseitigen Deserteurs und Militärpflichtigen eingeleitet ist, wird jede eigenmächtige Verfolgung eines Deserteurs auf jenseitigem Gebiete, als eine Verletzung des letztern, streng untersagt und sorgfältig vermieden werden. Wer sich dieses Vergehens schuldig macht, wird, wenn er dabey betroffen wird, sogleich verhaftet und zur gesetzlichen Bestrafung an seine Regierung abgeliefert werden.

Art. XXII. Als eine Verletzung des Gebiets ist es indessen nicht anzusehen, wenn von einem Com-

1817 mando, welches einen oder mehrere Deserteurs bis an die Grenze verfolgt, ein Commandirter in das jenseitige Gebiet gesandt wird, um der nächsten Ortsobrigkeit die Desertion zu melden.

Diese Obrigkeit muss vielmehr, wenn der Deserteur sich in ihrem Bereiche befindet, denselben sofort verhaften, und wird in diesem Falle, wie überhaupt jedesmal, wenn ein Deserteur von der Civilobrigkeit oder der Militärbehörde verhaftet wird, kein Cartelgeld gezahlt. Der Commandirte darf sich aber keineswegs an dem Deserteur vergreifen, widrigenfalls er nach dem Ein und zwanzigsten Artikel zu behandeln ist.

Art. XXIII. Jede gewaltsame oder heimliche Anwerbung im jenseitigen Territorium, Verführung jenseitiger Soldaten zur Desertion, oder anderer Unterthanen zum Austreten, mit Verletzung ihrer Militärpflicht, ist streng untersagt. Wer eines solchen Beginnens wegen in dem Staate, wo er sich dessen schuldig gemacht, ergriffen wird, ist der gesetzlichen Bestrafung desselben unterworfen. Wer sich aber dieser Bestrafung durch die Flucht entzieht, oder, von seinem Vaterlande aus, auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird auf desfallsige Requisition in seinem Vaterlande zur Untersuchung und nachdrücklichen Strafe gezogen werden.

Art. XXIV. Diejenigen, welche vor Bekanntmachung dieser Convention von den Truppen der einen der hohen contrahirenden Mächte desertirt sind und entweder bey der Armee des andern Souverains Militärdienste genommen haben, oder sich, ohne dergleichen wiederum ergriffen zu haben, in dessen Landen aufhalten, sind der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen.

Art. XXV. Den Landeskindern beider Theile, welche zur Zeit der Publication wirklich in dem Militärdienste des andern Souverains sich befinden, soll die Wahl freystehen, entweder in ihren Geburtsort zurückzukehren, oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen Einem Jahre, nach Publication gegenwärtiger Convention, diesfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Hei-

math zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich ertheilt werden. 1817

Art. XXVI. Gegenwärtige Convention, deren Ratification binnen Sechs Wochen umgewechselt werden soll, wird von den hohen contrahirenden Mächten beiderseits, zu gleicher Zeit, zur genauesten Befolgung publicirt werden, und ist gültig und geschlossen auf Sechs Jahre, mit stillschweigender Verlängerung bis zu erfolgender Aufkündigung, welche sodann jederzeit jedem der hohen contrahirenden Theile Ein Jahr voraus freysteht.

So geschehen und unterzeichnet zu München, den 16. December 1817.

(L. S.) Zastrow. (L. S.) *Graf* v. Rechberg.

So haben Wir diese Convention, nach vorheriger Durchsicht, genehmigt und ratificirt, wie Wir sie durch die gegenwärtige Urkunde genehmigen und ratificiren, indem Wir für Uns und Unsere Nachfolger Unser Königliches Wort geben, sie zu erfüllen und aufrecht zu erhalten, auch keine Eingriffe in dieselbe zu gestatten.

Des zur Urkund haben Wir die gegenwärtige Ratification Höchsteigenhändig unterschrieben und mit Unserm Königlichen Insiegel versehen lassen.

Gegeben Königsberg, den 6. Juny 1818.

(L. S.) Friedrich Wilhelm.
C. *Fürst* v. Hardenberg.

2.

Convention entre la Prusse et l'Autriche, pour l'extradition réciproque des déserteurs, signée à Franzenbrunnen ce 8 Août 1818. 1818 8 Août

(Ibid. 1818. Nr. 5.)

Cette convention est mot à mot, (*mutatis mutandis*) pareille à celle conclue le 6 Juin 1818 avec la Bavière; à l'exception des changemens suivans.

Art. II. "ne porte point" Ein Gleiches findet auch auf die Dienerschaft der Officiere und die mitgenommenen Pferde und Effecten Anwendung.

1818 Art. IV. "porte encore" Die von dem Deserteurs in dem andern Staate gemachten Schulden sind jedoch aus seinem Privatvermögen, wenn er solches besitzt, der gesetzlichen Ordnung gemäss zu bezahlen.

Art. V. "porte encore" Mit Ausnahme jedoch desjenigen, was ein solcher nicht zur Auslieferung geeignetes etwa als sein rechtmässiges Eigenthum mit sich gebracht hätte, in sofern es nicht durch den zu leistenden Ersatz für die mitgenommenen und nicht zurückgestellten ärarischen Effecten erschöpft würde.

Art. VI. Um durch die möglichste Regelmässigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, werden beide hohe contrahirende Theile wegen bestimmter, an ihren Grenzen gegenseitigen Auslieferungsorte (wozu solche Städte gewählt werden sollen, in welchen sich Garnison befindet) übereinkommen, an welchen eine gegenseitig bekannt zu machende Behörde mit der Empfangsnahme der Deserteurs und sofortigen Bezahlung aller in den nachfolgenden Art. X. und XI. stipulirten Kosten beauftragt seyn wird.

Les stipulations faites par l'art. X. de la convention avec la Bavière, ne se trouvent point portées dans celle-ci.

Art. X. An Unterhaltungskosten werden der ausliefernden Macht für jeden Deserteur, vom Tage seiner Verhaftung an, bis zum Tage der Auslieferung einschliesslich, für jeden Tag drey Groschen Preussische Währung, und für die Auslieferung eines Pferdes, oder für eine complette Ration, vier Groschen Preussische Währung vergütet werden.

Die Bezahlung dieser Verpflegungsgebühr soll in dem Augenblick der Uebergabe der Deserteurs und der Pferde, ohne die geringste Schwierigkeit geschehen, und darüber, so wie über die, im nachfolgenden Artikel gedachte Belohnung, von der ausliefernden Behörde quittirt werden.

Les stipulations contenues dans l'art. XVI. de la convention conclue avec la Bavière, ne se trouvent point dans celle-ci.

Art. XVI. "porte": Gleicherweise sollen die Dienstleute der Officiere des einen Staats, welche nicht zum Militär-Stande gehören, oder bey den Regimentern

wirklich in den Listen geführt werden, wenn sie 1818
nach einem begangenen Verbrechen in der Armee des andern Staats Dienst nehmen, oder auf dessen Gebiet entwichen, nebst den etwa mitgenommenen Pferden und Effecten, gegen Vergütung der, im Art. X. bestimmten Verpflegungskosten, auf vorgängige Reclamation, ausgeliefert werden.

Art. XXIV. "qui correspond avec l'art. XXV. de la convention avec la Bavière, porte encore" In dem Falle, wo ein, aus den neu- oder wiedererworbenen Oesterreichischen oder Preussischen Provinzen gebürtiger Unterthan, welcher noch unter der vorigen Landesherrschaft in jenseitige Militärdienste getreten ist, es vorziehen würde, noch ferner in seinen dermaligen Dienstverhältnissen zu verbleiben; so soll ihm hieraus kein Nachtheil in Ansehung seines Eigenthums oder seiner sonstigen Rechte und Ansprüche erwachsen.

Cette convention conclue, pour l'Autriche par M. M. les Princes de Metternich et Schwarzenberg, et pour la Prusse par M. de Krusemark, à été ratifiée par S. M. le Roi de Prusse à Aix-la-Chapelle le 18 Oct. 1818.

3.

Convention entre la Prusse et le royaume de Wurtemberg pour l'extradition réciproque des déserteurs, signée à Stuttgart le 31 Mars 1819. 1819 31 Mars

(Ibidem 1819. p. 89. Nr. 532.)

Cette convention est mot à mot; (*mutatis mutandis*,) pareille à celle conclue avec la Bavière du 16 Déc. 1817. à l'exception des changemens suivans.

Art. VI. Um durch die möglichste Regelmässigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, sind beide hohe contrahirende Theile über bestimmte, an ihren Grenzen belegene, Ablieferungsorte übereingekommen, und wird von Königl. Preuss. Seite hierzu Erfurt und Saarlouis, und von Königl. Würtemb. Seite Mergentheim und Gerabronn angenommen u. s. w.

Cette convention signée pour la Prusse, par M. de Kuster, et pour le Wurtemberg par le Cte. de Zepplin, à été ratifiée le 18 Avril 1819.

4.

1819 23 Févr. *Convention entre la Prusse et le Duché de Brunsvic-Lunebourg, pour l'extradition réciproque des déserteurs, signée à Berlin le 23 Février 1819.*

(*Gesetz-Sammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* Jahrg. 1819. Nr. 9.)

Cette convention est mot à mot, (*mutatis mutandis*,) pareille à celle, conclue le 16 Déc. 1817. avec la Bavière, à l'exception des changemens suivans.

L'Art. II. "ne porte point" Ein Gleiches findet auch auf die Dienerschaft der Officiere und die mitgenommenen Pferde und Effecten Anwendung.

Art. VI. Um durch die möglichste Regelmäßigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, werden beide hohe contrahirende Theile wegen bestimmter, an ihren Grenzen gelegenen, gegenseitigen Ablieferungsorte (wozu solche Städte gewählt werden sollen, in welchen sich Garnison oder sonstige bewaffnete Macht befindet) übereinkommen, an welchen eine, gegenseitig bekannt zu machende Behörde mit der Empfangnahme der Deserteurs und sofortigen Bezahlung aller, in den nachfolgenden Artikeln XI. und XII. stipulirten Kosten beauftragt seyn wird.

à l'Art. XI. "est ajouté" Berliner Gewicht, den Centner zu einhundert und zehn Pfund.

à l'Art. XXV. "est ajouté" Bey freywilligen Capitulanten treten diese Bestimmungen erst nach Ablauf der Capitulation ein.

5.

5.

Convention entre la Prusse et le Grand-Duché de Bâde, pour l'extradition réciproque des deserteurs, signée à Carlsruhe, le 17 Juin 1819. 1819 17 Juin.

(*Gesetz-Sammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* Jahrg. 1819. p. 192.)

Cette convention est mot à mot (*mutatis mutandis,*) pareille à celle conclue avec la Bavière, le 16 Decembre 1817. à l'exception des changemens suivans.

L'Art. V. "porte encore" selbst dann, wenn derselbe auch für seine Person nach Art. IV. der Auslieferung nicht unterliegen sollte, und wird diese Bestimmung auch auf entlaufene Officiers-Bedienten ausgedehnt.

Art. VI. Um durch die möglichste Regelmässigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, bestimmen beide contrahirende Theile hierzu Maynz und Mannheim, in welchen Orten eine mit der Ausführung gegenwärtiger Uebereinkunft beauftragte und von beiden Seiten näher zu bezeichnende Behörde sowohl die Auslieferung als die Abnahme der Deserteurs zu bewerkstelligen hat.

Art. XI. An Unterhaltungskosten werden dem ausliefernden Theil für jeden Deserteur, vom Tage seiner Verhaftung an, bis zum Tage der Auslieferung einschliesslich, täglich drey Groschen Preussisch oder 13 Kreuzer Rheinisch vergütet. Ein Pferd ist täglich mit 8 Pfund Hafer, 8 Pfund Heu und 3 Pfund Stroh zu verpflegen. Die Berechnung dieser Futterkosten geschieht nach den Marktpreisen des Orts, oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehen ist, und die Bezahlung erfolgt, ohne die geringste Schwierigkeit, gleich nach der Auslieferung. Zu dem Ende muss von der ausliefernden Behörde der jenseitigen mit der Bestimmung des Uebergabetages auch die erforderliche Berechnung der Kosten zugefertigt werden.

Art. XIII. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von 5 Thaler

1819 17 Groschen Preussisch Courant, oder 10 Gulden Rheinisch für einen Mann ohne Pferd, für einen Mann mit Pferd aber von 17 Gulden 30 Kreuzer oder 10 Thaler Preussisch Courant gereicht, vom ausliefernden Theile vorgeschossen, und sofort laut Berechnung bey der Auslieferung wieder erstattet werden u. s. w.

à l'Art. XV. "est encore ajouté" auf jeden Fall der einschlägigen jenseitigen Behörde die Anzeigen und Verdachtsgründe schleunigst zu eröffnen.

à l'Art. XXI. "est encore ajouté." Wer sich dieses Vergehens schuldig macht, das in Folge geographischer Verhältnisse hauptsächlich wohl nur dann Statt finden kann, wenn etwa die Truppen des einen Staates die Grenzen des andern in Kriegszeiten berühren sollten, wird, wenn er dabey betroffen wird, sogleich verhaftet und zur gesetzlichen Bestrafung an seine Regierung abgeliefert werden.

Cette convention, signée pour la Prusse, par M. Varnhagen de Ense, et pour le Grand-Duché de Bâde par M. de Schäffer, a été ratifiée par le roi de Prusse le 6 Juillet de la même année.

6.

7 Mai *Convention entre la Prusse et le Grand-Duché de Mecklenbourg-Strelitz, pour l'extradition réciproque des vagabonds, signée à Berlin le 7 Mai* 1819.

(*Gesetz-Samml. für die Königl. Preuss. Staaten.* Jahrg. 1819. Nr. 13.)

Zwischen der Königlich Preussischen und der Grossherzoglich Mecklenburg Strelitzischen Regierung, ist wegen gegenseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen, nachstehende Uebereinkunft verabredet und abgeschlossen worden.

Art. I. Alle Vagabunden, welche sich in den Königlich Preussischen Staaten und den Grossherzoglich Mecklenburg Strelitzischen Landen betreffen lassen, werden jedesmal arretirt, und diejenigen davon,

welche aus dem Lande des einen oder andern der beiden contrahirenden Theile gebürtig sind, werden an die nächsten Grenz-Behörden ihres Vaterlandes abgeliefert, damit sie verhindert werden, fernerhin zu vagabundiren. 1819

Art. II. Die einem dritten Staate angehörigen Vagabunden sollen in dem Falle an die gegenseitigen Königlich Preussischen und Grossherzoglich Mecklenburg Strelitzischen Grenz-Behörden abgeliefert werden, wenn der nächste und geradeste Weg von dem Arretirungsorte des Vagabunden, bis zur Grenze des Landes, dem er anzugehören behauptet, durch die resp. Staaten und Lande der contrahirenden Theile führt. Wenn aber die Route nicht directe durch das Land des einen oder andern der beiden Contrahenten führt; so dürfen die Vagabunden nicht auf das Gebiet des andern Theiles gebracht werden.

Art. III. Kein Vagabunde, dessen Geburtsort unbekannt ist, darf von demjenigen Theile, welcher ihn hat arretiren lassen, auf das Territorium des andern geschickt werden. Beide Theile werden dieserhalb in ihren Landen die gemessensten Befehle ertheilen, um zu verhindern, dass solche Vagabunden auf das Gebiet des andern Theiles gebracht werden.

Art. IV. Die Absendung der Vagabunden nach ihrer angeblichen Heimath soll nicht bloss auf deren eigene Angabe, sondern wenn diese nicht durch andere Gründe und durch die Verhältnisse des vorliegenden Falles unterstützt ist, nur nach vorgängiger Ausmittelung und nöthigen Falles nach deshalb bey der Empfangs-Behörde angestellten Erkundigungen verfügt werden; zu welchem Behuf diejenige Orts-Behörde, von welcher ein Vagabunde arretirt ist, seine auf das erste gerichtliche Befragen abgegebene Erklärung über seinen Geburtsort derjenigen Grenz-Behörde mitzutheilen hat, an welche derselbe abgeliefert werden soll.

Diese Verfahrungsart findet jedoch, mit Ausnahme der nach Russland oder Polen zu transportirenden Vagabunden, worüber die Bestimmung im Art. VII. enthalten ist, bey den, einem dritten Staate zugehörigen, Vagabunden keine Anwendung.

1819 Art. V. Diejenigen Gensd'armen oder Polizey-Beamten, welche mit der Auslieferung der Vagabunden beauftragt sind, sollen sich mit der betreffenden nächsten Grenz-Behörde darüber vereinigen, wann und in welcher Art die Ueberlieferung dergleichen Individuen jedesmal geschehen soll.

Für die Arrest- und Verpflegungskosten kann, mit Ausnahme des im Art. VII. gedachten Falles, gegenseitig nichts liquidirt und in Anrechnung gebracht werden; vielmehr geschieht die Ablieferung bis zur Grenze jedesmal auf Kosten des abliefernden Staates.

Art. VI. Bey der Bestimmung: welcher Staat einen Vagabunden zu übernehmen habe, soll es nicht allein auf den Geburtsort dieses Letztern, sondern wesentlich und vorzugsweise darauf ankommen, wo derselbe sein erweisliches letztes Domicil gehabt habe.

Art. VII. Die Annahme der im Grossherzogthum Mecklenburg-Strelitz aufgegriffenen, nach Polen oder Russland auszuliefernden, und bey ihrem Transporte das Preussische Gebiet berührenden Vagabunden, kann in Folge der zwischen Preussen und Russland dieserhalb bestehenden Uebereinkunft, Preussischer Seits nur dann erfolgen, wenn die abliefernde Behörde mit dem Transportaten gleichzeitig eine Erklärung der betreffenden Russischen oder Polnischen Behörde, über die Bereitwilligkeit zur Annahme desselben aushändiget.

Auch müssen dergleichen Vagabunden mit den zu ihrer Verpflegung während des Transports durch die Preussischen Staaten nöthigen Geldmitteln versehen werden.

Art. VIII. Jedem der beiden contrahirenden Theile bleibt es frey, solche Maassregeln gegen die in seinen Landen befindlichen oder sich einfindenden Vagabunden, oder die dafür zu haltenden Individuen, anzuordnen, wie er sie für gut findet, da durch die gegenwärtige Convention lediglich nur das Recht entstehen soll, von dem andern Theile die Aufnahme der aus seinen Landen gebürtigen oder durch solche zu transportirenden Vagabunden zu verlangen.

Art. IX. Die gegenwärtige Uebereinkunft kann von dem einen und dem andern Theile nach einer vorherigen dreymonatlichen Aufkündigung aufgehoben werden. 1819

So geschehen zu Berlin, den 7. May 1819.

(L. S.)

Königl. Preuss. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Bernstorff.

7.

Convention entre la Prusse et la Bavière, pour l'extradition réciproque des vagabonds, signée à Berlin le 21 Mai 1818. 1818 21 Mai.

(*Gesetz-Sammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* 1819. Nr. 8.)

Seine Majestät der König von Preussen, und Seine Majestät der König von Baiern, überzeugt von der Nothwendigkeit, in Rücksicht der wechselseitigen Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen, Sich über gewisse Grundsätze zu vereinigen, haben die unterzeichneten Bevollmächtigte, und zwar Seine Majestät der König von Preussen: Allerhöchst-Ihren wirklichen Geheimen Legations-Rath, Chef der zweyten und dritten Section des Ministerii der auswärtigen Angelegenheiten, Ritter des rothen Adler-Ordens zweyter Classe mit Eichenlaub, Inhaber des eisernen Kreuzes zweyter Classe, Ritter des Kaiserl. Russischen St. Annen-Ordens erster Classe, Grosskreuz des Civil-Verdienst-Ordens zur Baierschen Krone, Ritter des Königl. Schwedischen Nordstern-Ordens erster Classe, Commandeur des Kaiserl. Oesterreichischen Leopold-Ordens, Commandeur des Königl. Dänischen Dannebrog-Ordens, Ritter des Kaiserl. Russischen St. Wladimir-Ordens dritter Classe, Ritter des Spanischen Ordens Carl des III., Ludwig von Jordan; Seine Majestät der König von Baiern aber: Allerhöchst-Ihren Kämmerer, General-Lieutenant, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten

1818 Minister am Königl. Preussischen Hofe, Commenthur des Johanniter-Ordens, Grosskreuz des Baierschen Civil-Verdienst-Ordens, Ritter des Militär-Max-Joseph-Ordens, Grosskreuz des Kaiserl. Russischen St. Annen-Ordens, Officier des Königl. Französischen Ordens der Ehrenlegion, Grafen Joseph von Rechberg-Rothenlöwen, zur Unterhandlung über diesen Gegenstand beauftragt; von welchem hierauf, nach Auswechselung ihrer respectiven Vollmachten, folgende Uebereinkunft, unter Vorbehalt Allerhöchster Genehmigung, abgeschlossen worden ist.

§ 1. Es soll in Zukunft kein Vagabunde oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden hohen contrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staates ist, welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Gebiet desselben, als ein Angehöriger eines rückwärts liegenden Staates, nothwendig seinen Weg nehmen muss.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a. alle diejenigen, deren Vater, oder, wenn sie ausser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter, zur Zeit ihrer Geburt in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staat in Verbindung gestanden hat, oder, welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthansverbande entlassen worden zu seyn, oder ein anderweitiges Heimathrecht erworben zu haben;

b. diejenigen, welche von heimathlosen Eltern zufällig innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung, erworben, oder sich daselbst mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit, Zehn Jahre lang gewohnt haben;

c. diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung, erworben haben, hingegen nach Aufgebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, da-

durch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, dass sie sich daselbst unter Anlegung einer Wirthschaft verheirathet haben, oder, dass ihnen während eines Zeitraums von Zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben. 1818

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staat zufällig geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat; so ist der letztere Staat, vorzugsweise, ihn aufzunehmen verbunden. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate, mit der Verheirathung oder zehnjährigem Wohnung in einem andern Staate, zusammen; so ist das erste Verhältniss entscheidend. Ist ein Heimathlofer in dem einen Staate in die Ehe getreten, in einem andern aber nach seiner Verheirathung, während des bestimmten Zeitraums von zehn Jahren, geduldet worden; so muss er in dem letztern beybehalten werden.

§. 4. Sind bey einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so muss derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beybehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts, sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann, vermöge eines der angeführten Verhältnisse, zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln; es wäre denn, dass während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sey, durch welche sie nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Eltern geniessen, von denselben nicht getrennt werden können, so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, in denjenigen Staat zu verweisen, welchem, bey ehelichen Kindern der Vater, oder bey unehe-

1818 lichen die Mutter, zugehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und letztere bey ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einen andern Staat zugehörig geworden zu seyn, so kann der erstere Staat der Beybehaltung oder Wiederannahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgesellen und Dienstboten, welche, ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten stehen, imgleichen Zöglinge und Studirende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen, irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als Zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher, oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen werden, hingegen in dem benachbarten Staate nach den, in der gegenwärtigen Uebereinkunft, festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist letzterer, den Eintritt in seyn Gebiet zu gestatten, nicht schuldig; es würde denn urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden können, dass das zu übernehmende Individuum einem rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe nicht wohl anders, als durch das Gebiet des ersteren, zugeschickt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengen Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen contrahirenden Theile, nicht bloss auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern, wenn das Verhältniss, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden conventionsmässig verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe, oder aus andern völlig glaubhaften Urkunden, hervorgeht, oder, wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln, und nöthigen

Falls bey der, vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde, Erkundigung einzuziehen. 1818

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dafs ein, von dem einen der hohen contrahirenden Theile dem andern Theile zum weitern Transporte in einem rückwärts liegenden Staat, zufolge der Beftimmung des §. 9., zugeführter Vagabunde, von dem letztern nicht angenommen würde, fo kann derfelbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiefen hatte, zur vorläufigen Beybehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Für die beiderfeitigen Rheinlande werden Königl. Preufsifcher Seits Saarbrück und Kreuznach, Königl. Baierfcher Seits Blieskaftel und Alfey, zu Uebernahmsorten beftimmt. In folchen Fällen, wo aus und nach andern Provinzen der beiden hohen contrahirenden Theile, der Transport von Vagabunden erforderlich wird, werden letztere an die nächfte Polizeybehörde desjenigen zwifchenliegenden Staats abgeliefert, durch deffen Gebiet der gerade Weg vom Orte der Ergreifung aus nach der Grenze des zur Uebernahme verpflichteten Staats führt.

§. 13. Die Ueberweifung der Vagabunden gefchieht in der Regel vermittelft Transports und Abgabe derfelben an die Polizeybehörde desjenigen Ortes, wo der Transport als von Seiten des ausweifenden Staats beendigt anzufehen ift. Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisftücke, worauf der Transport conventionsmäfsig gegründet wird, übergeben. In folchen Fällen, wo keine Gefahr zu beforgen ift, können einzelne Vagabunden auch mittelft eines Laufpaffes, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgefchrieben ift, in ihr Vaterland gewiefen werden.

Es follen auch nie mehr als drey Perfonen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, dafs fie zu einer und derfelben Familie gehören, und in diefer Hinficht nicht wohl getrennt werden können.

Gröfsere, fogenannte Vagantenfchübe, follen künftig nicht ftatt finden.

§. 14. Da die Ausweifung der Vagabunden nicht auf Requifition des zur Annahme verpflichteten Staats

1818 geschieht, und dadurch zunächst nur der eigne Vortheil des ausweisenden Staats bezweckt wird, so können für den Transport und die Verpflegung der Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden.

Wird ein Auszuweisender, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen, und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht; so muss letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bey der Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Vorstehende Uebereinkunft soll, nach erfolgter beiderseitiger Ratification, in den Staaten der hohen contrahirenden Theile, zur genauesten Befolgung bekannt gemacht werden.

Zur Beglaubigung dessen haben die respectiven Bevollmächtigten dieselbe unterzeichnet und besiegelt.

So geschehen Berlin, den 9. May 1818.

(L. S.) LUDWIG v. JORDAN. (L. S.) JOSEPH *Graf* v. RECHBERG.

Kenntniss genommen und sie in allen ihren Puncten Unserm Willen gemäss befunden, Wir die gedachte Uebereinkunft genehmiget und ratificiret haben, wie Wir sie durch die gegenwärtige Urkunde genehmigen und ratificiren; Wir geben Unser Königliches Wort, für Uns und Unsere Nachfolger, diese Uebereinkunft zu erfüllen und aufrecht zu erhalten, auch keine Eingriffe in dieselbe zu gestatten.

Des zu Urkund haben Wir die gegenwärtige Ratification eigenhändig unterschrieben und mit Unserm Königlichen Insiegel versehen lassen.

Gegeben Berlin, den 21. May 1818.

(L. S.) FRIEDRICH WILHELM.

C. *Fürst* v. HARDENBERG.

8.

Convention entre la Prusse et la Saxe royale, pour l'extradition réciproque des déserteurs et des vagabonds, signée à Berlin le 5 Février 1820. 1820 5 Févr.

(Ibid. 1820. . . Stück.)

Cette convention convient de mot à mot avec celle, conclue avec la Bavière le 21 Mai 1818, à l'exception du §. 5. ou il est dit à la fin.

Auch soll Wittwen, ingleichen den Geschiedenen oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorherigen Aufenthalts-Ort denn vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliessung wieder getrennt worden und kinderlos geblieben ist.

ou §. 8. — Zeitpächter sind den hier oben benannten Individuen nur denn gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 12. Es bleibt den beiderseitigen Provinzial-Regierungs-Behörden überlassen, unter einander die näheren Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte so wie wegen der Uebernahmeorte, zu treffen.

37.

1818 20. July

Déclarations du gouvernement prussien, relatives aux diverses conventions conclues avec differents Etats de l'Allemagne pour l'extradition réciproque des déserteurs et des vagabonds, publiées depuis 1818 — 1822.

(*Gesetz-Sammlung für die König. Preuss. Staaten.*)

1.

Bekanntmachung über die Cartel-Convention zwischen Preussen und Hessen-Homburg. Vom 20. July 1818.

Zwischen der Königlich Preussischen und der Landgräflich Hessen-Homburgischen Regierung, ist unterm 13ten May c. eine Cartel-Convention geschlossen worden, welche mit der, in Nr. 421. der Gesetzsammlung publicirten, Cartel-Convention mit dem Königreiche Sachsen vom 18ten April 1817., in allen Puncten, bis auf folgende Modificationen, übereinstimmt.

Im Artikel X. ist nach den Worten: Drey Groschen Preussisch Courant, hinzugefügt: oder Dreyzehn und einen halben Kreuzer im 24 Gulden Fuss. Ferner ist in demselben Artikel Berliner Gewicht, den Zentner zu Einhundert und Zehn Pfund, bey Festsetzung der zu vergütigenden Rationen für die Pferde der Deserteurs angenommen worden.

Im Artikel XII. ist nach den Worten: Fünf Thaler Preussisch Courant, hinzugefügt: oder neun Gulden im 24 Gulden Fuss; und nach den Worten: Zehn Thaler Preussisch Courant, ist hinzugefügt: oder Achtzehn Gulden im 24 Gulden Fuss.

Indem auf diese Art die Bestimmungen der gedachten, mit der Landgräflich Hessen-Homburgischen Regierung abgeschlossenen Cartel-Convention zur all-

gemeinen Kenntniſs gebracht werden, iſt es der Wille Sr. Majeſtät des Königs, daſs dieſelbe vom Tage ihrer Publication an, in völlige Kraft trete, und von allen Militär- und Civil-Behörden, wie auch von ſämmtlichen Allerhöchſt-Ihren Unterthanen in allen Stücken auf das Genaueſte befolgt werde. 1818

Bielefeld, den 20. July 1818.

Der Staatscanzler
C. *Fürſt* v. HARDENBERG.

2.

Bekanntmachung über die Cartel-Convention zwiſchen Preuſsen und Sachſen-Gotha und Altenburg, vom 19. September 1818. 19. Sept.

Zwiſchen der Königl. Preuſsiſchen und der Herzogl. Sachſen-Gotha und Altenburgſchen Regierung iſt unterm 3. Auguſt d. J. eine Cartel-Convention getroffen worden, welche in allen weſentlichen Beſtimmungen mit der, durch die Geſetzſammlung, Nr. 457. publicirten, Cartel-Convention vom 31. October v. J. zwiſchen Preuſsen und Lippe-Detmold gleichlautend iſt, mit Ausſchluſs der einzig Statt findenden Verſchiedenheit, daſs ſich im §. 4. der Cartel-Convention mit Sachſen-Gotha ad a., nach den Worten: "gebürtig iſt" der Zuſatz befindet: "oder auf irgend eine rechtliche Weiſe das Unterthansrecht daſelbſt erlangt hatte."

Indem dieſe Convention, welche vom Tage der beiderſeits zu gleicher Zeit zu bewirkenden Publication an, in Kraft tritt, hierdurch zur allgemeinen Kenntniſs gebracht wird, iſt es der Wille Sr. Majeſtät des Königs, daſs dieſelbe von allen Militär- und Civil-Behörden, wie auch von ſämmtlichen Allerhöchſt-Ihren Unterthanen in allen Stücken auf das Genaueſte befolgt werde.

Saarbrück, den 19. September 1818.

C. *Fürſt* v. HARDENBERG.

3.

1819 22. Jan. *Erklärung der zwischen der Königl. Preussischen und der Herzogl. Sachsen-Meiningschen Regierung verabredeten Freyzügigkeit, im Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preussischen Provinzen, vom 22. Januar 1819.*

Nachdem die Königl. Preussische Regierung mit der Herzogl. Sachsen-Meiningenschen dahin übereingekommen ist, gegenseitig den Abschoss- und das Abfahrtsgeld, auch in Beziehung auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preussischen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, aufzuheben; so erklären beide gedachte Regierungen hiermit, dass sie, statt einer besondern Uebereinkunft dieserhalb, lediglich den Inhalt des im Protocolle der deutschen Bundes-Versammlung vom 23. Juny v. J. befindlichen Beschlusses, wegen der unter sämmtlichen deutschen Bundesstaaten festgesetzten Nachsteuer- und Abzugsfreyheit, auch auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Preussischen Provinzen, nach ihrem gegenwärtigen und künftigen Umfange, ausdehnen wollen.

Gegenwärtige, im Namen Sr. Majestät des Königs von Preussen, und Ihro Durchlaucht, der Frau Herzogin, Regentin von Sachsen-Meiningen, in Obervormundschaft ihres Sohnes, des Herrn Herzogs Bernhard Durchlaucht, gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, sogleich Kraft und Wirksamkeit erhalten und in beiderseitigen Landen öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin, den 22. Januar 1819.

Der Staatscanzler

C. *Fürst* v. Hardenberg.

4.

Erklärung wegen der zwischen der Königl. Preussischen und der Fürstl. Schwarzburg-Sondershausenschen Regierung verabredeten Freyzügigkeit, im Betreff der zum deutschen Bunde nicht gehörigen Preussischen Provinzen, vom 22. Januar 1819. 1819 22. Jan.

Cette déclaration est mot à mot, (*mutatis mutandis*) pareille à la précédente.

5.

Bekanntmachung der am 16. Aug. 1818., mit der Herzogl. Nassauischen Regierung, abgeschlossenen Cartel-Convention, vom 18. März 1819. 18. März

Zwischen der Königlich Preussischen und der Herzoglich Nassauischen Regierung ist, unter dem 16ten August v. J., eine Cartel-Convention abgeschlossen worden, welche mit der durch die Gesetzsammlung Nr. 421. (Jahrgang 1817. Seite 125. bis 131.) publicirten Cartel-Convention mit dem Königreich Sachsen, vom 18ten April 1817., mit Ausnahme der in der Anlage besonders abgedruckten Artikel VI., IX., X., XII. und XXIII. völlig gleichlautend ist.

Indem diese Convention, welche vom Tage der beiderseits zu gleicher Zeit zu bewirkenden Publication an, in Kraft tritt, hierdurch zur allgemeinen Kenntniss gebracht wird, ist es der Wille Sr. Majestät des Königs, dass dieselbe von allen Militär- und Civil-Behörden, wie auch von sämmtlichen Allerhöchstihren Unterthanen, in allen Stücken auf das Genaueste befolgt werde.

Berlin, den 18ten März 1819.

C. *Fürst* v. Hardenberg.

6.

1818 16. Aug. *Auszug aus der zwischen der Königl. Preussischen und Herzogl. Nassauischen Regierung unter dem 16. August 1818. abgeschlossenen Cartel-Convention.*

Art. VI. Um durch die möglichste Regelmässigkeit die Auslieferung zu beschleunigen, sind beide contrahirende Theile übereingekommen, dass die Königlich Preussischen Ueberläufer an die Commandanturen Maynz und Coblenz, die Herzoglich Nassauischen Ueberläufer an die Herzoglichen Grenzämter gegen sofortige Berichtigung der in den nachfolgenden Artikeln X. und XII. stipulirten Kosten abgeliefert werden sollen.

Was die Deserteurs von denen in den Niederlanden stehenden Herzoglichen Truppen betrifft; so sollen dieselben zwar ebenfalls ausgeliefert werden, jedoch sollen dabey in Hinsicht der Auslieferungsorte, und der zu erstattenden Kosten, diejenigen Bestimmungen gelten, welche in der jetzt in Unterhandlung begriffenen Cartel-Convention zwischen der Königlich Preussischen und Königlich Niederländischen Regierung, wegen der Niederländischen Deserteurs erfolgen werden.

Im Fall aber, dass Hindernisse eintreten sollten, wodurch die fragliche Cartel-Convention nicht zum Abschluss käme; so würde über die Deserteurs der in den Niederlanden stehenden Herzoglich Nassauischen Truppen ein Zusatz-Artikel, zwischen der Königlich Preussischen und Herzoglich Nassauischen Regierung, dieser Convention beyzufügen seyn.

Art. IX. Die in vorstehendem Artikel erwähnten Requisitionen ergehen Preussischer Seits an die Herzogliche Landesregierung, oder das Herzogliche Generalcommando, und Nassauischer Seits an die nächste Provinzial-Regierung, oder an das Generalcommando der Preussischen Provinz, wohin der Deserteur sich begeben.

Von

Von den Militär-Behörden werden diejenigen Deserteurs, welche etwa zum Dienste angenommen seyn sollten, von den Civil-Behörden aber diejenigen, bey denen dies der Fall nicht ist, ausgeliefert. 1818

Art. X. An Unterhaltungskosten werden der ausliefernden Macht für jeden Deserteur, vom Tage seiner Verhaftung an, bis zum Tage der Auslieferung einschliesslich, für den Tag 13½ Kreuzer oder 3 Groschen Preussisch Courant, für ein Pferd aber täglich 6 Pfund Hafer, 8 Pfund Heu und 3 Pfund Stroh gut gethan. Die Berechnung der Futterkosten geschieht nach den Marktpreisen und dem marktüblichen Gewicht des Ortes oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehen ist, und die Bezahlung erfolgt, ohne die geringste Schwierigkeit, gleich bey der Auslieferung.

Art. XII. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von 9 Fl. Rheinisch für einen Mann ohne Pferd, und 18 Fl. Rheinisch für einen Mann mit dem Pferde gereicht, von dem ausliefernden Theile vorgeschossen und sofort bey der Auslieferung wieder erstattet werden.

In Rücksicht anderer Militärpflichtigen, die nicht nach Art. II. in die Classe der eigentlichen Deserteurs gehören, fällt dieses Cartelgeld weg.

Art. XXIII. Diejenigen, welche vor Bekanntmachung dieser Cartel-Convention, von den Truppen des einen der hohen contrahirenden Theile desertirt sind, und entweder bey dem Militär des andern Souverains Dienste genommen haben, oder sich, ohne dergleichen wiederum ergriffen zu haben, in dessen Landen aufhalten, sind der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen.

Bis zur Publication dieser Convention wird jedoch diejenige in Ausübung bleiben, welche zwischen dem Königlich-Preussischen Generalcommando im Grossherzogthum Niederrhein und dem Herzoglich Nassauischen Kriegescollegio abgeschlossen wurde.

7.

1819 16. Apr. *Bekanntmachung der am 31. März d. J. mit der Herzoglich Nassauischen Regierung abgeschlossenen Uebereinkunft wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen. Vom 16. April 1819.*

Zwischen der Königl. Preussischen und der Herzoglich Nassauischen Regierung ist unterm 31. März d. J., wegen gegenseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen, eine Uebereinkunft abgeschlossen worden, welche mit der durch die Gesetz-Sammlung vom vorigen Jahre sub Nr. 8. (pag. 53 – 57.) publicirten dergleichen Convention mit dem Königreich Baiern, vom 9ten May v. J., mit Ausnahme des in der Anlage besonders abgedruckten Artikels XII., völlig gleichlautend ist.

Indem diese Uebereinkunft, welche vom Tage der Publication an in Kraft tritt, hierdurch zur allgemeinen Kenntniss gebracht wird, ist es der Wille Seiner Majestät des Königs, dass dieselbe von allen Militär- und Civil-Behörden, wie auch von sämmtlichen Allerhöchst-Ihren Unterthanen in allen Stücken auf das Genaueste befolgt werde.

Berlin, den 16. April 1819.

(L. S.)

Königl. Preuss. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Graf von Bernstorff.

8.

Auszug aus der zwischen der Königl. Preussischen und der Herzogl. Nassauischen Regierung unterm 31. März d. J. abgeschlossenen Uebereinkunft, wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen. 1819 31 März

Art. XII. Den angrenzenden Königl. Provinzial-Regierungen und der Herzogl. Landes-Regierung zu Wiesbaden bleibt es überlassen, wegen der näher zu bestimmenden Richtung der Transporte und der beiderseitigen Uebernahmsorte sich zu vereinigen.

38.

1819 5 Févr. *Traité conclu entre les Etats de Buenos-Ayres et du Chili, signé à Buenos-Ayres le 5 Février* 1819.

(*Traduction privée.*)

Son Excellence le Directeur suprême des Provinces-Unies du Rio de la Plata, et Son Excellence le Directeur suprême de l'Etat de Chili *), munis des pouvoirs qui leur ont été conférés par les constitutions provinciales des états respectifs, desirant mettre fin à la domination tyrannique du gouvernement espagnol au Pérou, et procurer aux habitans de ces contrées la liberté et l'indépendance dont ils sont si injustement privés, et voulant prêter aux habitans de Lima cette assistance qu'ils ont sollicitée des deux états contractans, ont résolu de conclure le traité présent.

A cet effet les parties contractantes ont nommé en qualité de leurs Plénipotentiaires, savoir:

De la part de Son Excellence le Directeur suprême des Provinces-Unies du Rio de la Plata, Don Grégoire Fagle, Ministre d'état au département du gouvernement et des affaires étrangères.

Et de la part du Directeur suprême de l'état de Chili, Don Antoine Joseph de Yrisarri, Officier de la Légion du mérite et Ministre d'état:

Lesquels ayant échangé leurs Pleins-pouvoirs, et les ayant trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Les deux parties contractantes se rendant au desir manifesté par les habitans du Pérou, et particulièrement par ceux de la ville capitale de Lima, de leur prêter la force armée pour expulser le gouvernement espagnol, et pour y établir un autre gouvernement plus analogue à leur constitution physique et morale, les deux parties contractantes s'en-

*) Le Directeur suprême des Provinces-Unies du Rio de la Plata est Puyredor; celui du Chili, O'higgin.

38.

Treaty between the States of Buenos-Ayres and Chili. 1819 5 Feb.

(Traduction anglaise telle qu'elle à été publiée dans Annual-Register 1819. p. 138.)

His excellency the supreme director of the United Provinces of the Rio de la Plata, and his excellency the supreme director of the state of Chili, in possession of the powers conferred on them by the provincial constitutions of the respective states, desiring to put a period to the tyrannical domination of the Spanish government in Peru, and to bestow on its inhabitants that liberty and independence of which they are so unjustly deprived, and with a view to giving that assistance which the inhabitants of Lima have solicited of both the contracting states, have resolved to conclude the present treaty.

For this purpose the contracting parties have named as their plenipotentiaries, to with:

On the part of his excellency the supreme director of the United Provinces of the Rio de la Plata, Don Gregorio Fagle, minister of state in the departments of the government and foreign affairs.

And on the part of the supreme director of the state of Chili, col. Don Antonio José de Yrisarri, officer of the legion of merit and minister of state:

Who, having exchanged their full powers, and having found them in good and due form, have agreed upon the following articles: —

Art. I. Both contracting parties, agreeing with the desire manifested by the inhabitants of Peru, and especially by those of Lima the capital, that they should aid them with an armed force, in order that they may drive thence the Spanish government, and establish that which shall be more analogous to their physical and moral constitution, the said two contracting parties oblige themselves to undertake

1819 gagent à faire une expédition dans ce but déjà préparée d'avance à Chili.

Art. II. Les armées combinées des Provinces-Unies et de Chili, dirigées contre les autorités actuelles de Lima, et destinées à secourir ses habitans, cesseront d'exister dans ce pays du moment qu'un gouvernement choisi par la libre volonté des habitans aura été établi; les trois états de Chili, les Provinces-Unies et Lima ne permettront point que les armées combinées restent stationées quelque tems dans ce pays, à moins que le gouvernement du pays ne le demande, ou que les relations des deux parties contractantes ne l'exigent.

Le cas toutefois existant, les généraux chargés du pouvoir, ou les autres Ministres de Chili et des Provinces-Unies, traiteront sur cet objet avec le gouvernement qui sera établi à Lima; l'exécution de ce dont on sera convenu sera soumise à la ratification respective des autorités suprêmes de Chili et des Provinces-Unies.

Art. III. Pour éviter tout ce qui pourroit donner sujet à quelque désagrément entre les deux états contractans et le nouvel état qui va se former au Pérou, relativement au payement des dépenses occasionées par l'expédition libératrice, et desirant éloigner dorénavant tout prétexte dont les ennemis de l'Amérique pourroient se servir, en suggerrant à cette expédition des vues intéressées qui lui sont absolument inconnues, les deux parties contractantes sont convenues de ne point traiter sur le remboursement de ces dépenses avant que l'on ne puisse prendre des arrangemens sur cet objet avec le gouvernement indépendant de Lima; les armées alliées observeront tant pour le présent qu'à l'avenir une conduite conformément au but de l'expédition, qui est de protéger les habitans de ces contrées, et non pas d'agir envers eux en ennemi, et les deux gouvernemens donneront à cet effet les ordres les plus précis à leurs généraux respectifs.

Art. IV. L'état des dépenses de l'expédition libératrice et de l'escadre de Chili chargée du transport des armées du moment de son passage par la mer pacifique pour se rendre à sa destination, sera présenté par les ministres ou agens du gouvernement

an expedition which for that purpose is already prepared in Chili. 1819

Art. II. The combined army of the United Provinces and of Chili, directed against the actual authorities at Lima, and in aid of these inhabitants, shall cease to exist in that country the moment it has established a government by the free will of the inhabitants, unless being required by that government, and being suitable to the circumstances of both the contracting parties, the three estates of Chili, the United Provinces and Lima, should agree that the army remain for a period in the same territory. In that case, the generals empowered, or the other ministers of Chili and the United Provinces, must treat upon this point with the government which shall be established in Lima; the execution of such treaties being always subject to the respective ratification of the supreme authorities of Chili and the United Provinces.

Art. III. In order to avoid all cause of disagreement between the two contracting states and the new one which is to be formed in Peru, respecting the payment of the expences of the liberating expedition, and desirous of removing henceforth all pretext which may be formed by the enemies of America, in order to attribute to that expedition interested motives which are utterly foreign to it, both contracting parties agree not to treat of levying these expenses before they can be arranged with the independent government of Lima; the combined army observing, both till then and subsequently, such conduct as is conformable to its object, which is to protect and not to act in hostility to these inhabitants, respecting all which both governments shall give express orders to their respective generals.

Art. IV. The statements of the expenses of the liberating expedition and of the Chilian squadron which conducts it, from the time of its passing into the Pacific sea for that purpose, shall be presented by the ministers or agents of the govern-

1819 de Chili et des Provinces-Unies au gouvernement indépendant de Lima, avec lequel on s'entendra à l'amiable sur les sommes, les termes et le mode des payemens à faire.

Art. V. Les deux parties contractantes garantiront mutuellement l'état d'indépendance qui sera formé au Pérou, lorsque la capitale sera délivrée.

Art. VI. Le présent traité séra ratifié par Son Excellence le Directeur suprême des Provinces-Unies du Rio de la Plata et par Son Excellence le Directeur suprême de l'état de Chili dans l'espace de 60 jours.

Daté et signé dans la ville de Buenos Ayres le 5 Février 1819.

Signé; Antoine Josephe de Yrisarri.
Grégoire Fagle.

39.

22 Févr. *Traité d'amitié, d'accord et de fixation de limites conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et S. M. Catholique, signé à Washington, le 22 Février* 1819.

(*Annuaire historique universel* 1819.)

Les Etats-Unis d'Amérique et Sa Majesté Catholique, desirant établir sur des bases invariables l'amitié et la bonne intelligence qui règnent entre les deux parties, ont résolu de régler et de terminer tous leurs différens et toutes leurs prétentions par un traité qui désigne avec précision les limites de leurs frontières respectives dans le nord de l'Amérique.

Dans cette intention, le président des Etats-Unis a donné plein-pouvoir à John-Quincy Adams, secrétaire d'état desdits Etats-Unis; et Sa Majesté Catholique a nommé S. Exc. don Louis de Onis Gonzales Lopez y Vara, seigneur de la ville de Rayacès, régidor perpétuel de la corporation de la cité de Sa-

ments of Chili and of the United Provinces, to the independent government of Lima, arranging with it amicably and conveniently the quantities, periods and manners of the payments. 1819

Art. V. The two contracting parties mutually guarantee the independence of the state which shall be formed in Peru, when its capital is liberated.

Art. VI. The present treaty shall be ratified by his Excellency the Supreme Director of the United Provinces of Rio de la Plata, and by his Excellency the Supreme Director of the State of Chili, within the space of 60 days.

Dated and signed in the city of Buenos Ayres, on the 5th of Feb. 1819.

Antonio Jose de Yrisarri.
Gregorio Fagle.

39.

Treaty of Amity, Settlement and Limits, between the United States of America and his Catholic Majesty. 22 Febr.

(Annual-Register 1819. p. 170.)

The United States of America and his Catholic majesty, desiring to consolidate on a permanent basis the friendship and good correspondence which happily prevails between the two parties, have determined to settle and terminate all their differences and pretensions by a treaty which shall designate with precision, the limits of their respective bordering territories in North America.

With this intention the president of the United States has furnished with their full powers John Quincy Adams, secretary of state of the said United States; and his Catholic majesty has appointed the most excellent Lord Don Luis de Onis Gonzalez Lopez y Vara, Lord of the town of Rayaces, Perpetual

1819 lamanque, chevalier grand-croix de l'ordre royal américain d'Isabelle la catholique, décoré du lis de la Vendée, chevalier pensionnaire de l'ordre royal espagnol de Charles III., membre de l'assemblée suprême du dit ordre royal, du conseil de Sa Majesté Catholique, son secrétaire en exercice des décrets, et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près les Etats-Unis d'Amérique.

Et les dits plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pouvoirs, sont convenus entre eux et ont arrêté les articles suivans.

Art. I. Il y aura paix constante et inviolable et sincère amitié entre les Etats-Unis et leurs citoyens, et Sa Majesté Catholique ses successeurs et ses sujets, sans exception de personnes ni de rang.

Art. II. Sa Majesté Catholique cède aux Etats-Unis, en toute propriété et souveraineté, tous les territoires qui lui appartiennent et qui sont situés à l'est du Mississipi, connus sous le nom de Florides orientales et occidentales. Les îles adjacentes dépendantes des dites provinces, toutes les portions de terrain, places, terres vacantes, édifices publics, fortifications, casernes et autres bâtimens qui ne sont point propriétés particulières, les archives et documens qui ont rapport à la propriété et souveraineté des dites provinces sont compris dans cet article. Les dites archives et documens seront mis dans la possession des commissaires des Etats-Unis, dûment autorisés pour les recevoir.

Art. III. La ligne limitrophe entre les deux états à l'est du Mississipi, commencera au golfe du Mexique, à l'embouchure de la rivière Sabine, dans la mer, et continuera au nord, le long de la rive ouest de cette rivière, jusqu'au 32 degré de latitude; de là, par une ligne droite au nord, jusqu'au degré de latitude où cette ligne rencontre la rivière Roxo des Natchitochès, ou rivière Rouge, puis suivant le cours de la dite rivière Rouge à l'ouest, jusqu'au 100e degré de longitude ouest; méridien de Londres et 23e de Washington, elle traversera la dite rivière

Regidor of the Corporation of the city of Salamanca, Knight Grand Cross of the Royal American Order of Isabella the Catholic, decorated with the Lys of La Vendee, Knight Pensioner of the Royal and distinguished Spanish order of Charles the Third, member of the Supreme Assembly of the said royal order of the council of his Catholic majesty, his secretary with exercise of decrees, and his envoy extraordinary and minister plenipotentiary near the United States of America. 1819

And the said plenipotentiaries, after having exchanged their powers, have agreed upon and concluded the following articles: —

Art. I. There shall be a firm und inviolable peace and sincere friendship between the United States and their citizens, and his Catholic majesty, his successors and subjects, without exception of persons or places.

Art. II. His Catholic majesty cedes to the United States, in full property and sovereignty, all the territories which belong to him situate to the eastward of the Mississippi, Known by the name of East and West-Florida. The adjacent islands dependent on said provinces, all public lots and squares, vacant lands, public edifices, fortifications, barracks and other buildings which are not private property, archives and documents which relate directly to the property and sovereignty of said provinces, are included in this article. The said archives and documents shall be left in possession of the commissaries, or officers of the United States duly authorized to receive them.

Art. III. The boundary line between the two countries, west of the Mississippi, shall begin on the Gulph of Mexico, at the mouth of the river Sabine in the sea, continuing north, along the western bank of that river, to the 32nd degree of latitude; thence by a line due north to the degree of latitude where it strikes the Rio Roxo of Natchitoches, or Redriver; thence following the course of the Rio Roxo westward, to the degree of longitude 100 west from London and 23 from Washington; then crossing the said Red-river and running thence by a

1819 Rouge en courant droit au nord à la rivière d'Arkansas; de là, elle suivra le cours de la rive méridionale de l'Arkansas jusqu'à sa source au 42e degré de latitude nord, et de là par cette parallèle de latitude jusqu'à la mer du Sud, d'après la carte de Mellish des Etats-Unis, publiée à Philadelphie, corrigée jusqu'au 1er Janvier, 1818. Mais si la source de la rivière Arkansas se trouve située au nord ou au sud du 42e degré de latitude, alors la ligne partira de la dite source directement sud au nord, ainsi qu'elle se trouvera, jusqu'à ce que cette ligne rencontre le dit 42e degré de latitude, qu'elle suivra toujours jusqu'à la mer du Sud. Toutes les îles de la Sabine et des dites rivières Rouge et d'Arkansas, dans tout le cours qui vient d'être décrit, appartiendront aux Etats-Unis, mais l'usage des eaux et de la navigation de la Sabine jusqu'à la mer et des dites rivières Roxo et d'Arkansas, dans toute l'étendue de la dite limite et sur leurs rives respectives, sera commun aux habitans des deux nations. Les deux hautes parties contractantes sont d'accord de céder et renoncer à tous leurs droits, réclamations et prétentions sur les territoires tracés par la dite ligne, c'est-à-dire, les Etats-Unis cèdent à S. M. C. et renoncent pour toujours, par le présent traité, à tous leurs droits, réclamations et prétentions sur les territoires situés ouest et sud, au delà de la ligne ci-dessus tracée; de même que S. M. C. cède aux Etats-Unis tous ses droits, réclamations et prétentions sur les territoires situés à l'est et au nord de la dite ligne, et renonce pour toujours, tant pour elle-même, que pour ses héritiers et successeurs, à toutes prétentions sur les dits territoires.

Art. IV. Pour fixer cette ligne avec plus de précision, et pour placer les jalons bornes, qui doivent désigner exactement les limites des deux nations, les deux parties contractantes nommeront chacune un commissaire et un inspecteur, qui se réuniront avant la fin de l'année, à partir de la date de la ratification du présent traité, à Natchitochès, sur la rivière Rouge, et qui procéderont à marquer la dite ligne, à partir de l'embouchure de la Sabine jusqu'à la rivière Rouge, et de la rivière Rouge, à la rivière Arkansas, puis à constater la latitude où se trouve

line due north to the river Arkansas; thence following the course of the southern bank of the Arkansas to its source, in latitude 42 north; and thence by that parallel of latitude to the South sea; the whole being as laid down in Melish's map of the United States published at Philadelphia, improved to the 1st of January, 1818. But if the source of the Arkansas river shall be found to fall north or south of latitude 42, then the line shall run from the said source due south or north as the case may be; till it meets the said parallel of latitude 42, and thence along the said parallel to the South sea; all the islands in the Sabine and the said Red and Arkanzas rivers throughout the course thus described, to belong to the United States; but the use of the waters and navigation of the Sabine to the sea, and of the said rivers Roxo and Arkansas throughout the extent of the said boundary, on their respective banks, shall be common to the respective inhabitants of both nations. The two high contracting parties agree to cede and renounce all their rights, claims and pretensions to the territories described by the said line: that is to say, The United States hereby cede to his Catholic majesty, and renounce for ever all their rights, claims and pretensions to the territories lying west and south of the above-described line; and in like manner his Catholic majesty cedes to the said United States all his rights, claims and pretensions to any territories east and north of the said line, and for himself, his heirs and successors, renounces all claim to the said territories for ever. 1819

Art. IV. To fix this line with more precision, and to place the landmarks which shall designate exactly the limits of both nations, each of the contracting parties shall appoint a commissioner and a surveyor, who shall meet, before the termination of one year from the date of the ratification of this treaty, at Natchitoches on the Red-river, and proceed to run and mark the said line from the mouth of the Sabine to the Red-river, and from the Red-river to the river Arkansas, and to ascertain the latitude of the source of the said river Arkan-

1819 la ſource de la dite rivière Arkanſas, en conformité de ce qui a été convenu et ſtipulé ci-deſſus, et enfin à tracer jusqu'à la mer du Sud la dite ligne ſur le 42e degré de latitude; à cet effet, ils dreſſeront des plans et tiendront des journaux de leurs operations qui, lorsqu'ils ſeront tombés d'accord, ſeront conſidérées comme faiſant partie du préſent traité et auront la même force que ſi elles y étaient inſérées. Les deux gouvernemens s'entendront à l'amiable pour la fourniture des objets, dont il ſera jugé néceſſaire de pourvoir les dits commiſſaires et leurs eſcortes reſpectives.

Art. V. Le libre exercice de leur réligion eſt aſſuré, ſans aucune reſtriction, aux habitans des territoires cédés; et il ſera permis à tous ceux qui deſireront paſſer ſous la domination eſpagnole, de vendre ou emporter leurs effets, à telle époque que ce ſoit, ſans être, dans aucun cas ſujets, à aucune redevance.

Art. VI. Les habitans des territoires que S. M. C. cède aux Etats-Unis par le préſent traité ſeront incorporés dans l'union auſſitôt que cette incorporation pourra s'accorder avec les principes de la conſtitution fédérative; et ils ſeront admis à jouir de tous les privilèges, droits et immunités dont jouiſſent les citoyens des Etats-Unis.

Art. VII. Dans les ſix mois qui ſuivront l'échange des ratifications du préſent traité, ou plus tôt ſi faire ſe peut, les officiers et les troupes de S. M. C. quitteront les territoires cédés par elle aux Etats-Unis, et les places occupées par les troupes de S. M. C. ſeront remiſes par les dits officiers en la poſſeſſion des commiſſaires ou officiers des Etats-Unis, dûment autoriſés pour les recevoir. Les Etats-Unis fourniront les transports et eſcortes néceſſaires pour convoyer à la Havane les officiers et les troupes eſpagnoles, et leur bagage.

Art. VIII. Toutes les conceſſions de terrain, faites avant le 24 Janvier 1818, par S. M. C. ou par les autorités qui la repréſentent dans les dits territoires cédés par S. M. C. aux Etats-Unis, ſeront ratifiées et confirmées aux perſonnes qui ſont en poſſeſſion des dite terrains, et ces conceſſions auront la

ſas, in conformity to what is above agreed upon and ſtipulated, and the line of latitude 42 to the South ſea; they ſhall make out plans and keep journals of their proceedings, and the reſult agreed, upon by them ſhall be conſidered as part of this treaty, and ſhall have the ſame force as if it were inſerted therein. The two governments will amicably agree reſpecting the neceſſary articles to be furniſhed to thoſe perſons and alſo to their reſpective escorts, ſhould ſuch be deemed neceſſary. 1819

Art. V. The inhabitants of the ceded territories ſhall be ſecured in the free exerciſe of their religion without any reſtriction; and all thoſe who may deſire to remove to the Spaniſh dominions ſhall be permitted to ſell or export their effects at any time whatever, without being ſubject in either caſe to duties.

Art. VI. The inhabitants of the territories which his Catholic majeſty cedes to the United States by this treaty ſhall be incorporated in the Union of the United States, as ſoon as may be conſiſtent with the principles of the Federal conſtitution, and admitted to the enjoyment of all the privileges, rights and immunities of the citizens of the United States.

Art. VII. The officers and troops of his Catholic majeſty in the territories hereby ceded by him to the United States ſhall be withdrawn, and poſſeſſion of the places occupied by them ſhall be given within 6 months after the exchange of the ratifications of this treaty, or ſooner, if poſſible, by the officers of his Catholic majeſty to the commiſſioners or officers of the United States duly appointed to receive them; and the United States ſhall furniſh the transports and escort neceſſary to convey the Spaniſh officers and troops and their baggage to the Havannah.

Art. VIII. All the grants of land made before the 24th of January 1818, by his Catholic majeſty or by his lawful authorities in the ſaid territories ceded by his majeſty to the United States, ſhall be ratified and confirmed to the perſons in poſſeſſion of the lands, to the ſame extent that the ſame

1818 même validité qu'elles auroient eue si ces terrains étoient restés sous la domination de S. M. C. Mais les possesseurs de ces terrains qui, en raison des circonstances récentes où se trouve la nation espagnole, ou en raison des révolutions survenues en Europe, ont été empêchés de remplir toutes les conditions attachées à ces concessions, auront pour les remplir, le même délai qui leur étoit accordé par les dites concessions; mais ce délai ne comptera qu'à partir de la date du présent traité; faute de quoi les dites concessions seront regardées comme nulles et non avenues. Toutes les concessions faites, depuis le dit jour 24 Janvier 1818, époque de la première proposition de la part de S. M. C. pour la cession des Florides, sont, par les présentes, déclarées nulles et de nul effet.

Art. IX. Les deux hautes parties contractantes, animées du desir sincère de parvenir à une parfaite conciliation, et ayant en vue de mettre fin à tous les différens qui les ont divisées, et de maintenir la bonne intelligence qu'elles espèrent devoir toujours subsister entre elles, renoncent à toutes réclamations pour dommages ou griefs qu'elles-mêmes, ou leurs citoyens respectifs et sujets, auroient pu souffrir jusqu'au jour de la signature du présent traité.

1. La renonciation des Etats-Unis comprend tous les griefs mentionnés en la convention du 11 Août 1802.
2. Toutes les réclamations, en conséquence des prises faites par les corsaires françois, et condamnées par les consuls françois dans le territoire et sous la juridiction espagnole.
3. Toutes les demandes d'indemnités pour cause de la suspension en 1802 du droit de dépôt à la Nouvelle-Orléans.
4. Toutes les réclamations des citoyens des Etats-Unis sur le gouvernement espagnol, auxquelles ont donné lieu les saisies illégales faites en mer et dans les ports et territoires de l'Espagne et des colonies espagnoles.
5. Toutes les réclamations des citoyens des Etats-Unis sur le gouvernement espagnol, dont les prétentions, sur l'interposition du gouvernement des Etats-Unis, ont été présentées, soit au ministre

grants would be valid if the territories had remained under the dominion of his Catholic majesty. But the owners in possession of such lands, who, by reason of the recent circumstances of the Spanish nation and the revolutions in Europe have been prevented from fulfilling all the conditions of their grants, shall complete them within the terms limited in the same respectively, from the date of this treaty; in default of which, the said grants shall be null and void. All grants made since the said 24th of January 1818, when the first proposal on the part of his Catholic majesty for the cession of the Floridas was made, are hereby declared and agreed to be null and void. 1819

Art. IX. The two high contracting parties, animated by the most earnest desire of conciliation, and with the object of putting an end to all the differences which have existed between them, and of confirming the good understanding which they wish to be for ever maintained between them; reciprocally renounce all claims for damages or injuries which they themselves, as well as their respective citizens and subjects, may have suffered until the time of signing this treaty:

1. *The renunciation of the United States will extend to all the injuries mentioned in the convention of the 11th of August, 1802.*
2. *To all claims on account of prizes made by French privateers and condemned by French consuls within the territory and jurisdiction of Spain.*
3. *To all claims of indemnities on account of the suspension of the right of deposit at New-Orleans in 1802.*
4. *To all claims of citizens of the United States upon the government of Spain arising from the unlawful seizures at sea, and in the ports and territories of Spain or the Spanish colonies.*
5. *To all claims of citizens of the United States upon the Spanish government; statements of which, soliciting the interposition of the government of the United States, have been presented*

1819 d'état, ſoit à l'ambaſſadeur des Etats-Unis en Eſpagne, depuis la date de la convention de 1802., et jusqu'à la ſignature du préſent traité.

La renonciation de S. M. C. comprend:

1. Tous les griefs mentionnés en la convention du 11 Août 1802.

2. Les ſommes que S. M. C. a avancées pour le retour du capitaine Pike des provinces de l'intérieur.

3. Tous les dommages cauſés par l'expédition de Miranda préparée et équipée à New-York.

4. Toutes les réclamations des ſujets eſpagnols auxquelles ont donné lieu les ſaiſies illégales, faites à la mer ou dans les ports et juridiction territoriales des Etats-Unis.

Et enfin toutes les réclamations des ſujets de S. M. C. ſur le gouvernement des Etats-Unis, pour lesquelles l'interpoſition du gouvernement de S. M. C. a été ſollicitée avant la date du préſent traité et depuis la date de la convention de 1802., ou qui peuvent avoir été faites, ſoit au département des affaires étrangères de S. M., ſoit à ſon miniſtre aux Etats-Unis.

Les hautes parties contractantes renoncent reſpectivement à toutes indemnités motivées ſur les événemens récens ou ſur les transactions de leurs commandans ou officiers reſpectives dans les Florides.

Les Etats-Unis s'engagent à faire donner ſatisfaction pour les dommages, s'il en exiſte, qui ſeront établis légalement comme ayant été ſoufferts par les officiers et individus eſpagnols, lors des dernières opérations de l'armée américaine dans les Florides.

Art. X. La convention paſſée entre les deux gouvernemens le 11 Août 1802., dont les ratifications ont été échangées le 21 Décembre 1818., eſt annulée.

Art. XI. Les Etats-Unis déchargeant l'Eſpagne de toutes demandes à l'avenir ſous le rapport des réclamations de leurs citoyens, qui ſont compriſes dans les renonciations déjà ſpécifiées et les conſidé-

to the department of state, or to the minister of the United States in Spain since the date of the convention of 1802, and until the signature of this treaty. 1819

The renunciation of his Catholic majesty extends:

1. *To all the injuries mentioned in the convention of the 11th of August, 1802.*
2. *To the sums which his Catholic majesty advanced for the return of captain Pike from the Provincias Internas.*
3. *To all injuries caused by the expedition of Miranda, that was fitted out and equipped at New York.*
4. *To all claims of Spanish subjects upon the government of the United States arising from unlawful seizures at sea, or within the ports or territorial jurisdiction of the United States.*

Finally, to all the claims of subjects of his Catholic majesty upon the government of the United States, in which the interposition of his Catholic majesty's government has been solicited before the date of this treaty, and since the date of this convention of 1802, or which may have been made to the department of foreign affairs of his majesty, or to his minister in the United States.

And the high contracting parties respectively renounce all claim to indemnities for any of the recent events or transactions of their respective commanders and officers in the Floridas.

The United States will cause satisfaction to be made for the injuries, if any, which by process of law shall be established to have been suffered by the Spanish officers and individual Spanish inhabitants, by the late operations of the American army in Florida.

Art. X. The convention entered into between the two governments on the 11th of August, 1802, the ratifications of which were exchanged the 21st December, 1818, is annulled.

Art. XI. The United States, exonerating Spain from all demands in future on account of the claims of their citizens, to which the renunciations herein contained extend, and considering them entirely can-

1819 rant comme entièrement closes, se charge de satisfaire à ces réclamations jusqu'à concurrence d'une somme qui n'excédera pas cinq millions de dollars. Pour déterminer le montant et la validité de ces réclamations, une commission composée de trois commissaires sera nommée par le président, par et avec l'avis du sénat, laquelle commission s'assemblera à Washington, et, pendant l'espace de trois ans, à dater du jour de leur première séance, recevra, examinera et décidera du montant et de la validité de toutes les réclamations qui ont été spécifiées ci-dessus. Les dits commissaires s'engageront par serment ou par affirmation, à consigner dans un registre toutes leurs délibérations et décisions, et à remplir leurs devoirs avec fidélité et promptitude; et en cas de mort, maladie ou absence indispensable de l'un d'eux, il sera pourvu à son remplacement dans les formes susdites, ou par le président des Etats-Unis, si le sénat n'est pas rassemblé. Les dits commissaires seront autorisés à entendre et discuter, après avoir fait prêter serment, toutes les affaires relatives aux dites réclamations, et à recevoir tous les témoignages authentiques et convenables, et le gouvernement espagnol fournira tous les documens et éclaircissemens qui peuvent être en sa possession pour le réglement des dites réclamations, conformément aux principes de justice; au droit des gens et à la stipulation du traité fait entre les deux parties le 27 Octobre 1795, les dits documens devant faire mention qu'ils ont été donnés sur la demande des dits commissaires.

Le payement des réclamations qui seront admises et réglées par les dits commissaires ou à la majorité de leurs voix, jusqu'à la concurrence d'une somme qui n'excédera pas cinq millions de dollars, sera effectué par les Etats-Unis, soit immédiatement à leur trésor, soit par la création d'actions portant intérêt à six pour cent, remboursables sur le produit des ventes des terres publiques, dans les territoires cédés par le présent traité aux Etats-Unis, ou de toute autre manière que le congrès des Etats-Unis pourra le statuer par une loi.

Les registres des délibérations et décisions des dits commissaires ensemble, les témoignages et do-

celled, undertake to make satisfaction for the same, to an amount not exceeding five millions of dollars. To ascertain the full amount and validity of those claims, a commission, to consist of three commissioners, citizens of the United States, shall be appointed by the president, by and with the advice and consent of the senate; which commission shall meet at the city of Washington, and, within the space of three years from the time of their first meeting, shall receive, examine and decide upon the amount and validity of all the claims included within the descriptions above-mentioned. The said commissioners shall take an oath or affirmation, to be entered upon the record of their proceedings, for the faithfull and diligent discharge of their duties; and in case of the death, sickness, or necessary absence of any such commissioner, his place may be supplied by the appointment as aforesaid, or by the president of the United States during the recess of the senate, of another commissioner in his stead. The said commissioners shall be authorized to hear and examine, on oath, every question relative to the said claims, and to receive all suitable, authentic testimony concerning the same. And the Spanish government shall furnish all such documents and elucidations as may be in their possession, for the adjustment of the said claims according to the principles of justice, the laws of nations and the stipulation of the treaty between the two parties of 27th October, 1795; the said documents to be specified, when demanded, at the instance of said commissioners. 1819

The payment of such claims as may be admitted and adjusted by the said commissioners, or the major part of them, to an amount not exceeding five millions of dollars, shall be made by the United States, either immediately at their treasury, or by the creation of stock, bearing an interest of six per cent per annum, payable from the proceeds of sales of public lands within the territories hereby ceded to the United States, or in such other manner as the congress of the United States may prescribe by law.

The records of the proceedings of the said commissioners, together with the vouchers and documents

1819 cumens qui leur auront été fournis pour régler et décider sur les dites réclamations, seront, après la clôture de leurs travaux, déposés au département d'état des Etats-Unis, et il en sera fourni des copies ou des extraits au gouvernement espagnol, s'il les requiert, sur la demande du ministre de l'ambassadeur espagnol aux Etats-Unis.

Art. XII. Le traité de limites et de navigation de 1795. reste confirmé dans tout et chacun de ses articles, excepté les 2e 3e 4e et 21e et la seconde clause du 22e article qui, ayant été changés par le présent traité, ou ayant reçu leur entière exécution, n'ont plus aucune validité.

A l'égard du 15e article du même traité d'amitié, de limites et de navigation de 1795, dans lequel il est stipulé que le pavillon couvrira la cargaison, les deux hautes parties contractantes conviennent que ceci sera entendu à l'égard des puissances qui reconnoissent ce principe. Mais si l'une des deux parties contractantes est en guerre avec une puissance tierce, et l'autre neutre, le pavillon de la puissance neutre couvrira la propriété des ennemis, dont le gouvernement reconnoîtra ce principe, et non des autres.

Art. XIII. Les deux parties contractantes desirant favoriser leur commerce mutuel, en donnant toute assistance dans leurs ports respectifs à leurs vaisseaux marchands, sont convenus que les matelots qui déserteront de leurs vaisseaux dans les ports de l'autre, seront arrêtés et rendus à la demande du consul, qui prouvera cependant que les déserteurs appartiennent au vaisseau qui les réclame, en fournissant le document d'usage dans leur nation, c'est-à-dire que le consul américain, dans un port espagnol, exhibera le document connu sous le nom d'articles, et le consul espagnol, dans un port américain, le contrôle du vaisseau; et si le nom du déserteur ou des déserteurs est porté dans l'un ou dans l'autre, ils seront arrêtés, mis en garde et rendus au vaisseau auquel ils appartiennent.

Art. XIV. Les Etats-Unis certifient, par ces présentes, qu'ils n'ont reçu de la France aucune indem-

produced before them, relative to the claims to be adjusted and decided upon by them, shall, after the close of their transactions, be deposited in the department of state of the United States; and copies of them, or any part of them, shall be furnished to the Spanish government, if required, at the demand of the Spanish minister in the United States. 1819

Art. XII. The treaty of limits and navigation of 1795, remains confirmed in all and each one of its articles, excepting the 2nd, 3rd, 4th and 21st, and the 2nd clause of the 22nd article, which having been altered by this treaty, or having received their entire execution, are no longer valid.

With respect to the 15th article of the same treaty of friendship, limits and navigation, of 1795, in which it is stipulated that the flag shall cover the property, the two high contracting parties agree, that this shall be so understood with respect to those powers who recognize this principle; but if either of the two contracting parties shall be at war with a third party, and the other neutral, the flag of the neutral shall cover the property of enemies whose government acknowledge this principle, and not of others.

Art. XIII. Both contracting parties, wishing to favour their mutual commerce by affording in their ports every necessary assistance to their respective merchant vessels, have agreed, that the sailors who shall desert from their vessels in the ports of the other, shall be arrested and delivered up at the instance of the consul; who shall prove, nevertheless, that the deserters belonged to the vessels that claimed them, exhibiting the document that is customary in their nation; that is to say, the American consul, in a Spanish port, shall exhibit the document Known by the name of Articles; and the Spanish consul in American ports the roll of the vessel; and if the name of the deserter or deserters who are claimed shall appear in the one or the other, they shall be arrested; held in custody, and delivered to the vessel to which they shall belong.

Art. XIV. The United States hereby certify, that they have not received any compensation from

1819 nité pour les dommages qu'ils ont eu à souffrir de ses corsaires, de ses consuls et de ses tribunaux sur les côtes et dans les ports d'Espagne, aux réparations desquels il est pourvu par le présent traité. Les Etats-Unis présenteront un état authentique des prises faites et de leur véritable valeur, afin que, de son côté, l'Espagne puisse en faire de même de la manière qu'elle le jugera convenable.

Art. XV. Les Etats-Unis, pour donner à S. M. C. une preuve de leur desir de cimenter les relations d'amitié subsistantes entre les deux nations, conviennent que les vaisseaux espagnols venant chargés seulement des productions du sol ou des manufactures espagnoles, directement des ports d'Espagne ou de ses colonies, seront admis pendant l'espace de douze ans dans les ports de Pensacola et de St. Augustin, dans les Florides, sans payer d'entrées ni plus de droits sur leurs cargaisons ou de tonnages que ceux qui seront payés par les vaisseaux des Etats-Unis. Pendant le même terme aucune autre nation ne jouira des mêmes privilèges dans les territoires concédés. Ces douze années commenceront à courir trois mois après l'échange des ratifications du présent traité.

Art. XVI. Le présent traité sera ratifié, en bonne et due forme, par les parties contractantes, et les ratifications seront échangées dans six mois, à partir de ce jour, ou plus tôt s'il est possible.

En foi de quoi, nous, plénipotentiaires soussignés des Etats-Unis d'Amérique, et de S. M. C. en vertu de nos pouvoirs, avons signé le présent traité d'amitié, d'accord et de fixation de limites que nous avons scellé de nos sceaux respectifs.

Fait à Washington, le 22 Févr. 1819.

John Quincy Adams.

Luis de Onis.

France for the injuries they suffered from her privateers, consuls and tribunals, on the coasts and in the ports of Spain; for the satisfaction of which, provision is made by this treaty; and they will present an authentic statement of the prizes made and of their true value, that Spain may avail herself of the same in such manner as she may deem just and proper. 1819

Art. XV. The United States, to give his Catholic majesty a proof of their desire to cement the relations of amity subsisting between the two nations, and to favour the subjects of his Catholic majesty, agree that Spanish vessels, coming laden only with the productions of Spanish growth or manufactures, directly from the ports of Spain, or of her colonies, shall be admitted for the term of twelve years to the ports of Pensacola and St. Augustine, in the Floridas, without paying other or higher duties on their cargoes, or of tonnage, than will be paid by the vessels of the United States. During the said term no other nation shall enjoy the same privileges within the ceded territories. The twelve years shall commence three months after the exchange of the ratifications of the treaty.

Art. XVI. The present treaty shall be ratified in due form by the contracting parties, and the ratifications shall be exchanged in six months from this time, or sooner if possible.

In withness whereof we, the underwritten plenipotentiaries of the United States of America and of his Catholic majesty, have signed, by virtue of our powers, the present treaty of amity, settlement and limits, and have thereunto affixed our seals respectively.

Done at Washington, this 22nd day of February, 1819.

(Seal) John Quincy Adams.

(Seal) Luis de Onis.

40.

1819 22 Févr. *Décret de Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles relatif à la franchise accordée aux membres du corps diplomatique, daté de Naples, du 22 Février 1819.*

Ferdinand I. etc. etc.

Voulant établir un réglement fixe relativement à la franchise accordée aux membres du corps diplomatique accrédités près de Nous;

Sur la proposition de notre Sécrétaire d'Etat Ministre des affaires étrangères;

Nous avons décrétré et décrétons ce qui suit:

Art. I. Le principe suivi jusqu'à présent d'après lequel sont exempts de visites et de droits, tous les effets que les Ambassadeurs, Envoyés extraordinaires, Résidents et Chargés d'Affaires accrédités près de Notre personne auroient fait venir des pays étrangers à leur usage, pendant les premiers six mois de leur séjour dans notre royaume, est confirmé. Ce terme échu, les effets appartenant aux membres du corps diplomatique, seront considérés comme ceux de tout autre particulier.

Art. II. Lorsqu'un agent diplomatique est rappelé, il pourra également exporter de Nos domaines, en jouissant des mêmes franchises, tous les effets lui appartenant, pendant l'espace de six mois, à compter du jour de son départ du royaume. Ce terme échu, toute exemption de droits accordée aux membres du Corps diplomatique cessera.

40.

Decreto che esenta da visite e dazj doganali gli effetti del corpo diplomatico. 1819 22 Febr.

(Collezione delle Leggi e de' Decreti reali del Regno delle Due Sicilie; 1819. Nr. 174. p. 117.)

Napoli, 22 Febbrajo 1819.

Ferdinando I. per la Grazia di Dio Re del Regno delle Due Sicilie, di Gerusalemme ec. ec. ec. Infante di Spagna, Duca di Parma, Piacenza, Castro ec. ec. ec. Gran Principe ereditario di Toscana ec. ec. ec.

Volendo fissare le regole, secondo le quali debbono accordarsi le franchigie doganali a' membri del corpo diplomatico residenti presso la nostra Corte;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro degli affari esteri.

Abbiamo risoluto di decretare, *e* decretiamo *quanto siegue.*

Art. I. Resta confermato il sistema finora osservato di rilasciarsi esenti dalle visite e dal pagamento de' dazj di dogana tutti gli effetti che gli Ambasciadori, gl' Inviati straordinarj, i Ministri plenipotenziarj e residenti, e gl' Incaricati di affari, accreditati presso la nostra Persona, faranno venire dall' estero per proprio loro uso entro lo spazio di sei mesi a contare dal giorno del rispettivo loro arrivo nel regno. Elasso questo termine, gli effetti del corpo diplomatico saranno considerati come quelli di ogni particolare.

Art. II. Allorchè un Rappresentante estero è richiamato dalle sue funzioni, potrà egualmente esportare in franchigia da' reali dominj tutti gli effetti di sua proprietà tra sei mesi dal giorno della sua partenza dal regno. Scorso questo termine, cesserà ogni esenzione doganale a favore de' membri del corpo diplomatico richiamati dalle loro Corti.

1819 Art. III. Pour que les agens diplomatiques puissent jouir de cette exemption de visites et de droits dans le premier comme dans le dernier cas, ils auront à remettre à Notre Sécrétaire d'état, Ministre des affaires étrangères à leur arrivée dans le royaume, ou bien avant leur départ, une note signée par eux, dans laquelle devra être désigné le nombre des caisses et ballots, renfermant leurs effets, et en les spécifiant, afin que le dit Ministre soit à même d'en donner l'avis nécessaire au département des finances.

Art. IV. Nos Sécrétaires d'Etat Ministres des affaires étrangères et des finances sont chargés de l'exécution du présent décret.

(*Signé:*) Ferdinand.

Le Sécrétaire d'Etat Ministre Chancelier.

(*Signé:*)

Le Marquis Tommasi.

Le Sécrétaire d'Etat Ministre des affaires étrangères.

(*Signé:*)

Le Marquis Circello.

Art. III. Per ottenere tanto nel primo, che nel secondo caso la franchigia dalle visite e dal pagamento de' dazj di dogana, dovranno i Rappresentanti esteri al loro arrivo nel regno, o prima della loro partenza, rimettere al nostro Segretario di Stato Ministro dagli affari esteri un notamento da essi sottoscritto del numero delle casse, balle, colli ec. contenenti i loro effetti, colla indicazione precisa de' medesimi, onde il detto Ministro possa passare le opportune prevenzioni al dipartimento delle finanze. 1819

Art. IV. I nostri Segretarj di Stato Ministri degli affari esteri e delle finanze sono incaricati della esecuzione del presente decreto.

Firmato, *Ferdinando.*

Il Segretario di Stato Ministro degli affari esteri	Il Segretario di Stato Ministro Cancelliere
Firm.	Firm.
Marchese di Circello.	*Marchese Tommasi.*

41.

1819 23 Mars

Décret de S. M. le Roi du Royaume des Deux-Siciles concernant la franchise des ports de Palerme et de Messine, daté de Naples du 23 Mars 1819.

(*Collezione delle Leggi e de Decreti reali del Regno delle Due Sicilie.* Anno 1819. Nr. 178.)

Decreto relativo alla scala-franca di Palermo ed al porto-franco di Messina.

Napoli, 23 Marzo 1819.

Ferdinando I. per la Grazia di Dio Re del Regno delle Due Sicilie, di Gerusalemme ec. Infante di Spagna, Duca di Parma, Piacenza, Castro ec. ec. Gran Principe ereditario di Toscana ec. ec. ec.

Considerando che per istabilire diffinitivamente ne' nostri dominj al di là del Faro in tutta la sua estensione i nuovi sistemi amministrativi delle dogane in quel modo che sono qui in osservanza, faccia d'uopo di esaminare più maturamente le locali circostanze di quei nostri dominj, onde adottarsi saggiamente le variazioni;

Considerando esser necessario, pria che si stabiliscano i nuovi sistemi doganali, che tanto il così detto *luogo di bastimento*, specie di scala-franca, da alcuni anni introdotto nella dogana di Palermo, quanto il porto-franco di Messina sieno ordinati in modo che favoriscano il commercio, senza essere mezzi autorizzati di contrabbandi, siccome per l'imperfezione de' sistemi introdotti lo sono stati finora;

Considerando che il *luogo di bastimento* nella dogana di Palermo debba prendere non solamente il nome, ma benanche le forme di scala-franca, ed adottare quei regolamenti che l'esperienza ha consagrati a questa specie d'istituzione;

Considerando che pel porto-franco di Messina, nel mentre sarà conservata l'integrità non solo de' suoi

privilegj, ma benanche questi in un certo modo accresciuti per tutte le sue operazioni d'immessione dall'estero e di estrazioni per l'estero, debbano per quelle operazioni che han rapporto colle nostre dogane di quà e di là del Faro, adottarsi alcune misure di precauzione, le quali, senza ledere la più piena libertà del commercio, mettano in certo modo in sicuro la percezione de' dritti doganali; 1819

Considerando che, per quanto riguarda l'integrità de' privilegj del porto-franco, colle istruzioni del 1728 fu stabilito:

1. che su tutte le mercanzie e generi esteri che per la via del porto-franco s'immettevano pel consumo tanto della città di Messina, quanto per gli altri luoghi della Sicilia, riscuoter si dovessero, oltre del dritto di stallaggio, tutti i dazj d'immessione in vigore, e tutte le solite gabelle tanto regie, che civiche:

2. che su tutte le mercanzie nazionali che si esportassero per l'estero dal porto-franco, esiger si dovessero i dazj di estraregnazione soliti allora ad esigersi, oltre de' dritti di tratta e gabelle per quei generi che vi fossero soggetti;

Considerando che coll' editto e corrispondenti istruzioni da Noi emanate nel 1784, dopo confermato l'editto e le istruzioni del 1728, i generi pel consumo della città di Messina non rimasero sottoposti ad altri pesi, che alle solite gabelle regie e civiche;

Considerando che le tariffe del 1728, le quali sono ora in osservanza per le operazioni del porto-franco, sieno non solo inadatte a' prezzi de' generi per le naturali vicende che nel corso quasi di un secolo han dovuto soffrire, ma altresì mancanti di molti articoli commerciabili;

Visto il nostro decreto del dì 1 di settembre 1817, col quale 1. dichiarammo confermati i privilegj da Noi conceduti al porto-franco relativamente ad ogni specie di provegnenza da' porti fuori del nostro regno delle Due Sicilie, ed alle spedizioni pe' porti esteri; 2. accordammo de' nuovi favori colle formalità corrispondenti pe' generi provegnenti da' porti e rade di questa parte de' nostri dominj; 3. ci riserbammo

1819 finalmente di prescrivere per quella parte de' nostri dominj le misure di precauzione, onde evitarsi il contrabbando;

Sulla proposizione del nostro Consigliere Segretario di Stato Ministro delle finanze;

Udito il nostro Consiglio di Stato;

Abbiamo risoluta di *decretare*, e *decretiamo* quanto siegue.

Titolo I.

Disposizioni generali.

Art. I. Il così detto sistema del *luogo di bastimento* recentemente introdotto nella dogana di Palermo rimane abolito.

Art. II. Vi sarà nella dogana di Palermo una *scala-franca* per tutto le mercanzie di qualsivoglia natura provegnenti dall' estero sopra bastimenti di qualunque portata.

Le formalità da osservarsi pe' generi destinati per scala-franca saranno ordinate nel seguente titolo II.

Art. III. Confermiamo il *porto-franco* di Messina ed i privilegj da Noi accordati al medesimo riguardanti, giusta il nostro decreto del dì 1 di settembre 1817, ogni specie di provegnenza o di spedizione di generi, derrate e manifatture da' porti o pe' porti fuori del nostro regno delle Due Sicilie.

Art. IV. Le facilitazioni concedute, e le formalità ordinate col detto decreto del dì 1 di settembre pe' generi che da' porti di questi dominj si destinassero pel porto-franco di Messina, sono altresì confermate: al qual effetto i mentovato nostro decreto sarà osservato in tutta la sua estensione.

Art. V. Pe' legnami che da' porti di questi dominj vorranno spedirsi per quelli della Sicilia e pel porto-franco di Messina, saranno osservate le prescrizioni del decreto da Noi reso sotto il dì 20 di aprile dell' anno 1818.

Art. VI. I nuovi privilegj che intendiamo Noi di accordare al porto-franco di Messina per tutto ciò che riguarda non solo il commercio de' nostri dominj al di là del Faro, ma benanche le spedizioni de' generi esteri dal porto-franco pe' luoghi di questa porte

de'

de' nostri dominj, e le formalità di risulta da osservarsi, saranno ordinate ne' titoli III. e seguenti del presente decreto. 1819

Art. VII. Tutti i legni provegnenti dall'estero o da' porti de' nostri dominj, di qualunque nazione essi sieno, giungendo tanto in Palermo, che in Messina, saranno soggetti alle formalità delle visite degl' impiegati, nel modo ed a' termini degli articoli 20 e 23; senza che si possa reclamare da' capitani de' legni l'esenzione di una tal formalità sull' appoggio de' privilegj di scala-franca, o di porto-franco, o di altro motivo qualunque.

Sarà vietato agl' impiegati, sotto pena di destituzione, di esigere per l'enunciata visita e pe' manifesti alcun dritto, emolumento o regalia sotto qualsivoglia titolo o pretesto.

Art. VIII. Niuna mercanzia potrà essere imbarcata o disbarcata che in pi no giorno fra lo spuntare e'l tramontar del sole.

Titolo II.

Formalità da osservarsi pe' generi esteri che verran dichiarati per la scala-franca di Palermo.

Art. IX. I capitani de' bastimenti o i negozianti, i quali vorranno far godere alle mercanzie che giungeranno dall' estero nel porto di Palermo, il beneficio della scala-franca, saranno tenuti di esprimere o nel manifesto, ovvero nella dichiarazione in dettaglio, di cui si farà parola ne' seguenti articoli, che le medesime sono destinate per scala-franca.

Art. X. Il manifesto sarà presentato da' capitani de' bastimenti fra le ventiquattr' ore dall' arrivo. Esso esprimerà in iscritto il suoro della provegnenza, la natura del carico, il numero de' colli, delle balle, delle casse ec., i loro marchj ed i numeri per esteso e non in cifre.

Art. XI. I proprietarj, i raccomandatarj o consegnatarj de' carichi che verranno immessi dall' estero, ovvero i capitani, allorchè saran rivestiti delle dette qualità, dovranno presentare agli agenti delle dogane la dichiarazione in dettaglio fra i tre giorni sussecu-

1819 tivi al termine di ventiquattr' ore ſtabilito per la eſibizione del manifeſto.

Art. XII. La dichiarazione in dettaglio verrà ſottoſcritta da' proprietarj, raccomandatarj ec. che l'avranno preſentata: e qualora non ſappiano ſcrivere, ſarà da loro croceſegnata in preſenza di due teſtimonj i quali vi apporranno le loro firme.

Art. XIII. La dichiarazione in dettaglio potrà eſſer corretta fra le ventiquattr' ore ſuſſecutive a quelle in cui ſarà ſtata eſibita: purchè ciò ſegua prima della viſita, e ſe ne indichino i motivi.

Art. XIV. Nelle dichiarazioni in dettaglio ſaranno deſcritti,

1. i nomi de' capitani e de' baſtimenti;

2. il numero de' colli, delle caſſe, botti ec. i di loro marchi ed i numeri per eſteſo e non in cifre;

3. il peſo, la qualità, la miſura ed il numero delle mercanzie.

Art. XV. Nelle dichiarazioni in dettaglio pe' generi ſoggetti a ſcolo non ſarà richieſta la deſcrizione del peſo, qualora foſſero in botti, mezze botti e barili, ma bensì il numero di tali recipienti.

Art. XVI. Vi ſarà a queſto effetto nella dogana di Palermo un regiſtro nel quale ſaranno notate le dichiarazioni in dettaglio, giuſta il modello anneſſo al preſente decreto.

Art. XVII. Ademnite le formalità di manifeſto e di dichiarazione in dettaglio, qualora o nel primo o nella ſeconda ſi ſarà espreſſo di volerſi godere il beneficio della ſcala-franca, tutti i generi potranno eſſare immeſſi con un tal beneficio nella dogana di Palermo, ad eccezione delle così dette *partite di fuori*, de' ſali e de' tabacchi, di cui ſi parlerà in appreſſo.

Art. XVIII. Non potrà goderſi il beneficio della ſcala-franca, ſe non ſiaſi adempito alle formalità di manifeſto e di dichiarazione in dettaglio nel modo e ne' termini preſcritti negli articoli precedenti.

Art. XIX. Le mercanzie dichiarate per iscala-franca, nel momento che s'introdurrano in dogana, dovranno eſſere ſballate e viſitate: indi ſaran calcolati i dazj ſulle medeſime dovuti, per notarſi ſopra il regiſtro di cui ſi ſarà parola nello articolo 22.

Art. XX. Gl'impiegati della dogana di Palermo otranno andare a bordo di ogni bastimento che en- i in quel porto o rada, o che ne esca, sia prima, a dopo la esibizione de' manifesti o delle dichiara- ioni: potranno dimorarvi fino a che i generi non eno sbarcati, ed aprire i beccaporti, le camere, gli rmadj, le casse, balle, ballette, botti ec. 1819

Art. XXI. Su' generi che saranno immessi nella ogana di Palermo per iscala-franca, non sarà esatto titolo di deposito alcun dritto; rimanendo abolito uello detto di *stallaggio* e qualunque altro di simil atura soliti finora ad essere riscossi.

Art. XXII. Sarà tenuto nella dogana di Palermo n registro in generi ed in danaro, nel quale ver- à notata sotto ciascun conto la quantità de' generi che r'immettono in iscala-franca, e le somme cui ascen- lono i dazj liquidati, a' termini dell' articolo 19.

Art. XXIII. Ogni qualvolta su tal registro saranno notate le mercanzie ed i dritti dovuti, il proprieta- rio, ovvero il di lui agente o procuratore vi apporrà la sua firma unitamente agl' impiegati della dogana, che han fatto la visita de' generi e la liquidazione de' dazj.

Art. XXIV. In seguito di queste operazioni le mercanzie saranno trasportate direttamente ne' ri- spettivi magazzini di scala-franca, accompagnate da una bolletta nella quale saranno descritte le mercan- zie e la liquidazione de' dazj corrispondenti.

Art. XXV. Qualora nel tempo della visita da farsi, secondochè si è prescritto nell' articolo 19, non si presenteranno nella dogana i proprietarj, consegnatarj, o i loro rappresentanti ec., i detti generi verranno verificati in presenza dell' Intendente, del maestro- credenziere e del maestro-massaro; e si formerà pro- cesso verbale in cui saranno descritti i generi e i dazj su di essi dovuti. Indi verranno depositati in un magazzino a questo uopo stabilito, chiuso a tre chiavi delle quali una sarà conservata dall' Intendente, l'altra dal maestro-credenziere, e la terza dal mae- stro-massaro.

Allorchè sarà stabilito in quei nostri dominj il nuovo sistema doganale in conformità di quello che

1819 è in vigore in questi dominj, per cui le denominazioni degl' impiegati saranno nell' una e nell' altra parte uniformi, l'intervento nella descritta operazione sarà di quei funzionarj che dalla legge vengono chiamati per la scala-franca di Napoli.

Art. XXVI. Se i generi enunciati nell' articolo precedente fossero soggetti a marcimento o deteriorazione sensibile, a giudizio de' periti, verranno immediatamente venduti all' incanto coll' intervento dell' Intendente e del maestro-credenziere assistiti dalla competente autorità giudiziaria.

Art. XXVII. Se nello spazio di due anni dalla data del processo verbale enunciato nell' articolo XXV. i proprietarj o consegnatarj delle mercanzie infuscettibili di deterioramento non si presenteranno nella dogana a reclamarle, esse saranno vendute nel modo indicato nell' articolo precedente.

Art. XXVIII. I prodotti delle vendite eseguite in forza de' due precedenti articoli, detratti i dazj e le spese, saranno versati nella tesoreria di Palermo per conto del fondo di ammortizzazione del debito dello Stato, e da Noi istituito col decreto de' 21 di gennajo 1817: quale fondo di ammortizzazione ne diverrà proprietario dopo dieci anni ed un giorno a cominciare da quello del versamento.

Art. XXIX. Presentandosi i proprietarj o i consegnatarj prima degli anzidetti due anni, si saranno immediatamente uscire le mercanzie dalla dogana, dopo essere state nuovamente verificate, e dopo di essersi liquidati e riscossi i dazj, indipendentemente dalle multe prescritte dalle leggi e da' regolamenti per le contravvenzioni nelle quali si trovassero incorse le dette mercanzie.

Art. XXX. I negozianti, i capitani o i padroni de' bastimenti o di barche, che avran dichiarato i generi per iscala-franca, avran la libertà di riesportare o far riesportare tutte o parte delle loro mercanzie per l'estero senza pagamento di dazio alcuno; salvo il dritto di collagio di cui si parlerà in appresso.

Art. XXXI. Per le mercanzie che si vorranno estrarre dalla scala-franca per l'estero, saranno eseguite quelle medesime formalità e precauzioni che

finora si sono osservate nello estrarsi per lo straniero dal così detto *luogo di bastimento.* 1819

Art. XXXII. Potranno essere ammesse nella scala-franca le mercanzie di cui fosse proibita la immessione, a condizione di essere riesportate, sotto pena in caso di contravvenzione di pagare il doppio valore del genere ed un' ammenda di ducati centoventi, once quaranta.

Art. XXXIII. La durata della scala-franca di Palermo sarà di un anno solo a cominciare dal dì 1 di gennajo, restando conceduti di più a favore de' commercianti quei mesi e giorni che decorreranno dalla data del manifesto o della dichiarazione fino a' 31 di dicembre dello stesso anno.

Art. XXXIV. Il beneficio della scala-franca, pel corso dell' intero anno enunciato nell' articolo precedente, verrà conceduto nel modo che verrà qui appresso indicato.

Art. XXXV. Le mercanzie riposte in dogana per iscala-franca saranno esenti da tutti i diritti per lo spazio di sei mesi, qualora, durante un tal tempo, esse restassero in dogana o fossero riesportate all' estero.

Art. XXXVI. Se nel corso de' primi sei mesi le mercanzie si vorranno estrarre dalla dogana, in questo caso verranno sottoposte al pagamento di tutti i dritti, a norma delle tariffe che saranno in vigore nel momento della loro spedizione.

Art. XXXVII. Terminati i primi sei mesi, se le mercanzie rimarranno ancora in dogana, i proprietarj saranno tenuti a pagare la metà de' dazj dovuti con cambiali *a tre mesi data*, e quindi scadibili nella prima decade del mese di ottobre dello stesso anno.

Art. XXXVIII. Nel caso che si vorranno estrarre le mercanzie dalla dogana nel corso del secondo semestre, dovranno esser pagati tutti i dazj, dedotta la metà già soddisfatta. Se alla fine del secondo semestre, o sia dell' intero anno del beneficio di scala-franca, non sarà stata pagata per le dette mercanzie la totale somma de' dazj, verranno sottoposte al pagamento di questi, anche con cambiali *a tre mesi data*, e quindi scadibili nella prima decade del mese di aprile dell' anno seguente.

1819 Art. XXXIX. Il Ministero assistente presso il nostro Luogotenente generale è incaricato di prescrivere la forma con cui dovranno esser concepute le cambiali di cui si è parlato ne' due precedenti articoli.

Art. XL. Le disposizioni contenute nelle leggi e ne' regolamenti in vigore, relative a' manifesti ed alle dichiarazioni, agli sbarchi ed alla visita delle mercanzie che sono introdotte dall' estero, del pari che quelle relative alle pene stabilite ne' casi di contravvenzione, saranno ugualmente applicabili a' generi destinati per iscala-franca.

Art. XLI. Sarà lecito a' negozianti di cambiare, vendere e permutare i generi esistenti ne' loro magazzini di dogana, purchè prima della consegna e del passaggio da un magazzino all' altro ne abbian fatto la dichiarazione.

Art. XLII. Quei negozianti o loro agenti che abbiano magazzini di scala-franca nella dogana, non potranno cavar fuori de' medesimi alcuna mercanzia senza la prescritta dichiarazione. Coloro che saran convinti di aver contravvenuto a tali disposizioni, verranno privati della facoltà di riesportare le mercanzie e dell' uso del magazzino; e pagheranno prontamente tutti i dazj dovuti.

Art. XLIII. Semprechè l'Intendente della dogana lo crederà opportuno, potrà incaricare uno degl' impiegati di conferirsi ne' differenti maggazzini di scala-franca, e di farsi presentare le mercanzie di ciascun proprietario o consegnatario.

Art. XLIV. Se nella verifica si rileveranno delle mancanze, i proprietarj o consegnatarj saranno sottoposti alle pene enunciate nell' articolo 42.

Art. XLV. I proprietarj, consegnatarj o capitani che abbiano dichiarato per iscala-franca i loro generi, potranno godere, in vece di questo beneficio, quelli conceduti per le *partite di fuori*, di cui si parlerà in appresso; qualora nella dichiarazione in dettaglio, o prima che sieno introdotti nella dogana, abbiano enunciato di volergli assimilare alle *partite di fuori*.

Art. XLVI. La disposizione dell' articolo precedente non avrà più luogo dopo che i generi sieno

stati sbarcati ed immessi nella dogana, dovendosi in tal caso eseguire le disposizioni relative alla scala-franca. 1819

Art. XLVII. Sopra ciascun collo di mercanzie, qualunque ne sia la mole, che essendo stato immesso nella dogana di Palermo per iscala - franca, volesse riesportarsi a' termini dell' articolo 30., sarà riscosso il dritto di grana venti napolitane tarì due siciliani.

Se le mercanzie di cui si tratta, saranno sfuse o in pezzi, sopra ogni cantajo verranno esatte grana dieci napolitane, tarì uno siciliano.

Partite di fuori dogana.

Art. XLVIII. Pe' generi qui appresso notati, conosciuti sotto la denominazione di *partite di fuori dogana*, si godrà il beneficio della sola riesportazione, e nel modo che sarà in seguito prescritto: acqua di raso o raggia, alici salate, anguille salate, arena per vetriera, aranghe, argilla di qualsivoglia natura, baccala, bottiglie vote, capperi, carboni, carrubbe, catrame, caviale, corine, datteri, erba sommacco, farina, fave, formaggio, gesso, grano, granone, legname, legno busso, legumi, ibani, manna, morchia, mortaj di marmo, mosciame, olio di-olive, olio di vetriuolo, olive, ossa vaccine, pece, pesce salamone, pietre lavagne, ricotte salate, salacche, salami, sarde salate, scaglinola per uccelli, scope, sgomberi ed alose salate, soda borda, solfo, stocco, sugheri, tarantello, tonnina, trementina, vena di ferro, vino, nova di tonno, zappino.

Art. XLIX. I dritti sulle *partite di fuori dogana* saranno soddisfatti per mezzo di cambiali a *tre mesi data*, dal giorno in cui sarà perfezionata la bolletta a pagamento.

Art. L. I capitani de' legni che approderanno co' generi detti *partite di fuori* nel porto di Palermo, ed i loro commessionati o raccomandatarj, volendo riesportare tutto il carico o parte di esso, saran tenuti di enunciarlo fra tre giorni dal loro arrivo.

Art. LI. Se la riesportazione dell' intero carico si eseguirà collo stesso legno sul quale i generi saran pervenuti, in questo caso non saranno sbarcati.

1819 Art. LII. Allorchè la rieſportazione dell' intero carico vorrà effettuarſi ſopra altri baſtimenti, il trabalzo non potrà aver luogo, che dopo di eſſere ſtati i generi ſbarcati e peſati con tutte le precauzioni neceſſarie ad evitar le frodi.

Art. LIII. Qualora il capitano, proprietario o raccomandatario dichiarerà parte del carico per la importazione, e parte per la rieſportazione, in queſto caſo tutti i generi componenti il carico ſteſſo ſaranno ſbarcati e peſati: in ſeguito la parte deſtinata per la rieſportazione ſarà rimbarcata.

Art. LIV. Nel caſo in cui i generi deſtinati per la rieſportazione non potranno eſſere rimbarcati nello ſteſſo giorno dello ſcaricamento, verrano ripoſti a ſpeſe de' proprietarj in magazzini a tre chiavi, delle quali una ſarà conſervata dall' Intendente, l'altra dal maeſtro-credenziere e la terza dal proprietario.

Art. LV. Le partite di fuori dogana dichiarate, ſia per l'importazione, ſia per la rieſportazione, non potranno eſſere rieſportate che fino al momento in cui ſarà perfezionata la bolletta a pagamento. Dopo queſto momento la rieſportazione ſarà proibita.

Art. LVI. Sebbene i capitani, i proprietarj o i raccomandatarj di generi detti *partite di fuori* li dichiaraſſero per iscala-franca, non godranno altro beneficio ſe non quello conceduto ne' precedenti articoli per le *partite di fuori*.

Diſpoſizione tranſitoria.

Art. LVII. Fino a che non ſarà ſtabilito in quei noſtri dominj il nuovo ſiſtema doganale uniforme a quello che è in vigore in queſti dominj, tutte le mercanzie eſtere ſulle quali ſaranno ſtati eſatti in Palermo i dazj d'immeſſione, verranno conſiderate come indigene, e quindi ſottopoſte a tutte le operazioni doganali che ſono attualmente in oſſervanza.

Generi escluſi da' benificj della ſcala-franca e delle partite di fuori.

Art. LVIII. I ſali ed i tabacchi di qualunque ſpecie, che dall'eſtero perverranno nel porto di Palermo, dovranno eſſere ſdaziati nel momento del lo-

ro disbarco; dovendo detti generi essere esclusi da' beneficj della scala-franca e delle *partite di fuori.* 1819

Avarie.

Art. LIX. A' generi che perverranno nel porto di Palermo, niuna diminuzione de' dazj sarà conceduta per causa di avaria, fuorchè ne' casi di arrenamento, di naufragj o di altri accidenti di mare: casi ne' quali essendovi assicuratori, darebbero dritto a' proprietarj delle mercanzie di ricorrere contro di loro.

Art. LX. Gli accidenti di mare saranno provati

1. co' rapporti de' capitani e de' loro equipaggi fatti nella dogana tra le ventiquattr'ore del loro arrivo, e documentati da' giornali di navigazione, o da' processi verbali formati in mare da' capitani;

2. dalle proteste fatte contro gli assicuratori, qualora ve ne sieno.

Art. LXI. Le dichiarazioni di avaria per parte de' proprietarj o consegnatarj delle merci, indipendentemente da' rapporti de' capitani enunciati nello articolo precedente, dovranno esser fatte tra le ventiquattr' ore dall' arrivo del legno nel porto. Se circostanze straordinarie vi si oppongano, saran fatte presenti per iscritto alla dogana nel più breve tempo possibile, esigendo tali operazioni in maggior celerità e precisione.

Art. LXII. In niun caso sarà ammessa la dichiarazione di avaria, o sarà fatta perizia, anche per semplice istruzione, dopo lo sbarco delle merci: salvo qualche caso straordinario a cui per motivi ben visti potrà dispensare il Ministero presso il Luogotenente generale.

Art. LXIII. Le prove di avaria formate ne' porti stranieri ove i capitani o padroni avran potuto approdare, non verranno ammesse dalla dogana, se non saranno attestate da' nostri consoli o vice-consoli, ed in loro mancanza da' consoli o vice-consoli spagnuoli o francesi; ed in mancanza degli uni e degli altri da quelli delle Potenze amiche.

Art. LXIV. Le prove di avaria enunciate nell' articolo precedente riguarderanno gli avvenimenti, e non già i guasti a' quali le mercanzie saran soggia-

1819 ciute; dovendo i medesimi essere riconosciuti dagli esperti nel modo che si dirà in appresso.

Art. LXV. Gli esperti per esaminare le avarie saranno nominati dell' Intendente della dogana di Palermo.

Gli esperti procederanno alla verifica delle mercanzie fra le ventiquattr' ore dalla loro elezione.

Essi fisseranno con rapporto scritto il prezzo delle mercanzie nello stato di avaria.

Art. LXVI. Il rapporto degli esperti sarà immediatamente comunicato agl' interessati. Costoro o i rappresentanti di essi nel giro di ventiquattr' ore potranno dare alle mercanzie avariate una valutazione maggiore di quella stabilita da' periti.

Art. LXVII. Qualora il valore dato da' periti alle mercanzie, o la maggior valutazione data dagl' interessati, secondo l' articolo precedente, sia al di sotto de' valori fissati dalle tariffe in vigore, gl' impiegati della dogana di Palermo, dopo spirato il termine prescritto dall' articolo precedente, potranno ritenere le mercanzie suddete per proprio conto, pagando fra quarantott' ore da che sia spirato il termine suddetto, il dieci per cento di più del valore fissato dagli esperti, ovvero il dieci per cento di più sull' anzidetta maggior valutazione data dagl' interessati.

Art. LXVIII. Nel caso preveduto nell' articolo precedente i dazj che gl' impiegati dovranno pagare, saranno calcolati sul valore da essi pagato, compreso il dieci per cento.

Art. LXIX. Qualora gl' impiegati della dogana non volessero avvalersi della facoltà loro conceduta dallo articolo 67, il dazio sulle mercanzie variate sarà calcolato sul valore fissato da' periti; ovvero, nel caso che vi sia, sulla maggior valutazione data dagl' interessati, a' termini dell' articolo LXVI.

Art. LXX. I proprietarj delle mercanzie avariate, che volessero immetterle ne' magazzini di scala-franca, daranno una cauzione per la somma de' dazj dovuti.

Titolo III.

Estensione del porto-franco di Messina, dritti e formalità a cui van sottoposte le merci che vi giungono.

Art. LXXI. Confermando il privilegio da Noi accordato coll'editto del 1784, il porto-franco si estenderà a tutto lo spazio circondato dalle mura della città di Messina, il quale sarà considerato come un ammasso di magazzini.

Art. LXXII. Per l'immessione delle merci e derrate nel porto-franco gl'immittenti si uniformeranno per le dichiarazioni e pe' manifesti alle disposizioni contenute nelle istruzioni del 1784.

I detti manifesti e dichiarazioni saran formati secondo i modelli annessi al presente decreto.

Art. LXXIII. Gl' impiegati del porto-franco e dogana di Messina, nel caso che abbiano indizj di contravvenzione, potranno montare a bordo d' legni, e farvi quelle visite che crederanno convenienti pel bene del se servizio.

Art. LXXIV. I capitani, i marinaj, i proprietarj o raccomandatarj delle mercanzie che giungeranno nel porto di Messina, non saranno obbligati di presentare agl' impiegati del porto-franco le spedizioni delle dogane di provegnenza; salve le disposizioni contenute nel nostro decreto del dì 1. di settembre, e nel regolamento de' 29 dello stesso mese del 1817, e nel decreto de' 20 di aprile dello scorso anno circa le derrate e mercanzie provegnenti da' dominj al di quà del Faro; e salvo ciò che sarà detto nel titolo VII. circa i generi che giungeranno dall' interno della Sicilia.

Art. LXXV. Sarà libera la immessione in Messina non solo per mare, ma anche per terra, di ogni genere di merci e derrate si estere, che nazionali; e saranno libere le contrattazioni, le compre, le vendite, e tutte le altre operazioni commerciali che possono cadere sulle une e sulle altre; salvo ciò che sarà detto nell' articolo seguente.

I soli frumenti rimarranno per ora soggetti agli stabilimenti annonarj che sono in vigore.

1819 Art. LXXVI. Sarà vietato d'immetterſi in Meſſina tanto per conſumo della città, quanto in luogo di porto-franco, i ſali provegnenti dall' eſtero. Sarà altresì vietato d'immetterſi in luogo di porto-franco, e di eſtrarſi, ſia per l'eſtero, che per infra, i ſali nazionali i quali non potranno introdurſi in Meſſina, che pel ſolo conſumo della città.

Art. LXXVII. I generi che s'immetteranno in Meſſina per porto-franco e per conſumo della città, non ſaranno ſoggetti a verun dazio d'immeſſione. Su di eſſi ſarà riſcoſſo ſolamente l'un per cento a titolo di dritto di ſtallaggio, ſecondo le tariffe di cui ſi parlerà nel titolo X.

Circa le verifiche, le liquidazioni e l'incaſſo dell' ammontare de' dazj ſi oſſerveranno le diſpoſizioni attualmente in vigore, e che non ſi oppongono alle diſpoſizioni contenute nel preſente decreto.

Art. LXXVIII. La durata del porto-franco ſarà illimitata. In conſeguenza, dopochè ſi ſaranno a tal titolo immeſſi i generi, e ſoddisfatti i riſpettivi dritti di ſtallaggio, vi ſi potranno liberamente trattenere per tutto quel tempo che piacerà a' loro proprietarj o intereſſati; ſalvo ciò che ſarà detto nell' articolo ſeguente.

Art. LXXIX. Tutti i commeſtibili immeſſi in porto-franco, che non poſſono per lungo tempo eſſer conſervati, s'intenderanno conſumati dopo l'elaſſo di due anni a cominciare dalla data del manifeſto. Gl' intereſſati potranno però ne' dieci giorni prima di ſpirare il detto termine preſentare all' Intendente del porto-franco una petizione colla quale, giuſtificandoſi l'eſiſtenza tuttavia de' generi immeſſi, ſi domandaſſe una proroga. L'Intendente convinto della verità dell' eſpoſto ſarà autorizzato ad accordare una dilazione più o meno lunga, ſecondo le circoſtanze, la quale non potrà giammai eſſere rinnovata.

Art. LXXX. I generi immeſſi in porto-franco non potranno eſſere trasportati da un magazzino in un altro in tempo di notte.

Art. LXXXI. Se ad uno o più generi di mercanzie, di derrate ec. immeſſe nel porto-franco di Meſſina con una deſtinazione vorrà darſene un' altra,

se ne dovrà fare la nuova dichiarazione all' Intendente del porto-franco, il quale non potrà negarne la licenza. 1819

Art. LXXXII. Qualora non fosse stata richiesta la espressata licenza, sarà eseguito quel che si prescrive nel paragrafo VII. del capitulo IV. delle istruzioni del 1784.; osservandosi però, in quanto alla ripartizione de' prodotti delle multe, le disposizioni del titolo XI. del presente decreto.

Art. LXXXIII. Volendosi immettere dall' estero in porto-franco olj, vini, grani, orzi, biade, legumi, sete, salumi e salami, potendo questi generi confondersi co' nazionali, saranno riposti ne' magazzini dell' antico recinto del porto-franco.

Negli stessi magazzini saran riposti i tabacchi provegnenti dall' estero, di qualunque sorte essi sieno.

Art. LXXXIV. Qualora i detti magazzini non fossero sufficienti, in questo caso pe' generi di sopra enunciati l'immettente sarà tenuto di designare agl' impiegati del porto-franco i magazzini ne' quali saranno riposti; e dovrà dar conto a' medesimi di tutti i passaggi che si faran subire a' detti generi da un magazzino in un altro.

Art. LXXXV. Nel caso che, giusta l'articolo precedente, i generi de' quali nel medesimo si fa parola, fossero depositati in magazzini fuori dal recinto, l'Intendente del porto-franco farà impreteribilmente visitarli ogni due mesi per mezzo del razionale, del maestro-credenziere e degli altri impiegati soliti ad intervenire nelle visite. Costoro, dopo aver eseguita la visita, ne faran conoscere il risultamento all'Intendente, manifestando lo stato in cui si sieno ritrovate le mercanzie riposte ne' medesimi. Nel caso che i generi si ritrovassero mancanti, se la mancanza eccede il dieci per cento, i generi saranno considerati come nazionali; e quindi il proprietario perderà il credito in porto-franco, e non godrà più del dritto di riesportarli all' estero, senza i pagamenti di tutti i dazj di estraregnazione in vigore.

Art. LXXXVI. Relativamente a' casi di contumacia e di temporale, come pure de' travasi da un bastimento in un altro, sarà osservato quanto si prescrive

1819 da' regolamenti del porto-franco, ed in ispecialità da' capitoli VII. ed VIII. delle citate istruzione del 1784; salvo ciò che sarà detto nello articolo seguente.

Art. LXXXVII. I travasi de' generi nazionali da un legno in un altro, per ispedirsi all' estero dietro le dichiarazioni e le verifiche prescritte dagli stabilimenti in vigore, non potranno eseguirsi, se non siasi prima adempito tanto al pagamento de' dritti del porto-franco, quanto a quello de' dazj di estraregnazione, nel modo che sarà dichiarato nell' articolo 164.

Titolo IV.

Estrazioni de' generi esteri dal porto-franco.

Art. LXXXVIII. I generi esteri che dal porto-franco si volessero riesportare per l'estero, dopo di essersi dagli estrattori domandate le debite licenze, e fatte dagl' impiegati le verifiche, non saranno soggetti a verun pagamento di dritto, nè sottoposti ad alcun obbligo, rilasciandosi agli estraenti la spedizione, o sia *lasciapassare*.

Art. LXXXIX. Le spedizioni, o sieno i *lasciapassare*, saran distaccate da un registro a matrice, giusta il modello annesso al presente decreto; e conterranno 1. il nome ed il comune del capitano; 2. il nome ed il numero del legno, secondochè risulta dalle carte di bordo; 3. la descrizione delle mercanzie, del loro peso, numero e misura; 4. il numero delle casse, balle ec., le loro marche ed i numeri.

Art. XC. In conseguenza dell' articolo precedente gl' impiegati del porto-franco, sotto pena d'immediata destituzione, dovranno scrupolosamente precisare in tutte le spedizioni che rilasciano, le notizie enunciate nel citato articolo; e saranno risponsabili di tutti i danni che risultassero all' erario da tale loro mancanza.

Art. XCI. Pe' generi che si destinassero pe' nostri dominj al di là o al di quà del Faro, saranno osservate le disposizioni contenute nel presente decreto.

Art. XCII. Le mercanzie forestiere che spedite dal porto-franco per l'estero, s'immettessero in con-

travvenzione ne' nostri dominj, saranno dichiarate in contrabbando. 1819

Art. XCIII. Le dette mercanzie saranno soggette alla confisca, nel caso che nell' approdo de' legni in qualche porto dal magistrato competente per mezzo delle polizze di carico, o del contratto di noleggio, o di altre prove regolari, fosse stato riconosciuto che il destino era pe' porti de' nostri dominj, e che fu simulata la destinazione per l'estero.

Art. XCIV. I prodotti delle confische saranno ripartiti a norma degli stabilimenti generali per la ripartizione de' contrabbandi, secondochè sarà detto nel titolo XI. del presente decreto.

Art. XCV. I generi che nel momento della immessione si dichiarassero all'Intendente del porto-franco pel consumo della città, o che immessi in porto-franco destinar si volessero pel consumo della medesima, dopo di aver pagato nell'uno e nell' altro caso l'un per cento per dritto di stallaggio, non saranno soggetti a verun altro dritto, dazio o gabella d'immessione, sì civica, che regia, a cui finora sono stati soggetti. Per conseguenza i dritti di consumazione sul macino e sulla carne, che formano parte degl' introiti degli stati discussi dell'erario pubblico, e quelli di consumazione che formano parte del patrimonio attivo di quel comune, non soffriranno veruna alterazione; dovendosi intendere la esenzione accordata pe' soli dritti d'immessione.

Art. XCVI. Per esecuzione dell'articolo precedente restano aboliti i dazj e le gabelle d'immessione sì regie, che civiche, su' generi esteri che si consumano dentro Messina.

Il Senato di Messina, per far fronte a' pesi che gravitano su di esso, sarà compensato dal nostro regio erario con una somma annuale corrispondente all'annuo fruttato delle di sopra abolite gabelle civiche d'immessione, in seguito di liquidazione da farsi preventivamente alla loro abolizione.

Il detto compenso sarà in ogni mese pagato a rate eguali in favore del Senato da' prodotti del porto-franco.

Art. XCVII. I generi esteri che volessero estrarsi dal porto-franco pel consumo della Sicilia, saran

1819 dichiarati e verificati, secondo il solito, nell' officio del porto-franco e dogana di Messina, in cui saran sottoposti al pagamento di tutti i dazj d'importazione dovuti al regio erario nel luogo della destinazione, in quel modo che sarebbero pagati se s'immettessero direttamente dall' estero; salve le diminuzioni di cui si farà parola nell' articolo seguente.

Art. XCVIII. Sulla somma totale dell' ammontar de' dazj liquidati per l'intera spedizione, secondo la regola fissata nell' articolo precedente, fermo rimanendo il pagamento già seguita per lo stallaggio, sarà rilasciato il quindici per cento.

Le anzidette diminuzioni saranno fatte a titolo di franchigia, onde vie più favorire il commercio della nostra fedelissima città di Messina, e dimostrare verso della medesima i sentimenti della nostra benevolenza.

Art. XCIX. Non godranno il beneficio dell' espressato rilascio del quindici per cento quelle mercanzie che si trovassero mancanti ne' magazzini del porto-franco, o che dal porto-franco sistentasse d'immettere in contravvenzione nell' interno de' nostri dominj; in guisa che i dazj a cui verran sottoposte le dette mercanzie in contravvenzione, saran calcolati senza l'anzidetta deduzione del quindici per cento.

In questi casi, come in qualunque altro caso di contravvenzione, le mercanzie saranno non solo prive del rilascio enunciato, ma saranno soggette ancora a tutte le misure penali comminate dal presente decreto, secondo i diversi casi di contravvenzione.

Art. C. Soddisfatti i dazj dovuti nel luogo della destinazione, secondochè si è detto ne' due articoli 97 e 98, non sarà riscosso verun altro dritto. In conseguenza restano aboliti i dritti dell' uno per cento di *surrogato* all' abolito dazio del tabacco, e dell' altro un per cento doganale di *nuovo imposto* per le passate urgenze della guerra, che attualmente si riscuotono in Messina.

Art. CI. Restano parimente abolite tutte le altre franchigie che al caso si godessero sul pagamento de' dazj, ed in ispecialità quella che godevano i così detti

ferianti

ferianti matricolati; essendosi di tale franchigia avuta 1819
considerazione nel rilascio del quindici per cento accordato, come sopra, a tutti i generi che di Messina escono pel consumo in quei nostri dominj.

Art. CII. Le merci estere che verranno destinate pel consumo della Sicilia, dopo le debite dichiarazioni e permessi, saranno sottoposte alla visita, alla liquidazione ed alla riscossione de' dazj di stallaggio, qualora non sia stato soddisfatto, e d' immessione, colla deduzione prescritta nell' articolo 98.

Art. CIII. Soddisfatti i dazj, saranno bollati tutti i generi che ne saranno suscettivi, in quel modo che vien prescritto dalle leggi e da' regolamenti in vigore.

Art. CIV. Oltre de' bolli che, secondo l'articolo precedente, saranno apposti alle mercanzie che ne sono suscettive, vi sarà nella dogana di Messina un' altra specie di bollo detto *di collaggio.* Questo bollo sarà di due sorti, a piombo, ed a fuoco.

Art. CV. Il bollo di collaggio a piombo verrà apposto su tutte le balle, casse, colli e scatole di mercanzie che usciranno dal porto-franco per altri luoghi della Sicilia.

Il modo con cui sarà apposto il detto bollo di collaggio, sarà il seguente.

Le balle, i colli, le casse ec. saranno ligate con fune sempre nuova, sempre intera, e doppia in proporzione del volume de' colli, delle balle ec.: la fune s'incrocierà in quattro, sei, o più punti, secondo il medesimo volume, in modo che i due capi vadano a rinnirsi in un punto solo ove sarà applicato il bollo di collaggio, sul quale si farà ben rilevare l'impressione.

Art. CVI. Il bollo di collaggio a fuoco verrà apposto alle botti o mezze botti di liquidi e di altri generi: quale bollo dovrà essere contraffatto dagl' impiegati all' uscire le dette botti o mezze botti dall' ultima barriera, se per terra, o all' arrivo nella dogana di destinazione, se per mare, sotto pena di destituzione.

Art. CVII. Adempite le soprascritte formalità, saranno rilasciate le mercanzie agli estraenti con bolletta a pagamento, nella quale verranno notati per

1819 esteso e non in cifre 1. il numero de' colli, delle casse, delle botti ec., le loro marche e numeri; 2. la qualità e la quantità de' generi; 3. l'ammontar de' dazj soddisfatti.

Art. CVIII. I generi che venduti a minuto ed a stile di bottega, si volessero portare al consumo nell' interno dell' isola per la via di mare, purchè non eccedano il valore di piazza di ducati venti, o sia di once sei e venti tarì, saranno esenti dal presentarsi in dogana. Gli estraenti li presenteranno nell' officina del così detto *minuto di marina* ove, dopo di essersi liquidati e riscossi i dazj, sarà rilasciata la bolletta a pagamento staccata dalla matrice nel modo enunciato nell' articolo precedente.

Titolo. V.

Immessione nell' interno della Sicilia delle mercanzie estere spedite da Messina.

Immessione per la via di terra.

Art. CIX. Nelle due principali uscite dal recinto murato di Messina per la via di terra saranno stabilite due officine doganali. Al *Divieto* ed alla *Scaletta* vi saranno due posti di controllo. La linea che unisce le due anzidette officine doganali, o sia il circuito murato della città, si chiamerà *prima linea;* quella che unisce i due enunciati posti di controllo, si chiamerà *seconda linea.*

Nelle altre uscite dal recinto murato della città, come nello spazio intermedio fra la prima e la seconda linea vi saranno stabiliti quei posti di guardia, che verranno giudicati necessarj per la regolarità del servizio e per la sicurezza degl' interessi dell' erario.

Art. CX. In ciascuna officina e posto vi sarà stabilito un numero competente d'impiegati e di guardie, da determinarsi con un particolare regolamento che il Ministero presso il Luogotenente generale sottoporrà alla nostra approvazione; col quale saranno ancora stabilite le loro attribuzioni, i loro doveri ed i registri che dovranno tenere. In detto regolamento saranno determinate ancora le precauzioni da osservarsi pe' generi depositati ne' maggazzini dello antico recinto.

Art. CXI. Qualora le mercanzie spedite come sopra, tramandar si volessero nell' interno per la via di terra, i conduttori delle medesime giunti alle barriere della *prima linea* presenteranno a quegl' impiegati la bolletta di pagamento, i quali, dopo averne preso notamento in un registro all' uopo destinato, e di averla vistata, la rilasceranno a' conduttori che continueranno il loro cammino. 1819

Art. CXII. Giunte le mercanzie alle barriere di *seconda linea*, i conduttori dovranno esibire le carte che l'accompagnano, o sia la bolletta a pagamento.

Una tal carta terrà luogo di manifesto o di dichiarazione de' generi che si vogliono estrarre da Messina ed immettere nell' interno.

Art. CXIII. Gl' impiegati quindi delle barriere della *seconda linea* osserveranno prima, se la bolletta di pagamento sia *vistata* da quelli della *prima linea*. Nel caso che non sia *vistata*, faranno ritornare il conduttore colle mercanzie, accompagnato da una guardia, alla barriera di *prima linea* ove, dopo aver adempito alle formalità prescritte nell' articolo 111, si ricondurrà alla barriera di *seconda linea*.

Alla guardia che l'avrà accompagnato, saran pagati dal conduttore per indennità di viaggio carlini quattro, tarì quattro siciliani.

Art. CXIV. In vista della bolletta a pagamento adempiuta delle formalità prescritte di sopra, gl' impiegati della *seconda linea* procederanno a verificare.

1. se i colli, balle, casse, scatole, botti ec. abbiano i bolli di collaggio a piombo o a fuoco, e se i medesimi sieno o no alterati;

2. se le mercanzie fuori de' colli, balle, casse, scatole, botti ec. che debbono avere i bolli, a termini della legge, ne sieno sfornite.

Art. CXV. Verificandosi che i bolli di collaggio a piombo non sieno alterati, gl' impiegati della *seconda linea*, dopo aver preso notamento della bolletta a pagamento, la restituiranno a' conduttori i quali saranno lasciati in libertà di portare ovunque loro piaccia le mercanzie.

1819 Similmente saranno rilasciate le mercanzie le quali, non essendo comprese sotto il bollo di collaggio, fossero suscettive di bollo, a' termini della legge, e se ne trovassero fornite.

Art. CXVI. Se nella verifica de' bolli di collaggio apposti sulle balle, colli, casse ec. si riconoscesse che uno o più di essi fossero alterati, gl' impiegati sciorranno questi solamente, e visiteranno le mercanzie contenute ne' medesimi.

Qualora nella visita si trovassero i generi in corrispondenza di quelli descritti nella bolletta a pagamento, non sarà recata veruna molestia a' conduttori a' quali saranno i generi rilasciati, per immetterli nell' interno.

Art. CXVII. Qualora poi nella visita si trovassero i generi differenti o eccedenti da quelli descritti nella bolletta a pagamento, tanto i generi differenti, quanto l'eccesso saran dichiarati in contrabbando, ed i conduttori soggetti ad un' ammenda corrispondente al decimo del valore de' generi caduti in confisca.

In conseguenza gl' impiegati arresteranno le mercanzie in contravvenzione, e ne faranno processo verbale che trasmetteranno a' di loro superiori in Messina per le disposizioni di risulta.

Art. CXVIII. La stessa misura sarà parimente adottata, qualora nella verifica delle mercanzie suscettive di bollo se ne trovasse una o più di esse che dovendo essere bollate, a' termini della legge, se ne trovassero sfornite.

Art. CXIX. I generi che venduti a minuto ed a stile di bottega in Messina, si volessero immettere nell' interno della Sicilia per la via di terra, purchè non eccedano il valore di piazza di ducati venti, once sei e venti tarì, saranno esenti dal presentarsi in dogana. I conduttori de' medesimi li presenteranno alle barriere di *prima linea* ove, dopo essersi liquidati i dazj, ne sarà riscosso l'ammontare, e verrà loro rilasciata la bolletta a pagamento nel modo enunciato nell' articolo 108.

Art. CXX. La detta bolletta sarà presentata agl' impiegati della *seconda linea*, i quali visiteranno i

generi; e trovandoli corrispondenti alla bolletta, dopo di averne preso notamento, li rilasceranno a' conduttori, per essere intromessi al consumo dell' interno dell' isola. 1819

Art. CXXI. I generi sforniti di bollette a pagamento, e quelli che essendo suscettivi di bollo, a' termini de' regolamenti, fossero incontrati privi di tali bolli in tutta la estensione intermedia fra la prima e la seconda linea, saranno dichiarati in contrabbando.

Art. CXXII. I soli impiegati del porto-franco e dogana, le guardie doganali e della polizia sono autorizzati a sorprendere nella descritta intermedia estensione le mercanzie. Ad ogni altro individuo sarà vietato di arrestare le mercanzie in contrabbando ed i conduttori delle medesime. Essi potranno soltanto farne denunzia agl' impiegati ed alle persone autorizzate, per godere ne' casi di contrabbando della porzione spettante a' denunzianti.

Art. CXXIII. Al di là della *seconda linea* non sarà più permesso di arrestare i generi che si trasportano. Essi potranno liberamente circolare; salvo quei soli generi che dovendo avere apposti de' bolli, a' termini de' regolamenti, se ne trovassero sforniti.

Art. CXXIV. I generi che saranno sorpresi in contrabbando, verranno confiscati; ed i conduttori saranno sottoposti alle ammende prescritte dagli stabilimenti in vigore.

Immessione per la via di mare.

Art. CXXV. Qualora le mercanzie estere spedite nel modo di sopra descritto immetter si volessero per la via di mare al consumo tanto di Palermo, che di qualunque altro luogo della Sicilia, nella dogana di arrivo non saran soggette a verun altro pagamento di dazio.

I detti generi esteri immessi per la via di porto-franco saranno riputati, come se fossero stati immessi direttamente dall' estero.

Art. CXXVI. Il capitano del legno fra le ventiquattr' ore dal momento dell' arrivo sarà tenuto di presentare agl' impiegati della dogana le spedizioni

1819 rilasciate in Messina. Le dette spedizioni terranno luogo di manifesto e di dichiarazione in dettaglio.

Art. CXXVII. Gl' impiegati della dogana di destinazione prenderanno notamento della spedizione; e dopo che le mercanzie saranno state immesse in dogana, procederanno alla verifica delle medesime.

Art. CXXVIII. Nella verifica delle mercanzie, e pe' casi di contravvenzione ne' quali potrebbero le medesime trovarsi, saranno applicabili le formalità, le precauzioni e le penali contenute in questo titolo per la immessione per la via di terra.

Art. CXXIX. Nel caso che sopra lo stesso legno imbarcar si volessero dal porto-franco di Messina generi esteri destinati pel consumo della Sicilia, ed altri destinati per l'estero, la spedizione pe' generi destinati all' estero sarà trascritta nella bolletta a pagamento, che si rilascia pe' generi destinati al consumo della Sicilia.

Gl' impiegati, dopo aver trascritto nella bolletta a pagamento l' enunciata spedizione, rilasceranno l' una e l' altra al capitano.

Art. CXXX. Dopochè nella dogana di arrivo si saranno disbarcati i generi destinati per quel luogo, il legno non potrà far vela per l' estero e riesportare il resto del suo carico, se prima non saranno state visitate le rimanenti mercanzie che vi debbono essere a bordo.

Art. CXXXI. Se nella visita i generi destinati per l' estero si trovassero mancanti da quelli enunciati nella spedizione trascritta nella bolletta a pagamento, sulla mancanza sarà riscosso il doppio di tutti i dazj d' immessione, da calcolarsi senza alcun rilascio.

Art. CXXXII. Se il capitano, oltre de' generi spediti da Messina, avesse a bordo altri generi non provegnenti dal porto-franco, questi ultimi saranno soggetti a tutte le formalità di manifesti ec. che sono in vigore in quei dominj.

Titolo VI. 1819

Provegnenza nelle dogane de' dominj al di quà del Faro di legni con generi esteri dal porto-franco.

Art. CXXXIII. Le mercanzie estere che spedite dal porto-franco di Messina, si destinassero pe' nostri dominj al di quà del Faro, godranno sull' ammontar de dazj d' importazione i seguenti rilasci:

del quindici per cento, qualora i generi s' importassero in una delle dogane d' immessione delle tre Calabrie;

del dieci per cento, qualora s' importassero in una delle dette dogane delle altre provincie di questi dominj poste sul Jonio e sull' Adriatico;

del cinque per cento, qualora s' immettessero nelle dogane d' immessione delle altre provincie sul Mediterraneo;

dell' uno per cento, qualora s' immettessero nella gran dogana di Napoli.

Art. CXXXIV. I capitani de' legni provegnenti dal porto-franco di Messina, al di loro arrivo in qualunque dogana d' immessione di questi dominj saran tenuti di presentare le spedizioni rilasciate dal porto-franco, a' termini dell' articolo 89.

Art. CXXXV. Qualora i capitani de' legni che approderanno nelle dogane de' dominj al di quà del Faro, si ricusassero di esibire le spedizioni rilasciate dal porto-franco, le mercanzie non solamente non godranno veruna diminuzione di dazj, ma per lo contrario saranno sottoposte al pagamento di un dazio e mezzo.

Art. CXXXVI. Gl' impiegati delle dogane nello sbarco delle mercanzie verificheranno, se queste corrispondono a quelle descritte nelle spedizioni.

Art. CXXXVII. Se nella verifica si trovasse un genere sfornito di qualunque spedizione, esso sarà soggetto alle pene prescritte coll' articolo 135, dovendo le mercanzie notate nella spedizione godere i rilasci nel modo indicato nell' articolo 133.

Art. CXXXVIII. Allorchè i generi si troveranno differenti nella qualità o nella specie da quelli notati.

1819 nella bolletta di spedizione, e la differenza sia tale che risulti in danno dell' erario una diversità di dazio del sei per cento *exclusive*, sarà riscosso il dritto dovuto a norma delle tariffe in vigore, accordandosi i rilasci nel modo di sopra descritto.

Art. CXXXIX. Se poi la differenza sia maggiore del sei per cento *inclusive* in danno dell' erario, i soli generi che si saranno verificati differenti, non solamente non godranno verun rilascio sull' ammontare de' dritti, ma benanche saranno sottoposti al pagamento di un dazio ed un quarto.

Art. CXL. Qualora nella verifica si trovasse un eccesso, in quanto al numero, al peso o alla misura, fino al sei per cento *exclusive*, in questo caso sarà riscosso il dazio a norma della verifica, accordandosi i corrispondenti rilasci.

Art. CXLI. Se poi l'eccesso sia del sei per cento *inclusive* fino all' undici per cento *exclusive*, i generi su' quali si sarà trovato un tal eccesso, non godranno verun rilascio su' dritti; e sull' eccesso verrà riscosso un dazio e mezzo. Se finalmente l'eccesso sia dell' undici per cento *inclusive*, il medesimo sarà sottoposto al pagamento del doppio dazio.

Art. CXLII. Se nella verifica si trovasse una mancanza che non oltrepassi il due per cento, saranno riscossi i dazj secondo le quantità espresse ne la spedizione, accordandosi i rilasci a' termini dell' articolo 133. Se poi la mancanza sarà maggiore del due per cento, i generi verificati mancanti non godranno verun rilascio su' dritti; e sulla intera mancanza sarà riscosso un doppio dazio.

Titolo VII.

Importazione de' generi indigeni nel porto-franco di Messina.

Art. CXLIII. Chiunque voglia spedire de' generi da una dogana di Sicilia colla destinazione in porto-franco sarà tenuto di pagare nella dogana di partenza il solo dritto di dogana.

Art. CXLIV. I generi saranno spediti con bolletta a cautela, la quale conterrà l'obbligo solidale

dell' estraente e di un fidejussore solvibile, di esibire nel termine che verrà fissato, secondo la distanza de' luoghi, un certificato dell' arrivo de' generi in porto-franco e dello scaricamento ivi seguito; ovvero di pagare il dritto di estraregno su' generi medesimi. 1819

L'anzidetto certificato, provvisoriamente fino a che non si stabilisca il sistema organico doganale, sarà rilasciato da quei funzionarj da' quali sono stati finora rilasciati.

Art. CXLV. Qualora si proibisse l'estraregnazione di qualche derrata o merce indigena dal porto-franco, sarà soltanto permesso di riesportarsi quella sola quantità di detti generi che si troveranno immessi nel medesimo fino al momento della pubblicazione degli ordini che ne vietano l'estraregnazione: a qual effetto l'Intendente del porto-franco, appena seguita la pubblicazione del divieto, sarà nell' obbligo, sotto la sua responsabilità, di trasmettere al Ministero di Stato in Palermo il notamento delle quantità di detti generi che si erano nel porto-franco immessi, e di dare al medesimo volta per volta l'avviso delle quantità che si esportassero.

Dal giorno della pubblicazione di detti ordini, sebbene dagli altri luoghi della Sicilia si possano destinare in porto-franco i generi vietati ad estraregnarsi, l'Intendente però, durante il divieto, non ne potrà affatto permettere l'esportazione per l'estero.

Art. CXLVI. Giunte le mercanzie nel porto-franco, il capitano o padrone del bastimento presenterà agl' impiegati del medesimo la bolletta a cautela, sotto pena della confiscazione del carico. Quindi si procederà allo sbarco ed alla visita delle mercanzie, la quale riuscendo conforme all' enunciata bolletta, verranno rilasciati i certificati di arrivo e scaricamento da' funzionarj chiamati nell' articolo 144.

Le bollette a cautela provvisoriamente saranno conservate nell' ufficio del maestro-credenziere.

Art. CXLVII. Qualora gli enunciati legni prima di giugnere in porto-franco toccassero nel loro viaggio qualche altro porto, i capitani o padroni saran tenuti, sotto la medesima pena, di esibire agl' impiegati doganali le bollette a cautela, le quali non saran loro restituite che nell' atto della partenza.

1819 Art. CXLVIII. Nel caso in cui nel tempo della visita si troverà un genere non compreso nella bolletta a cautela, sarà sottoposto alla confiscazione.

Art. CXLIX. Se nell' atto della visita i generi si troveranno differenti nella specie o nella qualità da quelli descritti nella bolletta a cautela, in questo caso i generi descritti nell' anzidetta bolletta si avranno come trasportati all' estero, e quelli che si presentano, saranno considerati come levati in contravvenzione, e senza il pagamento del dritto di dogana, da un luogo di quei nostri dominj.

In conseguenza su' generi che si presentano, sarà esatto nel momento della immessione nel porto-franco il dritto di dogana, riscuotendosi quello di cassa, allorchè vorranno estraregnarsi.

In oltre gl' impiegati nel porto-franco, nel rilasciare il certificato di arrivo e scaricamento a' termini dell' articolo 144, dovranno specificare la differenza ritrovata nella qualita o nella specie, affinchè presentandosi nella dogana ove si è formato l'obbligo, si possa da quegl' impiegati esigere il dritto di estraregno su' generi pe' quali si era dato l'obbligo suddetto.

Art. CL. Se nella visita la quantità de' generi non sarà trovata uniforme a quella enunciata nella bolletta, verranno date le seguenti disposizioni.

Art. CLI. Se si tratterà di liquidi, e la mancanza sarà solamente del tre per cento, non se ne terrà alcun conto; e quindi il certificato di arrivo e scaricamento verrà rilasciato per la quantità espressa nella bolletta.

Art. CLII. Se si tratterà di aridi, e la mancanza sarà solamente del due per cento, i certificati saranno del pari rilasciati per la quantità espressa nella bolletta, senza tenersi conto della differenza.

Art. CLIII. Se la mancanza nel caso enunciato nell' articolo 151 oltrepasserà il tre per cento, o se essa nel caso preveduto nell' articolo 152 sorpasserà il due per cento, in tali casi il certificato di arrivo e scaricamento non sarà rilasciato che per la quantità ritrovata: e quindi nella dogana di partenza si procederà contro l'estraente e 'l fidejussore alla riscossione del doppio dritto di estraregnazione sulla quantità

mancante; dedotto sempre il tre o il due per cento, 1819
come sopra.

Art. CLIV. Qualora dalla visita risultasse un eccesso sulla quantità descritta nella bolletta a cautela, e questo eccesso fosse solo del due per cento, non se ne terrà alcun conto: se sarà dal due al cinque per cento *inclusive*, verrà sottoposto al semplice dazio di estraregnazione l'intero eccesso: e finalmente se sarà maggiore del cinque per cento, sull' intero eccesso sarà riscosso il doppio dazio di estraregnazione.

Art. CLV. Gli estraenti che presenteranno i certificati nel tempo prefisso, attesteranno in dorso di essi l'esibizione fattane. Essi saranno tenuti a dichiarare il nome, la dimora e la professione di colui che gli avrà loro trasmessi, onde procedersi, se sia d'uopo, per le falsificazioni o alterazioni di qualunque specie, sia contro gli estraenti e loro fidejussori, sia contro gli esibitori della bolletta. In quest' ultimo caso gli esibitori avranno dritto d'indennizzarsi contro gli estraenti.

Art. CLVI. Il tempo prefisso per assicurarsi della veracità del certificato di arrivo e scaricamento sarà di tre mesi, i quali cominceranno a decorrere dal giorno in cui spira il termine fissato nella bolletta a cautela. Passati questi tre mesi, le dogane perderanno ogni dritto di procedura per tale oggetto.

Art. CLVII. Durante il termine di tre mesi enunciato nell' articolo precedente, l'obbligo degli estraenti e loro mallevadori non sarà annullato dagl' impiegati della dogana di partenza: ma essi in vista del certificato di arrivo e scaricamento noteranno al margine del medesimo obbligo l'esibizione fattane.

Art. CLVIII. Se i certificati che dovranno rilasciarsi dal porto-franco, non saranno esibiti nel termine fissato nella bolletta di cautela, gl' impiegati della dogana di partenza astringeranno gli estraenti ed i loro mallevadori al pagamento del doppio dritto di estraregnazione.

Art. CLIX. Nondimeno se gli estraenti esibissero nel termine di tre mesi dopo il tempo prefisso nelle bollette a cautela, i certificati d'immessione e scaricamento in buona forma e rilasciati nel termine in

1819 esse stabilito, il doppio dritto che avran pagato, sarà loro restituito; meno però la somma delle spese fatte dalla dogana fino al giorno della esibizione di tali carte.

Art. CLX. Le obbligazioni saranno del pari annullate, e 'l doppio dritto restituito, allorchè il negoziante giustifichi legalmente, dopo il tempo prefisso nella bolletta a cautela, di aver perduto il bastimento, o di essergli stato predato, o di essersi fatto gettito in mare.

Art. CLXI. Potranno essere spedite dalle dogane di Sicilia con semplice *lasciapassare*, e senza bolletta a cautela, le mercanzie le quali alla loro estraregnazione vengono dalle tariffe in vigore esentate da' dazj di estrazione.

Art. CLXII. I generi indigeni, senza distinzione veruna, che s'introduranno in Messina per la via di terra, saranno liberamente immessi senza verun pagamento di dazio.

Art. CLXIII. I generi indigeni introdotti in Messina tanto per la via di mare, che per la via di terra, qualora far se ne volesse il consumo in città saranno soltanto soggetti a quelle civiche gabelle di consumo, che si troveranno imposte su' medesimi nello stato discusso comunale.

Titolo VIII.

Estraregnazione de' generi indigeni da Messina.

Art. CLXIV. I generi indigeni che sieno stati immessi in porto-franco per la via di mare colle formalità prescritte nel precedente titolo VII, volendosi estraregnare, saranno soltanto soggetti al pagamento de' dazj di estraregnazione, giusta la tariffa in vigore.

In conseguenza siccome attualmente per dritto di estraregno pagasi il tre ed un terzo per dritto di cassa, saranno soggetti a questo solo dritto, essendosi pagato il dritto di dogana nel luogo della provegnenza di detti generi, o nella dogana di Messina nel caso contemplato nell' articolo 149.

Art. CLXV. I generi indigeni che sieno stati immessi nel porto-franco di Messina per la via di terra, qualora si volessero estraregnare, saran soggetti

senza distinzione veruna a tutti i dazj di estrazione, giusta le tariffe in vigore: e quindi, finchè saranno in osservanza le attuali tariffe, pagheranno il sei e un terzo per cento, cioè il tre per cento per dogana, ed il tre ed un terzo per dritto di cassa. 1819

Art. CLXVI. Nella estraregnazione de' generi indigeni, oltre de' dazj indicati, secondo i diversi casi, ne' due articoli precedenti, sarà altresì esatto il dritto della tratta, ove sia dovuto, a norma de' regolamenti in vigore, e finchè i medesimi saranno in osservanza.

Titolo IX.

Estrazione de' tabacchi da Messina.

Art. CLXVII. I tabacchi essendo generi di privativa in questa parte de' nostri dominj, non potranno estrarsi dal porto-franco di Messina, senza osservarsi le formalità che verranno ordinate ne'tre articoli seguenti.

Art. CLXVIII. Gli agenti del porto-franco e dogana di Messina, sotto pena d'immediata destituzione, non permetteranno alcuna spedizione di tabacco per questa parte de' nostri dominj se non a quei padroni di bastimenti, i quali presentino i contratti passati coll' amministrazione generale de' dazj indiretti.

Art. CLXIX. Gli stessi agenti nel permettere le spedizioni del tabacco pe' luoghi di quella o di questa parte de' nostri dominj, quando vi concorra la condizione indicata nell' articolo precedente, o per gli Stati esteri, saran tenuti, sotto l'indicata pena, di far menzione nelle carte che accompagnano il carico, della quantità del genere per esteso e non in cifre, del tempo in cui il tabacco dovrà essere immesso, e del luogo del destino.

Art. CLXX. I capitani de' legni dovran dare presso gli agenti suddetti l'obbligo cauzionato di presentare fra 'l termine che verrà designato, secondo le distanze, le fedi d'immessione vistate dagl' impiegati delle dogane di Sicilia, se i carichi son diretti pe' porti della medesima; dagli agenti delle dogane e da quei de' dritti riservati, allorchè la destinazione fosse per questi dominj; da' nostri consoli o viceconsoli,

1819 ed in loro mancanza da un console o viceconsole spagnuolo o francese, ed in mancanza degli uni e degli altri, da un console o altro agente di Potenza amica ed alleata, allorchè il destino fosse per l'estero, sotto pena di pagare il doppio valore del genere.

Titolo X.

Tariffe.

Art. CLXXI. La tariffa promulgato nel 1728 e confermata nel 1784 essendo mancante di molti articoli i quali, valutandosi a' prezzi correnti, rendono incerte le operazioni commerciali ed esorbitanti le valutazioni, resta abolita.

Art. CLXXII. All' abolita tariffa del 1728 sarà sostituita la tariffa del 1802, che attualmente è in osservanza nelle dogane di quei nostri dominj.

Art. CLXXIII. In conseguenza dell' articolo precedente il dritto di stallaggio per le mercanzie che arriveranno nel porto-franco o nel lazzaretto di Messina, saranno esatti a tenore della generale tariffa del 1802.

Art. CLXXIV. I dritti di navigazione saranno riscossi, a' termini della nostra legge de' 30 di luglio 1818.

Titolo XI.

Ripartizione de' contrabbandi.

Art. CLXXV. I prodotti delle confiscazioni, delle pene pecuniarie, del doppio dritto, e le somme provegnenti dalle transazioni pronunziate nel modo stabilito dalle leggi, saranno divisi in otto porzioni; detratti sempre prima i regj dazj e le spese.

Art. CLXXVI. Delle enunciate otto porzioni una sola andrà in beneficio dell' erario: quattro cederanno in beneficio de' capienti.

S' intendono per *capienti* coloro che avranno scoverto ed insiememente sorpreso la frode, sia che fossero gli stessi impiegati o del porto-franco o delle dogane, o altri agenti della polizia, non esclusi i militari. I nomi de' capienti saranno descritti nel processo verbale, o sia nella redazione dell' atto della sorpresa.

Art. CLXXVII. Due altre parti andranno in beneficio degl' impiegati di quella dogana ove siasi il contrabbando sorpreso.

Art. CLXXVIII. L'ultimo ottavo resterà riserbato al Ministero residente in Palermo, per gratificare gl' impiegati dell' amministrazione doganale, che avran meritato una considerazione per qualche distinto servizio da essi reso. 1819

Art. CLXXIX. Se un contrabbando sarà stato denunziato, una terza parte del prodotto, dedotti i dazj e le spese, andrà in beneficio del denunziante, e 'l rimanente sarà diviso in otto porzioni da ripartirsi nel modo di sopra enunciato.

Art. CLXXX. La terza parte non sarà pagata al denunziante, se nel processo verbale di cui è parola nell' articolo 176, non si faccia menzione, che vi sia il denunziante, e se costui non si faccia conoscere dal capo dell' amministrazione doganale del luogo.

Titolo XII.

Disposizione comune alle mercanzie estere che s' immettono nella scala-franca di Palermo e nel porto-franco di Messina.

Art. CLXXXI. Le mercanzie che dalla scala-franca di Palermo si volessero far passare nel porto-franco di Messina, e viceversa, dovranno al momento della spedizione dall' uno all' altro destino essere soggettate a tutti i dazj d' importazione; dovendosi questi passaggi considerare come spedizioni fatte pel consumo nell' interno di quei dominj.

Titolo. XIII.

Disposizioni transitorie.

Art. CLXXXII. Il presente decreto, per quanto riguarda la scala-franca di Palermo, sarà osservato in tutte le sue parti provvisoriamente e fino a che non sieno pubblicate le nuove leggi e tariffe doganali, nelle quali verranno trasfuse le soprascritte disposizioni, onde aversi in una forma completa e diffinitiva tutto ciò che riguarda i sistemi doganali, e le parti che ne dipendono; rimanendo però da ora annullate tutte le ordinanze, rescritti e disposizioni che fossero contrarie alle prescrizioni contenute nel presente decreto.

1819 Tutte le disposizioni però relative al porto-franco, le facilitazioni accordate ed i privilegj annessi al medesimo non soffriranno veruna alterazione colla pubblicazione delle nuove leggi doganali; salvo quel che sarà relativo all' interno servizio da prestarsi dagl' impiegati, le di cui attribuzioni e nomenclature ci riserbiamo di determinare.

Parimente colla pubblicazione delle nuove tariffe i dritti del porto-franco non riceveranno veruna innovazione.

In conseguenza per la riscossione de' soli dritti di stallaggio saranno sempre osservate le tariffe del 1802. I dazj poi doganali di estraregnazione de' generi indigeni, e d'importazione de' generi esteri in quella ed in questa parte de' nostri dominj per la via del porto-franco, saranno sempre regolati e riscossi secondo le tariffe in vigore in tutte le altre dogane, colla semplice deduzione accordata coll' articolo 98.

Art. CLXXXIII. Fino a che non saranno pubblicate le mentovate nuove leggi, tanto gl' impiegati del porto-franco, che delle dogane, continneranno a riscuotere i dritti loro legittimamente spettanti, secondo le leggi e gli stabilimenti sovrani.

Non sarà però loro permesso, sotto pena d'immediata destituzione e di altri castighi comminati dalle leggi, di riscuotere per qualunque pretesto da' negozianti o da altri verun' altra somma al di là di quelle loro legittimamente spettanti.

Art. CLXXXIV. Le disposizioni contenute nel presente decreto cominceranno ad avere la loro esecuzione a contare dal di primo di maggio di questo anno 1819.

Art. CLXXXV. Il nostro Segretario di Stato Ministro delle finanze e 'l Ministero di Stato esercente provvisoriamente le funzioni di nostro Luogotenente generale ne' reali dominj al di là del Faro sono incaricati della esecuzione del presente decreto.

Firmato, Ferdinando.

Il Segretario di Stato Ministro delle finanze
Firm. de' Medici.

Il Segretario di Stato Ministro Cancelliere
Firm. Marchese Tommasi.

MODEL-

MODELLO
di spedizione, giusta l'articolo LXXXIX. 1819

NUMERO d'ordine.		DIREZIONE DEL PORTO-FRANCO DI MESSINA.	NUMERO d'ordine.	
	In Messina, li.... Guardiani del porto-franco lasciate imbarcare per fuori regno a. . . . . (*nome dell' estraente*) sopra il . . . . . (*qualità del bastimento*) nominato . . . . . (*nome e numero del bastimento, secondochè risulta dalle carte di bordo*) del capitano . . . . . (*nome e cognome del capitano*) di . . . . . (*comune del capitano*) le mercanzie qui appresso notate . . . . . (*si descrivano le mercanzie colla indicazione del loro peso, numero o misura; notandosi il numero delle casse, balle ec. le loro marche e numeri*). (*Firmati*) Il razionale-Il maestro credenziere . . . . . . *Visto* L'Intendente			In Messina, li.... Guardiani del porto-franco lasciate imbarcare per fuori regno a. . . . . (*nome dell' estraente*) sopra il . . . . . (*qualità del bastimento*) nominato . . . . . (*nome e numero del bastimento, secondochè risulta dalle carte di bordo*) del capitano . . . . . (*nome e cognome del capitano* (di . . . . . (*comune del capitano*) le mercanzie qui appresso notate . . . . . (*si descrivano le mercanzie colla indicazione del loro peso, numero o misura; notandosi il numero delle casse, balle ec. le loro marche e numeri*). (*Firmati*) Il razionale-Il maestro credenziere . . . . . . *Visto* L'Intendente

1819

MODELLO.

del registro delle dichiarazioni in dettaglio, giusta l'articolo XVI.

NUMERO di ORDINE.	NUMERO delle dichiarazioni all' ingrosso	DATE DELLE DICHIARAZIONI in dettaglio; NOMI DE' NEGOZIANTI, LORO AGENTI, O DE' PROPRIETARI; Quantità e qualità, numero, peso e misura delle mercanzie.	NUMERO della bolletta di spedizione.

MODELLO

di manifesto da farsi da' padroni de' bastimenti fra le 24 ore dall' arrivo in Messina, giusta l'articolo LXXII.

Messina, li . . . . . .
Padron N. N. giunto in questo porto nel di . . . . . ad ore . . col bastimento denominato . . . . . (*nome del bastimento*) manifesta di avere a bordo del medesimo . . . . . (*si descrivano le mercanzie, specificandosi la di loro natura ed il numero delle casse, de' colli, balle ec. ove si contengono.*)

MODELLO, 1819

di dichiarazione da farsi da' negozianti, giusta l' articolo LXXII.

Messina, li . . . . . .

N. N. dichiara di voler immettere in città a luogo di porto-franco dal bastimento denominato . . . (*nome del bastimento*) del capitano . . . . . (*nome e cognome del capitano*) provegnente da fuori regno, per conto . . . . . (*si debbe esprimere se per conto proprio o di altri*).

Si descrivano le mercanzie, specificandosi la di loro natura, il numero de' colli, casse, balle, scatole, botti ec., ed enunciandosi tutte le altre circostanze relative alle mercanzie suddette.

(Firma del dichiarante.)

Certificato conforme.

Il Segretario di Stato Ministro Cancelliere

MARCHESE TOMMASI.

42.

Acte de ratification de la Porte Ottomane, relativement à la cession des îles ioniennes à la Grande-Bretagne, et de Parga à la Turquie, du 24 Avril 1819.

24 Avril

(*Annuaire historique universel, par Le Sur*, 1819.)

Donné à Constantinople, le 24 Avril, 1819.

"Nous, par la grace du souverain maître des empires et du fondateur immmuable de l'edifice solide du califat, par l'influence merveilleuse du modèle des saints, du soleil des deux mondes, notre grand prophète Mahomet Mustapha, ainsi que par la coopération de ses disciples et successeurs, et de toute la suite des saints. sultan, fils de sultan, empereur, fils d'empereur, Mahmoud-Han, vainqueur, fils d'Ah-

1819 med-Han, vainqueur, dont les nobles diplômes sont décorés du titre souverain de sultan des deux hémisphères; dont les ordonnances portent le nom éclatant d'empereur des deux mers, et dont les devoirs attachés à notre dignité impériale consistent dans l'administration de la justice, les soins d'un bon gouvernement, et l'assurance de la tranquillité de nos peuples; seigneur et gardien des plus nobles villes du monde, vers lesquelles se dirigent les voeux de tous les peuples, des deux saintes villes de la Mecque et de Médine, du sanctuaire intérieur du pays saint; calife suprème des contrées et provinces situées dans l'Anatolie et la Romélie, sur la mer Noire et sur la mer Blanche, dans l'Arabie et la Chaldée; enfin, glorieux souverain de nombreuses forteresses, châteaux, places et villes, nous declarons:

"Que, vu la parfaite union et l'éternelle amitié qui règnent entre notre Sublime Porte, d'éternelle durée, et le plus glorieux de tous les grands princes qui croient en J. C., le modèle de tous les personnages d'un rang élevé de la nation du Messie, le médiateur des intérêts politiques des peuples, revêtu des ornemens de la majesté et de la gloire, et couvert des marques de la grandeur et de la célébrité, S. M. notre très-estimable, ancien, intime, sincère et constant ami, le roi (padischah) des royaumes unis d'Angleterre, d'Ecosse et d' Irlande, et d'une grande partie des pays qui en dépendent, George III., (dont la fin puisse être heureuse!)"

L'une et l'autre cour ont le désir et l'intention la plus sincère d'affermir les bases de leur amitié, et de resserrer de plus en plus les liens de la bonne intelligence et de l'intimité qui les unit. Or, il est maintenant de notoriété publique que les districts de Prevesa, Voinitza, Butrinto et Parga, situés dans le voisinage et sur la côte d'Albanie, l'une de nos provinces impériales, avoient, par les sages mesures de notre Sublime Porte, passé antérieurement dans sa possession, et été réunis à nos états impériaux; mais dans la suite, un de ces arrondissemens, la place de Parga, est tombé par certains échanges en d'autres mains, et, au bout de quelque temps, a été délivré par l'Angleterre. Il est également connu que ce district étant compté parmi les états de notre illustre

empire, la cour d'Angleterre, dont la loyauté envers notre Sublime Porte est aussi claire que le jour, et dont la sincère amitié se confirme de plus en plus par de nouvelles preuves multipliées, a remis maintenant à notre Sublime Porte la dite place de Parga avec tout ce qui en dépend. 1819

"Et comme les îles de Corfou, Céphalonie, Zante, Sainte-Maure, Ithaque et Cerigo, connues sous le nom des Sept-Iles réunies, ainsi que les petites îles, partie habitées, partie désertes, qui en dépendent, ont été de même autrefois sous la souveraineté de notre Sublime Porte, et nommées ses tributaires et protégées; mais comme les vicissitudes des temps ont apporté des changemens à cet état de choses, et que ces îles sont aussi tombées entre les mains de la Grande-Bretagne, cette cour a fait connoître qu'à l'exception des quatre districts ci-dessus, qui sont des parties essentielles de nos états impériaux, les dites îles ont été mises sous la protection immédiate et exclusive de S. M. le roi (padischah) de la Grande-Bretagne, et cela en conformité de la convention qui a été conclue entre les quatre grandes puissances uniquement par rapport aux dites îles."

"En conséquence, cette cour a demandé amicalement, que dès à présent S. M. le roi de la Grande-Bretage fut considéré comme souverain protecteur de ces îles, ses habitans comme sujets protégés par S. M., et traités comme les autres sujets de la Grande-Bretagne; qu'en outre, les dits sujets, lorsqu'ils se rendent dans l'empire turc, et qu'ils veulent y faire le commerce, n'éprouvent aucune difficulté ni aucun obstacle; que leurs affaires se traitent d'après les mêmes conventions et conditions qui sont observées en faveur des autres sujets de S. M., et qu'ils soient eux-mêmes reçus avec douceur et bonté."

"La cour d'Angleterre est depuis les temps les plus reculés l'intime amie de notre Sublime Porte; elle lui a aussi dans cette occasion, par les égards qui ont accompagné la remise de Parga, marqué la conduite la plus amicale et la plus équitable, et donné de nouvelles preuves de sa droiture, de son amour pour la concorde et la bonne intelligence; nous en sommes extrêmement satisfaits, et notre Sublime Porte

1819 consent à cette demande amicale, et la ratifie sur le pied indiqué. Elle reconnoit en conséquence, dès à présent, les habitans des dites îles pour protégés de la manière ci-dessus par la cour d'Angleterre, et notre Sublime Porte promet et s'engage à ce que les mêmes conventions et conditions, qui sont observées en faveur des autres sujets anglois, soient toujours suivies exactement à l'égard des habitans de ces îles."

"Ceux de ses habitans qui se trouvent dans les états ottomans, qui y ont acquis des terres; des immeubles et d'autres propriétés de cette nature, ou qui y font paisiblement le commerce, et qui veulent y prendre librement l'état de rayah, seront comptés pour tels; mais si, au contraire, ils n'y veulent pas rester, et qu'ils préfèrent vendre les terres et biens qu'ils auront acquis et retourner dans leurs îles, notre Sublime Porte y donnera son consentement, et leur accordera un délai de douze mois pour disposer de leurs propriétés et terminer leurs affaires, et elle s'engage à les traiter également comme véritables sujets anglois."

"Maintenant, tout ce qui précède ayant été conclu entre les deux cours, et l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de S. M. Britannique, le chevalier Robert Liston (dont la fin puisse être heureuse) s'étant engagé par écrit à procurer la ratification de sa cour dans l'intervalle de quelques mois, il est clair et évident que tous ces points seront pleinement adoptés et maintenus de notre côté, et aussi long-temps que du côté de la cour d'Angleterre il ne se passera rien de contraire; il n'est pas à craindre qu'il naisse du côté de notre Sublime Porte aucune circonstance qui y apporte des obstacles."

43.

Cartel convention entre S. M. l'Empereur d'Autriche et S. A. I. le Duc de Modène signée a Vienne le 6 Mai 1819.

1819 6 Mai

(*Wiener Zeitung* 1819. Nr. 49.)

Wir Franz der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Jerusalem, Hungarn, Böhmen, der Lombardey und Venedig, von Dalmatien, Croatien, Slavonien, Galizien, Lodomerien und Illyrien; Erzherzog von Oesterreich; Herzog von Lothringen, Salzburg, Steyer, Kärnthen, Krain, Ober- und Niederschlesien; Grossfürst in Siebenbürgen; Markgraf in Mähren; gefürsteter Graf von Habsburgund Tyrol, etc. etc.

Die zwischen Uns und Seiner Königl. Hoheit dem Erzherzoge, Herzog von Modena, glücklich bestehenden freundschaftlichen Verhältnisse, und das wechselseitige Bestreben, durch alle Mittel zum Vortheile der beiderseitigen Staaten und ihres Dienstes beyzutragen, haben Uns bestimmt, mit Seiner Königl. Hoheit dem Erzherzoge, Herzog von Modena, zur Verhinderung der Desertion von den beiderseitigen Truppen eine Uebereinkunft wegen Auslieferung der Deserteurs abzuschliessen,

In Folge dessen sind zwischen Unseren und den Bevollmächtigten Seiner Königl. Hoheit des Erzherzogs, Herzogs von Modena, nachfolgende Puncte verabredet und am 24. October 1818 förmlich unterzeichnet worden.

Art. I. Alle Militär-Personen ohne Ausnahme, sey es von der Infanterie, Cavallerie, oder irgend einem andern Corps oder Militärzweige der Oesterreichischen oder Modenesischen Truppen, welche das Gebiet der andern Macht betreten würden, ohne mit einem Passe oder regelmässigen Marschroute versehen zu seyn, sollen auf der Stelle angehalten, und sonach mit allem, was sie an Waffen, Montirungsstücken, Bagage, Pferden, oder andern Gegenständen

1819 mit sich genommen hätten, auch dann ausgeliefert werden, wenn selbe noch nicht reclamirt worden wären.

Art. II. Nach erfolgter Anhaltung eines Deserteurs soll dem Commandanten des der Gränze zunächst befindlichen Militärpostens hiervon binnen 24 Stunden, oder sobald es nur immer geschehen kann, mit Bezeichnung des Regiments oder Corps, von welchem er entwichen ist, des Tages seiner Anhaltung und der Gegenstände, welche er bey sich gehabt, die Anzeige gemacht werden. Besagter Commandant wird, sobald ihm eine solche Anzeige zugekommen ist, ohne Verzug ein Detaschement an die Grenze abschicken, um den Deserteur zu übernehmen, und zugleich nach den Bestimmungen des XIII. Artikels die Kosten, welche dieser während der Haft für seine eigene Verpflegung und den Unterhalt des allenfalls mitgenommenen Pferdes verursacht haben dürfte, sammt der im XIV. Artikel festgesetzten Belohnung oder Taglia zu berichtigen. Würde erkannt, dass das angehaltene Individuum auch von den Truppen eines andern Souverains entwichen sey, mit welchem gleichfalls ein Cartel besteht, so soll es nichts desto weniger an jene Truppen, von welchen es zuletzt deseritrt ist, zurückgestellt werden.

Art. III. Allen Civil- und Militär-Behörden, besonders aber den an den Grenzen zunächst befindlichen Militär-Commandanten beider Staaten, soll es zur Pflicht gemacht werden, mit der sorgfältigsten Aufmerksamkeit darüber zu wachen, dass kein Deserteur von den Truppen der einen der beiden Mächte die Grenzen überschreiten, noch in den Staaten der andern Schutz und Zuflucht finden könne. Sobald ihnen von den Behörden der benachbarten Macht die Anzeige eines Desertions-Falles zukömmt, sollen sie gehalten seyn, einer solchen Aufforderung in der kürzesten Zeit zu entsprechen, und die Behörden, welche sich an sie gewendet haben, von den zur Auffindung des Deserteurs getroffenen Verfügungen zu verständigen.

Art. IV. Nach jedesmahliger Anhaltung eines Deserteurs werden die betreffenden Grenz-Militär-Commandanten über den Ort, den Tag und die Stunde

der Auslieferung desselben übereinkommen, und die zu diesem Ende bestimmten Truppen-Detaschements an den verabredeten Ort absenden. Der Commandant, welcher die Uebergabe des Deserteurs bewerkstelliget, hat demjenigen, welcher denselben reclamirt, eine Quittung über die richtige Bezahlung der Taglia und sonst von dem Deserteur verursachten Kosten auszustellen; eben so wird dieser letztere Commandant dem Abliefernden einen Empfangschein über die bey dem Deserteur vorgefundenen Gegenstände erfolgen. 1819

Art. V. Jedes Detachement, welches zum Nachsetzen eines Deserteurs abgeschickt wird, hat auf der Grenze anzuhalten, und darf nur einen mit einem Passe versehenen Mann auf das jenseitige Gebiet bis zum nächsten Orte abfertigen, um daselbst den Deserteur von den Civil- und Militär-Behörden zu reclamiren.

Art. VI. Sollte es einem Deserteur ungeachtet aller Vorsichtsmaasregeln gelingen, die Wachsamkeit der Grenzbehörden entweder durch Verkleidung, falsche Pässe, oder auf andere Art zu vereiteln, und sich in das Gebiet der andern Macht einzuschleichen, oder unter deren Truppen bey was immer für einem Regimente oder Corps anwerben zu lassen; so soll er nichts desto weniger von dem Augenblicke an, wo er entdeckt wird, dem Commandanten, von dessen Truppen er entwichen ist, und selbst dann ausgeliefert werden, wenn er auch schon längere Zeit im Lande ansässig wäre. Jene Deserteurs, welche seit ihrer Entweichung einen zehnjährigen Aufenthalt in dem Lande, wohin sie sich geflüchtet haben, darthun können, sollen jedoch der Anhaltung und Zurückstellung nicht mehr unterworfen seyn.

Art. VII. Die Deserteurs, welche geborne Unterthanen der contrahirenden Macht sind, auf deren Gebiet sie sich geflüchtet haben, sollen nicht zurückgestellt werden, weil sie durch Entweichung aus dem fremden Dienste in die Staaten ihres rechtmäßigen Landesherrn zurückkehren. Die Zurückstellung soll sich in diesem Falle nur auf die Waffen, Pferde, Montirungsstücke und andere Gegenstände erstrecken, welche ein solcher Deserteur mit sich genommen

1819 hatte, und welche nicht sein rechtmäfsiges Eigenthum waren.

Art. VIII. Es sollen gleichfalls jene Deserteurs nicht zurückgestellt werden, welche durch einen Naturalisations-Act oder durch zehnjährigen Aufenthalt Unterthanen jener Macht geworden sind, zu welcher sie sich geflüchtet haben. Eine solche Naturalisation mufs jedoch vor dem Eintritte des Deserteurs in die Militär-Dienste der andern Macht Statt gefunden haben, indem derselbe sonst gleich jedem andern Deserteur behandelt werden soll.

Art. IX Sollten sich bey der Reclamirung eines Deserteurs einige Zweifel in Ansehung der Umstände seiner Entweichung ergeben, so können solche keineswegs zum Vorwand dienen, die Auslieferung zu verweigern. Betrifft der Zweifel die Eigenschaft des Deserteurs in Bezug auf seine Unterthans-Verhältnisse, und wird dieser Zweifel binnen einem Monat, während welcher Zeit der Deserteur in Verwahrung zu halten ist, nicht behoben, so hat dessen Auslieferung an die Behörde, welche ihn reclamirt, zu geschehen; jedoch bleibt die Bestrafung des Deserteurs bis zur vollständigen Aufklärung gedachten Zweifels aufgeschoben. Sobald aber das Unterthans-Verhältnifs des Deserteurs dargethan wird, mufs derselbe auch nachträglich jener Macht zurückgestellt werden, deren Unterthan er ist.

Art. X. Jedes Individuum von der zum Militärdienste ausgehobenen jungen Mannschaft, welches versucht hätte, sich demselben durch den Uebertritt in das Gebiet der andern Macht zu entziehen, soll auf Ansuchen des Gouvernements oder des Commandanten der Provinz, welcher er angehört, angehalten werden. Diesem Ansuchen ist, wo möglich, auch die Personal-Beschreibung des reclamirten Individuums beyzufügen, und soll dieses auf eben die Art, wie es im IV. Artikel in Ansehung der Militär-Deserteurs festgesetzt ist, zurückgeliefert werden. Die beyden hohen contrahirenden Mächte kommen jedoch überein, dafs jene jungen Leute, welche sich, wie oben gesagt, der Aushebung zum Militärdienst zu entziehen gesucht haben, und zu Folge gegenwärtiger Convention zurückgestellt werden, keiner

Leibesstrafe unterworfen seyn sollen, vorausgesetzt, dass selbe noch nicht förmlich assentirt waren, und den gewöhnlichen Militär-Eid noch nicht geleistet haben, indem sie im entgegengesetzten Falle wie Deserteurs zu behandeln sind. 1819

Art. XI. Ueber keinen der gegenseitig zurückgestellten Deserteur soll die Todesstrafe verhängt werden, sobald seine Entweichung nicht in Kriegszeiten Statt gefunden, oder er sich nicht eines andern Vergehens schuldig gemacht hat, auf welches die Gesetze eine solche Strafe bestimmen.

Art. XII. Wenn ein Deserteur nach seiner Desertion in dem Lande, wohin er sich geflüchtet, ein Verbrechen begangen, oder sich der Mitschuld an demselben theilhaftig gemacht hätte, so soll er nichts desto weniger jener Macht, zu deren Truppen er gehört, zurückgestellt werden. In einem solchen Falle werden die Behörden besagter Macht den Deserteur nach erhaltener Mittheilung aller auf das begangene Verbrechen sich beziehenden Acten in Gemässheit der in ihrem Staate geltenden Gesetze untersuchen und bestrafen lassen, und zugleich bedacht seyn, das gefällte Criminal-Urtheil den Behörden des Ortes, wo das Verbrechen begangen wurde, mitzutheilen.

Art. XIII. Ein jeder Deserteur, welches auch seine Eigenschaft seyn mag, erhält zu seiner Verpflegung täglich eine Brotportion und 25 Centimen, das Pferd aber, wenn er eines mit sich gebracht, eine gewöhnliche Ration, deren Vergütung nach dem laufenden Marktpreise des Ortes, wo der Deserteur in Verwahrung gehalten wurde, zu geschehen hat.

Art. XIV. Jenen, welche einen Deserteur anhalten oder einbringen, wird eine Belohnung (Taglia) und zwar von zwanzig Franken in cursirender Münze für einen Mann zu Fuss, und von dreyssig Franken für einen Cavalleristen mit dem Pferde zugestanden. Eine gleiche Belohnung erhalten auch jene, welche den Deserteur bloss anzeigen, jedoch erst nach erfolgter Anhaltung desselben, und wenn diese Anhaltung wirklich in Folge der gemachten Anzeige Statt gefunden hat.

1819 Art. XV. Alle vorstehenden Bestimmungen haben auch in Ansehung der Officiere, welche vom Staate ihren Sold erhalten, und auf dem Gebiete der andern Macht betreten werden, jedoch bloss in Folge einer vorausgegangenen Reclamation zu gelten, und sollen dieselben sofort angehalten, und nach Anordnung des I. Artikels ausgeliefert werden.

Art. XVI. Jeder Officier der einen Armee, welcher einen Soldaten der andern, sey es durch List oder Gewalt, zur Desertion verleitet, soll nach den in den respectiven Staaten bestehenden Gesetzen und militärischen Reglements bestrafet werden.

Art. XVII. Jedes andere Individuum soll in einem ähnlichen Falle mit einmonatlichem Gefängnisse oder mit einer Geldbusse von funfzig Franken bestraft werden; es wäre denn, dass erschwerende Umstände des Vergehens eine Verschärfung der Strafe begründen.

Art. XVIII. Allen Unterthanen der hohen contrahirenden Theile ist strenge untersagt, den Deserteurs von den Truppen des andern Staates irgend etwas von Kleidungs- oder Ausrüstungsstücken was immer für einer Art, Pferde, Waffen etc. abzukaufen. Allenthalben, wo man dergleichen Effecten findet, sind sie als gestohlenes Gut anzusehen, und dem Regimente oder Corps, welchem der Deserteur angehört, zurückzustellen, und soll der Besitzer derselben in keinem Falle und zu keiner Zeit ein Recht auf irgend eine Entschädigung dafür ansprechen können. Derjenige, welcher sich eine Uebertretung dieses Verbotes erlaubt, soll überdiess mit einer Geldstrafe von fünf und zwanzig Franken belegt werden, sobald bewiesen wird, es sey ihm entweder durch die Natur und Provenienz des gekauften Stückes, oder auch auf andere Art bewusst gewesen, dass es ein gestohlenes Gut sey.

Art. XIX. Die hohen contrahirenden Theile kommen gegenseitig überein, dass gegenwärtige Convention auf unbestimmte Zeit in Kraft und Wirksamkeit zu verbleiben hat, und dass, wenn von dem einen Theile das Aufhören derselben beabsichtigt würde, dem andern Theile ein Jahr zuvor die Aufkündigung geschehen müsse.

Art. XX. Gegenwärtige Convention soll acht Tage nach erfolgter Publication in volle Wirksamkeit treten. 1819

Nachdem Wir nun diesen Bestimmungen durchaus Unsere Genehmigung ertheilen, und dieselben mittelst gegenwärtigem allenthalben kund zu machenden Edicts zur Kenntniss Unserer Unterthanen bringen, damit sie sich genau darnach achten können, befehlen Wir zugleich allen Unseren Civil- und Militärbeamten und andern Vorgesetzten, darauf zu halten, damit dasselbe, von dem im XX. Artikel festgesetzten Zeitpuncte angefangen, nach seinem ganzen Umfange und Inhalte genau befolgt und vollzogen werde.

Gegeben in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien, am sechsten Tage des Monats May, im Jahre des Heils 1819, Unserer Regierung im 28. Jahre.

FRANZ

(L. S.) Carl *Fürst zu* Schwarzenberg,
Staats- und Conferenz-Minister, Feldmarschall und Hofkriegsraths-Präsident.

Joseph *Freiherr* v. Stipsicz,
General der Cavallerie und Hofkriegsraths-Vice-Präsident.

Nach Sr. k. k. apost. Majestät höchst eignem Befehle:
Caspar Lehmann.

44.

1819 29 Mai *Convention entre S. M. le Roi du royaume des Deux-Siciles et S. M. le Roi de Sardaigne pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, signée à Turin le 29 Mai* 1819.

(*Collezione delle leggi e de' Decreti vali del Regno delle Due Sicilie.* Anno 1819. Nr. 198. p. 163.)

Desiderando S. M. il Re del regno delle Due Sicilie e S. M. il Re di Sardegna, per maggiormente stringere e raffermare i rapporti di parentela e di amicizia, che tra loro felicemente sussistono, conchiudere una convenzione per l'arresto e reciproca consegna de' rei e condannati che, dopo aver commesso de' delitti ne' dominj dell'uno, vanno a rifuggirsi in quel i dell' altro, eludendo in tal maniera il rigore delle leggi, e portando seco spesse volte gli effetti dirubati a grave danno de' regj erarj e de' loro sudditi, hanno autorizzato gl' infrascritti, cioè

S. M. il Re del regno delle Due Sicilie, il *signor D. Antonio Statella Marchese di Spaccaforno, de' Principi di Cassero*, suo gentiluomo di Camera con esercizio e suo Inviato straordinario presso S. M. sarda: e

S. M. il Re di Sardegna, il *signor Conte Piccono della Valle*, cavaliere degli Ordini reali e militari de' SS. Maurizio e Lazzaro, e di Savoja, commendatore dell' Ordine reale di S. Stefano di Ungheria, cavaliere dell' Ordine reale e militare di S. Luigi di Francia, tenente-colonnello nello stato maggiore delle sue armate, direttor generale delle regie poste e primo ufiziale della Segreteria di Stato per gli affari esteri.

E i medesimi muniti delle opportune facoltà e plenipotenze a concertare e convenire una tale reciproca consegna de' rei e condannati: a quale oggetto si sono da essi convenuti gli articoli seguenti.

Art. I. Gl' individui imputati di un delitto che, secondo le leggi del luogo ove sarà commesso, importi una pena non minore della galera, o sia favori forzati a vita o a tempo, come pure i condannati alla stessa pena, i quali si rifuggiranno ne' rispettivi dominj delle due alte Parti contraenti, dovranno arrestarsi e consegnarsi al Governo che ne farà la domanda, se saranno soggetti al medesima per causa del commesso delitto, o perchè naturalizzati. 1819

Art. II. Se il delinquente o condannato sarà suddito del Governo presso del quale si è rifuggito, dovrà essere punito dal suo proprio Governo, secondo le leggi patrie ed il sistema di prouove ivi vigente; purchè la pena non oltrepassi quella che gli sarebbe stata inflitta dalle leggi del luogo ove è stato commesso il delitto: a qual effetto dovranno gli agenti dell' altro Governo comunicare gli atti del processo che si fosse formato, e copia della sentenza, se il reo sarà già stato condannato.

Qualora poi si trattasse di un fatto atroce e gravemente perturbante la pubblica tranquillità, commesso in uno de' due Stati in complicità tra' sudditi di amendue i Governi, si concerterà fra i detti Governi, presa la cognizione del fatto, la consegna de' rei al giudice del luogo del delitto all' effetto de' confronti e degli esami necessarj alla compiuta pruova del medesimo; e si restituiranno per essere poi giudicati nello Stato cui appartengono.

Art. III. La naturalizzazione che sarà posteriore al commesso delitto, non farà eccezione alla regola della convenuta consegna.

Art. IV. Venendo una delle parti contraenti a richieder l' altra per la consegna d' individui non sudditi nè domiciliati, rei di delitti commessi fuori de' rispettivi Stati, pe' quali sia luogo a procedere nello Stato richiedente, si riservano i Governi di accordare o no tal consegna, avuta considerazione a' concordati vigenti con altre Potenze, ed alle qualità e circostanze del delitto.

Art. V. Il Governo che, giusta la presente convenzione, sarà nel caso di essere legittimamente richiesto della consegna di un qualche condannato o delinquente, non potrà fargli grazia nè concedergli

1819 salvocondotto o impunità, eccettuati quei salvocondotti che si accordano per la pruova di altri delitti, secondo le regole e pratiche criminali: quali però, non meno quelli che fossero altrimenti accordati a' suddetti rei, dovranno essere ritirati e di niun valore, venendo i medesimi dall' altro Governo giustamente reclamati.

Quando la consegna non avrà luogo, per essere il reo in uno de' casi contemplati dall' articolo 2, non potrà concedergli si grazia nè impunità se non d'intelligenza e coll' adesione dell' altro Governo.

Art. VI. Succedendo talvolta che alcuno de' suddetti malviventi e facinorosi i quali fuggono da uno Stato, passino al servizio militare di un altro colla mira di sottrarsi dagli effetti del presente concordato; si conviene che anche in simili casi abbiano ad essere consegnati al Governo che ne farà la ricerca: ed affine poi di prevenire qualunque difficoltà potesse insorgere per l' ingaggio, montura, alimenti e stipendj prestati dal corpo militare dove fossero arrolati, si stabilisce che a titolo indennizzazione di tutte le spese suddette debbasi nell' atto della consegna di cadauno di tali rei sborsare la somma di lire cento nuove di Piemonte, o sieno ducati ventitre del regno delle Due Sicilie.

Art. VII. Nel caso che i rei o condannati non saranno consegnati al Governo ne' cui dominj è stato commesso il delitto, in conseguenza di quanto si è stabilito ne' precedenti articoli 2 e 3, dovranno però restituirsi al detto Governo o a' suoi sudditi tutti quegli effetti loro appartenenti che si trovassero presso de' rei, dopo esserne stata giustificata la proprietà.

Art. VIII. I delinquenti che avessero commesso ne' dominj del Governo cui vengon richiesti, un delitto che importasse pena maggiore o uguale a quella per lo delitto commesso ne' dominj del Governo che gli dimanda, non si consegneranno se non dopo che avranno scontato la pena del delitto commesso nello Stato richiesto. Ove poi si tratti di delitti importanti pena minore, ed il reo sia suddito della Potenza richiedente, si consegnerà il medesimo cogli atti assunti, acciò possa da questa punirsi anche pel delitto commesso nello Stato requisito.

Art.

Art. IX. L'arresto e la consegna de' condannati e malfattori si eseguirà, quanto a' primi, sulla comunicazione di copia della sentenza, e quanto a' secondi, sulla semplice richiesta ed asserzione del titolo del delitto, che faranno gli agenti del Governo che gli dimanda, se non saranno sudditi del Governo richiesto; dovendosi ancora consegnare insieme co' rei il denaro e tutti gli effetti che si troveranno presso di loro, e che saranno stati alienati, se potranno rinvenirsi, ed ogni altra cosa che abbia relazione o possa servire di pruova al delitto commesso, come pure le copie de' processi che si fossero compilati prima della consegna de' rei, corrispondendo per questo la sola mercede della scrittura. 1819

Art. X. Ritrovandosi presso de' rei effetti appartenenti a' sudditi del Governo richiesto, dovranno loro restituirsi senza veruna spesa, dopo averne giustificata la proprietà, e quando non saranno più necessarj alla pruova del delitto.

Art. XI. Le spese pel mantenimento de' rei dal momento del loro arresto fino a quello della consegna saranno a carico del Governo richiesto il quale dovrà consegnarli nel porto più vicino al luogo dove si è fatto l'arresto; ed il Governo richiedente gli farà torre al più presto che sarà possibile.

Art. XII. La presente convenzione la cui durata si stabilisce ad anni cinque, s'intenderà rinnovata di quinquennio in quinquennio, fino a dichiarazione in contrario di uno de' due Governi. Essa avrà vigore anche pe' delitti commessi anteriormente, e sarà ratificata da S. M. il Re del regno delle Due Sicilie e da S. M. il Re di Sardegna nello spazio di due mesi, o più presto se sarà possibile: dopo di che verrà pubblicata ne' rispettivi dominj, e sarà messa in esecuzione un mese dopo il cambio delle ratifiche.

Data in Torino il dì 29 di maggio 1819.

Firm. il Marchese di Spaccaforno. (L. S.)

Firm. della Valle. (L. S.)

45.

1819 6 Juillet

Convention conclue entre S. M. le Roi de Naples et le St. Siège signée à Rome le 6 Juillet 1819.

(*Collezione delle leggi e de' decreti reali del regno delle Due Sicilie* 1819. Nr. 195.)

Sua Santità il regnante Sommo Pontefice Pio VII e Sua Maestà il Re del regno delle Due Sicilie desiderando stipulare una convenzione, ad oggetto di regolare in un modo stabile il transito per la via di terra delle merci sul territorio pontificio con destinazione per le provincie del regno delle Due Sicilie al di quà del Faro, e *viceversa*, hanno destinato e munito delle necessarie facoltà per trattare, conchiudere e sottoscrivere l'enunciata convenzione, i sottoscritti loro commessionati i quali sono convenuti negli articoli seguenti.

Art. I. Si stabilisce che le sole dogane qui appresso descritte sieno abilitate allo sfogo de' transiti che dallo Stato pontificio sono diretti al regno delle Due Sicilie o *viceversa*, cioè:

Dogane pontificie.	*Dogane del regno delle Due Sicilie.*
Terracina.	Fondi.
Casamari.	Altra da destinarsi di contro Casamari.
Riofreddo.	Tagliacozzo.
Rieti.	Civitaducale.
Porto d' Ascoli.	Martinsicuro per Giulia.

Art. II. Quante volte fosse riconosciuto conveniente per vantaggio e facilitazione del commercio, saranno conferite anche ad altre dogane le facoltà simili a quelle delle sopraccennate, o potranno essere le facoltà medesime trasferite da una in un' altra. In questo caso quell' amministrazione doganale che crederà di accrescere o variare qualche dogana, dovrà prevenire l' amministrazione dell' altro Stato, perchè

di conformità deleghi la dogana più prossima a quella che verrà costituita. 1819

Art. III. I *colli* che transiteranno tanto per lo Stato pontificio diretti al regno delle Due Sicilie, quanto quelli che per questo transiteranno verso lo Stato pontificio per mezzo delle sunnominate dogane, oltre all' adempimento delle rispettive leggi doganali stabilite pe' transiti da' due Stati, dovranno essere scortati da una particolare apposita bolletta a matrice simile al modello annesso alla presente.

Art. IV. Questa bolletta servirà a lasciare in vigore le originarie obbligazioni già contratte nel rispettivo Stato donde derivano i transiti, le quali non veranno disciolte se non in forza della dichiarazione che rispettivamente si rilascerà a tergo della medesima da quella dogana per la quale è dichiarato l' ingresso del transito.

Art. V. Alla scadenza della *valitura* delle bollette gl' impiegati delle dogane delle rispettive amministrazioni astringeranno per via legale i mallevadori all' adempimento delle contratte obbligazioni.

Art. VI. Tutte le mercanzie e derrate di transito, che sortiranno dallo Stato pontificio per immettersi nel regno delle Due Sicilie per la frontiera di terra, ritrovate senza la bolletta enunciata nell' articolo 3 nel passaggio che faranno per l' intervallo frapposto alle soprindicate dogane de' due Stati, saranno arrestate in contrabbando.

Art. VII. Reciprocamente tutte le mercanzie e derrate di transito, che sortiranno dal regno delle Due Sicilie per entrare nello Stato pontificio per terra, ritrovate senza la bolletta enunciata nell' articolo 3 nel passaggio che faranno per l' intervallo frapposto alle soprindicate dogane de' due Stati, saranno arrestate in contrabbando.

Art. VIII. I contrabbandi summentovati verranno trattati con quelle leggi dello Stato nel quale sarà avvenuto l' arresto.

Art. IX. Le disposizioni contenute nella presente, e che riguardano il commercio, dovranno essere con pubblica affissione promulgate ne' rispettivi dominj,

1819 e non dovranno mandarsi ad esecuzione se non quaranta giorni dopo la pubblicazione.

Art. X. La presente convenzione sottoscritta in doppio sarà ratificata da' due Governi.

In fede di che i sottoscritti commessionati, in virtù delle facoltà loro accordate da' rispettivi Sovrani, l' hanno munita delle loro firme e de' suggelli delle loro armi.

Fatto in Roma, li 6 di Luglio 1819.

Firm.
Cesare Guerrieri,
tesoriere generale della R. C. A.
(L. S.)

Firm.
Principe Luigi Dentice,
commessionato di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie.
(L. S.)

Cette convention a été ratifiée par S. M. le roi de Naples, le 9 Août 1819.

MODELLO
della bolletta enunciata nell' articolo III.

Bolletta di scorta a' transiti che dalla dogana del . . di . . . . entrano nel . . . . per la dogana di . . a dì . . . . . 181 . . .
Numero . . . Libro . . . . . Portata . . .

È stata, esibita e registrata in questa dogana la bolletta di transito spedita dalla dogana di . . a richiesta di . . . . il dì . . . numero . . libro . . . per colli . . . del peso lordo . . coll' obbligo di comparire nella suddetta dogana di . . . . e riportarne a tergo della presente la dichiarazione dell' arrivo nella medesima, e ritornarla in questa di . . . nel termine di giorni . . . onde ottenerne il solito certificato di discarico, mancando il quale, sarà soggetto alle penali già in vigore sopra i transiti.

46.

Loi françoise, sur la Succession des Etrangers en France, datée du Château de Saint-Cloud le 14 Juillet 1819.

1819 14 Juill.

(*Buletin des Lois*, 1819. Nr. 294.)

Au Château de Saint-Cloud, le 14 Juillet 1819.

Louis, par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navare, à tous présens et à venir, salut.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit:

Art. I. Les articles 726 et 912 du Code civil sont abrogés: en conséquence, les étrangers auront le droit de succéder, de disposer et de recevoir de la même manière que les françois, dans toute l'étendue du Royaume.

Art. II. Dans le cas de partage d'une même succession entre des cohéritiers étrangers et françois, ceux-ci préleveront sur les biens situés en france une portion égale à la valeur des biens situés en pays étranger dont ils seroient exclus, à quelque titre que ce soit, en vertu des lois et coutumes locales.

La présente loi, discutée, déliberée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

Si donnons en mandement à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer par-tout où besoin sera; car tel est notre plaisir; et afin que ce soit chose ferme

1819 et ſtable à toujours, nous y avons fait mettre notre ſcel.

Donné au château de Saint-Cloud, le 14. jour du mois de Juillet de l'an de grâce 1819, et de notre règne le vingt-cinquième.

Signé LOUIS.

Vu et ſcellé du grand ſceau:
Le garde des ſceaux de France, Miniſtre Secrétaire d'état au Département de la juſtice
Signé: H. DE SERRE.

Par le Roi:
Le garde des ſceaux de France, Miniſtre Secrétaire d'état au Département de la juſtice
Signé: H. DE SERRE.

47.

25 Oct. *Convention conclue entre la Pruſſe et la principauté de Schwarzbourg-Sondershauſen, ſignée à Berlin le 25 Octobre 1819.*

(*Geſetz-Sammlung für die Königl. Preuſs. Staaten* Jahrg. 1820. Nr. 1.)

Vertrag wegen der Zölle und Verbrauchſteuern, welche an der äuſsern Grenze des Königlich-Preuſsiſchen Gebiets von dem Verkehr des darin eingeſchloſſenen Theils der Fürſtlich-Schwarzburg-Sondershauſenſchen ſouverainen Beſitzungen erhoben werden. Vom 25ſten Oct. 1819.

Da die Zölle und die Verbrauchſteuern, welche dem Königlich Preuſsiſchen Geſetze vom 26ſten May 1818. gemäſs, auf den äuſsern Grenzen des Preuſsiſchen Staats erhoben werden, auch mehrere in demſelben eingeſchloſſene ſouveraine Beſitzungen deutſcher Bundesſtaaten treffen, Seine Majeſtät, der König von Preuſsen, aber geneigt ſind, dasjenige Einkommen, welches Ihren Caſſen in Folge dieſes beſonderen Verhältniſſes zufliesst, den landesherrlichen Caſſen gedachter Staaten für den Fall überweiſen zu laſſen, daſs eine gemeinſchaftliche billige Uebereinkunft deshalb getroffen werden könnte: ſo haben Seine Durchlaucht, der Fürſt zu Schwarzburg-Sondershauſen,

Sich zu einer solchen Uebereinkunft in Rücksicht Ihrer in dem äussern Umfange der Preussischen Staaten eingeschlossenen souverainen Besitzungen, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, bereit erklärt, und es ist hierauf zwischen den Bevollmächtigten beider Theile nachstehender Vertrag verabredet, und, unter Vorbehalt der beiderseitigen landesherrlichen Genehmigung, abgeschlossen worden. 1819

Art. I. Der Betrag des aus den Königlich-Preussischen Cassen, nach gegenwärtigem Vertrage an Seine Durchlaucht, den Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen, zu überweisenden Einkommens, soll von drey zu drey Jahren, in gemeinsamer Uebereinkunft festgesetzt werden.

Zur Grundlage dieser Uebereinkunft soll der jedesmalige letztdreyjährige Ertrag des Einkommens an Verbrauchsteuern bey den Königlichen Zoll- und Steuerämtern in den sieben östlichen Provinzen des Preussischen Staats dergestalt dienen, dass der Antheil Sr. Durchlaucht des Fürsten zu Schwarzburg-Sondershausen daran, nach dem Verhältnisse der Bevölkerung der gedachten sieben Preussischen Provinzen zu der Bevölkerung des eingeschlossenen Theils der Fürstlichen souverainen Besitzungen, berechnet wird.

Art. II. Da das gegenwärtig bestehende Steuersystem erst seit dem ersten Januar des laufenden Jahres in den östlichen Provinzen des Preussischen Staats eingeführt ist, ein letztdreyjähriger Ertrag der dadurch erhobenen Verbrauchsteuern also zur Zeit noch nicht angegeben werden kann, so haben die beiderseitigen Bevollmächtigten, auf den Grund der bisher gemachten Erfahrungen, und mit besonderer Rücksicht auf den Verbrauch der Fürstlichen Hofhaltung, sich dahin geeinigt, den Betrag des jährlich zu überweisenden Einkommens für die drey Jahre vom 1sten Januar 1819. bis zum 31sten Dezember 1821. auf Funfzehn Tausend Thaler Preussisch Silbergeld festzusetzen, welcher in gleichen Quartalraten in den Monaten März, Junius, September und Dezember, jedesmal mit Dreytausend Siebenhundert und Funfzig Thalern in klingendem Courantgelde bey der Kö-

1819 nigl. Regierungshauptkasse zu Erfurt zur Verfügung Seiner Durchlaucht bereit stehen soll.

Die vor Abschluss dieses Vertrages fälligen Quartalraten werden in gleicher Art binnen einem Monate, nach erfolgter Genehmigung des gegenwärtigen Vertrages nachgezahlt.

Art. III. Von denjenigen Waaren, welche mit Fürstlichen Kammer-Attesten für die Hofhaltung Sr. Durchlaucht eingehen, werden die Gefälle, so weit es durch gedachte Atteste verlangt wird, nicht beym Eingange erhoben, sondern bloss notirt, und bey der nächsten Quartalhebung statt baaren Geldes in Zahlung angerechnet.

Art. IV. Zur Bequemlichkeit der Einwohner von Sondershausen und der umliegenden Gegend, sollen die Zölle und Verbrauchsteuern von den mit der Post ankommenden steuerbaren Waaren nicht an den äussern Grenzen des Preussischen Staats erhoben, sondern von dem Königlichen Posthause zu Sondershausen eingezogen werden.

Art. V. Da in Folge dieses Vertrages Se. Durchlaucht, der Fürst zu Schwarzburg-Sondershausen, für den im Preussischen Staate eingeschlossenen Theil Ihrer souverainen Besitzungen Antheil an den durch die Preussische Zolllinie zu erhebenden Gefällen nehmen: so bewilligen Sie auch in Ihren gedachten souverainen Besitzungen denjenigen landesherrlichen Schutz, welcher zur Sicherung der Erhebung der gedachten Gefälle erforderlich seyn könnte. Seine Durchlaucht wollen namentlich gestatten, dass die Königlichen Zollbedienten die Spuren begangener Unterschleife auch in Ihr Gebiet verfolgen, und mit Zuziehung der Orts-Obrigkeiten sich des Thatbestandes versichern.

Visitationen, Beschlagnahmen und Verhaftungen können jedoch nur durch die Fürstlichen Landes- oder Ortsbehörden bewirkt werden, welche dieselben auf Ansuchen der Königlichen Zollbedienten, und nachdem sie von deren Nothwendigkeit zu Feststel-

lung des Thatbestandes nach Anleitung der Preussischen Steuergesetze vom 26sten May 1818. sich überzeugt haben, willig und zweckmässig zu veranstalten, Anweisung erhalten sollen. Die solchergestalt entdeckten, oder sonst zur Kenntniss der Fürstlichen Behörden kommenden Verletzungen der in der Königlich-Preussischen Zoll- und Verbrauchsteuer-Ordnung vom 26sten May 1818. enthaltenen Vorschriften wollen Se. Durchlaucht vor Ihren Gerichten untersuchen, und nach Anleitung der gedachten Steuerordnung, welche Sie Ihren Gerichten deshalb zur Beobachtung zufertigen werden, beahnden lassen. Die Geldstrafen, worauf die Fürstlichen Gerichte in solchen Fällen erkennen möchten, fallen dem Fürstlichen Fiskus, wie sich dies von selbst versteht, nach Abzug des Denunzianten-Antheils, lediglich anheim. 1819

Art. VI. Diejenige Freyheit der Durchfuhr durch das Königlich-Preussische Gebiet, welche durch den achten Artikel des zwischen Seiner Majestät dem Könige, und Seiner Durchlaucht dem Fürsten, unterm 15ten Juny 1816. abgeschlossenen Staatsvertrages festgesetzt worden ist, wird auch ferner, wie bisher, unverkürzt aufrecht erhalten.

In Rücksicht der Erzeugnisse der landesherrlichen Berg- und Hüttenwerke, worauf sich dieselbe bezieht, wollen beide Theile die Durchfuhr-Freyheit, jedoch zu Vermeidung von Missbräuchen, ausdrücklich auf solche Gegenstände beziehen, welche mit Fürstlichen Kammer-Attesten aus Sr. Durchlaucht gehörigen Berg- und Hüttenwerken, in Fürstliche Niederlagen gehen.

Art. VII. Seine Majestät der König und Seine Durchlaucht der Fürst versichern Ihren Unterthanen gegenseitig den völlig freyen und ungestörten Verkehr zwischen den, innerhalb der Preussischen Zolllinie an den äusseren Grenzen des Staats belegenen Königlich-Preussischen und Fürstlich-Schwarzburg-Sondershausenschen Landen, dergestalt, dass die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb des gedachten Bezirks zu verführenden Waaren und Erzeug-

1819 nisse aller Art, überall den eigenen inländischen völlig gleich behandelt werden sollen.

Art. VIII. In Folge des vorstehenden Artikels werden auch solche inländische Erzeugnisse, welche in dem Königlich-Preussischen oder in dem Fürstlich-Schwarzburg-Sondershausenschen Gebiete innerhalb der Preussischen Zolllinie mit besondern Verbrauchsteuern zur Zeit belegt sind, oder künftig belegt werden möchten, in sofern in völlig freyem Umlaufe seyn, als in beiden Ländern dem Landesherrn gleiche Abgaben davon entrichtet werden. Wo aber eine solche Gleichheit der Abgaben nicht statt findet, wird bey dem Uebergange in das Gebiet, welches den höheren Steuersatz hat, das Fehlende nach erhoben, und werden beide Landes-Regierungen in dieser zur Sicherung Ihrer landesherrlichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maasregel einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen.

Art. IX. Da das Salz und die Spielkarten, welche in dem Preussischen Staate von den eigenen Unterthanen desselben verfertigt werden, im Preussischen Gebiete nicht freyen Umlauf haben, sondern nur von den dazu bestimmten Anstalten verkauft werden können, so werden in Folge der festgesetzten Gleichheit auch Salz und Spielkarten, welche in den Fürstlichen Landen verfertigt worden seyn möchten, in den Königlichen Landen nicht freyen Umlauf haben können, sondern daselbst den gleichen Beschränkungen, vorbehältlich jedoch der im sechsten Artikel bestätigten Durchfuhr-Freyheit, unterworfen seyn.

Art. X. Die Königlich-Preussischen und die Fürstlich-Schwarzburg-Sondershausenschen Behörden, werden sich in freundschaftlicher Uebereinkunft dafür verwenden, dass diejenigen Mittel, welche dem Fürstlichen Einkommen und dem Interesse der Fürstlichen Unterthanen unnachtheilig sind, ergriffen werden, um zu verhindern, dass ein Schleichhandel mit Salz aus der Saline zu Frankenhausen in das Königlich-Preussische Gebiet betrieben werde.

Art. XI. Gegenwärtiger Vertrag soll unverzüglich zur landesherrlichen Ratifikation vorgelegt, und nach Auswechselung der Ratifikations-Urkunden sofort zur Vollziehung gebracht werden. 1819

Des zu Urkund ist derselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten unter Beydrückung ihres Siegels unterzeichnet worden.

Geschehen zu Berlin, am 25sten October 1819.

(L. S.)	(L. S.)	(L. S.)
C. G. Maassen,	J. G. Hoffmann,	A. v. Weise,
K. Pr. wirkl. Geh. Ober-Finanzrath u. Direktor im Finanz-Ministerio.	*K. Pr. wirkl. Geh. Ober-Regierungs-Rath.*	*Fürstl. Schwarzb. Sondersh. wirklicher Geh. Rath. u. Kanzler.*

Les ratifications de cette convention ont été échangées à Berlin le 24 Décembre 1819.

48.

Acte de réunion des états de Venezuela et de la Nouvelle Grenade, publié à Saint-Thomas d'Angostura le 17 Décembre 1819. 17 Déc.

(*Annuaire historique universel, par Le Sur*, 1819.)

Le congrès souverain de Venezuela, à l'autorité duquel les villes et le peuple de la Nouvelle Grenade se sont librement soumis, considérant:

1. Que les deux provinces de Venezuela et de la Nouvelle Grenade réunies, possèdent tous les moyens pour atteindre au plus haut degré de prospérité et de puissance;

2. Que constituées en républiques séparées, malgré l'union qui subsisteroit entre elles, il seroit difficile qu'elles se consolidassent et que la cause de leur souveraineté fût suffisamment respectée;

3. Que ces vérités, senties par tous les patriotes éclairés, ont engagé les gouvernemens des deux ré-

1819 publiques à se réunir en une seule union que les événemens de la guerre ont retardé jusqu'à présent.

C'est pourquoi le congrès souverain mu par ces considérations, et conformément au rapport d'un comité spécial composé de députés de Venezuela et de la Nouvelle Grenade, décrète, au nom et sous les auspices de l'Etre suprême, la loi fondamentale suivante de la république de Columbia.

Art. I. Les républiques de Venezuela et de la Nouvelle Grenade sont unies à dater de ce jour, en un seul et même état, sous le titre glorieux de république de Columbia.

Art. II. Le territoire de cet état comprendra la capitainerie générale de Venezuela et la vice-royauté du royaume de la Nouvelle Grenade, embrassant une étendue de 115,000 lieues carrées; les limites exactes en seront déterminées plus tard.

Art. III. Les dettes que les deux républiques peuvent avoir contractées séparément, sont regardées comme le dette nationale de Columbia; les propriétés de l'état et les branches les plus productives du revenu sont assignées pour en opérer le paiement.

Art. IV. Le pouvoir exécutif de la république est exercé par un président, et à son défaut par un vice-président, nommés l'un et l'autre ad interim par le présent congrès.

Art. V. La république de Columbia sera divisée en trois grands départements, savoir: Venezuela, Quito et Cundinamara; le dernier comprendra les provinces de la Nouvelle Grenade, dont le nom à l'avenir sera supprimé. Les capitales de ces département seront les villes de Caraccas, de Quito et de Bogota; le mot additionnel de Santa-Fé sera supprimé.

Art. VI. Chaque département aura une administration et un chef supérieur, le chef sera nommé par le présent congrès, et portera le titre de vice-président.

Art. VII. Une nouvelle ville, qui portera le nom du libérateur Bolivar, sera la capitale de la république de Columbia; le plan et la situation en seront déterminés par le premier congrès général:

l'un et l'autre feront proportionnés aux befoins des peuples des trois départemens, et à la grandeur que la nature a affignée à cette riche et opulente contrée. 1819

Art. VIII. Le congrès général de Columbia s'affemblera le 1. Janvier 1821. dans la ville de Rofario de Cucuta, qui eft la plus convenable à caufe de fa centralité. La convocation en fera faite par le préfident au 1. Janvier, 1820; un comité déterminera le mode d'élection à fuivre, fous l'approbation du préfent congrès.

Art. IX. La conftitution de la république fera décrétée par le congrès général, proclamée par lui et immédiatement mife à exécution par forme d'effai.

Art. X. Les armoiries et le pavillon de Columbia feront décrétés par le congrès général; jusque-là on fe fervira des armoiries et du pavillon de Venezuela, comme les plus connus.

Art. XI. Le préfent congrès ceffera fes fonctions le 1. Janvier, 1820. et les nouvelles élections commenceront ce jour.

Art. XII. Un comité de fix membres avec un préfident fiégera pendant l'intervalle.

Art. XIII. La république de Columbia fera proclamée dans les villes et aux armées, avec des fêtes et réjouiffances; la proclamation aura lieu dans la capitale le 25 décembre, pour célébrer la naiffance du fauveur du monde, par l'affiftance du quel cette union tant défirée a été effectuée et avec le fecours du quel cet état a été régénéré.

Art. XIV. L'anniverfaire de cette régénération politique fera célébré comme une fête nationale à laquelle, comme aux fêtes de l'ancienne Grèce, la vertu et la fcience feront récompenfées.

La préfente loi fondamentale de la république de Columbia fera folennellement promulguée dans les villes et aux armées, infcrite dans les regiftres publics et dépofée dans les archives des municipalités et des corporations, tant eccléfiaftiques que féculières.

Donné au palais du congrès fouverain de Venezuela, dans la ville de Saint-Thomas d'Angoftura,

1819 ce dix-septième jour de décembre de l'an 1819. neuvième de l' indépendance.

Le président du congrès, Francisco A. Zea, Juan Herman Roscio, Manuel Cedeno, Juan Martinez, Jose Espana, Luis-Thomas Peraza, A. M. Briceno, Eusebio Afanados, Francisco Conde, D. B. Urbanaja, J. V. Cardoso, J. Munnos; O Basalo, D. Alzurn, J. T. Machado, R. G. Cadix; Diego de Valnilla, secrétaire.

Le congrès décrète en outre que la présente loi fondamentale sera communiquée au pouvoir exécutif, pour en faire faire la publication et veiller à son observation.

ZEA, *président;*

DIEGO DE VALNILLA, *secrétaire.*

La présente loi fondamentale sera imprimée, publiée et exécutée, et elle sera munie du sceau de l'état.

SIMON BOLIVAR, *président.*

DIEGO DE URBANAJA,
ministre de l'intérieur et de la justice.

49.

Extraits des Décrets de S. M. le Roi du royaume des Deux Siciles relatifs aux conventions conclues avec diverses puissances de l'Europe, pour l'abolition réciproque du droit d'Aubaine et de retraite, depuis 1819 — 1820.

1819 26 Févr.

(*Collezione delle leggi e de' decreti reali del regno delle Due Sicilie.* Anno 1819 — 1820.)

1.

Decreto relativo al dritto di albinaggio verso i sudditi degli Stati di Austria.

Napoli, 26 Febbrajo 1819.

Ferdinando I. par la Grazia di Dio Re del Regno delle Due Sicilie, di Gerusalemme ec. Infante di Spagna, Duca di Parma, Piacenza, Castro ec. ec. Gran Principe Ereditario di Toscana ec. ec. ec.

Veduto l'articolo II. del decreto de' 12 di agosto 1818, col quale è stabilito che gli stranieri non possono comminciare a godere in questo regno delle Due Sicilie effetti risultanti dall' abolizione del dritto di albinaggio, che dal giorno in cui la Potenza alla quale appartengono, avrà manifestato con una dichiarazione officiale di accordare la reciprocazione a' nostri sudditi;

Vedute le dichiarazioni emesse dalla imperiale e real Corte di Vienna, comunicate officialmente a' 4 di ottobre 1818 e 6 di gennajo 1819, e delle quali copia è annessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto siegue.

1819 Art. I. A contare dal giorno quattro di Ottobre 1818, non sara esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi degli Stati della imperiale e real Corte di Vienna, in quella stessa ginsa che, a' termini delle indicate dichiarazioni, non è esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominj.

Art. II. I nostri Segretarj di Stato Ministri di grazia e giustizia, e degli affari esteri, sono incaricati della esecuzione del presente decreto.

(Firmato) Ferdinando.

Il Segretario di Stato Minis. di grazia e giustizia
(Firm.)
Marchese Tommasi.

Il Segretario di Stato Ministro Cancelliere
(Firm.)
Marchese Tommasi.

Prima Dichiarazione della Corte di Austria.

Il sottoscritto Ministro di Stato e degli affari esteri nell' accusare al signor Principe di Ruffo Ambasciadore di S. M. il Re del Regno delle Due Sicilie il ricevimento della nota che gli hafatto l'onore di rimettergli nel di 21 di settembre ultimo, alla quale era annessa una copia autentica del decreto emanato recentemente dal Governo napolitano, relativo all' abolizione del dritto di albinaggio, si dà premura d'informare officialmente S. E. che l'esercizio del detto dritto è stato generalmente abolito in Austria con una dichiarazione a tempo debito pubblicata a questo riguardo; e che in conseguenza i sudditi di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie, cui tocchi una successione negli Stati austriaci, possono raccorla senza impedimento, e ritenerla per altrettanto tempo, per quanto i sudditi austriaci godranno della stessa facoltà nel regno delle Due Sicilie. — Il sottoscritto invitando S. E. il signor Principe di Ruffo a compiacersi di portare la presente dichiarazione officiale alla conoscenza della sua Corte, coglie nel

nel tempo stesso questa occasione per rinnovarle le assicurazioni della sua alta considerazione. — 1819

Vienna 4 Ottobre 1818. — In assenza del Ministro di Stato e degli affari esteri. —

(Firmato). *Il Consigliere di Stato* DE HUDELIST.

Per Copia conforme:

Il Segretario di Stato Ministro degli affari esteri.

(Firm.). *Marchese di* CIRCELLO.

Per Copia conforme:

Il Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia.

(Firmato). *Marchese* TOMMASI.

Seconda Dichiarazione della Corte di Austrica.

Colla nota che il signor Principe di Ruffo Ambasciadore straordinario di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie ha fatto l'onore di rimettere al sottoscritto nel dì 23 ultimo, S. E. osserva che la dichiarazione officiale con cui il sottoscritto è stato autorizzato a dare al Governo napolitano l'assicurazione reciproca, che il dritto di albinaggio non verrà esercitato negli Stati di S. M. imperiale contro i sudditi di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie, non fa alcuna menzione particolare del regno di Lombardia e di Venezia; mentre nondimeno in questo regno appunto la reciprocazione assicurata a' sudditi napolitani colla detta dichiarazione dee più frequentemente ricevere la sua applicazione. Quindi S. E. il Signor Principe di Ruffo manifesta il desiderio, che il regno di Lombardia e Venezia sia esplicitamente enunciato nella dichiarazione summentovata. — Il sottoscritto in risposta a tale uffizio del signor Principe di Ruffo ha l'onore di osservare a S. E. che, essendo il regno di Lombardia e Venezia necessariamente compreso nella generalità degli Stati austriaci cui la sua prima dichiarazione abbraccia, egli avera creduto superfluo di farne espressa menzione. Ciò non ostante essendo interamente nella intenzione del Governo austriaco di dare a questo atto officiale la forma che meglio convenga alla Corte di Napoli; il

1819 sottoscritto non dubita punto di qui rinnovare a nome delle sua Corte l'assicurazione formale, che per quanto tempo l'esercizio del dritto di albinaggio non avrà più luogo negli Stati di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie verso i sudditi austriaci, e nominatamente verso quei del regno di Lombardia e Venezia, per altrettanto tempo il detto dritto non verrà esercitato negli Stati di S. M. I., e segnatamente nel regno di Lombardia e Venezia, verso i sudditi di S. M. il Re del Regno delle Due Sicilie. — Il sottoscritto profitta di questa occasione per rinnovare a S. E. il signor Principe di Ruffo le proteste della sua alta considerazione. — Vienna 6 gennajo 1819.

(Firmato) METTERNICH.

Per copia conforme:

Il Segretario di Stato Ministro degli affari esteri.

(Firmato) *Marchese de* CIRCELLO.

Per copia conforme:

Il Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia.

(Firmato) *Marchese* TOMMASI.

2.

8 Mars *Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets du Duc de Anhalt-Dessau, du 8 Mars 1819.*

Ferdinando I. etc. etc. (ut supra.)

Veduta la dichiarazione emessa dalla Corte di Anhalt-Dessau, communicata officialmente nel giorno 23 di decembre 1818., e di cui copia è annessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto siegue.

ART. I. A contare dal dì della pubblicazione del nostro decreto de' 12 di agosto 1818. non sarà

esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto 1819
di albinaggio relativamente a' sudditi della Corte di Anhalt-Dessau, in quella stessa guisa che, a' termini della indicata dichiarazione, non è esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominj.

Déclaration de la cour d'Anhalt-Dessau.

Noi presidente del Consiglio della reggenza di S. A. S. il Duca regnante di Anhalt-Dessau dichiariamo colle presenti, che il dritto di albinaggio non essendo mai stato esercitato nè stabilito nel Ducato di Anhalt-Dessau, non cade quistione sulla sua abolizione; e che in conseguenza, sussistendo una perfetta reciprocazione a questo oggetto tra'l regno delle Due Sicilie ed il Ducato di Anhalt-Dessau, il Governo del detto Ducato s'impegna a conservarla ed a farne godere i sudditi di S. M. siciliana. - Fatta a Dessau il dì 8 di dicembre 1818.

(L. S.) Firmato. *Il Barone* DI WOLFFRAMSDORF.

3.

Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets de Duc de Saxe-Meinungen, du 8 Mars 1819. 8 Mars

Ferdinando I. etc. etc. (ut supra.)

Veduta la dichiarazione ne emessa dalla Corte di Sassonia - Meinungen, comunicata officialmente nel giorno 19 di dicembre 1818. e di cui copia è annessa al presente decreto,

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto siegue.

ART. I. A contare dal giorno 19 di dicembre 1818. non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi della Corte di Sassonia-Meinungen, in quella stessa

1819 guisa che, a' termini della indicata dichiarazione, non è esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominj.

Déclaration de la cour de Saxe-Meinungen.

Sua Altezza Serenissima la signora Duchessa vedova e reggente di Sassonia-Meinungen, tutrice del suo figlio minore il signor Duca e reggente, avendo avuta comunicazione del decreto di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie in data de' 12 di agosto 1818, relativo all' abolizione del dritto di albinaggio nel detto regno in favore de' sudditi delle Potenze che stabiliscono una giusta reciprocazione verso i sudditi di S. M., S. A. S. ha trovato i motivi del detto decreto conformi a' suoi proprj sentimenti: e dopo di aver emanate le ordinanze relative allo stabilimento di una perfetta reciprocazione verso i sudditi di S. M. siciliana, ha incaricato il sottoscritto suo Consigliere intimo attuale di darne la presente dichiarazione munita del suggello della cancellaria intima ducale. Fatto a Meinungen il dì 1 di dicembre 1818.

(L. S.) Firmato. C. Ferdinando *Barone di Konitz.*

4.

8 Mars *Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets du duc Saxe-Hildbourghausen du 8 Mars 1819.*

Ferdinando I. etc. etc. (ut supra.)

Veduta la dichiarazione emessa dalla Corte di Sassonia-Hildburghausen, comunicata officialmente nel giorno 12 di dicembre 1818. e di cui copia è annessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. I. A contare dal giorno 12. di dicembre 1818. non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi

della Corte di Sassonia-Hildburghausen, in quella stessa guisa che, a' termini della indicata dichiarazione, non è esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominj. 1819

Déclaration de la cour de Saxe-Hildbourghausen.

Noi Federico per la grazia di Dio Duca di Sassonia, Landgravio di Thuringia, Margravio di Misnia, Conte principesco di Henneberg, Principe Sovrano d'Hildburghausen e Tenente-generale di S. M. il Re di Baviera, Cavaliere dell' Ordine di S. Uberto e del Falcone bianco etc. etc. — S. M. il Re del regno delle Due Sicilie avendo ordinato con decreto in data di Napoli de' 12 di agosto 1818, fatto pervenire alla nostra cognizione per mezzo della sua straordinaria missione in Vienna, che nel suo regno delle Due Sicilie il dritto di straniero (jus albinagii) non debba metterfi in esecuzione verso i sudditi di quegli Stati i quali non lo esercitano verso i sudditi de' suoi reali dominj; per appropriare a' nostri sudditi i vantaggi di quel real decreto, ci troviamo impegnati alla dichiarazione ed assicurazione, che il dritto di straniero ne' nostri paesi ove esso finora fu esercitato soltanto per modo di ritorsione, non dee più aver alcuna applicazione a' sudditi di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie; e che ad essi ne' nostri paesi sieno concessi e debbano concedersi tutti i dritti de' quali godono i nostri sudditi nel regno delle Due Sicilie, essendo stata a tal uopo le autorità competenti munite della necessaria istruzione. — In attestato di che abbiamo con propria mano adempiuta questa presente dichiarazione, e l'abbiamo fatta munire del nostro sigillo sovrano. — Dato ad Hildburghausen li 25 di ottobre 1818.

FEDERICO *D. di Sassonia.*

(L. S.) C. SCHWARZKOPF.

5.

1810 25 Mars *Extrait de la Loi relative à l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets de S. M. le Roi des Pays-Bas du 15 Mars 1819.*

Ferdinando I. etc. etc.

Per istabilire la reciproca abolizione del dritto di albinaggio tra i nostri reali dominj ed il regno de' Paesi Bassi, compreso il granducato di Lussemburgo, abbiamo autorizzato il nostro Consigliere e Segretario di stato Ministro degli affari esteri a cambiare col Ministero di Stato di S. M. il Re de' Paesi Bassi la seguente.

Dichiarazione.

Il sottoscritto Consigliere e Segretario di Stato Ministro degli affari esteri di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie dichiara colle presenti, che, salva l'approvazione e la ratifica de' rispettivi Sovrani, sono stati fissati di accordo col Ministero di Stato di S. M. il Re de' Paesi Bassi Granduca di Lussemburgo i seguenti articoli risguardanti la reciproca abolizione del dritto di albinaggio.

Art. I. In virtù della presente dichiarazione il dritto di albinaggio è reciprocamente abolito tra gli Stati di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie e quelli di S. M. il Re del regno de' Paesi Bassi, compreso il granducato di Lussemburgo. In conseguenza i sudditi dell' una delle due Potenze contraenti saranno esenti dal cennato dritto per tutte le successioni e per tutti i legati che potessero loro appartenere negli Stati dell' altra.

Art. II. La stessa esenzione da qualunque dritto di albinaggio sarà accordata a' sudditi di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie, che stabiliranno il loro domicilio nel regno de' Paesi Bassi e nel granducato di Lussemburgo, ed a quelli di S. M. il Re de' Paesi Bassi Granduca di Lussemburgo, che stabiliranno il loro domicilio nel regno delle Due Sicilie, relativamente a' beni mobili ed immobili che apparterrano

a' sudditi dell'una delle due Potenze contraenti negli Stati dell' altra. 1819

Art. III. Questa esenzione è limitata al solo dritto di albinaggio; e non si estenderà alle imposizioni alle quali si trovano sottoposti i sudditi delle due Potenze per effetto delle loro proprie leggi, ed alle quali sono particolarmente soggetti i sudditi di S. M. il Re de' Paesi Bassi, come il dritto di successione ed altri.

Napoli, il dì 24 di novembre 1818.

(L. S.) *Il Segretario di Stato Ministro degli affari esteri.*

(Firmato). *Il Marchese di* Circello.

6.

Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers l'état de Parme, du 26 Mars 1819. 26 Mars

Ferdinando I. etc. etc. (ut supra.)

Vedute le dichiarazioni emesse da S. M. la Duchessa di Parma de' 13 di ottobre 1818. e de' 25 di gennajo 1819., delle quali copia è annessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Consigliere e Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. I. A contare dal giorno 23 di maggio 1818, non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi degli Stati di Parma, in quella stessa guisa che, a' termini delle indicate dichiarazioni, non è esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominj.

Première Déclaration de la cour de Parme.

S. M. l'augusta e graziosissima nostra Sovrana, alla conoscenza della quale S. E. il signor Conte di Neipperg suo cavaliere d'onore, suo Incaricato delle rela-

1819 zioni estere e Tenente - maresciallo al servizio di S. M. I. R. A., ha sottoposto una comunicazione officiale dalla quale apparisce che negli Stati di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie non si esercita il dritto di albinaggio e di detrazione contra i sudditi degli Stati di Parma, potendo questi raccorre liberamente successioni testate ed intestate in tutti i dominj di quel Sovrano; ha dichiarato per reciprocazione, che a datare dal dì primo di giugno del corrente anno 1818 i sudditi del regno delle Due Sicilie potranno essi pure liberamente raccorre negli Stati di Parma le successioni testate ed intestate aperte a vantaggio loro in questi ducali dominj.

Parma, 13 ottobre 1818.

Il presidente dell' interno, consiegliere di Stato.

(Firmato). *Il Commendatore* CORNACCHIA.

Seconde Déclaration de la cour de Parme.

Il presidente dell' interno fa sapere 1. che l'abolizione del dritto di albinaggio in favore de' sudditi di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie, notificata con proclama del dì 13 di ottobre 1818, ha pieno effetto a datare dal dì 23 di maggio dello stesso anno: 2. che l'abolizione del dritto di detrazione rimane sospesa fino a nuova disposizione.

Parma, 25 Gennajo 1819.

(Firmato). *Il Commendatore* CORNACCHIA.

7.

26 Mars *Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers la ville de Hambourg, du 26 Mars 1819.*

Ferdinando I. etc. etc. (ut supra.)

Veduta la dichiarazione emessa dal Senato della città libera di Amburgo, comunicata officialmente in data de' 6 di marzo del corrente anno, e di cui copia è annessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Consigliere e Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia; 1819

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. I. A contare dal giorno della pubblicazione del nostro decreto de' 12 di agosto 1818, non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi di Amburgo, in quella stessa guisa che a' termini della indicata dichiarazione, non è esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominj.

Déclaration du Sénat de la ville de Hambourg.

Noi borgomastri e Senato d'Amburgo, in vista del decreto di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie in data di Napoli de' 12 di agosto 1818, certifichiamo e dichiariamo colla presente, che nella città di Amburgo e suo territorio non si esercita il dritto di albinaggio e non sarà esercitato in avvenire verso i sudditi del regno delle Due Sicilie. In fede di che vi abbiamo apposto il suggello della nostra città e la firma del nostro segretario. A' 15 di gennajo 1819.

(L. S.) *Ex speciali commissione amplissimi Senatus.*

(L. S.) J. H. Heise *D. Reip. Hamb. secretarius subscripsi.*

8.

Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers la ville de Bremen du 28 Avril 1819. 28 Avril

Ferdinando I. etc. etc. (ut supra.)

Veduta la dichiarazione emessa dal Senato della città libera di Brema, e di cui copia è annessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

1819 Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. I. A contare dal dì della pubblicazione del nostro decreto de' 12 di agosto 1818 non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi di Brema, in quella stessa guisa che, a' termini della indicata dichiarazione non è esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominj.

Déclaration du Sénat de la ville de Bremen.

Noi borgomastro e Senato della libera città anseatica di Brema, dopo aver preso cognizione del decreto di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie emanato in Napoli li 12 di agosto 1818, facciamo fede ed attestiamo colla presente, che nella nostra città di Brema e nel territorio ad essa appartenente non viene esercitato, nè per l'avvenire verrà esercitato il dritto di albinaggio (droit d'aubaine) verso i sudditi del regno delle Due Sicilie. — In fede di che il Sig. borgomastro in presidenza l'ha firmato e fatto munire del gran suggello della città.

Così fatto in Brema li 3 di febbrajo 1819.

(L. S.) (Firmato). Fidemann, *presidente.*
(Firmato). Threuts.

9.

28 Avril *Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers la ville de Lubeck, du 28 Avril 1819.*

Ferdinando I. etc. etc. (ut supra.)

Veduta la dichiarazione emessa dal Senato della città libera di Lubecca, di cui copia è annessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. I. A contare dal dì della pubblicazione del nostro decreto de' 12 di agosto 1818, non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi di Lubecca, in quella stessa guisa che, a' termini della indicata dichiarazione, non è esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominj. 1819

Déclaration du Sénat de la Ville de Lubeck.

Noi borgomastro e Senato della libera città anseatica di Lübeck facciamo noto colla presente, che essendo stato abolito con decreto di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie de' 12 di agosto 1818 il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi di quegli Stati ne' quali il medesimo non verrà più applicato a coloro che appartengono al regno delle Due Sicilie, noi, sotto accettazione della promessa reciprocazione, confessiamo e dichiariamo per questa città e per coloro che vi appartengono, che nella nostra città e suo territorio il dritto di albinaggio non è stato finora esercitato verso i sudditi del regno delle Due Sicilie, e che nell' avvenire non sarà messo in applicazione contro di essi. — In fede di che abbiamo fatto spedire la presente dichiarazione munita del suggello di questa città e della sottoscrizione del nostro segretario. — Così fatto a Lübeck li 30 di gennajo 1819.

Ex speciali commissione amplissimi Senatus reipublicae Lubecensis in fidem subscripsi.

(Firm.) Al. Roeck,
ejusdem reipublicae secretarius.

10.

Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets de S. M. le Roi de la Grande-Bretagne du 28 Avril 1819. 28 Avril

Ferdinando I. etc. etc. (ut supra.)

Vista la dichiarazione fatta dall' Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di S. M. brittan-

1819 nica, in virtù dell' autorizzazione ricevuta dal suo Governo, copia della quale è annessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Consigliere e Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto siegue.

Art. I. Il dritto di albinaggio non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie relativamente a' sudditi di S. M. brittannica, i quali perciò potranno acquistare e possedere ne' reali dominj beni di qualunque natura, mobili o stabili, e trasmetterli a' loro credi in quel modo che crederanno più conveniente, siccome il dritto suddetto, a' termini della indicata dichiarazione, non è esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominj nel regno unito della Gran Brettagna e d'Irlanda.

Déclaration de la cour de la Grande-Bretagne.

Il sottoscritto sir William a' Court cavaliere baronetto, Consigliere privato di S. M. britannica e suo Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario presso S. M. il Re del regno delle Due Sicilie, in virtù dell' autorizzazione ricevuta dal suo Governo si affretta a dichiarare che il dritto di albinaggio non esiste in Inghilterra ove gli stranieri possono liberamente disporre di tutte le proprietà che vi posseggono, e per testamento o in altro modo. — Dichiara in oltre che i sudditi di S. M. siciliana hanno sempre goduto, e continueranno a godere in seguito di tutti i privilegj a ciò relativi che sono accordati alle Nazioni le più favorite nel regno unito della Gran Brettagna e d'Irlanda; che essi possono liberamente acquistare sotto qualsisia titolo, e possedere qualunque specie di beni, ad eccezione di quelli il di cui godimento e possesso sono proibiti agli stranieri dalle leggi costituzionali del paese. — In fede di che ha segnata la presente dichiarazione, avendovi fatto apporre l'impronta delle sue armi.

Dato in Napoli li 15 di aprile 1819.

(L. S.) (Firmato) William A'Court.

11.

Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets de S. A. R. l'Electeur de Hesse, du 3 Mai 1819. 1819 3 Mai

Ferdinando I. etc. etc.

Veduta la dichiarazione emessa dal Ministro degli affari esteri di S. A. R. l'Elettore di Assia Cassel, communicata ufizialmente nel giorno 7 di aprile del corrente anno, e di cui copia é annessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. I. A contare dal giorno 7 di aprile del corrente anno, non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi dello Stato di S. A. R. l'Elettore di Assia-Cassel, in quella stessa guisa che, a' termini della indicata dichiarazione, non é esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominii.

Déclaration de S. A. R. l'Electeur de Hesse.

S. M. il Re del regno delle Due Sicilie avendo dichiarato con un decreto dato in Napoli il dì 12 di agosto 1818, 1. che il dritto di albinaggio non sarà più esercitato, nel regno delle Due Sicilie relativamente a' sudditi di quelle Potenze che non lo eserciteranno egualmente verso i sudditi di S. M.; 2. che i forestieri non potranno incominciare a godere degli effetti della disposizione contenuta nell' articolo precedente; che dal giorno in cui la Potenza alla quale essi appartengono, avrà manifestato con una dichiarazione officiale di voler accordare la reciprocazione in favore de' sudditi di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie; 3. che i forestieri favor de quali il dritto di albinaggio non sarà più esercitato, potranno raccorre liberamente le successioni ché potranno essere aperte in loro favore nella estensione

1819 del regno delle Due Sicilie: e S. M. il Re del regno delle Due Sicilie desiderando di estendere gli effetti di un tal decreto, facendo invitare S. A. R. l'Elettore di Assia ad applicarne reciprocamente le disposizioni a' loro Stati; ed avendo fatto conoscere al tempo stesso a. S. A. R. che per evitare le formalità e lungherie di un solenne trattato, non desiderava da parte del Governo di Assia elettorale, che una semplice dichiarazione colla quale s'impegnerebbe a far eseguire le disposizioni del summentovato decreto, per riconoscerle reciprocamente obbligatorie ne' loro Stati; S. A. R. l'Elettore di Assia di risposta all' invito, e per attestare nel medesimo tempo a S. M. il Re del regno delle Due Sicilie il suo desiderio di soddisfare a tutto ciò che può aggradirle, come anche per contribuire alla facilità de' rapporti tra i due Stati, e per ristringere l'amicizia che felicemente esiste tra essi, ha autorizzato il Barone di Schmerfield suo Ministro di Stato e degli affari esteri a render testimonianza di questi sentimenti, e della intenzione di S. A. R. di corrispondere à voti di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie per l'abolizione reciproca del dritto di albinaggio, che in seguito di questa accettazione le disposizioni contenute nel decreto di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie in data di Napoli de' 12 di agosto 1818, relativo all' abolizione del citato dritto, tali quali vengono espresse qui sopra, sone e rimangono obbligatorie pel Governo di Assia elettorale; e che l'applicazione avrà luogo in tutti i casi in favore e negl' interessi de' sudditi di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie, nel mode stesso che veranno osservate nel regno delle Due Sicilie in riguardo de' sudditi di S. A. R. l'Elettore di Assia. — In fede di che questo atto è stato segnato dal sottoscritto e munito del suggello del suo Ministero.

Fatto a Cassel li 12 di marze 1819.

Il Ministro di Stato e degli affari esteri di S. A. R. l'Elettore di Assia

(Firmato) *Il Baroni di* SCHMERFIELD.

12.

Extrait du Décret, relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers l'Etat de Toscane du 3 Mai 1819. 1819 3 Mai

Ferdinando I. etc. etc.

Veduta la dichiarazione emessa dal Governo di Toscana communicata officialmente nel giorno 22 di aprile del corrente anno, e di cui copia è anessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. 1. A. contrare dal giorno 22 di aprile del corrente anno, non sara esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi delle Stato di Toscana, in quella stessa guisa che, a' termini della indicata dichiarazione, non é esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominii.

Déclaration du gouvernement de Toscane.

In coerenza dell' articolo 2 del decreto emanato da S. M. il Re del regno delle Due Sicilie intorno al dritto di albinaggio, il sottoscritto Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di S. M. I. e R. A. è stato autorizzato da S. A. I. il Granduca di Toscana a dichiarare che il dritto di albinaggio non sarà punto esercitato negli Stati del detto Sovrano verso e sudditi di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie; e che in conseguenza potranno essi liberamente ereditare, acquistare e possedere beni di qualunque natura, mobili o stabili, nel Granducato di Toscana, e transmetterli a' loro eredi in quel modo che crederanno più conveniente. — In fede di che, il sottoscritto, previa l' autorizzazione di S. A. I. il Granduca di Toscana, rilascia la presente dichiarazione ufiziale da cui sottoscritta é munita del suggello delle sue armi.

Dato in Napoli questo di 29 del mese di ottobre 1818.

(Firmato). L. P. Jablonowsky. (L. S.)

13.

1819 2 Juin *Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets du royaume de Suède et de Norvège, du 2 Juin 1819.*

Ferdinando I. etc. etc.

Veduta la dichiarazione emessa dalla Corte di Svezia e Norvegia de' 10 di aprile 1819, e di cui copia é annessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. 1. A contare dal giorno 10 di aprile 1819, non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi della Corte di Svezia e Norvegia, in quella stessa guisa che, a' termini della indicata dichiarazione, non é esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominii.

Déclaration de la cour de Suède et de Norvège.

Stokolm, 10 aprile 1819. — Signone. — Non no mancato di prendere gli ordini del Re mio Signore relativamente alla proposizione di S. M. siciliana di reciprocamente abolire il dritto di albinaggio negli Stati ad ambi i Sovrani soggetti: proposizione che trovasi fondata sul' editto della lodata Maesta de' 12 di agosto ultimo. Il Re annuisce tanto più volentieri ad una tal proposizione, quanto che il codice civile di Svezia porta espressamente, che qualunque straniero nativo di un paese, le di cui leggi accordano a' sudditi svedesi il dritto di eredità, godrebbe del medesimo dritto in Svezia senza alcun impedimento; e che le leggi di Norvegia non fanno né pur menzione di questa sorta di reciprocazione, ed accordano indistintamente il dritto di eredità si agli stranieri, che a' regnicoli. In conseguenza la stipulazione generale del codice svedese è divenuta ipso facto applicabile a' sudditi napolitani per la publicazione dell' ordinanza de 12 di agosto; ed in Norvegia non

vi

vi è stata giammai quistione di alcun dritto di albinaggio. — Pregandola di compiacersi d'annunciare al suo Governo la determinazione del Re relativamente al dritto d'albinaggio. ho l'onore di essere con distinta considerazione. Umilissimo ed ubbidientissimo servo. 1819

(Firmato). *Il Conte* D'ENGESTRÖM.

14.

Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets de S. M. le Roi de Portugal, du 29 Juin 1819. 29 Juin

Ferdinando I. etc. etc.

Vedute le dichiarazioni emesse dall' Inviato di Sua Maestà fedelissima a' 31 di maggio del corrente anno, e delle quali copia è annessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

ART. I. A contare dal giorno 31 di maggio 1819, non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio, di detrazione e del censo di emigrazione relativamente a' sudditi del regno unito del Portogallo, Brasile ed Algarve, in quella stessa guisa che, a' termini delle indicate dichiarazioni, non è esercitato pe sudditi de' nostri reali dominii.

Première Déclaration de la cour de Portugal.

Il sottoscritto Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di S. M. F. presso S. M. il Re del regno delle Due Sicilie, in virtù di autorizzazione ricevutane dalla sua Corte, dichiara che il dritto di albinaggio (jus albinagii) non sarà esercitato verso i sudditi di S. M. siciliana nel regno unito del Portogallo, Brasile ed Algarve; e che in conseguenza essi potranno liberamente ereditare, acquistare e possedere beni di qualunque natura, et sotto qualsisia titolo,

1819 negli Stati di S. M. F., e trasmettergli a' loro successori nel modo che essi crederanno conveniente. — In fede di che il sottoscritto ha rilasciato la presente dichiarazione in conformità dell' articolo II. del decreto di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie in data de' 12 di agosto 1818, concernente l'abolizione del dritto di albinaggio.

Napoli, 31 maggio 1819.

(Firmato.) *Il Visconte di* TORREBELLA.

Seconde Déclaration de la cour de Portugal.

Il sottoscritto Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di S. M. F. presso S. M. il Re del Regno delle Due Sicilie, per autorizzazione ricevutane dalla sua Corte; dichiara che il dritto conosciuto sotto la denominazione di *jus detractus et census emigrationis* non percependosi nel regno riunito di Portogallo, Brasile et Algarve, i sudditi di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie non vi saranno assoggettati, allorche in caso di successione, legato, donazione, rendita, emigrazione o altro, vi ha luogo ad una traslazione di beni dal regno delle Due Sicilie negli Stati di S. M. F., o da questi ultimi negli Stati di S. M. siciliana. — Dichiara in oltre che questa disposizione si estende a tutti i dritti ed altre imposizioni di questo genere, che potrebbero essere tassate da qualche provincia, città, giurisdizione, corporazione o comune, di modo che i sudditi de' due regni, che dovranna acquistare o esportare beni, non saran soggetti ad altre imposizioni o tasse, che a quelle che per ragion di dritto di successione, di rendita o mutazione di proprietà qualunque vengono soddisfatte dagli abitanti medesimi de' due paesi in forza delle leggi, regolamenti ed ordinanze esistenti, o da emanarsi in seguito. — Questa dichiarazione sarà cambiata con altra del tenore medesimo del Ministro di Stato di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie, ed avrà forza e valore negli Stati rispettivi.

Napoli, 31 marzo 1819.

(Firmato.) *Il Visconte di* TORREBELLA.

15.

Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine, envers les sujets de S. A. R. le Gr. Duc de Saxe-Weimar du 17 Août 1819. 1819 17 Août

Ferdinando I. etc. etc.

Veduta la dichiarazione emessa dalla Corte di Sassonia-Weimar, comunicata officialmente nel giorno 15 di aprile 1819, e di cui copia è annessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. I. A contare dal giorno 15 di aprile 1819, non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi dello Stato di S. A. R. il Granduca di Sassonia-Weimar, in quella stessa guisa che, a' termini della indicata dichiarazione, non é esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominii.

Déclaration de la cour de Saxe-Weimar.

S. M. il Re del Regno delle Due Sicilie avendo dichiarato con suo decreto de 12 di agosto 1818 che il dritto di albinaggio à abolito ne' suoi Stati verso i sudditi di quelle potenze che non lo esercitano verso i suoi; S. A. R. il Granduca di Sassonia-Weimar volendo corrispondere a questa dichiarazione con una perfetta reciprocazione, ha stabilito con sua ordinanza de' 14 di ottobre 1818 che il detto dritto di albinaggio é abolito ne' suoi Stati in riguardo de' sudditi di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie; ed ha autorizzato il sottoscritto a rilasciare la presente dichiarazione. — In fede di che il sottoscritto Ministro di Stato l'ha fatta munire del suggello granducale, e l'ha segnata col suo nome.

Weimar 2 aprile 1819.

Il ministro di Stato del primo dipartimento.
(Firmato.) *Il Barone di* Fritsch.

16.

1819 27 Août *Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets du Duc d'Anhalt-Bernbourg, du 17 Août 1819.*

Ferdinando I. etc. etc.

Veduta la dichiarazione emessa dalla Corte di Anhalt-Bernbourg, communicata officialmente nel giorno 4 di maggio 1819, e di cui copia è annessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. I. A contare dal giorno 4 di maggio 1819, non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi degli Stati di Anhalt-Bernbourg, in quella stessa guisa che, a' termini della indicata dichiarazione, non è esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominii.

Déclaration de la cour d'Anhalt-Bernbourg.

Avendo S. M. il Re del regno delle Due Sicilie dichiarato col suo decreto de' 12 di agosto 1818 che il dritto di albinaggio è abolito ne' suoi Stati relativamente a' sudditi di quelle Potenze che non lo esercitano verso quelli di S. M., Sua Altezza Serenissima il Duca seniore d'Anhalt volendo corrispondere a tal dichiarazione con una perfetta reciprocazione, ha stabilito con sua ordinanza de 5 d' aprile 1819, che il dritto di albinaggio resta abolito ne' suoi Stati verso i sudditi di S. M. il Re del regno delle Due Sicilie; et ha autorizzato il sottoscritto a rilasciare la presente dichiarazione. — In fede di che io consigliere privato attuale di S. A. R. il Duca seniore d'Anhalt ho firmato il presente atto, e vi ho apposto il mio suggello.

Fatto a Bernbourg li 20 di aprile 1819.

(L. S.) (Firmato.) *Il Barone* Fasmutt.

17.

Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers la Ville de Francfort, du 17 Août 1819. 1819 17 Août

Ferdinando I. etc. etc.

Veduta la dichiarazione emessa dal senato e borgomastro della città libera di Francfort sul Meno, comunicata officialmente nel giorno 10 di luglio 1819, e di cui copia è annessa nel presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue;

Art. I. A contare dal giorno 10 di luglio 1819, non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi della città libera di Francfort sul Meno, in quella stessa guisa che, a' termini della indicata dichiarazione, non è esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominii.

Déclaration du Senat de la Ville Francfort.

Noi borgomastro e senato della libera città di Francfort sul Meno attestiamo e dichiariamo quanto segue. — Essendo stato esercitato in Germania generalmente, e quindi in questa città libera e nel suo territorio il così detto dritto di albinaggio o di straniero (jus albinagii, droit d'aubaine), per mezzo del quale il fisco si appropriava l'eredità che uno straniero morto nel paese, ivi possedeva, e ciò con esclusione di coloro che nell' estero trovavansi eredi per testamento o ab intestato; instituto che offendeva ogni ospitalità, e che esercitavasi soltanto come rappresaglia: e S. M. il Re del regno delle Due Sicilie avendo pronunziato l'abolizione di questo dritto di albinaggio, nel quale però non è compreso il dritto di detrazione nè la gabella di emigrazione, a favor degli abitanti di quegli Stati ne' quali non viene esso applicato a' regj sudditi delle Due Sicilie; così, per corrispondervi precisamente, si dichiara e si assi-

1819 cura colla presente che questa libera città osserverà in ciò la più esatta reciprocazione verso i sudditi delle Due Sicilie. — In attestato di che si è munita la presente del gran sigillo della città e della solita sottoscrizione.

Francfort sul Meno, li 6 di luglio 1819.

(L. S.)

Borgomastro e senato di questa libera città
(Firmato.) J. V. Metzler

Il segretario del senato
D. F. Q. Usener.

18.

28 Sept. *Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets de S. A. R. le Grand Duc de Mecklenbourg-Schwerin, du 28 Sept. 1819.*

Ferdinando I. etc. etc.

Veduta la dichiarazione emessa dalla Corte di Mecklenbourg-Schwerin comunicata officialmente in data de' 20 di agosto 1819, e di cui copia è anessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. I. A contare dal giorno 20 di agosto 1819, non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi della Corte di Mecklenbourg-Schwerin, in quella stessa guisa che a' termini della indicata dichiarazione non è esercitato pe' sudditi de nostri reali dominii.

Déclaration de la cour de Mecklenbourg-Schwerin.

Noi Federico Francesco per la grazia di Dio Granduca di Mecklenbourg, Principe de' Vandali, di

Schwerin, e Ratzeborg, Conte di Schwerin, Signore di Rostock, di Stargard etc. etc. facciamo sapere colle presenti che avendo S. M. il Re del regno delle Due Sicilie dichiarato col suo decreto de' 12 di agosto 1818 che il diritto di albinaggio è abolito ne' suoi Stati relativamente a' sudditi delle Potenze che non lo esercitano verso quei di S. M.; e disiderando Noi di corrispondere a questa dichiarazione con una perfetta reciprocazione; abbiamo stabilità colla nostra ordinanza de' 9 di ottobre 1818 che il diritto di albinaggio, che non ha mai esistito ne' granducati di Mecklenbourg, reciprocamente non vi sarà da ora innanzi introdotto relativamente a' sudditi del regno delle Due Sicilie. In fede di che abiamo segnato di nostra mano la dichiarazione suddetta, ed abbiamo autorizzato il nostro Ministro di Stato a farla rilasciare all' ambasciadore di S. M. il Re delle Due Sicilie, per farla passare alla sua Corte. 1819

Fatta a Schwerin li 12 di giugno l' anno di grazia 1819.

(L. S.) Federico Francesco.
Brandestein.

19.

Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets de S. M. le Roi de Hannovre, du 16 *Novembre* 1819. 16 Nov.

Ferdinando I. etc. etc.

Veduta la dichiarazione emessa dal Ministero di Stato del regno di Hannover, comunicata officialmente in data de' 26 di maggio del corrente anno, e di cui copia è annessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. I. A contare dal giorno 26 di maggio 1819, il dritto di albinaggio e gli altri dritti nominati ed indicati nella dichiarazione officiale di sopra menzionata non saranno percepiti nell nostro regno delle

1819 Due Sicilie rispetto a' sudditi del regno di Hannover, ne' casi e nel modo che, a' termini dell' anzidetta dichiarazione, non sono percepiti in quello Stato rispetto a' sudditi de' nostri reali dominii.

Déclaration du Ministère de Hannovre.

Il sottoscritto Ministro di Stato e di gabinetto di S. M. il Re della Gran Brettagna e di Hannover in seguito dell' autorizzazione ricevutane dal suo augusto Sovrano, dichiara che i diritti conosciuti sotto la denominazione di jus albinagii, jus detractus, gabella hereditaria e census emigrationis, non saranno più percepiti in avvenire, quando in caso di successione, legato, donazione, vendita, emigrazione o altro vi sarà luogo ad una traslocazione di beni dal regno di Hannover in quello delle Due Sicilie, o da questo negli Stati di S. M. il Re della Gran Brettagna e di Hannover; restando tutte le imposizioni di questa natura reciprocamente abolite tra i due regni a riguardo de' sudditi rispettivi. Dichiara in oltre che tal disposizione si estende non solo a' diritti ed altre imposizioni di questo genere, che fan parte delle rendite pubbliche, ma ancora a quelli che finora potrebbero essere percepiti da alcune provincie, città giurisdizioni, corporazioni o comuni; in modo che i sudditi de due regni, che dovranno raccorre delle eredità, acquistare o asportare de' beni, non saranno soggetti ad altre imposizioni o tasse, che a quelle che in ragion di diritto di successione, di vendita o mutazione di proprietà qualunque, sono pagate dagli abitanti del regno di Hannover, o anche di quello delle Due Sicilie in vigor delle leggi, regolamenti ed ordinanze esistenti, o da emanarsi in seguito. Questa dichiarazione verrà cambiata con altra dello stesso tenore pel Ministero degli affari esteri del regno delle Due Sicilie, ed avrà forza e valore negli Stati rispettivi.

Hannover li 26 di maggio 1819.

Il ministro di Stato e di gabinetto di S. M. il Re della Gran Brettagna e di Hannover.

(Firmato.) *Conte di* Münster.

20.

Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets de S. A. S. le Prince de Saxe-Cobourg, du 7 Déc. 1819. 1819 7 Déc.

Ferdinando I. etc. etc.

Veduta la dichiarazione emessa dalla Corte di Sassonia-Cobourg, comunicata officialmente in data de' 3 di novembre 1819, e di cui è annessa al presente decreto una copia;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. I. A contare dal giorno 3 di novembre 1819, non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi della Corte di Sassonia-Cobourg, in quella stessa guisa che, a' termini della indicata dichiarazione non è esercitato pe' sudditi d' nostri reali dominii.

Déclaration de la cour de Saxe-Cobourg.

S. M. il Re delle Due Sicilie avendo dichiarato con suo decreto de' 12 di agosto 1818, che il dritto di albinaggio è abolito ne' suoi Stati relativamente a' sudditi di quelle Potenze che non lo esercitano verso i sudditi del suo regno, S. A. S. il Duca Sovrano, di Sassonia-Cobourg-Saalfeld covolendo rispondere a questa dichiarazione con una perfetta reciprocazione, ha ordinato con decreto in data de' 26 di novembre 1818 che il dritto di albinaggio non sarà esercitato ne suoi Stati in riguardo a' sudditi di S. M. il Re delle Due Sicilie; ed ha autorizzato il sottoscritto suo Consigliere intimo attuale a rilasciare la presente dichiarazione.

Fatta a Coburg, li 16 di giugno 1819.

(L. S.) (Firmato.) de Grumer.

21.

1820 2 Fév. *Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine, envers les sujets de S. A. R. le Grand-Duc de Mecklenbourg-Strelitz, du 2 Fév. 1820.*

Ferdinando I. etc. etc.

Veduta la dichiarazione emessa dalla Corte di Mecklenbourg-Strelitz, comunicata officialmente nel giorno 6 di novembre 1819. e di cui copia è anessa al presente decreto;

Sulla proposizione del nostro Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. I. A contare dal giorno 6 di novembre 1819, non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi della Corte di Mecklenbourg-Strelitz, in quella stessa guisa che, a' termini della indicata dichiarazione, non è esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominii.

Déclaration de la cour de Mecklenbourg-Strelitz.

Noi Giorgio per la Grazia di Dia Granduca di Mecklenbourg, Principe de' vandali, di Schwerin e di Ratzebourg, Conte di Suerin, Signore di Rostock e di Stargard etc. etc. facciamo sapere colle presenti, che S. M. il Re del regno delle Due Sicilie avendo dichiarato con suo decreto de' 12 di agosto 1818 che il diritto di albinaggio è abolito ne' suoi Stati relativamente a' sudditi delle Potenze che non lo exercitano verso i sudditi di S. M.; e desiderando Noi di rispondere a questa dichiarazione con una perfetta reciprocazione, abbiamo stabilito colla nostra ordinanza de 19 di maggio 1819 che il dritto di albinaggio, che non ha giammai esistito nel Granducato di Mecklenbourg-Strelitz e nel Principato di Ratzebourg, non vi sarà da ora innanzi introdotto in contraccambio relativamente a' sudditi del Re

delle Due Sicilie. — In fede di che ne abbiamo segnato di nostro mano la dichiarazione suddetta, ed abbiamo autorizzato il nostro Ministro di Stato a farla rilasciare all' ambasciatore di S. M. il Re delle Due Sicilie, onde farla pervenire alla sua Corte. 1820

Fatta a Neustrelitz, il dì 1 di novembre l'anno di grazia 1819.

(L. S.)

(Firmato.) GIORGIO *Granduca di Mecklenbourg.*

22.

Extrait de la Loi relative l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets de S. M. le Roi de Bavière, du 27 Mars 1820. 27 Mars

Ferdinando I. etc. etc.

Avendo Noi autorizzato il nostro Consigliere e Segretario di Stato Ministro degli affari esteri a sottoscrivere e cambiare col Ministro di Stato e degli affari esteri di Sua Maestà il Re di Baviera la seguente dichiarazione:

Il sottoscritto Consigliere e Segretario di Stato Ministro degli affari esteri di Sua Maestà il Re del regno delle Due Sicilie dichiara colle presenti, che, salva l'approvazione e la ratifica de' rispettivi Sovrani, i seguenti articoli sono stati stabiliti di accordo col ministero di Sua Maestà il Re di Baviera, relativamente alla reciproca abolizione de' dritti conosciuti sotto la dominazione di jus detractus, gabella haereditaria e census emigrationis.

ART. I. I dritti conosciuti sotto la denominazione di jus detractus, gabella haereditaria e census emigrationis non saranno più esatti nè percepiti in avvenire, allorchè in caso di successione, legato, donazione, vendita, emigrazione o altro, avrà luogo un trasferimento di beni dal regno delle Due Sicilie negli Stati bavari, o da questi negli Stati di Sua Maestà siciliana; essendo abolite tra i due paesi tutte le imposizioni di tal natura.

ART. II. Questa disposizione si estende non solo a' dritti ed altre imposizioni di tal genere, che fanno

1820 parte delle pubbliche rendite, ma ancora a quelli che potrebbero essere stati percepiti finora da qualche provinzia, città, giurisdizione, corporazione o comune; di modo che le persone interessate a fissate esportazioni di beni non saranno sottomesse ad altre imposizioni o tasse, all' infuori di quelle che per dritto di successione, di vendita o di qualunque mutazione di proprietà vengono corrisposte dagli abitanti del regno delle Due Sicilie o della Baviera; a tenore delle leggi, regolamenti, ordinanze, esistenti, o che potranno emanarsi in appresso.

Art. III. I suddetti articoli sono applicabili non solo a tutte le successioni che potranno aprirsi in avvenire, ma ancora a quelle già devolute, il trasferimento delle quali non abbia ancora avuto effetto.

Art. IV. Siccome questi articoli non riguardano che le proprietà e la libera loro esportazione, tutte le leggi relative al servizio militare restano in pieno vigore ne' due paesi; ed i Governi contraenti non sono in verun modo circoscritti dalla presente dichiarazione nella loro futura legislazione su questo oggetto.

Art. V. Questa dichiarazione sarà rilasciata in doppio dello stesso tenore, ed avrà forza e valore negli Stati rispettivi.

Napoli, 18 maggio 1819.

Il Segretario di Stato Ministro degli affari esteri.
(Firmato.) *Marchese di* Circello.

23.

3 Mai *Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets de S. M. le Roi de Suède et de Norvège, du 3 Mai 1820.*

Ferdinando I. etc. etc.

Vista l'ordinanza emanata in Stockolm il dì 7 di dicembre 1818, colla quale Sua Maestà il Re di Svezia e di Norvegia proclamò l'abolizione del dritto di detrazione (jus detractus) in benefizio de' sudditi di quegli Stati ove i suoi proprj sudditi non fossero

tenuti a pagare un tal dritto corrispondente al pagamento di un decimo delle eredità che sortono da' suoi dominj, allorchè volessero trasportare altrove le successioni da essi raccolte; 1820

Vista l'altra ordinanza emanata ugualmente in Stocholm il dì 2 di settembre 1819, colla quale il detto Sovranno, in seguito della promessa fattagli per parte nostra di una perfetta reciprocazione, ha dichiarato che la citata ordinanza de' 7 di decembre 1818 avrà pieno vigore ed effetto in favor di quei tra i nostri sudditi che si troveranno nel caso di trasportare delle eredità fuori della Svezia e della Norvegia;

Sulla proposizione del nostro Consigliere Segretario di Stato Ministro degli affari esteri;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. I. A contare dal giorno due di settembre 1819, non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di detrazione (jus detractus) verso i sudditi di Sua Maestà il Re di Svezia e di Norvegia, in quella stessa guisa che, a' termini delle sopracennate ordinanze, non è esercitato verso i nostri sudditi ne' dominj del detto Sovrano.

24.

Extrait de la Loi relative à l'abolition du droit de détraction envers les sujets de S. A. R. le Grand-Duc de Hesse, du 15 *Mai* 1820. 15 Mai

Ferdinando I. etc. etc.

Avendo Noi autorizzato il nostro Consigliere e Segretario di Stato Ministro degli affari esteri a sottoscrivere e cambiare col Ministro di Stato di Sua Altezza Reale il Granduca di Assia e del Reno la seguente.

Dichiarazione.

Il sottoscritto Consigliere e Segretario di Stato Ministro degli affari esteri di Sua Maestà il Re del regno

1820 delle Due Sicilie dichiara colle presenti, che, salva l' approvazione e la ratifica de rispettivi Sovrani, i seguenti articoli sono stati stabiliti di accordo col Ministero di Stato di Sua Altezza Reale il Granduca di Assia e del Reno, relativamente alla reciproca abolizione de' dritti conosciuti sotto la denominazione di jus detractus, gabella haereditaria e census emigrationis.

Art. I. I dritti conosciuti sotto la denominazione di jus detractus, gabella haereditaria e census emigrationis, non saranno più esatti nè percepiti in avvenire allorchè, in caso di successione, legato, donazione, vendita, emigrazione o altro, avrà luogo un trasferimento di beni dal regno delle Due Sicilie negli Stati di Sua Altezza Reale il Granduca di Assia e del Reno, o da questi negli Stati di Sua Maestà siciliana; essendo abbolite tra' due paesi tutte le imposizioni di tal natura.

Art. II. Questa disposizione si estende non solo a' dritti ed altre imposizioni di tal genere, che fanno parte delle publiche rendite, ma ancora a quelli che potrebbero essere stati percepiti finora da qualche provincia, città, giurisdizione, corporazione o comune; di modo che le persone interessate a siffatte esportazioni di ben non saranno sottomesse ad altre imposizioni o tasse, all' infuori di quelle che per dritto di successione, di vendita, o di qualunque mutazione di proprietà vengono corrisposte dagli abitanti del regno delle Due Sicilie, o del Granducato di Assia e del Reno, a tenore delle leggi, regolamenti ed ordinanze esistenti, o che postranno emanarsi in appresso.

Art. III. I suddetti articoli sono applicabili non solo a tutte le successioni che potranno aprirsi in avvenire, ma ancora a quelle già devolute, il trasferimento delle quali non abbia ancora avuto effetto.

Art. IV. Siccome questi articoli non riguardano che le proprietà e la libera loro esportazione, tutte le leggi relative al servizio militare restano in pieno vigore ne' due paesi; ed i Governi contraenti non sono in verum modo circoscritti dalla presente dichiarazione nella loro futura legislazione su questo oggetto.

Art. V. Questa dichiarazione sarà rilasciata in doppio dello stesso tenore, ed avrà forza e valore negli Stati rispettivi. 1820

Napoli il dì 14 di settembre 1819.

Il Segretario di Stato Ministro degli affari esteri.
(Firmato). *Marchese di* Circello. (L. S.)

25.

Extrait du Décret relatif à l'abolition du droit d'aubaine envers les sujets de S. A. R. le Grand-Duc de Bade, du 15 *Mai* 1820. 15 Mai

Ferdinando I. etc. etc.

Veduta la dichiarazione emessa dalla Corte di Baden, comunicata officialmente nel giorno quattri di febbrajo del corrente anno, e di cui è annessa al presente decreto una copia;

Sulla proposizione del nostro Consigliere e Segretario di Stato Ministro di grazia e giustizia;

Abbiamo risoluto di decretare, e decretiamo quanto segue.

Art. I. A contare dal giorno quattro di febbrajo del corrente anno 1820, non sarà esercitato nel nostro regno delle Due Sicilie il dritto di albinaggio relativamente a' sudditi della Corte di Baden, in quella stessa guisa che, a' termini della indicata dichiarazione, non è esercitato pe' sudditi de' nostri reali dominii.

Déclaration de la cour de Bade.

Sua Maestà il Re del regno delle Due Sicilie avendo dichiarato con suo decreto de' 12 di agosto 1818, che il diritto di albinaggio è abolito ne' suoi Stati relativamente a' sudditi delle Potenze che non lo esercitano verso quei di Sua Maestà, Sua Altezza Reale il Granduca di Baden volendo rispondere a questa dichiarazione con una perfetta reciprocanza, ha stabilito con sua ordinanza degli 8 di febbrajo 1819, che il dritto di albinaggio è abolito ne' suoi Stati in riguardo de' sudditi di S. M. il Re del regno

1820 delle Due Sicilie; ed ha autorizzato il sottoscritto a rilasciare la presente dichiarazione munita del suggello del suo Ministero.

Fatta a Carlsruhe, li 25 di febbrajo 1820.

Il Ministro di Stato e degli affari esteri.
(Firmato). *Il Barone di* BERSTETT.

50.

28 Févr. *Convention relative à l'abolition réciproque du droit de détraction et de l'impôt d'émigration entre la Prusse et la Sardaigne, signée à Turin le* 18 *Février* 1820.

(*Gesetz-Samml. für die Preuss. Staaten* 1820. Nr. 8.)

Ou le texte de cette convention se trouve aussi en allemand.

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi de Sardaigne également soigneux d'écarter toutes difficultés sur l'application de la Convention du 9 Septembre 1797 aux pays que Leurs Majestés possèdent actuellement, et animés du désir de faciliter de plus en plus les relations qui subsistent entre les sujets des deux Etats, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse: Monsieur le Comte de Waldbourg-Truchsess, Chevalier de plusieurs ordres, Colonel dans Ses armées, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne: Monsieur le Comte de Laval, Chevalier de plusieurs ordres, Lieutenant-Colonel dans l'État-Général de Ses armées, Directeur-Général des Postes, et Premier Officier de la Secrétairerie d'État pour les Affaires étrangères, lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs sont convenus des articles suivants.

ART.

Art. I. La Convention conclue à Turin le 9 Septembre 1797. établissant une parfaite réciprocité en fait de succession et l'abolition à cet effet des droits d'Aubaine et de détraction entre les sujets respectifs des deux Puissances, s'étendra nommément aux Pays qu'Elles possèdent aujourd'hui. Elle sera exécutoire en tout son contenu généralement dans toutes les provinces des États actuels respectifs. 1820

Art. II. L'abolition du droit de détraction (*gabella hereditaria et census emigrationis*) aura lieu, quelque soit le motif ou la cause de l'exportation des biens, argent, et autres propriétés mobiliaires; Elle s'étendra non seulement aux droits à verser dans les Caisses de l'État ou du Souverain, mais encore aux droits à verser dans les Caisses des Communes, Villes, Bourgs, Fondations pieuses, Ordres de Chevalerie, Jurisdictions patrimoniales, Corporations, et personnes morales, ou individus quelconques, ensorte qu'aucune des susdites Caisses ne puisse exiger, ou lever aucun des droits compris sous celui de détraction, sans que les intéressés soient cependant dispensés de payer les mêmes droits auxquels sont, ou seront assujettis dans chaque pays les nationaux mêmes, pour leurs propriétés et pour leurs successions.

Art. III. L'exemption des droits ne regardant que les biens, argent et autres propriétés, les individus sortant de l'un des dits États, même pour aller se fixer dans l'autre, resteront astreints à toutes les obligations personnelles, que les lois présentes ou futures, notamment celles touchant le service militaire, leur imposeront et dont ils ne pourront être dispensés que par une faveur spéciale de leur souverain respectif.

Art. IV. La Convention susénoncée, et les dispositions précédentes sont même applicables aux successions ouvertes, et à tous les cas existant postérieurement à l'époque de la réunion respective de chacun des pays qui sont partie des États des deux puissances contractantes depuis la Convention de 1797. sans préjudice toutefois de l'autorité de la chose jugée, et des transactions légitimement stipulées.

1820 Art. V. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications échangées à Turin dans l'espace de trois mois, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi Nous avons signé la présente, et y avons apposé le cachet de Nos armes.

Fait à Turin, le Dix-huit Février Mil-huit-cent-vingt.

(L. S.)

Signé: Louis *Comte de* Waldburg-Truchsess.

(L. S.) de Laval.

Les ratifications de cette Convention ont été échangées à Turin, le 4 Mai de la même année.

51.

2 Mars *Patente de S. M. l'Empereur d'Autriche relative à la franchise de tout droit de détraction accordée aux sujets des Etats de la confédération germanique; datée de Vienne, le 2 Mars 1820.*

(*Wiener Zeitung* 1820. Nr. 28.)

Wir Franz der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich; König von Jerusalem, Hungarn, Böhmen, der Lombardey und Venedig, von Dalmatien, Croatien, Slavonien, Galizien, Lodomerien und Illyrien; Erzherzog von Oesterreich; Herzog von Lothringen, Salzburg, Steyer, Kärnthen, Krain, Ober- und Niederschlesien; Grossfürst in Siebenbürgen; Markgraf in Mähren; gefürsteter Graf von Habsburg und Tyrol, etc. etc.

Nach dem unter Unserer Mitwirkung und Beystimmung als Mitglied des deutschen Bundes durch die Bundesversammlung zu Frankfurt am Main, mit Beschluss vom 23. Junius 1817, zur Vollziehung des

Artikels XVIII. Lit. C. der Bundesacte, die näheren Bestimmungen in Betreff der den Unterthanen der deutschen Bundesstaaten dortselbst zugesicherten Freyheit von allen Nachsteuern (jus detractus, gabella emigrationis) in so fern das Vermögen in einen andern Bundesstaat übergeht, festgesetzt worden sind, so verordnen Wir: 1820

1) Bey jeder Art von Vermögen, welches aus einem von Unseren Ländern und Gebieten, womit Wir dem deutschen Bunde beygetreten und welche in der von Unserer Bundestags-Gesandtschaft in der funfzehnten Sitzung vom 6. April 1818. übergebenen Erklärung namentlich aufgeführt sind, und weiter unten zur Wissenschaft kund gemacht werden, in einen andern deutschen Bundesstaat, es sey aus Veranlassung einer Auswanderung, oder aus dem Grunde eines Erbschaftsanfalles, Verkaufes, Tausches, Schenkung, Mitgift oder auf irgend eine andere Weise übergeht, soll eine vollkommene Freyzügigkeit in Anwendung gebracht werden.

2) Diese Vermögens-Freyzügigkeit hat sich in so ferne wirksam zu äussern, dass diejenigen Abgaben, welche die Ausfuhr des Vermögens in einen der zum deutschen Bunde gehörigen Staaten, oder den Uebergang des Vermögens-Eigenthums auf Angehörige eines anderen Bundesstaates beschränken, sie mögen nun bisher in Unsere landesfürstliche Cassen geflossen, oder etwa an Privat-Berechtigte und Communen zu entrichten gewesen seyn, aufzuhören haben, wodurch demnach sowohl der Bezug der landesfürstlichen Nachsteuer und der Emigrations-Taxe, als auch jener des grundherrlichen und bürgerlichen Abfahrtsgeldes nicht mehr Statt findet.

3) Nachdem aber vermöge des obengedachten Beschlusses die in dem deutschen Bunde in Anwendung zu bringende Vermögens-Freyzügigkeit auf dem Principe einer unter den deutschen Bundesstaaten gegenseitig geltenden Gleichstellung des Ausländers mit dem Inländer beruhet, und daher jede Abgabe noch fernerhin zu bestehen hat, welche mit einem Erbschafts-Anfalle, Legate, Verkaufe, einer Schenkung und dergleichen verbunden ist, wenn selbe ohne Unterschied entrichtet werden muss, ob

1820 das Vermögen im Lande bleibt oder hinaus gezogen wird, und ob der neue Besitzer ein Inländer oder Fremder ist; so haben alle dergleichen in Unseren zu dem deutschen Bunde gehörigen Ländern und Gebieten bestehenden Abzüge auch fernerhin bey dem in das übrige deutsche Bundesgebiet zu exportirenden Vermögen in Anwendung zu kommen.

4) Da in dem Bundesbeschlusse der 1. Julius 1817. als Termin angenommen worden ist, von wo an die Vermögens-Freyzügigkeit von den deutschen Bundesstaaten wechselseitig beobachtet werden soll, so wollen Wir

a) dass die vor oder nach diesem Termine Statt gefundene Vermögens-Exportation und der Verzicht auf das Unterthanenrecht bey der Frage der Zahlungspflichtigkeit oder Befreyung zur Richtschnur anzunehmen ist, und

b) dass in allen denjenigen Fällen, wo seit dem 1. Julius 1817. eine Vermögens-Exportation in einen andern deutschen Bundesstaat Statt gefunden hat, und etwa die landesfürstliche Nachsteuer oder die Emigrations-Taxe, oder das grundherrliche und bürgerliche Abfahrtsgeld bezogen worden seyn sollte, der ausfallende Betrag an die betreffende Partey zurück zu erstatten ist, in so fern von derselben gehörig nachgewiesen werden kann, dass in dem deutschen Bundesstaate, wohin ein solches Vermögen exportirt ward, wirklich auch mit Rücksicht auf den 1. Julius 1817. die Vermögens-Freyzügigkeit gegen Unsere zu dem deutschen Bunde gehörigen Länder und Gebiete nach dem Principe der Reciprocität in gleich vollkommene Ausführung gebracht wird.

5) Die Länder und Gebiete der österreichischen Monarchie, welche zu dem deutschen Bunde gehören, sind:

1) das Erzherzogthum Oesterreich;

2) das Herzogthum Steyermark;

3) das Herzogthum Kärnthen;

4) das Herzogthum Krain;

5) das östreichische Friaul, oder der Görzer-Kreis (Görz, Gradisca, Tolmein, Flitsch, Aquileja); 1820

6) das Gebiet der Stadt Triest;

7) die gefürstete Grafschaft Tyrol mit dem Gebiete von Trient und Brixen, dann Vorarlberg mit Ausschluss von Wailer;

8) das Herzogthum Salzburg;

9) das Königreich Böhmen;

10) das Markgrafthum Mähren;

11) der östreichische Antheil an dem Herzogthume Schlesien, mit Inbegriff der bömisch-schlesischen Herzogthümer Auschwitz und Zator.

Gegeben in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien den 2. März im 1820., Unserer Regierung im 29. Jahre.

FRANZ.

(L. S.) Franz *Graf* v. Saurau,
oberster Kanzler.

Procop Graf v. Lazansky.

Peter *Graf* v. Goes.

Joh. Nep. *Freiherr* v. Geislern.

Nach Sr. k. k. apost. Majestät höchst eigenem Befehle:

Johann *Freiherr* v. Metzburg.

52.

1820 9 Mars

Décret et Proclamations de S. M. le Roi d'Espagne pour l'acceptation de la Constitution promulguée par les Cortès généraux et extraordinaires en l'an 1812, publiées en Mars et Avril 1820.

(*Journal de Francfort* 1820. Nr. 85 et 124.)

1.

Décret du Roi, du 9 Mars.

Ayant décidé, par décret du 7 Mars, de prêter serment à la constitution publiée à Cadix par les Cortès généraux et extraordinaires dans l'année 1812, j'ai préalablement prêté ce serment devant une junte provisoire, composée de personnes désignées par la confiance du peuple, jusqu'à ceque les cortès, qui doivent être convoqués d'après les règles établies par cette constitution, étant assemblés, ce serment puisse être solennellement renouvélé suivant les formes prescrites. Les membres qui composent la junte sont; le Cardinal de Bourbon, archévêque de Tolède, président: le lieutenant-general D. Francisco Ballesteros, vicepréfident; l'évêque de Vallodolid, de Mechoacan; D. Manuel Abad y Queipo: D. Manuel Lardirabal; D. Matheo Valdémoros: D. Vincente Sancho, colonel des ingénieurs; le Comte de Taboada; D. Francisco Crespo de Tejada: D. Bernardo Tarrins et D. Ignacio Pesuela. Toutes les mesures qui seront prises par le gouvernement jusqu'à l'installation constitutionelle des Cortès seront discutées dans cette junte, et ne seront publiées que de son avis. Vous le tiendrez pour entendu, et ce décret sera publié dans tout le royaume.

Signé au palais, le 9 Mars 1820.

FERDINAND.

2.

Proclamation du Roi au peuple espagnol, du 10 Mars 1820. 1820 10 Mars

"Espagnols, quand vos efforts héroïques ont terminé la captivité dans laquelle me retenoit la perfidie la plus inouïe; tout ce que j'entendis dire, en touchant de nouveau le sol de la patrie, se réunissoit pour me persuader que la nation désiroit voir rétablir la forme précédente du gouvernement, et cette persuasion devoit me décider à me conformer à ce qui me paraissoit être le voeu presque général d'un peuple magnanime, qui, vainqueur de l'ennemi étranger, craignoit les suites encore plus désastreuses de la discorde intestine.

"Cependant je ne me dissimulois pas que le progrès rapide de la civilisation européenne, la diffusion universelle des lumières parmi les classes les moins élevées, les communications plus fréquentes, entre les divers pays du globe, les étonnans événemens réservés à la génération actuelle, ont fait naître des idées et des désirs inconnus à nos ancêtres, et d'où il résulte des besoins nouveaux et imperieux; je n'ignorois pas qu'il étoit indispensable de conformer à ces élémens les institutions politiques, afin d'obtenir cette harmonie entre les hommes et les lois, sur laquelle se fondent la stabilité et le repos des sociétés.

"Mais pendant que je méditois mûrement, avec toute la sollicitude d'un coeur paternel, les variations de notre régime fondamental, pour chercher celles qui seroient les plus conformes au caractère national, les plus convenables à l'etat actuel des diverses parties de la monarchie espagnole, les plus analogues à l'organisation des peuples éclairés, vous m'avez fait entendre vos voeux pour le rétablissement de cette constitution qui fut promulguée à Cadix en 1812, au milieu du bruit des armes ennemies et au moment où, à l'étonnement de l'univers, vous combattiez pour la liberté de la patrie. J'ai entendu vos voeux, et, comme un tendre père, j'ai condescendu à ce que mes enfans croient le plus convenable à leur félicité. J'ai juré cette constitution que vos désirs appeloient, et j'en serai toujours le plus ferme ap-

1820 pui. J'ai déjà pris les mesures les plus opportunes pour la convocation des cortès. Dans leur sein, réuni à vos représentans, je me réjouirai de concourir au grand oeuvre de la prospérité nationale.

"Espagnols, votre gloire est la seule que mon coeur ambitionne. Tous les désirs de mon âme sont de voir autour de mon trône les vrais Espagnols unis, paisibles et heureux.

"Confiez-vous donc à votre Roi, qui, dans les circonstances où vous vous trouvez, vous parle avec une effusion sincère, et avec le sentiment intime des grands devoirs que la Providence lui impose. Dès aujourd'hui votre bonheur dépendra, en grande partie, de vous-mêmes. Gardez-vous de vous laisser séduire par les trompeuses apparences d'un bien idéal, qui souvent empêche le bien réel. Evitez l'exaltation des passions, qui si souvent transforme en ennemis des hommes qui devoient vivre en frères, unis par les sentimens comme ils le sont par la religion, les moeurs et le langage. Repoussez les insinuations perfides que vos ennemis déguisent sous le masque de la flatterie. Marchons franchement, et moi le premier, dans la voie constitutionelle; et en montrant à l'Europe un modèle de sagesse, d'ordre et de modération, dans une crise accompagnée de larmes et de malheurs chez tant d'autres nations, faisons admirer et révérer le nom espagnol, en même temps que nous fonderons pour des siècles notre félicité et notre gloire."

Fait au palais de Madrid, le 10 Mars 1820.

(*Signé*) FERDINAND.

3.

Avril *Proclamation du Roi aux Espagnols américains, habitans d'outre-mer* (*Avril* 1820).

Espagnols-Americains! lorsqu'en 1814. je vous annonçai mon retour dans la capitale de l'empire espagnol, une déplorable fatalité amena le rétablissement d'institutions que leur ancienneté et l'habitude firent regarder comme supérieures à d'autres plus an-

ciennes encore, mais méconnues alors et qualifiées de nuisibles parce qu'elles étoient reproduites sous une nouvelle forme. 1820

La triste expérience de six années, pendant lesquelles les maux de toute espèce se sont accumulés par les mêmes moyens dont on attendoit le bonheur; le cri général du peuple des deux hémisphères, et ses démonstrations énergiques, portèrent enfin dans mon âme la conviction qu'il étoit nécessaire de rétrograder dans le chemin que j'avois suivi d'une manière aussi imprudente. Reconnaissant le voeu général de la nation que son élan patriotique porte à s'élever sur la scène du monde à la hauteur à laquelle elle doit figurer parmi les autres nations, j'ai adhéré à ses sentimens, et je me suis identifié sincèrement et de coeur avec ses plus chers désirs en adoptant, reconnoissant et jurant, ainsi que je l'ai fait spontanément, la constitution rédigée à Cadix par les cortès généraux et extraordinaires, et promulguée le 19 Mars 1812.

Rien dans cet heureux événement n'est capable de troubler ma satisfaction si ce n'est l'idée de l'avoir retardé; la joie universelle qui le solennise pourra seule affoiblir ce désagréable souvenir. La générosité héroïque du peuple, qui sait que les erreurs ne sont pas des crimes, fera oublier bientôt les causes de tous les maux passés. Les Espagnols présentent aujourd'hui à l'Europe un spectacle admirable, premier fruit de son système constitutionnel, qui fixe les devoirs réciproques entre la nation et le trône.

L'Etat qui se trouvoit vacillant s'est consolidé sur les bases inébranlables de la liberté et du crédit public; les nouvelles institutions prendront la plus grande consistance, et présenteront des résultats favorables et permanens; on ne verra plus dans les mesures du gouvernement cette instabilité, cette incertitude qui égaroient l'opinion, et qui entretenoient le désir des nouveautés; la science de la politique et ses combinaisons avec le système des forces de terre et de mer que la nation décrétera, et que l'art saura mettre en mouvement lorsque les circonstances l'exigeront, inspireront à tous le respect et la considération qu'elle avoit perdus.

1820 « Une nouvelle lumière luit pour le grand hémisphère espagnol; à son éclat, il est impossible que chacun ne se sente pas animé du feu sacré de l'amour de la patrie. Je me félicite d'être le premier à ressentir cette douce et généreuse émotion; je suis heureux de vous l'annoncer et de vous exhorter à vous empresser de jouir d'un bonheur aussi inappréciable en recevant et jurant cette constitution qui a été faite par vous et pour votre félicité. Je vous assure qu'il ne m'a coûté aucun sacrifice pour la jurer moi-même, lorsque j'ai eu acquis la conviction que cette loi fondamentale seroit votre bonheur; et quand même le sacrifice le plus grand auroit été nécessaire, je l'aurois fait également, persuadé que l'honneur de la majesté royale n'est jamais compromis par ce que l'on fait pour le bien public.

« Américains, vous qui vous êtes égarés des sentiers du bonheur, vous avez déjà ce que vous cherchez depuis longtemps au prix de sacrifices immenses, de peines inouïes, de guerres sanglantes, d'une horrible dévastation et de l'extermination la plus affreuse. Votre douloureuse scission n'a produit pour vous que des larmes, de terribles leçons, des troubles, des haines, des partis acharnés, la famine, l'incendie, la désolation et des horreurs qui font frémir; il suffira, pour épouvanter les générations à venir, de leur retracer l'esquisse de vos malheurs actuels.

« Qu'attendez-vous? écoutez la tendre voix de votre Roi, de votre père. Faites cesser les alarmes qui vous dévorent et la haine qui vous anime, avec les circonstances qui les ont fait naître; qu'elles fassent place à des sentimens affectueux et généreux. Que la vengeance ne soit plus regardée par vous comme une vertu, ni la haine comme un devoir.

« Les deux hémisphères, faits pour s'estimer, n'ont qu'à s'entendre pour rester éternellement des amis inséparables et se protéger réciproquement, au lieu de chercher des occasions de se nuire. Il n'est pas possible que de véritables frères qui parlent la même langue, qui professent une même religion, gouvernés par les mêmes lois, ayant les mêmes moeurs, doués des mêmes vertus, de ces vertus enfantées par la bravoure, la générosité et l'élévation de l'âme, puissent rester longtemps ennemis.

Que les relations que pendant trois siècles de travaux et de sacrifices ont formées avec la métropole nos aïeux, les enfans chéris de la victoire, soient rétablies; que celles que les lumières du siècle et la nature d'un gouvernement représentatif réclament, soient également remises en vigueur. Déposez vos armes, et que la guerre cruelle dont les événemens funestes seront tracés par l'histoire en caractères de sang, soit étouffée! 1820

Ce n'est pas les armes à la main que l'on terminé et que l'on arrange les affaires d'une même famille; oui, déposons les armes pour éviter le désespoir et le danger de nous opprimer et de nous abhorrer. Tel est le vœu de toute la nation, la nation me procurera tous les moyens de triompher des obstacles survenus pendant nos dernières calamités publiques. Nous avons adopté un système plus étendu dans ses principes et plus conforme à celui que vous avez déployé vous-mêmes. Que notre caractère distinctif soit d'observer réciproquement une conduite loyale et franche, en réprouvant les maximes et les conseils de cette politique sombre et tortueuse dont la fortune aveugle a pu favoriser un moment les fausses combinaisons.

La métropole nous en donne l'exemple. Suivez cet exemple, Américains; votre bonheur présent et avenir en dépend. Donnez à la mère-patrie un jour de félicité dans un siècle aussi fécond en événemens malheureux. Que l'amour de l'ordre et du bien public réunisse les volontés, et rende les opinions uniformes.

Les cortès, dont le nom seul retrace à la mémoire des événemens prodigieux pour tous les Espagnols, vont se rassembler; nos frères de la Péninsule attendent avec impatience, et les bras ouverts, les députés que vous enverrez, pour coopérer avec eux, d'égal à égal, sur le remède à apporter aux maux de la patrie, surtout aux vôtres. La sûreté de leurs personnes a pour garant l'honneur national, et ce code tant délivré, que j'ai juré à la face de l'univers, et que j'observerai religieusement.

Les pères de la patrie, les élus du peuple réunis sauveront l'État, et fixeront pour toujours les desti-

1820 nées des deux mondes; pour les récompenser de leur sublime sagesse, leurs contemporains tresseront la couronne immortelle que la postérité reconnoissante leur présentera un jour. Que de biens, que de bonheur résulteront de cette union! Le commerce, l'agriculture, l'industrie, les sciences et les arts se fixeront avec éclat dans notre pays fortuné, qu'à juste titre on regarde comme la plus grande merveille de la nature; et à l'abri d'une paix durable, fruit précieux de la concorde, que la justice réclame incessamment, et que la politique conseille, et d'un gouvernement constitutionnel, commun à tous, qui ne peut plus être injustice ni arbitraire, vous vous élèverez au plus haut degré de prospérité que les hommes puissent connoître.

Mais si vous repoussez les sages avis qui partent du plus profond de mon coeur, si vous négligez de prendre et de serrer la main franche et amicale que vous présente affectueusement la patrie, cette patrie qui donna l'existence à plusieurs des auteurs de vos jours, dont les conseils dans une semblable circonstance ne seroient point douteux; redoutez tous les maux qu'entraînent les fureurs d'une guerre civile, les désordres et les agitations auxquels sont exposés les gouvernemens illégitimes, les funestes conséquences de la séduction de la part d'hommes ambitieux qui ne fomentent l'anarchie que pour arracher et saisir le sceptre du monde; les rapines, les vols et la cupidité insatiable d'avanturiers inconnus, les dangers de l'influence étrangère qui épie l'occasion d'allumer les brandons de la discorde, d'égarer l'opinion, qui divise pour régner, et règne pour assouvir la soif des richesses. Craignez enfin toutes les horreurs et les convulsions que produisent les crises violentes des Etats, lorsque dans l'exaltation des passions les systèmes politiques se développent sans prudence, et que le fanatisme domine seul.

C'est alors que vous éprouveriez de plus les terribles effets de l'indignation qui saisiroit le peuple Espagnol à la vue de l'offense faite à son gouvernement, à ce gouvernement déjà fort et puissant, parce qu'il s'appuie sur le peuple qu'il dirige, et qu'il marche d'accord avec ses principes. Ah! puisse le

moment fatal d'une obstination inconsidérée n'arrive jamais! non, jamais! afin que je ne sois pas réduit à la douleur de cesser un seul instant de m'appeler votre tendre père. 1820

(*Signé:*) FERDINAND.

53.

Rapport du ministre des cultes et de l'instruction publique de la Russie, pour le renvoi définitif des Jésuites hors des frontières de l'Empire, approuvé par S. M. le 25 Mars 1820. 25 Mars

(*Journal de Francfort* 1820. Nro. 111.)

Les lois de l'empire interdisoient anciénnement aux Jésuites l'entrée en Russie. Néanmoins à plusieurs époques et sous divers prètextes; les individus attachés à cet ordre réligieux, trouvèrent moyen d'y pénètrer. De telles contraventions à une défense expréſſe donnérent lieu en 1719. à une ordonnance de l'Empéreur Pierre I. par laquelle il étoit enjoint aux Jésuites et à leurs serviteurs de sortir des villes et terres de l'empire. Le retour de la Russie-Blanche sous la domination de l'empire, y ramena 1772. les Jésuites domiciliés dans cette province. Peu après cet événement, la Bulle du Pape Clement XIV. publiée en 1773. supprima la Compagnie de Jesus, la priva de ses emplois et dignités, ainsi que de ses biens, écoles, colléges, et autres établissemens, et subordonna les Jésuites à la juridiction des évêques, comme le reste du clergé séculier.

L'ordre ainsi dissous par son chef suprême eut recours à la protection de l'Imperatrice Catherine II et après l'avoir obtenue, les Jésuites garderent dans la Russie Blanche leurs biens fonds, dont les habitans furent exempts tout impôt foncier. Une autre grande faveur ne leur fut néanmoins accordée que

1820 conditionnellement. Une sage prévoyance dicta l'ordonnance de 1782. qui n'admettoit le maintien de la compagnie, que sous la clausse expresse de se conformer aux lois de l'empire.

Par une série d'ukases depuis 1772. jusqu'a 1782. conformes aux dispositions arrêtées par le St. Siegé, il fut prescrit aux Jésuites de se soumettre à la juridiction de leur évêque diocésain. — Opposant leurs réglemens particuliers aux injonctions de leur chef spirituel, comme aux lois de l'empire, les Jésuites ne cesserent de travailler à maintenir leur indépendance, en contravention à l'ukase de 1782. qui leur enjoignoit d'obéir à l'archévêque de Mohilew, sans égard aux réglemens de leur compagnie.

En 1800. les Jésuites obtinrent la permission de desservir un des temples de St. Petersbourg, assigné au culte de l'eglise Romaine. Le pére général des Jésuites s'appuyant sur un Reglement promulgué le 12 Février 1769. forma un collège, où bientot furent reçus des éléves, sans distinction de culte. Après avoir outrepassé les limites de ce reglement, les Jésuites employèrent toute sorte de séductions, pour arracher les jeunes eléves confiés à leurs soins, ainsi que d'autres personnes à la communication de l'eglise dominante et les faire passer dans la leur.

Se mettant constamment au dessus des lois, les Jésuites, malgré l'ukase impérial du 14 Mai 1801. persistérent à ne rendre aucun compte de l'administration des fonds de la commune catholique, disposerent arbitrairement des bénéfices que rapportoit le pensionnat, et loin d'acquitter les dettes, dont l'eglise étoit grévée, ils ne se firent aucun scrupule d'en contracter de nouvelles. On ajoutera enfin, que les Jésuites ne surent pas même se concilier la confiance d'un gouvernement paternel, en offrant dans les Domaines qu'on leur avoit laissés, le modéle de cette prospérité paisible, que la charité fonde même ici bas. Le délaissement et le mauvais état des paysans de leurs terres étoient peu propres à attester leur foi par leurs oeuvres.

Tant d'empiétement et de violations des lois sociales ecclesiastiques déterminèrent S. M. l'Empereur à ordonner en 1819. le renvoi des Jésuites de St. Pe-

tersbourg, avec défense d'entrer déformais dans les deux capitales. 1820

Cependant, malgré l'urgence manifeste de cet acte de justice, l'empereur se plût à prévenir toute conséquence préjudiciable au culte catholique romain. Les dettes qui grevoient l'eglise, et qui se montoient à deux cent mille roubles furent acquittées par le trésor impérial. Il fut pourvu à ce que l'exercice du culte ne souffrit aucune interruption.

Les Jésuites, quoique suffisamment avertis par l'animadversion qu'ils avoient encourrue, ne changerent pas moins de conduite. Il fut bientot constaté, par les rapports des autorités civiles, qu'ils continuoient à attirer dans leur communion les élèves du rit orthodoxe, placés au Collège de Mohilew, et cela au mépris des obligations qu'impose à une commune tolérée le bienfait de la protection dont elle jouit. Alors on défendit aux Jésuites d'admettre dans leurs écoles des élèves autres que du rit romain. Sans égard aux bulles du St. Pére, et aux lois de l'état, qui interdissent l'aggrégation à des grecs unis à la juridiction du rit romain, les Jésuites travaillérent à les attirer dans les lieux mêmes, où la présence des prêtres grecs unis rendit cette usurpation inadmissible. A Saratoff, et dans quelques parties de la Sibérie, sous prétexte d'exercer leurs fonctions, ils s'introduisoient dans des contrées, où ne les appelloit point leur ministére, et leur esprit de prosélytisme se manifesta encore par de nouvelles suggestions dans le gouvernement de Witepsk.

Le ministére des cultes ne manqua pas designaler ces transgressions au pére général de l'ordre dès l'année 1815. Ces admonitions furent inutiles. Loin de s'abstenir à l'instar de l'eglise dominante de tout moyen de séduction et de conversion, les Jésuites continuèrent à semer le trouble dans les colonies du rit protestant, et se permirent même jusqu'à la violence, pour soustraire des enfans juifs à leurs parens.

Tel est le simple exposé des faits. — On ne s'arrête point ici à détailler les circonstances qui les aggravent. Elles se présentent sans effort à tout esprit droit.

1820 Peut-être en 1815, leur renvoi définitif hors des limites de l'empire eût-il obvié aux graves inconveniens qui le rendent nécessaire aujourd'hui. Mais une noble repugnance à retirer un bienfait, avant que des causes très-graves en fissent une nécessité absolue, et la sollicitude paternelle de S. M. l'Empereur pour que ses sujets du rit romain ne fussent pas privés tout-à-coup dans les colonies et ailleurs des prêtres de leur communion, et qu'on puisse remplacer les Jésuites par des ecclésiastiques versés dans les langues vulgaires; ces considérations déterminèrent S. M. à mitiger la peine que les Jésuites avoient encourue. Maintenant que leurs contraventions aux lois de l'empire, et aux engagement qu'ils avoient contractés envers le gouvernement, à l'époque où ils furent accueillis, n'ont fait que s'accroître par le surcis accordé, et qu'il est avéré que les autres ordres monastiques sont à même de fournir autant de prêtres qu'il est nécessaire, le ministère des cultes s'est cru obligé de soumettre à l'approbation de l'Empereur une suite des dispositions dont voici l'extrait:

1) Renvoi définitif des Jésuites hors des frontières de l'empire, avec défense d'y rentrer sous quelque forme et domination que ce soit.

2) Suppression de l'académie des Jésuites à Polotzk et des écoles qui en dépendent; les éleves des ces établissemens, qui se destinent au clergé séculier, continueront leurs études dans les séminaires diocésains ou dans celui qui se trouve établi près de l'université de Wilna. Ceux qui appartiennent au clergé régulier étudieront dans les couvents. Enfin les élèves qui ne se vouent point à l'état ecclésiastique, pourront étudier dans les établissemens dépendans des universités et dans les universités elles mêmes. — On établira en cas de besoin dans les gouvernemens de la Russie-Blanche de nouvelles maisons d'éducation.

3) L'archêvêque Métropolitain enverra immédiatement un nombre suffisant de prêtres pour remplacer les Jésuites dans les paroisses où la connoissance de la langue polonaise est nécessaire au clergé. Ils seront également remplacées par d'autres ecclésiastiques dans les paroisses dont les habitans ne savent ni le russe, ni

ni le polonois; mais comme ceux qui se trouvent dans cette cathégorie ne sauroient l'être d'abord, leur départ sera remis jusqu'a l'arrivée des remplaçans. 1820

4) Les Jesuites domiciliés dans les gouvernemens de Mohilew et de Witepsk, seront transportés hors des frontières sans aucun délai; toutefois ceux qui administrent les biens de l'ordre, ne seront renvoyés, qu' après les avoir rendus.

5 et 6) Mésures de précaution à observer lors de la remise des biens meubles et immeubles.

7) Les fonds que rendront les Jésuites seront placés à interêt au bureau des secours publics.

8) Les chambres des finances sont chargées de l'administration des biens immeubles de l'ordre. Leur produit sera employé à l'avantage de l'eglise Romaine et à des oeuvres pies.

9) Le gouvernement pourvoira provisoirement aux frais du renvoi des Jesuites.

10) Les gouverneurs civils rendront compte de l'époque du départ, et de la route qu'ils ont suivie jusqu'aux frontières.

11) Ceux des Jésuites, qui sont nés en Russie et qui n'ont pas encore pris les ordres, pourront rester dans l'empire, rentrer dans le sein de leur famille, ou se faire recevoir dans quelque autre ordre monastique, s'ils veulent quittér leur compagnie. Il en sera de même de ceux qui, ayant déjà prononcé leurs voeux, et reçu les ordres, voudront recourir au St. Siége, pour obtenir l'autorisation d'entrer dans un autre ordre monastique, ou bien de passer au clergé séculier. Ils pourront adresser leurs demandes à ce sujet au gouvernement, qui les transmettra au Pape, en les appuyant de son intervention.

54.

1820 25. May

Schluſs-Acte der über Ausbildung und Befeſtigung des deutſchen Bundes zu Wien unterm 15ten May 1820 gehaltenen Miniſterial-Conferenzen.

(*Geſetz-Samml. für die Königl. Preuſs. Staaten* 1820. Nr. 12.)

Die ſouverainen Fürſten und freyen Städte Deutſchlands, eingedenk ihrer bey Stiftung des deutſchen Bundes übernommenen Verpflichtung, den Beſtimmungen der Bundesacte durch ergänzende und erläuternde Grundgeſetze eine zweckmäſsige Entwickelung und hiermit dem Bundes-Verein ſelbſt die erforderliche Vollendung zu ſichern, überzeugt, daſs ſie, um das Band, welches das geſammte Deutſchland in Friede und Eintracht verbindet, unauflöslich zu befeſtigen, nicht länger anſtehen durften, jener Verpflichtung und einem allgemein gefühlten Bedürfniſſe durch gemeinſchaftliche Berathungen Genüge zu leiſten, haben zu dieſem Ende nachſtehende Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

1. Seine Majeſtät der Kaiſer von Oeſterreich, König von Ungarn und Böheim: den Herrn Clemens Wenzel Lothar Fürſten von Metternich-Winneburg, Fürſten zu Ochſenhauſen, Herzog von Portella, Ritter des goldnen Vlieſses; Groſskreuz des Königl. Ungariſchen St. Stephans-Ordens, des goldnen Civil-Ehrenkreuzes und des Ordens des heiligen Johanns von Jeruſalem; Ritter der Ruſſiſch-Kaiſerlichen Orden des heil. Andreas, des heil. Alexander-Newsky und der heil. Anna erſter Klaſſe, des Königl. Sardiniſchen Ordens der Annunciade, des Königl. Däniſchen Elephanten-Ordens, des Königl. Preuſsiſchen ſchwarzen Adlers und rothen Adlers und des Königl. Schwediſchen Seraphinen-Ordens; Groſskreuz des Königl. Spaniſchen Ordens von Carl III., des Königl. Portugieſiſchen Chriſtus-Ordens und des Königl.

54.

Acte final des conférences ministériel- 1820
les tenues à Vienne, pour compléter et 15 Mai
consolider l'organisation de la Confédération Germanique, signé à Vienne, le 15 Mai 1820 *).

(Traduction).

(Annuaire historique, pour 1820, p. 588.)

Les princes souverains et les villes libres de l'Allemagne, considérant l'engagement qu'ils ont pris lors de la fondation de la confédération Germanique, d'affermir et de perfectionner leur union en donnant les développemens nécessaires aux dispositions fondamentales de l'acte fédéral, considérant en outre que, pour rendre indissolubles les liens étroits qui réunissent la totalité des états de l'Allemagne dans un système de paix et de bienveillance réciproque, ils ne devoient plus tarder à satisfaire par des délibérations communes à l'obligation qu'ils s'étoient imposée, et à un besoin généralement senti, ont nommé à cet effet plénipotentiaires, savoir.

Autriche. *Le Prince de Metternich.*

---

*) *Dans la 11ème Séance de la Diète germanique tenue le 8 Juin 1820 à Francfort, l'Acte final ci-dessus fut déclaré, par une résolution unanime de l'assemblée générale, converti en une loi fondamentale de la Confédération, ayant la même force et la même validité que l'acte fédératif.*

1820 Französischen Ordens der Ehrenlegion; Ritter des Königl. Sicilianischen St. Januarius- und Groskreuz des Königl. Sicilianischen St. Ferdinand und Verdienst Ordens; Ritter des Königl. Baierischen St. Hubert Ordens; Groskreuz des Grossherzoglich Toskanischen St. Joseph-Ordens; Ritter des Königl. Würtembergischen goldnen Adlers und des Königl. Sächsischen Ordens der Rautenkrone, Groskreuz des Königl. Niederländischen Löwen-, des Königl. Hannöverschen Guelphen- und des Kurfürstl. Hessischen Löwen-Ordens, und des Grossherzogl. Hessischen Hausordens; Ritter des Grossherzogl. Badischen Ordens der Treue, und Groskreuz des Constantinischen St. Georg-Ordens von Parma; Kanzler des militärischen Marie-Theresien-Ordens, Kurator der K. K. Akademie der bildenden Künste und Konservator der Universität zu Krakau; Kämmerer, wirklichen geheimen Rath, Staats- und Konferenz-, dann dirigirenden Minister der auswärtigen Angelegenheiten u. s. w.

2. Seine Majestät der König von Preussen: den Herrn Grafen Christian Günther von Bernstorff, Ihren wirklichen geheimen Staats- und Kabinets-Minister, wie auch Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Ritter des schwarzen und rothen Adler-Ordens, des St. Andreas- und des Elephanten-Ordens, Groskreuz des St. Stephans-Ordens, der Ehrenlegion, des Danebrog-Ordens, des Grossherzogl. Badischen Ordens der Treue, des Zähringer Löwen- und des Hessischen Löwen-Ordens; den Herrn Friedrich Wilhelm Ludwig Freiherrn von Krusemarck, Ihren General-Lieutenant, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bey Sr. Kaiserl. Königl. Apostolischen Majestät, Ritter des rothen Adler-Ordens erster Klasse, des Verdienst-Ordens und des eisernen Kreuzes, Groskreuz des schwedischen Militär-Schwert-Ordens; und den Herrn Johann Emanuel von Küster, Ihren geheimen Staatsrath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bey Sr. Majestät dem König von Würtemberg und Sr. Königl. Hoheit dem Grossherzog von Baden, Ritter des rothen Adler-Ordens zweiter Klasse und des eisernen Kreuzes.

1820

Prusse.	*Le Comte de Bernstorff.* *Le Baron de Krusemarck.* *M. de Kuster.*

1820 3. Seine Majestät der König von Baiern: den Herrn Freiherrn Friedrich von Zentner, Ihren wirklichen Staatsrath und General-Direktor im Staatsministerium des Innern, Reichsrath, Grofskreuz des Civil Verdienst-Ordens der Baierischen Krone; und den Herrn Freiherrn Johann Gottlieb Eduard von Stainlein, Ihren geheimen Rath und bevollmächtigten Minister am Kaiserl. Königl. Oesterreichischen Hofe, Ritter des Civil-Verdienst-Ordens der Baierischen Krone, Kommandeur des K. K. Oesterreichischen St. Leopold-Ordens und Ritter des Königl. Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse.

4. Seine Majestät der König von Sachsen, den Herrn Detlev Grafen von Einsiedel, Ihren Kabinets-Minister, Staats-Sekretär der innern Angelegenheiten, Kammerherrn und Domdechant zu Wurzen; Ritter des Königl. Sächsischen Hausordens der Rautenkrone, des Königl. Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, des Königl. Ungarischen St. Stephans-, des Königl. Spanischen Ordens Carl des III. und des Grofsherzogl. Weimarischen Falkenordens Grofskreuz; den Herrn Friedrich Albrecht Grafen von der Schulenburg-Clofteroda, Ihren wirklichen geheimen Rath, Kammerherrn und bevollmächtigten Minister am Kaiserl. Oesterreichischen Hofe, Ritter des Königl. Sächsischen Hausordens der Rautenkrone, des Königl. Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, des K. K. Oesterreichischen Leopold-, und des Königl. Preussischen rothen Adler-Ordens Grofskreuz, Ritter des St. Johanniter-Malthefer-Ordens; und den Herrn Hanns August Fürchtegott von Globig, Ihren geheimen Rath und Kammerherrn, Grofskreuz des Königl. Sächsischen Civil-Verdienst- und des Königl. Preussischen rothen Adler-Ordens.

5. Seine Majestät der König von Grofsbritannien und Hannover: den Herrn Ernst Friedrich Norbert Grafen von Münster, Erblandmarschall des Königreichs Hannover, Grofskreuz des Königl. Hannöverischen Guelphen-Ordens und des Königl. Ungarischen St. Stephans-Ordens, Ihren Staats- und Kabinets-Minister; und den Herrn Ernst Christian Georg August Grafen von Hardenberg, Grofskreuz des Königl. Hannöverischen Guelphen-Ordens, des

1820

Bavière.	*Le Baron de Zentner.* *Le Baron de Stainlein.*
Saxe.	*Le Comte de Einsiedel.* *Le Comte de Schulenbourg.* *M. de Globig.*
Hannovre.	*Le Comte de Munster.* *Le Comte de Hardenberg.*

1820 Kaiserl. Oesterreichischen Leopold-Ordens, des Königl Preussischen rothen Adler-Ordens, Ritter des Johanniter-Ordens; Ihren Staats- und Kabinets-Minister, ausserordentlichen Abgesandten und bevollmächtigten Abgesandten an dem Hofe Sr. Kaiserl. Königl. Apostolischen Majestät.

6. Seine Majestät der König von Würtemberg: den Herrn Ulrich Lebrecht Grafen von Mandelsloh, Ihren Staatsminister und ausserordentlichen bevollmächtigten Minister am Kaiserl. Oesterreichischen Hofe; Grosskreuz des Königl. Ordens der Würtembergischen Krone, Ritter des Königl. Baierischen St. Hubertus-Ordens.

7. Seine Königl. Hoheit der Grossherzog von Baden: den Herrn Reinhart Freiherrn von Berstett, Ihren wirklichen geheimen Rath, Staatsminister der auswärtigen Angelegenheiten, Grosskreuz des Grossherzoglichen Haus-Ordens der Treue und des Zähringer Löwens, wie auch des Kaiserl. Russischen Alexander Newsky- und des Grossherzogl. Sachsen-Weimarischen Ordens vom weissen Falken; und den Herrn Friedrich Carl Freiherrn von Tettenborn, Commandeur des Grossherzogl. Badischen Militär-Ordens, Ritter des Militär-Theresien- und des Oesterreichisch-Kaiserlichen Leopold-Ordens, Ritter des Russisch-Kaiserlichen Ordens der heil. Anna erster Klasse, des heil. Wladimir zweiter, des heil. Georgs dritter Klasse und des goldnen Ehrensäbels mit Brillanten, Officier der Königl. Französischen Ehrenlegion, Kommandeur des Königl. Preussischen rothen Adlers und des Königl. Schwedischen Schwert-Ordens, Grosskreuz des Grossherzogl. Hessischen Hausordens und des Kurhessischen Löwenordens, Ritter des Königl. Baierischen Militär-Ordens, Grossherzogl. General-Lieutenant und General-Adjutanten der Kavallerie, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Kaiserl. Königl. Oesterreichischen Hofe.

8. Seine Königl. Hoheit der Kurfürst von Hessen: den Herrn Freihern von Münchhausen, Ihren geheimen Rath und Kammerherrn, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Kaiserl. Königl. Oesterreichischen Hofe, Kommandeur zwei-

1820

Wurtemberg. *Le Comte de Mandelsloh.*

Bade. { *Le Baron de Berstett.*
Le Baron de Tettenborn. }

Hesse Electorale. *Le Baron de Munchhausen.*

1820 ter Klasse des Kurhessischen Hausordens vom goldnen Löwen.

9. Seine Königl. Hoheit der Grossherzog von Hessen: den Herrn Karl du Bos Freiherrn du Thil, Ihren wirklichen geheimen Rath, Kommandeur, Grosskreuz des Grossherzoglichen Hausordens und Kommandeur erster Klasse des Kurfürstl. Hessischen Ordens vom goldenen Löwen.

10. Seine Majestät der König von Dänemark, Herzog von Holstein und Lauenburg: den Herrn Joachim Friedrich Grafen von Bernstorff, Ihren geheimen Conferenz-Rath, ausserordentlichen Abgesandten und bevollmächtigten Minister am Kaiserl. Oesterreichischen Hofe, Grosskreuz des Danebrog-Ordens.

11. Seine Majestät der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg: den Herrn Anton Reinhart von Falck, Kommandeur des Niederländischen Löwenordens, Minister für den öffentlichen Unterricht, die National-Industrie und die Colonien.

12. Seine Königl. Hoheit der Grossherzog von Sachsen-Weimar, und Ihre Durchlauchten die Herzoge von Sachsen-Gotha, Sachsen-Coburg, Sachsen-Meinungen und Sachsen-Hildburghausen: den Herrn Carl Wilhelm Freiherrn von Fritsch, Grossherzogl. Sachsen-Weimar-Eisenachischen wirklichen geheimen Rath und Staatsminister, Grosskreuz des Grossherzoglichen Hausordens vom weissen Falken.

13. Seine Durchlaucht der Herzog von Braunschweig-Wolfenbüttel: den Herrn Grafen von Münster u. s. w.; und den Herrn Grafen von Hardenberg u. s. w. Seine Durchlaucht der Herzog von Nassau: den Herrn Freiherrn Ernst Franz Ludwig Marschall von Bieberstein, Ihren dirigirenden Staatsminister, des Preussischen rothen Adler-Ordens, und des Grossherzogl. Badischen der Treue Grosskreuz.

14. Ihre Königl. Hoheiten die Grossherzoge von Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: den Herrn Leopold Hartwig Freiherrn von Plessen, Grossherzogl. Mecklenburg-Schwerinschen Staats- und Kabinets-Minister, Grosskreuz des Königl. Dänischen Danebrog-Ordens.

1820

Hesse Grand-ducale. *Le Baron du Thil.*

Danemarck,
(pour Holstein et Lauenbourg). } *Le Comte de Bernstorff.*

Pays-Bas,
(pour Luxembourg). } *M. de Falck.*

Saxe-Weimar.
Saxe-Gotha.
Saxe-Coburg.
Saxe-Meiningen.
Saxe-Hilburghaus. } *Le Baron de Fritsch.*

Brunswic-Wolfenbuttel. *(voyez Hannovre)*

Nassau. *Le Baron de Marschall-Bieberstein.*

Mecklenbourg,
Schwerin et Strelitz. } *Le Baron de Plessen.*

1820 15. Ihre Durchlauchten die Herzöge von Holstein-Oldenburg, von Anhalt-Köthen, Anhalt-Dessau und Anhalt Bernburg; die Fürsten von Schwarzburg-Sondershausen und Rudolstadt: den Herrn Günther Heinrich von Berg, Präsidenten des Oberappellations-Gerichts zu Oldenburg, Herzogl. Holstein-Oldenburgischen, Herzogl Anhaltischen und Fürstlich-Schwarzburgischen Bundestags-Gesandten, Kommandeur des Guelphen-Ordens.

16. Ihre Durchlauchten die Fürsten von Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Siegmaringen, Liechtenstein, Reuss ältere und jüngere Linie, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: den Herrn Freiherrn von Marschall u. s. w.

17. Die freien Städte Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg: den Herrn Johann Friedrich Hach, J. U. D., Senator zu Lübeck und Gesandten.

Welche zu Wien, nach geschehener Auswechselung ihrer richtig befundenen Vollmachten, in Kabinets-Conferenzen zusammengetreten, und, nach sorgfältiger Erwägung und Ausgleichung der wechselseitigen Ansichten, Wünsche und Vorschläge ihrer Regierungen zu einer definitiven Vereinbarung über folgende Artikel gelangt sind:

Art. I. Der deutsche Bund ist ein völkerrechtlicher Verein der deutschen souverainen Fürsten und freien Städte, zur Bewahrung der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit ihrer im Bunde begriffenen Staaten, und zur Erhaltung der innern und äussern Sicherheit Deutschlands.

Art. II. Dieser Verein besteht in seinem Innern als eine Gemeinschaft selbstständiger, unter sich unabhängiger Staaten, mit wechselseitigen gleichen Vertrags-Rechten und Vertrags-Obliegenheiten, in seinen äussern Verhältnissen aber, als eine in politischer Einheit verbundene Gesammt-Macht.

Art. III. Der Umfang und die Schranken, welche der Bund seiner Wirksamkeit vorgezeichnet hat, sind in der Bundesacte bestimmt, die der Grundvertrag und das erste Grundgesetz dieses Vereins ist. Indem dieselbe die Zwecke des Bundes ausspricht, bedingt

Holstein Oldenbourg. *Anhalt - Kothen.* *Anhalt - Dessau.* *Anhalt - Bernbourg.* *Schwarzbourg - Sondershausen.* *Schwarzbourg - Rudolstadt.*	*M. de Berg.*
Hohenzollern - Hechingen. *Hohenzollern - Siegmaringen.* *Lichtenstein, Reuss (deux branches) Lippe Schaumbourg, Lippe et Waldeck.*	*Le Baron Marschall.* *(voyez Nassau).*
Les villes libres de Lubeck, Bremen, Hambourg et Francfort.	*M. Hach, Sénateur de la ville de Lubeck.*

Lesquels réunis à Vienne, en conférences de cabinet, après l'échange de leurs pleins - pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont mûrement examiné et combiné les vues et les propositions de leurs gouvernemens respectifs, et à la suite de ce travail, sont définitivement convenus des articles suivans :

Art. I. La confédération germanique est l'union fédérative des princes souverains et des villes libres de l'Allemagne, union reposant sur le droit public de l'Europe, et formée pour le maintien de l'indépendance et de l'inviolabilité des Etats qui y sont compris, ainsi que pour la sûreté intérieure et extérieure de l'Allemagne en général.

Art. II. Quant à ses rapports intérieurs, cette confédération forme un corps d'Etats indépendans entre eux, et liés par des droits et des devoirs librement et réciproquement stipulés. Quant à ses relations extérieures, elle constitue une puissance collective, établie sur un principe d'unité politique.

Art. III. L'extension et les limites que la confédération a prescrites à l'exercice de ses pouvoirs, sont indiquées par l'acte fédéral qui est le pacte primitif, et la première loi fondamentale de cette union.

1820 und begrenzt sie zugleich dessen Befugnisse und Verpflichtungen.

Art. IV. Der Gesammtheit der Bundesglieder steht die Befugniss der Entwickelung und Ausbildung der Bundesacte zu, in sofern die Erfüllung der darin aufgestellten Zwecke solche nothwendig macht. Die deshalb zu fassenden Beschlüsse dürfen aber mit dem Geiste der Bundesacte nicht im Widerspruch stehen, noch von dem Grundcharakter des Bundes abweichen.

Art. V. Der Bund ist als ein unauflöslicher Verein gegründet, und es kann daher der Austritt aus diesem Verein keinem Mitgliede desselben frey stehen.

Art. VI. Der Bund ist nach seiner ursprünglichen Bestimmung auf die gegenwärtig daran theilnehmenden Staaten beschränkt. Die Aufnahme eines neuen Mitgliedes kann nur statt haben, wenn die Gesammtheit der Bundesglieder solche mit den bestehenden Verhältnissen vereinbar und dem Vortheil des Ganzen angemessen findet. Veränderungen in dem gegenwärtigen Besitzstande der Bundesglieder können keine Veränderungen in den Rechten und Verpflichtungen derselben in Bezug auf den Bund, ohne ausdrückliche Zustimmung der Gesammtheit, bewirken. Eine freywillige Abtretung auf einem Bundesgebiete haftender Souverainetäts-Rechte kann ohne solche Zustimmung nur zu Gunsten eines Mitverbündeten geschehen.

Art. VII. Die Bundesversammlung, aus den Bevollmächtigten sämmtlicher Bundesglieder gebildet, stellt den Bund in seiner Gesammtheit vor, und ist das beständige verfassungsmässige Organ seines Willens und Handelns.

Art. VIII. Die einzelnen Bevollmächtigten am Bundestage sind von ihren Committenten unbedingt abhängig, und diesen allein wegen getreuer Befolgung der ihnen ertheilten Instructionen, so wie wegen ihrer Geschäftsführung überhaupt, verantwortlich.

Art. IX. Die Bundesversammlung übt ihre Rechte und Obliegenheiten nur innerhalb der ihr vorgezeichneten Schranken aus. Ihre Wirksamkeit ist zunächst durch die Vorschriften der Bundesacte, und durch

En énonçant le but de la confédération, cet acte détermine en même temps ses droits et ses obligations. 1820

Art. IV. Le droit de développer et de compléter le pacte fondamental, lorsque le but qu'il a consacré l'exige, appartient à la réunion des membres de la confédération. Cependant les résolutions à prendre pour cet effet ne pourront ni se trouver en contradiction avec les principes de l'acte fédéral, ni s'écarter du caractère primitif de l'union.

Art. V. La confédération est indissoluble par le principe même de son institution; par conséquent aucun de ses membres n'a la liberté de s'en détacher.

Art. VI. La confédération ne comprenant, d'après son institution primitive, que les Etats qui en font actuellement partie, l'admission d'un nouveau membre ne peut avoir lieu que lorsqu'elle est unanimement jugée compatible avec les rapports existans, et avec l'intérêt général des Etats confédérés. Des changemens survenus dans l'état actuel de possession des membres de la confédération, ne peuvent point en apporter dans leurs droits et leurs engagemens relativement à la confédération, sans le consentement de tous les membres. Une cession volontaire de droits de souveraineté affectés à un territoire de la confédération ne peut avoir lieu, sans un tel consentement, qu'en faveur d'un des Etats confédérés.

Art. VII. La diète fédérative formée par les plénipotentiaires de tous les Etats fédérés, représente la confédération dans son ensemble; elle est l'organe constitutionnel et perpétuel de sa volonté et de son action.

Art. VIII. Les plénipotentiaires à la diète sont individuellement dépendans de leurs souverains respectifs, et responsables envers eux seuls de l'exécution fidèle de leurs instructions, comme en général de l'exercice de leurs fonctions.

Art. IX. La diète fédérative ne remplit ses obligations et n'exerce ses pouvoirs que dans les limites qui lui sont assignées tant par les dispositions de l'acte fédéral, que par les lois fondamentales

1820 die in Gemäfsheit derselben beschlossenen oder ferner zu beschliefsenden Grundgesetze, wo aber diese nicht zureichen, durch die im Grundvertrage bezeichneten Bundeszwecke bestimmt.

Art. X. Der Gesammtwille des Bundes wird durch verfassungsmäfsige Beschlüsse der Bundesversammlung ausgesprochen; verfassungsmäfsig aber sind diejenigen Beschlüsse, die innerhalb der Grenzen der Competenz der Bundesversammlung, nach vorgängiger Berathung, durch freye Abstimmung entweder im engern Rathe, oder im Plenum, gefafst werden, je nachdem das Eine oder das Andere durch die grundgesetzlichen Bestimmungen vorgeschrieben ist.

Art. XI. In der Regel fafst die Bundesversammlung die zur Besorgung der gemeinsamen Angelegenheiten des Bundes erforderlichen Beschlüsse im engern Rathe, nach absoluter Stimmenmehrheit. Diese Form der Schlufsfassung findet in allen Fällen Statt, wo bereits feststehende allgemeine Grundsätze in Anwendung, oder beschlossene Gesetze und Einrichtungen zur Ausführung zu bringen sind, überhaupt aber bey allen Berathungs-Gegenständen, welche die Bundesacte oder spätere Beschlüsse nicht bestimmt davon ausgenommen haben.

Art. XII. Nur in den in der Bundesacte ausdrücklich bezeichneten Fällen, und, wo es auf eine Kriegserklärung, oder Friedensschlufs-Bestätigung von Seiten des Bundes ankommt, wie auch, wenn über die Aufnahme eines neuen Mitgliedes in den Bund entschieden werden soll, bildet sich die Versammlung zu einem Plenum. Ist in einzelnen Fällen die Frage: ob ein Gegenstand vor das Plenum gehört? zweifelhaft, so steht die Entscheidung derselben dem engern Rathe zu. Im Plenum findet keine Erörterung noch Berathung statt, sondern es wird nur darüber abgestimmt, ob ein im engern Rathe vorbereiteter Beschlufs angenommen oder verworfen werden soll. Ein gültiger Beschlufs im Plenum setzt eine Mehrheit von zwei Drittheilen der Stimmen voraus.

Art. XIII. Ueber folgende Gegenstände: 1. Annahme neuer Grundgesetze, oder Abänderung der bestehenden; 2. Organische Einrichtungen, das heifst,

postérieurement établies en conformité de cet acte, et au défaut de ces lois, par le but de l'union, tel qu'il a été énoncé dans l'acte fédéral. 1820

Art. X. La volonté générale de la confédération se manifeste par les arrêtés de la diète rendus dans les formes légales; et sera censé légal et obligatoire tout arrêté qui, dans les limites de la compétence de la diète, aura été voté librement à la suite d'une délibération, soit en conseil permanent (conseil des dix-sept) soit en assemblée générale, selon ce qui est réglé à ce sujet par les dispositions des lois fondamentales.

Art. XI. Comme règle générale, les arrêtés relatifs à la direction des affaires communes de la confédération, sont pris dans le conseil des dix-sept et à la pluralité absolue des voix. Cette forme aura lieu dans tous les cas où il s'agit d'appliquer des principes généraux déja établis, ou de mettre en exécution des lois ou des résolutions précédemment adoptées; elle sera en général suivie pour tous les objets de délibération qui n'en ont pas été positivement exceptés par l'acte fédéral ou par des résolutions postérieures.

Art XII. La diète ne se forme en conseil général que dans les cas spécifiés expressément par l'acte fédéral, et en outre lorsqu'il s'agit d'une déclaration de guerre, ou de la ratification d'un traité de paix, ou bien de l'admission d'un nouveau membre dans la confédération. Si dans des cas particuliers il est douteux si un objet est de la compétence de l'assemblée générale, c'est à l'assemblée ordinaire des dix-sept à décider la question. Aucune discussion ni délibération ne peut avoir lieu dans l'assemblée générale. On y décide seulement si une résolution préparée dans l'assemblée ordinaire doit être adoptée ou rejetée. Pour qu'une résolution de l'assemblée générale soit valide, il faut une majorité des deux tiers des voix.

Art. XIII. Aucune décision à la pluralité des voix ne peut avoir lieu dans les cas suivans: 1. Pour adopter de nouvelles lois fondamentales, ou pour

1820 bleibende Anstalten, als Mittel zur Erfüllung der ausgesprochenen Bundeszwecke; 3. Aufnahme neuer Mitglieder in den Bund; 4. Religions-Angelegenheiten; findet kein Beschluss durch Stimmenmehrheit statt; jedoch kann eine definitive Abstimmung über Gegenstände dieser Art nur nach genauer Prüfung und Erörterung der den Widerspruch einzelner Bundesglieder bestimmenden Gründe, deren Darlegung in keinem Falle verweigert werden darf, erfolgen.

Art. XIV. Was insbesondere die organischen Einrichtungen betrifft, so muss nicht nur über die Vorfrage, ob solche unter den obwaltenden Umständen nothwendig sind, sondern auch über Entwurf und Anlage derselben in ihren allgemeinen Umrissen und wesentlichen Bestimmungen, im Plenum und durch Stimmen-Einhelligkeit entschieden werden. Wenn die Entscheidung zu Gunsten der vorgeschlagenen Einrichtung ausgefallen ist, so bleiben die sämmtlichen weitern Verhandlungen über die Ausführung im Einzelnen der engern Versammlung überlassen, welche alle dabei noch vorkommende Fragen durch Stimmenmehrheit entscheidet, auch, nach Befinden der Umstände, eine Commission aus ihrer Mitte anordnet, um die verschiedenen Meinungen und Anträge mit möglichster Schonung und Berücksichtigung der Verhältnisse und Wünsche der Einzelnen auszugleichen.

Art. XV. In Fällen, wo die Bundesglieder nicht in ihrer vertragsmässigen Einheit, sondern als einzelne, selbstständige und unabhängige Staaten erscheinen, folglich jura singulorum obwalten, oder wo einzelnen Bundesgliedern eine besondere, nicht in den gemeinsamen Verpflichtungen Aller begriffene Leistung oder Verwilligung für den Bund zugemuthet werden sollte, kann ohne freye Zustimmung sämmtlicher Betheiligten kein dieselben verbindender Beschluss gefasst werden.

Art. XVI. Wenn die Besitzungen eines souverainen deutschen Hauses durch Erbfolge auf ein anderes übergehen, so hängt es von der Gesammtheit des Bundes ab, ob und in wie fern die auf jenen Besitzungen haftenden Stimmen im Plenum, da im

modifier celles qui existent. 2. Pour des institutions organiques, c'est-à-dire des dispositions permanentes, servant de moyens d'exécution pour des objets directement liés au but reconnu de la confédération. 3. Pour l'admission de nouveaux membres à la confédération. 4. Pour les affaires de religion. Il ne pourra cependant pas y avoir de décision définitive sur des objets de cette nature, sans que les membres qui s'opposent à l'avis de la majorité aient communiqué les motifs de leur opposition, et sans que ces motifs aient été dûment examinés et discutés. Cette communication ne pourra être refusée dans aucun cas. 1820

Art. XIV. Pour ce qui regarde en particulier les institutions organiques, non-seulement la question préalable s'il y a lieu à s'en occuper dans les circonstances données; mais aussi les bases et les dispositions essentielles des plans présentés à cet effet, seront arrêtées en assemblée générale et à l'unanimité des voix. Si la décision est favorable au projet, les délibérations sur le détail de son exécution seront du ressort du conseil permanent, lequel décidera à la pluralité des voix toutes les questions y relatives, et pourra, s'il le juge convenable, nommer parmi ses membres une commission chargée de concilier les opinions différentes, en satisfaisant autant que possible aux intérêts et aux vues de chaque gouvernement.

Art. XV. Dans des affaires où il s'agit de droits individuels (jura singulorum), qui ne regardent pas les Etats confédérés comme membres de l'union, mais en leur qualité d'Etats individuels et indépendans, aucune résolution obligatoire ne sauroit être prise sans le libre assentiment de ceux qui y sont spécialement intéressés. Il en est de même dans les cas où des prestations où contributions particulières envers la confédération, qui ne sont point comprises dans les obligations communes à tous les membres, seroient exigées de quelques membres en particulier.

Art. XVI. Lorsque les possessions d'une des maisons souveraines de l'Allemagne passent par succession à une autre de ces maisons, il appartient au corps de la confédération de décider si le nouveau possesseur doit

1820 engern Rathe kein Bundesglied mehr als eine Stimme führen kann, dem neuen Besitzer beigelegt werden sollen.

Art. XVII. Die Bundesversammlung ist berufen, zur Aufrechthaltung des wahren Sinnes der Bundesacte, die darin enthaltenen Bestimmungen, wenn über deren Auslegung Zweifel entstehen sollten, dem Bundeszweck gemäls zu erklären, und in allen vorkommenden Fällen den Vorschriften dieser Urkunde ihre richtige Anwendung zu sichern.

Art. XVIII. Da Eintracht und Friede unter den Bundesgliedern ungestört aufrecht erhalten werden soll, so hat die Bundesversammlung, wenn die innere Ruhe und Sicherheit des Bundes auf irgend eine Weise bedroht oder gestört ist, über Erhaltung oder Wiederherstellung derselben Rath zu pflegen, und die dazu geeigneten Beschlüsse nach Anleitung der in den folgenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen zu fassen.

Art. XIX. Wenn zwischen Bundesgliedern Thätlichkeiten zu besorgen, oder wirklich ausgeübt worden sind, so ist die Bundesversammlung berufen, vorläufige Maafsregeln zu ergreifen, wodurch jeder Selbsthülfe vorgebeugt und der bereits unternommenen Einhalt gethan werde. Zu dem Ende hat sie vor allem für Aufrechthaltung des Besitzstandes Sorge zu tragen.

Art. XX. Wenn die Bundesversammlung von einem Bundesgliede zum Schutze des Besitzstandes angerufen wird, und der jüngste Besitzstand streitig ist, so soll sie für diesen besondern Fall befugt seyn, ein bei der Sache nicht betheiligtes Bundesglied in der Nähe des zu schützenden Gebiets aufzufordern, die Thatsache des jüngsten Besitzes, und die angezeigte Störung desselben ohne Zeitverlust durch seinen obersten Gerichtshof summarisch untersuchen und darüber einen rechtlichen Bescheid abfassen zu lassen, dessen Vollziehung die Bundesversammlung, wenn der Bundesstaat, gegen welchen er gerichtet ist, sich nicht auf vorgängige Aufforderung freywillig dazu versteht, durch die ihr zu diesem Ende angewiesenen Mittel zu bewirken hat.

jouir des voix attachées aux dites possessions dans l'assemblée générale; attendu que dans le conseil permanent aucun membre de la confédération ne peut exercer plus d'une voix. 1820

Art. XVII. La diète est appelée à conserver intact l'esprit de l'acte fédéral, en prononçant conformément au but de l'union sur les doutes que l'une ou l'autre des dispositions de cet acte pourroit faire naître, et en lui assurant sa juste application dans tous les cas où il seroit nécessaire de l'interpréter.

Art. XVIII. Le maintien inviolable de la paix dans le sein de la confédération étant un des principaux objets de cette union, si la tranquillité ou la sûreté intérieure de la confédération sont menacées ou troublées de quelque manière que ce soit, la diète délibérera sur les moyens de les conserver ou de les rétablir, et elle prendra les résolutions à ce nécessaires, en se conformant pour cet effet aux dispositions énoncées dans les articles suivans.

Art. XIX. Lorsque des voies de fait sont à craindre ou ont effectivement eu lieu entre des membres de la confédération, la diète procédera à des mesures provisoires pour prévenir ou arrêter toute entreprise tendant à obtenir justice par des moyens violens; elle veillera avant tout au maintien de l'état de possession.

Art. XX. Lorsque l'assistance de la diète sera reclamée par un des membres de la confédération pour le maintien de l'état de possession, et que l'état de possession le plus récent sera douteux, dans ce cas particulier, la diète est autorisée à inviter un des gouvernemens confédérés, non intéressé, placé dans le voisinage du territoire contesté, à faire examiner et juger sommairement et sans délai, par sa cour de justice suprême, le fait de la dernière possession légale et les circonstances qui ont donné lieu à la plainte, sauf à la diète d'assurer, par tous les moyens mis à sa disposition à cette fin en pareil cas, l'exécution de la sentence prononcée par la dite cour, si l'état contre lequel elle est portée ne se rendoit pas librement à la sommation qui lui seroit adressée à cet effet.

1820 Art. XXI. Die Bundesversammlung hat in allen, nach Vorschrift der Bundesacte bey ihr anzubringenden Streitigkeiten der Bundesglieder die Vermittelung durch einen Ausschuss zu versuchen. Können die entstandenen Streitigkeiten auf diesem Wege nicht beigelegt werden, so hat sie die Entscheidung derselben durch eine Austrägal-Instanz zu veranlassen, und dabey, so lange nicht wegen der Austrägal-Gerichte überhaupt eine anderweitige Uebereinkunft zwischen den Bundesgliedern statt gefunden hat, die in dem Bundestags-Beschlusse vom sechszehnten Juni achtzehnhundert und siebenzehn enthaltenen Vorschriften, so wie den, in Folge gleichzeitig an die Bundestags-Gesandten ergehender Instructionen, zu fassenden besondern Beschluss zu beobachten.

Art. XXII. Wenn nach Anleitung des obgedachten Bundestags-Beschlusses der oberste Gerichtshof eines Bundesstaats zur Austrägal-Instanz gewählt ist, so steht demselben die Leitung des Processes und die Entscheidung des Streits in allen seinen Haupt- und Nebenpuncten uneingeschränkt und ohne alle weitere Einwirkung der Bundesversammlung oder der Landesregierung zu. Letztere wird jedoch, auf Antrag der Bundesversammlung, oder der streitenden Theile, im Fall einer Zögerung von Seiten des Gerichts, die zur Beförderung der Entscheidung nöthigen Verfügungen erlassen.

Art. XXIII. Wo keine besondere Entscheidungs-Normen vorhanden sind, hat das Austrägal-Gericht nach den in Rechtsstreitigkeiten derselben Art vormals von den Reichsgerichten subsidiarisch befolgten Rechtsquellen, in sofern solche auf die jetzigen Verhältnisse der Bundesglieder noch anwendbar sind, zu erkennen.

Art. XXIV. Es steht übrigens den Bundesgliedern frey, sowohl bey einzelnen vokommenden Streitigkeiten, als für alle künftige Fälle, wegen besonderer Austräge oder Compromisse übereinzukommen, wie denn auch frühere Familien- oder Vertrags-Austräge durch Errichtung der Bundes-Austrägal-Instanz nicht aufgehoben, noch abgeändert werden.

Art. XXV. Die Aufrechthaltung der innern Ruhe und Ordnung in den Bundesstaaten steht den Regie-

Art. XXI. Dans tous les différends soumis à la diète en vertu de l'acte fédéral, la diète essayera d'abord la voie de la conciliation moyennant une commission qui en sera chargée. Si l'affaire ne peut pas s'applanir par cette voie, la diète en provoquera la décision par un jugement austrégal, en observant (tant qu'il n'en sera pas autrement convenu) les règles prescrites sur les juridictions austrégales par l'arrêté du 16 juin 1817, ainsi que la résolution particulière qui doit être rendue par la diète, en vertu d'instructions qui seront envoyées en même temps aux ministres membres de cette assemblée. 1820

Art. XXII. Lorsque, conformément au susdit arrêté, la cour suprême d'un Etat confédéré a été choisie pour servir de cour austrégale, c'est à elle seule qu'appartient la direction du procès et la décision de l'affaire dans tous ses points principaux et accessoires, sans que ni la diète, ni le gouvernement du pays puissent y concourir. Toutefois ce dernier, sur la proposition de la diète, ou des parties litigantes, en cas de délai de la part de la cour de justice, arrêtera les mesures nécessaires pour accélérer la décision.

Art. XXIII. A défaut d'autres règles de décision, le tribunal austrégal prononcera d'après les principes de droit subsidiairement suivis dans des causes de cette nature par les anciens tribunaux de l'empire, en tant qu'elles se trouveront applicables aux rapports actuels des Etats confédérés.

Art. XXIV. L'institution du jugement austrégal pour la confédération ne déroge point aux juridictions austrégales établies par des pactes de famille ou par d'autres conventions antérieures, et il sera toujours libre aux gouvernemens confédérés de convenir à leur gré, soit pour un cas spécial, soit pour toutes les contestations qui pourroient survenir entre eux, d'austrégues ou de compromis particuliers.

Art. XXV. Le maintien de l'ordre et de la tranquillité dans l'intérieur des Etats confédérés ap-

1820 rungen allein zu. Als Ausnahme kann jedoch, in Rücksicht auf die innere Sicherheit des gesammten Bundes, und in Folge der Verpflichtung der Bundesglieder zu gegenseitiger Hülfsleistung, die Mitwirkung der Gesammtheit zur Erhaltung oder Wiederherstellung der Ruhe, im Fall einer Widersetzlichkeit der Unterthanen gegen die Regierung, eines offenen Aufruhrs, oder gefährlicher Bewegungen in mehreren Bundesstaaten, statt finden.

Art. XXVI. Wenn in einem Bundesstaate durch Widersetzlichkeit der Unterthanen gegen die Obrigkeit die innere Ruhe unmittelbar gefährdet, und eine Verbreitung aufrührerischer Bewegungen zu fürchten, oder ein wirklicher Aufruhr zum Ausbruch gekommen ist, und die Regierung selbst, nach Erschöpfung der verfassungsmäßigen und gesetzlichen Mittel, den Beistand des Bundes anruft, so liegt der Bundesversammlung ob, die schleunigste Hülfe zur Wiederherstellung der Ordnung zu veranlassen. Sollte im letztgedachten Falle die Regierung notorisch außer Stande seyn, den Aufruhr durch eigene Kräfte zu unterdrücken, zugleich aber durch die Umstände gehindert werden, die Hülfe des Bundes zu begehren, so ist die Bundesversammlung nichts desto weniger verpflichtet, auch unaufgerufen zur Wiederherstellung der Ordnung und Sicherheit einzuschreiten. In jedem Falle aber dürfen die verfügten Maaßregeln von keiner längern Dauer seyn, als die Regierung, welcher die bundesmäßige Hülfe geleistet wird, es nothwendig erachtet.

Art. XXVII. Die Regierung, welcher eine solche Hülfe zu Theil geworden, ist gehalten, die Bundesversammlung von der Veranlassung der eingetretenen Unruhen in Kenntniß zu setzen, und von den zur Befestigung der wiederhergestellten gesetzlichen Ordnung getroffenen Maaßregeln eine beruhigende Anzeige an dieselbe gelangen zu lassen.

Art. XXVIII. Wenn die öffentliche Ruhe und gesetzliche Ordnung in mehreren Bundesstaaten durch gefährliche Verbindungen und Anschläge bedroht sind, und dagegen nur durch Zusammenwirken der Gesammtheit zureichende Maaßregeln ergriffen werden können, so ist die Bundesversammlung befugt und berufen, nach vorgängiger Rücksprache mit den

partient aux gouvernemens seuls. Cependant l'intérêt commun de la confédération, et l'obligation de ses membres de se prêter secours mutuellement, admettent comme exception à ce principe, la coopération générale de la confédération pour la conservation ou le rétablissement de la tranquillité dans le cas d'une résistance formelle éprouvée par un gouvernement, dans celui d'une révolte ouverte, et dans celui de mouvemens dangereux menaçant à la fois plus d'un Etat de la confédération. 1820

Art. XXVI. Lorsque dans un Etat confédéré la tranquillité publique est compromise par des actes de résistance formelle aux autorités établies, et qu'il y a lieu à craindre que le mouvement séditieux ne se communique aux Etats voisins, ou lorsqu'une révolte a effectivement éclaté, et que le gouvernement après avoir épuisé tous les moyens constitutionnels et légaux, demande lui-même l'assistance de la confédération, la diète est tenue à faire porter les secours les plus prompts pour le rétablissement de l'ordre légal. Si, dans le dernier cas, le gouvernement en question est notoirement hors d'état de reprimer la révolte par ses propres forces, et en même temps empêché par les circonstances de réclamer le secours de la confédération, la diète n'en prendra pas moins, sans y être expressément appelée, les mesures qu'elle jugera convenables pour le rétablissement de l'ordre et de la sûreté. Dans tous les cas, ces mesures ne pourront se prolonger plus que le gouvernement auquel la confédération a prêté secours, ne le jugera nécessaire.

Art. XXVII. Le gouvernement qui aura reçu un pareil secours, est tenu d'informer la diète des causes qui ont donné lieu aux troubles, et de lui indiquer d'une manière satisfaisante les mesures prises pour affermir l'ordre légal rétabli.

Art. XXVIII. Lorsque la tranquillité publique est menacée dans plusieurs Etats confédérés par des associations et des machinations dangereuses, contre lesquelles des mesures communes peuvent seules offrir une barrière suffisante, la diète mettra en délibération et arrêtera ces mesures, après s'être concertée

1820 zunächst bedrohten Regierungen, solche Maassregeln zu berathen und zu beschliessen.

Art. XXIX. Wenn in einem Bundesstaate der Fall einer Justizverweigerung eintritt, und auf gesetzlichen Wegen ausreichende Hülfe nicht erlangt werden kann, so liegt der Bundesversammlung ob, erwiesene, nach der Verfassung und den bestehenden Gesetzen jedes Landes zu beurtheilende Beschwerden über verweigerte oder gehemmte Rechtspflege anzunehmen, und darauf die gerichtliche Hülfe bei der Bundesregierung, die zu der Beschwerde Anlass gegeben hat, zu bewirken.

Art. XXX. Wenn Forderungen von Privatpersonen deshalb nicht befriedigt werden können, weil die Verpflichtung, denselben Genüge zu leisten, zwischen mehreren Bundesgliedern zweifelhaft oder bestritten ist, so hat die Bundesversammlung, auf Anrufen der Betheiligten, zuvörderst eine Ausgleichung auf gütlichem Wege zu versuchen, im Fall aber, dass dieser Versuch ohne Erfolg bliebe, und die in Anspruch genommenen Bundesglieder sich nicht in einer zu bestimmenden Frist über ein Compromiss vereinigten, die rechtliche Entscheidung der streitigen Vorfrage durch eine Austrägalinstanz zu veranlassen.

Art. XXXI. Die Bundesversammlung hat das Recht und die Verbindlichkeit, für die Vollziehung der Bundesacte und übrigen Grundgesetze des Bundes, der in Gemässheit ihrer Competenz von ihr gefassten Beschlüsse, der durch Austräge gefällten schiedsrichterlichen Erkenntnisse, der unter die Gewährleistung des Bundes gestellten compromissarischen Entscheidungen und der am Bundestage vermittelten Vergleiche, so wie für die Aufrechthaltung der von dem Bunde übernommenen besonderen Garantien zu sorgen, auch zu diesem Ende, nach Erschöpfung aller andern bundesverfassungsmässigen Mittel, die erforderlichen Executionsmaassregeln, mit genauer Beobachtung der in einer besondern Exekutionsordnung dieserhalb festgesetzten Bestimmungen und Normen, in Anwendung zu bringen.

Art. XXXII. Da jede Bundesregierung die Obliegenheit hat, auf Vollziehung der Bundesbeschlüsse zu halten, der Bundesversammlung aber eine unmittelbare Einwirkung auf die innere Verwaltung der

avec les gouvernemens le plus immédiatement exposés au danger. 1820

Art. XXIX. Si le cas de déni de justice a lieu dans un des Etats de la confédération, et que la partie lésée ne puisse obtenir le redressement de ses griefs par les voies ordinaires et légales, la diète a l'obligation de recevoir les plaintes prouvées sur le déni et la suspension de justice, lesquelles doivent être jugées d'après la constitution et les lois du pays, et d'amener le gouvernement qui y a donné lieu à y faire droit par les voies judiciaires.

Art. XXX. S'il arrive qu'il ne puisse être fait droit aux réclamations élevées par des particuliers, parceque l'obligation d'y satisfaire est douteuse ou contestée entre plusieurs Etats confédérés, la diète, sur la demande des parties intéressées, essayera d'abord un arrangement à l'amiable; et si cet arrangement ne réussit pas, et que dans un terme à fixer, les Etats, que l'affaire concerne, ne puissent s'entendre sur un compromis, elle fera décider la question préliminaire par un jugement austrégal.

Art. XXXI. La diète a le droit et l'obligation de veiller à l'exécution de l'acte fédéral et des autres lois fondamentales; des arrêtés qu'elle aura pris en vertu de sa compétence; des sentences rendues par les cours austrégales, des décisions arbitrales mises sous la garantie de la confédération, et des arrangemens de gré effectués sous la médiation de la diète ainsi qu'au maintien des garanties spéciales dont la confédération s'est chargée. Si les autres moyens constitutionnels ne suffisent pas pour cet effet, elle aura recours aux mesures d'exécution proprement dites, en observant strictement la marche et les formes prescrites à cet égard dans le réglement d'exécution rédigé séparément du présent acte.

Art. XXXII. Chaque gouvernement de la confédération ayant l'obligation de tenir la main à l'exécution des lois et résolutions communes, et la diète n'étant pas autorisée à intervenir directement

1820 Bundesstaaten nicht zusteht, so kann in der Regel nur gegen die Regierung selbst ein Executionsverfahren statt finden. Ausnahmen von dieser Regel treten jedoch ein, wenn eine Bundesregierung, in Ermangelung eigner zureichenden Mittel, selbst die Hülfe des Bundes in Anspruch nimmt, oder wenn die Bundesversammlung unter den im sechs und zwanzigsten Artikel bezeichneten Umständen, zur Wiederherstellung der allgemeinen Ordnung und Sicherheit unaufgerufen einzuschreiten verpflichtet ist. Im ersten Fall muss jedoch immer in Uebereinstimmung mit den Anträgen der Regierung, welcher die bundesmässige Hülfe geleistet wird, verfahren, und im zweyten Fall ein Gleiches, sobald die Regierung wieder in Thätigkeit gesetzt ist, beobachtet werden.

Art. XXXIII. Die Executionsmaassregeln werden im Namen der Gesammtheit des Bundes beschlossen und ausgeführt. Die Bundesversammlung ertheilt zu dem Ende, mit Berücksichtigung aller Localumstände und sonstigen Verhältnisse, einer oder mehreren, bei der Sache nicht betheiligten Regierungen, den Auftrag zur Vollziehung der beschlossenen Maassregeln, und bestimmt zugleich sowohl die Stärke der dabey zu verwendenden Mannschaft, als die nach dem jedesmaligen Zweck des Executionsverfahrens zu bemessende Dauer desselben.

Art. XXXIV. Die Regierung, an welche der Auftrag gerichtet ist, und welche solchen als eine Bundespflicht zu übernehmen hat, ernennt zu diesem Behuf einen Civilkommissair, der, in Gemässheit einer, nach den Bestimmungen der Bundesversammlung, von der beauftragten Regierung zu ertheilenden besondern Instruction, das Executionsverfahren unmittelbar leitet. Wenn der Auftrag an mehrere Regierungen ergangen ist, so bestimmt die Bundesversammlung, welche derselben den Civilkommissair zu ernennen hat. Die beauftragte Regierung wird, während der Dauer des Executionsverfahrens, die Bundesversammlung von dem Erfolge desselben in Kenntniss erhalten, und sie, sobald der Zweck vollständig erfüllt ist, von der Beendigung des Geschäfts unterrichten.

Art. XXXV. Der Bund hat als Gesammtmacht das Recht, Krieg, Frieden, Bündnisse und andere

dans les affaires intérieures des Etats confédérés, il ne peut, dans la règle, y avoir lieu à des mesures d'exécution que contre le gouvernement lui-même. Il y a exception à cette règle, lorsqu'un gouvernement, en cas d'insuffisance de ses propres moyens, a réclamé le secours de la confédération, ou que la diète, dans les conjonctures prévues par l'art. 26, est obligée de prendre, sans en être requise, des mesures pour le rétablissement de l'ordre et de la sûreté générale. Dans le premier cas, cependant, il sera toujours procédé de concert avec le gouvernement auquel le secours est prêté, et il en sera de même dans le second cas aussitôt que le gouvernement en question aura recouvré son autorité. 1820

Art. XXXIII. Les mesures d'exécution seront arrêtées et réalisées au nom de la confédération. A cet effet, la diète ayant égard aux circonstances locales, et aux relations particulières, chargera un ou plusieurs gouvernemens, non intéressés dans l'affaire, de tout ce qui a rapport à ces mesures; elle déterminera en même temps les forces militaires à employer, et la durée de leur emploi, calculée d'après l'objet de l'exécution.

Art. XXXIV. Le gouvernement qui reçoit une pareille commission, dont il est obligé de se charger comme d'un devoir fédéral, nommera à cet effet un commissaire civil, qui conduira directement les mesures d'exécution, en se conformant à l'instruction spéciale rédigée en suite des dispositions de la diète par le gouvernement dont il tient ses pouvoirs. Si la commission a été donnée à plusieurs gouvernemens, la diète désignera celui qui doit nommer le commissaire civil. Le gouvernement investi de la commission, instruira la diète du progrès des mesures d'exécution, et lui en annoncera la cessation aussitôt que le but aura été complètement rempli.

Art. XXXV. La confédération germanique a le droit comme puissance collective, de déclarer la guerre,

1820 Verträge zu beschliessen. Nach dem im zweyten Artikel der Bundesacte ausgesprochenen Zwecke des Bundes übt derselbe aber diese Rechte nur zu seiner Selbstvertheidigung, zur Erhaltung der Selbstständigkeit und äussern Sicherheit Deutschlands, und der Unabhängigkeit und Unverletzbarkeit der einzelnen Bundesstaaten aus.

Art. XXXVI. Da in dem eilften Artikel der Bundesacte alle Mitglieder des Bundes sich verbindlich gemacht haben, sowohl ganz Deutschland, als jeden einzelnen Bundesstaat, gegen jeden Angriff in Schutz zu nehmen, und sich gegenseitig ihre sämmtlichen unter dem Bunde begriffenen Besitzungen zu garantiren, so kann kein einzelner Bundesstaat von Auswärtigen verletzt werden, ohne dass die Verletzung zugleich und in demselben Maasse die Gesammtheit des Bundes treffe.

Dagegen sind die einzelnen Bundesstaaten verpflichtet, von ihrer Seite weder Anlass zu dergleichen Verletzungen zu geben, noch auswärtigen Staaten solche zuzufügen. Sollte von Seiten eines fremden Staates über eine von einem Mitglied des Bundes ihm wiederfahrene Verletzung bei der Bundesversammlung Beschwerde geführt, und diese gegründet befunden werden, so liegt der Bundesversammlung ob, das Bundesglied, welches die Beschwerde veranlasst hat, zur schleunigen und genügenden Abhülfe aufzufordern, und mit dieser Aufforderung, nach Befinden der Umstände, Maassregeln, wodurch weitern, friedestöhrenden Folgen zur rechten Zeit vorgebeugt werde, zu verbinden.

Art. XXXVII. Wenn ein Bundesstaat, bei einer zwischen ihm und einer auswärtigen Macht entstandenen Irrung, die Dazwischenkunft des Bundes anruft, so hat die Bundesversammlung den Ursprung solcher Irrung und das wahre Sachverhältniss, sorgfältig zu prüfen. Ergiebt sich aus dieser Prüfung, dass dem Bundesstaate das Recht nicht zur Seite steht, so hat die Bundesversammlung denselben von Fortsetzung des Streites ernstlich abzumahnen, und die begehrte Dazwischenkunft zu verweigern, auch erforderlichen Falls zur Erhaltung des Friedensstandes geeignete Mittel anzuwenden. Ergiebt sich das

de faire la paix, de contracter des alliances et de négocier des traits de toute espèce. Toutefois d'après le but de son institution, tel qu'il est énoncé à l'article 2. de l'acte fédéral, elle n'exerce ces droits que pour sa propre défense, pour le maintien de l'indépendance et de la sûreté extérieure de l'Allemagne, ainsi que de l'indépendance et de l'inviolabilité de chacun des Etats qui la composent. 1820

Art. XXXVI. Les Etats confédérés ayant pris, par l'article 11. de l'acte fédéral, l'engagement de défendre contre toute attaque l'Allemagne dans son ensemble, et chacun de leurs co-Etats en particulier, et de se garantir réciproquement l'intégrité de leurs possessions comprises dans l'union, aucun Etat confédéré ne peut être lésé par une puissance étrangère, sans que la lésion porte en même temps et au même dégré sur la totalité de la confédération.

D'un autre côté, les Etats confédérés s'engagent à ne donner lieu à aucune provocation de la part des puissances étrangéres et à n'en exercer aucune envers elles. Dans le cas ou un Etat étranger porteroit plainte à la diète d'une lésion qu'il auroit éprouvée de la part d'un membre de la confédération, et où ces plaintes seroient fondées, la diète doit réquérir le membre qui y a donné lieu, de faire une réparation prompte et satisfaisante, et prendre en outre, suivant les circonstances, des mesures propres à prévenir à temps tout ce qui pourroit troubler ultérieurement la paix.

XXXVII. Lorsque des differents surviennent entre une puissance étrangère et un Etat de la confédération, et que le dernièr réclame l'intervention de la diète, celle-ci examinera à fond l'origine du differend, et l'état réel de la question. S'il résulte de cet examen, que le droit n'est pas du côté de l'Etat confédéré, la diète fera valoir les représentations les plus sérieuses pour l'engager à se désister de la contestation, lui refusera son intervention, et avisera, en cas de besoin, aux moyens convenables pour le maintien de la paix. Si l'examen préalable prouve le contraire, la diète emploiera

1820 Gegentheil, so ist die Bundesversammlung verpflichtet, dem verletzten Bundesstaate ihre wirksamste Verwendung und Vertretung angedeihen zu lassen, und solche so weit auszudehnen, als nöthig ist, damit demselben volle Sicherheit und angemessene Genugthuung zu Theil werde.

Art. XXXVIII. Wenn aus der Anzeige eines Bundesstaates, oder aus andern zuverlässigen Angaben, Grund zu der Besorgniss geschöpft wird, dass ein einzelner Bundesstaat, oder die Gesammtheit des Bundes, von einem feindlichen Angriffe bedroht sey, so muss die Bundesversammlung sofort die Frage: ob die Gefahr eines solchen Angriffs wirklich vorhanden ist? in Berathung nehmen, und darüber in der kürzest-möglichen Zeit einen Ausspruch thun. Wird die Gefahr anerkannt, so muss, gleichzeitig mit diesem Ausspruche, wegen der in solchem Falle unverzüglich in Wirksamkeit zu setzenden Vertheidigungsmaasregeln, ein Beschluss gefasst werden. Beides, jener Ausspruch und dieser Beschluss, ergeht von der engern Versammlung, die dabey nach der in ihr geltenden absoluten Stimmenmehrheit verfährt.

Art. XXXIX. Wenn das Bundesgebiet von einer auswärtigen Macht feindlich überfallen wird, tritt sofort der Stand des Krieges ein, und es muss in diesem Falle, was auch ferner von der Bundesversammlung beschlossen werden mag, ohne weitern Verzug zu den erforderlichen Vertheidigungsmaasregeln geschritten werden.

Art. XL. Sieht sich der Bund zu einer förmlichen Kriegserklärung genöthigt, so kann solche nur in der vollen Versammlung nach der für dieselbe vorgeschriebenen Stimmenmehrheit von zwey Drittheilen beschlossen werden.

Art. XLI. Der in der engern Versammlung gefasste Beschluss über die Wirklichkeit der Gefahr eines feindlichen Angriffes verbindet sämmtliche Bundesstaaten zur Theilnahme an den vom Bundestage nothwendig erachteten Vertheidigungsmaasregeln. Gleicherweise verbindet die in der vollen Versammlung ausgesprochene Kriegserklärung sämmtliche Bundesstaaten zur unmittelbaren Theilnahme an dem gemeinschaftlichen Kriege.

Art.

ses bons offices de la manière la plus efficace, et les étendra aussi loin qu'il sera nécessaire pour assurer à la partie réclamante satisfaction et sûreté complète. 1820

Art. XXXVIII. Lorsque l'avis d'un membre de la confédération, ou d'autres données authentiques portent à croire que l'un ou l'autre des Etats confédérés, où la confédération entière, sont menacés d'une attaque hostile, la diète examinera, sans aucun retard, si le danger est réel, et prononcera sur cette question dans le plus bref délai possible. Si le danger est reconnu, la résolution qui le déclarera sera immédiatement suivie de l'arrêté relatif aux mesures de défense auxquelles dans ce cas on aura recours sur-le-champ.

La résolution, ainsi que l'arrêté qui l'accompagne, sont du ressort du conseil permanent, procédant à la pluralité des suffrages.

Art. XXXIX. Lorsque le territoire de la confédération est envahi par une puissance étrangère, l'état de guerre est établi par le fait de l'invasion; et quelle que soit la décision ultérieure de la diète, des mesures de défense proportionnées au danger doivent être adoptées sans retard.

Art. XL. Si la confédération se voit obligée à déclarer formellement la guerre, cette déclaration ne peut émaner que de l'assemblée générale procédant selon la règle établie à la majorité des deux tiers des suffrages.

Art. XLI. La résolution prononcée en conseil permanent sur la réalité du danger d'une attaque hostile, rend tous les Etats confédérés solidaires des mesures de défense que la diète aura jugé nécessaires. De même la déclaration de guerre prononcée en assemblée générale constitue tous les Etats confédérés parties actives dans la guerre commune.

1820 Art. XLII. Wenn die Vorfrage, ob Gefahr vorhanden ist, durch die Stimmenmehrheit verneinend entschieden wird, so bleibt nichts desto weniger denjenigen Bundesstaaten, welche von der Wirklichkeit der Gefahr überzeugt sind, unbenommen, gemeinschaftliche Vertheidigungsmaafsregeln unter einander zu verabreden.

Art. XLIII. Wenn in einem Falle, wo es die Gefahr und Beschützung einzelner Bundesstaaten gilt, einer der streitenden Theile auf die förmliche Vermittelung des Bundes anträgt, so wird derselbe, in sofern er es der Lage der Sachen und seiner Stellung angemessen findet, unter vorausgesetzter Einwilligung des andern Theils, diese Vermittelung übernehmen; jedoch darf dadurch der Beschluss wegen der zur Sicherheit des Bundesgebiets zu ergreifenden Vertheidigungsmaafsregeln nicht aufgehalten werden, noch in der Ausführung der bereits beschlossenen ein Stillstand oder eine Verzögerung eintreten.

Art. XLIV. Bey ausgebrochenem Kriege steht jedem Bundesstaate frey, zur gemeinsamen Vertheidigung eine gröfsere Macht zu stellen, als sein Bundescontingent beträgt; es kann jedoch in dieser Hinsicht keine Forderung an den Bund statt finden.

Art. XLV. Wenn in einem Kriege zwischen auswärtigen Mächten, oder in andern Fällen Verhältnisse eintreten, welche die Besorgnifs einer Verletzung der Neutralität des Bundesgebiets veranlassen, so hat die Bundesversammlung ohne Verzug im engern Rathe die zur Behauptung dieser Neutralität erforderlichen Maafsregeln zu beschliefsen.

Art. XLVI. Beginnt ein Bundesstaat, der zugleich aufserhalb des Bundesgebiets Besitzungen hat, in seiner Eigenschaft als Europäische Macht einen Krieg, so bleibt ein solcher, die Verhältnisse und Verpflichtungen des Bundes nicht berührender Krieg dem Bunde ganz fremd.

Art. XLVII. In den Fällen, wo ein solcher Bundesstaat in seinen aufser dem Bunde belegenen Besitzungen bedroht oder angegriffen wird, tritt für den Bund die Verpflichtung zu gemeinschaftlichen Vertheidigungs-Maafsregeln, oder zur Theilnahme und Hülfsleistung nur in sofern ein, als derselbe, nach vorgängiger Berathung durch Stimmenmehrheit

Art. XLII. Si la question préalable relative à l'existence du danger est décidée négativement par la majorité des voix, ceux des Etats confédérés qui ne partagent pas l'avis de la majorité, conservent le droit de concerter entre eux des mesures de défense commune. 1820

Art. XLIII. Lorsque le danger et la défense ne regardent que tel ou tel Etat confédéré, et que l'une ou l'autre des parties litigantes en appelle à la médiation de la diète, celle-ci, si elle jugé la proposition compatible avec l'état des choses et avec sa propre attitude, et si l'autre partie y consent, se chargera de la médiation, bien entendu qu'il n'en résultera aucun préjudice à la poursuite des mesures générales pour la sûreté du territoire de la confédération, et moins encore aucun retard dans l'exécution de celles qui se trouveroient déjà arrêtées.

Art. XLIV. Lorsque la guerre est déclarée, il est libre à tout Etat confédéré de fournir à la défense commune une force plus considérable que celle de son contingent légal, sans toutefois que cette augmentation l'autorise à former des prétentions quelconques à la charge de la confédération.

Art. XLV. Si dans une guerre entre des puissances étrangères, ou par d'autres événemens, il y a raison de craindre une infraction à la neutralité du territoire de la confédération, la diète arrêtera sans délai en conseil permanent les mesures extraordinaires qu'elle jugera propres au maintien de cette neutralité.

Art. XLVI. Lorsqu'un Etat confédéré, ayant des possessions hors des limites de la confédération, entreprend une guerre en sa qualité de puissance européenne, la confédération, dont une pareille guerre n'affecte ni les rapports, ni les obligations, y reste absolument étrangère.

Art. XLVII. Dans le cas où un tel Etat se trouveroit menacé ou attaqué dans ses possessions non comprises dans la confédération, celle-ci n'est obligée de prendre des mesures de défense, ou une part active à la guerre, qu'après que la diète auroit reconnu en conseil permanent et à la pluralité des voix, l'existence d'un danger pour le territoire de la confédération.

1820 in der engern Versammlung, Gefahr für das Bundesgebiet erkennt. Im letztern Falle finden die Vorschriften der vorhergehenden Artikel ihre gleichmäfsige Anwendung.

Art. XLVIII. Die Bestimmung der Bundesacte, vermöge welcher, nach einmal erklärtem Bundeskriege kein Mitglied des Bundes einseitige Unterhandlungen mit dem Feinde eingehen, noch einseitig Waffenstillstand oder Frieden schliefsen darf, ist für sämmtliche Bundesstaaten, sie mögen aufserhalb des Bundes Besitzungen haben oder nicht, gleich verbindlich.

Art. XLIX. Wenn von Seiten des Bundes Unterhandlungen über Abschlufs des Friedens oder eines Waffenstillstandes statt finden, so hat die Bundesversammlung zu specieller Leitung derselben einen Ausschufs zu bestellen, zu dem Unterhandlungs-Geschäft selbst aber eigene Bevollmächtigte zu ernennen, und mit gehörigen Instructionen zu versehen. Die Annahme und Bestätigung eines Friedensvertrags kann nur in der vollen Versammlung geschehen.

Art. L. In Bezug auf die auswärtigen Verhältnisse überhaupt liegt der Bundesversammlung ob: 1. Als Organ der Gesammtheit des Bundes für die Aufrechthaltung friedlicher und freundschaftlicher Verhältnisse mit den auswärtigen Staaten Sorge zu tragen; 2. Die von fremden Mächten bey dem Bunde beglaubigten Gesandten anzunehmen, und, wenn es nöthig befunden werden sollte, im Namen des Bundes Gesandte an fremde Mächte abzuordnen; 3. In eintretenden Fällen Unterhandlungen für die Gesammtheit des Bundes zu führen, und Verträge für denselben abzuschliefsen; 4. Auf Verlangen einzelner Bundesregierungen für dieselben die Verwendung des Bundes bey fremden Regierungen, und, in gleicher Art, auf Verlangen fremder Staaten, die Dazwischenkunft des Bundes bey einzelnen Bundesgliedern eintreten zu lassen,

Art. LI. Die Bundesversammlung ist ferner verpflichtet, die auf das Militärwesen des Bundes Bezug habenden organischen Einrichtungen, und die zur Sicherstellung seines Gebiets erforderlichen Vertheidigungs-Anstalten zu beschliefsen.

Dans ce dernier cas, toutes les dispositions des articles précédens, trouveroient également leur application. 1820

Art. XLVIII. La disposition de l'acte fédéral d'après laquelle, lorsque la guerre est déclarée par la confédération, aucun de ses membres ne peut entamer des négociations particulières avec l'ennemi, ni signer la paix ou un armistice, est indistinctement obligatoire pour tous les Etats confédérés, qu'ils possèdent, ou non, des pays hors du territoire de la confédération.

Art. XLIX. Lorsqu'il s'agit de négociations pour conclure la paix ou un armistice; la diète en confiera la direction spéciale à un comité qu'elle établira pour cet objet; elle nommera de même des plénipotentiaires pour conduire les négociations d'après les instructions dont ils seront munis. L'acceptation et la confirmation d'un traité de paix ne peuvent être prononcées qu'en assemblée générale.

Art. L. Par rapport aux affaires étrangères en général, la diète a l'obligation: 1. de veiller, comme organe, de la confédération, au maintien de la paix et des relations d'amitié avec les Etats étrangers; 2. de recevoir les envoyés de puissances étrangères accrédités près de la confédération, et d'en nommer, s'il est jugé nécessaire, pour représenter la confédération auprès des puissances étrangères; 3. de conduire, lorsqu'il y a lieu, des négociations et de conclure des traités pour la confédération; 4. d'interposer ses bons offices auprès des gouvernemens étrangers pour les membres de la confédération qui les réclameroient, et de les employer de même auprès des Etats confédérés, dans des affaires ou des gouvernemens étrangers demanderoient son intervention.

Art. LI. La diète est généralement chargée de pourvoir aux institutions organiques qui se rapportent au système militaire de la confédération, ainsi qu'aux établissemens de défense qu' exige la sûreté de son territoire.

1820 Art. LII. Da zu Erreichung der Zwecke und Besorgung der Angelegenheiten des Bundes, von der Gesammtheit der Mitglieder Geldbeyträge zu leisten sind, so hat die Bundesversammlung 1. den Betrag der gewöhnlichen verfassungsmäfsigen Ausgaben, so weit solches im Allgemeinen geschehen kann, festzusetzen; 2. in vorkommenden Fällen die zur Ausführung besonderer, in Hinsicht auf anerkannte Bundeszwecke gefafsten Beschlüsse erforderlichen aufserordentlichen Ausgaben und die zur Bestreitung derselben zu leistenden Beyträge zu bestimmen; 3. das matrikelmäfsige Verhältnifs, nach welchem von den Mitgliedern des Bundes beyzutragen ist, festzusetzen; 4. die Erhebung, Verwendung und Verrechnung der Beyträge anzuordnen und darüber die Aufsicht zu führen.

Art. LIII. Die durch die Bundesacte den einzelnen Bundesstaaten garantirte Unabhängigkeit schliefst zwar im Allgemeinen jede Einwirkung des Bundes in die innere Staatseinrichtung und Staatsverwaltung aus; Da aber die Bundesglieder sich in dem zweyten Abschnitt der Bundesacte über einige besondere Bestimmungen vereinigt haben, welche sich theils auf gewährleistung zugesicherter Rechte, theils auf bestimmte Verhältnisse der Unterthanen beziehen, so liegt der Bundesversammlung ob, die Erfüllung der durch diese Bestimmungen übernommenen Verbindlichkeiten, wenn sich aus hinreichend begründeten Anzeigen der Betheiligten ergiebt, dafs solche nicht statt gefunden habe, zu bewirken. Die Anwendung der in Gemäfsheit dieser Verbindlichkeiten getroffenen allgemeinen Anordnungen auf die einzelnen Fälle bleibt jedoch den Regierungen allein überlassen.

Art. LIV. Da nach dem Sinn des dreizehnten Artikels der Bundesacte, und den darüber erfolgten spätern Erklärungen, in allen Bundesstaaten landständische Verfassungen statt finden sollen, so hat die Bundesversammlung darüber zu wachen, dafs diese Bestimmung in keinem Bundesstaat unerfüllt bleibe.

Art. LV. Den souverainen Fürsten der Bundesstaaten bleibt überlassen, diese innere Landes-Angelegenheit, mit Berücksichtigung sowohl der früher-

Art. LII. Comme pour atteindre le but de la confédération et pour assurer l'administration de ses affaires, les Etats qui la composent, doivent fournir des contingens pécuniaires, il est dans les attributions de la diète. 1. *De fixer le montant des dépenses constitutionnelles ordinaires, en tant que cela peut avoir lieu, en général;* 2. *d'indiquer les dépenses extrordinaires qu'exigera l'exécution d'arêtés particuliers de la diète pris en vue de remplir des buts reconnus de la confédération, et de déterminer les contingens nécessaires pour couvrir ces dépenses;* 3. *de régler la proportion matriculaire d'après laquelle chacun des Etats confédérés doit contribuer aux dépenses communes;* 4. *de régler et de surveiller la perception, l'emploi, et la comptabilité des contingens pécuniaires.* 1820

Art. LIII. Quoique l'acte fédéral, en garantissant l'indépendance des Etats confédérés, ait écarté, en principe général, toute interposition du pouvoir fédératif dans l'organisation et l'administration intérieure de ces Etats, les membres de la confédération sont cependant convenus, dans la seconde partie de l'acte fédéral, de quelques dispositions particulières, se rapportant soit à la garantie de certains droits confirmés par le dit acte, soit à des avantages communs aux sujets de tous les gouvernemens allemands. La diète est tenue de faire exécuter les engagemens contractés en vertu de ces dispositions, lorsqu'il est suffisamment constaté par les déclarations des parties intéressées, qu'ils sont restés sans exécution. Toutefois l'application aux cas particuliers des lois et ordonnances générales arrêtées en conformité des dits engagemens, sera réservée aux gouvernemens seuls.

Art. LIV. Comme d'après l'article 13. de l'acte fédéral, et les déclarations postérieures qui ont eu lieu à ce sujet, il doit y avoir des assemblées d'Etats dans tous les pays de la confédération, la diète veillera à ce que cette stipulation ne reste sans effet dans aucun Etat confédéré.

Art. LV. Il appartient aux princes souverains de la confédération de régler cette affaire de législation intérieure dans l'intérêt de leurs pays respec-

1820 hin gesetzlich bestandenen ständischen Rechte, als der gegenwärtig obwaltenden Verhältnisse zu ordnen.

Art. LVI. Die in anerkannter Wirksamkeit bestehenden landständischen Verfassungen können nur auf verfassungsmäfsigem Wege wieder abgeändert werden.

Art. LVII. Da der deutsche Bund, mit Ausnahme der freien Städte, aus souverainen Fürsten besteht, so mufs, dem hierdurch gegebenen Grundbegriffe zufolge, die gesammte Staatsgewalt in dem Oberhaupte des Staats vereinigt bleiben, und der Souverain kann durch eine landständische Verfassung nur in der Ausübung bestimmter Rechte an die Mitwirkung der Stände gebunden werden.

Art. LVIII. Die im Bunde vereinten souverainen Fürsten dürfen durch keine landständische Verfassung in der Erfüllung ihrer bundesmäfsigen Verpflichtungen gehindert oder beschränkt werden.

Art. LIX. Wo die Oeffentlichkeit landständischer Verhandlungen durch die Verfassung gestattet ist, mufs durch die Geschäftsordnung dafür gesorgt werden, dafs die gesetzlichen Grenzen der freien Aeufserung, weder bey den Verhandlungen selbst, noch bey deren Bekanntmachung durch den Druck, auf eine die Ruhe des einzelnen Bundesstaats oder des gesammten Deutschlands gefährdende Weise überschritten werden.

Art. LX. Wenn von einem Bundesgliede die Garantie des Bundes für die in seinem Lande eingeführte landständische Verfassung nachgesucht wird, so ist die Bundesversammlung berechtigt, solche zu übernehmen. Sie erhält dadurch die Befugnifs, auf Anrufung der Betheiligten, die Verfassung aufrecht zu erhalten, und die über Auslegung oder Anwendung derselben entstandenen Irrungen, so fern dafür nicht anderweitig Mittel und Wege gesetzlich vorgeschrieben sind, durch gütliche Vermittelung oder compromissarische Entscheidung beizulegen.

tifs, ayant égard aux anciens droits des assemblées d'Etats, ainsi qu'aux relations actuellement existantes. 1820

Art. LVI. Les constitutions d' Etats existantes, reconnues comme étant en vigueur, ne peuvent être changées que par des voies constitutionnelles.

Art. LVII. La confédération germanique étant, à l'exception des villes libres, formée par des princes souverains, le principe fondamental de cette union exige que tous les pouvoirs de la souveraineté restent réunis dans le chef suprême du gouvernement, et que par la constitution des Etats, le souverain ne puisse être tenu d'admettre leur coopération que dans l'exercice de droits spécialement déterminés.

Art. LVIII. Aucune constitution particulière ne peut ni arrêter, ni restreindre les princes souverains confédérés dans l'exécution des devoirs que leur impose l'union fédérative.

Art. LIX. Dans les pays où la publicité des délibérations est reconnue par la constitution, il doit être pourvu par un règlement d'ordre, à ce que ni dans les discussions mêmes, ni lors de leur publication par la voie de l'impression, les bornes légales de la liberté des opinions ne soient outrepassées de manière à mettre en péril la tranquillité du pays, ou celle de l'Allemagne entière.

Art. LX. Lorsqu'un membre de la confédération sollicite la garantie générale pour la constitution des assemblées d'Etats établies dans son pays, la diète est autorisée à s'en charger. Elle acquiert par-là le droit de maintenir cette constitution lorsque l'une ou l'autre des parties intéressées en réclame la garantie, et d'applanir les différends qui pourroient s'élever sur son interprétation ou son exécution, soit par voie de médiation, soit par décision arbitrale, à moins que la dite constitution n'ait elle-même pourvu à d'autres moyens de concilier les différends de cette nature.

1820 Art. LXI. Ausser dem Fall der übernommenen besondern Garantie einer landständischen Verfassung, und der Aufrechthaltung der über den dreizehnten Artikel der Bundesacte hier festgesetzten Bestimmungen, ist die Bundesversammlung nicht berechtigt, in landständische Angelegenheiten, oder in Streitigkeiten zwischen den Landesherren und ihren Ständen einzuwirken, so lange solche nicht den im sechs und zwanzigsten Artikel bezeichneten Character annehmen, in welchem Falle die Bestimmungen dieses, so wie des sieben und zwanzigsten Artikels auch hiebei ihre Anwendung finden. Der sechs und vierzigste Artikel der Wiener Congressacte vom Jahre achtzehn hundert und funfzehn, in Betreff der Verfassung der freyen Stadt Frankfurt, erhält jedoch hierdurch keine Abänderung.

Art. LXII. Die vorstehenden Bestimmungen in Bezug auf den dreizehnten Artikel der Bundesacte sind auf die freyen Städte in soweit anwendbar, als die besondern Verfassungen und Verhältnisse derselben es zulassen.

Art. LXIII. Es liegt der Bundesversammlung ob, auf die genaue und vollständige Erfüllung derjenigen Bestimmungen zu achten, welche der vierzehnte Artikel der Bundesacte in Betreff der mittelbar gewordenen ehemaligen Reichsstände und des ehemaligen unmittelbaren Reichsadels enthält. Diejenigen Bundesglieder, deren Ländern die Besitzungen derselben einverleibt worden, bleiben gegen den Bund zur unverrückten Aufrechthaltung und der durch jene Bestimmungen begründeten staatsrechtlichen Verhältnisse verpflichtet. Und wenn gleich die über die Anwendung der in Gemässheit des vierzehnten Artikels der Bundesacte erlassenen Verordnungen oder abgeschlossenen Verträge entstehenden Streitigkeiten in einzelnen Fällen an die competenten Behörden des Bundesstaats, in welchem die Besitzungen der mittelbar gewordenen Fürsten, Grafen und Herren gelegen sind, zur Entscheidung gebracht werden müssen, so bleibt denselben doch, im Fall der verweigerten gesetzlichen und verfassungsmässi-

Art. LXI. Hors le cas de la garantie spéciale, et le maintien des principes ci-dessus énoncés relativement à l'article 13 de l'acte fédéral, la diète n'est point autorisée à intervenir dans des affaires relatives aux assemblées d'Etats, ni dans des discussions qui pourroient avoir lieu entre ces assemblées et leurs souverains, tant que ces discussions ne dépasseront pas les limites au delà desquelles elles se confondroient avec les cas désignés par l'article 26, dont dès lors les dispositions, ainsi que celles de l'article 27, leur seroient applicables. Ce qui est établi par l'article présent, ne sera pas censé deroger à l'article 46 de l'act du congrès de Vienne de 1815, relatif à la constitution de la ville libre de Francfort. 1820

Art. LXII. Les dispositions précédentes, relatives à l'article 13 de l'acte fédéral, s'appliquent aux villes libres, membres de la confédération, autant que leurs constitutions et relations particulières le permettent.

Art. LXIII. La diète est appelée à surveiller l'accomplissement exact et entier des stipulations renfermées dans l'art. 14 de l'acte fédéral, relativement aux anciens Etats de l'empire médiatisés, et à la ci-devant noblesse immédiate de l'Allemagne. Les souverains, dans les pays desquels les possessions des princes, comtes et seigneurs médiatisés se trouvent incorporées, sont tenus envers la confédération au maintien invariable des rapports de droit public fondés par les dites stipulations. Et quoique les contestations particulières qui pourront s'élever sur l'application des ordonnances rendues, ou des conventions passées en conformité de l'article 14. de l'acte fédéral, doivent être soumises à la décision des autorités compétentes des Etats dans lesquels sont situées les possessions des médiatisés, ceux-ci n'en conserveront pas moins la faculté, toutes les fois qu'ils n'obtiendroient pas justice par les voies légales et constitutionnelles, ou que moyennant des interprétations arbitraires il seroit porté atteinte aux droits qui leur

1820 gen Rechtshülfe, oder einer einseitigen zu ihrem Nachtheil erfolgten legislativen Erklärung der durch die Bundesacte ihnen zugesicherten Rechte, der Recurs an die Bundesversammlung vorbehalten; und diese ist in einem solchen Falle verpflichtet, wenn sie die Beschwerde gegründet findet, eine genügende Abhülfe zu bewirken.

Art. LXIV. Wenn Vorschläge zu gemeinnützigen Anordnungen, deren Zweck nur durch die zusammenwirkende Theilnahme aller Bundesstaaten vollständig erreicht werden kann, von einzelnen Bundesgliedern an die Bundesversammlung gebracht werden, und diese sich von der Zweckmäfsigkeit und Ausführbarkeit solcher Vorschläge im Allgemeinen überzeugt, so liegt ihr ob, die Mittel zur Vollführung derselben in sorgfältige Erwägung zu ziehen, und ihr anhaltendes Bestreben dahin zu richten, die zu dem Ende erforderliche freywillige Vereinbarung unter den sämmtlichen Bundesgliedern zu bewirken.

Art. LXV. Die in den besondern Bestimmungen der Bundesacte, Artikel 16, 18, 19, zur Berathung der Bundesversammlung gestellten Gegenstände bleiben derselben, um durch gemeinschaftliche Uebereinkunft zu möglichst gleichförmigen Verfügungen darüber zu gelangen, zur fernern Bearbeitung vorbehalten.

Die vorstehende Acte wird als das Resultat einer unabänderlichen Vereinbarung zwischen den Bundesgliedern, mittelst Präsidial-Vortrags an den Bundestag gebracht, und dort, in Folge gleichlautender Erklärungen der Bundesregierungen, durch förmlichen Bundesbeschluss zu einem Grundgesetz erhoben werden, welches die nämliche Kraft und Gültigkeit wie die Bundesacte selbst haben und der Bundesversammlung zur unabweichlichen Richtschnur dienen soll.

Zur Urkund dessen haben sämmtliche hier versammelte Bevollmächtigte die gegenwärtige Acte unterzeichnet und mit ihren Wappen untersiegelt.

sont assurés par l'acte fédéral, de se pourvoir en recours auprès de la diète, laquelle, le cas échéant, sera obligée de recevoir la plainte, et d'y faire droit si elle se trouve fondée. 1820

Art. *LXIV. Lorsque des membres de la confédération proposeront à la diète des mesures de bien public dont l'accomplissement ne pourroit avoir lieu que par le concert de tous les Etats confédérés, et que la diète reconnoitra en principe l'utilité des mesures proposées, et la possibilité de leur exécution, elle s'occupera avec soin des moyens de les réaliser, et fera toutes les démarches nécessaires pour obtenir en leur faveur le consentement libre et unanime des gouvernemens de la confédération.*

Art. *LXV. La diète continuera à s'occuper des objets qui, par les stipulations des articles* 16, 18 *et* 19 *de l'acte fédéral, sont soumis à sa délibération, afin de parvenir d'un commun accord à des règlemens aussi uniformes que les admettra la nature de ces objets.*

Le présent acte sera porté à la diète, moyennant une proposition présidiale, comme résultat d'un engagement invariable entre les gouvernemens confédérés, pour, ensuite de leurs déclarations unanimes, y être converti par une résolution formelle, en loi fondamentale de la confédération, laquelle loi aura la même force et valeur que l'acte fédéral de l'année 1815, *et sera strictement observée et exécutée comme telle par la diète.*

(Suivent les signatures.)

1820 So geschehen zu Wien, den funfzehnten des Monats Mai, im Jahr ein tausend acht hundert und zwanzig.

(L. S.)
Fürst von Metternich.

(L. S.)
Graf Bernstorff.

(L. S.)
Krusemarck.

(L. S.)
J. E. von Küster.

(L. S.)
Freiherr von Zentner.

(L. S.)
Freiherr v. Stainlein.

(L. S.)
Graf v. d. Schulenburg.

(L. S.)
von Globig.

(L. S.)
Ernst *Graf* von Hardenberg.

(L. S.)
Graf von Mandelsloh.

(L. S.)
Freiherr v. Berstett.

(L. S.)
Freiherr v. Tettenborn.

(L. S.)
Münchhausen.

(L. S.)
du Bos du Thil.

(L. S.)
J. Bernstorff.

(L. S.)
A. R. Falck.

(L. S.)
Karl Wilh. *Freiherr* v. Fritsch.

(L. S.)
E. F. L. *Marschall* von Bieberstein.

(L. S.)
L. H. *Freiherr* v. Plessen.

(L. S.)
von Berg.

(L. S.)
J. F. Hach.

55.

Convention entre la Bavière et la Saxe, pour l'extradition reciproque des vagabonds et malfaiteurs, conclue le 15 Juin 1820.

1820 15 Juin

(*Allgem. Intell. Blatt für das Königreich Baiern*, 1820. XXIII. Stück.)

Zwischen der Königlich Baierischen und der Königlich Sächsischen Regierung ist wegen wechselseitiger Uebernahme der Vagabunden und Ausgewiesenen folgende Uebereinkunft verabredet worden:

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabunde oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden hohen contrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staats ist, welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Gebiet desselben, als ein Angehöriger eines in gerader Richtung rückwärts liegenden Staats, nothwendig seinen Weg nehmen muss.

§. 2. Als Staats-Angehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a) alle diejenigen, deren Vater, oder, wenn sie ausser der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter, zur Zeit ihrer Geburt in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder, welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthans-Verbande entlassen worden zu seyn, oder ein anderweitiges Heimathrecht erworben zu haben.

b) diejenigen, welche von heimathlosen Aeltern zufällig innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthanen-Recht, nach dessen Verfassung, erworben, oder sich daselbst mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit, zehn Jahre lang gewohnt haben.

1820 c) diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach Aufgebung ihrer vorherigen Staatsbürgerlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, dass sie sich daselbst unter Anlegung einer Wirthschaft verheirathet haben, oder, dass ihnen während eines Zeitraumes von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate zufällig geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat; so ist der letztere Staat, vorzugsweise, ihn aufzunehmen verbunden. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate, mit der Verheirathung oder zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate, zusammen; so ist das erstere Verhältniss entscheidend. Ist ein Heimathloser in dem einen Staate in die Ehe getreten, in einem andern aber nach seiner Verheirathung, während des bestimmten Zeitraumes von zehn Jahren geduldet worden; so muss er in dem letztern beybehalten werden.

§. 4. Sind bey einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so muss derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beybehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts, sind demjenigen Staate zugewiesen, welchem ihr Ehemann, vermöge eines der angeführten Verhältnisse, zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln; es wäre denn, dass während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sey, durch welche sie nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, ingleichen den Geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vor-

vorherigen Aufenthalts-Ort, dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schliefsung wieder getrennt worden, und kinderlos geblieben ist. 1820

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Eltern geniefsen, von denselben nicht getrennt werden können; so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort, in denjenigen Staat zu verweisen, welchem, bey ehelichen Kindern der Vater, oder bey unehelichen die Mutter, zugehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und letztere bey ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu seyn, so kann der erstere Staat der Beybehaltung oder Wiederannahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerks-Gesellen und Dienstboten, so wie Schäfer und Dorfhirten, welche ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten stehen, ingleichen Zöglinge und Studirende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

Zeitpächter sind den hieroben benannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen werden, hingegen in dem benachbarten Staate nach den, in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist letzterer, den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten, nicht schuldig; es würde denn urkundlich zur völ-

1820 ligen Ueberzeugung dargethan werden können, dafs das zu übernehmende Individuum einem in gerader Richtung rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe nicht wohl anders, als durch das Gebiet des erstern zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengen Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen contrahirenden Theile, nicht auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern, wenn das Verhältnifs, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden conventionsmäfsig verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe, oder aus andern völlig glaubhaften Urkunden, hervorgeht, oder, wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln, und nöthigen Falls bey der, vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde, Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, dafs ein, von dem einen der hohen contrahirenden Theile dem anderen Theile zum weitern Transporte in einen rückwärts liegenden Staat, zufolge der Bestimmung des §. 9. zugeführter Vagabunde von dem letztern nicht angenommen würde, so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beybehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Zu gegenseitiger Uebernahme der Vaganten und Ausgewiesenen sind die Städte Hof und Plauen bestimmt.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelst Transports und Abgabe derselben an die Polizey-Behörde desjenigen Orts, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staats beendigt anzusehen ist. Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport conventionsmäfsig gegründet wird, übergeben. In solchen Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu be-

folgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen werden. 1820

Es sollen auch nie mehr als drey Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, dass sie zu einer und derselben Familie gehören, und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden können.

Grössere, sogenannte Vaganten-Schube, sollen künftig nicht statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staats geschieht, und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staats bezweckt wird, so können für den Transport und die Verpflegung der Vagabunden, keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden.

Wird ein Auszuweisender, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen, und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht; so muss letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bey der Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Vorstehende Uebereinkunft soll vom Tage der beiderseits zu bewirkenden Publikation an verbindlich seyn, und in Kraft treten.

Wie nun Seine Königliche Majestät von Baiern diese Uebereinkunft allenthalben genehmigt und wegen Vollziehung derselben das Erforderliche anzuordnen geruht haben; so ist hierüber diese zur Publikation bestimmte Erklärung ausgefertigt, und auf Allerhöchsten Befehl unterzeichnet worden.

München den 15. Juni 1820.

Der Königliche Staatsminister des Königlichen Hauses und des Aeussern.

(L. S.) *Graf* v. Rechberg.

56.

1820 3. Août *Résolutions de la diète de la confédération germanique sur la proposition du Ministre président et d'après les conférences ministérielles de Vienne, pour l'établissement du tribunal austrégal. (Séance pléniaire du 3 Août 1820) *).*

(*Traduction.*)

1.

Résolution de la diète pour l'établissement du tribunal austrégal.

Art. I. Dans tous les différends qui s'éléveront entre les membres de la confédération, et qui seront portés à la diète, comme le prescrit l'acte fédératif, cette assemblée doit, si la voie de médiation a été sans effet, amener une décision par un tribunal austrégal, et, aussi long-temps qu'il n'aura point été conclu d'autre convention générale relativement aux austrégues, elle observera, à cet égard, les règlemens contenus dans la résolution rendue par la diète, le 16 Juin, 1817.

Art. II. Lorsque, conformément aux dispositions de cette résolution du 16 Juin, la cour suprême de justice d'un des États de la confédération aura été choisie pour former un tribunal austrégal, cette cour sera autorisée, d'une manière illimitée et indépendante de toute influence de la diète ou du gouvernement du pays, à conduire le procès et à terminer le différend. Cependant, en cas de délai de la part du tribunal, ce gouvernement prendra, à la de-

*) Par un consentement unanime de l'assemblée, ces résolutions furent converties en loix, de la même manière que l'acte final des conférences ministérielles tenues à Vienne.

56.

1.

Bundesschluss, das bey Aufstellung der Austrägal-Instanzen zu beobachtende Verfahren betreffend, vom 3. August 1820. Plenar-Versammlung §. 2. 1820 3. Aug.

(Corpus juris confoed. germanicae pro M. Guido de Meyer, vol. II. p. 197.)

Art. I. Die Bundesversammlung hat in allen, nach Vorschrift der Bundesacte bei ihr anzubringenden Streitigkeiten zwischen den Bundesgliedern, wenn die vorgängige Vermittlung ohne Erfolg geblieben ist, die Entscheidung durch eine Austrägal-Instanz zu veranlassen, und dabei, so lange nicht wegen der Austrägalgerichte überhaupt eine anderweite Uebereinkunft statt gefunden hat, die in dem Bundestags-Beschlusse vom 16. Juni 1817 enthaltenen Vorschriften zu beobachten.

Art. II. Wenn nach Anleitung des Bundestags-Beschlusses vom 16. Juni 1817 der oberste Gerichtshof eines Bundesstaats zur Austrägal-Instanz gewählt ist; so steht demselben die Leitung des Processes und die Entscheidung des Streits, in allen seinen Haupt- und Nebenpuncten, uneingeschränkt und ohne alle weitere Einwirkung der Bundesversammlung oder der Landesregierung zu. Letztere wird jedoch, auf Ansuchen der Bundesversammlung

1820 mande de la diète ou des parties litigantes, les mesures nécessaires pour accélérer la décision.

Art. III. Un membre de la confédération ne peut être admis en tiers devant le tribunal austrégal pour prendre part à un différend entre deux autres membres, que dans le cas où le tribunal reconnoît une liaison essentielle de ses rapports de droit avec le différend pendant au tribunal. Ce n'est aussi que dans ce cas qu'une réconvention peut avoir lieu devant l'instance austrégale, et seulement lorsqu'elle est présentée aussitôt après la plainte portée en prévention.

Art. IV. Lorsqu'il n'existe point de règle normale particulière pour la décision, le tribunal doit prononçer d'après les sources judiciaires suivies autrefois subsidiairement par les tribunaux d'empire dans les causes du même genre, en tant qu'elles sont encore applicables aux rapports actuels des membres de la confédération.

Art. V. On joindra toujours aux jugemens rendus au nom de la diète un exposé complet des motifs de la décision.

Le tribunal prononcera d'après des principes de droit commun sur l'article des dépens, et il suivra pour les fixer la taxe qui lui est prescrite, sans porter en compte aucuns autres droits.

Art. VI. Les jugemens austrégaux seront regardés comme ayant force de loi et mis à exécution aussitôt qu'ils seront connus. Cependant on accordera la restitution pour des faits et des moyens de preuves nouvellement découverts. Mais elle doit être demandée dans l'intervalle de 4 ans, à compter du jour de cette découverte, et l'exécution du jugement austrégal ne peut être arrêtée par là.

Art. VII. La même cour qui a rendu le jugement dans la cause, décidera si la restitution est admissible, et quelle importance et effet légal peuvent avoir les faits et les moyens de preuves nouvellement découverts.

Art. VIII. La prestation du serment de restitution aura lieu devant le tribunal austrégal, entre les

oder den streitenden Theile, im Falle einer Zögerung von Seiten des Gerichts, die zur Beförderung der Entscheidung nöthigen Verfügungen erlassen. 1820

Art. *III. Zur Theilnahme an einem Rechtsstreit unter Bundesstaaten kann ein drittes Bundesglied vor das erwählte Austrägalgericht nur dann zugelassen werden, wenn das Gericht eine wesentliche Verbindung der Rechtsverhältnisse desselben mit dem anhängigen Rechtsstreit anerkennt. Auch eine Wiederklage hat nur in diesem Falle bey dem erwählten Austrägalgerichte statt, und nur, wenn sie sogleich bey der Einlassung auf die Vorklage angebracht wird.*

Art. *IV. Wo keine besondern Entscheidungs-Normen vorhanden sind, hat das Austrägalgericht nach den in Rechtsstreitigkeiten derselben Art vormals von den Reichsgerichten subsidiarisch befolgten Rechtsquellen, insofern solche auf die jetzigen Verhältnisse der Bundesglieder noch anwendbar sind, zu erkennen.*

Art. *V. Dem im Namen der Bundesversammlung abzufassenden Erkenntnisse sollen jederzeit die vollständigen Entscheidungsgründe beygefügt werden.*

Ueber den Kostenpunct soll das erwählte Austrägalgericht nach gemeinrechtlichen Grundsätzen erkennen, und bey deren Bestimmung die ihm vorgeschriebene Taxordnung befolgen, ohne weitere Gebühren in Ansatz zu bringen.

Art. *VI. Die Austrägal-Erkenntnisse sind sofort nach ihrer Eröffnung als rechtskräftig anzusehen und zu befolgen. Jedoch ist die Restitution wegen neu aufgefundener Thatsachen und Beweismittel zulässig. Sie muss aber innerhalb vier Jahren, vom Tage der Auffindung an gerechnet, nachgesucht, und es kann dadurch die Vollziehung des Austrägal-Erkenntnisses nicht aufgehalten werden.*

Art. *VII. Ueber die Zulässigkeit der Restitution und über die Erheblichkeit und rechtliche Wirkung der neu aufgefundenen Thatsachen und Beweismittel, hat derselbe Gerichtshof zu erkennen, welcher die Entscheidung in der Sache gefasst hat.*

Art. *VIII. Die Ableistung des Restitutions-Eides geschieht bey dem Austrägalgerichte, durch*

1820 mains du président de l'autorité sous la surveillance et du consentement de laquelle la restitution a été demandée, et par le fonctionnaire de la partie réclamant la restitution, qui a fait le travail de l'affaire, et qui prêtera serment en personne ou par des fondés de pouvoirs spéciaux. S'il y en a eu plusieurs employés à l'affaire, il sera libre à la partie adverse de nommer celui qui doit prêter le serment de restitution.

Art. IX. Dans le cas où les jugemens austrégaux ne seroient pas exécutés de suite ou complétement, la diète prendra des mesures pour leur exécution. S'il y a encore sur ce point des contestations, qui demandent une décision judiciaire, elle doit être rendue par le tribunal qui a prononcé le jugement exécutoire.

Art. X. Il est libre du reste aux membres de la confédération de faire des arrangemens pour des austregues particuliers ou des compromis relativement à leurs différends, soit dans des cas particuliers, soit pour les cas à venir; et de même les anciens austrègues de famille ou établis par des conventions, ne sont ni supprimés ni changés par l'établissement du tribunal austrégal de la confédération.

Art. XI. La diète fera, relativement à la manière de procéder dans les différends entre les membres de la confédération, une révision de la résolution du 16 Juin 1817, et il sera laissé alors à la disposition de chaque membre de proposer des moyens complémentaires à cet égard.

2.

Résolution de la diète sur le réglement d'exécution des sentences austrégales.

Art. I. La diète a le droit et l'obligation de veiller à l'exécution de l'acte fédératif et des autres

den Vorstand derjenigen Behörde, unter deren Aufsicht und Genehmigung die Restitution nachgesucht wird, und von denjenigen Beamten des die Restitution nachsuchenden Theils, welcher die Sache bearbeitet hat, entweder in Person, oder durch Special-Bevollmächtigte. Sind mehrere dabey verwendet worden; so soll dem andern Theile frey stehen, den zu benennen, welcher den Restitutions-Eid abzustatten hat. 1820

Art. IX. Die Bundesversammlung verfügt die Vollziehung der Bundes-Austrägal-Erkenntnisse, in so fern denselben nicht sofort oder nicht vollständig Folge geleistet wird. Fallen bey der Vollziehung noch Streitigkeiten vor, welche eine richterliche Entscheidung erfordern; so steht diese dem Austrägal-Gerichte zu, welches das zu vollziehende Erkenntniss gefasst hat.

Art. X. Es steht übrigens den Bundesgliedern frey, für ihre Streitigkeiten sowohl in einzelnen vorkommenden Fällen, als auch für alle künftige Fälle wegen besonderer Austräge oder Compromisse übereinzukommen, wie denn auch frühere Familien- oder Vertrags-Austräge durch Errichtung der Bundes-Austrägal-Instanz nicht aufgehoben, noch abgeändert werden.

Art. XI. Die Bundesversammlung wird, in Beziehung über das Verfahren bey Streitigkeiten der Bundesglieder unter sich, eine Revision des Bundestags-Beschlusses vom 16. Juni 1817. vornehmen, wobey jedem Bundesglied weitere zweckmässige Ergänzungen in Antrag zu bringen überlassen bleibt.

2.

Executions-Ordnung zur Vollziehung der Beschlüsse des Bundestags und der Erkenntnisse der Austrägal-Instanzen, definitiv festgesetzt am 3. August 1820. Plenar-Versammlung §. 3. 3. Aug.

Art. I. Die Bundesversammlung hat das Recht und die Verbindlichkeit, für die Vollziehung

8120 lois de la confédération, des résolutions qu'elle a rendues dans les limites de sa compétence, de tout jugement arbitral prononcé par des austrégues, des décisions en compromis qui auront été mises sous la garantie de la confédération et des accommodemens conclus par la médiation de la diète, ainsi qu'au maintien des garanties particulières dont s'est chargée la confédération, et à cette fin, après avoir épuisé tous les autres moyens constitutionnels, d'employer les mesures d'exécution nécessaires.

Art. II. Pour remplir cette obligation, la diète choisit chaque fois pour un intervalle de six mois, y compris les vacances, une commission de cinq membres et deux suppléans, pris dans son sein, de manière qu'à chaque renouvellement de cette commission, il y soit admis au moins deux nouveaux membres. C'est à cette commission que seront remises toutes les pétitions et les notes adressées à la diète, concernant les objets d'exécution spécifiés art. I.

Art. III. Cette commission est chargée d'examiner avant tout si les obligations fédérales ont été suffisamment remplies ou non, et de faire là-dessus son rapport à la diète. Si celle-ci acquiert d'après ce rapport la conviction que les dispositions légales n'ont pas été observées dans le cas dont il s'agit, ou qu'elles ne l'ont été que d'une manière insuffisante, elle fixera, suivant les circonstances, un terme plus ou moins court, pour recevoir des ministres des Etats confédérés que cela concerne, ou la déclaration que ces dispositions ont été exécutées, ou un exposé satisfaisant des causes qui s'opposent encore à ce qu'elles soient observées.

Après cette déclaration, ou à son défaut, à l'échéance du délai fixé, la diète jugera d'après le rapport que lui fera la commission, jusqu'à quel point l'affaire est terminée, ou si réellement les obligations fédérales n'ont point été accomplies, et si elle doit en conséquence arrêter les mesures d'exécution convenables.

der Bundesacte und übrigen Grundgesetze des Bundes, der, in Gemässheit ihrer Competenz, von ihr gefassten Beschlüsse, der durch Austräge gefällten schiedsrichterlichen Erkenntnisse, der unter die Gewährleistung des Bundes gestellten compromissarischen Entscheidungen und der am Bundestage vermittelten Vergleiche, so wie für die Aufrechthaltung der von dem Bunde übernommenen besondern Garantien, zu sorgen, auch zu diesem Ende, nach Erschöpfung aller andern bundesverfassungsmässigen Mittel, die erforderlichen Executions-Maassregeln in Anwendung zu bringen. 1820

Art. II. Zur Erfüllung dieser Verbindlichkeit wählt die Bundesversammlung jedesmal für den Zeitraum von sechs Monaten, mit Einschluss der Ferien, aus ihrer Mitte eine Commission von fünf Mitgliedern mit zwey Stellvertretern, dergestalt, dass bey deren jedesmaliger Erneuerung wenigstens zwey neue Mitglieder darin aufgenommen werden. An dieselbe werden alle der Bundesversammlung zukommenden Eingaben und Anzeigen abgegeben, welche auf die im Art. 1. bezeichneten Vollziehungsgegenstände Bezug haben.

Art. III. Dieser Commission liegt ob, zuvörderst zu prüfen, ob der bundesmässigen Verpflichtung vollständige oder unzureichende Folge geleistet worden sey, und darüber Vortrag an die Bundesversammlung zu erstatten. Erhält diese dadurch die Ueberzeugung, dass in dem gegebenen Falle die gesetzlichen Vorschriften gar nicht, oder nicht hinlänglich befolgt worden sind, so hat sie, nach Beschaffenheit der Umstände, einen kurzen Termin anzuberaumen, um von den Gesandten der Bundesstaaten, welche solches angeht, entweder die Erklärung der hierauf erfolgten Vollziehung oder die genügende und vollständige Nachweisung der Ursachen, welche der Folgeleistung noch entgegenstehen, zu vernehmen.

Nach erfolgter Erklärung, oder, in Ermangelung dieser, nach Ablauf der bestimmten Frist, hat die Bundesversammlung auf das von der Commission darüber abzugebende Gutachten zu beurtheilen, in wie fern die Sache erledigt, oder der Fall der Nichterfüllung der bundesmässigen Verpflichtung begründet, und sonach das geeignete Executions-Verfahren zu beschliessen ist.

1820 Art. IV. Avant que la diète fasse exécuter sa résolution relativement à ces mesures, elle la fera communiquer au gouvernement de la confédération que la chose concerne, par l'organe de son ministre, et en même temps elle lui adressera une invitation motivée à s'y conformer, en fixant, à cet effet, un terme analogue à l'état des choses.

Art. V. Si le gouvernement fait savoir alors qu'il s'est conformé à la résolution, la commission émettra son opinion à ce sujet, et la diète jugera jusqu'à quel point sa résolution a été suffisamment observée. Si le gouvernement ne fait point une pareille déclaration, ou si elle n'est pas jugée suffisante, on décidera sans délai qu'il doit être réellement procédé aux mesures d'exécution, dont la menace aura précédé, et l'on en fera de nouveau informer l'Etat qui a donné lieu à cette résolution.

Art. VI. Chaque gouvernement de la confédération étant obligé de tenir la main à l'exécution des résolution de ce corps, et la diète n'ayant pas d'influence immédiate sur l'administration intérieure des Etats de la confédération, on ne peut dans la règle employer les voies d'exécution que contre le gouvernement lui-même. Il y a néanmoins exception à cette règle, si un gouvernement, à défaut de moyens suffisans à sa disposition, réclame lui-même le secours de la confédération, ou si la diète, dans les circonstances énoncées art. 26. de l'acte final, se trouve obligée à prendre des mesures pour le rétablissement de l'ordre et de la sûreté générale sans qu'on ait réclamé son intervention. Dans le premier cas, on doit néanmoins procéder toujours de concert avec le gouvernement auquel la confédération donne du secours; et dans le second cas, on doit observer le même accord, dès que le gouvernement est remis en activité.

Art. VII. Les mesures d'exécution sont prises au nom de la totalité de la confédération. La diète charge à cette fin, en ayant égard aux circonstances locales et aux autres rapports, un ou plusieurs des gouvernemens non intéressés à la chose, d'exécuter

Art. IV. Ehe die Bundesversammlung die wirkliche Ausführung ihres wegen der Execution und der dabey anzuwendenden Mittel gefassten Beschlusses verfügt, wird sie denselben der Regierung des betheiligten Bundesstaats durch dessen Bundestagsgesandten mittheilen und zugleich an diese eine angemessene motivirte Aufforderung zur Folgeleistung, unter Bestimmung einer nach Lage der Sache zu bemessenden Zeitfrist, ergehen lassen. 1820

Art. V. Wenn hierauf die Befolgung angezeigt wird, so hat die Commission ihr Gutachten darüber abzugeben, und der Bundestag zu beurtheilen, in wie fern solches zur Genüge geschehen ist. — Ergeht keine solche Anzeige, oder wird selbige nicht hinreichend befunden, so wird ohne Verzug der wirkliche Eintritt des angedrohten Executions-Verfährens beschlossen, und zugleich der Bundesstaat, der zu diesem Beschlusse Anlass gegeben hat, davon nochmals in Kenntniss gesetzt.

Art. VI. Da jede Bundesregierung die Obliegenheit hat, auf Vollziehung der Bundesbeschlüsse zu halten, der Bundesversammlung aber eine unmittelbare Einwirkung auf die innere Verwaltung der Bundesstaaten nicht zusteht; so kann in der Regel nur gegen die Regierung selbst ein Executions-Verfahren statt finden. Ausnahmen von dieser Regel treten jedoch ein, wenn eine Bundesregierung, in Ermangelung eigener zureichender Mittel, selbst die Hülfe des Bundes in Anspruch nimmt, oder wenn die Bundesversammlung unter den (im 26. Artikel der Schlussacte) bezeichneten Umständen, zur Wiederherstellung der allgemeinen Ordnung und Sicherheit unaufgerufen einzuschreiten, verpflichtet ist. — Im ersten Falle muss jedoch immer in Uebereinstimmung mit den Anträgen der Regierung, welcher die bundesmässige Hülfe geleistet wird, verfahren, und im zweyten Falle ein Gleiches, sobald die Regierung wieder in Thätigkeit gesetzt ist, beobachtet werden.

Art. VII. Die Executions-Maassregeln werden im Namen der Gesammtheit des Bundes beschlossen und ausgeführt. Die Bundesversammlung ertheilt zu dem Ende, mit Berücksichtigung der Local-Umstände und sonstigen Verhältnisse, einer oder mehre-

1820 les mesures résolues, et elle fixe en même temps, soit la durée du temps pendant lequel les mesures d'exécution doivent avoir lieu pour le but auquel elles sont destinées.

Art. VIII. Le gouvernement à qui est confié cette exécution, et qui doit s'en charger comme d'un devoir inhérent à sa qualité de membre de la confédération, nomme à cet effet un commissaire civil, qui dirige immédiatement les mesures d'exécution, d'après des instructions particulières que lui donne la diète.

Si la proposition est adressée à plusieurs gouvernemens, la diète désigne celui qui doit nommer le commissaire civil. Le gouvernement chargé des mesures d'exécution, informera la diète de leur résultat, pendant qu'elles dureront, et aussitôt que leur but sera complétement rempli, il lui fera connoître que l'affaire est terminée.

Art. IX. Lorsqu'un gouvernement refuse de se charger de la commission à lui déléguée de procéder à l'exécution, c'est à la diète à prononcer sur la gravité ou l'insuffisance des motifs de ce refus. S'ils lui paroissent graves, ou si elle trouve elle-même quelque inconvénient à laisser au gouvernement déjà désigné la charge des mesures d'exécution, elle doit la transférer à un autre gouvernement de la confédération. La même chose a lieu également si le gouvernement primitivement désigné persiste à décliner la commission sans des motifs de refus reconnus valables, et la laisse ainsi sans exécution; néanmoins en pareil cas, ce dernier est tenu à des dommages-intérêts et il est responsable envers la confédération de tout préjudice résultant de sa conduite.

Art. X. Si, d'après une déclaration expresse de la diète, il n'y a pas péril en la demeure, le gouvernement chargé de procéder à l'exécution doit donner avis au gouvernement intéressé de la commission dont il a été chargé, en lui notifiant que si dans le délai de trois semaines, il n'a point suffisamment sa-

ren bey der Sache nicht betheiligten Regierungen 1820
den Auftrag zur Vollziehung der beschlossenen Maaßregeln, und bestimmt zugleich sowohl die Stärke der dabey zu verwendenden Mannschaft, als die nach dem jedesmaligen Zwecke des Executions-Verfahrens zu bemessende Dauer desselben.

Art. VIII. Die Regierung, an welche der Auftrag gerichtet ist, und welche solchen als eine Bundespflicht zu übernehmen hat, ernennt zu diesem Behuf einen Civil-Commissair, der, nach einer von der Bundesversammlung zu ertheilenden besondern Instruction, das Executions-Verfahren unmittelbar leitet.

Wenn der Auftrag an mehrere Regierungen ergangen ist, so bestimmt die Bundesversammlung, welche derselben den Civil-Commissair zu ernennen hat. Die beauftragte Regierung wird während der Dauer des Executions-Verfahrens die Bundesversammlung von dem Erfolge desselben in Kenntniss erhalten, und sie, sobald der Zweck vollständig erfüllt ist, von der Beendigung des Geschäfts unterrichten.

Art. IX. Wenn eine Regierung sich weigert, die Ausführung der ihr aufgetragenen Executions-Maaßregeln zu übernehmen, so hat die Bundesversammlung über die Erheblichkeit oder Unzulänglichkeit der Weigerungsgründe zu entscheiden. Erkennt sie diese Gründe für erheblich, oder findet sie selbst Anstände, das Executions-Verfahren durch die früher bezeichnete Regierung vornehmen zu lassen; so hat sie solches einer andern Bundesregierung zu übertragen. Dasselbe findet auch statt, wenn die zuerst ernannte Regierung, ohne anerkannte hinlängliche Entschuldigungsgründe, auf Ablehnung des Auftrags beharret, und diesen deßhalb unerfüllt läßt; in solchem Falle bleibt jedoch letztere zum Schadenersatz gehalten und für alle sonst daraus entstehenden nachtheiligen Folgen dem Bunde verantwortlich.

Art. X. Wenn nicht, nach einer bestimmten Erklärung der Bundesversammlung, Gefahr auf dem Verzuge haftet, soll die mit dem Executions-Verfahren beauftragte Regierung den betheiligten Bundesstaat von dem ihr ertheilten Auftrag benachrichtigen, mit der Anzeige, daß, wenn binnen drey

1820 tisfait à la résolution à laquelle cette mesure se rapporte, l'exécution de la dite mesure s'ensuivra immédiatement, suivant les devoirs qui lui sont imposés.

Art. XI. La direction supérieure de l'exécution ordonnée appartient à la diète, à laquelle tous les rapports et autres renseignemens y relatifs seront adressés. La commission d'exécution choisie dans son sein établit son rapport ultérieur sur ces documens, ensuite de quoi la diète prend ses résolutions et expédie les instructions nécessaires au gouvernement chargé de procéder à l'exécution.

Art. XII. L'exécution des compromis et des sentences austrégales ne peut être poursuivie par la diète que sur la demande des parties. La diète, d'après l'avis de sa commission, doit ordonner ce qu'il y a de plus convenable à faire.

La sentence même ne peut en aucun cas faire l'objet d'une délibération et d'une décision de la diète. Si cependant il est produit contre la mise à exécution des exceptions valables qui puissent donner lieu à une procédure ultérieure, ces exceptions doivent être communiquées sans délai au même tribunal austrégal qui a rendu la sentence. En vertu du jugement ultérieur qui s'en suivra, le mode d'exécution requis émanera de la diète, d'après les règles prescrites. S'il s'élève de semblables difficultés à l'occasion de compromis ou d'arrangemens à l'amiable, il sera nommé, dans la forme ordinaire et le plus promptement possible, un tribunal austrégal qui aura à prononcer juridiquement sur les exceptions ou les doutes qui pourroient encore être opposés à l'exécution même.

Art. XIII. Aussitôt que la commission d'exécution a été littéralement remplie, toute mesure hostile ultérieure doit cesser et les troupes doivent être retirées du pays qui avoit été condamné à l'exécution. Le gouvernement qui a été chargé de l'exécution doit en même temps en informer la diète.

Wochen eine genügende Erfüllung der Beschlüsse, auf welche diese Maassregeln Bezug haben, nicht nachgewiesen seyn sollte, die wirkliche bundespflichtmässige Vollziehung der letztern unfehlbar erfolgen werde. 1820

Art. XI. Die obere Leitung der angeordneten Vollziehung steht auch in ihrem Fortgange der Bundesversammlung zu; an diese werden alle darauf sich beziehenden Berichte und sonstigen Anzeigen gerichtet. — Die aus ihrer Mitte gewählte Executions-Comission erstattet ihr darüber nähere Austräge, worauf sie ihre Beschlüsse fasst und an die mit der Execution beauftragte Regierung die nöthigen Anweisungen erlässt.

Art. XII. Die Vollstreckung der compromissarischen und Austrägal-Erkenntnisse kann nur, auf Anrufen der Partheyen, von der Bundessammlung veranlasst werden. Diese hat, nach gutachtlicher Vernehmung ihrer Commission, das Geeignete hierauf zu verfügen.

Das Erkenntniss selbst, darf in keinem Falle der Gegenstand einer Berathung und eines Beschlusses der Bundesversammlung werden. Wenn indess gegen die Vollziehung noch zulässige Einreden vorgebracht werden, die ein weiteres rechtliches Verfahren veranlassen können; so sind diese unverzüglich an dasselbe Austrägalgericht zu verweisen, von welchem das Erkenntniss ausgegangen ist. In Gemässheit des hierauf erfolgten weitern Anspruchs, ist durch die Bundesversammlung das erforderliche Executions-Verfahren nach den gegebenen Vorschriften zu veranlassen. Ergeben sich ähnliche Anstände bey Compromissen und gütlichen Vergleichen, so ist in gewöhnlicher Art, jedoch mit möglichster Beschleunigung, ein Austrägalgericht zu ernennen, welches über die gegen die Vollstreckung selbst noch vorkommenden Einreden und Zweifel rechtlich zu erkennen hat.

Art. XIII. Sobald der Vollziehungs-Auftrag vorschriftmässig erfüllt ist, hört alles weitere Executions-Verfahren auf, und die Truppen müssen ohne Verzug, aus dem mit der Execution belegten Staate zurückgezogen werden.

1820 S'il s'éléve des plaintes sur une prolongation de séjour, la diète aura à prononcer sur leur validité et sur les demandes d'indemnités à cet égard.

Art. XIV. Les frais de l'exécution doivent se borner à la dépense effective qui devra être fixée d'après l'importance de l'objet. Le gouvernement contre lequel l'exécution aura été ordonnée devra sans retard les acquitter en tant qu'ils seront liquides, ou donner pour le pajement des sûretés suffisantes. S'il s'élève encore des oppositions ou des plaintes à cet égard, la diète, dans le cas où les exécutions ne sont pas venues à la suite de procès formels; après avoir pris l'avis de la commission diétale, devra amener les parties à un accommodement; mais dans le cas où l'exécution a été ordonnée par un tribunal austrégal, elles doivent être jugées par le même tribunal austrégal qui a prononcé la sentence. Dans les cas désignés par l'article 26. de l'acte final, c'est au gouvernement du pays à forcer par les voies légales les coupables au payement des frais occasionnés par leur faute.

Die mit der Vollziehung beauftragte Regierung hat zu gleicher Zeit der Bundesversammlung davon Nachricht zu geben. 1820

Entstehen wegen eines verlängerten Aufenthalts Beschwerden, so hat die Bundesversammlung über den Grund derselben, und die daraus erwachsenden Entschädigungs-Ansprüche zu entscheiden.

Art. XIV. Die Kosten der Execution sind auf den wirklichen, nach dem Zwecke zu bemessenden Aufwand zu beschränken. Die Bundesregierung, gegen welche die Execution verfügt worden, hat dieselben, so weit sie liquid sind, ohne Aufenthalt zu berichtigen oder hinreichende Sicherheit dafür zu stellen. Einwendungen oder Beschwerden, welche noch dagegen erhoben werden, sind bey Executionen, die nicht in Folge förmlicher Rechtsstreitigkeiten verhängt worden, durch die Bundesversammlung auf erstatteten Vortrag der Bundestags-Commission auszugleichen; bey Executionen austrägalrichterlicher Erkenntnisse aber sind dieselben durch das Austrägalgericht, welches das Erkenntniss erlassen hat, zu entscheiden. Der Landesregierung bleibt es in den (im Art. XXVI. der Schlussacte) bezeichneten Fällen überlassen, die Schuldigen zur Bezahlung der durch ihre Vergehungen veranlassten Kosten im gesetzlichen Wege anzuhalten.

57.

1820 9 Août

Convention entre S. M. Très-Chrétienne et S. M. le roi de Sardaigne, pour l'extradition réciproque des déserteurs, signée à Paris, le 9 Août 1820.

(*Annuaire hist. universel pour* 1820. p. 562.)

Art. I. Tout militaire admis ou immatriculé, d'après les lois, dans l'un des corps composant l'armée de terre, qui déserteroit le service de l'une des deux puissances, et passeroit sur le territoire de l'autre, soit pour y prendre un service, soit pour y chercher un asile, sera arrêté afin d'être rendu, à moins qu'il ne soit sujet du pays où il se sera réfugié; mais dans ce dernier cas, les chevaux et effets d'armement, d'habillement et d'équipement, appartenant à la puissance dont il auroit abandonné le service, seront renvoyés au commandant de la première place frontière.

Dans le cas où le déserteur arrêté auroit abandonné antérieurement le service d'un autre gouvernement avec lequel la puissance requise auroit conclu un semblable cartel d'échange, il sera remis à l'Etat qu'il aura abandonné en dernier lieu.

Art. II. Lorsque l'arrestation d'un déserteur aura eu lieu, la puissance à laquelle il appartiendra en sera immediatement informée par un avis adressé aux autorités militaires ou civiles de la place la plus voisine de la frontière. Cet avis portera, s'il est possible, l'indication du régiment que le déserteur aura quitté, et fera connoître l'époque précise de son arrestation et la nature des effets qu'on aura trouvés sur lui.

Aussitôt que, de part et d'autre, les autorités limitrophes auront déterminé le jour où l'extradition devra s'effectuer, le déserteur sera conduit jusqu'à la frontière, et remis entre les mains de la force armée.

Art. III. Les frais de détention, ceux de nourriture, et la gratification mentionnée en l'article 5, seront payés au moment de la remise du déserteur.

Il sera alloué, pour frais de détention et de nourriture, par jour, pour chacun des déserteurs, soixante-quinze centimes, et la valeur d'une ration de pain de vingt-quatre onces, au prix courant de cette denrée. 1820

Art. IV. Les déserteurs, fantassins ou cavaliers, seront rendus avec les armes, les habits, les équipages et l'argent qu'ils pourront avoir au moment de leur arrestation.

Il en sera de même des chevaux que les déserteurs de cavalerie emmèneroient avec eux. La nourriture des chevaux, réglée sur le pied d'une ration par jour pour chaque cheval, sera payée au prix de la ration de fourrage allouée en France à la gendarmerie, et dans les Etats de S. M. le roi de Sardaigne, aux carabiniers exerçant leurs fonctions dans le lieu où l'arrestation aura été faite.

Art. V. Il sera accordé une gratification de vingt-cinq francs, à quiconque aura arrêté un déserteur d'infanterie ou un cavalier non monté, et le double pour l'arrestation d'un cavalier avec son cheval; cette gratification sera payée dans le lieu même où la remise du déserteur aura lieu, et par les soins de l'autorité qui le recevra.

Les receveurs des contributions publiques fourniront les fonds nécessaires au payement des gratifications de ce genre, et des frais de détention et d'extradition énoncés en l'article 3. En France, cette avance sera faite en vertu d'un mandat de l'autorité supérieure locale, et sera remboursée aux receveurs par le ministère dans la juridiction duquel se trouvera le déserteur extradé. En Piémont, cette avance sera faite d'après un mandat de l'intendant de la province.

Art. VI. Lorsqu'un déserteur aura atteint le territoire de celle des deux puissances à laquelle il n'appartiendra pas, il ne pourra, sous aucun prétexte, y être poursuivi par les officiers de son gouvernement.

Ces officiers se borneront à prévenir de son passage les autorités locales, afin qu'elles aient à le faire arrêter. Néanmoins, pour accélérer l'arrestation de ce déserteur, une ou deux personnes, chargées de la poursuite, pourront, au moyen d'un passe-port ou d'une autorisation en règle, qu'elles devront ob-

1820 tenir de leur chef immédiat, se rendre au plus prochain village situé en dehors de la frontière, à l'effet de réclamer des autorités locales l'exécution du présent traité.

Art. VII. L'arrestation et l'extradition des déserteurs de la marine et des forçats auront également lieu dans les formes et aux conditions énoncées ci-dessus à l'égard des déserteurs des corps composant l'armée de terre.

Art. VIII. Les effets et l'argent qui seroient au pouvoir des déserteurs au moment de leur arrestation, seront exactement rendus, s'ils les ont volés: toutefois, on prélèvera sur leur valeur les frais de justice qu'il aura été indispensable de faire; à moins que ces effets ne soient des pièces de conviction sans lesquelles la preuve du crime seroit perdue.

Les autorités supérieures veilleront, de part et d'autre, à ce qu'il ne se commette aucun abus dans ce prélèvement.

Art. IX. Le déserteur, qui se sera rendu coupable d'un crime emportant la peine de mort, ou une peine afflictive à vie, dans le pays où il se sera réfugié, ne sera point rendu; mais s'il a commis un crime emportant une peine moins grave, il sera mis à la disposition de son gouvernement, après avoir subi la peine qu'il a encourue dans le pays où il avoit cherché asile.

Art. X. La présente convention est conclue pour deux ans, à l'expiration desquels elle continuera d'être en vigueur pour deux autres années, et ainsi de suite, sauf déclaration contraire de la part de l'un des deux gouvernemens.

Art. XI. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le terme de six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires de Leurs Majestés le Roi de France et de Navarre et le Roi de Sardaigne, avons signé la présente convention et y avons apposé le cachet de nos armes.

Fait à Paris, le 9 Août, 1820.

(L. S.) *Signé:* Pasquier.

(L. S.) *Signé: le Comte* de Pralorme.

58.

Traité d'armiſtice conclu entre les Chefs de l'armée royale eſpagnole et ceux de l'armée républicaine de Columbia, ſigné à Truxillo, le 25 Novembre 1820.

1820 25 Nov.

(*Annual-Regiſter* 182. Vol. II. p. 846).

(*Traduction angloiſe*).

Art. I. On the part of both the Spaniſh and the Columbian armies, hoſtilities of every deſcription will ceaſe from the moment wherein the ratification of the preſent treaty ſhall be made public; nor will the war be continued, or any hoſtile act executed between the two parties, on the whole extent of this territory by them poſſeſſed, during the period of this armiſtice.

Art. II. The period of this armiſtice will be extended to ſix months from the day of its ratification; but as the fundamental principle and baſis thereof is the good faith and the ſincere wiſhes which animate both parties to terminate the war, a prorogation of this term may take place for as long as it be found requiſite, provided that the period now ſtipulated being elapſed, the negotiations, about to be entered into are concluded; but that there is, however, a proſpect of their being brought to a termination.

Art. III. The troops of both armies will hold the poſitions which they occupy at the time of their being made aquainted with the ſuſpenſion of hoſtilities; but as it is meet to fix clear and well-known limits on the ſpot which is the principal theatre of warfare, in ordre to preclude any difficulties ariſing from the confuſion of poſitions, the following ones are preſcribed: —

Firſt. The river Unare, aſending from its mouth in the ocean, until where it meets with the Gua-

1820 nare, the currents of the latter running up to its ſource, from hence a line until the beginning of the Manapire; the currents of this as far as the Orinoco; the left border of the confluence of the Apure; this until where it receives the river Santo Domingo, the waters of the latter until the city of Barinas, whence a ſtraight line is to be drawn until Bocono of Truxillo, and from here the natural boundary line which divides the province of Caraccas from the departement of Truxillo.

Second. The troops of Columbia operating againſt Maracaybo, as ſoon as the armiſtice is made known to them, may afterwards croſs through the territory occupied by the Spaniſh army, in ordre to join the other bodies of the republican army, provided while they are croſſing this territory they be conducted by a Spaniſh officer. They will be alſo, for the ſame purpoſe, ſupplied with the neceſſaries of life and vehicles on paying for the ſame.

Third. The remainder of the troops of both parties, not comprehended within the preſcribed limits, will remain in the poſitions occupied by them, as before ſtated, until the officers appointed by either party ſhall ſettle, in a friendly manner, the boundaries which are to ſeparate the territory operated upon, and arrange the difficulties ariſing in the ſettlement of thoſe boundaries to the ſatisfaction of both parties.

Art. IV. As it is probable that at the time of making public this treaty, ſome troops or guerillas may be found beyond the boundary line preſcribed in the 3rd article, and wo are no longer to remain in the territory which they occupy, the following is agreed upon: —

a. That the regular troops who may be ſo ſituated ſhall withdraw beyond the boundary line, and among theſe any belonging to the Republican army occupying the left border of the Guanare and Unare ſhall retire and ſtation themſelves at Piritu Clarines, or any other adjacent towns. And,

b. That the Guerillas in ſuch caſe be diſarmed, disbanded, and reduced to the claſs of ſimple citi-

zens, or withdraw in like manner as the regular troops. In the first of these two cases, the most absolute and perfect guarantee is offered and granted to those therein comprehended, and both governments pledge themselves, during the armistice, not to enlist them under their respective standards, but, on the contrary, to grant them leave to quit the territory in which they are, and to join, the army to which they belong, at the expiration of this treaty. 1820

Art. V. Notwithstanding the town of Carache is situated within the line belonging to the army of Columbia, it is agreed that a military commandant, of the Spanish army shall reside in it, with a party of armed peasants, not exceding 25. The civil authorities now existing there shall also remain.

Art. VI. As a proof of the sincerity and good faith which characterize this treaty, it is determined that, in the city of Barinas, no more than one military commandant of the republic, with a party of observation of twentyfive armed peasants, shall be permitted to reside; as also the labourers necessary for the intercourse with Meridia and Truxillo, and for the conveyance of cattle.

Art. VII. Hostilities on the ocean will also cease in thirty days from the ratification of this treaty for the American, and in ninety days for the European seas. The prizes made after that period will be reciprocally returned, and privateers or cruisers will be held reponsible for the damages sustained by their detention.

Art. VIII. From the moment of the ratification of the armistice the communication between the respective territories shall become open and free, in order to provide each other with cattle and all kinds of subsistence and merchandise. The speculators and traders must supplied with the necessary passports, to which they will subjoin the passes of the authorities of the territory whence the goods are taken, so as to obviate disorder.

Art. IX. The city and port of Maracaybo remains free, and adapted as an avenue for intercourse with the people of the interior, both for the necess-

1820 ſaries of life, and as regards mercantile transactions; and merchant veſſels belonging to us or to Columbia, which may import goods not being arms of warlike ſtores, or export the ſame from that port for Columbia, will be treated as ſtrangers, and as ſuch will pay duties and be ſubject to the laws of the country. The agents or commiſſioners appointed by the government of Columbia to proceed to Spain or to foreign countries, and thoſe received by the ſame, ſhall be permitted to touch at the above places, and enter and leave the port.

Art. X. The city of Carthagena will enjoy the ſame liberty as that of Maracaybo, with reſpect to the inland trade, and during the armiſtice may apply to its advantage both as reſpects its population and garriſon.

Art. XI. The foundation and primary object of this armiſtice being the negotiation of peace, to the end whereof both parties muſt be reciprocally employed, envoys and deputies ſelected for this purpoſe ſhall be interchanged by each government, and be entitled to a ſafe conveyance, guarantee, and perſonal ſecurity, correſponding to their character as agents for peace.

Art. XII. If war between the two governments ſhould unhappily be again renewed, hoſtilities will not commence prior to an intimation given by the party who intends or prepares itſelf to break the armiſtice: this intimation is to be given forty days before the commencement of the firſt act of hoſtility.

Art. XIII. It will be deemed an act of hoſtility the fitting out of any military expedition againſt any one of the places included in this treaty. Aware, however, that an armament of Spaniſh veſſels of war may be at preſent on their way from Europe, the privilege is not refuſed to them of relieving an equal number of veſſels of war doing ſervice on the coaſts of Columbia, under the expreſs condition that they ſhall not be allowed to diſembark troops.

Art. XIV. In ordre to give to the world a teſtimony of the liberal and philantropic principles by which both governments are actuated, not leſs to eradicate the errors and the fury which have cha-

racterized the fatal contest where in they were involved, both governments are by these presents obliged fort with to enter into a treaty, for the purpose of regulating the warfare in conformity with the rights of man and the most generous, wise, and humane practices among civilized nations. 1820

Art. XV. The present treaty must be ratified by both parties within 60 hours, and shall be immediately communicated to the chiefs of divisions, by the officers appointed on the part of both governments for that purpose.

Given and signed with our hands, in the city of Truxillo, at ten o' clock at night, on the 25th day of Nov. 1820.

Ramon Correo.
Antonio Jose de Sucre.
Juan Rodringuez de Toro.
Pedro Briefefio Mendes.
Francisco Gonzales de Linares.
Jose Gabriel Perez.

The present treaty is approved by me in all its parts, and ratified.

Pablo Morillo.
Joseph Capardos. *Sec.*

Head-Quarters, Carache, Nov. 26. 1820.

59.

1820 26 Nov. *Convention conclue entre le Général espagnol Morillo, et le Général républicain Bolivar, sur la manière de se faire la guerre, signée à Truxillo, le 26 Novembre 1820.*

(*Journal de Francfort* 1821. Nr. 44.)

(*Traduction.*)

Les Gouvernemens d'Espagne et de Columbia desirant faire connoître au monde l'horreur qu'ils ont pour la guerre d'extermination qui a dévasté jusqu'à présent ce territoire et l'a converti en un théâtre de carnage, et desirant profiter du premier moment de calme qui se présente pour regler la guerre qui existe entre les deux gouvernemens d'après les lois suivies par les nations les plus civilisées et les principes les plus loyaux et les plus humains, sont convenus de nommer des commissaires pour conclure un traité qui fixe la manière de faire la guerre, et ils ont choisi à cette fin etc. Lesquels à ce dûment autorisés, sont convenus des articles suivans:

Art. I. La guerre entre l'Espagne et Columbia se fera d'après le mode suivi par les peuples civilisés, excepté dans les points ou leurs usages seroient en opposition avec quelqu'article du présent traité, qui doit être la première et la plus inviolable règle pour les deux gouvernemens.

Art. II. Tout militaire ou individu attaché à un corp d'armée, pris sur le champ de bataille, même avant la présente convention, sera regardé comme prisonnier de guerre, traité comme tel d'une manière convenable à son grade, jusqu'à ce qu'il soit échangé.

Art. III. Seront aussi considérés et traités comme prisonniers de guerre ceux qui tomberont au pouvoir du parti opposé dans des marches, des reconnoissances, des excursions, des places, garnisons et

postes fortifiés, lors même que ceux-ci sont pris d'assaut, et sur mer, lorsqu'on en vient à l'abordage. 1820

Art. IV. Les militaires ou les individus à la suite d'un corps d'armée, qui ont été pris blessés ou malades dans les hôpitaux ou ailleurs ne seront point prisonniers de guerre, mais ils seront libres de retourner sous leurs drapeaux, aussitôt qu'ils seront rétablis. Comme l'humanité parle hautement en faveur de ces infortunés qui se sont sacrifiés pour la patrie et leur gouvernement, ils seront traités comme prisonniers de guerre, mais avec plus d'égards encore, et on leur donnera les mêmes secours et les mêmes soins qu'aux blessés et aux malades du parti qui les a fait prisonniers.

Art. V. Les prisonniers de guerre seront échangés, classe pour classe, et grade pour grade, et l'on donnera pour un militaire d'un grade supérieur le nombre d'invidus d'un grade inférieur, qui est fixé par les usages des nations civilisées.

Art. VI. Seront aussi compris dans les échanges et traités comme prisonniers de guerre, les militaires et les paysans qui, soit isolément, soit comme parti, servent le chef d'une armée, en faisant des reconnoissances ou en allant à la découverte de l'armée ennemie.

Art. VII. La guerre actuelle étant provenue d'une différence d'opinions, et les personnes qui ont combattu avec le plus d'acharnement pour les deux causes, ayant entre elles des rapports étroits de parenté ou autres, et vu qu'on desire épargner le sang autant qu'il est possible, il est statué que les militaires ou les envoyés qui, après avoir servi antérieurement un des deux gouvernemens ont abandonné leurs drapeaux et ont été pris sous des drapeaux opposés, ne peuvent être punis de mort. Il en sera de même des conspirateurs et des mécontens dans l'un ou l'autre parti.

Art. VIII. Lèchange des prisonniers sera obligatoire, et se fera dans le plus court délai possible. Les prisonniers seront toujours gardés sur le territoire de Colombia, quelque soit leur grade ou leur rang, et ils ne seront, par aucun motif, ou sous aucun prétexte, conduits hors du pays et exposés par là à des souffrances pires que la mort.

1820 Art. IX. Les commandans des armées auront soin que les prisonniers soient entretenus comme le desire le gouvernement auquel ils appartiennent, attendu qu'on se remboursera réciproquement les frais qu'on aura faits pour cet objet. Les commandans ont le droit de nommer des commissaires qui se rendront aux dépôts des prisonniers, examineront leur situation, auront soin qu'elle soit améliorée et que leur sort soit adouci.

Art. X. Les militaires actuellement prisonniers jouiront des bienfaits du présent traité.

Art. XI. Les habitans des lieux qui ont été occupés successivement par les troupes des deux gouvernemens, doivent être traités avec beaucoup d'égards, jouir de toute sureté et d'une liberté sans restriction, quels que soient ou qu'aient été leurs opinions, leurs sentimens, leurs services et leur conduite à l'égard des parties belligérantes.

Art. XII. Les corps de ceux qui ont terminé glorieusement leur carrière soit sur le champ de bataille, soit dans un combat, ou une attaque sous les drapeaux des deux gouvernemens, recevront les honneurs de la sépulture, ou seront brûlés si leur nombre ou les circonstances ne permettent pas qu'ils soient inhumés convenablement. L'armée ou le corps des troupes victorieuses sera tenu de remplir ce devoir sacré, dont il ne se dispensera que dans des cas et pour des causes urgentes, et alors il demandera aux autorités du lieu de le remplir à sa place. On ne pourra refuser de rendre les corps qui seront redemandés par le gouvernement ou des particuliers de l'un ou de l'autre parti, et l'on se concertera en commun sur les mesures nécessaires pour les faire transporter.

Art. XIII. Les généraux des armées, les commandans des divisions et toutes les autorités seront tenus d'observer fidèlement et strictement le présent traité; toute infraction à cet égard devra être punie de la manière la plus rigoureuse, et les deux gouvernemens s'engagent, sous la garantie de la loyauté et de l'honneur de leurs nations, à l'accomplir avec la plus scrupuleuse exactitude.

Art. XIV. Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications accompli dans 60 heures, et chacune des deux parties contractantes sera tenue à le faire mettre à exécution à compter du moment de cet échange. 1820

En foi de quoi, nous les commissaires d'Espagne et de Columbia, nous en avons, d'un commun accord, signé deux exemplaires semblables dans la ville de Truxillo, à 11 heures du soir le 26 Novembre 1820.

Ramon Correa; Ant. Jos. Sucre; Juan Rodr. Toro; Pedro Besveno Mendez; Franc. Gonzalez Linares; Jos. Gabr. Perez.

Ce traité a été ratifié par le Général Morillo, le 27 Nov. au quartier général de St. Anne, et par le Général Bolivar, le même jour au quartier général de la ville de Truxillo.

60.

Convention conclue entre S. A. R. le Grand-Duc de Bade et la confédération Suisse, au sujet de la principauté de Nellenbourg, le 24 Décembre 1820.

(*Badisches Reg.-Blatt.* Nr. 15. Septbr. 1821.)

Ueber die mit dem Erwerbe der Landgrafschaft Nellenburg in den Besitz Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Baden übergegangenen Liegenschaften, Gefälle und Capitalien, welche weltlichen und geistlichen Stiftungen, Pfarrkirchen, Gemeinden, Stiftern und Klöstern, namentlich der Cantone Zürich, Schafhausen und Thurgau zugehörten, von dem Kaiserhaus Oesterreich aber durch Aufstellung eines Heimfallrechtes incamerirt worden, und in diesem Stande durch den Preshurger Frieden von 1805 an die Krone Würtemberg, und durch den Pariser

1820 Vertrag vom 2. October 1810, an den neuen Landesherrn gekommen sind, haben Seine Königl. Hoheit, zu Bewährung freundlicher Gesinnungen gegen die Schweiz, und in Uebereinstimmung mit jenen, welche in dieser Angelegenheit Allerhöchst Ihre Regierungsvorfahren bey mehrfachen Anlässen zu äussern sich bewogen fanden, so wie in besonderer Hinsicht auf die angelegentlichen Verwendungen des Kaiserl. Russischen und Königl. Preussischen Hofes, nach den deshalb von der Schweizerischen Eidgenossenschaft durch eigends abgeordnete Gesandschaft gepflogenen Unterhandlungen und vorausgegangener Berathung in Dero Staatsministerium, sich entschlossen, eine gütliche Ausgleichung zu treffen.

Zu diesem Ende wurden als Bevollmächtigte ernannt: von Seite Seiner Königl. Hoheit des Grossherzogs, Dero Minister-Resident bey der Schweizerischen Eidgenossenschaft, geheimen Rath und Commandeur des Ordens vom Zähringer-Löwen, Herr Albert Friedrich, — von Seite der Schweizerischen Eidgenossenschaft, deren hiezu an das Grossherzogliche Hoflager abgesendete ausserordentliche bevollmächtigte Gesandte, Rathsherr des Cantons Zürich, Herr Johann Jacob Hirzel, welche, nach Anerkennung ihrer beiderseitigen Vollmachten, unter Vorbehalt gegenseitiger Staatsgenehmigung, folgenden Vertrag abgeschlossen haben.

Art. I. Von allen Liegenschaften, Gefällen und Capitalien, welche einzelnen Cantonen, weltlichen und geistlichen Stiftungen, Pfarreyen, Gemeinden, Stiftern und Klöstern in der Landgrafschaft Nellenburg, so wie diese an Seine Königl. Hoheit den Grossherzog von Baden im Jahre 1810. gekommen ist, gehört haben, und unter der von dem Kaiserhaus Oesterreich verhängten Incameration begriffen sind, erhalten die vorherigen Eigenthümer drey Fünftheile zurück, und zwey Fünftheile bleiben ein unbestrittener unbeschränkter Bestandtheil der Grossherzogl. Domainen.

Art. II. Die Schweiz verzichtet dagegen auf alle seither vorgefallenen, bezogenen oder noch laufenden Nutzungen der genannten Gegenstände, die bis zum Ende des Etats-Jahrs 1820 erhoben worden,

den, so wie auf alle weitere aus der Incameration herzuleitende Ansprüche. 1820

Art. III. Als Gegenstände dieses Vertrages werden die in den ihm beygefügten Verzeichnissen aufgezählten Güter, Gefälle und Kapitalien der Cantone Zürich, Thurgau und Schafhausen erkannt, und diese Verzeichnisse daher so angesehen, als seyen sie von Wort zu Wort hier eingeschaltet.

Art. IV. Sogleich nach der Ratifikation des Vertrags werden gemeinschaftliche Commissarien ernannt, und zusammentreten, um unter Zuhandnehmung aller Urkunden und Rechnungen, welche auf die Sache Bezug haben, sowohl die in den Verzeichnissen als incamerirt aufgezählten Objecte zu verifiziren, als auch deren sämmtlichen Werth nach den gesetzlichen in Uebung stehenden Prinzipien des Grossherzogthums gleichmäsig und einzeln zu evalviren. Von den sämmtlichen also evalvirten Objecten sollen der Schweiz nach den drey Klassen von Gütern, Gefällen und Capitalien, drey Fünftheile nach gegenseitiger Convenienz, und insbesondere nach der für die Schweiz bequemen Oertlichkeit unverzüglich übergeben werden.

Art. V. Die auf den genannten Gegenständen haftenden Lasten und Schulden werden ebenfalls nach dem Verhältniss von drey Fünftel und zwey Fünftel zwischen beyden Staaten getheilt und für jeden namentlich ausgeschieden, was er in der Folge zu übernehmen hat.

Art. VI. Alle Urkunden, Acten und Rechnungen über die epavirten Gegenstände, welche nach den zu theilenden Objecten theilbar sind, werden, soviel sie Baden angehen, von der Schweiz bey der Immission sogleich getreu ausgeliefert. Jene Urkunden, Acten und Rechnungen hingegen, welche nicht trennbar sind, sollen fortwährend als Gemeingut, als documenta communia angesehen, und dem Theile, der ihrer bedarf, zur Einsicht und beglaubter Abschrift vorgelegt werden.

Art. VII. Sollte sich erweisen, dass die ehemaligen Schweizerischen Eigenthümer der in der Landgrafschaft Nellenburg epavirten Besitzungen und Ge-

1820 fälle während der Incameration irgend eine Nutzung erhoben, oder eine Veräufserung vorgenommen hätten, so ist deren verhältnifsmäfsiger Betrag als Vorempfang an den zurückzugebenden drey Fünftheilen in Abzug zu bringen. Gleiches findet Statt, falls von Grofsherzoglich Badischer Seite eine Veräufserung statt gefunden haben sollte.

Art. VIII. Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Baden begnügen Sich, für die Eigenthumsansprache auf die Probstey Klingenzell im Canton Thurgau, eine Abfindungssumme von Sechstausend Gulden im 24 fl. Fufs anzunehmen, welche innerhalb sechs Wochen nach der Ratifikation von dem Canton Thurgau bezahlt, und dafür genannte Probstey, in ihrem dermaligen Stand und Verhältnifs, als unbestrittenes Cantons-Eigenthum erkannt wird. Wegen der die Probstey betreffenden Urkunden und Rechnungen soll es gehalten werden, wie der Artikel VI. bestimmt.

Art. IX. Gegenwärtiger Vertrag soll binnen sechs Wochen, vom Tage der Unterzeichnung an, die Staatsgenehmigung erhalten, und mit derselben gegen einander ausgewechselt werden.

Zur Beglaubigung alles Obstehenden, haben die beyderseitigen Bevollmächtigten diese Urkunde doppelt ausgefertigt, unterschrieben und besiegelt.

So geschehen Carlsruhe den 24. December 1820.

(L. S.) *Unterzeichnet* Al. Friedrich.

(L. S.) *Unterzeichnet* J. J. Hirzel.

In Bezug auf den Art. IV. des unterm heutigen abgeschlossenen Staatsvertrages über die von Oesterreich incamerirten Besitzungen in Nellenburg, und der hierin festgesetzten Rückgabe von drey Fünftheilen der Güter, Gefälle und Kapitalien, wird durch gegenwärtiges, nach dem Wunsche des bevollmächtigten Herrn Gesandten, der Schweiz, als übereingekommen erklärt, dafs die im Vertrage bereits zugesicherte gegenseitige Convenienz und der Schweiz bequeme Oertlichkeit, bey der Theilung nach den drey Classen der Objecte, in der Art Anwendung

finden solle, dass nicht nothwendig jedes einzelne Object zu $\frac{2}{3}$ und $\frac{1}{3}$ getheilt werde; wo daraus Nachtheile für den Besitz und die künftige Benutzung entspringen könnten, sondern dass nur im Ganzen, die möglichste Gleichheit zwischen beyden Staaten in der zugeschiedenen Gesammtsumme jeder Classe beobachtet werde. 1820

Also gefertigt und unterschrieben, Carlsruhe den 24. December 1820.

(*Unterz.*) Al. Friedrich. (*Unterz.*) Hirzel.

Vorstehender von Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzog und der Schweizerischen Eidgenossenschaft ratificirte Staatsvertrag wird hierdurch zur allgemeinen Wissenschaft bekannt gemacht.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten

Freiherr von Berstett
Vdt. Frhr. v. Schreckenstein.

61.

Convention entre la Prusse et le Danemarck pour l'extradition réciproque des deserteurs, signée à Troppau, le 25 Décembre 1820.

25 Déc.

(*Gesetz-Sammlung für die Königl. Preuss. Staaten,* Jahrg. 1821. Nr. 4.)

Zwischen der Königl. Preussischen und der Königl. Dänischen Regierung ist folgende Cartel-Convention verabredet und geschlossen worden.

Art. I. Alle in Zukunft, und zwar von dem Tage der Bekanntmachung der Convention an gerechnet, von den Armeen Ihrer Majestäten des Königs von Preussen und des Königs von Dänemark desertirende Militärpersonen, sollen gegenseitig ausgeliefert werden.

1820 Art. II. Als Deserteurs werden, ohne Unterschied des Grades oder der Waffe, alle diejenigen angesehen, welche zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres oder der bewaffneten Landesmacht, nach den gesetzlichen Bestimmungen eines jeden der beiden Staaten gehören, und denselben mit Eid und Pflicht verwandt sind, mit Inbegriff der bey der Artillerie oder sonstigem Fuhrwesen angestellten Knechte.

Art. III. Sollte der Fall vorkommen, dass ein Deserteur der contrahirenden Theile früher schon aus einem andern Staat desertirt wäre, so wird dennoch, selbst wenn mit dem letztern ebenfalls Auslieferungs-Verträge bestünden, die Auslieferung stets an denjenigen contrahirenden Theil erfolgen, dessen Dienste er zuletzt verlassen hat. Wenn ferner ein Soldat von den Truppen eines der paciscirenden Staaten zu denen eines Dritten, und von diesen wiederum in die Lande des andern paciscirenden Staats, oder sonst zu dessen Truppen desertirt, so kommt es darauf an, ob letzterer Staat mit jenem Dritten ein Cartel hat. Ist dieses der Fall, so wird der Deserteur dahin abgeliefert, woher er zuletzt entwichen ist; im entgegengesetzten Fall aber wird er dem paciscirenden Staat, dessen Dienste er zuerst verlassen hat, ausgeliefert.

Art. IV. Nur folgende Fälle werden als Gründe, die Auslieferung eines Deserteurs zu verweigern, anerkannt: a. Wenn der Deserteur aus den Staaten Seiner Majestät des Königs von Preussen oder aus den Staaten Seiner Majestät des Königs von Dänemark, so wie sie durch die neuesten Verträge begränzt sind, gebürtig ist, und also vermittelst der Desertion nur in seine Heimath zurückkehrt; b. wenn ein Deserteur in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, dessen Bestrafung vor seiner Auslieferung die Landesgesetze erfordern. Wenn nach überstandener Strafe der Deserteur ausgeliefert wird, sollen die denselben betreffenden Untersuchungsacten entweder im Original oder auszugsweise und in beglaubten Abschriften übergeben werden, damit ermessen werden kann, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militärdienst geeignet sey oder nicht.

Schulden oder andere von einem Deserteur eingegangene Verbindlichkeiten geben dagegen dem Staate, in welchem er sich aufhält, kein Recht, dessen Auslieferung zu versagen. 1820

Art. V. Die Verbindlichkeit zur Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sättel und Reitzeug, Armatur und Montirungsstücke, welche von den Deserteurs etwa mitgenommen worden sind, und tritt auch dann ein, wenn der Deserteur selbst, nach den Bestimmungen des vorhergehenden Artikels, nicht ausgeliefert wird.

Art. VI. Die Auslieferung geschieht in der Regel freywillig, und ohne erst eine Requisition abzuwarten. Sobald daher eine Militär- oder Civilbehörde einen jenseitigen Deserteur entdeckt, wird sofort die Auslieferung desselben, so wie der bey ihm etwa vorgefundenen Effecten, Pferde, Waffen u. s. w. veranlaßt.

Art. VII. Sollte aber ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörde desjenigen Staates, in welchen er übergetreten ist, entgangen seyn, so wird dessen Auslieferung sogleich auf die erste desfallsige Requisition erfolgen, selbst dann, wenn er Gelegenheit gefunden hätte, in dem Militärdienste des gedachten Staats angestellt zu werden. Nur wenn über die Richtigkeit wesentlicher, in der Requisition angegebener Thatsachen, welche die Auslieferung überhaupt bedingen, solche Zweifel obwalten, daß zuvor eine nähere Aufklärung derselben zwischen der requirirenden und der requirirten Behörde nöthig wird, ist der Auslieferung Anstand zu geben.

Art. VIII. Ein Deserteur, dessen Auslieferung requirirt wird, soll an der Gränze des resp. Preußischen oder Dänischen Staats ausgeliefert werden, und die requirirende Behörde soll den Deserteur von da abhohlen lassen.

Die Requisition zur Auslieferung der Dänischen Deserteurs, die zum Preußischen Kriegsdienste angenommen seyn möchten, geschieht bei dem Generalcommando der Provinz, worin sich der Deserteur befindet, in allen übrigen Fällen aber bey der betreffenden Königl. Preußischen Provinzial-Regierung.

Die Requisitionen wegen Auslieferung der etwa in Königl. Dänischen Diensten befindlichen Preußi-

1820 schen Deserteurs, werden ebenfalls bey dem General-Commando der Provinz, wo der Deserteur sich befindet, angebracht, in allen übrigen Fällen aber an die betreffenden Königl. Dänischen höchsten Civilobrigkeiten gerichtet. Diese sind der Polizeydirector in Kopenhagen, und ausserhalb Kopenhagen die Amtmänner, in den Herzogthümern Schleswig, Holstein und Lauenburg aber, das Schleswigsche Obergericht, die Lauenburgsche Regierung und der Ober-Präsident in Altona.

Art. IX. An Unterhaltungskosten werden für jeden auszuliefernden Deserteur, von dem Tage der Verhaftung bis zum Tage seiner Auslieferung einschliesslich, Preussischer Seits für den Tag drey Groschen Preussisch Courant, für ein Pferd aber täglich sechs Pfund Hafer, acht Pfund Heu und drey Pfund Stroh, Berliner Gewicht, den Centner zu 110 Pfund, gut gethan; und Dänischer Seits für den Tag sechszehn Reichsbank-Schilling Silbermünze oder 5 Lübsch-Schilling, für ein Kürassierpferd sieben Sechszehntel Scheffel Hafer, neun Pfund Heu und sechs Pfund Stroh, für ein Lanzenier-, Dragoner- und Husarenpferd aber täglich sieben Sechszehntel Scheffel Hafer, sieben Pfund Heu und sechs Pfund Stroh, dänisch Maass und Gewicht, gut gethan. Die Berechnung der Futterkosten geschieht nach den Marktpreisen des Orts oder der nächsten Stadt, wo die Arretirung geschehen ist, und die Bezahlung erfolgt, ohne die geringste Schwierigkeit, gleich bey der Auslieferung.

Wenn auf die auszuliefernden Deserteurs nach ihrer zum Zweck der Auslieferung erfolgten Verhaftung wegen Krankheit höhere Verpflegungskosten haben verwendet werden müssen, so werden diese ebenfalls bey der Auslieferung, jedoch auf den Grund einer mitzutheilenden besondern Berechnung, erstattet.

Art. X. Ausser diesen Kosten und der im nachfolgenden Artikel XI. bemerkten Belohnung, kann ein mehreres unter irgend einem Vorwand, wenn auch gleich der auszuliefernde Mann unter den Truppen des Staates, der ihn auszuliefern hat, angeworben seyn sollte, etwa wegen des Handgeldes, genos-

seiner Löhnung, Bewachung und Fortschaffung, oder wie es sonst Namen haben möchte, nicht gefordert werden. 1820

Art. XI. Dem Unterthan, welcher einen Deserteur einliefert, soll eine Gratification von Fünf Thalern Preussisch Courant (Dänischer Seits von Sechs Reichsbanko-Thalern Vier Mark in Silbermünze) für einen Mann ohne Pferd, und von Zehn Thalern Preussisch Courant (Dänischer Seits von Dreizehn Reichsbanko-Thalern Zwey Mark in Silbermünze) für einen Mann, mit dem Pferde verabreicht, von dem ausliefernden Theile vorgeschossen, und sofort bey der Auslieferung wieder erstattet werden.

In Rücksicht anderer ausgetretener Militärpflichtigen, die nicht nach Artikel II. in die Classe der eigentlichen Deserteurs gehören, fällt dieses Cartelgeld weg.

Art. XII. Ueber den Empfang der Artikel IX. und XI. gedachten Kosten- und Gratifications-Erstattung hat die ausliefernde Behörde zu quittiren. Des etwa nicht sofort auszumittelnden Betrags der zu erstattenden Unkosten halber ist aber die Auslieferung des Deserteurs, wenn derselben sonst kein Bedenken entgegensteht, nicht aufzuhalten.

Art. XIII. Allen Behörden, besonders den Gränzbehörden, wird es strenge zur Pflicht gemacht werden, auf die jenseitigen Deserteurs ein wachsames Auge zu haben, und daher einen jeden, aus dessen Aussagen, Kleidung, Waffen oder andern Anzeichen sich ergibt, dass er ein solcher Deserteur sey, sogleich, ohne erst eine Requisition deshalb abzuwarten, unter Aufsicht zu stellen, oder nach Umständen zu verhaften.

Art. XIV. Alle, nach der Verfassung der beiderseitigen Staaten, Reserve- oder Landwehr, und überhaupt militärpflichtige Unterthanen, welche sich von Zeit der Publication dieser Convention an, in die Lande Seiner Majestät des Königs von Preussen, und Seiner Majestät des Königs von Dänemark, oder zu den Truppen eines der paciscirenden Staaten begeben, sind auf vorgängige Reclamation, der Auslieferung ebenfalls unterworfen, und es soll mit dieser Auslieferung im übrigen sowohl in Hinsicht der da-

1820 bey zu beobachtenden Form, als auch wegen der zu erstattenden Verpflegungskosten, eben so gehalten werden, wie es wegen der Auslieferung militärischer Deserteurs in dieser Convention bestimmt ist.

Bey allen solchen Auslieferungen aber, welche von der Obrigkeit auf jenseitige Requisition bewirkt werden, wird ein Cartelgeld nicht entrichtet.

Art. XV. Den beyderseitigen Behörden und Unterthanen wird strenge untersagt werden, Deserteurs oder solche Militärpflichtige, die ihre desfallsige Befreyung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdiensten anzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, oder dieselben, um sie etwanigen Reklamationen zu entziehen, in entferntere Gegenden zu befördern. Auch soll es nicht gestattet werden, dafs von irgend einer fremden Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten der contrahirenden Theile angeworben werden.

Art. XVI. Wer sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs oder Militärpflichtigen, und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, wird mit einer nachdrücklichen Geld- oder Gefängnifsstrafe belegt.

Art. XVII. Gleichmäfsig wird es den Unterthanen beider contrahirenden Staaten untersagt werden, von einem jenseitigen Deserteur Pferde, Sattel und Reitzeug, Armatur und Montirungsstücke zu kaufen, oder sonst an sich zu bringen. Der Uebertreter dieses Verbots wird nicht allein zur Herausgabe dergleichen an sich gebrachten Gegenstände, ohne den mindesten Ersatz, oder zur Erstattung des Werths angehalten, sondern auch überdies noch mit einer Geld- oder Gefängnifsstrafe belangt werden, wenn bewiesen wird, dafs er wissentlich von einem Deserteur etwas gekauft oder an sich gebracht hat. In einem solchen Uebertretungsfalle hat der Dänische Unterthan entweder eine Geldstrafe, oder eine Gefängnifsstrafe bey Wasser und Brodt bis zu dreymal fünf Tagen verwirkt.

Art. XVIII. Jede gewaltsame oder heimliche Anwerbung im jenseitigen Territorium, Verführung jenseitiger Soldaten zur Desertion, oder anderer Unter-

thanen zum Austreten mit Verletzung ihrer Militärpflicht, ist streng untersagt. 1820

Derjenige Dänische Unterthan, welcher sich einer solchen Uebertretung schuldig gemacht, soll nach den unterm 9ten und 2ten Juni 1819 erlassenen, die Bestrafung fremder Werbungen betreffenden Verordnungen für Dänemark und die Herzogthümer Schleswig, Holstein und Lauenburg, bestraft werden.

Wer sich aber dieser Bestrafung durch die Flucht entzieht, oder von seinem Vaterlande aus auf obige Art auf jenseitige Unterthanen zu wirken sucht, wird auf desfallsige Requisition in seinem Vaterlande zur Untersuchung und Bestrafung gezogen werden, welche für einen Dänischen Unterthan in diesem Falle in gefänglicher Haft oder in Strafarbeit bis auf Ein Jahr nach den Umständen bestehen soll.

Art. XIX. Diejenigen, welche vor Bekanntmachung dieser Convention von den Truppen des einen der contrahirenden Staaten desertirt sind, und entweder bey denen des andern Staates Militärdienste genommen haben, oder sich, ohne dergleichen wiederum ergriffen zu haben, in dessen Territorio aufhalten, sind der Reclamation und Auslieferung nicht unterworfen.

Art. XX. Den Landeskindern beider Theile, welche zur Zeit der Publication wirklich in dem Militärdienste des andern Staats sich befinden, soll die Wahl frey stehen, entweder in ihren Geburtsort zurückzukehren, oder in den Diensten, in welchen sie sich befinden, zu bleiben. Doch müssen sie sich längstens binnen einem Jahre, nach Publication gegenwärtiger Convention, desfalls bestimmt erklären, und es soll denjenigen, welche in ihre Heimath zurückkehren wollen, der Abschied unweigerlich ertheilt werden. Bey freiwilligen Capitulanten treten diese Bestimmungen erst nach Ablauf der Capitulation ein.

Art. XXI. Gegenwärtige Convention wird, beiderseits zu gleicher Zeit, zur genauesten Befolgung publicirt werden, und ist gültig und geschlossen auf Sechs Jahre, mit stillschweigender Verlängerung, bis

1820 zu erfolgender Aufkündigung, welche sodann jederzeit jedem der contrahirenden Theile ein Jahr voraus frey steht.

Wenn auf dem Bundestage jedoch allgemeine Beschlüsse gefasset würden, welche mit den vorstehenden Bestimmungen unvereinbar sind, so wird das Bundesschlussmässige Verfahren künftig an die Stelle treten.

So geschehen und unterzeichnet Troppau, den 25. December 1820.

Königl. Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

(L. S.) *Graf* von Bernstorff.

62.

Déclarations réciproques, faites par la Confédération Suisse d'une part, et par l'Autriche, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg et Bâde, de l'autre pour le renouvellement des traités existans entre ces Etats, sur l'abolition du droit de détraction, publiées depuis 1820 — 1821.

1820 24 Juin 7 Juillet

(*Off. Samml. d. d. Schweizer-Staatsrecht betreff. Actenstücke* 1822. 2. Band 1. Heft.)

1.

Freyzügigkeit mit Sachsen.

Dahrige Erklärung vom 24. Juny und 7. July 1820.

A.

Königlich Sächsische Erklärung.

Wir Friedrich August, von Gottes Gnaden, König von Sachsen etc. etc. urkunden und bekennen hiermit für Uns und Unsere Nachfolger an der Regierung, dass Wir Uns mit der Schweizerischen Eidgenossenschaft über eine wechselseitige völlige Freyzügigkeit vereinigt haben, demzufolge:

1. Von keinem aus Unsern Landen durch Auswanderung, Erbschaft, Vermächtniss, Schenkung oder auf andere Art in die Schweiz ausgehenden Vermögen irgend ein Abschoss, oder Abzugsgeld erhoben werden soll.

2. Diese Freyzügigkeit soll eben sowohl statt finden, wenn Städträthe, oder andere Patrimonial-Obrigkeiten und Corporationen, als wenn Unsere Cassen den Abschoss oder das Abzugsgeld zu erheben haben würden.

1820 3. Die vorstehenden Bestimmungen sollen sowohl auf alle jetzt anhängige, als auf alle künftige Fälle angewendet werden.

4. Diese Freyzügigkeit erstreckt sich jedoch nicht auf eine Befreyung der Schweizerischen Angehörigen:

a. von solchen schon bestehenden oder noch einzuführenden Abgaben, welchen Unsere eigenen Unterthanen von dem in Unsern Landen erlangten erbschaftlichen Vermögen ohne Rücksicht auf eine Exportation unterworfen sind;

b. von der Abgabe an Einem vom Hundert, die zum Unterhalt der Orts-Armen von demjenigen erbschaftlichen Vermögen zu entrichten ist, welches aus dem Nachlasse eines hiesigen Einwohners ausserhalb des Weichbildes der Stadt Dresden an andere inländische oder ausländische Orte ausgeführt wird, und in gleicher Maasse auch an andern Orten der hiesigen Lande entweder bereits besteht, oder durch künftige Gesetze eingeführt werden sollte.

Zu dessen Urkund und Bekräftigung haben Wir diese Unsere Erklärung eigenhändig unterschrieben und unter Unserm königlichen Insiegel ausfertigen lassen.

Schloss Pillnitz, am 24. Juny 1820.

(L. S.) Friedrich August.

Graf von Einsiedel.

B.

Eidgenössische Erklärung.

Wir Schultheiss und Rath der Stadt und Republik Luzern, als wirklicher Eidgenössischer Vorort, beurkunden hiermit, im Namen, und nach der Uns erklärten Zustimmung der XXII. Stände der Schweiz:

Dass die Schweizerische Eidgenossenschaft sich mit Seiner Majestät dem König von Sachsen über eine wechselseitige völlige Freyzügigkeit vereinigt habe, welcher zufolge:

1. Von keinem aus der Schweiz durch Auswanderung, Erbschaft, Vermächtniss, Schenkung, oder

auf andere Art in das Königreich Sachsen ausgehenden Vermögen, irgend ein Abschoss oder Abzugsgeld erhoben werden soll. 1820

2. Diese Freyzügigkeit soll eben so wohl statt finden, wenn Stadträthe, oder andere Ortsobrigkeiten und Korporationen, als wenn die Staatskassen den Abschoss oder das Abzugsgeld zu erheben haben würden.

3. Die vorstehenden Bestimmungen sollen sowohl auf alle jetzt anhängige, als auf alle künftige Fälle angewendet werden.

4. Diese Freyzügigkeit erstreckt sich jedoch nicht auf eine Befreyung der Angehörigen des Königreichs Sachsen:

a. von solchen schon bestehenden, oder noch einzuführenden Abgaben, welchen die eigenen Schweizerischen Angehörigen von dem in der Schweiz erlangten erbschaftlichen Vermögen, ohne Rücksicht auf eine Exportation, unterworfen sind;

b. von der Abgabe, die bey Ausführung von Vermögen an andere inländische oder ausländische Orte, hie und da in der Schweiz von dem Nachlass eines Bürgers zum Unterhalt der Ortsarmen entweder nach schon bestehenden Gesetzen zu entrichten wäre, oder durch künftige Gesetze eingeführt werden sollte, insofern der Betrag einer solchen Abgabe Eins vom Hundert nicht übersteigen würde.

Zu dessen Urkund und Bekräftigung diese Unsere Erklärung von dem Amtsschultheiss der Stadt und Republik Luzern, Präsidenten der Tagsatzung und des Vororts, so wie von dem Eidgenössischen Kanzler unterschrieben und mit dem Eidgenössischen Siegel versehen worden ist; in Luzern am 6. July 1820.

Der Amtschultheiss der Stadt und Republik Luzern als Eidgenössischen Vororts, Präsident der Tagsatzung

(L. S.) VINZENZ RÜTTIMANN.

Der Eidgenössische Kanzler

MOUSSON.

2.

Freyzügigkeit mit Oesterreich.

1821 26. Aug. *Gegenseitige Erklärungen vom 16. Augustmonath 1821, wegen Ausdehnung des, seit 1804. zwischen Sr. K. K. Apostolischen Majestät und der Schweizerischen Eidgenossenschaft bestehenden Freyzügigkeitsvertrags, auf den dermaligen Länderbestand beyder contrahirenden Staaten.*

A.

Nachdem Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Hungarn, Böheim, der Lombardey und Venedig, von Galizien und Lodomerien; Erzherzog von Oesterreich etc. mit den zwey und zwanzig Kantonen der Schweizerischen Eidgenossenschaft dahin übereingekommen ist, dass der am 3. August 1804. zwischen beyden Staaten geschlossene Vermögens-Freyzügigkeits-Vertrag seine Anwendung auch auf jene Gebietstheile finden soll, welche seit jenem Zeitpunkte beyden Staaten zugefallen sind; — So erklären Wir Franz Alban von Schraut, des Königlich Hungarischen St. Stephans-Ordens Ritter, Seiner Kaiserlichen und Königlich Apostolischen Majestät würklicher Geheimerath, ausserordentlicher Gesandte und bevollmächtigter Minister bey der Schweizerischen Eidgenossenschaft im Namen und aus besonderm Auftrage allerhöchst gedachter Sr. Majestät, hiermit auf das feyerlichste und verbindlichste, dass sämmtliche in erwähntem Vertrage enthaltenen Bestimmungen in allen jenen Provinzen und Gebietstheilen, welche seit dem 3. August 1804. mit der Oesterreichischen Monarchie vereinigt worden sind, unter der Gegenzusage ihre volle Anwendung finden sollen (wie sie denn solche auch bereits gefunden haben) dass von Seite der wohlerwähnten Schweizerischen Eidgenossenschaft dieser Vertrag in allen seit seinem Abschlusse mit Ihr vereinten Kantonen und andern Gebieten oder Gebietstheilen eben so vollständig angewandt und vollzogen werde.

Zur Urkunde dessen haben Wir gegenwärtige Erklärung eigenhändig unterzeichnet, und mit der

Fertigung des K. K. Gesandschafts-Sekretairs, so wie 1821
mit dem Gesandschafts-Siegel versehen lassen, um sie gegen eine gleichförmige Erklärung des Vororts der Eidgenossenschaft auszuwechseln; so geschehen, Zürich den 16. August 1821.

(L. S.) SCHRAUT.

Auf Befehl Sr. Excellenz

der Gesandschafts-Sekretair.

Graf BENTZEL.

B.

Nachdem die XXII. Stände der Schweizerischen Eidgenossenschaft mit Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn, Böheim, der Lombardey und Venedig, von Galizien und Lodomerien, Erzherzogen von Oesterreich etc. dahin übereingekommen sind, dass der am 3. August 1804. zwischen beyden Staaten geschlossene Vermögens-Freyzügigkeits-Vertrag seine Anwendung auch auf jene Gebietstheile finden soll, welche seit jenem Zeitpunkte beyden Staaten zugefallen sind, — so erklären Wir David von Wyss Bürgermeister des Eidgenossischen Vororts Zürich und Präsident der Eidgenössischen Tagsatzung im Namen der XXII Kantone der Schweiz hiermit auf das feyerlichste und verbindlichste, dass sämmtliche, in erwähntem Vertrage enthaltene Bestimmungen in allen seit dem 3. August 1804. mit der Schweizerischen Eidgenossenschaft vereinten neuen Kantonen und andern Gebieten oder Gebietstheilen, unter der Gegenzusage ihre volle Anwendung finden sollen (wie sie denn solche auch bereits gefunden haben) dass dieser Vertrag in allen jenen Provinzen und Gebietstheilen, welche seit seinem Abschlusse mit der Oesterreichischen Monarchie vereinigt worden sind, eben so vollständig angewandt und vollzogen werde.

Zur Urkunde dessen, haben Wir gegenwärtige Erklärung eigenhändig unterzeichnet, und mit der Unterschrift des Kanzlers der Eidgenossenschaft, so wie mit dem Eidgenössischen Siegel versehen lassen, um sie gegen eine gleichförmige Erklärung Sr. Excellenz

1821 des K. K. Oesterreichischen, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Ministers bey der Eidgenossenschaft auszuwechseln; so geschehen in Zürich den 16. Augustmonath 1821.

Der Amtsbürgermeister des Eidgenössischen Vororts Zürich, Präsident der Tagsatzung.

(L. S.) VON WYSS.

Der Kanzler der Eidgenossenschaft

MOUSSON.

3.

Freyzügigkeit mit Baiern.

29 Août 29 Nov. *Nachträgliche gegenseitige Erklärungen vom 29. August und 29. November betreffend den dermaligen Standpunkt des daherigen Vertrags vom 20. July 1804.*

Note. Auf Verlangen des löbl. Standes Neuenburg, hat der Eidgenössische Vorort durch eine unterm 28. Augustmonath 1821. gegen die Königl. Baierische Regierung ausgestellte Erklärung, den Beytritt des gedachten Standes zu dem bestehenden Freyzügigkeits-Vertrag förmlich beurkundet; worauf das Königlich Bairische Staatsministerium des Hauses und des Aeussern, vermittelst einer aus München vom 29. November 1821. datirten, von Sr. Excellenz dem Grafen von Rechberg unterzeichneten Note, erwiederte: dass, da in Gemässheit des ersten Artikels des bestehenden Freyzügigkeitsvertrags, die Ausdehnung des freyen Vermögenszugs auf die seither beyderseits acquirirten Landestheile keinem Zweifel unterworfen seyn könne, — Seine Majestät der König keinen Anstand nehmen, auf das gestellte Ansuchen hiemit erklären zu lassen: "Dass Allerhöchst dieselben die Theilnahme des Eidgenössischen Kantons Neuenburg an der, zwischen Baiern und der Schweizerischen Eidgenossenschaft vertragsmässig bestehenden Freyzügigkeit, vollkommen anerkennen; *dass jedoch diese Erklärung nicht also angesehen werden solle, als habe jemals über diese Theilnahme ein Zweifel obwalten können; vielmehr sey dieselbe von selbst schon*

vor der gegenwärtigen Erklärung, in Folge des erſten Artikels des Freyzügigkeitsvertrags vom 20. July 1804. in voller Kraft geweſen." 1821

4.

Freyzügigkeit mit Würtemberg.

Nachträgliche gegenſeitige Erklärungen vom 29. Auguſt und 29. November 1821., betreffend den dermaligen Standpunct des daherigen Vertrags vom 5. Juli 1809. 29 Août 29 Nov.

Note. Bey Gelegenheit der Ueberſendung einer auf Verlangen des Standes Neuenburg, unterm 29. Auguſtmonath 1821. ausgeſtellten urkundlichen Erklärung, betreffend den Beytritt des benannten löbl. Standes zu dieſem Freyzügigkeitsvertrag, — hat der Eidgenoſſiſche Vorort zugleich gegen die Königl. Würtembergiſche Regierung ausgeſprochen: "Diejenige Beſtimmung des dritten Artikels, worin es heiſst: der Vertrag erſtrecke ſich *auf den ganzen Umfang beyder Staaten*, — werde dieſſeits dahin verſtanden, *daſs auch die ſeit dem Jahre 1809. mit dem Länderbeſtande beyder Contrahenten neu vereinigten Gebietstheile in den Wirkungen des Tractats bereits mit einbegriffen ſeyen.*"

Hierauf antwortete Sr. Excellenz der Königl. Würtembergiſche Miniſter der auswärtigen Angelegenheiten, Graf Winzingerode, durch eine aus Stuttgart vom 29. November 1821. datirte Zuſchrift: "*Die Erklärung welche der Eidgenöſſiſche Vorort dem dritten Artikel des gedachten Vertrags gebe, ſtimme ganz mit der Anſicht der Königl. Würtembergiſchen Regierung überein.*"

Dem zufolge enthält die vom 29. November 1821. datirte, von dem Grafen Winzingerode unterzeichnete, und mit dem Königl. Inſiegel bekräftigte Annahmsurkunde auf die Neuenburgiſche Beytritts-Erklärung, die ausdrückliche Zuſicherung: "*Daſs dieſer Vertrag von Würtembergiſcher Seite eben ſo gegen den löbl. Stand Neuenburg, wie gegen die übrige Eidgenoſſenſchaft werde beobachtet werden.*"

63.

1820 Juillet 1821 Octobre *Actes relatifs aux affaires du Royaume des Deux-Siciles; du mois de Juillet* 1820, *au mois d'Octobre* 1821.

(*Annuaire historique universel pour* 1820-1821.)

1.

1820 6 Juillet *Proclamation du Roi des Deux-Siciles à la nation sicilienne pour l'acceptation d'un gouvernement constitutionel; du* 6 *Juillet* 1820.

Ferdinand, etc. le voeu général de la nation du royaume des Deux-Siciles pour un gouvernement constitutionel s'étant manifesté, nous y consentons de notre pleine et entière volonté, et promettons d'en publier les bases dans l'espace de huit jours.

Jusqu'à la publication de la constitution, les lois existantes continueront d'être en vigueur.

Ayant ainsi satisfait au voeu public, nous ordonnons que les troupes retournent à leurs corps, et tout autre individu à ses occupations ordinaires.

FERDINAND.

Le secrétaire d'Etat, ministre chancelier, Marquis TOMMASI.

Naples, le 6 Juillet 1820.

2.

6 Juillet *Acte de cession du Roi, au Duc de Calabre; du* 6 *Juillet* 1820.

Ferdinand, etc. mon très-cher et bien-aimé fils François, Duc de Calabre,

Par indisposition de santé, et d'après le conseil des médecins, étant obligé de m'abstenir de toute application sérieuse, je croirois manquer à mes de-

voirs, et me rendre coupable envers Dieu si, dans ces circonstances, je ne pourvoyois pas au gouvernement du royaume de manière que les affaires les plus importantes puissent avoir leur cours, et que mon indisposition ne soit pas nuisible à la cause publique. Déterminé par ces motifs à déposer le fardeau du gouvernement jusqu'au moment où il plaira à Dieu de me rendre l'état de santé nécessaire pour le soutenir, je ne puis mieux faire que de le confier à vous, mon très-cher et bien-aimé fils, tant parce que vous êtes mon successeur légitime que par la connoissance que j'ai acquise de votre droiture et de votre capacité. 1820

Je vous fais, en conséquence, et je vous constitue, de ma pleine et entière volonté, dans mon Royaume des Deux-Siciles, mon vicaire général, ainsi que vous l'avez été autrefois dans le pays de Naples et dans celui d'outre le Phare, et je vous transmets et vous accorde, avec la clause illimitée de *l'Alter ego*, l'exercice de tout droit prérogative, prééminence et faculté, de la même manière qu'ils seroient exercés par ma personne. Et afin que ma volonté soit universellement connue et exécutée, j'ordonne que cet écrit, signé de ma main, et muni de mon sceau royal, soit conservé et enregistré par notre secrétaire d'Etat ministre chancelier, et que vous en fassiez transmettre copie à tous les conseillers et secrétaires d'Etat pour qu'ils le fassent connoître à qui de droit.

(*Signé:*) FERDINAND.

Naples, le 6 Juillet, 1820.

3.

Proclamation du Roi, du 7 Juillet 1820. 7 Juillet

Ferdinand, etc. nous, ayant donné à notre bien aimé fils, toutes les facultés nécessaires pour pourvoir au gouvernement de notre royaume, en le déclarant notre vicaire général avec *l'Alter ego*, il a déjà posé les bases de la constitution que nous avons promise en prenant pour règle celle qui, éma-

1820 née et adoptée pour le royaume d'Espagne, en 1812, a été sanctionnée par S. M. C. au mois de mars de cette année, sauf les modifications que la représentation nationale, constitutionellement convoquée, croira convenable de proposer pour l'adopter aux circonstances particulières de nos Etats. Nous confirmons cet acte de notre fils bien-aimé, et promettons d'observer la constitution sur notre foi et parole royales, en nous réservant de la jurer d'une manière solennelle, d'abord devant la junte provisoire, qui, conformément à celle qui fut établie en Espagne, sera nommée par notre bien-aimé fils et vicaire général, en suite devant le parlement général, aussitôt qu'il sera légitimement convoqué.

Nous ratifions en outre, dès à présent, tous les actes subséquens qui seront faits par notre fils bien-aimé, pour l'exécution de la constitution, et ensuite des facultés et des pleins-pouvoirs que nous lui avons confiés. Nous déclarons que tout ce qu'il fera sera regardé par nous comme fait par nous-mêmes et de notre propre science.

(*Signé:*) FERDINAND.

Naples, le 7 Juillet, 1820.

4.

7 Juillet *Décret rendu par le Duc de Calabre pour l'acceptation de la constitution espagnole de l'année* 1812; *du* 7 *Juillet* 1820.

Ferdinand, etc. Nous, François, Duc de Calabre, vicaire général du royaume avec *l'Alter ego*.

En vertu de l'acte sous la date d'hier, par lequel S. M. notre auguste père nous a transmis avec la clause illimitée de *l'Alter ego* l'exercice de tout droit, prérogative, prééminence et faculté, de la même manière que S. M. les pourroit exercer.

En conséquence de la décision de S. M. de donner une constitution à l'Etat:

Voulant manifester nos sentimens à tous ses sujets, et féconder en même temps leurs voeux unanimes, 1820

Nous avons résolu de décréter et décrétons ce qui suit:

Art. I. La constitution du Royaume des Deux-Siciles sera la même qui a été adoptée pour le Royaume des Espagnes en 1812, et sanctionnée par S. M. C. en mars 1820, sauf les modifications que la représentation nationale, constitutionnellement convoquée, croira convenable proposer pour l'adapter aux circonstances particulières des Etats de S. M.

Art. II. Nous nous réservons de prendre et de faire connoître toutes les dispositions qui pourroient être utiles pour faciliter et accélerer l'exécution du présent décret.

Art. III. Tous nos ministres secrétaires d'Etat sont chargés de l'exécution du présent décret.

(*Signé:*) François, *vicaire général.*

Naples, le 7 Juillet, 1820.

5.

Note confidentielle remise par les ministres d'Autriche aux differentes cours d'Allemagne au sujet des événemens de Naples, datée de Vienne, le 25 Juillet 1820. 25 Juill.

Les derniers événemens qui se sont passés dans le Royaume de Naples ont prouvé, avec plus de force et d'évidence qu'aucun autre fait antérieur de ce genre, que même dans un état administré avec régularité et sagesse chez un peuple tranquile, temperant et content de son gouvernement, le venin des sectes revolutionaires peut produire les secousses les plus violentes, et amener une prompte catastrophe; car il est completement prouvé, que ce sont les menées des carbonari qui, seuls, sans choc extérieur sans prètexte, même apparent, ont excité ces mouvemens séditieux qui ont déterminé dans un moment d'an-

1820 goisse et de détresse S. M. le Roi de Naples à abdiquer le gouvernement, à dissoudre toutes les autorités existantes, et à proclamer une constitution étrangère à son pays qui n'a même pas encore été approuvée dans celui où elle a pris naissance, ou en d'autres termes d'ériger l'anarchie en loi. L'empereur est convaincu que cet événement inattendu aura fait la plus vive impression sur toutes les cours d'Allemagne. Il apprend par un exemple remarquable combien il est dangereux de voir d'un oeil indifferent l'activité des associations secrètes et les conspirations qu'elles ourdissent dans les tenèbres, et combien les princes d'Allemagne ont fait sagement d'employer la vigilance et la sévérité contre les prémiers symptomes de ces coupables tentatives.

Les interêts de S. M. l'Empéreur sont particulièrement compromis dans ces malheureux evénemens, à raison de ses rapports politiques et personnels de sa proche parenté avec plusieures maisons princières d'Italie et de la situation géographique de ses propres pays. L'état de choses politiques établi en 1815. sous la garantie de toutes les puissances de l'Europe appelloit l'Empereur à être le gardien naturel et le protecteur de la tranquilité publique en Italie. L'empereur est fermement résolu à remplir cet important devoir, à éloigner de ses frontières et de celles de ses voisins tous les mouvemens tendant à troubler l'ordre à ne souffrir aucun empiétement sur les droits et les rapports assurés aux princes d'Italie par les traités; et si les mesures légales et administratives ne suffisent pas, à prendre les moyens les plus efficaces pour leur assurer une protection suffisante.

Heureusement la situation actuelle des puissances de l'Europe et l'esprit de paix, dont elles sont toutes animées, sont garans que ces mesures ne conduiront pas à des hostilités politiques ni à des guerres entre les Etats. Si la force, à laquelle S. M. d'après son équité et sa bonté généralement reconnues, n'auroit recours qu'à la derniere extrémité, devenoit absolument nécéssaire jamais on ne l'employeroit contre une puissance légitime, mais seulement contre les rebelles armés.

Même dans ce cas, que l'empereur ne ſuppoſe 1820
poſſible qu'avec beaucoup de peine, S. M. ne reclameroit pas le ſecours immédiat et l'acceſſion de ſes confédérés d'Allemagne. Des meſures néceſſaires pour le maintien de la paix et de l'ordre en Italie ſont entièrement hors des limites de la ſphère déterminée pour la coopération de la confédération germanique et loin de vouloir s'écarter des principes poſés en commun à cet égard, S. M. eſt prête au contraire à tous les efforts et à tous les ſacrifices pour écarter le plus éfficacement poſſible des frontières du territoire de la confédération le cas de cette coopération et tout danger qui pourroit y donner lieu. Mais en revanche il eſt très important et très déſirable que l'Autriche en conſacrant ſes foins et ſes forces à une entrepriſe auſſi ſalutaire et d'une utilité ſi générale, puiſſe compter avec une entiere certitude ſur une tranquilité inalterable dans l'intérieur de l'Allemagne.

Quelques foins que l'empéreur ſoit dans le cas de donner maintenant ou à l'avenir aux affaires d'Italie S. M. n'en continuera pas moins de s'occuper avec le même intêret de celles d'Allemagne, et de remplir dans toute leur étendue ſes devoirs en qualité de membre de la confédération. Mais c'eſt un grand ſujet de ſatisfaction et de tranquilité pour S. M. que de pouvoir ſe dire qu'il n'y aura rien à craindre pour notre commune patrie, auſſi longtemps que les cours d'Allemagne ſeront guidées pour ce vif ſentiment des devoirs que leur impoſe l'état critique où ſe trouve aujourd'hui le monde politique, cet eſprit de concorde, de fermété et de ſageſſe qui s'eſt manifeſté ſi clairement dans les dernières négociations de Vienne, et qu'ont montré avec tant de dignité, même depuis leur concluſion, quelques uns des prémiers gouvernemens allemands. Une grande gloire eſt reſervée à l'Allemagne ſi elle trouve dans la prudence et reſolution de ſes ſouverains le maintien invariable de ſes conſtitutions exiſtantes, le bon eſprit de ſes peuples et la puiſſante garantie de ſa confédération les moyens et les forces dont elle a beſoin pour conſerver au milieu des orages du temps actuel qui ménace de tout détruire ſa tranquilité intérieure, ſes inſtitutions légales, ſon indépendance, ſa dignité

1820 et ſon ancien caractère. S. M. eſt convaincu, qu'aucun de ſes illuſtres confédérés ne ſera inſenſible à cette gloire, et elle s'eſtimera elle-même heureuſe d'y avoir part un jour, pouvant ſe rendre le temoignage qu'elle n'aura épargné aucun effort, ni aucun ſacrifice pour atteindre un but ſi grand et ſi honorable.

6.

1 Oct. *Note du miniſtre des affaires étrangères de Naples, envoyée au nom de S. M. le Roi des Deux-Siciles à toutes les cours de l'Europe, datée de Naples, le 1 Octobre 1820.*

Sa Majeſté le Roi du Royaume des Deux-Siciles après avoir renouvellé en préſence du parlement national, le ſerment ſolennel d'obſerver le nouveau pacte qui n'a fait qu'un ſeul interêt commun des interêts de ſon auguſte dynaſtie et de ceux de ſon peuple, penſe que le prémier et le plus important de ſes devoirs eſt de prendre toutes les meſures capables de concourir à la conſolidation de ſon ouvrage, et de le préſerver des attaques que les combinaiſons d'une fauſſe politique et des préventions mal fondées pourroient lui ſusciter.

En conſéquence S. M. a ordonné au ſouſſigné, ſon ſecrétaire d'Etat et miniſtre des affaires étrangères de faire ſans delai à S. A. le prince de Metternich, miniſtre d'Etat des conferences et des affaires étrangères de S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème la communication ſuivante:

Depuis que le Roi s'eſt décidé à ſeconder les voeux unanimes de ſes peuples, en adoptant pour ſes Etats la conſtitution eſpagnole, un de ſes prémiers ſoins a été de faire connoître au cabinet de Vienne, le ſeul avec lequel il ait des conventions, les circonſtances qui avoient donné lieu à cet événement, et de l'aſſurer en même temps qu'il ne porteroit aucun changement aux rapports d'amitié et de bonne intelligence heureuſement exiſtans entre les deux cours.

Le prince de Cariati fut chargé de cette honorable mission; mais tous ses efforts pour la bien remplir, n'ont eu aucun succès, le ministre autrichien ayant refusé, sous differens prétextes, toute explication sur les événemens de Naples. Une fatale prévention s'étoit deja emparée de son esprit et il s'étoit prononcé contre notre reforme politique avant d'avoir pu s'en former une juste opinion, et près qu'au prémier bruit vague qui lui en étoit parvenu. 1820

Désirant éclairer la cour impériale de Vienne sur le véritable état de nos affaires, le Roi s'est haté d'écrire lui-même à S. M. l'empereur son auguste neveu et gendre, et le Duc Nicolo di Serra Capriola fut chargé de présenter la lettre royale à S. M. J. et R. et d'annoncer au ministre autrichien la destination du Duc de Gallo à l'ambassade de Vienne en remplacement du prince Ruffu, qui par une désobéissance inexcusable aux ordres du gouvernement avoit perdu la confiance de son souverain et de sa nation. Malheureusement la mission du Duc de Serra Capriola n'eut pas un succès plus heureux que celle du prince de Cariati. Il n'eut pas la permission de voir S. M. l'empereur. On lui déclara que S. M. J. ne se croyoit pas tenue de répondre à la lettre du Roi qu'elle avoit reçue, sur la supposition que son contenu étoit d'une nature tout à fait confidentielle. En même temps des ordres furent expédiés de la chancellerie autrichienne sur les frontières, pour empecher le Duc de Gallo de continuer son voyage pour Vienne.

Cet ambassadeur, qui étoit muni des lettres de créance du Roi, et d'autres lettres confidentielles de S. M. pour l'Empereur, fut obligé en effet, de s'arrêter à Klagenfurth; et ayant adressé des représentations au ministre autrichien contre un traitement aussi inconvenant qu'irrégulier, le prince de Metternich lui répondit par une note du 2 Septbr. qu'à la suite d'un bouleversement qui frappoit à sa base l'édifice social et qui menaçoit en même temps la sécurité des trônes, celle des constitutions reconnues et le repos des peuples, S. M. J. agiroit contradictoirement aux principes qui lui ont servi de regle in-

1820 variable, si elle écoutoit la mission dont le Duc de Gallo étoit chargé.

Il faut convenir que plus on réfléchit à cette phrase, moins on en comprend le sens, lorsque l'on suit de bonne foi et sans passion les événemens de Naples. Après que le Roi, libre dans son palais au milieu de son conseil, composé de ses anciens ministres, a pris la détermination de satisfaire le voeu général de ses peuples en leur accordant un regime plus adapté à leurs besoins plus conforme aux lumières du siécle, et qu'il leur auroit accordé plutôt, si on ne lui eut pas caché leurs désirs, le cabinet de Vienne croit que l'édifice social est frappé à sa base!

Lorsque la légitimité des droits de la famille regnante a été hautement proclamée, garantie et confirmée par le voeu général de la nation; lorsque cette nation a montré dès le prémier moment du changement politique, la vénération la plus profonde, le devouement le plus absolue au Roi et à sa famille royale, on prétend que la sécurité des trônes est menaçée! lorsque tout le monde sait que nous avons porté jusqu'au scrupule le respect pour les droits, pour l'indépendance et pour les institutions des autres nations, ayant refusé de nous méler en aucune manière des affaires de Bénévent et de Ponte-Corvo, quoique ces Etats soient enclavés dans le royaume, et que les habitans eussent adressé au Roi les plus vives instances pour être réunis à la monarchie des Deux-Siciles; et lorsque remplissant littéralement une stipulation onéreuse que des circonstances extraordinaires nous avoient imposée, nous payions avec la plus grande exactitude au Prince Beauharnois les cinq millions de francs, que le gouvernement s'etoit obligé de lui fournir, ou soutient que les institutions reconnues et le repos des peuples sont en danger!

Heureusement les faits qui sont cités, sont trop notoires pour être revoqués en doute, et le cabinet de Vienne n'a pas pu longtemps se les dissimuler à lui même. En effet dans les explications confidentielles que S. A. le prince de Metternich a eues avec le prince de Cimitile il l'a attaqué avec d'autres armes. Selon l'opinion de S. A. les carbonari ont été les

ſeuls auteurs des événemens arrivés à Naples; ils ont forcé la volonté du Roi et de la nation: ils ont excité l'armée à la revolte, et ont proclamé une conſtitution défectueuſe qui n'offre aucune garantie de ſtabilité. 1820

Tels ſont en ſubſtance les nouveaux torts que le miniſtre autrichien a reproché au prince de Cimitile contre notre reforme politique. Examinons les avec calme et ſans amertume.

Lorsqu'une ſecte, une faction quelconque reçoit par la force une conceſſion il eſt naturel que tot ou tard il ſe forme une oppoſition, qu'elle prenne de la force, et même qu'elle acquiert quelque fois l'ascendant du parti triomphant. Chez nous c'eſt le contraire: loin de voir la moindre trace de diſſidence, on n'apperçoit qu'une union parfaite de ſentimens, de principes et de volontés. Un dévouement ſans bornes au Roi et à ſon auguſte dynaſtie, un attachement inviolable au régime conſtitutionnel, la réſolution de la défenſe jusqu'à la derniere extremité voila la profeſſion de foi de tous les habitans des Deux-Siciles: nous n'en exceptons pas même les Palermitains dont la difference d'opinion porte ſur d'autres points d'un interêt moins général.

A l'exception de ce qui s'eſt paſſé parmi eux, aucune violence, aucune réaction n'a troublé la tranquilité du royaume; les ordres du gouvernement ſont reſpectés, la juſtice eſt exactement rendue, les impoſitions ſont payées, la discipline de l'armée eſt conſervée, la liberté individuelle, celle des opinions eſt pleine et entière, et ſi un zèle exagéré pour le bien publie a cauſé quelques aberrations, elles ont disparu à la voix ferme et paternelle du gouvernement. Les élections des députés au parlement, ce thermometre infaillible de l'esprit public, ſuffiſent pour prouver, que la nation n'eſt animée que d'un ſeul ſentiment, celui de ſon bien-être. Des hommes diſtingués par leurs vertus, par leurs ſervices, leurs talens, ont été choiſis d'une extrémité du royaume à l'autre pour repreſenter la nation. Il n'y a aucune difference d'opinion ſur les choix; les meilleurs citoyens ont obtenu la préférence. Veut-on encore une preuve inconteſtable que ce n'eſt pas une ſecte qui a occaſionné notre reforme politique?

1820 Ceux qui ont été les prémiers à se déclarer pour le nouvel ordre de choses; ceux, en un mot, que la renommée a proclamés les auteurs de notre changement politique, n'ont pas été l'objet exclusif des élections. Pense-t-on que si ce changement n'étoit, comme on veut le faire entendre, que l'ouvrage d'une secte, cette faction n'auroit pas exigé que ses chefs figurassent des prémiers parmi les representans de la nation? Un argument encore plus puissant contre l'opinion, qu'on veut faire prévaloir en Europe que le gouvernement est ici sous la main d'une secte, nous est fourni par le grand exemple de modération et de tolérance, que nous avons donné aux nations civilisées, en permettant à la légation et aux consuls autrichiens le libre exercice de leurs fonctions, dans le temps même que notre ambassadeur étoit arrêté à Klagenfurth, et que notre consul étoit renvoyé de Milan; sans égard, et sur une simple notification de la police. S'il avoit moins de force en lui-même s'il étoit asservi par une faction dont les passions sont toujours impétueuses et indomptables, le gouvernement auroit-il pu contenir l'exploitation de l'orgueil national justement revolté d'un pareil traitement.

Quant aux vices que le ministre autrichien impute à la constitution espagnole, nous observerons d'abord qu'aucune puissance étrangère n'a le droit d'approuver ou de blamer le regime, qu'un souverain indépendant juge convenable d'apliquer à ses Etats; mais ensuite, s'il s'agissoit de juger de la solidité des gouvernemens d'après les constitutions qui régissent; certes, ce ne seroit pas à l'époque présente qu'il seroit permis de mettre en problême si cette solidité est mieux garantie par le régime arbitraire que par le systeme constitutionnel.

La charte espagnole peut avoir des défauts, sans doute; mais ses principes portent le cachet de la raison et de toutes les vertus; et la nation, elle même a un intèret trop direct à perfectionner ses institutions pour ne pas s'occuper de chercher les modifications les plus propres à faire cadrer avec ses besoins le nouveau systême qui la régit, d'autant plus que le Roi en proclamant la charte, a laissé

au parlement national le droit d'y proposer des modifications. 1820

Que le cabinet de Vienne se rassure dont sur ce point, puisque nous avons nous-mêmes singuliérement à coeur de donner à notre régime toute la solidité dont un ouvrage humain puisse être susceptible, convaincus que le prémier mérite d'un gouvernement constitutionnel est celui de préserver l'Etat des commotions que produit le despotisme aussi-bien que la licence. La sagesse des personnes respectables que la nation a choisies pour la représenter secondée par la loyauté et les sentimens paternels du Roi est une sure garantie que nos assurances à cet égard ne seront point démenties par les événemens. Après avoir porté jusqu'à l'évidence la démonstration du peu de fondement de l'injustice des reproches qui nous sont adressés nous aborderons franchement la discussion de la dernière objection que le ministre autrichien pourroit élever, bien, que jusqu'ici il ne l'ait pas mise en avant.

Il existe dans le traité signé à Vienne le 12 juin 1815. un article secret conçu en ces termes: "Les engagemens que L. L. M. M. prennent par ce traité, à l'effet d'assurer la paix intérieure de l'Italie, leur faisant un devoir de préserver leurs Etats et leurs sujets respectifs de nouvelles reactions et de malheurs d'imprudentes innovations, qui en occasionneroient le retour, il demeure entendu, entre les hautes parties contractantes que S. M. le Roi des Deux-Siciles, en reprenant le gouvernement de son royaume, n'y introduira point de changemens qui ne puissent se concilier soit avec les anciennes institutions monarchiques, soit avec les principes adoptés par S. M. I. et R. dans le régime intérieur de ses provinces d'Italie."

Les termes vagues et ambigus de cet article demandent une explication. On sait qu'en diplomatic le sens litteral des traités est le seul qui fasse autorité. Le Roi s'etant conformé au sens de cet article lors de la restauration du gouvernement napolitain, a rempli ses engagemens à cet égard.

Il est à propos d'observer qu'il s'agit ici d'un sens moral, et non d'une condition ou convention

1820 expresse et obligatoire pendant un temps indéfini. Sur quel fondement l'Autriche pourroit-elle donc faire un crime au Roi d'avoir cédé aux voeux unanimes de ses peuples, qui lui démandoient l'adoption de la constitution espagnole?

Au reste, en admettant, même par hypothèse que l'article ci-dessus fut obligatoire pour toujours pour avoir le droit d'arguer d'infraction au dit article, il faudroit prouver que le changement opéré dans la forme de notre gouvernement est opposé aux institutions monarchiques. Nous soutiendrons au contraire, que les constitutions consolident les trônes puisqu'elles mettent les souverains à l'abri de toute attaque, et qu'elles garantissent la légitimité de leurs droits; mais il ne s'agit point ici de discuter sur des théories; il est question de prouver, ainsi que nous venons de le faire, qu'à défaut de toute autre raison l'Autriche ne peut par même se prévaloir d'une stipulation qui se rapporte à d'autres temps et à d'autres circonstances pour justifier son opposition à notre reforme politique.

A quoi devons nous donc attribuer l'attitude que l'Autriche a prise et continue à prendre contre nous? Quel peut être l'objet d'une augmentation aussi considérable et aussi précipitée des troupes autrichiennes en Italie? Tant que le Roi a pu croire qu'en prenant ces mésures le cabinet de Vienne n'avoit d'autre but que de maintenir le bon ordre et la tranquilité intérieur de ses Etats italiens, S. M. a respecté les droits qu'a chaque puissances de faire chez elle tout ce qui lui semble convenable. Mais lorsque la cour de Vienne refuse avec obstination d'entrer en explication avec celle de Naples, et de recevoir les représentans et les agens du Roi des Deux-Siciles, que l'empereur refuse de répondre aux lettres confidentielles de S. M. lorsque le cabinet autrichien a fait circuler des notes aux puissances alliées, à la confédération germanique et aux gouvernemens italiens, contre le nouvel ordre de choses, etabli à Naples: lorsqu'enfin les journaux de Vienne et de Milan se permettent officiellement des sorties contre nous, qu'un gouvernement qui se respecte n'auroit jamais du autoriser, le roi manqueroit au sentiment de sa

dignité, et à ce qu'il doit à la nation brave et généreuse, dont la Providence lui a confié les destinées, 1820
il se montroit indifferent à une conduite si incompréhensible de la part d'un gouvernement ami et allié.

En conséquence S. M. a chargé le soussigné de s'adresser à S. A. le prince de Metternich pour lui demander une explication positive et cathégorique sur l'objet de ces armemens extraordinaires, et sur l'attitude de l'Autriche envers le gouvernement napolitain; attitude contraire aux liens et aux sentimens d'amitié existant entre les deux cours, et peu conforme aux principes de fraternité et de désintéressement que les souverains alliés ont proclamés à la face du monde entier.

Le Roi, qui a reçu tant de preuves de cordialité et d'attachement de S. M. l'empereur, son auguste neveu et gendre, ne doute pas que les éclaircissemens contenus dans la présente note dissipiront les sinistres impressions que la malveillance ou les passions individuelles de quelque ennemi du repos de l'Europe ont pu lui inspirer, lui feront renoncer à tout projet hostile contre une nation qui a admiré ses grandes vertus.

En effet, si quelque chose pourroit obscurcir sa splendeur ce seroit l'aggression de l'Autriche contre le royaume des Deux-Siciles. La postérité auroit de la peine à concevoir une pareille injustice, et un attentat aussi outrageant aux droits des nations, attentat d'autant plus odieux, que la puissance même, qui s'en rendroit coupable n'a point contrarié les plus petites de l'Allemagne, qui se sont donné une constitution et qu'elle n'a fait aucune démarche, au moins publique contre l'Espagne dont nous n'avons fait que suivre l'exemple.

On ne pourroit donc attribuer qu'a d'autres vues la guerre que l'Autriche entreprendroit contre une nation pacifique, uniquemment occupée de son bien être, et toujours prête à maintenir la meilleure intelligence avec toutes les puissances étrangères et à cimenter les relations particulières existant entre la cour de Naples et celle de Vienne.

1820 La haute opinion que S. M. le Roi a conçue des qualités personnelles de S. M. l'empereur d'Autriche, lui est un sûr garant de la justice et de la sagesse qui président à ses délibérations. S. M. ne croit pas se tromper en pensant que le gouvernement autrichien reviendra de ses préventions contre nous et que les liens d'amitié qui naguère unissoient les deux nations; mais si malheureusement cette espérance s'evanouissoit, le Roi et la nation entiére, resolue à défendre jusqu'à l'extrémité l'indépendance du royaume et la constitution, le palladium de nos droits, le plus ferme appui de la monarchie legitime sont prets à s'en sevelir sous les ruines de la patrie, plutôt que de plier sous un joug étranger. L'exemple de la résistance héroique des Espagnols au déspotisme de Napoléon nous y animeroit; et si les rapports que le cabinet de Vienne reçoit de Naples sont véridiques, il ne croira pas tout-à-fait exagéré ce que nous lui annonçons.

Le soussigné prie done S. A. le prince de Metternich de vouloir mettre cette note sous les yeux de S. M. J. royale et apostolique, et d'y faire le plutôt possible, une réponse précise, afin que nous sachions à quoi nous en tenir sur les intentions de la cour de Vienne.

Le soussigné saisit cette occasion de renouveler à S. A. les assurances de sa haute considération.

(*Signé:*) *Le Duc* DE CAMPOCHIARO.

7.

4 Oct. *Rapport du secrétaire d'Etat, ministre des affaires étrangères du royaume des Deux-Siciles, fait au parlement national dans la séance du* 4 *Octobre* 1820.

Messieurs les Députés, le voeu de tous les bons citoyens est exaucé. Notre patrie est enfin placée sous le régime constitutionnel. La nation a pris cette noble attitude qui lui convient. L'alliance du trône avec la liberté des peuples n'est plus un problème. Cet heureux temps où chacun est maitre de pen-

penſer tout ce qu'il veut, et de dire tout ce qu'il 1820
penſe, que le plus libéral des écrivains romains célèbre ſous l'empire de Nero et de Trajan, nous le voyons arriver pour nous ſous le régime de Ferdinand, et aſſuré pour l'avenir par la grande ame de ſon ſucceſſeur, le Duc de Calabre.

Le miniſtre d'un gouvernement qui a travaillé loyalement pour le bien de l'Etat, doit ſe préſenter avec confiance devant les repréſentans de la nation pour lui rendre compte de ſes opérations.

Très-ſouvent l'intérêt des peuples ne permet pas toujours de publier tous les actes de ſes relations diplomatiques; mais le but vers le quel a tendu le nouveau miniſtère des affaires étrangères, a été d'éclairer les députés de la nation ſur les faits, afin qu'ils puiſſent en apprécier l'importance et la gravité.

A l'époque de notre reforme politique le royaume des Deux-Siciles étoit en paix avec toutes les puiſſances étrangères.

Mais pendant les cinq ans qui ſe ſont écoulés depuis la reſtauration ſur le trône napolitain, de l'auguſte dynaſtie des Bourbons jusqu'à notre régénération politique, le gouvernement a du faire des traités.

Je vais en tracer l'analyſe rapide et ſuccinte, pour donner ſeulement une idée aux repréſentans de la nation, des engagemens que le gouvernement a contractés avec les puiſſances extérieures en me reſervant d'en fournir au parlement tous les documens authentiques.

Outre les actes d'acceſſion aux déciſions du congrès de Vienne du 9 Juin 1815. et au traité de la ſainte Alliance du 26 Septembre de cette année, toutes les transactions ſuivantes ont été faites et ont reçu leur pleine et entière exécution jusqu'au 6 Juillet 1820.

Un traité d'alliance offenſive et défenſive entre l'Autriche et les Deux-Siciles, ſtipulé à Vienne le 12 Juin 1815, obligeoit le royaume de Naples à un contingent de vingt cinq mille hommes. Par une convention conclue le 4 Févr. 1819. ce contingent a été réduit à douze mille hommes.

1820 La sûreté de notre navigation, et le rachat des captifs occasionnèrent le traité avec le Dey d'Alger qui porte la date du 3 Avril 1816, le traité du 17 Avril avec le Dey de Tunis, et du 29 Avril de la même année avec le Pacha de Tripoli.

Pour obtenir la cessation du Privilège d'entrée en franchise dans le port de Naples, des batimens sous pavillons anglois, françois et espagnols ont fit des stipulations avec la première de ces puissances le 26 Septembre 1816; avec la seconde le 28 Février 1817; et avec la troisième le 15 Août de la même année. On leur accorda une reduction de droit de dix pour cent sur toutes les marchandises importées par les batimens de ces trois nations.

Plusieurs conventions ont été faites à diverses époques avec l'Etat romain. Elles eurent pour objet la remise réciproque des malfaiteurs et déserteurs, de regler le transit par les douanes frontières des Deux-Etats, et notamment pour les possessions enclavées des Domaines de Ponte-Corvo et de Benevent; enfin le concordat du 16 Février 1818. regloit toutes les affaires écclesiastiques du royaume.

Pour satisfaire aux demandes de la Russie de l'Autriche et de la Prusse qui reclamoient une indémnité en faveur du Prince Eugène Beauharnois, le gouvernement des Deux-Siciles, par la médiation de l'Angleterre, fut imposé à cinq millions. La déclaration officielle de la Russie à ce sujet nous a été notifiée le 10 Novembre celle de l'Autriche le 25 Novembre, et enfin celle de la Prusse le 3 Janvier 1818.

La liquidation des créances provenant des fournitures militaires donna lieu à une convention avec la Russie en date du 8 Août 1818.

Un traité avec la Sardaigne fut stipulé le 29 Mai 1819. pour l'extradition réciproque des malfaiteurs.

Enfin un autre traité fut conclu le 11 Décembre 1819. pour le transport à Rio-Janeiro d'un certain nombre de condamnés aux galères.

Trois contracts de mariage ont été conclus dans la famille regnante.

Le premier en date du 15 Avril 1816. entre la princesse Caroline Ferdinand, première fille de S. A. R. le Duc de Calabre, et le Duc de Berry, neveu de S. M. le Roi de France. 1820

Le deuxième en date du 26 Juillet 1816. entre le prince de Salerne et S. A. R. l'Archiduchesse Marie Clementine, fille de S. M. l'Empereur d'Autriche.

Le troisième enfin, du 3 Août 1818. entre la Princesse Louise Charlotte, seconde fille de S. A. R. le Duc de Calabre, et S. A. R. l'Infant Don François de Paolo, frère de S. M. le Roi d'Espagne.

Le premier acte du nouveau ministre des affaires étrangères, à son installation, qui eut lieu le 6 Juillet, fut de donner communication des changemens survenus dans le gouvernement napolitain à tous les ambassadeurs étrangers acredités près la cour de Naples. Cette communication fut pareillement faite aux ministres de S. M. près les cours étrangères.

Le gouvernement qui devoit supposer avec raison, que l'Autriche pouroit s'alarmer des événemens qui avoient eu lieu dans le royaume de Naples, sentit la nécessité d'expédier à Vienne le prince de Cariati, pour raconter à cette cour le véritable état des choses, et pour s'expliquer avec elle sur les dispositions d'un article secret du traité du 12 Juin 1815. qui présente quelque ambiguité dans sa rédaction, le prince de Cariati étoit aussi chargé d'apprendre au Prince Ruffo, notre ambassadeur à Vienne, les motifs qui avoient engagé S. M. à obtempérer aux desirs de son peuple, en adoptant la constitution d'Espagne, et d'intimer au prince Ruffo les ordres les plus pressans pour qu'il ait à donner au cabinet autrichien les assurances positives que toutes les transactions avec le gouvernement de Naples seroient scrupuleusement exécutées.

La désobéissance du Prince Ruffo aux ordres de son gouvernement, et peut-être aussi l'aversion du cabinet autrichien pour les nouvelles institutions, encore accrûe par l'idée du danger que l'exemple des Deux-Siciles pouroit produire sur le royaume Lombardo-Venitien, ont rendu infructueuse la mission du prince de Cariati. Le prince de Metternich fit répondre à notre envoyé que les changemens survenus à Naples étoient l'oeuvre d'une faction, que ces

1820 changemens tendoient au bouleverſement de l'ordre ſocial, et que l'Autriche ne pouroit jamais les reconnoître.

Sur ces entrefaites, le Roi qui avoit juré la conſtitution notifia cet acte par des lettres authographes à tous les ſouverains de l'Europe. Le gouvernement dut enjoindre à tous ſes agens à l'extérieur de recevoir le ſerment de tous ſes ſujets, et de délivrer des paſſeports à tous les bannis pour cauſe d'opinion.

Dans les premiers jours d'Août le Duc de Serra Capriola fut dépeché vers l'Empereur d'Autriche avec des lettres confidentielles du Roi et du Prince Vicaire général. Il portoit au Prince Ruffo l'ordre de venir à Naples rendre compte de ſa conduite; mais cette miſſion n'eut pas un meilleur ſuccès que celle du prince de Cariati. Le miniſtre autrichien ſe refuſa à préſenter le Duc de Serra Capriola à l'Empereur; mais il ſe chargea de lui remettre les lettres du Roi et du Prince héréditaire: il temoigna, au ſujet des événemens de Naples, les mêmes préventions, qu'il avoit montrées au prince de Cariati. De ſon côté, Ruffo, perſiſtant dans ſa déſobéiſſance aux ordres, qu'on lui avoit ſignifiés, fut deſtitué.

Le Duc de Gallo, qui devoit le remplacer, et dont la nomination avoit été annoncée par M. de Serra Capriola, à peine arrivé à Klagenfurth, dût y arrêter ſa marche, par ordre du gouvernement autrichien. Il ſe plaint au prince de Metternich d'une meſure ſi étrange, et il en reçoit cette réponſe: "Que l'Empereur ſon maître étoit dans l'impoſſibilité de le recevoir; qu'en agiſſant différemment il paroitroit renoncer aux principes qui lui ſervoient de regle; qu'à la ſuite d'une ſubverſion qui détruiſoit de fond en comble l'édifice ſocial, et menaçoit la ſûreté des trônes, compromettoit l'exiſtance des anciennes inſtitutions et le repos des peuples, S. M. l'Empereur quelques ſoient les liens d'alliance qui l'attachent au Roi et à ſa famille ne pouroit méconnoître ces mêmes principes, et agir d'une manière contradictoire." D'après cette notification, notre ambaſſadeur quitta les Etats autrichiens et ſe retira à Bologne.

Le prince Cimitile, chargé d'une mission extraordinaire à Saint-Petersbourg, vit aussi à Vienne le prince de Metternich, et, dans les conférences qu'il eut avec ce ministre, il en reçut à peuprès les mêmes paroles, que ses dévanciers. 1820

C'est à Vinnne aussi, que le Prince Cimitile apprit du ministre russe près de cette cour, que l'Empereur Alexandre ne le recevroit pas comme envoyé du nouveau gouvernement. Ce ministre lui écrivit: "Que son souverain étant intimement lié avec ses augustes alliés, par des traités et par les plus indissolubles noeuds, toute démarche de sa part qui sembleroit une espece d'initiative paroitroit une déviation de ses principes, relativement surtout aux affaires actuelles du royaume de Naples, qui reclament l'intervention de tous les chefs de l'ordre européen." Le ministre autrichien força bientôt le prince Cimitile à quitter les Etats de l'Empereur, et à se retirer à Bologne.

Tels sont les deux seuls documens officiels qui nous fassent connoître les dispositions des grandes puissances à notre égard. Par le premier, éclatent les injustes préventions que l'Autriche a conçues et ses desseins hostiles. Le second nous apprend que la Russie est fermement resolue à ne pas prendre l'initiative dans nos affaires, et à ne rien négocier qui ne soit d'accord avec ses alliés. Les autres puissances qui suivent apparemment le même système que l'Autriche et la Russie, n'ont pas répondu aux communications de notre Roi, et toutes, plus ou moins, agissent avec nous avec une grande froideur, à l'exception de l'Espagne, de la Suisse et du royaume des Pays-Bas, qui ont répondu à nos participations d'une manière amicale.

Toutefois la cour d'Autriche montra plus qu'aucune autre sa répugnance et son opposition contre notre nouveau système de gouvernement. Elle seule a adressé des notes aux grandes puissances, à la confédération germanique, pour les engager dans des démarches hostiles contre nous. Si nous sommes bien informés, elle a offert aux cours de Sardaigne, de Toscane, et de Rome, d'occuper militairement ces pays. Cette proposition ayant

1820 été refusée, l'Autriche a renforcé son armée de trente deux mille hommes, ce qui porte le nombre de ses troupes dans cette partie de ses Etats, à soixante dix mille combattans. Elle a augmenté de quatre mille hommes les garnisons des chateaux de Ferrare et de Comacchio, qu'elle a le droit d'occuper d'après les décisions du congrès de Vienne; elle a, si l'on en croit les bruits publics, disposé la marche en Italie de vingt autres mille hommes. Enfin elle a établi une espèce d'inquisition dans ses Etats contre tout ce qui porte le nom Napolitain; et ici qu'il me soit permis de rendre hommage à la modération et à la générosité de notre nation. Elle a répondu à ces provocations par des sentimens et des actes bien differens. Tandis que notre ambassadeur étoit arrêté à la frontière d'Autriche, la légation autrichienne restoit à Naples tranquille spectatrice de nos changemens; elle y étoit respectée comme toutes autres, et n'a jamais cessé de correspondre avec notre gouvernement; elle en a obtenu tous les égards, et toutes les facilités qu'elle pouvoit désirer: sûrs de nous-mêmes, nous lui avons permis d'adresser à sa cour tous les rapports qu'elle a voulu. Quelle preuve plus grande avons-nous pu donner, que nous n'avions rien à craindre des détracteurs de notre révolution?

Aurions-nous permis à un agent de la cour, qui nous montroit tant d'animosité, de rester temoin dens nos affaires, d'assister à nos débats, si nous avion en à nous reprocher le moindre excès? Il y a plus, lorsque les gazettes de Vienne et de Milan nous traitoient fort mal, nos journaux, qui pouvoient user de toute la liberté de la presse, répondoient avec modération; notre consul étoit renvoyé de Milan, et les consuls autrichiens jouissoient de tous leurs droits dans le royaume. Cette conduite ne doit pas être taxée de foiblesse; elle est le resultat d'un sentiment de longanimité qui se montre dans toutes les opérations d'un gouvernement libéral.

Tous les efforts pour faire entendre raison à l'Autriche ayant été inutilement tentés, le gouvernement a cru de sa dignité de demander une explication franche et cathégorique sur les préparatifs militaires

de cette puissance en Italie. Une note a été envoyée au prince de Metternich; et des copies en ont été remises à tous les agens diplomatiques de l'Europe. Un congrès des grandes puissances doit s'assembler à Troppau ou à Teschen, vers la fin de ce mois. Si, comme on l'annonce, il est question des affaires de Naples, il faut espérer que la vérité et la justice y triompheront, que les monarques de l'Europe, mieux instruits de nos affaires, respecteront nos droits comme nous avons respecté ceux des autres, et qu'ils se souviendront de notre conduite à l'égard des Principautés de Benevent et de Ponte-Corvo. Ce qui peut en nous justifier cette espérance, c'est la conduite qu'ont tenue les principales puissances envers les Etats d'Allemagne qui ont adopté le regime constitutionnel, et envers l'Espagne elle-même. l'Empereur Alexandre, qui s'étoit d'abord prononcé contre les changemens politiques de ce pays est déjà revenu à des sentimens plus favorables. Nous savons en effet, que le nouveau ministre de S. M. Catholique à S. Petersbourg, a été reçu en cette qualité, S. M. l'Empereur de toutes les Russies lui ayant permis d'y déployer son caractère diplomatique. 1820

Les assurances données dans le parlement anglois par le Lord Liverpool et Castelreagh, que l'Angleterre n'interviendroit pas dans les affaires de la Péninsule, sont aussi d'un bon augure pour notre pays, qui se trouve dans la même situation que l'Espagne, et qui a grand intérêt à conserver ses relations politiques et commerciales avec la Grande-Bretagne. Enfin par les communications verbales que nous avons reçues du ministre anglois résidant à Naples, relatives à l'envoi d'une escadre dans la Méditéranée, nous avons acquis la certitude que cette flotte, depuis longtemps destinée pour nos mers, n'a d'autre objet que d'y proteger le commerce anglois et de veiller à la sécurité des îles Ioniennes.

Mais si notre espoir étoit trompé, le noble élan qu'a pris la nation, et la justice de sa cause, lui feront défendre son indépendance, ses droits et le trône constitutionnel, avec toute l'énergie et peut-être aussi avec tout le succès, dont l'Espagne a donné un si mémorable exemple.

1820 En attendant, le gouvernement a du tenter tous les moyens diplomatiques: il a ordonné au prince de Cimitile, son envoyé extraordinaire à Londres, de se rendre, sans délai à la destination. Nous avons l'assurance, qu'il y sera bien accueilli, quoiqu'il n'y deployera peut-être pas desuite le caractère diplomatique dont il est revêtu.

Le Duc de Gallo attendra de nouveaux ordres à Bologne pour se porter en avant, et tenter tous les moyens d'entrer en pour-parler avec le gouvernement autrichien.

Le Duc de Serra Capriola est chargé d'exposer à l'Empereur Alexandre le véritable état du royaume, et le danger que courroit l'Europe si l'on violoit les droits de la nation napolitaine.

Notre ancien ministre à Londres Comte Ludolf, qui s'est toujours montré digne de la confiance du Roi, a la même mission que le Duc de Serra Capriola.

Le Prince de Castelcicala s'étant refusé à prêter le serment à la constitution, a été destitué. Le gouvernement a chargé de ses affaires à Paris le chevalier Brancia; le prince Cariati est en outre chargé d'une mission extraordinaire, près de S. M. T. C. Les liens qui l'unissent à notre Roi, et la politique bien entendue de la France doivent nous donner l'espoir que ces deux missions auront un heureux resultat.

Le Duc de Canzano est allé à Madrid, pour resserrer encore plus, s'il est possible les liens qui nous unissent à l'Espagne, et pour combiner avec son gouvernement les moyens de se soutenir mutuellement. Nous avons à nous louer sur ce point important du zèle du prince de Scilla, que S. M. vient d'appeller à Naples à d'autres fonctions.

Après avoir pourvu à tous nos besoins de ce côté, qu'il me soit permis, maintenant Messieurs de vous entretenir des intérêts de la famille royale qui se confondent heureusement avec ceux de la nation. La part très-vive que le parlement prend au bonheur de cette auguste famille lui fera apprendre avec joie qu'un mariage est arrêté entre l'infant

Don Michel, ſecond fils de S. M. très fidèle le Roi de Portugal et du Bréſil, et la princeſſe Chriſtine, fille de notre prince vicaire général. L'aſſentiment du parlement pour cette union et le reglement pour la dot étant dans les attributions du parlement, le gouvernement ſe flatte Meſſieurs, que vous donnerez une nouvelle preuve de votre reſpectueux attachement à la dynaſtie des Bourbons, en ſanctionnant la propoſition ſpéciale qui vous en ſera faite très inceſſamment. 1820

Tel eſt Meſſieurs le tableau de nos relations politiques, et ce tableau n'eſt pas riant. Mais ſi les monarques de l'Europe font un ſeul moment taire leurs préventions, s'ils recherchent la vérité, et qu'ils conſultent les ſeules impulſions de leur ame, tous les nuages qui obſcurciſſent notre horizon ſe diſſiperont et la paix ne s'eloignera pas de notre patrie.

Le miniſtre des affaires extérieures, fidèle à ſon mandat, pour détourner de cette nation les fléaux de la guerre, ne negligera aucun des moyens de conciliation, dont il peut diſpoſer; mais ſi ces moyens ne s'accordoient pas avec la dignité et l'indépendance de la nation, il ne nous reſteroit plus qu'à implorer le dieu des armées. —

8.

Lettre autographe de l'Empereur d'Autriche au Roi des Deux-Siciles. 20 Nov.

(20 Novembre 1820) *).

Monſieur mon frère et très-cher beaupère, de triſtes circonſtances ne m'ont pas permis de recevoir les lettres que Votre Majeſté m'a adreſſées depuis quatre mois; mais les événemens auxquels ces lettres ont dû ſe rapporter n'ont ceſſé de faire le ſujet de mes plus ſérieuſes méditations, et les puiſſances alliées ſe ſont réunies à Troppau pour conſidérer

*) Les lettres autographes de L. M. l'Empereur de Ruſſie et le Roi de Pruſſe, envoyées en cette même occaſion de Troppau au Roi des Deux-Siciles ſont identiquement conformes à celle-ci.

1820 ensemble les suites dont ces événemens menacent le reste de la péninsule italienne, et peut-être l'Europe toute entière. En vous décidant à cette délibération commune, nous n'avons fait que nous conformer aux transactions de 1814, 1815 et 1818 transactions dont V. M. ainsi que l'Europe, connoit le caractère et le but, et sur lequel repose cette alliance tutelaire, uniquement destinée à garantir de toute atteinte l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de tous les Etats, et à assurer le repos et la prospérité de l'Europe par le repos et la prospérité de chacun des pays dont elle se compose. V. M. ne doutera donc pas, que l'intention des cabinets assemblés ici ne soit de concilier l'intérêt et le bien-être dont la sollicitude paternelle de V. M. doit désirer faire jouir ses peuples avec les devoirs que les monarques alliés ont à remplir envers leurs Etats et envers le monde. Mais nous nous féliciterions, mes alliés et moi, d'exécuter ces engagemens solennels avec la coopération de Votre Majesté; et fidèles aux principes que nous avons proclamés, nous demandons aujord'hui cette coopération. C'est dans ce seul but que nous proposons à Votre Majesté de se réunir à nous dans la ville de Laybach. Votre présence, Sire, hatera, nous en sommes sûrs, une conciliation aussi indispensable, et c'est au nom des intérêts les plus chers de notre royaume et avec cette bienveillante sollicitude, dont nous croyons avoir donné plus d'un témoignage à V. M. que nous l'invitons à venir recevoir de nouvelles preuves de la véritable amitié que nous lui portons, et de la franchise qui fait la base de notre politique.

Recevez l'assurance de la considération très-distinguée et de l'inaltérable attachement avec lequel je suis de V. M. etc.

Le bon frère, gendre, et allié

(*Signé:*) FRANÇOIS.

Troppau, le 20 Novembre 1820.

9.

Lettre autographe de S. M. très-chrétienne au Roi des Deux-Siciles. 1820 3 Déc.

(le 3 Décembre).

Monsieur mon frère,
dans les graves circonstances où les événements des cinq derniers mois ont placé les Etats que la Providence a confiés aux soins de V. M., elle n'a pu douter un moment de l'intérêt constant que je lui portois, et des voeux que je formois pour son bonheur personnel et pour celui de ces peuples

"Votre Majesté n'ignore point les puissans motifs qui m'ont empêché de lui exprimer plutôt les sentimens dont j'étois animé, et de lui faire parvenir, dans l'effusion de la plus sincère amitié, les conseils que peut-être j'étois à plus d'un titre, autorisé à lui offrir.

"Mais aujourd'hui il ne m'est plus permis d'hésiter. Informé par mes alliés réunis à Troppau de l'invitation qu'ils font parvenir à V. M., je dois me joindre à eux, et comme membre d'une alliance dont le seul but est d'assurer la tranquillité et l'indépendance de tous les Etats, et comme Souverain d'un peuple ami de celui que V. M. gouverne; j'ajoute encore comme parent sincérement affectionné. Je ne saurois trop fortement insister auprès d'elle, pour qu'elle vienne prendre part en personne à la nouvelle réunion qui va se former."

"Avec mes alliés, Sire, je vous diroi que leur intention, dans cette réunion, est de concilier l'intérêt et le bien-être dont la sollicitude paternelle de V. M. doit désirer de faire jouir les peuples, avec les devoirs qu'eux-mêmes ont à remplir envers leurs Etats et envers le monde. La gloire la plus pure attend V. M. Elle concourra à raffermir en Europe les bases de l'ordre social; elle préservera ses peuples des malheurs qui les menacent; elle assurera, par l'accord si nécessaire du pouvoir et de la liberté, leur bonheur et leur prospérité pour une longue suite de générations.-

1820 "Si mes infirmités l'eussent permis, j'aurois voulu accompagner V. M. à cette auguste réunion; mais lorsqu'elle verra que, pour lui écrire dans une pareille occasion, je suis forcé de me servir d'une main étrangère, elle jugera facilement de l'impossibilité où je me trouve de suivre, à cet égard, l'impulsion de mon coeur.

"Elle peut toutefois compter que ceux de mes ministres qui y assisteront en mon nom ne négligeront rien pour suppléer à tout ce qu'elle auroit pu attendre de moi-même. V. M., en prenant une détermination conforme au desir que mes alliés et moi nous lui manifestons, donnera à ses peuples une marque de son affection d'autant plus grande, que cette détermination, j'en ai la conviction intime, sera pour V. M. le moyen le plus assuré de garantir les bienfaits de la paix et d'une sage liberté.

Je prie V. M. d'agréer l'expression des sentimens d'estime, d'amitié et de haute considération avec lesquels je suis

Monsieur mon frère, de Votre Majesté
le bon frère

(*Signé*) LOUIS.

Paris, le 3. Décembre 1820.

10.

20 Nov. *Lettre du roi de Naples, en réponse à celle de l'empereur d'Autriche.*

(20 Novembre 1820).

Monsieur mon frère et chèr gendre.

Si dans les circonstances actuelles mon coeur a pu s'ouvrir encore aux impressions de la joie, c'étoit sans doute au moment où j'ai reçu la lettre de V. M. J., datée de Troppau, et celles des monarques alliés qui y sont réunis. J'ai été touché au delà de toute expression de la grandeur d'ame qui dirige toutes vos démarches pour le bien des nations européennes et de l'intérêt particulier, sincère, et dont j'ai déjà eu antérieurement de fréquentes preuves, que vous prenez

pour ma perſonne et pour les peuples que la Providence a confiés à mes ſoins, et dont le bonheur, le repos et le bien-être ſont le but de tous mes efforts. D'après cette expreſſion franche de mes ſentiment, V. M. pourra aiſément imaginer avec quelle vive reconnoiſſance j'ai reçu l'invitation que vous m'avez adreſſée, ainſi que LL. MM. l'empereur de Ruſſie et le roi de Pruſſe, de prendre part aux délibérations de Laybach, qui n'ont pour objet que d'affermir le but de la plus ſainte des alliances. Je vois dans cette invitation un nouveau bienfait de la Providence qui m'ouvre une voie pour travailler, avec mes illuſtres alliés, à un ouvrage qui rendra leur nom chèr à la poſterité la plus reculée, et avoir ainſi quelque part à la gloire qui les attend. V. M. ne doutera pas de mon empreſſement à me rendre à une telle invitation, et mon départ ſera auſſi prompt que les circonſtances pouront le permettre. 1820

Ce ſera une conſolation particulière pour moi de revoir V. M. J., et de faire perſonnellement connoiſſance avec LL. MM. l'empereur de Ruſſie et le roi de Pruſſe, de devoir à votre ſageſſe et à votre bienveillance la paix de mon pays, et ma plus agréable occupation ſera d'imprimer à tous les membres de ma famille les ſentimens de reconnoiſſance dont mon coeur eſt pénétré.

Agréez l'aſſurance de la conſidération diſtinguée et du dévouement invariable avec lequel je ſuis, de V. M., le bon frère et beau-père

FERDINAND.

Naples le 11 Décembre 1820.

11.

Meſſage du Roi des Deux-Siciles au parlement national (7 *Décembre* 1820.) 7 Déc.

Ferdinand I. par la grace de Dieu et par la conſtitution de la monarchie, roi des Deux-Siciles, à mes fidèles députés du parlement:

Les Souverains d'Autriche, de Pruſſe et de Ruſſie, unis en congrès à Troppau, m'ont envoyé trois let-

1820 tres dans lesquelles ils m'invitent à me rendre personnellement à Laybach, pour prendre part au nouveau congrès qui se tiendra dans cette dernière ville.

D'après ces lettres, dont j'ai ordonné à mon ministre des affaires étrangères de vous donner communication, vous sentirez l'importance de l'objet de cette invitation, qui est de m'interposer comme médiateur entre les souverains susdits de la nation.

Pénétré, dans le fond de mon coeur, de cette force des circonstances, et jaloux de ne négliger aucun sacrifice pour établir solidement le bonheur de la nation, j'accepte tous les expédiens qui m'offrent l'espérance de pouvoir y parvenir. En conséquence, je suis résolu de vaincre toutes les difficultés que présentent mon âge avancé et la rigueur de la saison, pour me rendre promptement à l'invitation qui m'a été faite, puisque les souverains m'ont fait déclarer qu'ils n'auroient admis aucun autre pour traiter, y compris même les princes de ma famille royale. Je pars avec la confiance que la divine Providence me fournira les moyens de vous donner une dernière preuve de mon amour pour vous, en épargnant à la nation le fléau d'une guerre.

Loin de moi, loin de vous la pensée que mon adhésion à ce projet me fasse écarter un instant du bien de mon peuple. En m'éloignant de vous, il est digne de vous; il est digne de moi de vous donner une nouvelle, une solennelle garantie. Je déclare donc à vous et à la nation que je serai tout ce qui dépendra de moi pour faire jouir mes peuples d'une constitution sage et libérale. Quelque mesure que les circonstances exigent, relativement à notre état politique actuel, j'emploierai tous mes efforts à ce que cet état soit fondé sur les bases suivantes: 1. Que par une loi fondamentale de l'Etat, soit assurée la liberté inviduelle et réelle de mes très-aimés sujets; 2. que dans la composition des corps de l'Etat, on n'ait aucun égard aux privilèges de la naissance; 3. qu'aucun impôt ne puisse être établi sans le consentement de la nation, légitimement représentée; 4. que le compte des dépenses publiques soit rendu à la nation elle-même et à ses représentans; 5. que les lois soient faites d'accord

avec la représentation nationale; 6. que le pouvoir judiciaire soit indépendant; 7. que la liberté de la presse soit conservée, sauf les lois qui en réprimeront les abus; 8. que les ministres soient responsables; 9. que la liste civile soit fixée. 1820

Je déclare, en outre, que je ne consentirai jamais à ce qu'aucun de mes sujets soit molesté pour aucun fait politique.

Mes fidèles députés, en me chargeant de ce soin pour vous convaincre de mon amour et de ma sollicitude pour la nation, je désire qu'une députation de quatre membres, au choix du parlement, m'accompagne pour être témoin des dangers qui nous attendent et des efforts faits pour les éviter.

Il est nécessaire que jusqu'à l'issue des négociations, le parlement ne propose aucune innovation dans les diverses branches, et que les choses restent dans l'état actuel, et que l'assemblée borne ses travaux à la part qu'elle est appelée à prendre dans l'organisation de l'armée, puisque les Etats, discutés dans un temps de nécessité, doivent rester fixés pour l'année prochaine, comme ils le sont pour celle qui va finir. C'est ma ferme volonté de porter la plus grande économie dans toutes les dépenses, aussitôt que les circonstances le permettront. En partant, je laisse au milieu de vous ce que j'ai de plus chèr. Vous continuerez à avoir pour ma famille royale les sentimens d'attachement que vous avez toujours professés.

Je confirme à mon très-chèr fils, le Duc de Calabre, les fonctions de mon vicaire specifiées dans mes actes du 6 Juillet et du 11 Octobre de cette année.

Je suis convaincu que vous accueilleres cette communication comme une preuve de mes sentimens, et comme l'effet de la nécessité qui nous oblige à préférer à tout intérêt secondaire le salut de notre patrie.

(*Signé:*) FERDINAND.

Le secrétaire d'état, ministre des affaires étrangères Duc DE CAMPOCHIARO.

Naples, le 7 Décembre 1820.

12.

1820 8 Déc. *Dépêche circulaire des Cours d'Autriche, de Russie et de Prusse à leurs Ministres et Chargés d'Affaires près les Cours d'Allemagne et du Nord, datée de Troppau le 8 Décembre 1820.*

Instruites des bruits faux et extravagans que des malintentionnés ont répandus sur le but et les résultats des Conférences de Troppau et que des hommes crédules ont propagés, les cours alliées croyent nécessaire de faire parvenir à leurs légations près les cours étrangères des éclaircissemens authentiques, pour les mettre en état de refuter les erreurs et les opinions fausses qu'ont fait naître ces bruits. Le court aperçu cy-joint leur en fournit les moyens. Il n'est pas destiné à faire l'objet d'une communication dans les formes; mais ils peuvent en donner connoissance par les voies confidentielles. Elles concerteront les démarches à faire à cet égard avec les ministres des deux autres puissances alliées.

Troppau, le 8 Décembre 1820.

Court aperçu des premiers résultats des conférences de Troppau.

Les événemens qui ont eu lieu le 8 Mars en Espagne, le 2 Juillet à Naples, la catastrophe du Portugal, ont dû nécessairement faire naître un sentiment profond d'indignation et d'inquiétude et de chagrin dans ceux qui sont chargés de veiller à la tranquillité des états, mais en même temps leur faire sentir le besoin de se réunir pour déliberer en commun sur les moyens de prévenir tous les maux qui menaçoient de fondre sur l'Europe.

Il étoit naturel que ces sentimens fissent une vive impression sur les puissances qui avoient récemment étouffé la révolution, et qui la voyoit de nouveau rélever la tête.

Il n'étoit pas moins naturel que ces Puissances, pour la combattre une troisième fois, eussent recours aux

aux mêmes moyens dont elles avoient fait usage avec tant de succès dans cette lutte mémorable qui a délivré l'Europe d'un joug qu'elle a porté vingt ans. 1820

Tout faisoit espérer que cette alliance formée dans les circonstances les plus critiques, couronnée du plus brillant succès, et affermie par les conventions de 1814, 1815 et 1818, de même qu'elle avoit préparé, fondé et affermi la paix du monde, et qu'elle avoit délivré le continent européen de la tyrannie militaire du représentant de la révolution, seroit aussi capable de mettre un frein à une domination nouvelle, non moins tyrannique non moins affreuse, celle de la revolte et du crime.

Tels ont été les motifs et le but de la réunion de Troppau. Les premiers sont si évidents qu'ils n'ont pas besoin de développemens; le dernier est si honorable et si salutaire, que les voeux de tous les gens de bien accompagneront sans doute les cours alliées dans la noble lice où elles vont entrer.

L'entreprise que leur imposent les plus saints engagemens, est grande et difficile. Mais un heureux présentiment leur fait espérer qu'en maintenant invariablement l'esprit de ces traités auxquels l'Europe doit la paix et l'union entre tous ses Etats, elles parviendront à leur but.

Les puissances ont exercé un droit incontestable en s'occupant de prendre en commun des mesures de sûreté contre des états dans lesquels le renversement du gouvernement opéré par la révolte, ne dût il être considéré que comme un exemple dangereux, devoit avoir pour suite une attitude hostile contre toutes les constitutions et les gouvernemens légitimes. L'exercice de ce droit devenoit d'une nécessité plus urgente encore, quand ceux qui s'étoient mis dans cette situation cherchoient à étendre sur leurs voisins le malheur qu'ils s'étoient attiré eux-mêmes et à propager autour d'eux la révolte et la confusion.

Une telle position, une pareille conduite est une infraction évidente du pacte qui garantit à tous les gouvernemens européens, outre l'inviolabilité de leur territoire, la jouissance des rapports paisibles qui excluent tout empiétement réciproque sur leurs droits.

1820 Ce fait incontestable est le point d'où sont parties les cours alliées. Les ministres, qui pouvoient être pourvus à Troppau même d'instructions positives de la part de leurs monarques, se concertèrent en conséquence sur les règles de conduite à suivre relativement aux Etats dont le gouvernement avoit été renversé par la violence, et sur les mesures pacifiques ou coercitives qui pourroient ramener ces Etats dans le sein de l'alliance européene, dans le cas où l'on pouvoit attendre une influence importante et salutaire; ils communiquèrent les resultats de leurs délibérations aux cours de Paris et de Londres, afin que celles-ci pussent les prendre en considération.

La révolution de Naples s'enracinant tous les jours de plus en plus, aucune ne pouvant menacer d'une manière plus imminente la tranquillité des Etats voisins, et n'étant pas dans le cas d'être attaqués aussi promptement et aussi immédiatement, on s'est convaincu de la nécéssité de procéder à l'égard du Royaume des Deux-Siciles d'après les principes ci-dessus énoncés.

Pour préparer à cette fin des mesures conciliatrices, les monarques réunis à Troppau, ont résolu d'inviter le Roi des Deux-Siciles à se réunir à eux à Laybach; démarche dont le but étoit uniquement de délivrer S. M. de toute éspèce de contrainte extérieure, et de constituer ce monarque médiateur entre ses peuples égarés et les Etats dont ils menaçoient la tranquillité. Les monarques étant résolus de ne point reconnoître les gouvernemens formés par une révolte ouverte, ils ne pouvoient négocier qu'avec le Roi en personne. Leurs ministres et leurs agens à Naples, ont reçu des instructions en conséquence.

La France et l'Angleterre ont été invitées à prendre part à cette démarche et l'on doit s'attendre qu'elles ne refuseront pas d'y accéder, le principe sur le quel se fonde cette invitation, étant parfaitement en harmonie avec les traités qu'elles ont accomplis, et offrant en outre une garantie des intentions les plus équitables et les plus pacifiques.

Ce systême, suivi de concert par la Prusse l'Autriche et la Russie, n'a rien de nouveau. Il est basé

sur les mêmes maximes qui ont servi de fondement aux conventions qui ont cimenté l'alliance des Etats européens. L'union intime entre les cours qui se trouvent au centre de cette confédération, ne peut que gagner par la en force et en durée. L'alliance s'affermira par les mêmes voies qu'ont suivi pour les former les puissances auxquelles elle doit son origine, et qui l'on fait adopter peu à peu par toutes les autres, qui se sont convaincues de ses avantages plus que jamais incontestables. 1820

Du reste, il n'est pas nécessaire de prouver qu'aucune idée de conquête, ni aucune prétention de porter atteinte à l'indépendance des autres gouvernemens dans leur administration intérieure, ni enfin le projet d'empêcher des améliorations sages, faites librement et compatibles avec le véritable intérêt des peuples, n'ont eu aucune part à la révolution des puissances. Elles ne désirent que de conserver et maintenir la paix, de délivrer l'Europe du fléau des révolutions et de détourner ou d'abréger les maux qui naissent de la violation de tous les principes de l'ordre et de la morale.

A de telles conditions, ces puissances croient pouvoir compter, en récompense de leurs soins et de leurs efforts, sur les suffrages unanimes du monde.

13.

Dépêche circulaire adressée aux ministres de S. M. Britannique près les cours étrangères. (*Bureau des affaires étrangères* 19 *Janvier* 1821.) 1821 19 Janv.

Monsieur, je n'aurois pas jugé nécessaire de vous faire aucune communication dans l'état actuel des discussions entamées à Troppau, et transférées à Laybach, sans une circulaire adressée par les cours d'Autriche de Prusse et de Russie, à leurs légations respectives, et qui, si le gouvernement de S. M. ne s'expliquoit à cet égard, pourroit donner lieu à des impressions très-erronées sur les sentimens précédens et actuels du gouvernement britannique. Il est donc

1821 devenu nécessaire de vous informer que le roi a jugé devoir refuser de prendre part aux mesures en question.

Ces mesures embrassent deux objets distincts : 1, la fixation de certains principes généraux destinés à regler à l'avenir la conduite politique des alliés dans les cas qui y sont indiqués ; 2. le mode proposé d'agir d'après ces principes relativement aux affaires actuelles de Naples.

Le systême des mesures proposé sur le premier point seroit, s'il étoit l'objet d'une réciprocité d'action, diamétralement opposé aux lois fondamentales de la Grande-Brètagne. Mais, lors même que cette objection décisive n'existeroit pas, le gouvernement britannique n'en jugeroit pas moins que les principes qui servent de base à ces mesures, ne peuvent être admis avec quelque sûreté comme systême des lois entre les nations. Le gouvernement du Roi pense que l'adoption de ces principes sanctionneroit inévitablement et pourroit amener par la suite de la part de souverains moins bienveillans une intervention dans les affaires intérieures des Etats, beaucoup plus fréquente et plus étendue que celle, dont il est persuadé que les augustes personnages ont l'intention d'user, ou qui puisse se concilier avec l'intérêt général, ou avec l'autorité réelle et la dignité des souverains independans. Le gouvernement de S. M. ne croit pas que d'après les traités existans, les alliés aient le droit d'assurer aucuns pouvoirs généraux de cette espèce, et il ne croit pas d'avantage qu'ils puissent s'arroger des pouvoirs aussi extraordinaires en vertu d'aucune nouvelle transaction diplomatique entre les cours alliées, sans s'atrribuer une suprématie incompatible avec les droits d'autres Etats ou même, en acquérant ces pouvoirs du consentement spécial des dits Etats, sans introduire en Europe un systême fédératif, oppresseur, et qui non seulement seroit inéfficace dans son objet, mais encore pourroit avoir les plus graves inconveniens.

Quant à l'affaire particulière de Naples, le gouvernement britannique n'a pas hésité dès le commencement à exprimer fortement son improbation de la manière dont cette révolution s'est affectuée, et des circonstances dont elle paroissoit avoir été accompagnée ; mais en même temps il déclare expressément

aux differentes cours alliées qu'il ne croyoit pas devoir ni même pouvoir conseiller une intervention de la part de la Grande-Brétagne. Il admit, toute fois que d'autres Etats européens et spécialement l'Autriche et les puissances italiennes pouvoient juger que les circonstances étoient differentes relativement à eux, et il déclara que son intention n'étoit pas de préjuger la question en ce qui pouvoit les affecter, ni d'intervenir dans la marche que tels Etats pourroient juger convenables d'adopter pour leur propre sûreté, pourvû toutefois, qu'ils fussent disposés à donner toutes les assurances raisonnables que leurs vues n'étoient ni dirigées vers des objets d'aggrandissement, ni subversives du systême territorial de l'Europe, tel qu'il a été établi par les derniers traités. 1821

C'est sur ces principes que la conduite du gouvernement de S. M. relativement à la question de Naples, a été invariablement réglée dès le premier moment; et des copies des instructions successives envoyées aux autorités britanniques à Naples, pour leur servir de guide, ont été transmises de temps en temps aux gouvernemens alliés.

Quant à l'attente exprimée dans la circulaire en question, de l'assentiment des cours de Londres et de Paris aux mesures générales dont l'adoption a été proposée comme étant fondée sur les traités existans, le gouvernement britannique, fidele à ses principes, et à sa bonne foi, doit en refusant un tel assentiment, protester contre toute interprétation de cette espèce, donnée aux traités en question.

Le gouvernement de S. M. n'a jamais pensé que ces traités imposassent de semblables obligations, et il a constamment et d'une manière claire nié cette proposition, tant dans le parlement que dans ses relations avec les gouvernemens alliés. On verra qu'il s'est toujours conduit à cet égard de la manière la plus explicite, si l'on se refère aux déliberations de Paris en 1815. à celles qui ont précédé la conclusion du traité d'alliance à Aix-la-chapelle en 1818. et subséquemment à certaines discussions qui ont eu lieu dans le cours de l'année dernière.

Après avoir écarté la fausse idée que le passage de la circulaire en question auroit pu accréditer s'il eût été passé sous silence, et avoir énoncé en termes

1821 généraux le dissentiment du gouvernement de S. M. du principe général sur le quel la circulaire en question est fondée; il doit être clairement entendu, qu'aucun gouvernement ne peut être plus disposé que le gouvernement britannique à maintenir le droit de tout Etat ou Etats, à intervenir, lorsque sa sureté immédiate ou ses intérêts essentiels seront sérieusement compromis par les transactions domestiques d'un autre Etat; mais comme le gouvernement du Roi pense que l'usage d'un tel droit ne peut être justifié que par la nécessité la plus absolue, d'après la quelle il doit être réglé et limité, le dit gouvernement ne peut admettre que ce droit puisse recevoir une application générale et sans distinction à tous les mouvemens révolutionnaires, sans avoir égard à leur influence immédiate sur quelque Etat ou Etats particuliers, où l'on puisse en faire en perspective la base d'une alliance. Le gouvernement de S. M. considere ce droit comme une exception de la plus haute importance aux principes généraux, exception qui ne peut resulter que des circonstances du cas spécial; mais il considere que des exceptions de cette nature ne peuvent jamais sans le plus grand danger, être reduites en règle de manière à être incorporées dans la diplomatic ordinaire des Etats ou dans les institutes de la loi des nations.

Comme il paroit que certains ministres des trois cours, auprès desquelles ils sont accrédités, je laisse à votre discretion de faire une communication correspondante de la part de votre gouvernement en réglant votre langage sur les principes consignés dans la présente dépêche. Toutefois, en faisant une telle communication, vous aurez soin de rendre justice, au nom du gouvernement à la pureté d'intention qui a sans doute déterminé ces augustes cours à l'adoption de la marche et mesures qu'elles suivent. Vous pouvez déclarer que la difference de sentiment qui règne sur cet objet, entre elles et la cour de Londres ne peut en aucune manière, altérer la cordialité et l'harmonie de l'alliance relativement à tout autre objet, ni diminuer son zèle pour l'exécution complette de tous ses engagemens existans.

(*Signé:*) CASTLEREAGH.

14.

*Dépêche adressée par M. le Comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, à M. le Comte de Stackelberg, Env. extr. et min. plén. de la Cour de St. Petersbourg, près celle de Naples, datée de Laybach, le 9 (31) Janvier 1821 *).* 1821 9 Janv.

Monsieur le Comte, pour mettre votre Excellence en état de bien connoître l'objet de l'importante commission que S. M. l'Empereur vous confie par la présente, et que vous aurez à remplir de concert avec le ministre de Prusse, le chargé d'affaires d'Autriche et celui de France, nous vous faisons connoître Monsieur le Comte, les explications mutuelles, qui, depuis l'arrivée du Roi de Naples à Laybach ont eu lieu entre ce monarque et les souverains alliés; ainsi que le résultat, auquel ont conduit les délibérations de leurs plénipotentiaires au Congrès.

S. M. le Roi de Naples, éminémment intereffé à connoître dans toute leur étendue les intentions des Souverains alliés, relativement aux affaires de son royaume, a fait remettre pour cet effet à la conférence des plénipotentiaires, un message portant:

Qu'ayant accepté avec intérêt l'invitation de ses augustes alliés, dans l'espérance de concilier le bien-être dont il désiroit faire jouir ses peuples avec le devoir que les monarques alliés pourroient être appellés à remplir envers leurs Etats et envers le monde; et dans l'espoir de faire disparoître sous les auspices de la paix, et de la concorde, les obstacles, qui depuis sept mois ont isolé ses Etats de l'alliance européenne; n'ayant pu se dissimuler l'impression désagréable, que les derniers événemens arrivés dans son royaume avoient produite en Europe, et devant

*) Les dépêches adressées au Baron de Ramdhor et à M. de Mens Chargé d'affaires d'Autriche, sont conformes à celle-ci.

1821 avec raison en craindre les conséquences; ayant appris avec la plus vive satisfaction, que les souverains alliés fideles aux principes de justice, de sagesse, de modération, qui les ont constamment guidés, n'avoient voulu prendre aucune mesure définitive, relativement aux affaires de Naples, avant d'avoir épuisé les moyens d'une conciliation qu'ils préféreroient à tout autre moyen, d'arriver au but, pour lequels ils sont réunis, et le Roi pouvant se flatter de faire valoir un titre aussi chèr à son coeur, que celui de conciliateur en faveur de ses sujets.

S. M. étoit impatiente de se concerter avec ses alliés sur les moyens d'épargner à son pays les malheurs dont il le voyoit ménacé; mais que pour remplir, avec quelque espérance de succès, l'important devoir que S. M. s'étoit imposé, elle demandoit avant tout à ses augustes alliés de manifester sans reserve toutes leurs pensées, convaincue qu'elle étoit, qu'ils ne manqueroient pas de donner au monde dans cette occasion, une nouvelle preuve des sentimens élévés et des vues justes et éclairées qui forment la base de leur politique.

Les plénipotentiaires des souverains alliés ont fait à cette première ouverture la réponse suivante:

S. M. Sicilienne n'a pu ignorer les impressions désagréables produites par les événemens arrivés à Naples depuis le 2 Juillet, et les inquiétudes auxquelles ces mêmes événemens ont donné lieu. Il appartenoit plus particuliérement aux plénipotentiaires des souverains alliés de faire connoître toute l'étendue de ces inquiétudes par la gravité des causes, qui les avoient fait naître.

Pour mettre cette observation dans tout son jour et donner à S. M. pleine connoissance des considérations importantes qui ont motivé les déterminations adoptées par les souverains, il convient d'entrer dans les développemens suivans.

La révolution de Naples porte en elle-même un caractère trop alarmant, pour ne pas appeller l'attention des souverains. Ils doivent diriger leurs mesures d'après les maux dont cette révolution ménace les Etats voisins. Les moyens employés par cette révolution, les principes hautement professés par ceux qui s'en déclarent les chefs, la marche qu'ils

ont suivie, les resultats déjà connus, tout devoit répandre l'épouvante dans les Etats d'Italie, et agir fortement sur les puissances plus directement interessées au repos de la Péninsule. Le gouvernement autrichien ne devoit pas regarder avec indifference une catastrophe, dont les conséquences incalculables, en bouleversant l'ordre et la paix de l'Italie, pourroit compromettre les intérêts les plus précieux de l'Autriche et ménacer même sa propre sureté. Fidele au systême qu'elle a invariablement suivi depuis sept ans, la cour de Vienne a cru, dans une circonstance aussi importante remplir un devoir également imposé et par sa position et par ses engagemens, en invitant ses alliées à l'éclairer de leurs lumières, et à délibérer avec elle sur des questions dignes sous tant de rapports d'occuper sérieusement la pensée et la sollicitude de toutes les puissances. 1821

Cependant les cabinets réunis à Troppau n'ont pu considérer la révolution de Naples comme un événement absolument isolé: ils ont reconnu ce même esprit de trouble et de désordre qui désole le monde depuis longtemps, et qu'on a pu croire comprimé par les salutaires effets d'une pacification générale, mais qui s'est bientôt et malheureusement reveillé de nouveau dans plus d'un Etat en Europe, et reparu sous des formes moins effrayantes au premier aspect, que celles sous lesquelles il s'étoit antérieurement développé, mais plus essentiellement dangereuses pour le maintien de l'ordre social. Ces considérations ne peuvent qu'imprimer aux yeux des souverains un caractère singuliérement grave aux événemens arrivés dans le royaume des Deux-Siciles, et ils sont demeurés convaincus qu'en s'occupant, dans les vues les plus justes et les plus légitimes des moyens propres à établir l'ordre dans ce royaume, ils travailloient en même temps dans l'intérêt générale du repos et du bonheur de l'Europe, et pour la durée de cette paix, qui après tant de desastres et tant d'efforts avoit été finalement consolidée par les transactions de Vienne de Paris et d'Aix-la-Chapelle.

En effet la révolution de Naples a donné au monde un exemple aussi instructif que déplorable de ce que les nations ont à gagner lorsqu'elles cher-

1821 chent les reformes politiques dans les voies de la rebellion. Ourdie en ſécret par une ſecte dont les maximes impies attaquent à la foie la réligion la morale, et tous les liens ſociaux, exécutée par des ſoldats traitres à leur ſerment, conſommée par la violence, et les ménaces, dirigées contre le ſouverain légitime, cette révolution n'a pu produire que l'anarchie et le deſpotisme militaire, qu'elle a renforcé au lieu de l'affoiblir, en créant un régime monſtrueux, incapable de ſervir de baſe à un gouvernement quel qu'il ſoit, incompatible avec tout l'ordre public et avec les premiers beſoins de la ſociété.

Les ſouverains alliés ne pouvant, dès le principe ſe tromper ſur les effets inévitables de ces funeſtes attentats ſe déciderent ſur-le-champ à ne point admettre comme légal tout ce que la révolution et l'uſurpation avoient prètendu établir dans le royaume de Naples, et cette meſure fut adoptée par la preſque totalité des gouvernemens de l'Europe. Voyant d'un jour à l'autre ſe développer les réſultats auxquels un pareil état de choſes devoit néceſſairement conduire, les ſouverains alliés n'ont eu qu'à s'applaudir de leurs premieres réſolutions. Ni la ſoumiſſion momentanée d'un peuple qui a pu ceſſer d'être fidele, ni les ſacrifices pénibles que le déſir d'éviter les malheurs d'une guerre civile, et de prévenir des délits encore plus inexplicables, a dicté à S. M., n'ont pu induire les ſouverains en erreurs ſur le véritable caractère de ces événemens. Ils ſe ſont définitivement déterminés à ne reconnoître jamais une révolution produite par le crime, et qui, d'un moment à l'autre, pourroit troubler la paix du monde, mais à réunir leurs éfforts pour mettre un terme aux déſordres auſſi pernicieux pour les pays qu'ils frappent directement que pleins de dangers pour tous les autres.

Cependant toujours éloignés de recourir aux meſures extrêmes pour obtenir ce qui pourroit être obtenu par des moyens infiniment plus analogues à leurs principes et à leurs vues, les ſouverains alliés ſe ſeroient ſincèrement félicités, et ſe féliciteroient encore, s'ils pouvoient par la force de la raiſon, par les moyens de conciliation et de paix atteindre un

but auquel ils ne sauroient renoncer, sans manquer à leur conscience et à leurs devoirs les plus sacrés. Animés de ces sentimens, ils ont invité S. M. le Roi de Naples à prendre part à leurs délibérations, et à y concourir par tous les moyens que pourra lui inspirer le soin du bonheur de ses sujets et du repos de ses Etats. Les souverains se croiroient heureux de préparer ainsi à S. M. un titre de plus à l'amour et à la vénération de ses peuples et ce seroit certainement le plus grand bien qu'il leur auroit jamais fait, s'il parvenoit à les éclairer sur les maux dont ils sont ménacés, et sur les desseins de ceux qui, sans posséder aucun moyen de les préserver de ces maux n'ont que le triste pouvoir de consommer leur ruine. 1821

Aussitôt que, par la suppression spontanée d'un régime condamné à périr sous le poids de ses propres vices, et qui ne peut prolonger son existence qu'en augmentant incessamment les malheurs du pays, le Royaume des Deux-Siciles sera rentré dans ses relations anciennes et amicales avec les Etats de l'Europe, et dans le sein de l'alliance générale dont il s'est séparé par sa position actuelle, les souverains alliés n'auront plus qu'un voeu à former, celui de voir S. M. le Roi environné des lumières et soutenu par le zèle des hommes les plus probes et les plus sages entre ses sujets, étouffant jusqu'au souvenir d'une époque désastreuse, établir pour l'avenir dans ses Etats un ordre de choses portant en lui-même les garanties de la stabilité, conforme aux vrais intérêts de ses peuples, et propres à rassurer les Etats voisins sur leur sureté et sur leur future tranquilité.

A cette franche et sincère exposition des souverains alliés étoit jointe la déclaration suivante:

Si pour le malheur du Royaume des Deux-Siciles cette dernière tentative restoit infructueuse; si la voix de S. M. le Roi n'étoit point écoutée, et s'il ne restoit plus d'espoir de vaincre par les conseils de la sagesse et de la bienveillance les égaremens d'un fanatisme aveugle, ou les perfides suggestions de quelques hommes coupables, il ne resteroit plus aux souverains alliés que d'employer la force des armes pour mettre à effet leurs déterminations invariables

1821 de faire cesser l'état des choses que les événemens du mois de Juillet dernier ont produit dans le royaume des Deux-Siciles.

S. M. Sicilienne a été en même temps invitée à faire connoître aux plénipotentiaires des souverains alliés les mesures qu'elle jugeroit convenables de prendre pour prévenir les nouvelles calamités qui ménacent ses royaumes, et pour seconder le voeu bien sincère des souverains de voir l'ordre et la paix retablis, et ses sujets rentrer dans le sein de l'alliance européenne.

En conséquence de cette déclaration S. M. a fait adresser à l'assemblée des plénipotentiaires un nouveau message, portant:

"Que connoissant enfin dans toute leur extension les principes et les intentions des souverains alliés relativement aux affaires de son royaume; ne pouvant se faire aucune illusion, ni conserver aucun doute sur la position dans laquelle elle se trouve; voyant que les souverains regardent l'état des choses, produit par les événemens du mois de Juillet dans le Royaume des Deux-Siciles, comme incompatible avec la sureté des pays voisins, et avec la tranquilité générale de l'Europe; au maintien de laquelle ils se croient également obligés, et par leurs devoirs envers leurs sujets, et par des promesses solennelles, connoissant leur invariable détermination de faire cesser cet état de choses, soit par les moyens de persuasion, soit par la force des armes, si cette dernière ressource devenoit nécessaire, instruite en outre par les déliberations qui ont eu lieu à Troppau, que les souverains ont adopté cette détermination après un mur examen de toutes les questions d'un intérêt général qui s'y rapportoient, et que par conséquent ils ne s'engageroient plus dans des discussions qui auroient pour objet de leur faire adopter un point de vue entiérement different; réunissant toutes ces considérations, S. M. devoit nécessairement reconnoître l'inutilité au plutôt l'impossibilité absolue d'une négociation fondée sur des bases irrévocablement rejetées par les souverains alliés; convaincue qu'elle même chercheroit en vain à dissimuler que le seul et dernier service qu'elle pouvoit dans ces

circonstances rendre à ses peuples, étoit celui de les préserver du fléau d'une guerre qui mettroit le comble aux malheurs dont ils sont accablés; 1821

Que, placé ainsi entre l'alternative de les abandonner à de nouvelles calamités, et la nécessité de les déterminer à renoncer, par une prompte et complette retraction, aux changemens politiques qui ont eu lieu dans le royaume depuis le 2 Juillet, le Roi ne pouvoit hésiter un moment; qu'il étoit décidé à embrasser la seconde alternative, avec la conviction de pouvoir répondre à Dieu, et à sa conscience, du parti qu'il prenoit dans une situation aussi difficile et aussi pénible, et encore avec la ferme persuasion que, quelle que puisse être l'issue de cette crise, ses augustes alliés, désirant eux-mêmes épuiser les mesures de conciliation pour éviter les mesures coercitives, ou en légitimer l'usage ne lui refuseroient dans aucun cas ni leurs conseils, ni leurs secours.

Que le roi pouvoit se flatter encore, que l'immense majorité de ses sujets ne seroit pas sourde à sa voix paternelle, et qu'au lieu de se précipiter dans un abîme de dangers, elle lui confieroit le soin de veiller à leurs intérêts, de les reconcilier avec leurs voisins et avec l'Europe, et de leur préparer un avenir plus heureux.

Que, guidé par de si puissans motifs, le roi se proposoit d'adresser à son fils, le duc de Calabre, une lettre par la quelle il lui feroit connoître sa propre position, les déterminations des souverains alliés, et les dangers auxquels le royaume seroit inévitablement exposé, si on persistoit à soutenir ce qui désormais ne pourroit conduire qu'aux plus facheuses extrémités; que, devant dans une lettre se borner au langage simple et précis que l'urgence du moment et les circonstances dans lesquelles elle se trouvoit lui dicteroient à l'égard de son fils, S. M. esperoit que ses augustes alliés seconderoient ses efforts en adressant à leurs agens diplomatiques à Naples une instruction redigée dans le même sens, et en leur fournissant toutes les informations dont ils pourroient faire usage, afin de coopérer au resultat heureux qui

1821. mettroit un terme aux peines de S. M. et aux souffrances de ses fidèles sujets.

A la suite de ce message le roi a donné communication de la lettre qu'il a écrite à S. A. R. le Duc de Calabre, et dont votre Excellence trouvera ci-joint une copie. S. M. a en même temps annoncé qu'elle juges utile, sous plusieurs rapports d'appeller le Duc de Gallo auprès de lui, afin que la conférence des plénipotentiaires lui fit connoître directement la détermination des souverains alliés qui a motivé la conduite du Roi, et pour qu'il puisse en rendre compte au prince Duc de Calabre. Les plénipotentiaires ne voyant de leur côté aucun inconvenient à cette mesure, y ont consenti sans difficulté.

Tels ont été Monsieur le Comte, les résultats des communications qui ont eu lieu jusqu'ici par rapport aux affaires de Naples. Pour seconder autant qu'il est en nous, la conduite du Roi envers le Prince son fils, nous vous invitons: 1. A faire connoître et certifier à S. A. R. le Duc de Calabre que les déterminations des souverains alliés sont en tout conformes à la lettre qui lui a été écrite par le Roi son père. 2. A déclarer qu'il appartient maintenant à S. A. R. de juger et d'apprécier, de faire juger et de faire apprécier par ceux qu'il admettra à ses conseils d'une part les avantages, qu'un oubli spontané des événemens du 2 Juillet, et des résultats qu'ils ont eûs, offriroit au royaume des Deux-Siciles; de l'autre les calamités inévitables, auxquelles le royaume seroit livré, s'il refusoit d'obéir à la voix paternelle de son Roi; 3. A représenter à S. A. R. combien il est urgent de prendre les moyens les plus prompts et les plus convenables pour faire cesser la situation affligeante dans laquelle se trouve le royaume, tant par les convulsions qui en agitent l'intérieur, que par les dangers qui le menacent du dehors.

Votre Excellence voudra bien communiquer la présente dépêche au Prince Duc de Calabre, en assurant S. A. R. que les souverains alliés réunissent sincèrement leurs voeux à ceux de son auguste père, pour que la conduite de S. M. produise le plus heureux effet, prévienne toute mesure de rigueur, que

les souverains n'adopteroient qu'avec un profond regret, et rétablisse le plus promptement possible l'ordre et la paix dans le Royaume des Deux-Siciles. 1821

Laybach, 19 (31) Janvier 1821.

(*Signé:*) *Le Comte de* STACKELBERG.

15.

*Seconde Dépêche envoyée par M. le Comte de Nesselrode, ministre des affaires étrangères de S. M. l'empereur de toutes les Russies à M. le Comte de Stackelberg, Env. extr. et min. plén. de la cour de St. Petersbourg près la cour de Naples, datée de Laybach, le 9 (31) Janvier 1821 *).* 9 Janv.

Monsieur le Comte, aux instructions, que je transmets à votre Excellence dans ma principale dépêche de ce jour, se trouve jointe la traduction de la lettre que S. M. Sicilienne adresse à son auguste fils. J'y joins l'explication sur la nature de la garantie à laquelle S. M. Sicilienne s'est vue dans l'obligation de consentir, parcequ'elle en a été requise par ses alliés, dans l'intérêt général de la péninsule italienne. Ce gage indispensable de la tranquilité de l'Italie seroit la présence temporaire d'une armée d'occupation, laquelle n'entreroit dans les Etats de S. M. qu'au nom des puissances décidées à ne pas laisser subsister plus longtems à Naples un régime imposé par la rebellion et attentatoire à la sureté de tous les Etats voisins. Cette armée se trouveroit sous les ordres du roi; l'occupation ne seroit autre chose qu'une mesure transitoire, et ne pourroit en aucun cas porter la moindre atteinte à l'indépendance politique du royaume des Deux-Siciles.

Vous pourrez avertir le prince duc de Calabre que vous êtes informé de la détermination prise sous

*) Les dépêches envoyées au Baron de Ramdhor Envoyé de Russie et à M. de Mens Chargé d'Affaires d'Autriche sont conformes à celle-ci.

1821 ce rapport par les puissances alliées. Si S. A. R. vous engage à la rendre publique, vous vous conformerez à ses intentions, et vous pourrez en ce cas, expliquer facilement la marche immédiate des troupes, et rassurer les esprits à Naples, en faisant connoître avec franchise le véritable but et le caractère de l'occupation. Cependant, si le prince duc de Calabre jugeoit plus prudent de garder le silence sur cette garantie, Votre Excellence suivroit fidelement l'exemple de S. A. R.

Il me reste à vous prévenir, que d'après les explications, qui ont eû lieu entre les cabinets alliés, aucune contribution de guerre ne sera imposée au royaume des Deux-Siciles, dans le cas où une improbation spontannée des événemens des 2 et 6 Juillet permettroit aux puissances alliées de ne pas recourir à la force des armes.

Dans l'hypothèse contraire si la guerre éclatoit, alors il seroit impossible d'empêcher que le royaume n'en supportât point toutes les conséquences.

Les dispositions susdites des alliés ajoutent encore à la responsabilité dont se chargent les hommes qui faroient peser sur leur patrie les conséquences d'une obstination aveugle. Vous êtes autorisé à informer le prince duc de Calabre de ce qui a été résolu a Laybach relativement à la dispense ou à la nécessité d'une contribution de guerre. La connoissance de ces résolutions sera sansdoute utile à S. A. R. pour présenter dans toute leur étendue les avantages qu'offre aux Napolitains la preuve de confiance que le roi leur demande. Il dépendra du prince de donner aux résolutions des puissances alliées sur cette proposition une entière publicité, ou de les laisser ignorer, suivant que S. A. le trouvera plus conforme aux intérêts du roi et de ses peuples.

Cependant, comme il y a une grande difference entre rendre une mesure publique, ou en convenir, si quelque Napolitain vous interroge, soit sur la question d'une occupation transitoire, soit sur les moyens d'épargner au pays une contribution de guerre, il seroit indigne d'une politique royale de dissimuler, sous l'un ou sous l'autre rapport, les déterminations des puissances, et dans cette supposition Votre Excellence n'hésitéroit pas un instant, à faire connoître la vérité.

16.

16.

Lettre du Roi des Deux-Siciles à son fils le Prince-Régent, 1821 28 Janv.

datée de Laybach, le 28 Janvier 1821.

Très-cher fils!

Vous connoissez les sentimens qui m'animent pour la félicité de mes peuples et les motifs pour lesquels seulement j'ai entrepris malgré mon âge et la saison un aussi long et aussi pénible voyage. J'ai reconnu que notre pays étoit ménacé de nouveaux désastres, et j'ai par conséquent cru qu'aucune considération ne devoit m'empêcher de faire la tentative que les devoirs les plus sacrés me dictoient.

Dès mes premières entrevues avec les souverains et à la suite des communications qui me furent faites des délibérations qui avoient eu lieu entre les cabinets réunis à Troppau, il ne m'est plus resté aucun doute sur la manière dont les souverains jugeoient les événemens arrivés à Naples, depuis le 2 Juillet jusqu'à ce jour.

Je les ai trouvé irrevocablement déterminés à ne pas admettre l'état de choses qui est resulté de ces événemens, ou qui pourroient en resulter, à le regarder comme impatible avec la tranquilité de mon royaume, ainsi qu'avec la sureté des Etats voisins, et à le combattre par la force des armes, dans le cas où la force de la persuasion n'en produiroit pas la cessation immédiate.

Voilà la déclaration que tant les souverains, que leurs plénipotentiaires respectifs m'ont faite à la quelle rien ne peut les faire renoncer.

Il est au dessus de mon pouvoir, et je crois au dessus de tout pouvoir humain, d'obtenir un autre resultat. Il ne reste donc aucune incertitude sur l'alternative où nous sommes placés, et sur l'unique moyen qui nous reste pour préserver mon royaume du fléau de la guerre.

Dans le cas, où cette condition, sur laquelle les souverains insistent, seroit acceptée, les mesures qui

1821 en feront les fuites ne pourront être régularifées qu'avec mon intervention. Je dois en outre vous avertir que les monarques exigent quelques garanties jugées momentanément néceffaires pour affurer la tranquilité des Etats voifins.

Quant au fyftème qui doit fuccéder à l'état actuel des chofes, les fouverains m'ont fait connoître le point de vue général fous lequel ils confidérent la queftion.

Ils regardent comme un objet de la plus haute importance pour la fureté et tranquilité des Etats voifins de mon royaume, et par conféquent pour l'Europe entière les mefures que j'adopterai pour donner à mon gouvernement la ftabilité dont il a befoin, fans pourtant vouloir reftreindre ma liberté dans le choix de ces mefures. Ils défirent fincèrement, qu'environné des hommes les plus loyaux et les plus fages parmi mes fujets, je confulte les intérêts vrais et permanens de mes peuples, fans perdre de vue ce qu'exige le maintien de la paix générale; ils défirent qu'il refulte de mes foins et de mes efforts; un fyftème de gouvernement propre à garantir pour toujours le repos et la profpérité de mon royaume, ainfi qu'à tranquilifer en même temps les autres Etats d'Italie, en otant tous les motifs de ces inquiétudes, que les derniers événemens de notre pays leur avoient caufées.

C'eft mon défir, très-chèr-fils, que vous dònnies à la lettre préfente toute la publicité qu'elle doit avoir afin que perfonne ne puiffe fe méprendre fur la fituation périlleufe où nous nous trouvons.

Si cette lettre produit l'effet, que me permettent d'efpérer et la confcience de mes intentions paternelles, et ma confiance dans vos lumières, dans le jugement droit et la loyauté de mes peuples, c'eft à vous qu'il appartiendra de maintenir l'ordre public jusqu'à ce que je puiffe vous faire connoître d'une manière plus explicite ma volonté fur la réorganifation de l'adminiftration.

Je fuis en vous embraffant de tout mon coeur, et en vous bénifffant, votre très-affectionné père.

(*Signé:*) FERDINAND.

17.

Déclaration publiée à Vienne, le 13 Février 1821. lorsque l'armée autrichienne reçut l'ordre de passer le Pô et de se porter vers les frontières napolitaines. 1821 13 Févr.

(*Journal de Francfort* 1821. Nr. 50.)

(*Traduction.*)

Déclaration.

Après une longue suite d'orages politiques, le Royaume de Naples fut rendu en 1815., par le secours des armes autrichiennes au gouvernement paternel de son Roi légitime. Les deux parties de la monarchie sicilienne, si longtemps séparées, se réunirent de nouveau, et les voeux de tous les amis du bien furent satisfaits par la perspective d'une paix durable.

Cependant la dernière époque de la domination étrangère avoit réveillé un ennemi intérieur plus dangereux, que tout autre pour le repos de la péninsule italienne. Il existoit dans le Royaume de Naples, comme dans d'autres pays de l'Italie, une secte ténébreuse, dont les chefs secrets ne cessoient de méditer la destruction de tous les gouvernemens, comme prémier pas vers l'exécution du vaste plan qui les occupoit. Lorsque Murat, pour se soutenir sur un trône prêt à lui échapper, eût conçu le projet téméraire de conquérir l'Italie, le désespoir l'engagea à appeler à son secours ces mêmes Carbonari qu'il avoit plus d'une fois combattus, et dont les coupables intrigues acquirent dès lors un poids, que sans cette alliance inespérée elles n'auroient peut-être jamais obtenu.

La vigilance du gouvernement royal, le zèle avec lequel il s'occupa à opérer des améliorations essentielles dans toutes les branches de l'administration, l'affection générale portée à un souverain dont la bonté paternelle lui avoit gagné les coeurs de ses sujets, firent échouer pendant les prémières années qui suivirent la restauration, toutes les entreprises

1821 de cette secte, et peut-être que, comme tant d'autres associations secrètes, elle seroit insensiblement tombée dans l'impuissance et dans l'oubli, si les événemens dont le Royaume d'Espagne fut le théâtre au commencement de l'année 1820., ne lui avoient fait prendre un nouvel essor. Depuis ce moment, elle redoubla d'audace, et par l'effet contagieux du fanatisme qu'elle fut exciter, elle augmenta bientôt tellement en nombre et en influence, que les lois et l'autorité publique ne furent plus assez puissantes pour la réprimer. Elle répandit avec une activité infatigable parmi toutes les classes d'une nation jusque là tranquille et modérée dans ses voeux, un esprit de mécontentement et d'amertume, des dispositions hostiles contre le gouvernement, et le désir passionné des innovations politiques; elle réussit enfin à corrompre une partie du militaire. Forte de ce moyen, le plus criminel de tous, la secte fit éclater la révolution dans les prémiers jours du mois de Juillet.

Il n'est pas possible de donner un récit plus exact et plus authentique de cette explosion, que celui qui se trouve dans une dépêche circulaire adressée par le nouveau ministre des affaires étrangères, le jour même qu'il étoit entré en fonctions, aux agens diplomatiques de Naples auprès des cours étrangères.

"Dans la nuit du 1 au 2, c'est ainsi que s'exprime textuellement cette dépêche, la plus grande partie du régiment de cavalerie royale Bourbon quitta ses quartiers à Nola, et arbora un drapeau tricolore, avec l'inscription: Vive la constitution! Les couleurs étoient celles de la secte des Carbonari, la quelle depuis quelque temps avoit entretenu une fermentation dans le Royaume, et demandoit avec instance des formes constitutionnelles. Cette secte avoit fait tant de prosélytes dans l'armée de S. M., que les troupes chargées de ramener à l'ordre les déserteurs de Nola, firent cause commune avec eux. La désertion de ces troupes et de quelques régimens de la garnison de Naples, des mouvemens simultanés dans les provinces, l'insurrection enfin de quelques chefs de district, prouvèrent à S. M. que c'étoit le voeu du peuple d'obtenir un gouvernement con-

ſtitutionnel. En conſéquence, le Roi a publié une proclamation annonçant que dans huit jours, il feroit connoître les baſes d'une conſtitution etc." 1821

Cette première victoire n'étoit que le prélude d'un attentat plus déciſif. Le lendemain, les chefs de la révolte forcèrent le monarque à proclamer la conſtitution eſpagnole; et ſans aucune autre meſure préparatoire, ils firent prêter à S. M., aux miniſtres, aux employés, aux troupes, un ſerment ſolennel à cette conſtitution, qu'au milieu du désordre et de la terreur, on déclara loi fondamentale du royaume.

En ſignant ſa première promeſſe, le Roi avoit fait un grand ſacrifice à l'agitation des eſprits; et quoique S. M. ne pût point ſe diſſimuler, combien le projet de former une conſtitution en huit jours étoit irréfléchi et inexécutable, il lui reſta au moins l'eſpoir de faire ſuccéder à l'effervescence du moment des réſolutions plus calmes, et plus ſages. Mais tout changea de face, lorsqu'après cette première conceſſion on vint offrir à l'acceptation immédiate du Roi un acte rédigé huit ans plus tôt, dans un pays étranger, ſous des auſpices particulièrement difficiles et déſaſtreux; acte, que ni le Roi, ni ſes miniſtres, ni à l'exception de quelques conſpirateurs, aucun napolitain, ne connoiſſoit que par des extraits de gazettes, et dont au moment de ſa proclamation, il n'exiſtoit pas même une traduction à Naples. Cette démarche portoit trop ouvertement l'empreinte de ſon origine, et des moyens criminels qui pouvoient ſeuls la faire réuſſir, pour que le moindre doute eût pu ſubſiſter ſur la poſition du monarque et celle de l'Etat. Une pareille propoſition, compromettant également la dignité du ſouverain et les deſtinées du pays, ne pouvoit être arrachée à S. M. que par la violence ou par les menaces; il ne falloit rien moins que le déſir d'empêcher les plus grands malheurs et de prévenir les crimes les plus affreux, pour déterminer le Roi à conſentir momentanément à une meſure auſſi funeſte. Cette explication d'un événement inexplicable dans toute autre hypothèſe, ſe juſtifieroit d'elle-même, ſi elle n'étoit pas d'ailleurs confirmée par des témoignages irréfragables.

1821 Le grand coup frappé, et le pouvoir royal entièrement détruit, les chefs de la secte et leurs principaux associés dans les premières scènes de la révolte, s'emparèrent sur le champ de la domination exclusive. La résistance que le royaume des Deux-Siciles opposa à leurs entreprises arbitraires, fut étouffée dans le sang et dans les ruines. Pour donner à leur usurpation une couleur de légalité, ils créèrent bientôt, sous le titre de parlement nationale, un instrument, qui dans l'espace de peu de mois leur servit à renverser tous les droits existans, et toutes les bases de l'ordre public, et moyennant lequel, sans autre pouvoir que celui de leur volonté arbitraire, ils remplacèrent les anciennes lois civiles et politiques des deux royaumes par des institutions inconnues, qu'aucune expérience n'avoit sanctionnées, et qui n'étoient pas moins en contradiction avec le caractère qu'avec les besoins de la nation.

Le Roi ne pouvant pas regarder comme durable un état de choses aussi peu naturel, persuadé toutefois qu'une opposition intempestive, au lieu d'arrêter les progrès du mal, ne feroit qu'attirer de nouveaux dangers sur sa personne, sa famille et son pays, supporta avec résignation un sort cruel qu'il n'avoit point mérité. Tous les hommes éclairés du pays, la plus grande partie même de ceux qui, séduits par le vain espoir d'un dénouement plus heureux, avoient d'abord favorisé la révolution, convaincus maintenant des effets pernicieux d'un regime que le parti dominateur, sans jamais examiner l'intérêt des pays, avoit uniquement établi comme le plus convenable à ses vues particulières, étoient condamnés au silence. La masse du peuple, bientôt revenue d'un enthousiasme éphémère, affligée de voir ses espérances déçues, et découragée par un pressentiment vague des adversités qui la menaçoient dans l'avenir, attendoit avec une inquiétude muette le développement final de la crise. C'est ainsi que s'explique ce calme apparent, sous le voile duquel le parlement, impuissant lui-même, soumis aux volontés d'un petit nombre de despotes préparés à tous les attentats, conduisit le royaume vers une dissolution inévitable; calme qui n'empêcha pas d'ailleurs que l'anarchie la plus effrénée ne dévorât les der-

niers restes de la prospérité publique, et dont le vrai caractère ne pouvoit être méconnu d'aucun gouvernement étranger. 1821

Les événemens de Naples, avoient produit une vive sensation dans toute l'Italie. Une révolution, tramée par des fanatiques obscurs, et consommée par des soldats parjures, qui avoit pu en peu de jours priver un Roi de sa puissance et de sa liberté, et plonger deux royaumes dans un abyme de désordres, devoit par elle-même, et quelque fut son développement ultérieur, inspirer les plus sérieuses appréhensions à tous les gouvernemens voisins. Les maximes hautement proclamées par les auteurs de cette révolution, la facilité avec la quelle ils les faisoient circuler par des paroles et par des écrits dans toutes les parties de l'Italie, le récit journalier de leurs procédés, la confiance toujours croissante de leurs complices étrangers, tout étoit fait pour aggraver le poids de ces appréhensions. Aucun prince italien ne pouvoit se cacher, que la paix intérieure et la prospérité de ses états ne fussent également menacées par l'exemple et par les résultats d'un bouleversement qui attaquoit jusqu'aux fondemens les plus profonds de l'édifice social.

L'Empereur avoit reconnu dès le premier moment, que c'en étoit fait pour longtemps de l'ordre et de la tranquilité de l'Italie, si les chefs et les fauteurs d'une révolte que rien ne peut justifier, que rien ne pouvoit excuser, alloient impunément sacrifier la monarchie sicilienne à leurs projets insensés. S. M. I. pénétrée de ce qu'elle devoit à la conservation et à la sureté de son empire, à la protection de ses peuples fidèles et heureux, à ses relations amicales avec les princes d'Italie, et à sa position dans le systême politique de l'Europe, se hâta de prendre des mesures pour arrêter le progrès ultérieur des désordres, et pour manifester en même temps sans réserve la marche qu'elle étoit decidée à suivre à l'égard de la révolution de Naples. Quelque pénible qu'il fût pour S. M. I. d'imposer à ses finances une charge imprévue et considérable, dans une époque où elle s'étoit flattée de pouvoir employer tous ses soins à des améliorations intérieures,

1821 et où l'exécution constante des plans formés par l'administration promettoit les plus heureux résultats; toute considération secondaire devoit céder au plus sacré de ses devoirs. Dans la situation où on se trouvoit, le rassemblement d'un corps d'armée dans les provinces italiennes, étoit une mesure de la plus haute nécessité; elle fût reconnue telle par toute homme bien pensant en Autriche et en Europe. L'effet salutaire que cette mesure a eu pour la tranquillité des états voisins, celui qu'elle a produit à Naples même, pour encourager les amis de l'ordre et pour dérouter ses ennemis, est aujourd'hui unanimement senti dans toute l'étendue de la péninsule italienne.

A la même époque, S. M. s'étoit rendue à Troppau, afin de délibérer avec ses augustes alliés sur une question de la plus haute circonstance, non-seulement pour l'Italie, non-seulement pour la monarchie autrichienne, mais pour le salut commun de l'Europe. Ces délibérations ne laissèrent heureusement aucun doute sur la manière dont toutes les cours alliées envisageoient l'origine et le caractère de la révolution de Naples, et les dangers dont elle menaçoit d'autres états.

Quant aux résolutions qu'exigeoit un pareil état de choses, si des considérations particulières d'un grand poids engagèrent le gouvernement britannique à ne pas partager celles des autres cours, et le cabinet de France à n'y accéder qu'avec des restrictions, l'Empereur eut la satisfaction de se trouver entièrement d'accord sur toutes les questions avec les souverains de Russie et de Prusse, et de se convaincre en même temps, que les différences de position et de marche entre les puissances de l'Europe n'en amèneroient aucune dans les bases de leur alliance et dans l'uniformité générale de leurs principes et de leurs vues.

Les souverains réunis à Troppau, décidés à ne pas reconnoître les changemens que la force et la révolte avoient opérés à Naples, et à faire cesser par des efforts communs les résultats de ces changemens, n'en étoient pas moins animés du plus vif

désir d'atteindre à ce but par des voies pacifiques, et avec tous les ménagemens dûs à un pays déchiré déjà par tant de convulsions et de calamités. C'est dans cet esprit qu'ils invitèrent S. M. S. à se rendre à Laybach, pour y délibérer avec eux sur la situation présente et future de son royaume. Cette invitation fut appuyée par S. M. le Roi de France. 1821

D'après un article de la loi étrangère qui doit régir le royaume des Deux-Siciles, le monarque ne peut dépasser les frontières de ses états sans le consentement du parlement.

Le Roi, regardant l'invitation des souverains comme un bienfait de la Providence se soumit à cette humiliante nécessité. Le parlement consentit, mais il attacha son consentement à une condition sur l'effet de la quelle les instigateurs de cette mesure ne pouvoient se faire aucune illusion, et qui détruisoit d'avance les calculs et les voeux des hommes modérés. Le parlement, quoi qu'entièrement au fait des principes des cabinets alliés, imposa au Roi le mandat d'insister sur le maintien, sans modification, de la constitution établie aujourd'hui à Naples, et de mettre cette condition en avant, comme seul objet et base unique de ses explications avec les puissances alliées. C'est sous de pareils auspices, et ne pouvant plus compter que sur la justice et la sagesse de ses augustes amis, que le Roi de Naples se rendit à Laybach.

Dès son arrivée dans cette ville, S. M. eut lieu de se convaincre, qu'il seroit absolument illusoire de vouloir fonder des propositions quelconques sur des bases irrévocablement rejettées par les souverains alliées. En effet, les monarques déclarèrent à S. M. qu'ils etoient fermement résolus de ne pas laisser subsister le régime qu'une faction sans titre et sans pouvoir avoit imposé au royaume des Deux-Siciles par les moyens les plus criminels, régime imcompatible avec la sureté des états voisins, et, avec le maintien de la paix de l'Europe; que si cet état des choses ne pouvoit pas finir, comme L. M. le désiroient sincèrement et vivement par un désavoeu spontané de la part de ceux qui exercoient le pou-

1821 voir à Naples, il falloit avoir recours à la force des armes; qu'aussitôt que par l'un ou l'autre moyen le grand obstacle à la paix auroit disparu pour Naples et pour l'Italie, les souverains regarderoient leur ouvrage comme accompli; que ce seroit alors au Roi seul, éclairé par les conseils des hommes les plus intègres et les plus instruits de son pays, à fonder pour l'avenir la force et la stabilité de son gouvernement sur un régime juste et sage, conforme aux intérêts permanens des deux peuples réunis sous son sceptre, et offrant par la même à tous les états voisins une garantie suffisante de leur sureté et de leur repos.

Après des déclarations aussi précises, le Roi de Naples ne pouvoit pas se dissimuler, que toute autre question se trouvant irrévocablement écartée, il n'avoit plus comme père et protecteur de son peuple, qu'une seule tâche à remplir, celle de préserver la majorité loyale et bien intentionnée de ses sujets des calamités et des dangers d'une guerre, provoquée par l'aveugle obstination ou l'ambition coupable de quelques individus. C'est dans cette conviction que S. M. adressa à son fils héritier présomptif de son trône, une lettre franche et paternelle, pour lui représenter la gravité des circonstances, et la nécessité de faire tourner au salut du royaume tous les moyens qui se trouveroient à sa disposition. Les paroles pacifiques du Roi furent accompagnées d'instructions plus explicites données par les cabinets d'Autriche, de Russie, et de Prusse à leurs agens diplomatiques à Naples; et les Plénipotentiaires de S. M. le Roi de France en adressèrent également au chargé d'affaires de leur souverain. L'effet de ces importantes démarches va décider de l'avenir prochain du royaume des Deux-Siciles.

Dans cette position des choses, l'armée destinée à accomplir les résolutions arrêtées à Laybach, a reçu l'ordre de passer le Pô, et de se porter vers les frontières napolitaines. Il répugne à S. M. I. de supposer que cette armée puisse rencontrer une résistance sérieuse. Il n'y a que des ennemis du bien public, des partisans incurables d'un système conduisant directement à la ruine de la monarchie sici-

lienne, qui puissent méconnoître ce que dans les circonstances où cette monarchie se trouve placée aujourd'hui, le devoir envers son souverain et le salut de ses concitoyens prescrivent à tout guerrier loyal, comme à tout homme attaché à sa patrie. La grande masse de la nation, dévouée à son monarque, dégoutée d'une liberté imaginaire qui ne lui a valu que la plus dure tyrannie, et fatiguée d'une existence inquiète et précaire, connoissant d'ailleurs depuis longtems les sentimens justes et bienveillans dont l'Empereur est animé, accueillera avec confiance ceux qui, au nom de S. M. I., et au nom de ses augustes alliés, viendront lui offrir paix, amitié et protection. Si une aussi juste attente ne se réalisoit pas, l'armée sauroit surmonter les difficultés qui l'arrêteroient. Et si contre tous les calculs, et contre les voeux les plus chers des monarques alliés, une entreprise formée dans les intentions les plus pures, et qu'aucun esprit hostile ne dirige, dégeneroit en guerre formelle, ou si la résistance d'une faction implacable se prolongeoit à une époque indéfinie, S. M. l'Empereur de toutes les Russies, toujours fidèle à ses principes élevés, pénétrée de la nécessité de lutter contre un mal aussi grave, et guidée par cette amitié noble et constante dont elle vient de donner encore à l'Empereur tant de gages précieux, ne tarderoit pas à joindre ses forces militaires à celles de l'Autriche. 1821

Dans l'ensemble des transactions qui viennent d'avoir lieu, les monarques alliés n'ont eu envue que le salut des états qu'ils sont appelés à gouverner, et le repos du monde. C'est-là tout le secret de leur politique. Aucune autre pensée, aucun autre intérêt, aucune autre question n'a trouvé place dans les délibérations de leurs cabinets. L'inviolabilité de tous les droits établis, l'indépendance de tous les gouvernemens légitimes, l'integrité de toutes leurs possessions, telles sont les bases dont leurs résolutions ne s'écarteront jamais. Les monarques seroient au comble de leurs voeux, et amplement récompensés de leurs efforts, s'il étoit possible d'assurer sur ces mêmes bases la tranquillité au sein des états, les droits des trônes, la vraie liberté et la prosperité des peuples, bien sans lesquels la paix extérieure elle-

1821 même ne sauroit avoir ni prix ni durée. Ils béniroient le moment, où affranchis de toute autre sollicitude, ils pourroient exclusivement consacrer au bonheur de leurs sujets tout ce que le Ciel leur a conféré de moyens et de pouvoir.

18.

15 Févr. *Rapport fait par M. le Duc de Gallo, Ministre des affaires étrangères du Roi des Deux-Siciles au Prince-Régent; du 15 Février 1821.*

Altesse Royale,

Honoré par S. M. le Roi du soin de l'accompagner dans les communications difficiles de Laybach, et autorisé par V. A. R. et par le parlement à quitter mon poste pour cette commission extraordinaire, je me fais un devoir de rendre compte à V. A. R. des circonstances et du resultat de ma mission. Du moment que je me chargeois de la remplir, la première difficulté que je rencontrai vint de la part du chargé d'affaires de l'Autriche, qui refusa de viser mes passeports pour Laybach, en me déclarant qu'il avoit ordre de n'en accorder aucun aux ministres politiques de notre nation; mais cette difficulté fut vaincue du moment que S. M. qui se trouvoit encore dans la rade des Baies, eut daigné faire connoître au chargé d'affaires, que je faisois, ainsi que les personnes qui m'accompagnoient, partie de sa suite.

Ainsi je rejoignis S. M. le Roi à Florence le 24 Décembre; S. M. en partit le 29, en m'ordonnant de la suivre dans les vingt-quatre heures, ce que j'exécutai sur-le-champ.

Ce ne fut cependant qu'après une nouvelle demande adressée par M. le Marquis de Ruffo, secrétaire d'Etat de la maison de S. M. au ministre autrichien près la cour de Florence, à l'effet d'obtenir de nouveaux passeports pour moi et pour mes compagnons de voyage, comme faisant partie de la suite de S. M.

J'arrivai à Mantoue le 5 Janv.; là il me fut signifié par le délégué de cette province, qu'il ne pouvoit me laisser continuer mon voyage sans des ordres spéciaux du cabinet de Vienne, à qui il seroit réservé d'envoyer un exprès, pour les demander. Dans ces circonstances, j'ai requis la faculté d'expédier un courier à S. M. pour l'informer de cette nouvelle difficulté, et un autre à V. A. R.; mais le délégué me répondit qu'il ne pouvoit satisfaire que ma première demande, et à la charge de faire accompagner mon courier d'un agent de police. 1821

Je restai à Mantoue dans cette position jusqu'au 8 Janvier, jour, où M. le Délégué m'écrivit qu'ayant reçu les ordres, pour que je puisse continuer librement mon voyage, ainsi que les personnes de ma suite, il m'envoyoit les passeports nécessaires.

Je partis sur-le-champ, pour rejoindre le Roi à Laybach; mais arrivé à Udine le délégué impérial de cette ville me remit une lettre de S. M. dans laquelle elle me faisoit connoître, qu'ayant reçu avis qu'elle ne pouvoit amener à Laybach que les individus attachés à son service personnel, il étoit nécessaire, que moi, et les personnes de ma suite nous nous rendissions à Gorizia pour y attendre ses ordres.

J'obéis, et étant arrivé le 11. à Gorizia, je crus de mon devoir d'expédier au Roi un courier, pour lui soumettre les observations que je jugeois convenables dans cette circonstance imprévue, et d'en adresser un autre à V. A. R. pour l'informer de ce nouveau tardement. Mais le commandant de la ville me communiqua verbalement qu'il ne pouroit m'accorder cette permission, ses ordres portant qu'aucun des Individus venus avec moi ne devoit s'éloigner de Gorizia.

Toutefois, profitant d'une occasion extraordinaire, j'eus l'honneur de représenter respectueusement à S. M. la position désagréable dans laquelle je me trouvai, et je lui fis observer que reduit à l'impossibilité de rendre aucun service à S. M. et aux intérêts de la nation, ma présence en Allemagne seroit inutile, et je la suppliai de me permettre de retourner à Naples. Le 14 S. M. daigna me répondre, que, dans sa lettre précédente, elle m'avoit fait connoître ses intentions

1821 royales. Je ne cessai pas pour cela de renouveller mes instances auprès du commandant, à l'effet d'obtenir la permission d'expédier un courier, et il m'autorisa à en envoyer un seulement à Laybach. Enfin le 29 Janvier, il m'arriva un ordre du Roi, qui m'enjoignoit de me rendre sur-le-champ à Laybach, mais seul, et sans aucune personne de ma suite.

J'arrivai à Laybach le 30 au soir, et je fus accueilli par S. M. avec sa bonté accoutumée. Elle me fit part, que dans le congrès toutes les puissances délibérantes avoient déjà pris à l'unanimité les décisions relatives à l'état politique du royaume de Naples, lesquelles devoient être expediées le soir même aux ministres desdites puissances et communiquées à V. A. R. le Roi ajouta qu'il y avoit joint une lettre particulière pour V. A. R. et que les décisions susdites ayant été déjà adoptées par les puissances délibérantes, S. M. n'avoit pu, malgré tous ses efforts, obtenir qu'il y fut apporté le moindre changement; enfin, qu'il n'avoit pu engager les puissances alliées à admettre mon intervention dans ces délibérations, parceque notre gouvernement n'étoit pas encore reconnu; mais qu'il avoit pu obtenir qu'avant d'expédier à Naples les couriers des puissances alliées, on me donnat lecture des instructions adressées à leurs ministres respectifs, afin que je puisse attester à V. A. R. et à la nation le concours unanime des puissances délibérantes dans les décisions irrévocables, qu'elles faisoient communiquer à leurs ministres.

Dans cet état de choses, j'exposai respectueusement au Roi les considérations qui, au premier moment se présentèrent à mon esprit, et S. M. me répondit qu'aucune d'elles ne lui avoit échappé, mais que les circonstances impérieuses avoient rendu impossible tout changement aux décisions déjà arrêtées.

Le même soir, je fus invité par M. le Prince de Metternich à une conférence, à laquelle assisteroient tous les ministres ultramontains et Italiens, présens à Laybach.

On me dit que le but de cette conférence étoit seulement de me donner connoissance des instructions

que l'on envoyoit à Naples rélativement aux décisions des souverains alliés non pour les discuter, attendu, qu'elles étoient immuables, mais pour que je puisse faire connoître à V. A. R. l'unanimité avec laquelle elles avoient été prises et leur irrévocabilité. 1821

Après la lecture de ces instructions, je priai le congrès de vouloir bien m'en donner une copie, mais on me répondit que la chose étoit impossible, et de plus inutile, les ministres étant chargés, comme ils l'ont fait réellement, d'en remettre une copie à V. A. R.

Alors la seule réponse précise que je fis, après cette lecture, étoit conçue en ces termes:

"Que si il m'avoit été permis d'entrer en discussion sur les principes et sur les faits contenus dans les papiers qui m'avoient été lus, j'aurois eu beaucoup d'observations à soumettre à cette assemblée; mais, puisque cela ne m'étoit pas accordé, et qu'il n'étoit question que d'entendre les résolutions déjà irrévocablement adoptées et expédiées, il ne me restoit qu'à demander les instructions de S. M."

En effet le lendemain matin je m'empressai d'en informer S. M. qui m'ordonna de partir sur-le-champ pour Naples à l'effet de rapporter à V. A. R. et à la nation tout ce que j'avois entendu, et spécialement l'unanimité des puissances délibérantes, dans les mesures énoncées par les instructions, me chargeant et me recommandant avec chaleur d'employer tous les moyens de persuasion, pour éviter les malheurs incalculables de la guerre.

Je pris alors Congé du Roi; je partis le même jour de Laybach, où je ne m'étois arrêté qu'environ vingt-quatre heures.

A l'égard des puissances intervenues dans les décisions du congrès de Laybach, mon devoir est de déclarer à V. A. R. que sans aucun doute, l'Autriche, la Prusse, et la Russie doivent être considérées comme celles qui ont unanimement adopté la mesure d'agir hostillement contre l'ordre de choses existant à Naples. Les plénipotentiaires françois au congrès ne se sont pas engagés au nom de la France à prendre aucune part active ou hostile dans l'exécution des mesures en cas de guerre; et en effet,

1821 la lettre de S. M. T. C. à notre monarque, et les déclarations remises ici à V. A. R. par le chargé d'affaires de France doivent nous rassurer pleinement à cet égard. S. M. britannique non seulement n'a point concouru aux principes et aux mesures hostiles des trois puissances susdites, mais elle a encore déclaré sa neutralité parfaite dans ce qui regarde le Royaume de Naples. Elle n'a voulu intervenir comme partie délibérante au congrès de Laybach ni nommer des ministres plénipotentiaires *ad hoc*; mais elle a seulement ordonné à ses ministres déjà accrédités près S. M. l'Empereur d'Autriche, d'assister à ces conférences, comme simples témoins, pour la tenir au courant des déterminations qui s'y prendroient. Les autres ministres des puissances italiennes n'ont point pris part jusqu'ici à ces délibérations. Voila pourquoi dans la conférence spéciale demandée à V. A. R. et obtenue par les ministres chargés de lui manifester les résolutions du congrès de Laybach, ne sont intervenus que les ministres de Russie, de Prusse et d'Autriche, et que ni le ministre d'Angleterre, ni celui de France n'ont pas cru devoir y prendre part.

Je me suis fait un devoir d'informer V. A. R. de tous les faits que j'ai l'honneur de lui exposer dans ce rapport; ils ont été contenus dans les dépêches que j'ai adressées à la secrétairerie royale par la voie de la poste.

(*Signé:*) *Le Duc* DE GALLO.

Naples. 15 Février 1821.

19.

17 Févr. *Manifeste du Gouvernement napolitain, publié le 17 Février* 1821.

Le gouvernement constitutionnel de Naples contre lequel le congrès de Laybach vient de lancer l'anathême, en se préparant à repousser la plus injuste et la plus violente agression, dont l'histoire fasse mention, en appelle à l'opinion de l'Europe et de toutes les nations civilisées. Mais, afin que chacun puisse égale-

également juger de quel côté est la raison de quel côté est l'injustice dans une guerre qui vient d'éclater dans notre malheureuse Italie après cinq années de paix à peine révolues, le Gouvernement se doit à lui-même de publier toutes les causes qui l'on conduit à l'état politique où il se trouve actuellement. 1821

Les besoins du peuple des Deux-Siciles, le degré de civilisation où il étoit arrivé, exigeoient depuis long-temps un changement dans le système intérieur de l'Etat. Dans les premiers jours de Juillet 1820, le voeu unanime de la nation demanda la constitution d'Espagne. Le Roi y adhéra, sauf les modifications que les représentans auroient proposées, lesquels représentans avoient été convoqués principalement à ce sujet, avec l'obligation de respecter les bases de la constitution de Cadix. Le 13 du même mois S. M. jura de l'observer après la junte provisoire; et le 19 il en donna communication officielle aux Puissances étrangères avec lesquelles il se trouvoit avoir des relations amicales.

Dans ces premiers momens l'esprit de modération et un respect religieux pour l'indépendance, pour les institutions, et pour les droits des autres nations, formèrent la règle de conduite du gouvernement napolitain. Il en proclama même les maximes en présence du monde entier, refusant d'intervenir, quoiqu'il en fut prié, dans les affaires de Bénévent et de Ponte-Corvo. L'Europe ne peut pas ne pas être convaincue des principes et du désir de ce gouvernement de vivre en paix et bonne intelligence avec tous les autres, pour peu qu'elle examine, sans partialité, sa conduite tenue envers l'Autriche.

A peine la forme de notre régime politique fut-elle changée, que la première pensée de notre cour fut d'assurer le cabinet de Vienne qu'un pareil changement n'altéroit en rien les rapports d'alliance et d'amitié qui existoient entre les deux Etats. Les premières ouvertures rejetées, le Roi mettant à part tout ressentiment, répliqua aux offres qui lui firent adressées, expédia des ambassadeurs, tenta enfin toutes les voies d'accommodement, mais toujours inutilement. Malgré cette conduite dure de la part

1821 de ce Cabinet, le Roi correſpondit toujours avec les mêmes égards avec l'ambaſſadeur, les conſuls, et les ſujets autrichiens. Néanmoins la cour de Vienne, en alléguant que la réforme de notre conſtitution "abattoit les fondemens de l'édifice ſocial, proclamoit l'anarchie comme loi, menaçoit la ſureté des trônes, la ſureté des inſtitutions reconnues et le repos des peuples" faiſoit précipitamment d'immenſes préparatifs de guerre dans les états italiens, augmentoit les garniſons de Ferrare, de Plaiſance et de Comachio, et excitoit les puiſſances de l'Europe à ſe déclarer contre le Gouvernement de Naples, à ne pas recevoir ſes miniſtres et à rompre avec lui toute communication.

S. M. ordonna enſuite à ſon ſecrétaire d'Etat miniſtre des affaires étrangères, Duc de Campochiaro, de demander en ſon nom à cette cour une explication catégorique ſur ſes armemens et ſur l'attitude qu'elle prenoit envers nous. Mais la note adreſſée à ce ſujet au prince de Metternich, le jour même où le Roi, ouvrant la première ſéance du parlement national, renouvela ſon ſerment d'être fidèle à la conſtitution; cette note dans la quelle il répondoit à toutes les accuſations portées contre notre ſyſtème politique, eſt reſtée ſans réponſe. Les ſouverains d'Autriche de Ruſſie et de Pruſſe, avec leurs plénipotentiaires et ceux de France et d'Angleterre, ſe réuniſſoient au même inſtant à Troppau. L'objet de cette réunion fut de prendre en conſidération les affaires de Naples, et le réſultat d'inviter le Roi à ſe rendre à Laybach pour coopérer avec les ſouverains alliés "afin de concilier les intérêts et le bonheur de ſon peuple avec les principes qu'ils déſiroient eux-mêmes voir regner ſur leurs Etats et ſur le monde"

S. M. accepta une miſſion qu'on lui propoſoit "au nom d'une alliance tutélaire, uniquement deſtinée à garantir de toute attaque, l'indépendance politique des états." Le parlement conſentit au départ du monarque; et de cette manière repouſſant les calomnies que l'on repandoit ſur l'état de violence dans lequel on retenoit le Roi, il montra la noble confiance qui repoſoit dans l'auguſte médiateur. Il

partit en effet, accompagné par les voeux de son peuple, mais à peine arrivé à Laybach, ou le priva des conseils de son ministre qu'il avoit amené avec lui, et il fut menacé d'une guerre désastreuse et inégale, pour l'obliger à obtempérer aux principes et aux mesures violentes décidées à Troppau. Tous les moyens qu'il employa pour l'éloigner furent inutiles. On fit alors connoître les délibérations prises par les puissances au congrès de Laybach; elles étoient telles qu'après plusieurs batailles gagnées on auroit pu les imposer à une nation vaincue. Les envoyés de Russie et de Prusse et le chargé d'affaires d'Autriche, les communiquèrent à S. A. R. le Prince-Régent, le 9 de ce mois et déclarèrent qu'une armée autrichienne s'avançoit pour occuper le royaume hostilement, à moins que l'on ne fit cesser immédiatement l'ordre des choses établi depuis le 6 Juillet, et que, dans le cas où on se soumettroit de suite et entièrement, cette armée occuperoit le pays amicalement, pour soutenir le nouvel ordre de choses, que l'on vouloit substituer. 1821

C'est alors que S. A. R. fit aux diplomates déjà nommés, ces réponses loyales, qui, après avoir excité leur admiration et leur respect, produisirent au parlement, où elles venoient d'être communiquées, un transport d'enthousiasme qui se répandit parmis tous les Napolitains. Chacun sut désormais que ce magnanime prince ne vouloit rien résoudre sans consulter les députés de la nation, auxquels il se détermina à communiquer les propositions qui avoient été faites, afin qu'ils résolussent le parti qu'il convenoit de prendre dans les circonstances difficiles où se trouvoit la monarchie, et que, quant à lui, fidèle à ses sermens, il protestoit qu'il vouloit courir le sort de la nation, de la quelle il n'auroit jamais pu se séparer.

Le parlement extraordinaire, ayant été assemblé, déclara dans sa mémorable séance du 15. qu'il ne pouvoit adhérer à aucune des propositions; qu'il regardoit S. M. comme n'étant pas libre; que, durant cet état de choses, S. A. R. continueroit à exercer la régence, et qu'enfin on devoit prendre toutes les mesures pour la sureté de l'Etat.

1821 L'opinion publique avoit déjà prévenu ces démonstrations. Le Prince-Régent, obligé par un serment à maintenir la constitution qui forme actuellement la loi fondamentale de la monarchie, les sanctionna. Il a cru remplir les devoirs que lui imposoit sa haute charge, non moins envers la nation dont les intérêts lui sont confiés qu'envers son auguste père et roi dont les intérêts ne peuvent se séparer de ceux de son peuple.

Jalouse de la constitution qui, par un bienfait de notre roi, forme le palladium de la monarchie des Deux-Siciles, la cour de Vienne en prétend l'abolition; et parcequ'un pays, qui vient de renaître à la liberté et à l'indépendance, ne veut point obtempérer à ses volontés, elle a fait tous les efforts pour faire croire que les intérêts de la politique étoient ceux de l'Europe, et a juré de renverser, jusque dans ses fondemens tout notre système civil. Déjà ses troupes s'avancent sur nos frontières à cet effet. L'épée est tirée et va désoler l'Europe par une guerre sans exemple, dirigée par des principes destructifs des idées libérales et de l'indépendance des peuples. Jamais on n'a vu un abus aussi odieux de la force. On ne devoit pas craindre que ces mêmes armées, réunis il y a peu de temps, au nom de l'ordre social, pour délivrer l'Europe de l'oppression, se tourneroient contre une nation à la quelle on ne peut reprocher aucune faute contre le droit des gens et qui, sans troubler ses voisins, sans offenser la légitimité, en professant la vénération la plus respectueuse envers son roi et son auguste dynastie, cherche tranquillement à améliorer son administration domestique.

Les Puissances du second ordre doivent voir dans ce qui arrive au royaume de Naples, le danger imminent qui plane sur elles. Le jour où notre cause sera perdue, sera le dernier pour leur indépendance et la liberté de l'Europe.

Mais une cause protégée par la justice et par l'opinion publique, qui intéresse tous les gouvernemens prévoyant et tous les peuples qui sentent leur dignité; une cause qui sera défendue par la nation entière des Deux-Siciles, dont le voeux unanime

et fort s'est manifesté en cette solennelle circonstance; une cause qui est devenue désormais chère à l'Europe et qui renferme avec soi les destinées du genre humain, mérite de triompher. Le désespoir combattra contre la force; mais celui qui défend ses lois constitutives, l'indépendance de sa patrie, qui combat contre l'étranger qui vient l'asservir et le fouler aux pieds, n'est pas toujours le plus foible. 1821

Enfin, le gouvernement de Naples, quoiqu'il n'ait provoqué personne, quoiqu'il ait opposé une modération honorable aux nombreux outrages dont il a été accablé de mille manières par ceux qui, à Troppau et à Laybach conjurèrent sa ruine, se voit aujourd'hui attaqué par une armée autrichienne qui prétend lui donner des lois. Mais puisque ni les troupes russes, ni les troupes prussiennes ne marchent point contre notre territoire, nous sommes forcés d'opposer au seul gouvernement autrichien la résistance qu'exige notre propre défense.

S. A. R. se flatte que les augustes monarques réunis à Laybach, voyant le noble sentiment qui réunit les habitans des Deux-Siciles, et leur volonté unanime de défendre leurs franchises et l'honneur de leur nation, en effaçant des esprits les fausses préventions qu'on a conçues, laisseront en paix un peuple innocent qui ne désire rien plus ardemment que de jouir des bienfaits de son nouvel ordre politique à l'ombre d'un trône légitime constitutionnel; un peuple qui, pendant l'espace de sept mois, a tenu ce noble maintien, et ce respect envers le roi et la famille royale, qui ont fait dire à l'Europe qu'il s'étoit montré digne de la liberté; un peuple enfin qui, ne prenant aucune part aux affaires des autres pays, a bien droit de s'attendre que personne ne s'ingérera dans les siennes.

S. A. Royale se flatte aussi que les autres puissances de l'Europe étrangères à la présente contestation, voudront bien contribuer par la persuasion et par leurs bons offices à faire cesser les désastres de la guerre, prête à éclater sur nos contrées, et qui ménace de se répandre sur la malheureuse humanité. Si l'incendie éclate au milieu de l'Italie, qui ne doit pas en craindre les suites, et qui peut dire où s'arrêteront

1821 ses terribles ravages? Mais si malheureusement on ne peut éviter une guerre exterminatrice, le Prince-Régent et son auguste frère se porteront à la tête de l'armée napolitaine, et, confondant leur sort avec celui de la nation, combattant avec elle jusqu'à l'extrémité pour repousser l'invasion étrangère, ils invoqueront le suprême arbitre des empires qui protège l'innocence et la raison, et tôt ou tard punit les abus de la force, de l'injustice et de l'oppression.

Naples, le 17 Février 1821.

20.

23 Févr. *Proclamation du Roi des Deux-Siciles, publiée à Laybach le 23 Février 1821.*

Ferdinand I. par la grace de Dieu, Roi du Royaume des Deux-Siciles etc. etc.

L'empressement avec lequel nous avons fait connoître nos intentions dans la lettre écrite par nous le 28 Janvier dernier, à notre cher-fils, le duc de Calabre; et la déclaration uniforme faite en même temps par les représentans des monarques alliés, n'ont pu laisser aucun doute à nos peuples sur les conséquences des événemens déplorables du mois de Juillet dernier et sur les effets progressifs auxquels ils exposent aujourd'hui notre royaume.

Nous avons nourri dans notre coeur paternel la plus ferme espérance que notre pressante exhortation auroit fait prévaloir les conseils de la prudence et la modération et qu'un fanatisme aveugle n'auroit pas attiré sur notre royaume le mal que nous nous sommes constamment occupé à lui éviter.

Uniquement pénétré d'une telle espérance nous avons cru devoir prolonger, notre séjour dans le lieu où se trouvoient réunis les potentats nos alliés, dans le but de seconder de toutes nos forces la détermination qui auroit été prise à Naples, afin de parvenir au résultat auquel tendoient nos voeux les plus ardens comme conciliateur et comme pacificateur, seule consolation, qui, dans notre âge avancé,

pouvoit compenser nos tourmens et les incommodités de la saison rigoureuse au milieu de la quelle nous avons fait un long et pénible voyage. 1821

Mais les hommes qui momentanement sont en possession du pouvoir à Naples, opprimés, par la perversité d'un petit nombre sont restés sourds à notre voix. Ils veulent fasciner l'esprit de nos peuples en faisant des inductions aussi erronées qu'injustes sur les intentions des grands monarques, au milieu desquels ils disent que nous sommes dans la contrainte. Les faits répondent à des imputations aussi vaines que coupables; maintenant que par l'effet de ces pernicieuses suggestions, notre séjour au milieu des souverains nos alliés n'a plus pour objet l'utilité qu'un pouvoit espérer, nous nous mettons immédiatement en route pour retourner dans nos Etats. Dans une telle situation de choses, nous considerons comme un dévoir envers nous-même et envers nos peuples de leur manifester nos sentimens royaux et paternels.

Une longue expérience acquise pendant soixante années de règne nous a appris à connoître l'esprit et les vrais besoins de nos sujets. Nous confiant dans leurs bonnes intentions nous espérons, avec l'aide de Dieu, satisfaire à leurs besoins par un acte juste et durable.

Nous déclarons en conséquence que l'armée qui s'avance vers notre royaume doit être regardée par tous nos fidèles sujets, non comme ennemie, mais seulement comme destinée à protéger et à contribuer à consolider l'ordre nécessaire pour le maintien de la paix intérieure et extérieure du royaume.

Nous ordonnons à notre propre armée de terre et de mer de considérer et d'accueillir celles de nos augustes alliés comme une force qui agit seulement pour le véritable intérêt de notre royaume, et que loin de provoquer les fléaux d'une guerre inutile, elle réunisse, au contraire, ses forces pour assurer la tranquillité, et pour protéger les amis du vrai bien et de la patrie, qui sont les fidèles sujets de leur roi.

Laybach le 23 Février 1821.

(*Signé:*) FERDINAND.

21.

1821 20 Mars *Convention pour la suspension des hostilités entre l'armée de S. M. l'Empereur d'Autriche et celle de S. M. Sicilienne, signée devant Capoue le 20 Mars 1821.*

Les soussignés, munis des pleinspouvoirs à cet effet, sont convenus des articles suivans:

1. Il y aura suspension d'hostilités sur tous les points du royaume.

2. Les hostilités cesseront de même sur mer, dans le plus court délai possible. A cet effet, des couriers seront expédiés sur-le-champ par les deux armées.

3. L'armée autrichienne occupera Capoue; demain 21, ses postes occuperont et ne dépasseront pas la ville d'Aversa.

4. L'occupation de la ville de Naples et de ses forts sera l'objet d'une convention particulière.

5. L'armée autrichienne respectera les personnes et les propriétés, quelles que soient les circonstances particulières de chaque individu.

6. Tous les objets de propriété royale et de l'Etat existant dans toutes les provinces que l'armée autrichienne occupe et qu'elle occupera, tous les arsenaux, les magasins, les parcs, les chantiers, manufactures d'armes etc., appartiennent de droit au roi, et seront respectés comme tels.

7. Il y aura dans toutes les places et forts qui seront occupés par l'armée autrichienne, indépendamment du commandant autrichien, un gouverneur au nom du roi. Tout le matériel de la guerre, quant à la partie administrative, dépendra des directions administratives royales.

8. La présente convention sera ratifiée par S. A. R. Mgr. le Prince-Régent et par S. Exc. M. le commandant général de l'armée autrichienne Baron de Frimont.

Signé au grand prieuré de Naples, devant Capoue le 20 Mars 1821.

Le Baron D'AMBROSIO,
Lieutenant-Général Commandant la première division de l'armée de S. M. le Roi de Naples.

Le Comte DE FIQUELMONT,
Général au service de S. M. impériale et royale.

22.

Convention pour l'occupation de la ville de Naples et de ses forts par les troupes autrichiennes, et pour l'évacuation des forteresses de Gaëte et de Pescard, signée à Aversa, le 23 Mars 1821. 1821 23 Mars

D'après les rapports d'amitié qui existent maintenant, et conformément aux ordres donnés par S. A. R. le Prince-Régent à M. le lieutenant-général Pedrinelli, gouverneur de Naples, l'armée autrichienne entrera demain 24 Mars à huit heures du matin dans Naples, et occupera ses forts, à l'exception de Castel-Nuovo, destiné pour caserner la garde royale. Cette garde continuera le service qu'elle est dans le cas de faire, et sera employée près de la personne et au palais de S. M. Comme, vu l'entrée des troupes autrichiennes à Naples, il est impossible d'y loger les soldats napolitains qui s'y trouvent encore, ils recevront aujourd'hui l'ordre de quitter la ville; et, pour leur destination ultérieure, ils seront soumis aux ordres de S. Exc. le baron de Frimont, général en chef. La gendarmerie continuera de faire son service accoutumé. La garde bourgeoise, à la bonne conduite de laquelle on est redevable du maintien de l'ordre pendant ces jours orageux, conservera son organisation actuelle; mais elle ne pourra cependant s'armer, ni faire de service sans une réquisition préalable de M. le général en chef de l'armée autrichienne.

Les ordres donnés par S. A. R. le Prince-Régent pour la reddition des places de Gaëte et de Pescara seront remis demain par M. le lieutenant-général Pedrinelli à S. Exc. le général en chef, avant l'entrée de l'armée impériale à Naples.

Les dites places, ainsi que la ville de Naples, seront occupées d'après les stipulations de la convention conclue le 20 de ce mois devant Capoue. Les garnisons des deux forteresses seront traitées sur le même pied que les autres troupes napolitaines.

1821 Fait, conclu et signé par le lieutenant-général Pedrinelli, gouverneur de Naples, et M. le général-major Comte de Fiquelmont, en vertu de leurs pleins-pouvoirs respectifs.

Aversa, le 23 Mars, 1821.

Le Comte DE FEQUELMONT,
Général-Major au service de S. M. I. R. et apostolique.

Le Lieutenant-Général PEDRINELLI,
au service de S. M. le Roi des Deux-Siciles.

23.

28 Avr. 10 Mai *Dépêche circulaire adressée de Laybach aux légations de S. M. l'Empereur de toutes les Russies dans l'étranger, le 28 Avril (10 Mai) 1821.*

Monsieur, il y a précisement un an, que nous nous sommes vus forcés de faire connoître les principes que l'Empereur avoit résolu de suivre à l'égard des Etats qui, au malheur de subir une révolution criminelle et violente, joindroient celui d'en sanctionner les fatales conséquences.

Depuis cette époque, et à dater de l'ouverture des conférences de Troppau et de Laybach, nos communications successives ont dû prouver à tous les ministres et agens de l'Empereur dans l'étranger, non seulement que les principes de S. M. I. ne varieroient pas, mais encore que notre maître seroit toujours prêt à concourir de tous ses moyens au succès des mesures qu'il avoit arrêtées avec ses alliées, dans l'intérêt général du repos de l'Europe.

Par notre circulaire du 27 Février (11 Mars) nous vous informions que, attendu les déterminations prises sous ce rapport, par S. M. I. elle s'étoit décidée à prolonger son séjour auprès de S. M. I. et R. apostolique malgré la clôture du congrès de Laybach.

Nos dépêches du 8 (20 Mars) vous apprirent bientôt que la prévoyance de l'Empereur n'avoit été

que trop complétement justifiée et que, fidèle à ses promesses, la Russie, sur la demande de l'Autriche et du souverain légitime du Royaume de Sardaigne avoit fait marcher une armée de 100,000 hommes, afin de prévenir les funestes et trop probables effets de la révolte militaire qui venoit d'éclater dans le Piémont. 1821

D'heureux événemens ont succédé à ceux qu'avoient provoqués les artisans de troubles et de discorde. Tout nous autorise à espérer que l'ordre achévera de se rétablir dans les Etats de S. M. sarde. Le gouvernement royal y a profité de la proximité du royaume lombardo-venitien, et c'est l'assistance temporaire d'un corps d'occupation, composé de troupes autrichiennes, qu'il a reclamée, pour rendre au Piémont le bonheur d'une paix domestique profonde et stable.

Tous nos voeux appellent ce grand et salutaire resultat. Mais comme la mesure de sureté qu'il exige, et que le gouvernement sarde a sollicitée lui-même, va faire l'objet d'un arrangement direct entre la Sardaigne et l'Autriche, sous la garantie des cours alliées; et comme la présence de nos troupes seroit désormais inutile, l'ordre de rétrograder, leur a déjà été transmis. D'une autre part, plus la résolution de les faire agir étoit énergique, plus a été utile et vive l'impression produite par la seule nouvelle de leur mouvement et plus il est essentiel aux yeux de l'Empereur que tous les Cabinets de l'Europe connoissent et apprécient les graves considérations qui ont porté Sa Majesté Imp. à recourir à la force des armes et les intentions nobles et pures qui en auroient toujours dirigé et modéré l'emploi.

L'expérience de tous les âges et de tous les pays avertit les peuples des calamités qui forment l'inévitable cortège du crime et de la rebellion. Mais l'année dernière ces hautes et éternelles leçons des siècles furent méconnues. Les catastrophes pressèrent avec une effrayante rapidité. Naples démontra jusqu'à l'évidence les dangers d'un pernicieux exemple. Devenu lui-même le foyer de la révolu-

1821 tion et le centre de l'activité des sectes, cet état menaça l'Italie d'une conflagration générale; et l'Autriche, voyant une partie de ses provinces exposée à un imminent péril, reclama d'abord l'appui moral de ses alliés. Ami sincère de S. M. I. R. apostolique et convaincu comme elle des maux qui auroient encore une fois accablé le monde, si l'oubli de tous les devoirs avoit pu obtenir l'apologie d'un triomphe durable, l'Empereur embrassa avec franchise une cause que sa conscience lui disoit être celle de l'Europe, des lois et des traités. Il fit plus. Comme une intime union a été établie par des actes solennels, entre toutes les puissances européenes, l'Empereur offrit à ses alliés le secours de ses armes, pour le cas où des bouleversemens nouveaux feroient craindre de nouveaux dangers. Nous avons déjà vu comment se vérifièrent les pressentimens de S. M. I. Des sectaires, agissant dans les ténèbres, dont ils ont besoin de couvrir leurs coupables projets, excitèrent en Piemont une insurrection qui pouvoit, par ses suites, retarder les progrès du bien dans les Deux-Siciles, et, en compromettant l'armée qui s'avançoit vers Naples, encourager la révolte dans tout le reste de la péninsule. Déjà même d'alarmans symptômes autorisoient des inquiétudes pour d'autres contrées, dès-lors les troupes Russes dûrent marcher. Elles marchoient en effet, elles marchoient, non pour étendre la Puissance de la Russie, ou porter la plus legère atteinte à l'état de possession territoriale, garanti à tous les Gouvernemens de l'Europe par les traités conclus depuis l'année 1814, mais pour secourir les alliés de l'Empereur, et, ainsi que nous l'avons dit plus haut, sur la demande expresse de S. M. I. R. apostolique, et de S. A. R. le Duc de Genevois. Elles marchoient, non pour renverser les institutions émanées de l'autorité légitime, mais pour empêcher que l'insurrection n'usurpât un pouvoir qui seroit un fléau universel. Elles marchoient enfin, non pour entraver le développement de la prosperité publique, dans quelque Etat que ce fût, mais pour favoriser le rétablissement de l'ordre dans les pays où des hommes de malheurs ont fini par rendre indispensable l'assistance d'une force étrangère.

Telle a été, telle sera toujours l'unique intention de l'Empereur si jamais il se trouvoit encore dans la nécessité de mettre ses armées en mouvement. Aucune charge ne seroit même résultée de leur passage, ni de leur présence momentanée. Elle auroit traversé paisiblement les immenses espaces qui les séparent de l'Italie; et dès que le but pour lequel deux princes les avoient appelées, eut été atteint, l'Empereur leur auroit donné l'ordre de rentrer dans ses états. 1821

Il nous est donc permis de répéter et d'affirmer que jamais l'amour de la guerre, jamais l'ambitieuse idée d'exercer une influence exclusive dans les conseils des autres Monarques, ni sur les destinées des peuples dont la Providence leur a confié le soin, n'ont été et ne seront les mobiles de la politique de S. M. I.

Des faits irréfragables attestent aujourd'hui la sincerité de ce langage.

La malveillance prêtoit à la Russie des vues hostiles contre la Porte. Des troubles se sont manifestés en Valachie et en Moldavie, et notre conduite, ainsi que nos déclarations, sont venues démontrer que nous observions les règles du droit des gens, et la foi des traités dans nos relations avec le Gouvernement turc.

On s'est plu à répendre ensuite que nous avions abandonné nos projets contre la Turquie, pour envahir les contrées occidentales de l'Europe. Un éclatant démenti a confondu les auteurs de ces odieuses accusations; et celle de nos armées, qui marchoient, suivie et appuyée de toutes les forces de l'Empire, s'est arrêtée dès que nous avons eu la certitude que Gouvernement légitime avoit recouvré la plénitude le de son autorité dans le Royaume de Sardaigne.

Ainsi, Monsieur, c'est avec la conscience d'avoir rempli les devoirs d'ami et d'allié, c'est avec le dessin de toujours les remplir; et la consolante persuasion d'avoir contribué à la tranquillité de l'Italie et de l'Europe que l'Empereur va quitter Laybach.

Il partira le $\frac{1}{13}$ Mai et se rendra par Varsovie à Petersbourg, heureux de prêter son assistance à ses alliés, si elle leur devenoit nécessaire; plus heureux

1821 encore de jouir long-temps du spectacle d'une paix dont la Russie goûte les douceurs et qu'elle est intéressée, autant qu'une autre puissance, à maintenir et à consolider.

Le système politique de notre auguste maître, ne devant éprouver aucun changement, tous ses ministres et agens continueront à suivre et à exécuter les instructions générales qu'ils ont reçues jusqu'à ce jour.

La présente Circulaire réglera leur langage sur les événemens dont elle parle, et l'Empereur vous autorise même, Monsieur à en donner lecture et copie au Gouvernement auprès du quel vous êtes accrédité, etc.

Laybach $\frac{28 \text{ Avril}}{10 \text{ Mai}}$ 1821.

Signé: NESSELRODE.

24.

12 Mai *Déclaration publiée au nom des cours d'Autriche, de Prusse et de Russie, lors de la clôture du congrès à Laybach, le 12 Mai 1821.*

Déclaration.

L'Europe connoit les motifs de la résolution prise par les Souverains alliés d'étouffer les complots et de faire cesser les troubles qui menaçoient l'existence de cette paix générale, dont le rétablissement a coûté tant d'efforts et tant de sacrifices.

Au moment même où leur généreuse détermination s'accomplissoit dans le Royaume de Naples, une rebellion d'un genre plus odieux encore s'il étoit possible, éclata dans le Piémont.

Ni les liens, qui depuis tant de siècles unissent la maison regnante de Savoye à son peuple, ni les bienfaits d'une administration éclairée sous un Prince sage et sous des lois paternelles, ni la triste perspective des maux auxquels la patrie alloit être exposée n'ont pu contenir les desseins des pervers.

Le plan d'une subversion générale étoit tracé. Dans cette vaste combinaison contre le repos des nations, les conspirateurs du Piémont avoient leur rôle assigné. Ils se sont hâtés de le remplir.

Le trône et l'Etat ont été trahis, les sermens violés, l'honneur militaire méconnu, et l'oubli de tous les devoirs a bientôt amené le règne de tous les désordres. 1821

Partout le mal a présenté le même caractère, partout un même esprit dirigeoit ces funestes révolutions.

Ne pouvant trouver de motif plausible pour les justifier, ni d'appui national pour les soutenir, c'est dans de fausses doctrines que les auteurs de ces bouleversemens cherchent une apologie, c'est sur de criminelles associations qu'ils fondent un plus criminel espoir. Pourquoi l'empire salutaire des lois est un joug qu'il faut briser. Ils renoncent aux sentimens qu'inspire le véritable amour de la patrie, et mettant à la place des devoirs connus les prétextes arbitraires et indéfinis d'un changement universel dans les principes constitutifs de la Société, ils préparent au monde des calamités sans fin.

Les Souverains alliés avoient reconnu les dangers de cette conspiration dans toute leur étendue, mais ils avoient pénétré en même temps la foiblesse réelle des conspirateurs à travers le voile des apparences et des déclamations. L'expérience a confirmé les pressentimens. La résistance que l'autorité légitime a rencontrée a été nulle, et le crime a disparu devant le glaive de la justice.

Ce n'est point à des causes accidentelles, ce n'est pas même aux hommes qui se sont si mal montrés le jour du combat, qu'on doit attribuer la facilité d'un tel succès. Il tient à un principe plus consolant et plus digne de considération.

La Providence a frappé de terreur des consciences aussi coupables, et l'improbation des peuples, dont les artisans de troubles avoient compromis le sort, leur a fait tomber les armes des mains.

Uniquement destinées à combattre et à réprimer la rebellion, les forces alliées, loin de soutenir aucun intérêt exclusif, sont venues au secours des peuples subjugués, et les peuples en ont considéré l'emploi comme un appui en faveur de leur liberté et non comme une attaque contre leur indépendance. Dès-lors la guerre a cessé; dès-lors les Etats que la révolte avoit atteints, n'ont plus été que des Etats

1821 amis pour les Puissances qui n'avoient jamais désiré que leur tranquillité et leur bien-être.

Au milieu de ces graves conjonctures, et dans une position aussi délicate, les Souverains alliés d'accord avec LL. MM. le Roi des deux Siciles et le Roi de Sardaigne ont jugé indispensable de prendre les mesures temporaires de précaution indiquées par la prudence et prescrites par le salut commun. Les troupes alliées, dont la présence étoit nécessaire au rétablissement de l'ordre, ont été placées sur les points convenables, dans l'unique vue de protéger le libre exercice de l'autorité légitime et de l'aider à préparer sous cette égide les bienfaits qui doivent effacer la trace de grands malheurs.

La justice et le désintéressement qui ont présidé aux délibérations des Monarques alliés régleront toujours leur politique. A l'avenir, comme par le passé, elle aura toujours pour but, la conservation de l'indépendance et des droits de chaque Etat, tels qu'ils sont reconnus et définis par les traités existans. Le résultat même d'un aussi dangereux mouvement, sera encore sous les auspices de la Providence, le raffermissement de la paix, que les ennemis des peuples s'efforcent de détruire, et la consolidation d'un ordre de choses qui assurera aux nations leur repos et leur prospérité.

Pénétrés de ces sentimens, les Souverains alliés, en fixant un terme aux conférences de Laybach, ont voulu annoncer au monde les principes qui les ont guidés. Ils sont décidés à ne jamais s'en écarter, et tous les amis du bien verront et trouveront constamment dans leur union, une garantie assurée contre les tentatives des perturbateurs.

C'est dans ce but que LL. MM. II. et RR. ont ordonné à leurs plénipotentiaires de signer et de publier la présente déclaration.

Laybach le 12 May 1821.

Autriche.	METTERNICH.
	Le Baron DE VINCENT.
Prusse.	KRUSEMARCK.
Russie.	NESSELRODE.
	CAPODISTRIAS.
	POZZO DI BORGO.

25.

Dépêche circulaire adressée avec la déclaration de Laybach aux ministres des trois puissances près les cours étrangères. 1821 12 May

Laybach le 12 May 1821.

La réunion des monarques alliés et de leurs cabinets à Troppau, arretée à la suite des événemens qui avoient renversé le Gouvernement légitime à Naples, étoit destinée à fixer le point de vue dans lequel il convenoit de se placer à l'égard de ces funestes événemens, à se concerter sur une marche commune, et à combiner dans un esprit de justice, de conservation et de modération, des mesures propres à garantir l'Italie d'un boulversement général et, les états voisins des plus imminens dangers. Grâces à l'heureuse conformité de vues et de dispositions qui regnoit entre les trois augustes souverains cette première tâche fut bientot remplie.

Des principes clairement énoncés et réciproquement embrassés avec toute la sincerité d'une conviction intime, conduisirent à des résolutions analogues et les bases établies dès les prémières conférences ont été invariablement suivies pendant tout le cours d'une réunion signalée par les résultats les plus remarquables.

Transferée à Laybach, cette réunion prit un caractère plus prononcé par la présence et le concours du Roi des Deux-Siciles, et par l'assentiment unanime avec lequel les princes d'Italie accéderent au systême adopté par les cabinets alliés. Les monarques se convainquirent que les gouvernemens les plus immédiatement intéressés aux destinées de la Péninsule rendoient justice à la pureté de leurs intentions, et qu'un souverain placé dans la situation la plus pénible par des actes auxquels la perfidie et la violence avoient su associer son nom, s'en remettoit en pleine confiance à des mesures, qui dévoient à la fois mettre un terme à cet état de captivité morale et rendre à ses fideles sujets le repos et le bien-être dont des factions criminelles les avoient privés.

1821 L'Effet de ces mesures n'a pas tardé à se manifester. L'édifice élevé par la révolte, aussi fragile dans la construction que vicieux dans ses bases, ne reposant que sur l'astuce des uns, et sur l'aveuglement momentané des autres, reprouvé par l'immense mayorité de la nation, odieux même à l'armée, formée pour le defendre s'est écroulé au premier contact avec la force régulière qui étoit destinée à le renverser et qui n'a servi qu'à en démontrer le néant. Le pouvoir légitime est rétabli; les factions sont dispersées, le peuple napolitain est délivré de la tyranie de ses imposteurs audacieux qui, en le berçant des rêves d'une fausse liberté, exercoient sur lui les vexations les plus cruelles, lui imposoient d'énormes sacrifices, au seul profit de leur ambition et de leur avidité, et marchoient à grand pas vers l'irréparable ruine d'un pays dont ils ne cessoient de se dire les régénérateurs.

Cette restauration importante est consommée autant qu'elle a pu et qu'elle a dû l'être par les conseils et les efforts des Puissances alliées. Aujourd'hui que le Roi des Deux-Siciles est investi de nouveau de la plénitude de ses droits, les monarques se bornent à seconder de leurs voeux les plus ardens les résolutions que ce Souverain va adopter pour reconstruire son Gouvernement sur des fondemens solides et pour assurer, par des lois et des institutions sages, les véritables intérêts de ses sujets et la prospérité constante de son Royaume.

Pendant le cours de ces grandes transactions on a vu éclater de plus d'un côté les effets de cette vaste conjuration tramée depuis long-temps contre tous les pouvoirs établis, et contre tous les droits consacrés par cet ordre social sous lequel l'Europe a joui de tant de siècles de bonheur et de gloire.

L'existence de cette conjuration n'étoit point inconnue aux monarques; mais au milieu des agitations que l'Italie éprouvoit depuis les catastrophes de l'année 1820, et du mouvement desordonné qui, de là s'etoit communiqué à tous les esprits, elle s'est développée avec une rapidité croissante et son vrai caractère a paru au grand jour. Ce n'est pas, comme on a pu le croire à une époque moins avancée

ce n'eſt pas contre telle ou telle forme de Gouvernement, particuliérement en but à leurs déclamations, que ſont dirigées les entrepriſes ténébreuſes des auteurs de ces complots et les voeux inſenſés de leurs aveugles partiſans. Les Etats qui ont admis des changemens dans leur regime politique, ne ſont pas plus à l'abri de leurs attaques, que ceux dont les anciennes inſtitutions ont traverſé les orages du temps. 1821

Monarchies pures, monarchies limitées, Conſtitutions fédératives, republiques, tout eſt englobé dans les arrêts de proſcription d'une ſecte, qui traite d'Oligarchie tout ce qui, dans quelque forme que ce ſoit, s'élève audeſſus du niveau d'une égalité chimérique. Les chefs de cette ligue impie, indifferens à ce qui reſultera de la deſtruction générale qu'ils méditent, indifferens à toute eſpèce d'organiſation ſtable et permanente, n'en veulent qu'aux baſes fondamentales de la ſociété. Renverſer ce qui éxiſte, ſauf à ſubſtituer ce que le hazard ſuggérera à leur imagination déréglée, ou à leurs ſiniſtres paſſions: Voilà l'eſſence de leur doctrine et le ſecret de toutes leurs machinations!

Les Souverains alliés n'ont pu méconnoître qu'il n'y avoit qu'une barrière à oppoſer à ce torrent dévaſtateur. Conſerver ce qui eſt légalement établi, tel a dû être le principe invariable de leur politique le point de départ et l'objet final de toutes les réſolutions. Ils n'ont pu être arrêtés par les vaines clameurs de l'ignorance ou de la malice, les accuſant de condamner l'humanité à un état de Stagnation et de torpeur incompatible avec la marche naturelle et progreſſive, et avec le perfectionnement des inſtitutions ſociales. Jamais ces monarques n'ont manifeſté la moindre diſpoſition de contrarier des améliorations réelles ou la reforme des abus qui ſe gliſſent dans les meilleurs gouvernemens. Des vues bien differentes les ont conſtamment animés; et ſi ce repos que les Gouvernemens et les peuples avoient le droit de croire aſſuré par la pacification de l'Europe n'a point pu opérer tout le bien qui devoit en réſulter, c'eſt que les Gouvernemens ont dû concentrer toutes leurs penſées ſur les moyens d'oppoſer

1821 des digues au progrès d'une faction qui, repandant autour d'elle l'erreur, le mécontentement, le fanatisme des innovations, eut bientôt mis en problême l'existence d'un ordre publique quelconque.

Les changemens utiles ou nécessaires dans la législation et dans l'administration des Etats; ne doivent émaner que de la volonté libre, de l'impulsion réfléchie et éclairée de ceux que Dieu a rendus responsables du pouvoir. Tout ce qui sort de cette ligne conduit nécessairement au désordre, aux bouleversements, à des maux bien plus insupportables que ceux que l'on prétend guérir. Penétrés de cette verité éternelle, les Souverains n'ont pas hésité à la proclamer avec franchise et vigueur; ils ont déclaré qu'en respectant les droits et l'indépendance de tout pouvoir légitime, ils regardoient comme légalement nulle et désavouée par les principes qui constituent le droit public de l'Europe, toute prétendue reforme operée par la revolte et la force ouverte. Ils ont agi, en conséquence de cette déclaration, dans les événemens de Naples, dans ceux du Piémont, dans ceux même qui, sous des circonstances très differentes, mais par des combinaisons également criminelles, viennent de livrer la partie orientale de l'Europe à des convulsions incalculables.

Les monarques sont d'autant plus décidés, à ne pas s'écarter de ce systême, qu'ils regardent la fermeté, avec laquelle ils l'ont maintenu dans une époque si critique, comme la véritable cause du succès dont leurs efforts pour le rétablissement de l'ordre en Italie ont été accompagnés. Les Gouvernemens de la Péninsule ont reconnu qu'ils n'avoient rien à craindre, ni pour leur indépendance politique, ni pour l'intégrité de leurs territoires, ni pour la conservation de leurs droits, en réclamant des secours qui leur étoient fournis à la seule condition d'en profiter pour défendre leur propre existence. C'est la confiance réciproque qui a sauvé l'Italie; C'est elle qui a fait cesser dans l'espace de deux mois un incendie qui, sans l'intervention des puissances alliées, auroit ravagé et ruiné la totalité de ce beau pays et menacé pour long-temps le réste de l'Europe.

Rien n'a plus efficacement démontré la force de ce ressort moral qui lioit le salut de l'Italie aux détermination des monarques, que le dénouement prompt et heureux de la révolte qui avoit éclaté dans le Piémont. Des conspirateurs, en partie étrangers, avoit préparé ce nouveau forfait et mis en oeuvre, pour le faire réussir, le plus détestable de tous les moyens revolutionnaires, en soulevant contre l'autorité cette force armée, qui n'est crée que pour lui obéir et pour défendre l'ordre public. Victime d'une trahison, inexplicable si quelque chose pouvoit l'être tant que les crimes politiques trouveront en Europe des voix qui osent les défendre, un souverain jouissant à juste titre du respect et de l'affection de ses sujets se vit forcé de descendre d'un trône qu'il avoit orné par ses vertus; une partie considérable des troupes fut entrainée dans l'abime par l'exemple et les intrigues d'un petit nombre d'ambitieux; et le cri banal de la faction anti-sociale retentissoit de la capitale aux provinces. Les monarques réunis à Laybach ne tardèrent pas à y répondre. Leur union étoit du nombre de celles qui se fortifient et grandissent avec le danger; leur voix fut entendue. Aussitôt les serviteurs fidèles du Roi, sentant qu'ils n'étoient point abandonnés, employèrent ce qu'il leur restoit de ressources pour combattre les ennemis de la patrie et de la gloire nationale; Le pouvoir légitime, quoique comprimé et paralysé dans son action, n'en fut pas moins soutenir sa dignité et ses droits; et les secours arrivant au moment décisif de la crise, le triomphe de la bonne cause fut bientot complet. Le Piémont a été délivré en peu de jours; et il n'est resté de cette révolution, calculée sur la chute de plus d'un Gouvernement, que les souvenirs honteux emportés par ses coupables auteurs. 1821

C'est ainsi qu'en suivant sans déviation les principes établis et la ligne de conduite tracée dès les premiers jours de leur réunion, les monarques alliés sont parvenus à pacifier l'Italie. Leur objet direct est atteint. Aucune des démarches qui y ont abouti n'a démenti les déclarations que la vérité et la bonne foi leur avoient inspirées. Ils y resteront fidèles, quelque nouvelle épreuve que la providence puisse leur avoir réservée. Plus que jamais appelés, ainsi

1821 que tous les autres souverains et Pouvoirs légitimes, à veiller sur la paix de l'Europe, à la protéger non seulement contre les erreurs et les passions qui pourroient la compromettre dans les rapports de Puissance à Puissance, mais surtout contre ces funestes tentatives qui livroient le monde civilisé aux horreurs d'une anarchie universelle, ils croiroient profaner une vocation aussi auguste par les calculs étroits d'une politique vulgaire. Comme tout est simple, patent, et franchement avoué dans le systême qu'ils ont embrassé, ils le soumettent avec confiance au jugement de tous les Gouvermens éclairés.

La réunion qui va finir, doit se renouveler dans le courant de l'année prochaine. On y prendra en consideration le terme à fixer aux mesures qui, de l'aveu de toutes les cours d'Italie, et particulièrement de celles de Naples et de Turin, ont été jugées nécessaires pour raffermir la tranquillité de la Péninsule. Les monarques et leurs Cabinets apporteront à l'Examen de cette question le même esprit qui les a dirigés jusqu'ici. Des motifs d'une gravité incontestables et pleinement justifiés par les résultats, avoient déterminé les souverains à intervenir dans les affaires de l'Italie; ils sont loin de vouloir prolonger cette intervention au delà des limites d'une stricte nécessité désirant bien sincèrement que les circonstances qui leur ont imposé ce pénible devoir, ne se reproduissent jamais.

Nous avons cru utile au moment où les souverains vont se séparer, de rappeler par le précédent exposé les principes qui les ont dirigés dans les dernières transactions.

Vous êtes en conséquence chargé de faire communiquer cette dépêche, au ministre dirigeant les affaires étrangères de la cour près la quelle vous vous trouvez accredité.

Vous recevez en même temps une déclaration concue dans le même esprit, que les Cabinets ont fait rédiger et imprimer pour porter à la connoissance du public de l'Europe les sentimens et les principes dont les augustes souverains sont animés, et qui serviront constamment de guides à leur politique.

Recevez etc. etc.

26.

Convention pour l'occupation militaire des Deux-Siciles par les troupes autrichiennes, conclue entre les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de Russie, d'une part, et de S. M. le Roi de Naples, d'autre part, signée à Naples le 28 Octobre 1821. 1821 28 Oct.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité. Comme, par suite des résolutions prises à Laybach le 2 Janvier 1821., l'entretien de l'armée autrichienne, qui, au nom et sous la garantie des trois cours d'Autriche, de Russie et de Prusse, a été mise à la disposition de leur allié S. M. le Roi des Deux-Siciles, et à la charge de cette dernière puissance, depuis le moment où cette dernière puissance a commencé à passer le Pô, pendant la durée de l'occupation du royaume des Deux-Siciles, qui a été fixée à trois ans, et, comme tout ce qui a rapport à cette garantie est temporaire, en appliquant les principes et les formes qui ont été observés lors de l'occupation militaire de la France, de 1815 à 1821., doit être arrêté par une convention entre S. M. I. et R. et S. M. sicilienne, sous la participation des cours de Russie et de Prusse, leurs dites majestés, dans la vue de régler cet objet, ont nommé des plénipotentiaires pour conclure et signer cette convention.

Suivent les noms de ces plénipotentiaires savoir: pour l'Autriche, M. le Comte Adam de Fiquelmont; pour la Russie M. Pierre d'Oubril; pour la Prusse, M. le Comte de Waldburg-Truchsess; et pour le Roi des Deux-Siciles, M. le Marquis de Circello.

Art. I. Comme la situation politique du royaume des Deux-Siciles ne permet point encore de diminuer la force de l'armée d'occupation autant que cela aura lieu, aussitôt que l'administration de l'Etat sera rétablie dans toutes ses parties, la force armée de S. M. sicilienne sera portée au nombre fixé par

1821 le décret royal du 1. Juillet 1821. la reduction de l'armée d'occupation ne peut s'opérer que peu à peu, ce qui aura lieu aux époques fixées ci-dessous.

Art. II. Comme on peut prévoir que, vers la fin du mois de novembre, l'administration de l'Etat, conformément à la loi organique promulguée par décret de S. M. S., du 26 Mai, 1821, sera établie, l'armée d'occupation doit, à l'époque du 30 Novembre, être réduite à 42,000 hommes pour les provinces en-deçà du détroit, savoir: 35,000 hommes d'infanterie, et 7,000 de cavalerie.

Art. III. Comme S. M. S., dans la convention conclue le 22 Mai, 1821. pour l'occupation de la Sicile, s'est engagée à faire relever les troupes autrichiennes qui s'y trouvent par des troupes napolitaines, aussitôt que la nouvelle organisation de ces dernières sera assez avancée pour le permettre, le corps d'armée autrichien quittera la Sicile pour retourner dans les Etats de S. M.

Art. IV. L'évacuation de la Sicile aura lieu peu à peu et à fur et à mesure que l'on y enverra les troupes nouvellement organisées de S. M. sicilienne; et l'évacuation complete s'effectuera aussitôt que le nombre des troupes napolitaines destinées à remplacer les troupes autrichiennes sera porté à 5. ou 6000 hommes.

Trois mois après le départ des troupes autrichiennes de la Sicile, le corps d'armée autrichienne qui se trouve dans le royaume de Naples sera réduit de 42,000 hommes à 30,000, la reduction des différentes espèces d'armes aura lieu en proportion de leur force.

Art. V. Aussitôt que la force armée napolitaine, y compris les trois régimens étrangers qui doivent en faire partie, sera portée au pied fixé par le décret du Roi du 1. Juillet 1821, l'armée d'occupation sera réduite à 25,000 hommes, ce qui est le minimum de sa force pendant les trois ans que doit durer l'occupation.

Art. VI. Le gouvernement napolitain fera payer par mois, et le premier jour de chaque mois, à la caisse d'opération militaire autrichienne la somme fixée ci-dessous pour la solde et l'entretien de l'armée:

Pour 42,000 hommes par mois, la somme de 576,000 florins argent de convention en espèces sonnantes, le florin compté sur le pied de 60 grains. Il fournira tous les jours 42,000 rations de vivres, et 14,500 rations de fourrages, ce qui est le maximum de la livraison que l'on peut demander par jour, parce que d'ailleurs le nombre des rations journalières doit se régler d'après l'état effectif des troupes. 1821

Jusqu'à l'époque où l'armée d'occupation aura été réduite à l'état de 42,000 hommes, le gouvernement napolitain fournira en argent, en livraisons de vivres, l'excédant correspondant de la même manière, et d'après les mêmes rapports (Suivent les signatures).

Fait à Naples, le 28 Octobre 1821.

(*Signés:*) *Le Comte* ADAM DE FIQUELMONT.
PIERRE D'OUBRIL.
Le Comte DE WALDBURG-TRUCHSESS.
Le Marquis DE CIRCELLO.

(Les ratifications de cette convention ont été échangées à Naples, le 8 Janvier 1822.)

64.

1821 12 Mars

Actes relatifs aux affaires du Royaume de Sardaigne, publiés du mois de Mars 1821 *au mois de Decembre* 1822.

(*Annuaire historique universel pour* 1821 et 1822.)

I.

Proclamation du Roi de Sardaigne, au sujet des prémiers événemens de la révolution de Turin, 12 *Mars* 1821.

Victor-Emmanuel, par la grâce de Dieu, Roi de Sardaigne, de Chypre, et de Jérusalem, Duc de Savoie et de Gênes, Prince de Piémont, etc. etc.

"Depuis qu'il a plu à Dieu de nous rappeler au gouvernement de nos Etats du Continent, nous avons dans toutes les circonstances cherché à montrer à nos sujets les effets de nos soins paternels.

"Nous sommes particulièrement parvenu à maintenir dans tous les esprits l'union et la concorde, et à éloigner toutes les occasions de haine, de vengeance ou d'esprit de parti.

"Nos sujets se sont conformés à nos sentimens. A leur gloire, à la nôtre, et à l'admiration de l'Europe, au milieu de tant de troubles qui ont agité les pays étrangers, la tranquillité de ces fidèles provinces n'a été nullement compromise.

"Nous nous sommes encore, dès le principe, complu à distinguer par de singulières démonstrations d'affection, nos sujets militaires.

"Nous avons reçû de cette partie de nos sujets des preuves pures et des preuves non équivoques de valeur et de fidélité.

"Mais aujourd'hui, tandis que le dévoûment de nos provinces et de l'armée est toujours le même, nous voyons persister dans une désobéissance ouverte quelques corps de troupes qui ont abandonné leurs

chefs, se sont renfermés dans la citadelle d'Alexandrie, et qui n'ont point voulu renoncer à leurs coupables desseins sur la première invitation que dans notre amour nous leur avons adressée. 1821

"Nous voyons avec une douleur indicible le péril auquel la coupable obstination d'un petit nombre expose, non pas seulement la tranquillité, mais le sort à venir et l'indépendance de la patrie.

"En conséquence, nous nous remettons nous-même, et nous remettons notre cause à la Providence divine; nous recommandons nous et notre cause à la fermeté de nos sujets fidèles. Mus par notre conscience et par notre affection paternelle, nous déclarons à tous généralement qu'une délibération très-récente, franche et unanime des grandes puissances nos alliées, a décidé que jamais dans aucun cas on ne verroit par aucune d'elles approuver, et encore moins sanctionner des actes qui tendent à la subversion de l'ordre légitime et politique qui existe en Europe.

"Que les trois puissances, l'Autriche, la Russie et la Prusse, s'empresseront de venger à main armée tout attentat contraire à la conservation de cet ordre.

"Dans ces circonstances, après une mûre délibération de notre part, et fermement résolus de ne permettre, reconnoître, ni encore moins autoriser par notre concours rien d'où puisse naître l'occasion d'une invasion étrangère; ferme dans notre dessein d'user de tous les moyens qui pourront épargner le sang de nos bien-aimés sujets; nous exprimons ici la douleur qui oppresse notre coeur paternel en faisant connoître à la face de l'Europe qu'il faudra en rejetter la faute sur les infracteurs de l'ordre légitime, si une autre armée que la nôtre vient à pénétrer dans l'intérieur de nos Etats, ou si, ce que nous avons horreur de penser, les discordes civiles venoient à châtier un peuple que nous avons toujours regardé et que nous ne cesserons de regarder comme la partie la plus chérie de nôtre famille.

Donné à Turin, le 12. Mars 1821.

(*Signé:*) V. Emanuel.

(*contre signé*) Balbo.

2.

1821 13 Mars *Acte d'abdication du Roi de Sardaigne Victor Emanuel, publié à Turin le 13 Mars 1821.*

Victor Emanuél, par la Grâce de Dieu Roi de Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem, Duc de Savoie et de Gênes, Duc de Piémont, etc. etc.

Au milieu des vicissitudes, qui ont agité une grande partie de notre vie passée et qui ont insensiblement épuisé nos forces et notre santé, nous avons souvent songé à abdiquer la couronne.

A cette idée, que nous avons toujours eu, s'est jointe encore la considération des difficultés sans cesse croissantes que nous offrent dans les temps présens les affaires publiques, notre constant désir ayant toujours été de faire tout ce qui peut contribuer au bonheur de nos peuples chéris.

Décidé à accomplir aujourd'hui ce dessin, nous avons résolu, notre conseil d'Etat entendu, de choisir et de nommer régent de nos Etats notre bien aimé cousin, le Prince Charles-Amédée-Albert de Savoie Prince de Carignan, lui conférant en conséquence toute notre autorité

Et par ce-même Acte de notre royale et libre volonté, notre conseil entendu, nous déclarons:

Qu'à compter du 13 Mars courant nous renoncons irrévocablement à la couronne, et par-là-même à exercer nos droits de souveraineté, tant sur les pays que nous possédons actuellement, que sur ceux qui, par des traités ou autrement pourroient nous revenir par droit de succession.

Nous entendons toutefois que les réserves suivantes seront les conditions essentielles de notre abdication savoir:

1. Que nous conserverons le titre et la dignité de Roi et les honneurs dont nous avons joui jusqu'à présent;

2. Qu'il nous sera payé par quartier et d'avance une pension annuelle d'un million de livres de Piémont, nous reservant en outre la proprieté et dispo-

nibilité de nos biens meubles et immeubles, propriétés allodiales et patrimoniales; 1821

3. Que nous serons libres, nous et notre famille, de choisir le lieu qu'il nous plaira pour notre résidence;

4. Ainsi que les personnes avec lesquelles nous voudrons vivre et qu'il nous plaira d'admettre à notre service ou à celui de notre famille;

Que tous les actes passés en faveur de la Reine Marie Thérèse-Béatrix Victoire, Duchesse de Modène; Marie-Thérèse Ferdinande-Felicité, Princesse de Lucques; Marie-Anne-Ruicarda-Caroline et Marie-Christine-Caroline, nos bien aimées filles, conserveront leur plein effet et vigueur.

Fait à Turin dans notre Palais le 13 Mars 1821.

VICTOR-EMANUEL.

CHARLES-ALBERT DE SAVOIE, DI S. MATZANO, GIOCHINO CORDERA DI ROBURENT, D. BENEDETTO, PROSSANO DE MONE; DELLACHESA DI RODDI, FRANCESCO AMAT, ALESSANDRO DI VALESA, THAONE REVEL, DI S. MATZANO, BRIGNOLE, BALBO, LODI ALESSANDRO DI SALUZZO, JOSEPH DE GERBAIN DE SONNAZ, MARCHESE DONA DEL MARO, DI SILLERMOSA.

3.

Proclamation du Prince de Carignan, Régent, publiée à Turin le 13 Mars 1821. 13 Mars

Charles-Albert de Savoie Prince de Carignan, régent faisons savoir que S. M. le Roi Victor-Emanuel, en abdiquant la Couronne a voulu nous conferer toute son autorité, avec le titre de Régent.

Nous invoquons l'assistance divine et en annonçant que, dans la journée de demain, nous manifesterons nos intentions conformes au voeu général, nous vous disons en attendant que tout tumulte cesse immédiatement, et qu'on ne donne lieu à aucune hostilité.

1821 Nous n'avons sans doute aucun besoin d'ordonner que S. M. sa royale épouse et sa famille, avec toute sa suite aura la liberté de voyager et de séjourner dans toute partie des Etats de terre ferme où il lui plaira de se rendre, et montrera partout une vénération profonde qui corresponde aux sentimens de reconnoissance et d'amour, qui sont gravés dans le coeur de tous ses sujets, et qui lui sont si justement dus pour ses vertus et pour le rétablissement et l'agrandissement de cette monarchie.

Nous nous confions pour la conservation du bon ordre et de la tranquillité publique au zèle et à l'activité de tous les magistrats des officiers civils et militaires et de toutes les corporations des villes et des communes.

Donné à Turin le 13 Mars 1821.

(*Signé:*) CARLO ALBERTO.

4.

13 Mars *Résolution du Prince Régent et du corps de la ville de Turin pour la publication de la constitution espagnole, du* 13 *Mars* 1821.

Charles Albert de Savoie, prince de Carignan, régent,

L'urgence des circonstances dans lesquelles S. M. le Roi Victor Emanuel nous a nommé Régent du Royaume, quoique le droit d'y succéder ne nous appartint pas, le désir si manifesté par le peuple d'une constitution conforme à celle qui régit l'Espagne nous mettent à même de satisfaire autant qu'il peut dépendre de nous à ce que le salut du royaume exige évidemment aujourd'hui, d'adhérer aux désirs communs exprimés avec une ardeur indicible.

Dans un moment aussi difficile, il ne nous a pas été possible de consulter exactement les bornes ordinaires de l'autorité d'un Régent.

Notre respect et notre soumission à S. M. Charles-Felix, auquel est dévolu le trône, nous auroient engagé à n'apporter aucun changement aux Lois fon-

damentales du royaume, ou du moins à attendre que les intentions du nouveau Souverain nous fussent connues. 1821

Mais comme l'exigence des circonstances est manifeste, comme il importe surtout de rendre au nouveau roi un peuple sain et sauf, heureux et non pas déchiré par les factions et la guerre civile; ayant pesé mûrement toutes ces raisons et de l'avis de notre conseil d'Etat, persuadé d'ailleurs que S. M. le roi, mû par la même consideration révêtira cette déliberation de son approbation souveraine, nous avons résolu ce qui suit:

La constitution d'Espagne sera promulguée et observée comme loi de l'Etat, avec les modifications qui seront déliberées par la représentation nationale, d'accord avec S. M. le Roi.

Donné à Turin, le 13. Mars l'an du Seigneur 1821.

(*Signé:*) CHARLES ALBERT.

et plus bas, MANGIARDI.

Déclaration du corps de la ville de Turin, ainsi que des généraux et commandans des corps de la garnison.

Nous soussignés en nos qualités sous ennoncées, interpellés par S. A. R. le Prince-Régent, déclarons que les circonstances actuelles sont si graves, le péril d'une guerre civile si émminent, le voeu du peuple si hautement exprimé, que nous pensons que, pour le bien public et par la nécessité des choses, il est indispensable de promulguer la constitution espagnole avec les modifications que S. M. le Roi et la représentation nationale s'accorderont à juger convenables.

Turin, au Palais de S. A. R. le Prince Régent le 13. Mars 1821.

(Suivent les Signatures.)

5.

1821 16 Mars *Déclaration de S. A. R. Charles-Felix Duc de Génevois, sur la révolution de Turin, donnée à Modène le 16 Mars 1821.*

Nous Charles-Felix de Savoie, Duc de Génevois etc. etc.

Déclarons par la présente qu'en vertu de l'acte d'abdication de la couronne, émané, en date du 13 Mars 1821. de S. M. le Roi Victor-Emanuel de Sardaigne, notre bien-aimé frère, et qu'il nous a communiqué nous avons pris l'exercice de toute l'autorité et de tout le pouvoir royal qui nous appartient légitimement dans les circonstances actuelles, mais que nous differons de prendre le titre de Roi jusqu'à ce que S. M. notre bien aimé frère, placé dans une situation parfaitement libre, nous fasse connoître que telle est sa volonté.

Déclarons en outre que, bien loin de consentir à quelque changement que ce soit dans la forme du Gouvernement préexistant à la dite abdication du Roi notre bien aimé frère, nous regarderons toujours comme rebelles tous ceux des sujets du Roi qui se seroient permis ou se permettroient soit de proclamer une constitution, soit de faire quelque autre innovation contraire à la plénitude de l'autorité royale; déclarons nul tout acte de compétence souveraine qui pourroit avoir été fait ou être fait depuis la dite abdication du Roi notre bien aimé frère, lequel acte n'émaneroit pas de nous ou n'auroit pas été expressément sanctionné par nous.

En même temps nous engageons tous les sujets du Roi, soit qu'ils appartiennent à l'armée ou à toute autre Classe, et qui sont restés fideles, à persévérer dans leurs sentimens de fidelité et à s'opposer avec énergie au petit nombre de rebelles, à se tenir prêts à obéir à tous nos ordres, et à tout appel de retablir l'ordre légitime, tandis que nous mettrons tout en oeuvre pour les secourir le plus promptement possible.

Plein de confiance dans la Grâce et l'assistance de Dieu, qui toujours protège, la cause de la justice, et

et persuadé que nos augustes alliés sont disposés à venir promptement à notre secours avec toutes leurs forces, dans l'unique et généreuse intention constamment manifestée par eux de soutenir la légitimité des trônes, la plénitude du pouvoir royal et l'intégrité des Etats, nous espérons d'être bientôt en mesure de rétablir l'ordre et la tranquillité et de recompenser ceux qui, dans les circonstances présentes auront particulièrement mérité notre bienveillante reconnoissance. 1821

Nous notifions par la présente à tous les sujets du Roi notre volonté comme règle de leur conduite.

Fait à Modène le 16 Mars 1821.

6.

Acte confirmatif de l'abdication de S. M. Victor-Emanuel, donné à Nice le 1 Avril 1821. 1 Avril

Victor Emanuel, etc. etc.

Dès le premier moment que l'abdication faite par nous, le 13 Mars dernier, fut connue de notre illustre frère le Duc de Génevois, à qui, par suite de cet acte, la couronne et la souveraineté de nos Etats sont devolues, il nous a constamment manifesté son ardent désir de nous voir reprendre les rênes du Gouvernement, tant à cause du vif attachement qu'il a pour nous que parcequ'il regardoit comme nul et forcé un acte émané dans des circonstances aussi déplorables.

Mais, persuadé comme nous le sommes, que les hautes qualités de notre frère ne peuvent qu'assurer la félicité des peuples que la divine Providence avoit confié à notre Gouvernement; d'ailleurs, mû par les causes indiquées dans notre premier acte; savoir: la foiblesse de notre santé, qui déjà depuis long temps nous avoit suggéré le projet d'abandonner le trône, projet que nous avions la ferme intention de mettre en exécution aussitôt que nous aurions terminé quelques affaires d'une haute importance, projet dans lequel nous sommes affermi par l'état actuel des

1821 choses qui exige encore plus d'assiduité et d'application, nous nous sommes déterminé, de notre pleine volonté, à confirmer par cet acte, souscrit par nous et contresigné d'après notre ordre par notre cousin le marquis de St. Marsan, ministre d'Etat, l'abdication que nous avons faite par l'acte du 13 Mars, sous les conditions éxprimées dans le même acte; priant avec instance notre très cher frère le Duc de Génevois de prendre les rênes du Gouvernement et le titre de Roi, afin d'assurer la félicité de ses peuples.

Donné à Nice le 19 Avril 1821.

(*Signé:*) VICTOR-EMANUEL.
(*Contresigné:*) DE ST. MARSAN *).

7.

24 Juill. *Convention conclue entre les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies d'une part, et de S. M. le Roi de Sardaigne, d'autre part, pour l'occupation d'une ligne militaire dans les Etats de S. M. Sarde, signée à Navarre, le 24 Juillet 1821.*

S. M. le roi de Sardaigne ayant, en conséquence des événemens qui ont troublé pendant un court intervalle l'ordre public dans ses Etats, fait connoître aux cours alliées, que, toujours disposée à contribuer au maintien de la tranquillité générale, et à offrir à ses hauts et puissans alliés toutes les garanties qui peuvent l'assurer à l'Europe, elle désiroit l'occupation

*) Cet acte est encore contresigné par cinq des procureurs-généraux et autres magistrats qui avoient contresigné l'acte du 13 Mars, savoir: Falletti, Falsheri, Coste de Roburent, Amat.

Il porte encore la signature suivente: pour copie conforme à l'original. Modène 23 Avril 1821. Le premier Commis de la Royale secrétairerie d'Etat des affaires étrangères, Daller-Valli.

d'une ligne militaire dans ses Etats par un corps d'armée de troupes alliées; 1821

Que, pénétrée profondément de la nécessité de cette occupation comme étant l'unique moyen de tranquilliser les individus bien intentionnés, de tenir en bride les perturbateurs, et d'assurer l'Europe contre toutes inquiétudes ultérieures, elle ne se sentoit pas moins obligée de faire en sorte que cette occupation militaire eût lieu de la manière la moins onéreuse possible pour ses peuples, déjà assez chargés par une réorganisation dispendieuse;

Enfin que, mettant une confiance sans bornes dans chacun de ses hauts alliés, elle ne pouvoit néanmoins s'empêcher de faire l'observation que, relativement à la situation géographique du royaume lombardo-vénitien, le but désiré pourroit être rempli par un corps d'armée autrichien peu considérable, et par conséquent à moins de frais, pour un temps déterminé dont la durée devroit être réglée par une convention, ainsi que tout ce qui concerne le maintien de l'indépendance du royaume et de son gouvernement.

LL. MM. l'empereur d'Autriche, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, ayant extrêmement à coeur de prouver à S. M. le roi de Sardaigne le vif et sincère intérêt qu'ils prennent à son auguste personne, au bien de sa monarchie, et à la prospérité de l'Europe, où cette monarchie occupe une place si importante, LL. MM. ont reçu cette communication avec les dispositions les plus amicales, et elles ont nommé sans délai des plénipotentiaires pour discuter, régler et signer, avec celui de S. M. sarde, les conditions d'une convention qui réponde à l'objet de leur sollicitude.

(L'Autriche a nommé M. le lieutenant-général comte de Bubna et M. le baron François de Binder-Kriegelstein; la Russie, M. le comte Georges de Mocénigo; la Prusse, M. Petit-Pierre, son chargé d'affaires à Turin; la Sardaigne, M. le comte Victor de la Tour.)

Art. I. La force du corps d'armée autrichien destiné à occuper, au nom et conformément aux engagemens généraux des puissances alliées, une ligne militaire dans les Etats de S. M. le roi de Sardaigne,

1821 doit monter à douze mille hommes; savoir: huit bataillons d'infanterie de ligne, un escadron de hussards et trois batteries d'artillerie.

Ce corps qui, sous le rapport de son organisation intérieure, dépend de l'armée autrichienne du nord d'Italie, dont il fait partie, est mis, comme corps auxiliaire, à la disposition de S. M. le roi de Sardaigne. Le renouvellement de ce corps, soit en entier, soit en partie, relativement au nombre fixé, est réservé au général autrichien revêtu du commandement en chef de ce corps. Il formera, autant que possible, un corps entièrement séparé. Destiné exclusivement à maintenir, concourremment avec les troupes de S. M. le roi de Sardaigne, la tranquillité intérieure du royaume, ce corps n'exercera absolument aucune juridiction sur la partie du pays qu'il occupera, et n'entravera d'aucune manière les fonctions des autorités civiles et militaires établies par le souverain; mais, au contraire, sur leur réquisition, il leur donnera une active assistance.

Dans le cas où des circonstances imprévues feroient désirer à S. M. le Roi de Sardaigne que ce corps fût renforcé, le commandant général en Lombardie est autorisé à le faire, sans demander préliminairement des ordres de sa cour. Cependant, il s'entend de soi-même que ce renfort ne resteroit dans les Etats de S. M. qu'aussi long-temps qu'elle le jugeroit nécessaire, et que pendant cet intervalle il doit être pourvu à son entretien sur le même pied que cela a eu lieu pour le corps d'occupation.

Art. II. Le corps auxiliaire autrichien occupera la ligne militaire suivante: Stradella, Voghera, Tortone, Alexandrie, Valence, Casal et Verceil. Les lignes de communication entre ces différentes parties seront tracées par Pavie et Buffalora.

Si cependant S. M. le Roi de Sardaigne jugeoit à propos de transférer une partie de ce corps auxiliaire sur des points de son Royaume situés hors de ces lignes, le général commandant autrichien se conformeroit de suite aux intentions de S. M., et prendroit les mesures nécessaires pour remplir le but qu'elle s'est proposé.

Le gouvernement sarde devant se charger de l'entretien de ce corps, il y pourvoira de la manière suivante:

Art. III. Le logement, le chauffage, l'éclairage, la nourriture et les fourrages seront fournis en nature. On est convenu que le total des rations n'iroit jamais au-delà de 13,000 pour les hommes, et de 4,000 pour les chevaux, et que ces rations seroient livrées d'après le tarif joint à la présente convention. 1821

Quant à la solde, l'équipement, l'habillement et les autres articles accessoires, le gouvernement sarde couvrira les frais nécessaires à cet égard et une somme de 300,000 fr. par mois, qui sera payable dans la première quinzaine de chaque mois, à compter du jour de la signature de cette convention.

Art. IV. S. M. J. et Apost. renonce à une indemnité pour les frais de mobilisation du corps de troupes auxiliaires envoyé à S. M. le Roi de Sardaigne; mais il sera nommé de suite des commissaires autrichiens et sardes, pour procéder à la liquidation des frais d'entretien accumulés depuis le jour de l'entrée de ce corps sur le territoire piémontais, jusqu'au jour de la signature de la présente convention. On prendra pour base de ce travail les mémoires dressés, à cet égard, conformément au règlement autrichien, et la force des corps sera calculée d'après son état effectif aux différentes époques. Les dits commissaires s'accorderont en même temps sur les termes du paiement de cet arriéré, qui doit néanmoins être acquitté dans l'intervalle de quatorze mois, à compter de la signature de la présente convention.

Art. V. Toutes les lettres qui concernent le service intérieur des troupes et les rapports officiels avec les autorités sardes, et qui sont munies du sceau des bailliages, seront reçues aux postes ordinaires, et expédiées gratis. Les estafettes et les lettres particulières des militaires se paieront suivant le tarif ordinaire. Les courriers et les personnes qui voyagent pour le service militaire sont obligés de payer exactement aux postes ce qui est dû pour les chevaux et les autres objets fournis en même temps.

Art. VI. Pour prévenir tous les abus qui pourroient avoir lieu au préjudice des règlemens sur les douanes, les objets destinés à l'habillement et à l'équipement, ou aux autres besoins du corps auxi-

1821 liaire autrichien, ne pourront être introduits qu'autant qu'ils seront accompagnés d'un certificat d'origine, et que l'introduction en aura été déclarée par les commandans des différens corps d'armée au général en chef autrichien, qui en donnera connoissance au gouvernement sarde, afin que celui-ci puisse de son côté donner à l'administration des douanes les ordres nécessaires à cet égard.

Les objets d'équipement et autres, destinés au corps auxiliaire autrichien, seront francs de droits d'entrée en produisant des certificats en bonne forme. Les militaires qui se rendent à leurs corps, ou qui reviennent du Piémont, sont exempts de tous droits de douanes pour les objets destinés à leur usage personnel ou à celui des troupes.

Art. VII. Les gouvernemens autrichien et sarde nommeront des commissaires auprès des autorités militaires respectives, pour les difficultés qui pourroient naître sur des objets particuliers pendant la durée de l'occupation militaire.

Art. VIII. Les hautes parties contractantes, désirant avec une égale vivacité que l'occupation militaire ne se prolonge pas au-delà du temps nécessaire pour la réorganisation du Royaume de Sardaigne et l'affermissement de son gouvenerment, on a résolu provisoirement que cette mesure durera jusqu'au mois de Septembre 1822, époque à laquelle les souverains alliés, se réunissant à Florence, prendront en considération la situation du Royaume, de concert avec S. M. sarde, et d'après un accord mutuel, se résoudront ou à prolonger ou à faire cesser l'occupation d'une ligne militaire par un corps de troupes auxiliaires.

Art. IX. La présente convention sera ratifiée dans l'intervalle de trois mois, à compter du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Novarre, le 24 Juillet 1821.

(*Signé:*) *Le Comte* de Latour, *le Comte* Bubna, *le Baron* de Binder, *le Comte* Mocenigo, Petit-Pierre.

8.

Convention conclue à Vérone le 14 Décembre 1822 entre les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, d'une part, et de S. M. le Roi de Sardaigne, d'autre part, pour faire cesser l'occupation temporaire d'une ligne militaire dans les états de S. M. le Roi de Sardaigne; ratifiée à Turin le 9 Février 1823.

1822 14 Déc.

Les cours d'Autriche, de Russie et de Prusse ayant, conformément aux stipulations du VIII. article de la convention de Novare du 24 Juillet 1821 examiné, de concert avec le plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne, la question: si, dans la situation actuelle du Piémont, il y avoit des raisons pour prolonger encore l'occupation d'une ligne militaire par un corps auxiliaire, ou si l'on pouvoit la faire cesser, et cet examen ayant fait connoître que les soins de S. M. Sarde et les progrès de la réorganisation de son royaume offroient une garantie suffisante de la tranquillité, L. M. I. et R. ont résolu, d'un commun accord, de retirer du Piémont le corps auxiliaire, et dans le dessein de fixer par une convention particulière le mode et le terme de cette évacuation, ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur d'Autriche, M. le prince de Metternich Winnebourg-Ochsenhausen, duc de Portella, etc.

S. M. l'Empereur de Russie, Roi de Pologne, M. le comte Charles de Nesselrode, conseiller-privé, membre du conseil de l'empire, ministre des affaires étrangères, etc.

S. M. le Roi de Prusse: M. le comte Chrétien Günther de Bernstorff, ministre d'état, de cabinet et des affaires étrangères, etc.

S. M. le Roi de Sardaigne: M. le comte Victor Sallier de la Tour, général de cavalerie, ministre et

1822 premier ſécrétaire-d'état au département des affaires étrangères, etc.

Lesquels munis des pleins-pouvoirs néceſſaires, ſont convenus des articles ſuivans:

Art. I. Le corps auxiliaire autrichien, qui ſe trouve en Piémont, doit évacuer, dans le courant du mois de Décembre, les villes de Verceil et de Vigevano, ainſi que tous les points militaires ſitués ſur la rive gauche du Pô; le nombre des troupes qui à cette époque doivent quitter les états du Roi de Sardaigne, eſt fixé à 4000 hommes, et ils doivent en être ſortis avant le 1 Janvier 1823.

Art. II. Le dit corps auxiliaire doit être de nouveau diminué de 3000 hommes jusqu'au 1 Avril 1823; à cette fin, il évacuera les villes de Caſal, Voghera, Tortona, Caſtelnuovo, ainſi que tous les endroits occupés ſur la rive droite du Pô, pour former la communication militaire dans les états de S. M.

Art. III. Les 5000 hommes reſtans ſe réuniront à Alexandrie et Valence le 1 Avril, mais la remiſe de ces deux places et l'évacuation entière du territoire piémontois par les troupes autrichiennes doivent être effectuées avant le 1 October 1823.

Art. IV. A compter du 1 Avril 1823, la communication ordinaire de correſpondence du corps d'occupation ſera établie ſur la grande roûte de Valence à Pavie. Les commiſſaires réſpectifs ſont chargés de déterminer de concert les ſtations de poſte néceſſaires à cette fin jusqu'à l'entière évacuation.

Art. V. Dans les changemens de garniſons, tels qu'ils ont été prévus dans le 1 article de la convention de Novare, les troupes ſuivront la route de Voghera, Tortone et Alexandrie.

Art. VI. Pour concilier les intérêts de S. M. le Roi de Sardaigne avec la faculté qu'il eſt néceſſaire de laiſſer au général-commandant l'armée de la Haute-Italie, de fixer la proportion des différentes armes entre les troupes qui doivent quitter ſucceſſivement le Piémont, on eſt convenu que le paiement par mois de 300,000 Fr., ainſi que le maximum de 13000 rations en vivres, bois, lumière, etc. et de 4000 rations de fourrages, que S. M. le Roi

de Sardaigne s'étoit engagé de fournir par la convention de Novare, seront réduits de 4 douzièmes à compter du 1 Janvier 1823 de 3 autres douzièmes depuis le 1 Avril de la même année, et cesseront tout-à-fait, le 1 Octobre 1823. 1822

Art. VII. L'artillerie, les armes et les autres effets militaires, ainsi que les munitions de guerre et les provisions de bouche, qui se trouvoient dans la citadelle d'Alexandrie lorsqu'elle a été occupée par les troupes autrichiennes, ou qui depuis lors y ont été transportés des arsenaux et des magasins de S. M. le Roi de Sardaigne, resteront, comme auparavant, sous la surveillance des autorités sardes. Ces objets, ainsi que la forteresse elle-même, seront remis, avec les formalités d'usage en pareil cas, le 29 Septembre aux troupes et aux commissaires sardes.

Art. VIII. Toutes les stipulations de la convention de Novare du 24 Juillet 1821, qui ne sont point modifiées par la présente, continueront d'être suivies jusqu'à l'entière évacuation du territoire piémontois.

Art. IX. La présente convention doit être ratifiée dans l'intervalle de 6 semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la dite convention, et y ont apposé leur cachet.

Fait à Vérone, le 14 Décembre 1822.

Metternich. Latour.

Bernstorff.

Nesselrode.

65.

1821 9. u. 12. April

Auszug aus dem Protokolle der am 9. und 12. April 1821 gehaltenen 15. u. 17. Sitzung der deutschen Bundesversammlung.

Organisches Bundesgesetz, die Kriegsverfassung des deutschen Bundes betreffend.

(*Corpus juris confoed. germanicae* de M. G. de Meyer, T. II.)

A.

Kriegsverfassung des deutschen Bundes in ihren allgemeinen Umrissen und wesentlichen Bestimmungen.

Art. I. Das *Bundesheer* ist aus den *Contingenten* aller Bundesstaaten zusammengesetzt, welche nach der jedesmaligen Bundesmatrikel gestellt werden.

Art. II. Das *Verhältniss der Waffengattungen* wird nach den Grundsätzen der neueren Kriegsführung festgesetzt.

Art. III. Zur Bereithaltung für den Fall des Ausrückens wird das Bundesheer schon *im Frieden* gebildet, und dessen *Stärke*, so wie die innere *Eintheilung*, durch besondere Bundesbeschlüsse bestimmt.

Art. IV. Das Bundesheer besteht aus vollständig gebildeten, theils ungemischten, theils zusammengesetzten *Armeecorps*, welche ihre Unterabtheilungen von Divisionen, Brigaden u. s. w. haben.

Art. V. Kein Bundesstaat, dessen Contingent ein oder mehrere Armeecorps *für sich allein* bildet, darf Contingente anderer Bundesstaaten mit dem seinigen in eine Abtheilung vereinigen.

Art. VI. Bey den *zusammengesetzten* Armeecorps und Divisionen werden sich die betreffenden Bundesstaaten über die Bildung der erforderlichen Abtheilungen, und deren vollständige Organisation, unter einander vereinigen.

65.

Extrait du protocôle de la 15ème et 17ème Séance de la Diète germanique, tenues le 9 et 12 Avril 1821.

1821 9 et 12 Avr.

(Traduction.)

Loi organique de la confédération germanique, pour sa constitution militaire adoptée dans la 15ème et 17ème Séance plénière de la Diète.

Articles fondamentaux.

Art. I. L'armée de la confédération est composée des contingens de tous les Etats de la confédération, qui sont mis sur pied d'après la formation de chaque matricule.

Art. II. La proportion des différentes armes est réglée d'après les principes de la nouvelle tactique militaire.

Art. III. L'armée de la confédération se forme déjà en temps de paix, afin d'être tenue prête dans le cas où elle seroit obligée de marcher; sa force et sa division intérieure sont réglées par des résolutions particulières de la diète.

Art. IV. L'armée de la confédération consiste en corps d'armée complets, partie sans mélange, partie composés, qui sont sous-divisés en divisions, brigades, etc.

Art. V. Aucun état de la confédération, dont le contingent forme seul un ou plusieurs corps d'armée, ne peut réunir des contingens d'autres Etats avec le sien en une division.

Art. VI. Pour les corps d'armée et les divisions composés, les Etats de la confédération que cela concerne se concertent entre eux sur la manière de former les divisions nécessaires, et sur leur or-

1821 Wenn diess nicht geschieht, wird die Bundesversammlung entscheiden.

Art. VII. Bey der Organisation der Kriegsmacht des Bundes ist auf die aus besondern Verhältnissen der *einzelnen Staaten hervorgehenden Interessen* derselben in so weit Rücksicht zu nehmen, als es mit den allgemeinen Zwecken vereinbar anerkannt wird.

Art. VIII. Nach der grundgesetzlichen Gleichheit der Rechte und Pflichten, soll selbst der Schein von *Suprematie* eines Bundesstaates über den andern vermieden werden.

Art. IX. In jedem Bundesstaate muss das Contingent immer in einem solchen Stande gehalten werden, dass es in kürzester Zeit, nach der vom Bunde erfolgten Aufforderung, *marsch-* und *schlagfertig*, und in allen seinen Theilen *vollständig gerüstet*, ausrücken könne.

Art. X. *Die Stärke* und die *Zusammenziehung* des aufzustellenden *Kriegsheeres* werden durch besondere Bundesbeschlüsse bestimmt.

Art. XI. Die Anstalten müssen allenthalben so getroffen seyn, dass das Bundesheer *vollzählich* erhalten und im Falle der Nothwendigkeit *verstärkt* werden könne.

Zu diesem Ende soll eine besondere *Reserve* bestehen.

Art. XII. Das aufgestellte Kriegsheer des Bundes ist *ein* Heer, und wird von *einem* Feldherrn befehligt.

Art. XIII. Der *Oberfeldherr* wird jedesmal, wenn die Aufstellung des Kriegsheeres beschlossen wird, von dem Bunde erwählt.

Seine Stelle hört mit der Auflösung des Heeres wieder auf.

Art. XIV. Der Oberfeldherr wird von der Bundesversammlung, welche seine *einzige Behörde* ist, in Eid und Pflichten des Bundes genommen.

Art. XV. Die Bestimmung und Ausführung des *Operationsplans* wird ganz dem Ermessen des Oberfeldherrn überlassen.

Derselbe ist dem Bunde persönlich *verantwortlich* und kann einem Kriegsgerichte unterworfen werden.

Art. XVI. Der Oberfeldherr ist gehalten, alle Theile des Bundesheeres, so weit es von ihm abhängt, durchaus *gleichmässig* zu behandeln.

ganisation complète. Si cet accord n'a pas lieu, la diète décidera. 1821

Art. VII. Pour l'organisation de la force militaire de la confédération, on aura égard aux intérêts resultant des rapports particuliers des différens Etats, autant que cela sera reconnu conciliable avec les buts généraux.

Art. VIII. D'après l'égalité légale et fondamentale des droits et des devoirs, on évitera jusqu'à l'apparence de suprématie d'un état de la confédération sur l'autre.

Art. IX. Dans chaque Etat de la confédération, le contingent doit toujours être tenu en état de pouvoir, dans le plus court délai après l'appel de la confédération, être complétement équipé dans toutes ses parties, prêt à se mettre en marche et à entrer en campagne.

Art. X. La force et le rassemblement de l'armée à mettre sur pied sont réglés par des résolutions particulières de la diète.

Art. XI. Les mesures doivent être prises partout de manière que l'armée de la confédération puisse être tenue au complet, renforcée en cas de besoin. Il y aura à cette fin une réserve particulière.

Art. XII. Les contingens militaires de la confédération forment une seule armée, qui est sous les ordres d'un seul général en chef.

Art. XIII. Le général en chef sera élu par la confédération chaque fois que le rassemblement de l'armée aura été décidé. Ses fonctions cessent lors de la dissolution de l'armée.

Art. XIV. Le général en chef prête serment à la confédération devant la diète, qui est sa seule autorité.

Art. XV. La formation et l'exécution du plan d'opérations sont entièrement abandonnées au jugement du général en chef. Il est personnellement responsable à la confédération, et peut être traduit devant un conseil de guerre.

Art. XVI. Le général en chef est tenu de traiter avec la plus entière égalité toutes les parties de l'armée de la confédération, autant que cela dé-

1821 Er darf die festgesetzte *Heeres-Eintheilung nicht abändern;* doch steht es ihm frey, zeitliche Detachirungen zu verfügen.

Art. XVII. Die *Befehlshaber der einzelnen Truppen-Abtheilungen* werden von dem Staate, dessen Truppen sie befehligen sollen, ernannt.

Für die Abtheilungen, welche aus mehreren Contingenten zusammengesetzt sind, bleibt die Ernennung der Vereinigung der betheiligten Regierungen überlassen.

Art. XVIII. Die *Pflichten* und *Rechte* dieser Befehlshaber, welche aus ihren Verhältnissen zum Bunde hervorgehen, sind denen des Oberfeldherrn analog. Sie haben unbedingten Gehorsam von allen ihren Untergebenen zu fordern, so wie ihren Vorgesetzten zu leisten.

Art. XIX. Die *Gerichtsbarkeit* steht den Befehlshabern der Heeres-Abtheilungen zu, nach den von den Bundesstaaten denselben vorgeschriebenen Gränzen.

Art. XX. Die *Verpflegung* des Bundesheeres wird unter der obersten Leitung des Oberfeldherrn durch Bevollmächtigte sämmtlicher Armeecorps, und innerhalb der Bundesstaaten, unter Mitwirkung der betreffenden Landes-Commissarien besorgt.

Art. XXI. Auf besondern Bundesbeschluss wird aus den matrikularmässigen Beiträgen sämmtlicher Bundesglieder eine eigene *Kriegscasse* errichtet.

Art. XXII. Die *Vergütung* von Durchmarsch- und Cantonirungskosten, so wie von andern allgemeinen Leistungen in den Bundesstaaten, soll nach billig ermässigten Preisen geschehen, und den Landesunterthanen immer so schnell als möglich baare Bezahlung geleistet werden.

Art. XXIII. Allenthalben ist der Grundsatz einer *gleichen Vertheilung* der Lasten und der Vortheile, sowohl rücksichtlich der Heeres-Abtheilungen, als der Bundesstaaten, zur steten Richtschnur zu nehmen.

Art. XXIV. Zwischen sämmtlichen Bundesstaaten soll ein allgemeines *Cartel* bestehen.

pend de lui. Il ne peut pas changer les divisions établies; cependant il lui est libre d'ordonner des détachemens pour un certain temps. 1821

Art. XVII. Les commandans des divisions particulières sont nommés par l'Etat dont ils doivent commander les troupes. Pour les divisions composées de plusieurs contingens, la nomination des commandans appartient à la réunion des gouvernemens intéressés.

Art. XVIII. Les droits et les devoirs qui dérivent, pour ces commandans, de leurs rapports avec la confédération, sont analogues à ceux du général en chef. Ils doivent exiger une obéissance absolue de leurs subordonnés, et obéir à leurs supérieurs.

Art. XIX. La juridiction appartient aux commandans des divisions de l'armée, d'après les limites qui leur sont prescrites par les Etats de la confédération.

Art. XX. Il sera pourvu à la subsistance de l'armée de la confédération, par des chargés de pouvoirs de tous les corps d'armée, sous la direction du général en chef, et dans l'intérieur des Etats de la confédération, de concert avec les commissaires du pays que cela concerne.

Art. XXI. Il sera formé, d'après une résolution particulière de la diète, une caisse particulière de guerre, pour recevoir les contributions de tous les membres de la confédération suivant la matricule.

Art. XXII. Les bonifications pour les frais de passage et de cantonnement, ainsi que toutes les autres prestations générales dans les Etats de la confédération, doivent avoir lieu d'après des prix raisonnables, et les habitans doivent toujours en être payés en argent le plus tôt possible.

Art. XXIII. Partout l'on doit prendre pour règle constante de conduite le principe d'une égale répartition des charges et des bénéfices, tant pour les divisions de l'armée, que pour les Etats de la confédération.

Art. XXIV. Il doit exister un cartel entre tous les Etats de la confédération.

B.

1821 *Nähere Bestimmungen der Kriegsverfassung des deutschen Bundes.*

I. Abschnitt.

Stärke des Bundesheeres.

§. 1. Die Kriegsmacht des Bundes ist aus den *Contingenten* aller Bundesstaaten zusammengesetzt.

Das gewöhnliche Contingent eines jeden Bundesstaates beträgt den hundertsten Theil seiner Bevölkerung, nach der unter Ziffer 1. beigefügten, durch den Beschluss vom 20. August 1818. vorläufig auf 5. Jahre angenommenen und am 4. Februar 1819. berichtigten Bundesmatrikel.

§. 2. Unter dieser Zahl ist nur die *streitbare Mannschaft* aller Waffengattungen begriffen.

Zur streitbaren Mannschaft werden gerechnet: die Officiere, Unterofficiere, Gemeine, Spiel- und Zimmerleute, dann die Artillerie-Fuhrwesens-Soldaten, soweit sie nach §. 16. zur Bedienung des Geschützes gerechnet werden können.

Jene Mannschaft, welche für das übrige Armeefuhrwesen, für die Bäckerey und die Sanitätsanstalten dem Heere zugetheilt wird, muss über den hundertsten Theil gestellt werden.

§. 3. Das Bundesheer muss, sobald es vom Bunde *aufgeboten* wird, in allen seinen Theilen vollständig gestellt werden.

§. 4. Um die Vollständigkeit des Heeres fortwährend zu sichern, muss sogleich nach dem Ausrücken desselben, der sechshundertste Theil der ganzen Bevölkerung als *Ersatzmannschaft* aufgestellt und unausgesezt vollzählig erhalten werden.

Sechs Wochen nach dem Ausrücken des Bundesheeres wird von dieser Ersatzmannschaft die Hälfte, nämlich der zwölfhundertste Theil der ganzen Bevölkerung, als Ergänzung dem Heere nachgesendet, mit den übrigen Nachsendungen aber, an Mannschaft sowohl, als an Pferden und Material, nach Maassgabe des Bedarfs, von zwey zu zwey Monaten fortgefahren.

§. 5. Damit bey grösseren Verlusten einzelner Contingente unverhältnissmässige Leistungen vermie-

I. Section.

Force de l'armée fédérale.

§. 1. *Les forces militaires de la confédération sont composées des contingens de tous les Etats de ce corps. Le contingent ordinaire de chaque Etat est d'un centième de sa population, d'après la matricule jointe au protocole N. 1. ; adoptée provisoirement pour 5 ans par la résolution du 20 Août 1818, et rectifiée le 4 Février 1819.*

§. 2. *Dans ce nombre sont compris seulement les hommes propres au service militaire dans toutes les armes. On compte, parmi les hommes propres au service, les officiers, les sous-officiers, les soldats, les charpentiers, les musiciens, les soldats de l'artillerie et du train, autant que d'après l'art. 5. ils peuvent être regardés comme propres au service de l'artillerie. Le nombre des hommes employés aux autres charrois, à la boulangerie et aux établissemens sanitaires de l'armée, doit être d'un centième de celle-ci.*

§. 3. *L'armée de la confédération doit être mise complètement sur pied dans toutes ses parties, aussitôt qu'elle est requise par la confédération.*

§. 4. *Pour assurer le complètement de l'armée, sans interruption, il faut que, dès qu'elle est en marche, on mette sur pied, et qu'on tienne toujours au complet, la six-centième partie de toute la population, pour former un corps complémentaire. Six semaines après que l'armée se sera mise en mouvement, on fera marcher à sa suite la moitié de ce corps complémentaire, c'est-à-dire la douze-centième partie de toute la population, et l'on continuera d'envoyer ainsi de deux en deux mois, suivant les besoins des hommes, des chevaux ou d'autres parties du matériel de l'armée.*

§. 5. *Pour éviter, dans le cas où les différens contingens feroient des pertes considérables, l'incon-*

1821 den werden, soll der *Ersatz* für das Heer in einem Kriegsjahre den zweyhundertsten Theil der Bevölkerung nicht übersteigen.

§. 6. Der bey jedem Contingent sich ergebende *Abgang* wird monatlich durch gleichförmig zu verfassende Abgangsberichte angezeigt.

§. 7. Unter dem Abgang werden verstanden alle Todten, Gefangenen und Deserteurs gleich nach ihrem Abgange, dann alle Vermissten nach einem Zeitraum von 4 Wochen, und alle im Spital befindlichen Verwundeten und Kranken, welche nach drey Monaten als felddienstuntauglich anerkannt werden.

Die übrigen Verwundeten und Kranken werden zwar nicht zu dem Abgange gerechnet; sollten sie jedoch den zehnten Theil des Contingents übersteigen, so müsste dieser Ueberschuss, um die zu grosse Schwächung des Bundesheeres zu vermeiden, nach dem im §. 5. angenommenen Maximum ersetzt werden.

§. 8. *Grössere Anstrengungen* müssen durch besondere Bundesbeschlüsse bestimmt werden.

§. 9. Dieselben können in keinem Falle von einzelnen Bundesstaaten, sondern nur im Allgemeinen nach der *Matrikel* gefordert werden.

§. 10. Für die *Reserven*, welche bey solchen aussergewöhnlichen Anstrengungen zur Verstärkung des Bundesheeres nachrücken, kommen die nämlichen Bestimmungen in Anwendung, welche für das Heer selbst gegeben sind.

Sie werden mit dem betreffenden Armeecorps, oder, wenn dieses nicht möglich ist, in selbstständige Körper vereinigt, welche mit jenen analog zusammenzusetzen, zu befehligen, zu organisiren und zu behandeln sind.

II. Abschnitt.

Verhältniss der Waffengattungen.

§. 11. Das numerische Verhältniss der *Reiterey* des Bundesheeres wird auf ein Siebentheil der Gesammtzahl eines jeden Contingents angenommen.

§. 12. Für die *Artillerie* wird das Verhältniss dergestalt festgesetzt, dass zwey Stücke Geschütz für

vénient des prestations disproportionnées, le complètement de l'armée, pour chaque année militaire, ne passera pas la deux-centième partie de la population. 1821

§. 6. *Il sera fait tous les mois des rapports uniformes, pour faire connoître le déficit de chaque contingent.*

§. 7. *Ce déficit est la perte qui résulte, pour le contingent, de tous les morts, les prisonniers, les déserteurs aussitôt qu'ils ont quitté leur corps, de tous les individus qui ne réparoissent pas après un intervalle de quatre semaines, de tous les blessés et malades qui se trouvent dans les hôpitaux, et qui, au bout de trois mois, sont jugés incapables de servir. Les autres blessés et malades ne sont pas compris dans ce déficit; si cependant leur nombre surpassoit la dixième partie du contingent, cet excédant, pour éviter un trop grand affoiblissement de l'armée fédérale, seroit compensé sur le pied du maximum adopté art. 5.*

§. 8. *Les prestations plus considérables devront être réglées par des résolutions spéciales de la diète.*

§. 9. *Elles ne peuvent, dans aucun cas, être exigées des Etats individuels de la confédération, mais seulement d'une manière générale et d'après la matricule.*

§. 10. *Pour les réserves, qui, dans les cas d'efforts extraordinaires, iront renforcer l'armée de la confédération, on observera les mêmes dispositions qui ont été réglées pour l'armée elle-même. Elles seront réunies au corps d'armée auquel elles sont destinées, ou, si cela n'est pas possible, elles formeront des corps particuliers, qui seront composés, commandés, organisés et traités suivant un mode analogue à celui qui est observé pour les autres corps de l'armée.*

II. Section.

Proportion des différentes armes.

§. 11. *La proportion numérique de la cavalerie de l'armée fédérale est fixée à un septième du nombre total des troupes de chaque contingent.*

§. 12. *Pour l'artillerie, la proportion est reglée de manière que l'on compte deux pièces de canon*

1821 jedes Tausend Mann des Contingents gerechnet werden.

Jeder Bundesstaat wird nächstdem noch wenigstens ein Geschütz nebst Ausrüstung auf jedes Tausend Mann des ganzen Contingents in seinen Zeughäusern und Depots vorräthig haben, um jeden Abgang sofort ersetzen zu können.

§. 13. Die *Feldartillerie* des Bundes soll in der Regel bestehen aus

einem Viertheil Haubitzen,
einem Viertheil Zwölfpfünder,
zwey Viertheilen Sechspfünder.

Ein Fünftheil der Gesammtzahl soll reitende Artillerie oder Cavallerie-Geschütz seyn.

Die Stellung schwerer Feldgeschütze als Zwölfpfünder wird der Convenienz der betreffenden Staaten überlassen, und in diesem Falle von der Zahl der auf dieselben fallenden zwölfpfündigen und sechspfündigen Batterien abgerechnet.

§. 14. Ausser den Feldgeschützen für die Linie wird noch ein *Belagerungspark* für das gesammte Bundesheer, welcher aus

100 schweren Canonen
30 Belagerungs-Haubitzen und
70 Mörsern.

bestehen soll, nach den unter Ziffer 2. bis 7. beyliegenden Ausweisen, corpsweise gestellt, und, im Fall eines Krieges, nach der Bestimmung des Oberfeldherrn auf einem oder mehreren Punkten vereinigt.

Ueber die Stellung dieser Geschütze werden sich die Glieder der gemischten Corps unter sich vereinigen, und das Resultat ihrer Uebereinkunft, drey Monate nach der Annahme der näheren Bestimmungen, der Bundesversammlung anzeigen.

§. 15. Für die *Bedienung der Feldgeschütze* werden im Durchschnitte 36 Mann auf jedes Stück gerechnet, worunter auch die Artillerie-Fuhrwesens-Soldaten mitbegriffen sind, in so fern solche die festgesetzte Zahl nicht überschreiten.

Diejenige Artillerie-Mannschaft, welche zur *Bedienung des Artillerieparks* gehört, wird von den Staaten, welche diese Geschütze geben, und zwar nach der §. 14. unter Ziffer 7. beyliegenden Tabelle gestellt und vom Stande der Infanterie abgezogen.

pour 2000 hommes du contingent. Chaque Etat de la confédération aura en outre, en réserve dans son arsenal, au moins une pièce avec son attirail, par 1000 hommes du contingent total, afin de pouvoir remplacer sur-le-champ les pièces que l'on pourroit perdre. 1821

§. 13. *L'artillerie de campagne de la confédération doit être, dans la règle, composée de manière qu'il y ait un quart d'obusiers, un quart de pièces de 12, et les deux autres quarts consistant en pièces de 6. L'artillerie à cheval formera un cinquième du nombre total. Il sera laissé à la convenance des différens Etats, de fournir des pièces de campagne d'un plus gros calibre que celui de 6, et dans ce cas, il y aura une déduction proportionnée sur les batteries de 12. et de 6. que doivent fournir ces Etats.*

§. 14. *Outre les pièces de campagne pour les troupes de ligne, il y aura encore un parc d'artillerie de siège pour toute l'armée de la confédération; il consistera en 100 pièces de gros calibre, 30 obusiers de siège, et 70 mortiers; il sera divisé par corps, suivant le mode exposé dans les nos de 2 à 7 des pièces ci-jointes, et en cas de guerre, il se réunira sur un ou plusieurs points, d'après les dispositions du général en chef. Les membres des corps mixtes se concerteront sur la manière de fournir cette artillerie, et le résultat de leurs arrangemens sera communiqué à la diète trois mois après l'acceptation des dispositions spéciales.*

§. 15. *Pour le service de l'artillerie de campagne, on comptera, l'un portant l'autre, 36 hommes par pièce; dans ce nombre sont compris les soldats du train, autant qu'ils ne surpasseront pas le nombre fixé. Les soldats d'artillerie, employés au service du parc de siège, seront mis sur pied par les Etats qui fournissent cette artillerie; ils se régleront à cet égard sur le tableau Nr. 7., annexé à l'art. 14. et ces artilleurs seront déduits du contingent d'artillerie.*

1821 §. 16. Für *Pionniers* und *Pontoniers* wird das Verhältniſs des hundertſten Theils der Armee feſtgeſetzt.

§. 17. Ein jedes Contingent, deſſen Stärke mehr als ein Armeecorps beträgt, ſtellt einen *Brückentrain* für groſse Flüſſe, nach Maaſsgabe des Bedürfniſſes; jedes der übrigen einzelnen Armeecorps aber, ohne Unterſchied, ob gemiſcht oder ungemiſcht, einen für eine Fluſsbreite von 400 Schuhen.

§. 18. *Sappeurs* und *Mineurs* werden, als zum Belagerungspark gehörig, auſser dem für Pionniers und Pontoniers beſtimmten Hunderttheil der Armee, von denjenigen Bundesſtaaten, bey welchen ſich dieſe Corps bereits im Frieden organiſirt befinden, geſtellt.

§. 19. Das numeriſche Verhältniſs des *Fuſsvolkes* ergiebt ſich von ſelbſt, wenn die Reiterey, die Bedienung der Feldgeſchütze und des Belagerungsparks, die Pionniers und Pontoniers, dann die Sappeurs und Mineurs, von der Geſammtzahl des ganzen Heeres abgezogen werden.

§. 20. Ungefähr der zwanzigſte Theil des Fuſsvolkes ſoll aus Jägern, Büchſen- oder Scharfſchützen beſtehen.

Die unter Ziffer 8. angefügte Tabelle enthält eine *Ueberſicht aller Waffengattungen* für das Bundesheer, ſo wie ſolche nach der Matrikel und zufolge der angenommenen Beſtimmungen über das numeriſche Verhältniſs derſelben im completen Kriegsſtande von ſämmtlichen Bundesſtaaten zu ſtellen ſind.

§. 21. Es bleibt den Bundesſtaaten überlaſſen, zur Bildung ihrer Contingente auch *Landwehr* zu verwenden; doch muſs dieſelbe gleich den Linientruppen geübt, ausgerüſtet, ſchlagfertig und mit in der Linie gebildeten Officieren beſetzt ſeyn.

Als Grundſatz wird auch hierbey angenommen, daſs kein Contingent zum gröſseren Theile aus Landwehr beſtehen könne.

§. 22. Der *Landſturm* gehört nicht in das geregelte Syſtem des Krieges, ſondern iſt zu den Anſtalten zu zählen, welche im Augenblicke der Gefahr ihre Beſtimmung erhalten, und dem eigenen Ermeſſen der einzelnen Bundesſtaaten überlaſſen bleiben.

§. 16. *Pour les pionniers et les pontoniers, on suivra la proportion d'un centième de l'armée.* 1821

§. 17. *Chaque contingent dont la force passe le nombre d'un corps d'armée sera accompagné d'un train de pontons pour les grandes rivières, en proportion du besoin qu'on en aura; mais chacun des autres corps d'armée, sans distinction entre ceux qui sont mixtes et ceux qui ne le sont pas, aura un train de pontons suffisant pour les rivières de 400 pieds de large.*

§. 18. *Les sapeurs et les mineurs, comme faisant partie du parc de siège, seront en outre du centième de l'armée fixé pour les pionniers et les pontoniers, fournis par les Etats de la confédération dans lesquels ces corps se trouvent déjà organisés en temps de paix.*

§. 19. *La proportion numérique de l'infanterie se trouve fixée naturellement, en soustrayant du nombre total de l'armée, la cavalerie, les hommes employés au service de l'artillerie de campagne et du parc de siège, les pionniers et pontoniers, les sapeurs et les mineurs.*

§. 20. *Il y aura environ un vingtième de l'infanterie formé de chasseurs de carabiniers ou arquebusiers. Le tableau Nr. 8. contient un aperçu de toutes les différentes armes de l'armée fédérale, telles qu'elles doivent être mises complètement sur le pied de guerre par tous les Etats de la confédération, d'après la matricule et en conséquence des dispositions adoptées sur leur proportion numérique.*

§. 21. *On laisse à la disposition des Etats de la confédération d'employer aussi la Landwehr à former leurs contingens; néanmoins celle-ci doit être exercée, équipée, tenue prête à entrer en campagne comme les troupes de ligne, et commandée par des officiers formés dans la ligne. On admet en principe à cet égard, qu'aucun contingent ne doit être formé pour la plus grande partie de Landwehr.*

§. 22. *Le Landsturm ne fait point partie du système régulier d'armement, mais il doit être mis au nombre des préparatifs qui sont réglés au moment du danger, et laissés à la disposition des différens Etats de la confédération.*

1821

III. Abschnitt.

Eintheilung des Bundesheeres.

§. 23. Das Bundesheer besteht (nach der Beylage Ziffer 9.) aus sieben ungemischten und drey combinirten *Armeecorps*, welche, ohne weitere Benennung, nach Nummern bezeichnet werden, und deren jedes in Abtheilungen von Divisionen, Brigaden, Regimentern, Bataillons, Compagnien, Schwadronen und Batterien zerfällt.

§. 24. Ein *Armeecorps* enthält mindestens zwey Divisionen,

eine Division mindestens zwey Brigaden,
eine Brigade mindestens zwey Regimenter,
ein Cavallerie-Regiment wenigstens vier Schwadronen,
ein Infanterie-Regiment wenigstens zwey Bataillons,
ein Bataillon in der Regel nicht unter 800 Mann,
eine Schwadron oder eine Compagnie im Durchschnitt 150 Mann,
eine Batterie sechs oder acht Stücke Geschütz.

§. 25. Das *Minimum* eines zu stellenden Cavallerie-Contingents ist 300 Pferde, oder eine Division,
das eines selbstständigen Infanterie-Körper 400 Mann,
das der Geschütze eine Batterie von sechs oder acht Stücken.

Die Stellung dieser Einheit wird der Uebereinkunft der Bundesstaaten, mit der unerläßlichen Bedingniß überlassen, daß sie ganz gleich organisirt, bewaffnet und geübt seyn müsse.

Als Grundsatz wird jedoch festgesetzt, daß, im Falle der Vertretung, solche nur im Corps statt finden kann.

In Ansehung der Geschützeinheit wird angenommen, daß dort, wo das zu stellende Contingent nicht die Zahl 6 oder 8. erreichen sollte, die betreffenden Staaten sich unter einander wegen des Mehrstellens von einem oder zwey Stücken Geschützes vereinigen werden.

§. 26. Die Theilhaber an den combinirten Corps und Divisionen werden sich unter einander vereinigen, wie sie die *gesetzlichen Abtheilungen* zu bilden, und die verschiedenen Waffengattungen nach dem angenommenen Verhältnisse unter sich zu vertheilen

III. Section.

Division de l'armée fédérale. 1821

§. 23. *L'armée de la confédération consiste (d'après la pièce supplémentaire Nr. 9.) en 7 corps simples, et 3 corps combinés, qui, sans autre dénomination, seront désignés par leurs numéros, et dont chacun sera partagé en divisions, brigades, régimens, bataillons, compagnies, escadrons et batteries.*

§. 24. *Un corps d'armée aura au moins deux divisions; une division au moins deux brigades; une brigade deux régimens; un régiment de cavalerie 4 escadrons; un régiment d'infanterie 2 bataillons; un bataillon n'aura, dans la règle, pas moins de 800 hommes; un escadron ou une compagnie sera, l'un portant l'autre, de 140 hommes; une batterie de 6 à 8 pièces de campagne.*

§. 25. *Le minimum d'un contingent de cavalerie est de 300 chevaux, ou une division; celui d'un corps d'infanterie, non mixte, est de 400 hommes; celui de l'artillerie, une batterie de 6 ou 8 pièces. La mise sur pied d'un tel corps, considéré comme une unité numérique, est abandonnée à l'accord des Etats de la confédération, sous la condition indispensable qu'il soit organisé, armé et exercé d'une manière entièrement uniforme. On établit néanmoins le principe qu'en cas de remplacement, il ne puisse avoir lieu qu'en corps. Quant à l'unité de l'artillerie, il est adopté que là où le contingent à fournir n'atteindroit pas le nombre de 6 à 8 pièces, les Etats que cela concerne se réuniront entre eux pour fournir une ou deux pièces de canon de plus.*

§. 26. *Ceux qui contribuent à la formation des corps et des divisions combinés se concerteront entre eux sur la manière dont ils jugeront à propos de former les parties légalement fixées, et de répartir entre eux les différentes sortes d'armes d'après les*

1821 für gut finden, und diese Uebereinkunft, drey Monate nach Annahme der näheren Bestimmungen, der Bundesversammlung anzeigen.

Da, wo sie sich nicht vereinigen könnten, wird die Bundesversammlung vermittelnd einwirken, und nöthigenfalls entscheiden.

§. 27. In jedem Armeecorps muss auf die Bildung einer starken Cavallerie- und Geschütz-*Reserve* Rücksicht genommen werden.

IV. Abschnitt.

Bereithaltung im Frieden.

§. 28. In jedem Bundesstaate muss das Contingent von einem Procent der Bevölkerung so marsch- und schlagfertig erhalten werden, dass es, vier Wochen nach der vom Bunde erfolgten Aufforderung, in allen seinen Theilen zur Verfügung des Oberfeldherrn, auf die für jedes Armeecorps zu bestimmenden *Sammelplätze*, gestellt werden könne.

§. 29. Um diesen Zweck zu erreichen, werden folgende Grundsätze angenommen:

1. Das *Material der Rüstung* für alle Waffengattungen muss stets in gehöriger Anzahl und Eigenschaft vorhanden seyn. Auch müssen in den Zeughäusern die nöthigen Vorräthe liegen, um jeden Abgang schnell ersetzen zu können.

§. 30. 2. Die Contingente des Bundesheeres müssen auch im Frieden vollständig erhalten werden. Zur Ersparung des Soldes und der Verpflegung kann zwar im Frieden bey allen Waffengattungen eine zeitliche *Beurlaubung* statt finden; ein Theil der Mannschaft so wie der Dienstpferde, muss jedoch stets bey den Fahnen und im Dienste bleiben.

§. 31. 3. Hierzu wird folgender Maasstab aufgestellt:

a) Bey dem Fussvolke muss der sechste Theil der eingeübten Mannschaft und wenigstens zwey Drittheile der Unterofficiere im Dienste beybehalten werden.

b) Bey der Reiterey wird der dienstthuende Stand in der Regel auf zwey Drittheile der Mannschaft und der Dienstpferde festgesetzt, falls nicht die besonderen Landeseinrichtungen eine Beschränkung auf ein Drittel, unbeschadet des Zweckes, zulassen.

proportions adoptées; et ils feront connoître cet arrangement à la diète trois mois après que les dispositions définitives auront été adoptées. S'ils ne pouvoient s'accorder, la diète employeroit sa médiation pour amener cet accord, et en cas de besoin, elle décideroit le différend. 1821

§. 27. *Dans chaque corps d'armée, on doit avoir soin qu'il soit formé une forte réserve de cavalerie et d'artillerie.*

IV. Section.

Contingent que l'on doit tenir prêt en temps de paix.

§. 28. *Dans chaque Etat de la confédération, le contingent de 1 pour 100 de la population doit être tenu prêt à marcher et à entrer en campagne, de manière que, quatre semaines après l'appel de la confédération, toutes ses parties puissent être mises à la disposition du général en chef, au lieu fixé pour le rassemblement de chaque corps d'armée.*

§. 29. *Pour atteindre ce but, on adopte les principes suivans: 1. Le matériel de l'armement pour toutes les sortes d'armes doit se trouver toujours en permanence, en nombre suffisant, et ayant la qualité convenable. On doit avoir aussi dans les arsenaux les provisions nécessaires, pour pouvoir remplir promptement tous les vides.*

§. 30. *2. Les contingens de l'armée doivent aussi être tenus au complet, même en temps de paix. Pour épargner la solde et l'entretien, on peut donner, dans toutes les armes, des congés temporaires; néanmoins une partie des hommes et des chevaux de service doit toujours rester sous les drapeaux et en état de servir.*

§. 31. *3. On se réglera à cet égard sur l'échelle suivante:*

a) Pour l'infanterie, il restera en activité de service un sixième des soldats bien exercés, et au moins deux tiers des sous-officiers.

b) Pour la cavalerie, on fixe dans la règle l'état actif aux deux tiers des hommes et des chevaux de service, en cas que les institutions particulières du pays ne permettent pas de le borner à un tiers sans nuire au but. Dans les Etats de

1821 Den Bundesstaaten, bey welchen keine Beurlaubung der Dienstpferde statt findet und welche keine Landwehr-Cavallerie stellen, ist eine Vacanthaltung von Dienstpferden in Friedenszeiten gestattet; es darf diese jedoch nicht ein Fünftheil des präsenten Standes übersteigen, und es müssen Vorkehrungen getroffen seyn, dass die Mobilmachung der Cavallerie demungeachtet in der bestimmten Frist geschehen könne.

c) Bey der reitenden Artillerie wird das Minimum des dienstthuenden Standes ebenfalls auf zwey Drittheile unter denselben Modificationen, wie bey der Cavallerie, — bey der Fusartillerie aber und bey der Bespannung des Geschützes und der ersten Munitionswagen auf ein Drittel des vollen Standes festgesetzt.

§. 32. Die gesammte Mannschaft des gewöhnlichen Contingents, nämlich der hundertste Theil der Bevölkerung, muss alle Jahre vom Urlaube einberufen, und wenigstens durch vier Wochen im Dienst und Gebrauch der Waffen *geübt* werden.

Die kleineren Contingente werden sich unter einander vereinigen, die jährlichen Uebungen, in möglichster Verbindung aller Waffengattungen, allenfalls in Brigaden, vorzunehmen.

§. 33. Damit für den Fall, wo durch besonderen Bundesbeschluss (§. 8.) eine *Verstärkung* des Bundesheeres nöthig gefunden wird, dieselbe gehörig aufgestellt werden könne, müssen in jedem Bundesstaate, der nicht ohnehin eine bedeutendere Anzahl von felddiensttauglichen Truppen unterhält, schon in Friedenszeiten Cadres von Officieren, Unterofficieren und Spielleuten für den dreyhundertsten Theil der Bevölkerung, nebst dem nöthigen Material, vorhanden, auch solche Einrichtungen getroffen seyn, dass, zehn Wochen nach dem gefassten Bundesbeschlusse, vollständig geübte und ausgerüstete Regimenter, Bataillons und Escadrons schlagfertig aufgestellt werden können.

§. 34. Der Bundesversammlung wird am 1. Januar jeden Jahres eine *Uebersicht des Standes* des Bundesheeres vorgelegt.

la confédération où l'on garde les chevaux de service, et qui ne mettent point de cavalerie de Landwehr sur pied, il y aura en temps de paix une sorte de vacance pour les chevaux de service; mais le nombre de ceux qui seront hors d'activité ne doit pas aller audelà d'un cinquième de l'état présent, et il doit être pris des mesures pour que la cavalerie puisse être néanmoins rendue mobile dans l'intervalle fixé. 1821

c) *Pour l'artillerie à cheval, le minimum de l'état de service est fixé également aux deux tiers, sous les mêmes modifications que pour la cavalerie; et à un tiers de l'état complet pour l'artillerie à pied, et l'attelage des canons et des caissons.*

§. 32. *Tous les hommes du contingent ordinaire, c'est-à-dire la centième partie de la population, doivent rejoindre leurs corps tous les ans, et être exercés au moins pendant 4 semaines au service et au maniement des armes. Les petits contingens se réuniront pour faire les exercices annuels, de manière qu'on joigne ensemble autant que possible, toutes les armes, et qu'on en forme au moins des brigades.*

§. 33. *Afin que dans le cas où, d'après une résolution spéciale de la diète (art. 8.), un renfort de l'armée fédérale seroit jugé nécessaire, il puisse être mis convenablement sur pied, il doit se trouver, même en temps de paix, dans chacun des Etats de la confédération, qui n'entretiennent pas d'ailleurs un nombre considérable de troupes capables d'entrer en campagne, des cadres d'officiers, de sous-officiers et de musiciens, formant la trois-centième partie de la population, avec le matériel nécessaire; on doit également prendre des mesures telles, que 10 semaines après la résolution de la diète, on puisse mettre sur pied des régimens, des bataillons et des escadrons, complètement équipés, exercés, et prêts à entrer en campagne.*

§. 34. *Il sera présenté, le 1 Janvier de chaque année, à la diète un aperçu de l'état de l'armée fédérale.*

1821 Den Bundesstaaten, deren Contingente ein oder mehrere Armeecorps in sich begreifen, bleibt es überlassen, die diesfallsigen Tabellen nach den bey ihnen geltenden Einrichtungen abzufassen.

Die unter Zahl 10. beygelegte Tabelle zeigt die Form der Standes-Ausweise, über welche sich die Theilhaber der gemischten Armeecorps vereinigt haben. Sie werden solche corps- oder wenigstens divisionsweise einsenden.

Diejenigen Bundesglieder, welche zusammen eine Division bilden, werden sich unter einander über die Art der *Musterung* einverstehen, und, drey Monate nach Annahme der näheren Bestimmungen, ihre Anzeigen hierüber an die Bundesversammlung machen.

V. Abschnitt.

Mobilmachung des Bundesheeres.

§. 35. Der Bund wird beschliessen, ob von jedem Bundesstaate nur ein Theil des Contingents oder das Ganze zu stellen sey.

§. 36. Wenn das Bundesheer ausrückt, wird von dem Oberfeldherrn für alle Contingente ein gemeinschaftliches *Erkennungszeichen* vorgeschrieben.

§. 37. In Hinsicht der *Bewaffnung*, dann des Calibers der Gewehre und des Geschützes, soll in jedem Armeecorps eine solche Uebereinstimmung statt finden, dass die Munition der Artillerie, und vorzüglich jene der Feuergewehre, gegenseitig gebraucht werden könne.

§. 38. Was zur ersten Ausrüstung an *Munition* für die Feldgeschütze erforderlich ist, zeigt die Beylage 11.

Von diesem Munitionsbedarf werden zwey Drittheile dem Heere mit eigener Bespannung nachgeführt, das letzte Drittheil aber in Depots zur Abführung bereit gehalten, jedoch ohne Verbindlichkeit zu eigener Bespannung.

Diese Depots dürfen nicht über 24 Meilen von der ersten Aufstellung des Bundesheeres entfernt seyn.

Der Munitionsbedarf für den Belagerungspark ist aus der Tabelle 2. ersichtlich.

§. 39. Das *ärztliche Personal* für die Linie muss bey allen Contingenten unausgesetzt complet erhal-

On laisse à la disposition des Etats dont les contingens forment un ou plusieurs corps d'armée de dresser leurs tableaux d'après les institutions existantes chez eux. 1821

Le tableau Nr. 10. présente le modèle d'un exposé qu'ont adopté, de concert, les Etats réunis pour former des corps d'armée composés. Ils en enverront un, ou par corps, ou du moins par division.

Les membres de la confédération, qui forment ensemble une division, se concerteront sur un mode de revue, et trois mois après qu'ils seront convenus des dernières dispositions à cet égard, ils en donneront connoissance à la diète.

V. Section.

Mobilisation de l'armée fédérale.

§. 35. *La confédération décidera si chaque Etat doit mettre sur pied son contingent en entier ou en partie.*

§. 36. *Lorsque l'armée de la confédération sera en marche, le général en chef prescrira, pour tous les contingens, une marche qui leur sera commune.*

§. 37. *Pour ce qui concerne l'armement, le calibre des fusils et de l'artillerie, on s'accordera dans chaque corps d'armée de manière qu'on puisse employer réciproquement les munitions de l'artillerie, et particulièrement celles des fusils.*

§. 38. *Le supplément N. 11. indique ce qui est nécessaire pour le premier équipement en munitions d'artillerie.*

Les deux tiers de ces munitions seront transportés à l'armée aux frais des Etats qui les fournissent: le troisième tiers sera tenu en dépôt et prêt à être conduit à l'armée, mais sans l'obligation d'avoir leurs propres attelages pour le transport. Ces dépôts ne seront pas à plus de 24 milles de distance de l'endroit où aura lieu la première réunion de l'armée fédérale. Le tableau Nr. 12. fait connoître l'état des munitions nécessaires pour le parc de siége.

§. 39. *Le personnel des officiers de santé pour la troupe de ligne doit être tenu constamment au com-*

1821 ten, nächstdem aber, im Falle des Krieges, auf den zehnten bis zwölften Theil der Stärke des Bundesheeres ein hinlängliches ärztliches und Hospital-Personal aufgenommen werden.

§. 40. Die Vorräthe an Arzneyen, Verband-Requisiten und Spital-Bedürfnissen sind auf den zehnten bis zwölften Theil der Stärke eines jeden Corps zu berechnen, und es muss hierbey die Hälfte für bewegliche Spitäler in Anschlag gebracht werden.

Ein eigenes Sanitäts-Reglement enthält übrigens auch über diese höchst wichtigen Gegenstände besondere und genaue Bestimmungen.

§. 41. Bey jedem Armeecorps sollen so viele *Backöfen* mitgeführt werden, dass in 24 Stunden für den vierten Theil der Mannschaft Brod gebacken werden kann.

Das Bäckerpersonal, welches militärisch organisirt, und bewaffnet werden soll, um nöthigenfalls für die Vertheidigung der Magazine verwendet werden zu können, muss so berechnet werden, dass auf jedes Tausend Mann vier Bäcker, mit Einschluss der Oberbäcker, kommen.

§. 42. Die *Transportmittel* müssen bey jedem Armeecorps dergestalt eingerichtet seyn, dass die Naturalverpflegung für die Mannschaft wenigstens auf vier Tage mitgeführt werden könne.

§. 43. In Hinsicht der *Waffenübungen* und des *Dienstreglements* sollen, wenigstens in der Hauptsache, bey jedem Armeecorps gleiche Grundsätze beobachtet werden.

§. 44. Unter den Officieren der verschiedenen Bundesstaaten bey Zusammenziehung der Contingente und im gemeinschaftlichen Dienste entscheiden über den *Rang* der Militärgrad und das Dienstalter.

Um jedoch in dieser Beziehung allen Inconvenienzen bey Vereinigung verschiedener Abtheilungen vorzubeugen, wird als Regel festgesetzt: dass nur

für eine Division ein General- oder Feldmarschall-Lieutenant;

für eine Brigade ein Generalmajor oder General-Feldwachtmeister;

für ein Infanterie-Regiment von 2 bis 3 Bataillons,

plet dans tous les contingens; mais en outre, en cas de guerre, on doit tenir sur pied un nombre d'officiers de santé et d'employés aux hôpitaux militaires, qui égale un 10me ou un 12me du nombre de l'armée fédérale. 1821

§. 40. *Les provisions en remèdes, objets de pansement et autres, nécessaires aux hôpitaux, doivent être calculés pour un 10me ou un 12me du nombre d'hommes de chaque corps; et l'on en destinera la moitié aux hôpitaux ambulans. Un règlement sanitaire particulier contient des dispositions spéciales et précises sur ces objets importans.*

§. 41. *Chaque corps d'armée aura un nombre de fours assez considérable, pour qu'en 24 heures on puisse cuire du pain pour le quart du nombre d'hommes dont le corps est composé. Le personnel de ces boulangeries, qui sera organisé militairement et armé, pour pouvoir en cas de besoin, être employé à la défense des magasins, doit être calculé de manière qu'il y ait quatre boulangers par 1000 hommes, y compris le boulanger en chef.*

§. 42. *Les moyens de transport doivent être organisés, pour chaque corps d'armée, de manière que les provisions nécessaires pour l'entretien des hommes puissent suivre le corps au moins en 4 jours de marche.*

§. 43. *On suivra dans chaque corps d'armée, les mêmes principes relativement aux exercices et au règlement du service, du moins pour les points essentiels.*

§. 44. *Le grade militaire et le temps de service décident du rang entre les officiers des différens Etats, lors de la réunion des contingens et dans le service fait en commun. Cependant pour obvier, sous ce rapport, à toutes les difficultés qui pourroient avoir lieu lors de la réunion des différentes parties de l'armée; on établit pour règle qu'il sera nommé, en qualité de commandant, seulement pour une division, un général ou feld-maréchal-lieutenant; pour une brigade, un général-major ou quartier-maître-général (feldwachtmeister); pour*

1821 für ein Cavallerie-Regiment von 4 bis 8 Escadrons, dann
für 6 Batterien, ein Oberst;
für ein Infanterie-Bataillon von 4 bis 6 Compagnien,
für eine Cavallerie-Division von 2 Escadrons, dann
für 2 Batterien ein Oberstlieutenant oder Major;
für eine Compagnie oder Schwadron, und
für eine Batterie von 6 bis 8 Geschützen ein Hauptmann oder Oberlieutenant, als Commandant zu ernennen ist.

Uebrigens bleibt es den Staaten unbenommen, ihren Officieren im eigenen Kontingent einen beliebigen Dienstgrad zu ertheilen; bey Zusammenfassung verschiedener Abtheilungen wird jedoch nicht auf diesen, sondern nur auf jenen Rücksicht genommen, der ihnen zufolge obiger Bestimmung nach der Abtheilung, welcher sie vorstehen, zukömmt.

VI. Abschnitt.

Oberfeldherr.

§. 45. Der *Oberfeldherr* wird jedesmal, wenn die Aufstellung des Kriegsheeres beschlossen wird, von dem Bunde in der engeren Versammlung erwählt.

Diese Stelle hört mit der Auflösung des Bundesheeres wieder auf.

§. 46. In Fällen, wo man nur einen Theil des Bundesheeres zusammenzuziehen für nöthig erachtet, bleibt es der Beschlussnahme der Bundesversammlung vorbehalten, wegen des Oberbefehls besondere Verfügung zu treffen.

§. 47. Der Oberfeldherr verhält sich zum Bunde, wie jeder commandirende General zu seinem Souverain; die Bundesversammlung ist daher seine einzige *Behörde*, welche mit ihm durch einen aus ihr gewählten Ausschuss in Verbindung steht.

§. 48. Der Oberfeldherr wird von der Bundesversammlung in Eid und Pflicht des Bundes genommen; er erhält von derselben allein Vollmachten und Befehle, auch in besonderen Fällen specielle Instructionen; er erstattet an dieselbe seine Berichte unmittelbar.

§. 49. Wenn der Oberfeldherr in Eid und Pflicht genommen ist, und seine allgemeine Instruction von

un régiment d'infanterie, de 2 à 3 bataillons, pour un régiment de cavalerie, de 4 à 8 escadrons, et pour 6 batteries, un colonel; pour un bataillon d'infanterie de 4 à 6 compagnies, pour une division de cavalerie de 2 escadrons, et pour 2 batteries, un lieutenant-colonel ou un major; pour une compagnie ou un escadron, et pour une batterie de 6 à 8 pièces, un capitaine ou un premier lieutenant. 1821

Du reste, il sera laissé à la disposition des Etats de la confédération de donner aux officiers de leur propre contingent le grade qu'ils jugeront à propos. Cependant, lors de la réunion de différentes parties d'armée, on n'aura point égard à ce dernier grade, mais seulement à celui qui leur est attribué, par les dispositions ci-dessus, d'après la partie d'armée qu'ils commandent.

VI. Section.

Le général en chef.

§. 45. *Lorsque la mise sur pied de l'armée de la confédération sera resolue, le généralissime sera choisi par la diète dans l'assemblée ordinaire. Cette charge cessera d'exister dès que l'armée de la confédération sera dissoute.*

§. 46. *Dans le cas où l'on ne jugeroit nécessaire de rassembler qu'une partie de l'armée de la confédération; c'est à la diète à prendre des dispositions particulières relativement au commandant en chef.*

§. 47. *Le généralissime a avec la confédération les mêmes rapports que tout général commandant avec son souverain; en conséquence la diète est la seule autorité qui soit en relation avec lui par le canal d'un comité choisi dans son sein.*

§. 48. *Le généralissime prêtera serment à la diète, c'est d'elle seule qu'il recevra des pleins pouvoirs et des ordres, et aussi dans certains cas particuliers des instructions spéciales; il lui adressera immédiatement ses rapports.*

§. 49. *Lorsque le généralissime a prêté serment, et reçu les instructions générales de la diète; c'est*

1821 der Bundesversammlung erhalten hat; so bleibt es ihm allein überlassen, den *Operationsplan* nach seiner Ansicht zu entwerfen, auszuführen und abzuändern, wie es die Umstände fordern.

Er ist durchaus nicht verbunden, diesen Plan vor der Ausführung irgend jemand mitzutheilen, und es soll lediglich von seinem besondern Vertrauen abhängen, wenn er die Hauptzüge desselben mit einem oder mehreren Generalen besprechen und berathen will.

§. 50. Erst dann, wenn er nach getroffenen Einleitungen zur wirklichen Ausführung geschritten seyn wird, ist er verpflichtet, der Bundesversammlung die Umrisse seines Operationsplans vorzulegen.

Er muss jedoch denselben auf das umständlichste schriftlich aufsetzen, damit für alle Zufälle, die ihn persönlich treffen können, so vorgesorgt sey, dass sein Nachfolger das Ganze vollständig einsehen und folgerecht verfahren könne.

§. 51. Ausser dem Oberfeldherrn wird von der Bundesversammlung auch ein *Generallieutenant* des Bundes gewählt. Diesem gebührt in allen Fällen, welche eine Stellvertretung im Obercommando des Heeres fordern, die zeitliche Verwesung der Oberfeldherrn-Stelle, mit ganz gleichen Rechten, wie die des Oberfeldherrn.

Sobald der bisherige Oberfeldherr das Obercommando wieder übernimmt, oder ein neugewählter in dasselbe eintritt, kehrt der Generallieutenant des Bundes in sein früheres Verhältniss zurück.

§. 52. Als Generallieutenant des Bundes soll einer der Corpscommandanten gewählt werden, welcher jedoch, so lange nicht der Fall der Stellvertretung oder der Einberufung von Seiten des Oberfeldherrn statt findet, ohne Vorrecht vor den übrigen Corpscommandanten bey seinem Corps verbleibt.

§. 53. Der Oberfeldherr hat die Befugniss, wegen *Einstellung der Feindseligkeiten* Uebereinkünfte abzuschliessen, wenn dadurch grosse Vortheile zu erreichen sind, oder Gefahr auf dem Verzuge haftet. Er soll jedoch förmliche allgemeine Waffenstillstands-Verträge nur unter vorbehaltener Genehmigung des Bundes abschliessen können.

§. 54. Der Oberfeldherr kann über die Aufstellung, Bewegung und Verwendung der ihm anver-

à lui seul à former son plan d'operation d'après ses lumières, à l'exécuter et à y faire des changemens suivant les circonstances. Il n'est tenu en aucune manière à communiquer ce plan à personne avant l'Exécution, et s'il veut en faire connoître les principaux élémens à un ou plusieurs généraux, pour en délibérer avec eux; c'est un acte de confiance particulière, parfaitement libre de sa part. 1821

§. 50. *Ce n'est que lorsqu'après les opérations préliminaires, il commencera à l'exécuter, qu'il sera tenu de présenter à la diète une esquisse de son plan d'opération. Il doit néanmoins l'exposer par écrit dans le plus grand détail, afin que dans tous les cas d'événemens qui peuvent lui arriver personnellement, il soit pourvû à ce que son successeur puisse connoître à fond l'ensemble de ce plan, et agir en conséquence.*

§. 51. *Outre le généralissime, la diète choisira aussi un lieutenant-général de la confédération; c'est cet officier qui dans tous les cas qui exigent que le commandant en chef de l'armée soit remplacé, doit en remplir temporairement les fonctions, avec les droits parfaitement égaux à ceux du général en chef; aussitôt que le généralissime reprend le commandement général, ou qu'il est remplacé par un autre nouvellement élû, le lieutenant-général de la confédération rentre dans ses anciens rapports.*

§. 52. *On choisira pour lieutenant-général de la confédération un des commandans de corps, lequel néanmoins, aussi longtems qu'il n'y a pas lieu, à remplacer le général en chef ou qu'il n'est point appellé auprès de lui, reste dans le corps qu'il commande, sans aucune prérogative sur les autres commandans de corps.*

§. 53. *Le généralissime est autorisé à conclure des conventions pour la suspension des hostilités, s'il peut en resulter de grands avantages, ou s'il y a du danger à differer. Cependant il ne peut conclure de convention générale d'armistice, que sous la reserve de l'approbation de la diète.*

§. 54. *Le généralissime peut régler comme il le juge à propos la mise sur pied, la mobilisation et*

1821 trauten Streitkräfte, auch die allenfalls nöthigen zeitlichen *Detachirungen*, nach seinem Ermessen verfügen, jedoch mit Beobachtung der festgesetzten Heereseintheilung, die er nie abändern darf, und der Beysammenhaltung der von Einem Staate gestellten Corps, in Fällen, wo diese ohne Nachtheil berücksichtigt werden kann.

Alle Detachirungen und solche Maasregeln, welche in die organischen Corpsverhältnisse eingreifen, können nur so lange dauern, als es militärische Rücksichten erfordern, und kein Corps darf hierdurch bis zu dem Grade geschwächt werden, dass es nicht mehr als selbstständiger Körper bestehen könnte.

§. 55. Zu dem als Reserve aufzustellenden Armeecorps stossen besonders zu bildende *Cavallerie-* und *Artillerie-Massen*, zu deren Bildung alle Armeecorps des Bundesheeres nach dem Verhältnisse ihrer Cavallerie und Artillerie beytragen.

Der Oberfeldherr kann zu diesem Behufe von jedem der ungemischten Armeecorps bis zu einem Fünftel, und von jedem gemischten Corps bis zu einem Sechstel der Cavallerie, ferner von jedem Armeecorps bis zu einer Batterie von acht Stücken Geschützes beordern.

Wenn durch vom Bunde genehmigte Einrichtungen, die Zahl der Reiterey eines Corps sich gegen den matrikularmässigen Betrag mindert; so wird die Zahl, um welche sie vermindert wird, an dem Quantum abgezogen, welches detachirt werden kann.

§. 56. Obige Bestimmung eines Maximums soll den Oberfeldherrn nicht hindern, für den Tag einer Schlacht die Reserve durch Infanterie, Cavallerie und Artillerie einzelner Corps nach seiner Einsicht in so weit zu verstärken, als es die Schlagfertigkeit der einzelnen Corps gestattet.

§. 57. Der Oberfeldherr hat das Recht, die Befehlshaber der aus den verschiedenen Corps herauszuziehenden Cavallerie- und Artillerie-Massen aus den Generalen des Bundesheeres nach seinem Ermessen zu ernennen.

§. 58. Wenn schon die innere Einrichtung der Contingente, nach ihrem Ausrücken, auch im Kriege den einzelnen Bundesstaaten überlassen bleibt; so ist doch der Oberfeldherr befugt, die Mannschaft so-

l'emploi des forces qui lui sont confiées; il peut aussi 1821
en cas de besoin détacher temporairement des corps; mais en observant néanmoins la division établie, pour l'armée, qu'il ne lui est jamais permis de changer, et en conservant réunis les corps mis sur pied par un état, dans le cas où l'on peut avoir égard sans inconvenient à cette réunion. Toutes les séparations de détachement, et les mesures qui changent les rapports d'organisation des corps, ne peuvent durer qu'aussi longtems que des considérations militaires l'exigent, et aucun corps ne doit jamais être affoibli par-là, au point qu'il ne puisse plus former un corps séparé.

§. 55. *C'est au corps de réserve de l'armée que l'on joindra particulièrement les masses de cavalerie et d'artillerie que l'on doit former, et aux quelles tous les corps d'armée de la confédération doivent contribuer, suivant la proportion de leur artillerie et de leur cavalerie. Le généralissime peut à cette fin prendre de chaque corps d'armée simple jusqu'à un cinquième, et de chaque corps mixte ou composé jusqu'à un sixième de cavalerie; et en outre, de chaque corps d'armée, une batterie sur huit pièces d'artillerie. Si par des arrangemens approuvés par la confédération, le nombre de la cavalerie d'un corps est diminué comparativement à celui qui est fixé par la matricule, le nombre dont il est diminué sera soustrait sur la quantité qui peut être détachée.*

§. 56. *La disposition ci-dessus d'un maximum n'empêchera pas le généralissime de renforcer, suivant ses vues pour un jour de bataille, la reserve par l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie des corps séparés, autant que cela est possible d'après l'état de ces differens corps.*

§. 57. *Le généralissime a le droit de nommer à son choix, parmi les généraux de l'armée de la confédération les commandans des masses d'artillerie et de cavalerie qui seront tirés des differens corps.*

§. 58. *Quoique l'organisation intérieure des contingens lorsqu'ils sont en mouvement, soit laissée même pendant la guerre, à la disposition des differens états de la confédération; le généralissime est*

1821 wohl, als das Materielle der verschiedenen Contingente zu *mustern*, zu Hebung allenfallsiger Mängel, welche auf die Schlagfertigkeit Einfluss nehmen können, sich an die betreffende Regierung zu wenden, und, wenn er es für nöthig hält, auch desswegen Anträge bey der Bundesversammlung zu machen, welche ohne Verzug, mit Anwendung der über die Kriegsverfassung aufgestellten Grundsätze, darüber einen Beschluss fassen und für dessen Ausführung Sorge tragen wird.

§. 59. Die Bestimmung der Militärstrassen, die Anlage von Hospitälern und Magazinen, so wie die Bezeichnung der Verpflegsbezirke der Corps, und überhaupt aller Maassregeln zur Sicherstellung der Armeebedürfnisse und der Wohlfahrt des Heeres, sind dem Oberfeldherrn, mit Beachtung der Eigenthumsrechte, und unter dem nöthigen Benehmen mit den Landescommissarien, lediglich zu überlassen.

§. 60. Der Oberfeldherr kann die Individuen, welche sich *auszeichnen*, ihren Landesherren zur Belohnung empfehlen.

§. 61. Um in den Felddienst des Bundesheeres die nöthige Uebereinstimmung zu bringen, hat der Oberfeldherr das Recht, darüber Bestimmungen durch *Armeebefehle* zu erlassen, so weit solche für das Allgemeine nothwendig sind, und nicht in die innere Einrichtung der Corps eingreifen.

§. 62. Damit den Bundesstaaten über die gleichmässige Behandlung aller Theile des Bundesheeres volle Beruhigung verschafft werde; so wird aus dem Generalstabe derselben für jedes Armeecorps *ein höherer Officier* in das Hauptquartier abgesendet, dem bey dem Oberfeldherrn und allen übrigen Chefs freyer Zutritt gebührt, um mit demselben über die Angelegenheiten des Corps sich zu benehmen und dessen Interesse zu vertreten.

§. 63. Bey den combinirten Corps kann diesem höheren Officiere noch ein anderer von niedrigerem Range von jeder Division beygegeben werden, um die einzelnen Divisionen in demselben Corps zu vertreten.

§. 64. Diese höheren Officiere sind die Organe zwischen dem Oberfeldherrn und den einzelnen Regierungen sowohl, als den betreffenden Corps.

autoriser à passer en revue tant les hommes que le matériel des differens contingens, à s'adresser aux gouvernemens respectifs pour faire cesser les besoins que les contingens pourroient éprouver, et qui les empêcheroient d'être prêts à se battre et même à faire, s'il le juge nécessaire, des propositions sur cet objet à la diète, qui en faisant l'application des principes de la constitution militaire, rendra sans delai une résolution à cet égard et aura soin qu'elle soit exécutée. 1821

§. 59. *La détermination des routes militaires, l'établissement des hopitaux et des magasins, la désignation des arrondissemens pour l'entretien des corps, et en général, toutes les mesures à l'effet de pourvoir aux besoins de l'armée, et d'assurer son bien-être, sont abandonnés uniquement au généralissime, à condition qu'il ait égard au droit de la propriété et qu'il se concerte d'autant qu'il est nécessaire avec les commissaires du pays.*

§. 60. *Le généralissime peut recommander les individus qui se distinguent à leurs souverains respectifs, pour qu'ils en soient récompensés.*

§. 61. *Afin de mettre l'accord nécessaire dans le service militaire de l'armée de la confédération, le généralissime a le droit de régler les dispositions sur cet objet par des ordres du jour de l'armée, autant qu'elles sont nécessaires pour le bien de l'ensemble, et qu'elles ne changent rien à l'organisation intérieure des corps.*

§. 62. *Afin qu'on puisse tranquiliser parfaitement les Etats confédérés sur la manière uniforme de traiter toutes les parties de l'armée de la confédération, on enverra de l'état major au quartier général, pour chaque corps d'armée, un officier supérieur qui aura libre accès auprès du généralissime et de tous les autres chefs pour se concerter avec eux sur les affaires du corps, et soigner ses intérêts.*

§. 63. *Pour les corps combinés on pourra adjoindre à cet officier supérieur un autre officier d'un grade inférieur, pris dans chaque division, pour représenter les differentes divisions dans le même corps.*

§. 64. *Ces officiers supérieurs sont les organes de communication entre le généralissime et les differens gouvernemens, ainsi que les corps pour lesquels*

1821 Dem Oberfeldherrn ist es jedoch in besonderen Fällen, wo er es räthlich findet, frey gestellt, sich unmittelbar an die Regierungen zu wenden, und, wie es sich von selbst versteht, alle Ausfertigungen, welche auf die Operationen Bezug haben, durch die ihm untergebenen Stellen, eben so an die Corps zu erlassen.

§. 65. Der Bundesfeldherr kann nicht zugleich Befehlshaber irgend einer Heeresabtheilung seyn.

Ueberhaupt kann kein General zugleich das unmittelbare Commando über eine höhere und eine niedere Abtheilung führen.

Mit dem Antritt eines jeden höheren Wirkungskreises wird der niedere an den nächstfolgenden im Range in derselben Heeresabtheilung in der Zwischenzeit abgetreten.

§. 66. So wie der Oberfeldherr mit ausgedehnter Vollmacht, durch nichts beengt, mit Kraft und Nachdruck seine Beschlüsse verfolgen kann, so ist er auch für fehlerhafte Entwürfe oder Irrthümer in grossen Combinationen dem Bunde persönlich *verantwortlich*.

Der Bund kann ihn einem Kriegsgerichte unterwerfen, welches aus

- Einem Feldmarschall, General der Infanterie oder Cavallerie, als Präsidenten, von der Bundesversammlung gewählt;
- zwey Feldzeugmeistern oder Generalen der Infanterie oder Cavallerie,
- zwey Generallieutenants,
- zwey Generalmajors,

  } aus dem Bundesheere dazu commandirt;
- Einem Generalauditor, von dem Staate des Oberfeldherrn;
- Einem Defensor, von dem Oberfeldherrn selbst gewählt,

bestehen soll, und, nach Untersuchung des Thatbestandes, ihn nach dem Gesetzbuche desjenigen Staates, zu dem er gehört, zu richten hat.

Von den als Beysitzer zu diesem Kriegsgerichte bestimmten sechs Generalen ist Einer von Oesterreich, Einer von Preussen, Einer von Baiern und Einer von jedem der drey gemischten Armeecorps zu commandiren.

Die Commandirung geschieht auf Einladung der Bundesversammlung an die betreffendesden Staaten.

ils sont envoyés. Il est libre néanmoins au généralissime, dans des cas particuliers, où il le juge à propos, de s'adresser immédiatement aux gouvernements, et d'envoyer comme cela s'entend de soi même aux corps toutes les dépêches, qui ont rapport aux opérations par les officiers qui lui sont subordonnés. 1821

§. 65. *Le généralissime ne peut pas être en même temps commandant d'une division quelconque de l'armée; en général aucun officier ne peut commander immédiatement une division supérieure, et une inferieure. Lorsqu'un officier est promu à une sphère d'opérations plus élevée, celle qu'il quitte passe à celui dont le grade suit immédiatement dans la même division de l'armée.*

§. 66. *De même que le généralissime muni de pleins-pouvoirs étendus, que rien ne restreint, peut poursuivre ses plans avec force et énergie, de même il est responsable personnellement à la confédération pour les plans défectueux, ou les erreurs qu'il peut commettre dans les grandes combinaisons. La confédération peut le traduire devant un conseil de guerre, composé d'un feldmaréchal, général d'infanterie ou cavalerie, comme président, choisi par la diète, deux lieutenants généraux, deux généraux majors pris dans l'armée de la confédération, et commandés à cet effet, un auditeur général du gouvernement du généralissime, un défenseur choisi par le généralissime lui-même. Ce conseil après avoir examiné le fait, prononcera d'après le code de l'état, dont le généralissime dépend. Sur les six généraux destinés à faire partie comme assesseurs de ce tribunal, et commandés à cet effet; il y aura un Autrichien, un Prussien, un Bavarois, et un de chacun de trois corps mixtes. Ils seront commandés sur une invitation adressée par la diète à leurs gouvernemens respectifs.*

1821

VII. Abschnitt.

Corpscommandanten.

§. 67. Die Befehlshaber der *ungemischten Corps* erhalten diejenigen Rechte, welche der Souverain, dessen Corps sie befehligen, in Uebereinstimmung mit den angenommenen Grundsätzen der Bundes-Kriegsverfassung, ihnen zu ertheilen für gut findet.

Was aber die Befehlshaber der *zusammengesetzten* Corps betrifft; so treten dabey folgende Grundsätze in Anwendung (§. 68 bis 75).

§. 68. Die *zusammengesetzten Armeecorps* werden jedes von einem General befehligt, der aus denjenigen Staaten oder den Truppen derselben; deren Contingente das Armeecorps bilden, genommen werden soll.

§. 69. Die Corpscommandanten können zwar die *Eintheilung* ihrer Armeecorps nicht ändern; allein sie sind befugt, zum Behufe der ihnen übertragenen Operationen alle augenblicklichen Detachirungen vorzunehmen, welche der Dienst erfordert.

Die Bestimmung, welche Truppen sowohl zu diesen, als zu den von dem Oberfeldherrn verfügten Entsendungen verwendet werden sollen, bleibt den Corpscommandanten überlassen.

Der Oberfeldherr kann nur ausnahmsweise in besonderen und dringenden Fällen direct darüber verfügen. Er hat jedoch den betreffenden Corpscommandanten, gleichzeitig davon in Kenntniss zu setzen, und solche Detachirungen nicht contingentweise, sondern nach den bestehenden Unterabtheilungen der Corps in Divisionen, Brigaden, Regimenter u. s. w. zu verfügen.

§. 70. Die Corpscommandanten haben im Dienste der einzelnen Contingente *eine verhältnissmässige Gleichheit* unter diesen zu beobachten.

§. 71. Die Corpscommandanten haben das Recht, die unter ihren Befehlen stehenden Corps sowohl in Beziehung auf die Mannschaft, als auf das Materiell eben so zu *mustern*, wie der Oberfeldherr.

§. 72. Zur Erhaltung der inneren Ordnung können sie die ihnen zu Gebote stehenden *polizeylichen Mittel* verwenden, und alle ihre Untergebenen wegen militärischer Vergehen in Arrest nehmen und provisorisch suspendiren.

VII. Section. 1821

Les Commandans des Corps.

§. 67. *Les commandans des corps non mixtes ont les droits, que le souverain dont ils commandent le corps, juge à propos de leur accorder, en se conformant aux principes reçus de la constitution militaire de la confédération. Quant aux commandans des corps composés, voici les principes qui seront suivis à cet égard.*

§. 68. *Les corps d'armée composés seront commandés chacun par un général qui doit être pris dans les Etats ou les troupes des Etats, dont les contingens forment le corps d'armée.*

§. 69. *Les commandans des corps ne peuvent changer la division de leur corps d'armée; mais ils sont autorisés, pour faciliter les opérations qui leur sont confiées, à faire des détachemens temporaires quand le service l'exige, la disposition des troupes, soit dans ces détachemens, soit dans ceux ordonnés par le général en chef, est abandonnée aux commandans des corps; ce n'est que par exception dans des cas particuliers et urgens que le généralissime peut en disposer directement. Il doit néanmoins en donner connoissance en même temps aux commandans de corps que cela concerne, et ordonner les détachemens, non en forme de contingent, mais suivant les sous-divisions des corps en divisions, brigades, régimens etc.*

§. 70. *Les commandans de corps doivent, dans le service des differens contingens observer une égalité proportionelle entre ceux-ci.*

§. 71. *Les commandans de corps ont le droit de passer, comme le généralissime, en revue des corps qui sont sous leurs ordres, tant pour le matériel, que pour le personnel.*

§. 72. *Afin de maintenir l'ordre dans les corps, ils peuvent employer tous les moyens de police qui sont à leur disposition, et mettre aux arrêts ou suspendre provisoirement pour délits militaires tous leurs subordonnés. Mais toute enquête ou sentence*

1821 Jede Untersuchung und Aburtheilung muss aber den betreffenden Militärgerichten überlassen und dem Corpscommandanten die Abschrift aller Urtheilsprüche über diejenigen Vergehen mitgetheilt werden, deren Untersuchung er veranlasst hat.

§. 73. Den Corpscommandanten steht das Recht zu, Individuen, welche sich *besonders auszeichnen*, dem Oberfeldherrn und den betreffenden Regierungen zu empfehlen.

§. 74. Die Corpscommandanten haben das Recht, sich den Chef ihres *Generalstabes*, ihren Generaladjutanten und eine hinlängliche Anzahl Officiere des Generalstabes unter den Officieren derjenigen verschiedenen Staaten auszuwählen, deren Contingente das Corps bilden, und sich diese von den betreffenden Regierungen zu erbitten.

Die Beamten der Verwaltungszweige und übrigen Anstalten werden von denjenigen Staaten gewählt, deren Contingente zusammen das Armeecorps bilden.

§. 75. Die an den combinirten Corps und Divisionen theilhabenden Staaten werden sich unter einander sowohl über die Art und Weise der Wahl der Corps- und Divisions-Commandanten, als auch über die Einrichtung des Generalstabes und der übrigen Verwaltungszweige vereinigen, und diese Uebereinkunft, drey Monate nach Annahme der zweyten Abtheilung der "näheren Bestimmungen", der Bundesversammlung anzeigen.

Da, wo sie sich nicht vereinigen können, wird die Bundesversammlung vermittelnd einwirken und nöthigenfalls entscheiden.

§. 76. Wenn der Befehlshaber eines gemischten oder ungemischten Armeecorps sich durch den Oberfeldherrn in Rechten des Corps oder der dasselbe bildenden Contingente, die er zu vertreten hat, verletzt glaubt; so hat er davon die Anzeige an die Regierung des betreffenden Bundesstaates zu machen, welche sodann seine *Beschwerde* der Bundesversammlung vorlegen kann.

§. 77. Glaubt ein Corpscommandant aber, dass ihm in seinen persönlichen Rechten zu nahe getreten worden; so kann er eine unparteyische *Untersuchung* fordern. Ist die Veranlassung von der Art,

doit être abandonnée aux tribunaux militaires compétens; et il sera remis au commandant de corps une copie de toutes les sentences rendues sur les délits pour lesquels il a demandé une enquête. 1821

§. 73. *Les commandans des corps ont le droit de recommander les individus qui se distinguent particulièrement au généralissime et aux gouvernemens dont ils dépendent.*

§. 74. *Les commandans des corps ont le droit de choisir le chef de leur état-major général, leur adjudant général, et un nombre suffisant d'officiers de l'état-major parmi les officiers des differens Etats dont les contingens forment le corps, et de les demander aux gouvernemens dont ils dépendent. Les employés des branches d'administration et des autres établissemens sont choisis par les Etats, dont les contingens forment ensemble le corps d'armée.*

§. 75. *Les Etats qui concourent à former les corps combinés, et les divisions se concerteront entre eux, soit sur le mode du choix des commandans de corps et de division soit sur la formation de l'état-major général et des autres branches d'administration, et ils donneront connoissance à la diète de cet arrangement, trois mois après l'adoption de la 2 division des dispositions spéciales. Dans le cas, ou ils ne pourroient pas s'accorder, la diète interviendra, et décidera en cas de besoin.*

§. 76. *Si le commandant d'un corps d'armée mixte au non se croit lésé par le généralissime dans les droits du corps, ou des contingens qui le forment, et dont il a les intérêts à défendre, il doit en donner connoissance au gouvernement de l'Etat que cela concerne, qui alors pourra porter ses griefs à la diète.*

§. 77. *Mais si un commandant de corps croit qu'il a été lésé dans ses droits personnels, il peut demander une enquête impartiale; si le cas est de telle nature que des commandans de corps croient*

1821 dass Corpscommandanten durch Eingriffe des Oberfeldherrn in ihre Rechte oder durch sonstige Willkührlichkeiten gegründete Beschwerden zu haben glauben, und deshalb eine Untersuchung gegen den Oberfeldherrn fordern; so sind die Corpscommandanten berechtigt, sich auf dem Dienstwege durch den Oberfeldherrn von der Bundesversammlung ein Kriegsgericht zu erbitten.

Diese wird sodann drey Bundesstaaten wählen, welche zu dem niederzusetzenden Kriegsgerichte — ähnlich jenem für den Oberfeldherrn bestimmten — die nöthigen Officiere nebst dem Auditor zu commandiren haben.

Alle andern Untersuchungen, welche die Corpscommandanten, etwa durch Beschwerde gegen einander oder gegen ihre Untergebenen veranlasst, wünschen sollten, können nur bey dem Oberfeldherrn im gewöhnlichen Dienstwege nachgesucht und von ihm die diesfallsigen Kriegsgerichte angeordnet werden.

§. 78. Die Verhältnisse der Befehlshaber *der zusammengesetzten Divisionen und Brigaden* sind in ihrem Wirkungskreise denen der Corpscommandanten analog.

VIII. Abschnitt.

Bildung des Hauptquartiers.

§. 79. Die Geschäfte des Hauptquartiers zerfallen in zwey Hauptabtheilungen:

in die Leitung des Heeres im Allgemeinen, und in die Leitung besonderer Zweige.

Die *erste* enthält:

1) die Leitung der Operationen und Bewegungen,
2) die Evidenthaltung und Ergänzung des Standes, den inneren Dienst,
3) die ökonomische Leitung, die Pflege und Wartung des Heeres.

Die *zweyte:*

1) die Artilleriedirection,
2) die Geniedirection,
3) die Heerespolizey.

§. 80. Die Geschäfte der ersten Abtheilung führen der Generalquartiermeister, der dirigirende Generaladjutant, der Generalintendant; die der zweyten, der General-Genie-, der General-Artillerie-Director

avoir des sujets fondés de plainte par l'empiètement du généralissime sur leurs droits, ou par tout autre procédé arbitraire, et qui reclame, par cette raison une enquête contre le généralissime, les commandans de corps sont autorisés, à faire demander à la diète, par le généralissime un conseil de guerre en suivant les voies ordinaires du service. La diète choisira alors trois Etats de la confédération, qui commanderont pour former ce conseil, les officiers nécessaires ainsi que l'auditeur, de même que pour le conseil de guerre destiné pour le généralissime. Toutes les autres enquêtes que les commandans de corps seroient dans le cas de désirer pour des griefs contre eux ou relativement à leurs subordonnés, ne peuvent être demandées, qu'au généralissime, par les voies ordinaires du service, et il réglera les conseils de guerre qui devront avoir lieu dans ces cas. 1821

§. 78. *Les rapports des commandans de divisions composées et de brigades sont dans leur sphère d'activité, analogues à ceux des commandans de corps.*

VIII. Section.

Formation du quartier-général.

§. 79. *Les affaires du quartier-général sont divisées en deux classes principales, la direction de l'armée du général et celle des differentes branches en particulier. La prémière embrasse 1. la direction des opérations et des mouvemens; 2. le complettement de l'état, et le service intérieur; 3. la direction économique et tout ce qui concerne l'entretien et le soin de l'armée. La deuxième comprend, 1. la direction de l'artillerie; 2. celle du génie; 3. la police de l'armée.*

§. 80. *Les affaires de la prémière classe sont conduites par le quartier-maître général, l'adjudant-général dirigeant, et l'intendant général; celle de la seconde, par le directeur général du gé-*

1821 und der Chef der Heerespolizey — sämmtlich in gleichen Dienstverhältnissen und in Gemäßheit der vom Oberfeldherrn erhaltenen Befehle.

Die Tabelle-Num. 12 bezeichnet den Wirkungskreis der verschiedenen Chefs, das Detail der Eintheilung und die dazu nöthigen Individuen.

§. 81. Der Oberfeldherr hat das Recht, sich den Generalquartiermeister, den dirigirenden Generaladjutanten, den Generalauditor, und den dirigirenden Arzt zu wählen, auch seinen Generalstab selbst zu bestellen.

Der Generallieutenant des Bundes, die Directoren des Artillerie- und Genie-Wesens, der Chef der Heerespolizey, und der Generalintendant, mit den ihm zunächst untergebenen Vorständen der Verwaltungszweige, werden von dem Bunde, welcher auf die Vorschläge des Oberfeldherrn die geeignete Rücksicht nehmen wird, gewählt und in Pflichten genommen.

§. 82. Der Oberfeldherr wird, sobald er den Oberbefehl des Heeres übernommen hat, sämmtliche im Hauptquartier angestellte Officiere und Beamte, welche nicht bereits von der Bundesversammlung selbst vereidet sind, im Namen und aus Auftrag derselben, in Eid und Pflichten des Bundes nehmen.

§. 83. Der Oberfeldherr unterzeichnet alle Befehle, welche an die verschiedenen Zweige und Abtheilungen ausgefertigt werden. Nur ausnahmsweise und in dringenden Fällen können die betreffenden Referenten, jeder in seinem Fache, im Namen des Oberfeldherrn Weisungen unterzeichnen, welche indessen jedesmal an die Corpscommandanten und nie an die denselben untergeordneten Zweige gerichtet seyn müssen.

§. 84. Der Oberfeldherr, welcher für die Dauer des ihm übertragenen Befehls *nur* im Dienste des Bundes steht, bezieht auch nur von diesem seinen Gehalt und alle sonstigen Emolumente. Die übrigen im Hauptquartier und bey der Intendanz angestellten Individuen erhalten zwar ihre gewöhnliche Gage, Besoldung, Löhnung und Naturalverpflegung — nach dem Range, welchen sie im Dienste des Bundesstaates einnehmen, zu welchem sie gehören — von diesen Bundesstaaten. Dagegen aber werden alle übri-

nie, celui de l'artillerie et le chef de la police de l'armée, le tout dans les mêmes rapports de service, et conformement aux ordres reçus du généralissime. 1821

§. 81. *Le généralissime a le droit de choisir le quartier-maître général, l'auditeur général, le médecin dirigeant et son état-major général. Le lieutenant-général de la confédération, les directeurs de l'artillerie et du génie, le chef de la police de l'armée, et l'intendant général, ainsi que tous les chefs de branches d'administration, qui lui sont subordonnés, sont choisis par la diète qui reçoit leur serment, et qui, dans ce choix aura convenablment égard aux propositions du généralissime.*

§. 82. *Le généralissime, aussitôt qu'il aura pris le commandement de l'armée, fera prêter serment au nom et de la part de la diète à tous les officiers et employés du quartier-général qui ne l'auront pas déjà prêté à cette assemblée elle-même.*

§. 83. *Le généralissime signe tous les ordres qui sont expediés aux differentes branches et divisions. Ce n'est que par exception et dans les cas urgens, que les differens rapporteurs pourront, chacun dans sa partie, signer au nom du généralissime des instructions; mais qui doivent chaque fois être adressées aux commandans de corps, et jamais à leurs subordonnés.*

§. 84. *Le généralissime qui, pour la durée des fonctions qui lui sont confiées, n'est qu'au service de la confédération, ne reçoit non plus que d'elle ses honoraires et autres émolumens. Les autres individus, placés au quartier-général et à l'intendance, reçoivent de l'Etat de la confédération, dont ils dépendent, leurs appointemens solde ou gages ordinaires et autres payemens en nature, suivant leur grade au service de cet état. Mais c'est à la caisse militaire à faire face à tous les autres frais, qui resultent de la composition du quartier-général et de*

1821 gen Unkosten, die aus der Zusammensetzung des Hauptquartiers und der Intendanz hervorgehen, aus der Kriegscasse bestritten, nämlich

1) die Tafelgelder und ausserordentlichen Zulagen an Geld und Naturalien für das gesammte Personale des Hauptquartiers und der Intendanz,
2) der Aufwand für die verschiedenen Canzleien jener Zweige und für ihren Transport,
3) die geheimen Auslagen für Kundschaften u. s. w.
4) die Besoldung und Verpflegung aller im Hauptquartier angestellten Individuen, die nicht zu einem oder dem andern Contingente des Bundesheeres gehören.

§. 85. Die einzelnen, von der Bundesversammlung zu ernennenden Chefs, so wie die übrigen Chargen im Hauptquartier, können aus den verschiedenen Bundesstaaten im Sinne des §. 81. der Grundzüge gewählt werden.

Die diesen Individuen in Folge ihrer bundesgemässen Anstellung zukommenden Gebühren und in dem Verpflegsreglement enthalten, gleichwie der Wirkungskreis der letzteren, nämlich der Chargen, im Dienstreglement näher bezeichnet ist.

IX. Abschnitt.

Verpflegung.

§. 86. Sobald die Contingente des Bundesheeres unter die Befehle des Oberfeldherrn treten, geschieht die *Verpflegung* derselben nach den Vorschriften des für das Bundesheer entworfenen Verpflegungsreglements, welches zugleich die Instructionen für die verschiedenen Verpflegsbeamten enthält.

X. Abschnitt.

Gerichtsbarkeit.

§. 87. Die *Gerichtsbarkeit* steht in der Regel den Befehlshabern der Corps, Divisionen, Brigaden und Regimenter zu.

§. 88. Die Bundesstaaten werden die *Grenzen der Gerichtsbarkeit* bestimmen, welche sie den Commandanten ihrer Corps, Divisionen und Contingente übertragen wollen, und hiebey bedacht seyn, die Befugniss in der möglichsten Ausdehnung zu ertheilen.

l'intendance, savoir 1. les frais de tables, les retributions additionnelles extraordinaires en argent et en nature pour tout le personnel du quartier-général et de l'intendance; 2. la dépense pour les differentes chancelleries de cette branche d'administration et leur transport; 3. les dépenses secrètes pour les espions etc.; 4. la solde, et l'entretien de tous les individus placés au quartier-général, qui ne font partie d'aucun contingent de l'armée fédérale. 1821

§. 85. *Les differens chefs qui doivent être nommés par la diète, ainsi que les autres employés au quartier-général peuvent être choisis dans les differens Etats de la confédération, dans le sens de l'article 81. les retributions qui reviendront à ces individus en conséquence de leurs places comme fonctionnaires dans la confédération, sont comprises dans le réglement sur l'entretien de même que la sphère d'activité des derniers, c'est à dire des employés déterminés dans le reglement sur le service.*

IX. Section.
Entretien de l'armée.

§. 86. *Aussitôt que les contingens de l'armée fédérale sont sous les ordres du généralissime; leur entretien a lieu suivant les dispositions du réglement d'entretien établi pour l'armée de la confédération, et qui contient en même temps les instructions nécessaires pour les differens employés qui doivent s'occuper de cet entretien.*

X. Section.
Juridiction.

§. 87. *La juridiction appartient dans la règle aux commandans de corps, divisions, brigades et régimens.*

§. 88. *Les Etats de la confédération détermineront les limites de la juridiction dont ils veulent charger les commandans de leur corps, division, et contingent, et ils auront soin de donner à la compétence la plus grande étendue possible.*

1821 §. 89. Jeder im Hauptquartier angestellte Officier und Civilbeamte eines Bundesstaates, und jedes von den verschiedenen Contingenten demselben zugetheilte Individuum, gehört unter die Gerichtsbarkeit des betreffenden Corps oder der Division.

In Fällen, wo ein gerichtliches Verfahren über ein solches Individuum nothwendig werden sollte, kann der Oberfeldherr nach Befinden durch den Auditor des Hauptquartiers solches über die begangenen Vergehen summarisch instruiren lassen. Dann aber müssen die Angeklagten, nebst den Untersuchungsacten, an ihre gerichtliche Behörde zur Aburtheilung abgeliefert werden.

Diese Bestimmungen haben auch für die Individuen, welche in den Hauptquartieren der Armeecorps angestellt sind, ihre analoge Anwendung zu finden.

§. 90. Diejenigen Militär- und Civil-Bevollmächtigte, welche zum Hauptquartier abgeordnet sind, und nicht unter der Gerichtsbarkeit der Corps stehen, können nur bey solchen Verbrechen, wo Gefahr bey dem Verzuge statt fände, jenem summarischen Verhöre unterliegen, und müssen dann zur Aburtheilung an die betreffenden Behörden abgeliefert werden.

Wenn die Verhaftung eines solchen Abgeordneten nothwendig geworden, so wird der Oberfeldherr den entsprechenden Corpscommandanten unverzüglich zur Absendung eines provisorischen Bevollmächtigten auf so lange in das Hauptquartier einladen, bis von dem (den) betreffenden Staate (Staaten) eine neue definitive Ernennung für diesen Platz ergangen ist.

§. 91. Diejenigen Individuen, welche durch freye Uebereinkunft und Annahme dem Hauptquartiere folgen, so wie auch alle Fremde, Kriegsgefangene u. s. w., stehen unter der Gerichtsbarkeit des Hauptquartiers, und werden nach den Gesetzen desjenigen Staates gerichtet, von welchem der Oberfeldherr ist.

§. 92. Der Oberfeldherr hat das Recht, alle Befehlshaber des Heeres zu suspendiren, jeden Untergebenen verhaften zu lassen, und gerichtliche Untersuchung über sie bey ihren Behörden zu veranlassen; auch in Fällen, wo Gefahr mit dem Verzuge verbunden wäre, ein summarisches Verhör derselben anzuordnen.

§. 89. *Tout officier et tout fonctionnaire civil d'un Etat de la confédération, placé au quartier-général, et chaque individu que les differens contingens y attachent, est sous la juridiction du corps ou de la division dont il fait partie. Dans le cas, où une procédure seroit nécessaire contre un tel individu, le généralissime peut la faire instruire sommairement, suivant qu'il le juge à propos, par l'auditeur du quartier-général, sur les délits commis; mais alors les accusés doivent être remis pour le jugement définitif, ainsi que les actes de l'enquête entre les mains de leurs autorités judiciaires. Ces dispositions seront aussi appliquées d'une manière analogue aux individus, qui sont placés dans les quartiers généraux des corps d'armée.* 1821

§. 90. *Les fondés de pouvoirs militaires et civils envoyés au quartier-général et qui ne sont pas sous la juridiction des corps, ne peuvent être soumis à l'interrogatoire sommaire ci-dessus, que pour les crimes dont le jugement ne pourroit être différé sans danger, et alors ils doivent être remis aux autorités compétentes pour être jugés par elles. S'il étoit nécessaire d'arrêter un des fondés de pouvoirs, le généralissime invitera aussitôt le commandant de corps à envoyer provisoirement un fondé de pouvoir auprès du quartier-général, pour y rester, jusqu'à ce que les états que cela concerne aient définitivement nommé à cette place.*

§. 91. *Les individus qui suivent le quartier-général d'après des arrangemens spontanés, ainsi que tous les étrangers, les prisonniers de guerre, sont sous la juridiction du quartier-général, et ils seront jugés d'après les lois de l'Etat, dont dépend le généralissime.*

§. 92. *Le généralissime a le droit de suspendre de leurs fonctions tous les commandans de l'armée, de faire arrêter chaque subordonné et de les soumettre à une enquête judiciaire pardevant les autorités dont ils dépendent, même d'ordonner un interrogatoire sommaire dans le cas, où il y aura péril à differer. Pour les corps mixtes, les Etats in-*

1821 Bey den gemischten Armeecorps haben sich die betheiligten Staaten über die Bestimmung des Gerichtsstandes des Corpscommandanten, der Divisionärs und Brigadiers zu vereinigen.

§. 93. Gegen das Verbrechen des Meineides, des Verraths, der Feldflüchtigkeit und der Insubordination werden im Bundesheere durch besondere *Kriegsartikel* Strafbestimmungen getroffen, welche dem gesammten Kriegsheere als gleichförmiges Gesetz gelten sollen.

§. 94. Die in den Kriegsartikeln nicht genannten Verbrechen und Vergehen werden nach den bey den Contingenten der einzelnen Staaten gültigen Gesetzen beurtheilt.

§. 95. Der Oberfeldherr kann das *Standrecht*, nämlich den summarischen, ausserordentlichen Process gegen Militärs in allen jenen ausserodentlichen Fällen anordnen, in welchen schnelle Bestrafung des Beispiels wegen nöthig wird, und in den Gesetzen der verschiedenen Bundesstaaten nicht ohnehin schon das Standrecht festgesetzt ist.

§. 96. Eben so hat der Oberfeldherr das Recht, das *Martialgesetz*, das heisst, das summarische peinliche Verfahren gegen den Bürger in Feindesland zu verkünden, und in Folge dessen das Standrecht anzuordnen. In den Bundesstaaten soll dieses jedoch nur nach gepflogenem Benehmen mit den betreffenden Regierungen und erhaltener Zustimmung derselben geschehen.

§. 97. Zur Handhabung der Heerespolizey wird eine eigene *Gensd'armerie* errichtet, deren Minimum auf Zwey vom Hundert der Reiterey angenommen, und welche Zahl in das Cavallerie-Contingent eingerechnet wird.

Das Reglement enthält die allgemeinen Bestimmungen über ihre Bildung und Dienstleistung.

téressés doivent se réunir afin de régler ce qui concerne la juridiction des commandans de corps, divisionnaires et brigadiers. 1821

§. 93. *Des articles particuliers (Kriegsartikel) régleront les peines à decerner contre le parjure, la trahison, la désertion et l'insubordination. Ces articles auront force de loi pour toute l'armée fédérale.*

§. 94. *Les crimes et les délits, qui ne sont pas nommés dans les articles ci-dessus seront jugés d'après les loix en vigueur pour les contingens des differens Etats.*

§. 95. *Le généralissime peut ordonner contre les militaires la convocation d'un conseil de guerre (Standrecht), c'est à dire la procédure sommaire extraordinaire, dans tous les cas, où une punition prompte seroit nécessaire pour l'exemple, et dans lesquels le conseil de guerre n'est pas déjà ordonné d'ailleurs par les lois des differens Etats confédérés.*

§. 96. *Le généralissime a de même le droit de faire publier la loi martiale, c'est à dire la procédure générale sommaire contre les habitans du pays ennemi, et d'ordonner en conséquence la convocation d'un conseil de guerre. Mais dans les Etats confédérés, cela ne doit avoir lieu, qu'après qu'on se sera concerté avec leurs gouvernemens, et qu'on aura obtenu le consentement de ceux-ci.*

§. 97. *Pour maintenir la police de l'armée, il sera formée une gendarmerie particulière, dont le minimum sera de 2 pour 100 de la cavalerie, nombre qui sera compris dans le contingent de cavalerie. Le réglement contient les dispositions générales sur la formation et le service de ce corps.*

66.

1821 23 Juin. *Acte pour la libre navigation de l'Elbe, signé à Dresde le 23 Juin 1821, par les Plénipotentiaires d'Autriche, de Prusse, de Saxe, de Hanovre, de Danemark, (pour les pays de Holstein et de Lauenbourg) de Mecklenbourg - Schwerin, d'Anhalt - Bernbourg, d'Anhalt - Koethen, d'Anhalt - Dessau, et de la ville libre de Hambourg; ratifié le 12 Décembre 1821.*

(*Gesetz - Sammlung für die Königl. Preuss. Staaten.* 1822. Nr. 2.)

Elb - Schifffahrts - Akte.

Nachdem die Wiener Congress - Akte vom 9. Juni 1815 die allgemeinen Grundsätze ausgesprochen hat, nach welchen die Schifffahrt auf den Strömen geordnet werden soll: so haben die Staaten, deren Gebiet die Elbe in ihrem schiffbaren Laufe trennt oder durchströmt, beseelt von dem Wunsche, die dadurch dem Handel und der Schifffahrt zugesicherten Vortheile und Erleichterungen baldmöglichst ins Leben zu rufen, den Zusammentritt einer Commission in Dresden veranlasst, um in gemeinschaftlicher Uebereinkunft die für die Schifffahrt auf der Elbe nöthigen Bestimmungen zu treffen.

Zu diesem Zwecke haben

Seine Majestät der König von Preussen Allerhöchst - Ihren wirklichen Geheimen Legationsrath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am Königlich - Sächsischen Hofe, Johann Ludwig von Jordan, Ritter des rothen Adler - Ordens zweyter Klasse mit Eichenlaub, und des eisernen Kreuzes zweyter Klasse am weissen Bande, Grosskreuz des Kaiserlich - Russischen St. Wladimir - Or-

dens zweyter Klasse, St. Annen-Ordens, des Civil-Verdienst-Ordens zur Baierschen Krone, des Königlich-Schwedischen Nordstern- und des Königlich-Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens, Kommandeur des Kaiserlich-Oestreichischen Leopold-, des Königlich-Dänischen Dannebrog- und Ritter des Königlich-Spanischen Ordens Karls des Dritten; 1821

Seine Majestät der Kaiser von Oestreich, König von Ungarn und Böhmen, Allerhöchst-Ihren Gubernialrath und Stadthauptmann zu Prag, Joachim Eduard Freiherrn von Münch-Bellinghausen, Inhaber des Kaiserl. Königl. Oestreichschen Civil-Ehrenkreuzes;

Seine Majestät der König von Sachsen Allerhöchst-Ihren Geheimen Finanzrath, Günther von Bünau, Ritter des Königlich-Sächsischen Civil-Verdienst-Ordens;

Seine Majestät der König von Grossbritannien und Irland, als König von Hannover, Allerhöchst-Ihren Legationsrath und bey der freyen Stadt Frankfurt bevollmächtigten Geschäftsträger, Karl Friedrich Freiherrn von Stralenheim, Ritter des Königlich-Hannöverschen Guelphen- und des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse;

Seine Majestät der König von Dänemark, als Herzog von Holstein und Lauenburg, Allerhöchst-Ihren Legationsrath und am Königlich-Sächsischen Hofe accreditirten Geschäftsträger, Matthias Friis von Irgens-Bergh, Ritter des Königlich-Dänischen Dannebrog- und des Kaiserlich-Russischen Wladimir-Ordens vierter Klasse;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Mechlenburg-Schwerin Höchst-Ihren Kammerrath Joachim Christian Steinfeld, Ritter des Königlich-Schwedischen Wasa-Ordens;

Seine Durchlaucht der älteste-regierende Herzog zu Anhalt-Bernburg,

Seine Durchlaucht der regierende Herzog zu Anhalt-Cöthen, und

Seine Durchlaucht der regierende Herzog zu Anhalt-Dessau den Geheimen Hofrath Ernst Ludwig Casimir Albrecht Reich; und der hohe Senat der freyen und Hanseestadt Hamburg den Senator Christian Nicolas Pehmöller,

1821 zu bevollmächtigten Commissarien ernannt, welche, nach Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind.

Art. I. Die Schifffahrt auf dem Elbstrome soll von da an, wo dieser Fluss schiffbar wird, bis in die offene See, und umgekehrt aus der offenen See (sowohl stromauf- als niederwärts), in Bezug auf den Handel völlig frey seyn; jedoch bleibt die Schifffahrt von einem Uferstaate zum andern (cabotage) auf dem ganzen Strom ausschliessend den Unterthanen derselben vorbehalten. Niemand darf sich dagegen den Vorschriften entziehen, welche für Handel und Schifffahrt in gegenwärtiger Convention enthalten sind.

Art. II. Alle ausschliesslichen Berechtigungen, Frachtfahrt auf der Elbe zu treiben, oder aus solchen Privilegien hervorgegangene Begünstigungen, welche Schiffergilden oder anderen Corporationen und Individuen bisher zugestanden haben möchten, sind hiermit gänzlich aufgehoben, und es sollen dergleichen Berechtigungen auch in Zukunft niemanden ertheilt werden.

Auf Fähren und andere Anstalten zur Ueberfahrt von einem Ufer zum gegenüber liegenden bezieht sich jedoch die allgemeine Schifffahrts-Ordnung nicht.

Eben so wenig auf diejenigen Schiffer und ihr Gewerbe, deren Fahrt sich bloss auf das Gebiet ihres eigenen Landesherrn beschränkt, und die vermöge der Schifffahrtspolizey, welche jeder Staat nach Maassgabe seiner Hoheit über den Strom ausübt, allein unter der Obrigkeit des Landes stehen, wo sie ihre Gewerbe treiben.

Art. III. Alle bisher an der Elbe bestandene Stapel- und Zwangs-Umschlagsrechte sind hierdurch ohne Ausnahme für immer aufgehoben, und es kann aus diesem Grunde künftig kein Schiffer gezwungen werden, den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrags zuwider, gegen seinen Willen aus- oder umzuladen.

Art. IV. Die Ausübung der Elbschifffahrt ist einem jeden gestattet, welcher mit geeigneten Fahrzeugen versehen, von seiner Landesobrigkeit nach

vorhergegangener Prüfung hierzu die Erlaubniſs erhalten hat. 1821

Jede Regierung wird die nöthigen Maaſsregeln ergreifen, um ſich der Fähigkeit derjenigen zu verſichern, welchen ſie die Elbſchifffahrt geſtattet. Der Erlaubniſsſchein (das Patent), der hierüber dem Schiffer von ſeiner Landesobrigkeit durch die hierzu verordneten Behörden ausgefertiget wird, giebt ihm das Recht, auf der ganzen Strecke von Melnick bis in die offene See, und aus der offenen See bis Melnick die Schifffahrt auszuüben, ſo wie es ſich von ſelbſt verſteht, daſs Schiffer und Schiffe, welche aus der Elbe ins Meer oder zurückfahren, diejenigen Eigenſchaften haben müſſen, welche zu Seefahrten erforderlich ſind.

Der Staat allein, auf deſſen Gebiet ein Schiffer wohnt, hat das Recht, das ihm einmal ertheilte Schifferpatent wieder einzuziehen.

Dieſe Beſtimmung ſchlieſst aber das Recht anderer Staaten nicht aus, den Schiffer, der eines auf ihrem Gebiete begangenen Vergehens beſchuldigt wird, falls ſie ſeiner habhaft werden, oder ſie ſonſt eine Strafe an ihm vollſtrecken können, zur Verantwortung und Strafe zu ziehen, und nach Beſchaffenheit der Umſtände bey der Behörde zu veranlaſſen, daſs ſein Patent eingezogen werde.

Art. V. Die Frachtpreiſe und alle übrige Bedingungen des Transports beruhen lediglich auf der freyen Uebereinkunft des Schiffers und des Verſenders, oder deſſen Committenten, und ſollen von Zeit zu Zeit durch den Druck bekannt gemacht werden.

Art. VI. Zwey oder mehrere Handelsſtädte können unter ſich Rang- und Beurtfahrten errichten, das heiſst mit einer beliebigen Anzahl Schiffer, die ſie zu ihrem wechſelſeitigen Verkehr für nöthig erachten, Verträge auf eine beſtimmte Zeit abſchlieſsen, hierin die Frachtpreiſe, die Zeit der Abfahrt un Ankunft, und andere in ihrem Intereſſe liegende, mit den landesherrlichen Geſetzen und der gegenwärtigen Convention nicht im Widerſpruch ſtehende Bedingungen feſtſtellen. Dergleichen Verträge ſind jedoch nach erfolgter Genehmigung der betreffenden Regierungen zur Kenntniſs des Publikums zu bringen.

1821 Art. VII. Sämmtliche bisher auf der Elbe bestandene Zollabgaben, so wie auch jede, unter was immer für Namen bekannte, Erhebung und Auflage, womit die Schifffahrt dieses Flusses belastet war, hören hiemit auf, und werden in eine allgemeine Schifffahrtsabgabe verwandelt, die von allen Fahrzeugen, Flössen und Ladungen, bey den durch gegenwärtige Convention festgesetzten Erhebungsämtern entrichtet werden muss.

Diese Abgabe, welche weder im Ganzen noch theilweise in Pacht gegeben werden darf, wird theils von der Ladung unter dem Namen: "Elbzoll," theils von den Fahrzeugen unter dem Namen: "Rekognitionsgebühr" erhoben.

Art. VIII. Zur Erleichterung des Verfahrens bey Erhebung der Abgabe von der Ladung soll dieselbe überall nach dem Gewichte berechnet und erlegt, dabey aber der Hamburger Zentner zu 112 Pfund, welcher ungefähr mit 116 Pfund Preussischen und Leipziger, oder mit 96$\frac{4}{8}$ Pfund Wiener Gewichts gleich ist, allgemein zum Grunde gelegt werden.

Beym Längenmaasse wird der Hamburger Fuss gebraucht, wovon 100 = 91$\frac{1}{2}$ Preussische, 101$\frac{1}{3}$ Leipziger und 90$\frac{2}{3}$ Wiener Fuss gleich sind.

Für die in der Anlage No. 1. bemerkten, nicht füglich zu wiegenden Gegenstände sollen, bis auf anderweitige gemeinsame Bestimmung, die dabey bemerkten Gewichtssätze gelten.

Art. IX. Von Melnick bis Hamburg sollen überhaupt nicht mehr als sieben und zwanzig Groschen und sechs Pfennige Conventionsmünze für den Zentner Bruttogewicht an Elbzoll erhoben werden und zwar von:

Oestreich	1 Gr.	9 Pf.
Sachsen	5 —	3 —
Preussen	13 —	— —
Anhalt	2 —	8 —
Hannover	2 —	6 —
Mecklenburg	1 —	8 —
Dänemark	— —	8 —
Summa	27 Gr.	6 Pf.

Die streckenweise Vertheilung dieses Tariffsatzes ist aus der No. 2. beyliegenden Tabelle ersichtlich.

Art. X. Um jedoch die innere Induſtrie und die Ausfuhr der Landesproducte zu befördern, zugleich auch den Verkehr der erſten Lebensbedürfniſſe zu begünſtigen, und mehrere Gegenſtände von groſsem Gewichte und geringem Werthe zu erleichtern, ſoll, rückſichtlich dieſer, folgende verhältniſsmäſsige Herabſetzung ſtatt finden: 1821

Auf *ein Viertheil* des Elbzolls werden nachſtehende Artikel ermäſsigt.

Amboſse, Anker, Aſche (unausgelaugte), Bier (mit Ausnahme des fremden), Bley, Bleyerz, Bohnen, Bolus, Bomben, Borſten (Schweins-), Eiſenblech, Eiſen (gegoſſenes), Erbſen, Erz, Fäſſer (leere), Früchte (gedörrte, Backobſt), Geflügel, Gerſte, Glas (Hohl-), Glasgalle, Graupen, Gries und Grütze von allen Getreidearten, Guſseiſen-Waaren (grobe), Hafer, Hirſe, Holzkohlen, Kanonen, Kiehnruſs, Kiſten (leere), Korn (Roggen), Kreide (weiſse und rothe), Kugeln (eiſerne), Lafetten, Linſen, Lohrinden (Borke, Knoppern), Marmor (roher), Mehl (aller Getreidearten), metalliſche Mineralerde, Mineralwaſſer, Mörſer (Bomben), Oker, Oelkuchen, Pech, Platten (marmorne und dergleichen), Rindshörner und Füſse, Saamen (aller Art), Salz (Küchen- und Stein-), Sauerkraut, Schiffstheer, Schleif- oder Wetzſteine (feine), Spelz, Stangeneiſen (geſchmiedetes), Trippel, Tonnen (leere), Weizen, Wicken;

auf *ein Fünftheil* der Gebühr folgende Holzſorten:

Apfel-, Birn-, Kirſch-, Nuſs- und Pflaumenbaum, Aspen, Birken, Buchen, Eichen, Erlen, Eſchen, Hainbuchen, Kiefer und Tannen, Linden, Pappeln, Ulmen- und Weidenholz, imgleichen die gröbern Böttcher- und andere Holzwaaren, als Leitern, Mulden, Schaufeln, Schwingen und dergleichen Feldgeräthe, ſo wie die gröbern Korbſorten zu Faſtagen von Baumwurzeln u. ſ. w.;

auf *ein Zehntheil* folgende Artikel:

Blut (von Schlachtvieh), Brennholz, Eier, Eiſen (altes), Knochen, Laugenfluſs, Milch, Butter und Käſe (friſcher), Steingeſchirr und Töpferwaaren (gemeine);

1821 auf *ein Zwanzigtheil* folgende Gegenstände:
Brannkohle, Eicheln, Faschienen (Busch aller Art), Früchte (frische, Obst), Gemüse (frisches), Gras und Heu, Gips, Kalk, Rohr (Dach-, und Schilf), Stroh, Torf, Wellen (Brandbusch), Wurzeln (essbare);

auf *ein Vierzigtheil;*
Alaun- und Vitriolsteine, Asche (ausgelaugte), Drusen (Trester), Dünger, als Mist, Mergel, Stoppeln u. s. w., Galmeisteine, Kufen, Rinnen und Tröge u. s. w. von Stein, Kies (gemeiner Stein), Leinpferde (zu Wasser rückgehende), Mörtel von Ziegel und Tuffstein (Trass), Mühlsteine, Pfeifenerde, Pflastersteine, Sand, Sand- und Bruchsteine aller Art, Schiefer (Dach-), Steinkohlen, Thon, Töpfer- und Walkererde, Tuffstein, Ziegel (gebrannte und Luft-), Ziegelcement.

Art. XI. Die Abgabe von den Fahrzeugen, oder die Recognitionsgebühr, wird nach vier Classen und nach dem unter Nr. 2. beygeschlossenen Tarif erhoben.

Dieselbe beträgt für die ganze Stromlänge:
von der ersten Classe unter 10 Hamburger Last der Ladungsfähigkeit (die Last zu 4000 Pfd.) 3 Rthlr. 16 Gr.
von der zweyten Classe von 10 bis 25 Last 7 Rthlr. 20 Gr.
von der dritten Classe von 25 bis 45 Last 11 Rthlr. 12 Gr.
von der vierten Classe von 45 und darüber 14 Rthlr. 16 Gr.

Unbeladene Fahrzeuge zahlen allenthalben ein Viertheil vorstehender Taxe.

Art. XII. Die Berechnung des Elbzolles und der Recognitionsgebühr geschieht in Konventionsgeld nach dem 20 Gulden-Fusse in Thalern, Groschen und Pfennigen, die Zahlung jedoch in den resp. bey den Uferstaaten coursirenden Münzsorten, nach Maassgabe der unter Nr. 3. beygeschlossenen Reductionstabelle.

Art. XIII. Ausser den, durch gegenwärtige Uebereinkunft festgesetzten Gefällen sollen auf der Elbe keine andere weiter gefordert oder erhoben werden; auch

auch übernehmen die paciszirenden Staaten die förmliche Verpflichtung, die festgesetzten Abgaben nicht anders, als in gemeinschaftlicher Uebereinkunft zu erhöhen. 1821

Art. XIV. Unter den Abgaben, wovon die Artikel 7. bis 13. handeln, sind nicht begriffen:

a. die Mauthen (Land- oder Stadtzölle), Eingangs- und Verbrauchssteuern, mit welchen einem jeden Staate das Recht verbleibt, die in sein eigenes Landesgebiet einzuführenden Waaren, sobald selbe den Fluss verlassen haben, nach seiner Handelspolitik zu belegen;

b. die Krahnen-, Waage- und Niederlagegebühren in den Handelsplätzen, wovon jedoch der Ausländer nicht mehr als der Inländer bezahlen soll;

c. die Brückenaufzug- und Schleusengelder; doch dürfen die bestehenden nicht ohne gemeinsame Uebereinkunft erhöhet, und wenn die Anlegung neuer Brücken geschieht, für das Durchgehen unter denselben nichts erhoben werden.

Auch sollen die Zahlungssätze der Gebühren unter b. und c. fest bestimmt, zur Kenntniss des Publicums gebracht, und nur von denjenigen gefordert werden, welche sich der vorhandenen Anstalten bedienen, oder Brücken und Schleusen passiren. Für den Dienst der Lootsen und Steuerleute hat es bey den in jedem Staat gegebenen oder zu gebenden Bestimmungen und für die Gebühren, welche sie zu fordern berechtigt sind, bey der gegebenen oder zu gebenden Taxordnung, mit der Maassgabe sein Bewenden, dass dem fremden Schiffer keine andere Verpflichtung, als dem einheimischen auferlegt werde.

Art. XV. Unbeschadet der in der Congressakte über die Ausdehnung der Flussschifffahrt enthaltenen allgemeinen Grundsätze, ist man wegen des Brunshäuser Zolles übereingekommen, aller und jeder weitern Erörterung hiermit zu entsagen, gegen die von Hannover eingegangene Verpflichtung, den Brunshäuser Zolltarif der Commission zur Nachricht mitzutheilen, und denselben, in so fern eine Veränderung der Fastagen und Gebünde eine blosse Declaration der Verzollungsprincipien nicht erforderlich macht, nicht willkührlich und nicht anders als im

1821 Einverständnisse der dabey interessirten Staaten, und namentlich der freyen Stadt Hamburg, zu verändern oder zu erhöhen.

Seine Majestät der König von Dänemark und der Senat der freyen Stadt Hamburg haben, sich, auf dem Grunde bestehender Observanzen und Verträge, jede darauf beruhende Gerechtsame verwahrt, so dass in Beziehung auf den Stader Zoll, denselben res integra verbleibt.

Art. XVI. Die bisher bestandenen 35 Elbzoll-Erhebungs-Aemter sind hiermit aufgehoben, und sollen auf der ganzen Elbe nur 14 Zollämter bestehen, nämlich in Aussig, Niedergrund, Schandau, Strehle, Mühlberg, Coswig, Roslau, Dessau, Wittenberge, Schnackenburg, Dömitz, Bleckede, Boitzenburg und Lauenburg.

Ausserdem behält sich Preussen noch das Neben-Zollamt zu Lenzner-Fähre, und die Aemter zu Wittenberg, Aaken, Barby und Schönebeck resp. Magdeburg vor, welche letztere jedoch eingehen werden, sobald die Ursachen der einstweiligen Beybehaltung aufhören, imgleichen Sachsen die beiden Zollämter Dresden und Pirna für die Fahrzeuge, welche keine der Königl. Sächsischen Grenz-Zollämter Strehle und Schandau passiren; so wie Hannover für diejenigen Fälle, wo keine seiner Zollstellen berühret wird, das interimistische Erhebungsamt zu Hitzacker sich reservirt.

Art. XVII. Ein Schiffer soll nicht eher eine Waare einladen, als bis er darüber einen Frachtbrief vom Absender erhalten hat, woraus die Gattung, die Menge und der Empfänger der Waaren ersichtlich ist.

Die Ladung ist er jedem Zollamte, welches er berührt, durch Vorlegung der Frachtbriefe und eines Manifestes nachzuweisen verpflichtet.

Dieses soll nach dem unter Nr. 4. anliegenden Schema gefertigt seyn, und enthalten:

1. Namen und Wohnort des Schiffseigenthümers und dessen, der das Schiff führt,
2. Nummer und Namen des Schiffes, dessen Tragbarkeit, Flagge und Bemannung,
3. den Einlade- und den Bestimmungsort der Waare,
4. Nummre der Frachtbriefe nach der Folgeordnung,

5. Namen des Versenders und Empfängers, 1821
6. Zeichen und Zahl der Colli und Gebünde,
7. Benennung der Waare,
8. Gewicht derselben,
9. Unterschrift des Schiffers und Versicherung der Richtigkeit.

Es wird von dem Schiffer selbst, oder für ihn von einem andern, der gleichwohl kein Elbschiffahrts- oder Hafenbeamter seyn darf, gefertiget, von dem Schiffer unterzeichnet, und von einem hierzu verpflichteten Beamten durch amtliche Unterschrift und Siegel beglaubigt.

Für den Inhalt des Manifestes bleibt der Schiffer verantwortlich, wenn er es schon nicht selbst abgefasst, sondern sich deshalb fremder Hülfe bedient haben sollte.

Wegen Beyladungen auf der Fahrt treten ganz gleiche Grundsätze ein, auch werden dieselben, so wie alle Abladungen, nebst dem jedesmahligen Gebührenbetrage, nach Anleitung des beygefügten Schema, auf dem Manifeste vollständig bemerkt und vom nächsten Elbzollamte beglaubigt.

Art. XVIII. Der Führer eines Flosses soll ein vollständiges Verzeichniss aller Stämme des Flosses, mit Bemerkung der Holzart und Dimension eines jeden einzelnen Stammes, bey sich führen.

Derselbe ist überdies gehalten, ein Manifest vorzulegen, worin die Totalsumme der Stämme und übrigen Holzsorten, so wie deren kubischer Inhalt im Ganzen angezeigt wird, und die etwanigen Beyladungen bemerkt sind.

Die Elb-Zollbeamten controlliren ihre Angaben durch Vermessung des Flosses und des Losholzes.

Art. XIX. Die Schiffer und Flösser sind gehalten, bey jedem der in dieser Convention benannten Zollämter, welches sie auf ihrer Fahrt berühren, anzulegen, im Amte sich zu melden, und das Manifest mit seinen Beylagen vollständig vorzulegen.

Bey dem Zollamte zur Lenzner-Fähre müssen zwar alle vorbeyfahrende Schiffer ihr Manifest vorzeigen, doch brauchen nur diejenigen anzulegen, welche nach oder von Schnackenburg und dortiger Gegend geladen haben.

1821 Art. XX. Auf den Grund der Manifeste und der Beylagen, und nach dem Befunde der allgemeinen Revision oder der speciellen, wo diese statt findet, berechnen die Zollbeamten die zu erlegenden Gefälle. Den erhobenen Betrag verzeichnen sie gehörigen Orts auf dem Manifeste, beglaubigen solches durch die amtliche Unterschrift, und geben dem Schiffer hierüber eine besondere gedruckte Quittung nach dem unter Nr. 5. anliegenden Formular.

Art. XXI. Da die Manifeste für den Fiscus, wie für den Kaufmann und den Schiffer gleich wichtige Documente sind, so sollen sie das Fahrzeug vom Einladungs- bis zum Ausladungsorte begleiten, und an letzterem bey der hierzu bestimmten Behörde zur Aufbewahrung und zur Benutzung in geeigneten Fällen abgegeben werden.

So oft der Schiffer ein anderes landesherrliches Gebiet berührt, ist die erste Zollstelle bey Vorzeigung des Manifestes berechtigt, eine Abschrift unentgeldlich davon zu nehmen.

Art. XXII. Die contrahirenden Staaten haben sich das Recht der Revision oder Visitation der Schiffe und Flösse an ihren Elb-Zollstellen allgemein vorbehalten.

Diese Visitation der Fahrzeuge ist entweder eine generelle oder eine besondere Revision.

Die generelle besteht, nach vorhergegangener Prüfung des Manifestes und dessen Beylagen, in einer allgemeinen Uebersicht und Untersuchung der Ladung, und in deren Vergleichung mit dem Manifeste, in so fern solche ohne Verrückung der Colli geschehen kann.

Die besondere Revision besteht in der genauern Untersuchung der Ladungen nach Qualität und Quantität.

Art. XXIII. Indessen haben zur Erleichterung des Elbverkehrs Sachsen, Hannover, Dänemark und Mecklenburg sich bewogen gefunden, das ihnen zustehende specielle Revisionsrecht vorläufig während sechs Jahre bey ihren eigenen Zollämtern, den Fall eines gegründeten Verdachts ausgenommen, für alle diejenigen Schiffe und Flösse nicht ausüben zu lassen, welche eins der beiden Preussischen Elb-Zollämter zu Wittenberge oder Mühlberg passiren, und dort

einer speciellen Revision unterliegen, und haben sich zu disem Behuf mittelst specieller Einigung der an diesen beiden Zollämtern bestehenden Preussischen Revision angeschlossen. 1821

Da jedoch die Erfahrung die Zweckmässigkeit dieser Einigung am besten ergeben wird, so behalten sich die genannten Elbufer-Staaten das Recht ausdrücklich vor, die Dauer derselben zu verlängern, und erforderlichen Falls deren Bestimmungen bey der ersten Revisionscommission zu verbessern oder zu vereinfachen.

Sollte diese Vereinigung den gegenseitig davon gehegten Erwartungen nicht entsprechen, und man sich über eine andere bey der Revisionscommission nicht verständigen, so bleibt denselben unbenommen, alsdann auf das ihnen zustehende specielle Revisionsrecht in der Maasse zurückzukommen, als dieselbe zur Sicherstellung des Elbzolles nöthig ist.

Die Fahrzeuge, welche ihrer Bestimmung zufolge weder Wittenberge noch Mühlberg passiren, bleiben der vorbehaltenen speciellen Revision einmal in jedem dieser Uferstaaten unterworfen.

An den Herzoglich-Anhaltischen Zollstellen wird, unter Vorbehalt des Rechtes zur speciellen Revision der Schiffe und Flösse, dieselbe bey Vorzeigung vorschriftsmässiger Manifeste, ausser in den Fällen eines begründeten Verdachts, nicht vorgenommen, sondern es wird daselbst nur eine allgemeine Revision der Schiffsladungen und Flösse statt finden.

Art. XXIV. Die Elb-Zollämter sind verpflichtet, mit Anwendung aller ihnen zu Gebote stehenden Mittel und mit bester Benutzung der Oertlichkeit, die Revision möglichst zu beschleunigen und die Schiffer nicht länger als nöthig ist, aufzuhalten.

In der Regel findet bey Abfertigung der Schiffer ohne Unterschied eine strenge Reihenfolge statt, so dass der zuerst ankommende, auch zuerst abgefertigt werden muss, den Fall ausgenommen, wenn Schiffe durch eine allgemeine Revision schneller abgefertigt werden können, da diese dann den zur speciellen Revision kommenden vorgehen.

Eine angefangene Revision darf jedoch nicht durch die eines andern Schiffes oder Flosses unterbrochen werden.

1821 Die Zollämter haben eine strenge Unpartheilichkeit und ernste Beflissenheit zu beobachten, die Schifffahrt möglichst zu fördern und zu erleichtern, alle Ungebührlichkeiten aber gewissenhaft zu vermeiden.

Die nähere Anweisung für ihre Geschäftsführung bleibt dem Staate, von welchem sie bestellt sind, überlassen, man wird dabey die Begünstigung der Schifffahrt und Belebung des Handels stets im Auge behalten.

Diejenigen Beamten, welche sich irgend eine, der gegenwärtigen Bestimmung zuwiderlaufende Erhebung erlauben, sollen nachdrücklich bestraft werden.

Art. XXV. Eine Zollcontravention ist schon dann vorhanden, wenn die Ladung eines Schiffes von dem Manifeste des Schiffers dergestalt abweicht, dass eine beabsichtigte oder erfolgte Bevortheilung des Elbzolls oder der Recognitionsgebühr daraus zu entnehmen ist. Die Bestrafung der Zollcontraventionen und Defranden, so wie das Verfahren dabey, wird nach den in dem Staate, wo die Entdeckung geschehen oder der Schiffer angehalten worden ist, bestehenden Gesetzen und Verordnungen statt finden. Zu dem Ende soll in der Regel bey jedem Zollamte eine Behörde zur Untersuchung und Entscheidung bestellt werden.

Wird bey den Elb-Zollstellen an der Grenze eines Gebiets, wo das Schiff die Landesgrenze ein- oder ausgehend durchschneidet, befunden, dass dessen Ladung von dem Manifeste dergestalt abweicht, dass eine beabsichtigte oder erfolgte Bevortheilung der Landesabgaben daraus zu entnehmen, so kann der Schiffer auch hierfür nach den Bestimmungen der Abgabengesetze des Landes in Anspruch genommen werden.

Art. XXVI. Ehe die gegenwärtige Convention in Kraft tritt, soll ein im Orte des Zollamts oder möglichst nahe wohnender, dem richterlichen Dienste vorstehender Beamter zur summarischen Behandlung und Entscheidung folgender Gegenstände bestellt und verpflichtet werden:

a. über alle Zollcontraventionen und die hierdurch verwirkte Strafe, in sofern der Schiffer sich derselben nicht freywillig unterwirft;

b. über Streitigkeiten wegen Zahlung der Zoll-, Krahnen-, Waage-, Hafen-, Werft-, Schleusengebühren und wegen ihres Betrags; 1821

c. über die von Privatpersonen unternommene Hemmung des Leinpfades;

d. über die beym Schiffziehen veranlaßten Beschädigungen an Wiesen und Feldern, so wie überhaupt jeden Schaden, den Flößer oder Schiffer während der Fahrt oder beym Anlanden durch ihre Fahrlässigkeit andern verursacht haben sollten;

e. über den Betrag der Bergelöhne und anderer Hülfsvergütungen in Unglücksfällen, in sofern die Interessenten darüber nicht einig sind. Name und Wohnort des Zollrichters sollen in der Zollstelle angeschlagen werden.

Art. XXVII. Auch verbinden sich die contrahirenden Staaten, den dazu angeordneten Zollbeamten und Zollrichtern die Weisung zu ertheilen, daß, wenn ein oder mehrere Zollbeamten eines der andern Staaten bey ihnen darauf antragen sollten, die Schiffer anzuhalten und die Nachbezahlungen der umgangenen Gebühren zu bewirken, welche im Falle eines Widerspruchs von Seiten des Schiffers immer nur auf den Grund einer Entscheidung des competenten Zollrichters erfolgen kann, diesem Ansuchen gewillfahrt werden soll; so wie auch auf Verlangen die Resultate der vorgenommenen Revision längs der ganzen Elbe, und jede andere gewünschte Auskunft einander bereitwilligst mitzutheilen.

Art. XXVIII. Alle Staaten, welche eine Hoheit über das Strombett der Elbe ausüben, machen sich anheischig, eine besondere Sorgfalt darauf zu verwenden, daß auf ihrem Gebiete der Leinpfad überall in guten Stand gesetzt, darin erhalten und, so oft es nöthig seyn wird, ohne einigen Aufschub auf Kosten desjenigen, den es angeht, wieder hergestellt werde, damit in dieser Beziehung der Schifffahrt nie irgend ein Hinderniß entgegen stehe.

Sie verbinden sich ebenfalls, jeder in den Grenzen seines Gebiets, alle im Fahrwasser sich findende Hindernisse der Schifffahrt ohne allen Verzug auf ihre Kosten wegräumen zu lassen, und keine die

1821 Sicherheit der Schifffahrt gefährdende Strom- oder Uferbauten zu gestatten.

Für die Fälle, wo die gegenüberliegenden Ufer verschiedenen Landesherren gehören, sind die contrahirenden Staaten übereingekommen, es bey der bisherigen Observanz zu lassen, vorkommende Beschwerden aber bey der Revisionscommission zur Sprache zu bringen.

Art. XXIX. Sollte ein Schiff oder dessen Mannschaft verunglücken, so sind die Orts-Obrigkeiten verpflichtet, dafür sorgen zu lassen, dass die erforderlichen Rettungs- und Sicherungsanstalten so schnell wie möglich getroffen werden.

Zu diesem Ende machen sich die Uferstaaten anheischig, die Lokalbehörden mit den nöthigen allgemeinen Instructionen im Voraus zu versehen, und die deshalb bestehenden besondern Verordnungen zu erneuern.

Sollte ein Strandrecht irgendwo an der Elbe ausgeübt werden, so wird solches hierdurch immer aufgehoben.

Art. XXX. Nachdem gegenwärtige Convention in Wirksamkeit getreten seyn wird, soll sich von Zeit zu Zeit eine Revisionscommission vereinigen, zu welcher von jedem Uferstaate ein Bevollmächtigter delegirt, und deren Vorsitz durch Stimmenmehrheit bestimmt wird. Der Zweck und der Wirkungskreis dieser Revisionscommission sind, sich von der vollständigen Beobachtung der gegenwärtigen Convention zu überzeugen, einen Vereinigungspunkt zwischen den Uferstaaten zu bilden, um Abstellung von Beschwerden zu veranlassen, auch Veranstaltungen und Maasregeln, welche nach neuerer Erfahrung Handel und Schifffahrt ferner erleichtern könnten, zu berathen.

Diese wird jeder Bevollmächtigter bey seiner Regierung zur Bewirkung eines Beschlusses in Vorschlag bringen.

Ein Jahr, nachdem diese Schifffahrtsakte in Kraft getreten seyn wird, erfolgt in Hamburg die erste Vereinigung der Revisionscommission, welche dann vor Beendigung ihrer Berathung über Zeit und Ort eines neuen Zusammentritts das Nähere beschliessen wird.

Art. XXXI. Soweit durch gegenwärtige Convention Bestimmungen getroffen sind, hat es bey denselben, ohne Rücksicht auf bisher bestehende Specialverträge, Gesetze, Verordnungen, Privilegien und Gebräuche, sein alleiniges Bewenden. 1821

Art. XXXII. Die Anwendung und Ausdehnung der Bestimmungen dieser Convention auf Nebenflüsse, welche das Gebiet verschiedener Staaten trennen oder durchströmen, so weit nicht besondere Umstände entgegenstehen, bleibt den betreffenden Staaten zum besondern Abkommen überlassen.

Art. XXXIII. Die Schifffahrtsakte soll vom ersten Januar 1822 auf allen Punkten der Elbe in volle Wirksamkeit gesetzt, und zu dem Zweck durch den Druck öffentlich bekannt gemacht, auch allen betreffenden Behörden mitgetheilt, die vorbehaltenen Ratificationen derselben sollen aber spätestens binnen zwey Monaten, vom heutigen Tage, ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten ihrer Allerhöchsten und Höchsten Committenten die gegenwärtige Schifffahrtsakte unterzeichnet, und mit ihren Wappen besiegelt.

Geschehen zu Dresden, den 23. Juni 1821.

(L. S.) Johann Ludwig v. Jordan.

(L. S.) *Freiherr* von Münch-Bellinghausen.

(L. S.) Günther von Bünau.

(L. S.) Carl Friedrich *Freiherr* v. Stralenheim.

(L. S.) Mathias Friis von Irgens-Bergh.

(L. S.) Joachim Christian Steinfeld.

(L. S.) Ernst Ludwig Casimir Albrecht Reich.

(L. S.) Christian Nicolas Pehmöller.

1821 *Ratifications-Urkunde der zu Dresden am*
20 Nov. *23. Juni 1821. abgeschlossenen Elb-Schifffahrts-Akte, vom 20. November 1821.*

Wir Friedrich Wilhelm III., von Gottes Gnaden König von Preussen u. s. w. thun kund und bekennen hiermit:

Nachdem Wir, Seine Majestät der Kaiser von Oestreich, Seine Majestät der König von Sachsen, Seine Majestät der König von Grossbritannien und Irland, als König von Hannover, Seine Majestät der König von Dänemark, als Herzog von Hollstein und Lauenburg, Seine Königl. Hoheit der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin, Ihre Durchlauchten die Herzöge von Anhalt-Bernburg, Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau; und der Senat der freyen Bundes- und Hanseestadt Hamburg, zur Vollziehung des 108 Artikels des am Congresse zu Wien den 9. Juni 1815. unterzeichneten Hauptvertrages dahin übereingekommen sind, zu Dresden eine Commission aus allseitigen Bevollmächtigten zusammenzusetzen, um die Anwendung der im gedachten Congressvertrage enthaltenen allgemeinen Bestimmungen für die Flussschifffahrt, auf jene der Elbe zu berathen, und das Resultat dieser Berathung in einer gemeinschaftlichen Uebereinkunft festzusetzen;

Und nachdem gedachte Uebereinkunft im gemeinsamen Einverständnisse glücklich zu Stande gekommen, und den 23. Juni l. J. von den gegenseitigen Bevollmächtigten in neun gleichlautenden Exemplaren, wovon acht für jeden der contrahirenden Theile, darunter ein gemeinsames Exemplar für die drey Herzöge von Anhalt Durchlauchten, und das neunte zur Hinterlegung bey den gemeinschaftlichen Commissionsakten, um daselbst zum gemeinsamen Gebrauche der theilnehmenden Regierungen zu dienen, unter Vorbehalt der Ratificationen unterzeichnet worden ist; so erklären Wir hiermit, nach sorgfältiger Prüfung und Erwägung aller und jeder in der erwähnten, als Elbschifffahrts-Akte bezeichneten Uebereinkunft enthaltenen Bestimmungen, welche als wären sie hier von Wort zu Wort eingeschaltet, anzusehen sind, dass Wir dieselben jedoch unter Be-

ziehung auf die von der Commission in der 44. Conferenz, wo die Convention von den einzelnen Bevollmächtigten unterzeichnet worden ist, sowohl wegen der Recognitionsgebühr und der Besteuerung des Holzes, wie der dabey eintretenden Erhebungsform zu Artikel 10. und 11. gefassten besondern Beschlüsse, als auf den allgemeinen Beschluss zu dem 30. Artikel, wonach die in den vorhergegangenen 43. Conferenzen an die Revisionscommission verwiesenen Puncte ausdrücklich vorbehalten bleiben sollen, durchaus gemehmigt haben, so wie Wir solche Kraft der gegenwärtigen, in gewöhnlicher Form ausgestellten Bestätigungs-Urkunde feierlich genehmigen, indem Wir für Uns und Unsere Nachkommen auf Unser Königl. Wort versprechen, gedachten Bestimmungen getreulich nachzukommen, so wie auch darüber zu wachen, dass sie von Unsern Behörden und Unterthanen jederzeit genau erfüllt werden. 1821

Zu mehrerer Bekräftigung dessen haben Wir Unsere Bestätigungs-Urkunde in zehn gleichlautenden Exemplaren, wovon neune für jeden der mitcontrahirenden Theile, darunter für die drey Herzöge von Anhalt Durchlauchten je besonders, die zehnte aber zur Hinterlegung bey den gemeinschaftlichen Commissions-Akten bestimmt ist, eigenhändig unterschrieben, und mit Unserem grösseren Staatssiegel versehen lassen.

So geschehen zu Berlin, den 20. November im Jahre des Herrn, Eintausend Achthundert ein und zwanzig, und Unserer Regierung im Fünf und zwanzigsten.

(L. S.) Friedrich Wilhelm.

C. *Fürst* v. Hardenberg. v. Bernstorff.

Ratifications-Urkunde der zu Dresden am 23. Juni 1821. abgeschlossenen, das Revisionsverfahren auf der Elbe betreffenden Convention. 23 Jun. 20 Nov.

Vom 20. November 1821.

Wir Friedrich Wilhelm III., von Gottes Gnaden König von Preussen etc. etc. thun kund und bekennen hiermit: Nachdem Wir, Seine Majestät der Kö-

1821 nig von Sachsen, Seine Majestät der König von Grofsbritannien und Irland als König von Hannover, Seine Majestät der König von Dänemark als Herzog von Holstein-Oldenburg und Lauenburg, und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Mecklenburg-Schwerin, übereingekommen sind, für die Belebung des Elbverkehrs, und besonders in Erwägung der Nachtheile oft wiederholter Revisionen der Waaren-Versendungen auf der Elbe, eine specielle Uebereinkunft durch die Bevollmächtigten bey der Elbschifffahrts-Commission schliefsen zu lassen.

Und nachdem gedachte Uebereinkunft im gemeinsamen Einverständnisse glücklich zu Stande gekommen und den 23. Juni l. J. von den gegenseitigen Bevollmächtigten, unter Vorbehalt der Ratificationen, unterzeichnet worden ist, welche Uebereinkunft von Wort zu Wort also lautet:

Ihre Majestäten die Könige von Preufsen, Sachsen, Grofsbritannien und Irland als Hannover, und Dänemark, und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Mecklenburg-Schwerin, haben zur Bethätigung Allerhöchst-Ihrer Wünsche für die Belebung des Elbverkehrs, und besonders in Erwägung der Nachtheile oft wiederholter Revisionen der Waaren-Versendungen auf der Elbe, nachstehende specielle Uebereinkunft durch Allerhöchst-Ihre Bevollmächtigten bey der Elbschifffahrts-Commission treffen, und mit Vorbehalt der Genehmigung vollziehen lassen.

Art. I. Ihre Majestäten die Könige von Sachsen, Grofsbrittannien und Irland als Hannover, und Dänemark, und Seine Königliche Hoheit der Grofsherzog von Mecklenburg-Schwerin, wollen für die nächsten sechs Jahre von 1822. bis 1827. einschliefslich, das Ihnen zustehende Recht der strengen oder speciellen Visitation bey Ihren Elb-Zollämtern für diejenigen Schiffe und Flöfse nicht ausüben lassen, welche in ihrer Elbfahrt eines der beyden Königlich-Preufsischen Grenz-Zollämter Mühlberg und Wittenberge passiren und dort einer speciellen Revision entweder unmittelbar, oder mittelbar durch die Begleitschein-Controlle, unterworfen werden.

Die Fälle eines nahen Verdachts der Defraude sind jedoch von dieser Verzichtung ausgenommen.

Art. II. Seine Majestät der König von Preussen wollen dagegen eine Theilnahme an den Ermittelungen der Revisionen zu Mühlberg und Wittenberge bereitwilligst gewähren, und zu dem Ende nicht nur den Ausfall der dortigen speciellen Visitationen, in den, den Schiffern — zur Production bey den übrigen Elbzöllen — zu behändigenden, Abfertigungs-Documenten vollständig und genau bemerken lassen, sondern auch die Anstellung eines eigenen und gemeinschaftlichen Commissairs für Sachsen zu Mühlberg, und für die übrigen Uferstaaten zu Wittenberge, zu nachbenannten Zwecken gestatten. 1821

Art. III. Derselbe soll bey demjenigen Königlich-Preussischen Revisions- und Zollamte, bey welchem er angestellt ist;

a. das Interesse Seiner Allerhöchsten Committenten in allen Elbzoll-Angelegenheiten vertreten, und zu dem Ende

b. befugt seyn, den Revisionen der Schiffsladungen und Flösse, welche jedoch den Königlich-Preussischen Beamten allein zustehen, mit beyzuwohnen, um dadurch die Ueberzeugung zu gewinnen, dass auch die Rechte Seiner Allerhöchsten Committenten bestens wahrgenommen werden.

Er darf jedoch durch seine Anwesenheit dabey den Königlich-Preussischen Zollbehörden in ihren Amtsverrichtungen nicht hinderlich werden, und jede unmittelbare Einwirkung in den Geschäftsbetrieb ist ihm untersagt.

c. Die Königlich-Preussischen Elbzollregister, sowohl des Aus- als Eingangs, sollen ihm jederzeit, sofern dadurch keine Störung im laufenden Dienste entsteht, und namentlich nach oder ausser den Amtsdienststunden, auf Verlangen im Amtslocale vorgelegt werden, um daraus das Nöthige zu extrahiren und die ihm von den Zollämtern Seiner Allerhöchsten Committenten zugehenden Erhebungs-Verzeichnisse damit zu vergleichen und darnach zu berichtigen.

d. Er soll nicht minder in jedem Falle des dort eintretenden Begleitschein-Verfahrens von dem Ausfalle der Revision am Bestimmungsorte der Ladungen, durch die Zollämter respective zu Mühlberg und Wittenberge vollständig unterrichtet werden.

1821 e. Er wird den Untersuchungen der Zollrichter, so weit sie ihn angehen, persönlich beywohnen, und zur Einsicht und Extrahirung der ihn interessirenden Untersuchungsakten befugt werden.

f. Wird er die nacherhobenen Gefälle cum annexis entgegen nehmen und an die Zollämter Seiner Allerhöchsten Committenten befördern, und

g. in allen Fällen nur mit dem Oberinspector und respective mit dem Zollrichter des Zollamtes, bey dem er angestellt ist, in amtlicher Relation stehen und zu verhandeln haben.

Art. IV. Ergeben sich durch die speciellen Revisionen der Königl. Preussischen Behörden Abweichungen von den Declarationen, welche bey den respectiven Zollstätten der übrigen, der Revisionsvereinigung beygetretenen Uferstaaten erfolgt sind und eine Verkürzung der zu erhebenden Gefälle, oder gar absichtliche Defrauden der Schiffer; so wird der Zollcommissarius durch die Königl. Preussische Zollbehörde davon unverzüglich in Kenntniss gesetzt, der Schiffer aber nicht abgefertigt, bevor nicht die verkürzten Zollgefälle, nebst den freywillig erlegten Strafen und Kosten von dem Königlich-Preussischen Zollamte nacherhoben und dem Zollcommissair zugestellt sind.

Verweigert der Defraudant die Strafen und Kosten, so bleibt es dem Ermessen des Zollcommissairs überlassen, ob er deshalb bey dem competenten Königl. Preussischen Zollrichter auf förmliche Untersuchung antragen, oder die nähere Verfolgung der Defraude, den betreffenden Zollämtern Seiner Allerhöchsten Committenten im Fall der Habhaftwerdung des Contravenienten, vorbehalten will.

Art. V. Wenn Königl. Preussischer Seits eine Cautionsbestellung für die in Wittenberge oder Mühlberg vielleicht nicht vollständig bezahlten Elbzollgefälle vom Schiffer gefordert werden sollte; so soll dies dem Zollcommissair angezeigt und wenn derselbe es verlangt, auch noch überdies eine besondere Sicherheit für die bey den bereits passirten Elbzollämtern der hohen Contrahenten vielleicht unrichtig erlegten Gefälle, bey dem Zollamte zu Wittenberge oder Mühlberg geleistet werden, welche je-

doch Ein Drittheil des Betrags derjenigen Zollgefälle nicht übersteigen wird, die an den passirten Zollstätten nach dem Manifeste bereits erlegt sind. 1821

Art. VI. Zu Zollcommissarien werden nur gesittete, verträgliche und erfahrne Männer gewählt, und sie werden so besoldet werden, dass sie anständig und unabhängig von allen Nebeneinnahmen aus dem Dienste, die ihnen unter keinem Namen erlaubt seyn sollen, leben können.

Ihre Ernennung und Instruction werden jedesmal dem Königl. Preussischen Ministerio bekannt gemacht, und sie sowohl als die Zollofficianten zu Wittenberge und Mühlberg zu einem verträglichen und conciliatorischen gegenseitigen Benehmen besonders verpflichtet werden.

Art. VII. Sollten die Königl. Preussischen Ober-Zollinspectoren zu Wittenberge und Mühlberg veranlasst werden, bey den Königl. Sächsischen, Grossbritannisch-Hannöverschen, Dänischen oder Grossherzogl. Mecklenburgischen Elbzollämtern die Einsicht der Register oder Mittheilungen aus denselben nachzusuchen; so soll ihnen dieses mit gleicher Bereitwilligkeit verstattet werden.

Art. VIII. Da die Erfahrung die Zweckmässigkeit der gegenwärtigen Convention über das gemeinschaftliche Revisionsverfahren am besten ergeben wird; so behalten Sich die Allerhöchsten Contrahenten das Recht hiermit ausdrücklich vor, die Dauer derselben zu verlängern und erforderlichen Falls deren Bestimmungen bey Gelegenheit der ersten Revisionscommission zu verbessern und zu vereinfachen.

Sollte diese Vereinigung überhaupt der gegenseitig davon gehegten Erwartung nicht entsprechen, und man sich über eine andere bey der ersten Revisionscommission nicht verständigen; so bleibt es den Allerhöchsten Contrahenten unbenommen, alsdann auf das Ihnen zustehende eigene Revisionsverfahren zurückzukommen.

Art. IX. Diese Convention begreift nicht solche Versendungen auf der Elbe, welche ihrer Bestimmung zu Folge Mühlberg oder Wittenberge nicht passiren. Auch bleibt die allgemeine Revision, der Schiffahrtsakte gemäss, den Allerhöchsten Contrahenten vorbehalten.

1821 Art. X. Die Ratificationen dieser temporairen Uebereinkunft werden möglichst bald eingeholt und mit denen der Elbschifffahrtsakte zugleich ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkund ist dieselbe von den betreffenden Elbschifffahrts-Commissarien unterschrieben und untersiegelt worden.

Geschehen zu Dresden, am 23. Juni 1821.

(L. S.) Johann Ludwig v. Jordan.

(L. S.) Günther von Bünau.

(L. S.) Carl Friedrich *Freiherr* v. Stralenheim.

(L. S.) Mathias Friis von Ingens-Bergh.

(L. S.) Joachim Christian Steinfeld.

So erklären Wir hiermit, nach sorgfältiger Prüfung und Erwägung aller und jeder in der vorstehenden Uebereinkunft enthaltenen Bestimmungen, dass Wir dieselben durchaus genehmigt haben, so Wir solche Kraft der gegenwärtigen in gewöhnlicher Form ausgestellten Bestätigungs-Urkunde feyerlich genehmigen, indem Wir für Uns und Unsere Nachkommen auf Unser Königliches Wort versprechen, gedachten Bestimmungen getreulich nachzukommen, so wie auch darüber zu wachen, dass sie von Unsern Behörden und Unterthanen jederzeit genau erfüllt werden.

Zu mehrerer Bekräftigung dessen haben Wir Unsere Bestätigungs-Urkunde in fünf gleichlautenden Exemplaren, wovon vier für jeden der mitcontrahirenden Theile, die fünfte aber zur Hinterlegung bey den gemeinschaftlichen Commissions-Akten bestimmt ist, eigenhändig unterschrieben und mit Unserm grössern Staats-Siegel versehen lassen.

So geschehen zu Berlin den 20. November im Jahr des Herrn, Eintausend Achthundert ein und zwanzig und Unserer Regierung, im Fünf und zwanzigsten.

(L. S.) Friedrich Wilhelm.

C. *Fürst* v. Hardenberg. v. Bernstorff.

Gewichte-

Gewichts-Tabelle. 1821

zur Berechnung der Elbschiffahrts-Gebühren von den Art. 8. der Elbconvention bemerkten Gegenständen.

A. Flüssige Waaren.

Alles Brutto, oder mit der einfachen gewöhnlichen Fastage, ohne Ueberfass, — das Hamburger Viertel zu 365 Pariser Kubikzoll Inhalts.

		Hamburg. Ztnr. à 112 Pfd.	Pfd.
Arrak und Rum,			
ein Anker . . .	zu 5 Hamb. Viertel	—	90
ein Viertel-Legel .	-18 — —	2	100
ein Ahm oder Tertin	-20 — —	3	—
ein Oxhoft . . .	-30-32 — —	4	90
ein Halb-Legel .	-36 — —	5	90
ein Fass	-50 — —	7	90
ein Both, Puncheon, kl. Pipe . . .	-60 — —	9	20
ein Legel, Mittel-Pipe	-70 — —	10	80
eine grosse Pipe .	-80 — —	13	30
Baumöl, die ordinaire Pipe		7	50
die grosse Pipe, Both zu 13-14 Barili		8	84
die Stampe zu 236 Gallons		17	6
Bier, Englisches,			
das Fass (Barrel) . .	zu 36 Gallons	4	—
das Oxhoft (Hogshead)	zu 54 —	5	90
die Pipe	zu 108 —	11	70
Hamburger und anderes,			
die Tonne	zu 14 Viertel	2	20
das halbe Fass . . .	zu 26 —	4	60
das Fass (4 Tonnen) .	zu 56 —	8	80
Blut, das Hamburger Viertel		—	20
Branntwein, wie Arrak.			
Essig,			
ein Anker . .	zu 5 Hamburger Viertel	—	95
eine Tonne .	zu 15 — —	2	50
ein Oxhoft .	zu 30-32 — —	5	—
ein Both, Pipe	zu 60 — —	10	—

	Hamburg. Ztnr.	Pfd.
1821 Hanf-, Lein- und Rüböl etc., wie Baumöl.		
Lauge, wie Essig.		
Milch, wie Hamburger Bier.		
Seife, grüne, die kleine Tonne oder das Viertel	—	70
Theer, die Tonne	3	—
Thran, die Tonne (224 Pfund netto)	2	50
die Quartele (Oxhoft) zu 2 Tonnen	4	100
die Pipe . . . . zu 4 —	9	—
die Stampe (Both) zu 8 —	17	100
Wasser, Egersches, Spaaer, die Kiste mit 60 Krügen brutto	3	—
Fachinger, Selterser, Spaaer, die 100 Krüge brutto	4	70
Pyrmonter, die 100 Flaschen, mit dem Korbe	3	26
— die 100 Pimpen, halbe Flaschen, desgl.	1	70
Cölnisches, die 12 Gläser mit Kistchen ohne Ueberkiste	—	6
Wein, ein Anker . . zu 5 Hamb. Viert.	—	90
ein Eimer . . . zu 10 — —	1	70
ein Ahm . . . . zu 20 — —	3	20
ein Oxhoft . . . zu 30-32 — —	5	—
— — junger Bordeaux . . . . zu 33-34 — —	5	50
ein grosses Oxhoft von Bayonne etc. . zu 42 — —	6	80
ein Fass . . . . zu 50 — —	7	100
die Pipe schweren Span. Wein . . . . zu 65-66 — —	12	—
ein Fuder . . . . zu 120 — —	19	—
ein Stückfass . . zu 160 — —	26	—

B. Früchte.

Das Hamburger Fass (der halbe Scheffel oder zwey Himten) 2656 Pariser Kubikzoll haltend.

	Ztnr.	Pfd.
Bohnen	—	107
Buchweizen	—	73
Erbsen	—	100
Gerste	—	66
— Graupen und Grütze . . .	—	80

1821

	Ztnr.	Pfd.
Hafer	—	51
— Graupen und Grütze	—	54
Hirse	—	79
Linsen	—	94
Malz	—	63
Nüsse	—	66
Obst, oder gedörrte Aepfel	—	40
— — — Birnen	—	60
— — — Kirschen	—	92
— — — Pflaumen	—	89
— grünes aller Art	—	72
Roggen	—	81
— Mehl	—	79
Saamen, Hanf-,	—	56
— Rüb-, und andere Sorten	—	70
Weizen	—	86
— Mehl	—	84
Wicken	—	96

100 Hamburg. Fass sind = $84\frac{7}{10}$ Hannöv. Scheffel, $135\frac{19}{40}$ Mecklenb.-Rostocker, $95\frac{43}{50}$ Preuss., $99\frac{19}{40}$ Anhaltsche, $49\frac{1}{25}$ Dresdener Scheffel, $56\frac{3}{10}$ Böhm. Strich, $85\frac{17}{25}$ Wiener Metzen u. $147\frac{12}{25}$ Engl. Bushels.

C. Holzarten und Brennmaterialien.

	Ztnr.	Pfd.
a. Von allen Sorten Schiffs-, Zimmer-, Bau- und andern Nutzholzes, Sägeblöcken, stärkern Stangen u. dgl., so wie von Planken, Bohlen, Brettern und gesägten Latten: die 10 Hamburger Kubikfuss		
Eichen-, Hainbuchen-, Apfel- und Pflaumenbaumholz	$3\frac{1}{2}$	—
Buchen-, Eschen- und Kirschbaumholz	$3\frac{1}{4}$	—
Birken-, Birn-, Nuss- und Ulmbaumholz	3	—
Aspen-, Erlen-, Fichten-, Kiefer-, Tannen-, Linden-, Pappel- u. Weidenholz	$2\frac{1}{2}$	—

Anmerkung. Planken, Bretter, Latten und kleine bearbeitete Bauholz-Sorten können in ganzen Zwölftern, Schocken, Kraveelen, oder Lagen und Haufen, — unbearbeitete Zimmerstücke etc. nach den Cottaschen Tafeln in Durchschnitten u. s. w. gemessen und berechnet werden.

1821

	Hamburg. Ztnr	Pfd.
b. Felgen, das Schock (60) 30zöllige	$6\frac{1}{2}$	—
und — — — 36 —	9	—
Speichen, das Schock	$3\frac{1}{2}$	—

	Hamburger Kub Fuſs
c. Kandiskiſten, komplette, die 100 Stück kl.	30
100 — gr.	40
d. Faſsdauben und Stabholz, $1\frac{1}{2}$ bis 2 Zoll ſtark und 4 bis 6 Zoll breit, der ungewrakte Ring oder	
248 Pipenſtäbe . 67 bis 70 Zoll lang	80
372 Oxhoftſtäbe . 55 — 58 — —	97
496 Tonnenſtäbe . 45 — 48 — —	104
744 Oxhoftbodenſtäbe 29 — 32 — —	103
922 Tonnenbodenſtäbe 22 — 25 — —	107

e. von Faden- oder Klafterholz etc. werden die im Haufen gemeſſenen 100 Kubikfuſs nur gerechnet,

von	2	3	4	5	6füſsigem
Nutzholz in Klaftern	75	$73\frac{1}{2}$	72	70	68Kub.Fuſs
Brennholz in Kloben oder Scheiten . .	71	69	67	65	63 — —
in Stangen . .	60	57	54	51	48 — —
in Zacken oder Zweigen	56	52	48	44	40 — —
in Reiſigbunden oder Wellen . .	—	—	—	—	30—35 — —
Bandholz nach Verhältniſs der Stärke	—	—	—	—	45—55 — —
Zaunpfähle, wie Stangen-Brennholz.					

	Hamburg. Ztnr.	Pfd.
f. Lohkuchen, die 1000 Steine . . .	12	—
g. Holzkohlen, die 10 Kubikfuſs . .	—	75
h. Holz-Aſche, das Hamburger Faſs unausgelaugte . . .	—	56
ausgelaugte . . .	—	98
i. Braunkohle, die 10 Kubikfuſs . .	2	56
k. Steinkohlen, die 10 Kubikfuſs . .	3	—
l. Torf, die 1000 Solen oder Steine . .	9	—
die 10 Kubikfuſs aufgeſchüttet .	2	—

D. Steinarten, Thon, Sand etc. 1821

	Hamburg. Ztnr.	Pfd.
Kies, die 10 Kubikfuſs	7	—
Pflaſterſteine, die 10 Kubikfuſs	7	56
Sand, weiſser, die 10 Kubikfuſs	6	48
Sandſtein, behauener, die 10 Kubikfuſs	10	—
unbehauener, oder Bruchſtein in Haufen, die 10 Kubikfuſs	7	—
Pfeifenerde, die 10 Kubikfuſs	3	—
Töpfererde desgl.	5	—
Mergel, die 10 Kubikfuſs	6	—
Vieh- und andrer Dünger, die 10 Kubikfuſs	3	—
Ziegel: Backofenſteine, 1000 Stück	150	—
Dachzungen, 1000 Stück	30	—
Mauerſteine, 1000 Stück	84	—
dergleichen ungebrannte	96	—

E. Leere Gefäſse.

Ein Anker	—	16
Ein Doppel-Anker, Eimer, eine Biertonne	—	30
Eine Oel- und Thrantonne	—	40
Eine Theertonne	—	96
Ein Ahm, Ohm, eine Tierce	—	50
Ein Eſſig-Oxhoft, ein halbes Hamburger Bierfaſs	—	80
Ein Oxhoft, halbes Both, eine Quartele	1	—
Ein Hamburger Bierfaſs, eine Pipe	1	80
Ein Both, Faſs, eine groſse Pipe	1	50
Ein Stückfaſs, eine Stampe	2	—

Zum Verkauf verſandte neue Fahrzeuge tragen die doppelte Rekognitionsgebühr.

Bemerkungen.

1. Zu genauen Nachwägungen und Vergleichungen, beſonders auch der, wegen ſehr abweichender Benennungen, Verpackungsweiſe etc. hier für jetzt noch übergangenen Gegenſtände, werden die Zollämter jede paſſende Gelegenheit benutzen, und die Reſultate in beglaubter Form aufzeichnen.
2. Das Gewicht lebender Thiere iſt durch Sachverſtändige billig zu ſchätzen.

T a

des Elb-Zolles, nach den zu

Niederfuhr.

Uferstaaten, für deren Rechnung die Gebühr erhoben wird.	Bezeichnung der Strecke.	Zu entrichtende Gebühr à Ztr. v. 112 Pfd. Hamburg. Conv. Münze. Rtl.	Gr.	Pf.	Summe der in jedem Uferstaat zu entrichtenden Gebühr. Conv. Münze. Rtl.	Gr.	Pf.	
Oestreich	Von Melnik bis Aussig	—	—	11	—	1	9	
	Von Aussig bis an die Grenze . . .	—	—	10				
Sachsen.	Von der Oestreich. Grenze bis Pirna . .	—	1	3	—	5	3	Für diejenigen Fälle, wo Fahrzeuge nicht den ganzen Theil der Preussischen Elbe befahren, wird nach Maasgabe der zu befahrenden Strecke der Elbzoll erhoben.
	Von Pirna bis Dresden	—	1	4				
	Von Dresden bis an die Preuss. Grenze .	—	2	8				
Preussen.	Für die ganze Strecke von der Sächs. bis zur Mecklenburgisch. Gr.	—	13	—	—	13	—	
Anhalt-Bernburg	Für die ganze Strecke	—	—	8	—	—	8	
Anhalt-Cöthen.	Für die ganze Strecke	—	—	8	—	—	8	
Anhalt-Dessau.	Von Dessau b. Tochheim	—	—	8	—	1	4	
	Von Tochheim bis an die Preuss. Grenze	—	—	8				
Hannover.	Von der Preuss. Grenze bis Hitzacker . .	—	1	3	—	2	6	
	Von Hitzacker bis Hamburg	—	1	3				
Mecklenburg.	Von der Preuss. bis zur Hannöv. Grenze .	—	—	10	—	1	8	
	Von der Hannöv. bis zur Dän. Grenze . .	—	—	10				
Dänem.	Für die ganze Strecke	—	—	8	—	—	8	
	Summe für die Strecke von Melnik bis Hamburg	—	—	—	1	3	6	

NB. Transitirende Schiffer können an dem ersten Erhebungsamt die Ge

Anmerk. Der von Esslingen früher nach Hamburg verlegte Zoll wird
ling Hamb. Cour. pr. Schiffslast von 4000 Pfund Brutto (und einer ge-

r i f

befahrenden Strecken vertheilt.

Auffuhr.

Uferstaaten, für deren Rechnung die Gebühr erhoben wird.	Bezeichnung der Strecke.	Zu entrichtende Gebühr à Ztr. v. 112 Pfd. Hamburg. Conv. Münze. Rtl	Gr.	Pf.	Summe der in jedem Uferstaat zu entrichtenden Gebühr. Conv. Münze. Rtl	Gr	Pf.	
Dänem.	Für die ganze Strecke	—	—	8	—	—	8	
Hannover.	Von Hamburg bis Hitzacker	—	1	3	—	2	6	
	Von Hitzacker bis an die Preuſs. Grenze . .	—	1	3				
Mecklenburg	Von der Dän. bis zur Hannöv. Grenze .	—	—	10	—	1	8	Für diejenigen Fälle, wo Fahrzeuge nicht den ganzen Theil der Preuſsischen Elbe befahren wird nach Maaſsgabe der zu befahrenden Strecke der Elbzoll erhoben.
	Von der Hannöv. bis zur Preuſs. Grenze .	—	—	10				
Preuſsen.	Für die ganze Strecke von der Mecklenburgisch. bis zur Sächſ. Grenze	—	13	—	—	13	—	
Anhalt-Deſſau.	Von der Preuſs. Grenze bis Tochheim . .	—	—	8	—	1	4	
	Von Tochheim b. Deſſau	—	—	8				
Anhalt-Cöthen.	Für die ganze Strecke	—	—	8	—	—	8	
Anhalt-Bernburg	Für die ganze Strecke	—	—	8	—	—	8	
Sachſen	Von der Preuſs. Grenze bis nach Dresden .	—	2	8	—	5	3	
	Von Dresden nach Pirna	—	1	4				
	Von Pirna bis zur Oeſtreich. Grenze .	—	1	3				
Oeſtreich	Von der Sächſischen Grenze bis Auſſig	—	—	10	—	1	9	
	Von Auſſig bis Melnik	—	—	11				
	Summe für die ganze Strecke von Hamburg bis Melnik	—	—	—	1	3	6	

bühr für die ganze Strecke eines jeden Uferstaats entrichten.

nur von stromaufwärts aus Hamburg abgehenden Schiffern mit 4 Schiffringen Schreibgebühr) entrichtet.

Tarif

der Rekognitionsgebühr für die Elbe.

a. Mit Ladung.	Klasse 1. unter 10 Last die Last à 4000 Pfund.		Klasse 2. zu 10—25 Last.		Klasse 3. zu 25—45 Last.		Klasse 4. zu 45 Last und mehr.	
	Conv. Rthl.	Münz. Gr.	Conv. Rthl.	Münz. Gr.	Conv. Rthl.	Münz. Gr.	Conv. Rthl.	Münz. Gr.
1. Sachsen . .	—	8	—	16	1	—	1	8
2. Preussen zu Mühlberg .	—	8	—	16	1	—	1	8
ditto zu Wittenberge . .	1	—	2	—	3	—	4	—
3. Anhalt . .	—	4	—	8	—	12	—	16
4. Hannover . .	—	8	—	16	1	—	1	8
5. Mecklenburg	1	—	2	—	3	—	4	—
6. Lauenburg .	—	12	1	12	2	—	2	—

b. Fahrzeuge ohne Ladung zahlen allenthalben ein Viertel vorstehender Taxe.

Münzvalvations-Tabelle 1821

für die Elbzölle.

Nur nachbenannte Münzsorten werden recipirt zu

A. *Silbermünzen.*

a. Conventionsmäfsige (20 Gulden auf die Mark fein).

In Oestreich, Sachsen und Anhalt.

	In Conv. Geld. Rthl.	Gr.	Pf.
Speciesthaler, K. Oestreichsche, Würtembergsche etc. und denen gleiche .	1	8	—
Gulden oder $\frac{2}{3}$-Stücke	—	16	—
Halbe Gulden oder $\frac{1}{3}$-Stücke . . .	—	8	—
Sechstelstücke	—	4	—
Zwölftelstücke	—	2	—
30 Kreuzer-Stücke, Markgräfl. Anspachsche,	—	8	—
20 Kreuzer- oder Kopfstücke, Oestreichsche, Baiersche, Würtembergsche. .	—	5	4
17 Kreuzer-Stücke, Kaiserl. Oestreichsche etc.	—	4	6
10 Kreuzer-Stücke, desgleichen . .	—	2	8
5 Kreuzer-Stücke, desgleichen . .	—	1	4
3 Kreuzer-Stücke oder Groschen, desgl.	—	—	9

b. Zum 21 Gulden-Fufs ausgemünzte.

In Preufsen und Anhalt.

Preufsisch-Courant im Verhältnifs zum Conventionsgeld wie 21 zu 20, oder mit 5 Procent Zuschlag.

c. Zum 18 Gulden-Fufs oder Kassenmünze.

In Hannover u. Mecklenburg.

Gulden oder neue $\frac{2}{3}$-Stücke . . .	—	17	6
Halbe Gulden oder $\frac{1}{3}$-Stücke . . .	—	8	9
$\frac{1}{6}$- oder 4 Groschen-Stücke	—	4	4
$\frac{1}{12}$- oder 4 Schilling-Stücke	—	2	2

1821

	d. Zum 17 Gulden-Fuſs.	In Conv. Geld. Rthl.	Gr.	Pf.
	In Lauenburg.			
	Speciesthaler, Königl. Däniſche und neue Schleswig-Holſteinſche	1	10	7
	In Hamburg.			
	2 Mark-Stücke, Hamb., Lübeck, Mecklenb.	—	18	10
	1 Mark- oder 16 Schilling-Stücke .	—	9	5
	12 Schilling-Stücke . . .	—	7	—
	8 Schilling-Stücke	—	4	8
	4 Schilling-Stücke . . .	—	2	4
	In Anhalt.			
	Laubthaler, Französiſche, . . . Kronenthaler; Kaiſerl. Oeſtreichſche, Baierſche und denen gleiche . . .	1	12	—
	Halbe Kronenthaler	—	18	—
	Viertel Kronenthaler	—	9	—
	B. *Goldmünzen.*			
	In Oeſtreich.			
Stück auf die rauhe Cöln. Mark	K. K. Oeſtreichſche und Kremnitzer			
	Doppel Ducaten . .	6	4	—
	— — einfache Ducaten	3	2	—
	In Anhalt.			
35	Braunſchw. u. Hannöv. Piſtolen oder 5 Thaler-Stücke, Preuſs. Friedrichsd'or und alte Französiſche Louisd'or. . . .	5	6	—
70 — 70½	Halbe dergleichen . . .	2	15	—
17¼ — 17⅓	Doppelte dergleichen . .	10	12	—
34½	Spaniſche einfache Piſtolen .	5	4	—
17⅔	— doppelte oder Doppien	10	8	—
67	Reichsconſtitutionsmäſsige Kaiſ. Oeſtreichſche, ſo wie Königl. Preuſsiſche, Holländiſche auch Kremnitzer und andere, 23 Krt. 8 Grn. fein haltende, einfache Ducaten, imgleichen Venetianiſche Zechinen und Florentin. Gigliari	3	2	—

	In Conv. Geld. Rthl.	Gr.	Pf.	1821
K. K. Oestreichsche und Kremnitzer Doppel-Ducaten . . .	6	4	—	
K. Dänische u. Mecklenb. schwere Ducaten zu 21 Krt. 1 Grn. fein	2	8	—	

Anmerkungen.

1. Die kleinsten Münzsorten werden nur in geringern Summen, und sogenannte Scheidemünzen nur zur Ausgleichung der Zahlungen angenommen.

2. Die nicht conventmäßigen oder zu schlechten Münzstücke werden nach Gepräge, Jahreszahl etc. in jedem Zollbüreau, mittelst landesherrlicher Verordnung und öffentlichen Anschlags genauer und möglichst vollständig angegeben werden.

I.

TABLE CHRONOLOGIQUE,

des traités renfermés dans ce volume.

1808	15 Juill.	Actes relatifs à l'avénement du roi Joachim Murat au trône de Naples.	Pag. 12
	31 Déc.	Traité entre le Roi de Würtemberg et le Grand-Duc de Bâde	1
1810	28 Fév.	Traité entre l'Empereur des François et le roi de Bavière pour l'exécution du traité de Vienne du 14 Octbr. 1809.	16
	10 Déc.	Acte de protestation de l'Empereur de Russie, au sujet de la réunion du Duché d'Oldenbourg à la France	22
1811	30 Mars	Convention entre le roi de Bavière et le roi de Saxe pour l'extradition réciproque des déserteurs	24
1814	3 Fév.	Convention signée par le Duc de Gallo, et Sir W. Bentink	31
	8 Jan.	Actes relatifs au traité de paix conclu entre la cour d'Autriche et celle de Naples	32
	18 Avr.	Convention militaire entre l'armée angloise et la garnison de Gênes, signée à St. François d'Albéron	34
	5 Juill.	Article séparé du traité d'amitié et d'aillance entre l'Espagne et la Grande-Bretagne	38
1815	31 Mars et 2 Avr.	Actes par lesquels l'administration des Etats de Parme de Plaisance et de Guastalle est cédée à l'Empereur d'Autriche	39
	7 Avr.	Patente de l'Empereur d'Autriche au sujet de la formation du royaume Lombard-vénitien	55
	13 May	Convention conclue au nom de la reine régente de Naples et le Comodore Campbell	45

1815	6 Juill.	Convention entre la Bavière et l'Electeur de Hesse pour l'extradition réciproque des déserteurs	P. 48
1809 — 1818.		Conventions entre le Duc de Nassau et divers états de l'Allemagne pour l'abolition du droit de détraction	59
1808 — 1817.		Conventions entre la Bavière et divers Etats de l'Allemagne, sur l'abolition du droit de détraction	77
1816	3 Avr.	Traité de paix entre le roi des Deux-Siciles et le Dey d'Alger	90
	17 —	Traité de paix entre le roi des Deux-Siciles et le Bey de Tunis	98
	29 —	Traité de paix entre le roi des Deux-Siciles et le Bey de Tripoli	106
	26 Septbr.	Convention entre le roi des Deux-Siciles et le roi de la Grande-Bretagne	116
	19 Octbr.	Convention entre la Bavière et le Grand-Duché de Bâde, pour l'extradition réciproque des déserteurs	126
1817	24 Mai	Cartel-convention entre l'Autriche et la Bavière	146
	11 Août	Acte de vente d'une escadre russe, cédée par S. M. l'Empereur de Russie à S. M. le roi d'Espagne Ferdinand VII.	41
	15 —	Convention entre S. M. le roi d'Espagne et S. M. le roi des Deux-Siciles	133
	29 Août / 10 Septbr.	Acte additionel au traité de paix de Frédricsham entre la Suède et la Russie	137
	15 Novbr.	Patente du roi de Bavière qui établit l'état politique du prince de Leuchtenberg en sa qualité de prince d'Eichstaedt	155
1817 — 1819		Déclarations du gouvernement prussien relatives à l'extension de l'abolition du droit de retraite	166
1818	17 Janv.	Loi napolitaine relative à la naturalisation des étrangers	174
	18 Mai	Convention entre S. A. le Duc de Nassau et les cours de Bavière, de Würtemberg, de Bâde et de Hesse-Darmstadt, pour l'extradition réciproque des déserteurs	276

1818 26 Mai Convention entre la Prusse et les Deux-Siciles pour l'abolition réciproque du droit de retraite et de l'impôt d'émigration P. 178
11 Juin Cartel-convention entre la Prusse et les Pays-Bas. 180
29 Juill. Convention entre le royaume des Deux-Siciles et la cour de Rome pour l'extradition réciproque des déserteurs 281
30 — Loi de navigation donnée par S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles 185
— — Conventions d'Etappes entre la Prusse et divers états de l'Allemagne 210
8 Août Déclaration du Gouvernement des Pays-Bas, sur l'abolition du droit d'Aubaine envers celui des Deux-Siciles 286
7 Nov. Extrait du protocole des conférences ministerielles tenues à Aix-la-Chapelle 287
1817 — 1819. Conventions entre la Prusse et divers états de l'Allemagne sur l'extradition réciproque des déserteurs et des Vagabonds 293
1818 — 1822. Déclarations du gouv. prussien relatives aux conventions conclues avec div. états de l'Allemagne pour l'extr. des déserteurs et des vagabonds 316
1819 5 Fév. Traité entre les états de Buenos-Ayres et le Chili 324
22 — Traité d'amitié d'accord et de fixation des limites, entre les Etats-Unis d'Amérique et S. M. Catholique 328
— — Décret de S. M. le roi des Deux-Siciles sur la franchise accordée aux membres du corps diplomatique 346
23 Mars Décret napolitain, concernant la franchise des ports de Palerme et de Messine 350
24 Avr. Acte de ratification de la Porte ottomane de la cession des îles ioniennes à la Grande-Bretagne 387
6 Mai Cartel-convention entre l'Autriche et le Duc de Modène 391

1819 29 Mai Convention entre le royaume des Deux-Siciles et la Sardaigne pour l'extradition réciproque des deſerteurs et des malfaiteurs P. 398
6 Juill. Convention entre le St. Siège et le roi des Deux-Siciles 402
14 — Loi françoiſe, ſur la ſucceſſion des étrangers en France 405
25 Octbr. Convention entre la Pruſſe et la Principauté de Schwarzbourg-Sondershauſen 406
17 Déc. Acte de réunion des états de Venezuela et de la Nouvelle-Grenade 411
1819. 1820. Extraits des décrets rendus par le roi des Deux-Siciles, relatifs aux conventions conclues avec diverſes puiſſances ſur l'abolition du droit d'Aubaine 415
1820 18 Fév. Convention entre la Sardaigne et la Pruſſe pour l'abolition réciproque du droit de détraction 448
2 Mars Patente autrichienne, relative à la franchiſe du droit de détraction accordée aux ſujets des Etats de la confédération germanique 450
9 Mars Acte de l'acceptation de la conſtitution eſpagnole promulguée en 1812, par S. M. le roi Ferdinand VII. 455
25 Mars Acte pour le renvoi définitif des Jéſuites hors des frontières de l'Empire de Ruſſie 461
15 Mai Acte final des conférences miniſtérielles tenues à Vienne, pour compléter et conſolider l'organiſation de la confédération germanique 467
15 Juin Convention entre la Bavière et la Saxe, pour l'extradition réciproque des Vagabonds 511
3 Août Extrait du protocôle de la Séance plénière de la confédération germanique 516
9 — Convention entre la France et la Sardaigne pour l'extradition réciproque des déſerteurs 532

1820	25 Nov.	Traité d'armiſtice entre les chefs de l'armée royale eſpagnole et ceux de l'armée républicaine de Columbia, ſigné à Truxillo	P. 535
	26 Nov.	Convention entre le Général eſpagnol Morillo et le Général républicain Bolivar	540
	24 Déc.	Convention entre le Grand-Duc de Bâde et la confédération Suiſſe	543
	25 —	Convention entre le Danemarc et la Pruſſe pour l'extradition réciproque des déſerteurs	547
1820.	1821.	Déclarations réciproques faites par la Confédération Suiſſe d'une part, et par l'Autriche, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg et Bâde de l'autre pour le renouvellement des traités exiſtants	555
——	——	Actes relatifs aux affaires du royaume des Deux-Siciles	562
1821.	1822.	Actes relatifs aux affaires du royaume de Sardaigne	650
1821	9 et 12 Avril	Loi organique de la confédération Germanique, pour ſa conſtitution militaire	667
	23 Juin	Acte pour la libre navigation de l'Elbe	714

TABLE

II.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

Allemagne.

1820 15 Mai Acte final des conférences ministérielles tenues à Vienne Pag. 466
3 Août Résolutions prises par la diète de la conféd. germ. pour l'établissement du tribunal austrégal 516
1821 9 Avr. Loi organique de la conféd. germ. pour sa constitution militaire 666

Amérique, (Etats-Unis).

1819 22 Févr. Traité d'amitié et de fixation de limites avec l'Espagne 328

Amérique méridionale.

1819 5 Févr. Traité entre les états de Buenos-Ayres et du Chili 325
17 Déc. Acte de réunion des états de Venezuela et de la nouvelle Grenade 411
1820 25 Nov. Traité d'armistice entre les chefs de l'armée républ. de Columbia et ceux de l'armée royale esp. signé à Truxillo 535
26 Nov. Conv. entre les généraux Bolivar et Morillo 540

Anhalt-Bernbourg; Anhalt-Koëthen; Anhalt-Dessau.

1821 23 Juin Acte pour la libre navigation de l'Elbe 714

Anhalt-Bernbourg.

1818 12 Nov. Conv. d'étappes avec la Prusse 220
1819 20 Avr. Décl. sur l'abol. d. D. d'Aub. avec le R. d. Deux-Siciles 436

Anhalt - Koethen.

1818 12 Nov. Conv. d'étappes avec la Pruſſe P. 233

Anhalt - Deſſau.

1818 12 Nov. Conv. d'étappes avec la Pruſſe 246
8 Mars Décl. ſur l'abol. du D. d'aub. avec le R. d. Deux - Siciles 419

Autriche.

1810 28 Févr. Traité avec la Bavière pour l'exécution du traité de Vienne du 14 Oct. 1809. 16
1814 Janv. Actes relatifs au traité conclu avec le R. de Naples 32
31 Mars et 2 Avr. Actes relatifs à la ceſſion de l'adminiſtration de Parme, Plaiſance et Guaſtalle 39
1815 7 Avr. Patente pour la formation du royaume Lombard - Vénétien 55
1817 24 Mai Cartel - conv. avec la Bavière 146
1818 8 Août Conv. avec la Pruſſe pour l'extrad. récipr. des déſerteurs 301
4 Oct. Décl. ſur l'abol. du D. d'aubaine avec le R. d. Deux - Siciles 416
7 Nov. Extrait du protocôle de la conf. tenue à Aix - la - Chapelle (aff. des médiatiſés) 287
1819 6 Mai Cartel - conv. avec S. A. le Duc de Modène 391
1820 2 Mars Patente relative à la franchiſe de tout droit de détraction accordée aux ſujets des états de la confé. germ. 450
1821 16 Août Décl. ſur l'abol. du droit de détraction envers la Suiſſe 558
1820. 1821. Actes relatifs aux affaires du R. des Deux - Siciles 562
1821. 1822. Actes relatifs aux affaires du R. de Sardaigne 650
1821 23 Juin Acte pour la libre navigation de l'Elbe 714

Bâde.

1808 31 Déc. Traité avec le roi de Würtemberg 1
1816 19 Oct. Conv. avec la Bavière pour l'extrad. récipr. des déſerteurs 126

1819 17 Juin Conv. avec la Pruſſe pour l'extrad. récipr. des déſerteurs P. 305
1820. 25 Fév. Décl. ſur l'abol. d. D. d'aub. avec le R. des Deux-Siciles 448
24 Déc. Conv. avec la Suiſſe au ſujet de la principauté de Nellenbourg 543

Bavière.

1810 28 Fév. Traité avec l'Autriche pour l'exécution du traité de Vienne du 14 Oct. 1809. 16
1811 30 Mars Conv. avec la Saxe pour l'extrad. récipr. des déſerteurs 24
1815 6 Juill. Conv. avec l'Electeur de Heſſe pour l'extrad. récipr. des déſerteurs 48
1808 — 1817. Conv. avec divers états de l'Allemagne ſur l'abolition du droit de détraction, et décl. y ayant rapport 77
1816 19 Oct. Conv. avec Bâde pour l'extrad. récipr. des déſerteurs 126
1817 24 Mai Cartel-convention avec l'Autriche 146
15 Nov. Patente pour l'établ. de l'état polit. du prince d'Eichſtaedt 155
16 Déc. Conv. avec la Pruſſe pour l'extrad. récipr. des déſerteurs 293
1818 18 Mai Conv. avec Naſſau pour l'extrad. récipr. des déſerteurs 276
21 — Conv. avec la Pruſſe pour l'extrad. récipr. des Vagabonds 309
1819 18 — Décl. ſur l'abol. d. D. d'aub. avec l. R. des Deux-Siciles 444
1820 15 Juin Conv. avec la Saxe (royale) pour l'extrad. récipr. des Vagabonds 511
1821 29 Août Décl. ſur l'abolition du droit de détraction envers la Suiſſe 560

Bremen (ville de)

1819 3 Fév. Décl. ſur l'abol. du D. d'aub. avec le R. d. Deux-Siciles 426

Brunswick.

1818 12 Jan. Conv. d'etappes avec la Pruſſe 210
1819 23 Fév. Conv. avec la Pruſſe pour l'extrad. récipr. des déſerteurs 304

Danemarck.

1820	25 Déc.	Conv. avec la Prusse pour l'extrad. récipr. des déserteurs	P. 547
1821	23 Juin	Acte pour la libre navigation de l'Elbe (voyez Holstein).	714

Deux-Siciles.

1808	15 Juill.	Actes relatifs à l'avén. de Murat au trône de Naples	12
1814	3 Févr.	Conv. signée entre le Duc de Gallo et S. W. Bentink	31
	Janv.	Actes relatifs au traité conclu avec l'Autriche.	32
1815	13 Mai	Conv. conclue entre le Prince Cariati et le commodore anglais Campbell	45
1816	3 Avr.	Traité de paix avec le Dey d'Alger	90
	17 —	Traité de paix avec le Bey de Tunis	98
	29 —	Traité de paix avec le Bey de Tripoli	106
	26 Sept.	Conv. avec la Grande-Bretagne	116
1817	15 Août	Conv. avec le roi d'Espagne	133
1818.	17 Jan.	Loi nap. relat. à la naturalisation des étrangers	174
	26 Mai	Conv. avec la Prusse pour l'abol. de droit de retraite	178
	30 Juill.	Loi de navigation rendue par S. M. le roi des Deux-Siciles	185
	29 —	Conv. avec le St. Siège pour l'extrad. des malfaiteurs	281
	8 Août	Conv. avec le roi des Pays-Bas pour l'abolit. du droit d'aub.	286
1819	22 Fév.	Décret relatif à la franchise accordée aux membres du corps diplom.	346
	23 Mars	Décret relatif à la franchise des ports de Palerme et de Messine	350
	29 Mai	Conv. avec le roi de Sardaigne pour l'extrad. récipr. des malfaiteurs	398
	6 Juill.	Conv. avec le St. Siège	402
1819.	1820.	Extraits des Décrets relatifs aux conv. conclues avec divers puissances, pour l'abol. du droit d'aubaine et de détraction	415

1820. 1821. Actes relatifs aux affaires du royaume des Deux-Siciles P. 562

Espagne.

1814 5 Juill. Article séparé du traité d'alliance avec la Grande-Bretagne 38
1817 11 Août Acte de vente d'une escadre russe cédée à l'Espagne 41
15 — Conv. avec le roi des Deux-Siciles 133
1819 22 Fév. Traité d'amitié et de fixation de limites avec les Etats-Unis d'Amérique 328
1820 9 Mars Décret pour l'acceptation de la constit. de l'an 1812 454
25 Nov. Traité d'armistice signé à Truxillo 535
26 — Conv. entre les généraux Bolivar et Morillo 540

Etats-Barbaresques.

Algèr.

1816 3 Avr. Traité de paix avec le roi des Deux-Siciles 90

Tunis.

1816 17 Avr. Traité de paix avec le roi des Deux-Siciles 98

Tripoli.

1816 19 Avr. Traité de paix avec le roi des Deux-Siciles 106

France.

1814 18 Avr. Conv. militaire signée à St. Albéron avec l'armée anglaise 34
1819 14 Juill. Loi française sur la succession des étrangers en France 405
1820 9 Août Conv. avec la Sardaigne pour l'extrad. récipr. des déserteurs 532
1820. 1821. Actes relatifs aux affaires du roi des Deux-Siciles 562

Pag. 387	Ligne 4	d'en bas, par à	lis.	par la	
391	— 12	burgund	—	burg und	
398	— 5	vali	—	reali	
—	— 14	quel i	—	quelli	
399	— 5	favori	—	lavori	
—	— 13	prouove	—	pruove	
405	— 11	france	—	France	
—	— 20	obeïſſance	—	obéïſſance	
411	— ult.	engage	—	engagé	
418	— 11	profitta	—	profitta	
422	— 9	deg i	—	degli	
428	Art. I.	credi	—	eredi	
430	Ligne 28	ſone	—	ſono	
—	— ult.	Baroni	—	Barone	
431	— 12	ſara	—	ſarà	
—	— 25	verſo e	—	verſo i	
432	— 18	ſignone	—	ſignore	
—	— —	no	—	ho	
439	— 5	d'en bas, norminati	lis.	nominati	
440	— 11	hereditaria	lis.	ereditaria	
—	— 26	aſportare	—	eſportare	
441	— 24	oovolendo	—	volendo	
442	— 19	Dia	—	Dio	
447	— 11	quattri	—	quatro	
448	28 Février		—	18 Février	
460	Ligne 13	injuſt ce	—	injuſtice	
461	— 2	d'en bas, exempt		tout	lis. exempt de tout
462	— 2	clauſſe	lis.	clauſe	
463	— 20	interdiſſent	—	interdiſent	
—	— 11	d'en bas deſignaler	lis.	de ſignaler	
464	— 15	contractérs	lis.	contractés	
520	— 6	s'i ly	—	s'il y	
530	— 9	pajement	—	payement	
539	— 1	where in	—	wherein	
567	— 28	pour	—	par	
569	— 17	Ruffu	—	Ruffo	
575	— 16	eclairiſſemens	—	eclaircisſemens	
576	— 7	Après les mots" "les deux" effacez" nations" et ajoutez" "Etats, ſe reſſerreront d'avantage pour le bien réciproque de deux nations"			
587	— 25	diroi	lis.	dirai	
595	— 17	révolution	—	réſolution	
598	— 33	hom	—	nom	
—	— 15	d'en bas, Après les mots" des trois cours, ajoutez" "ont déjà communiqué cette circulaire aux cours"			
600	— 9	lequels	lis.	lequel	
606	— 7	juges	—	juge	
619	— 30	envue	—	en vue	
630	— 29	eſpérances	—	eſpérance	
637	— —	que	—	que le	
—	— 30	— éffacez	—	le	
639	— 4	préſente	—	préſenté	
646	— 25	d'un	—	d'une	
—	— 28	reproduiſſent	—	reproduiſent	
647	— 8	trinite	—	trinité	
665	— ult.	Neſſerode	—	Neſſelrode	

1818 18 Mai Conv. avec Naſſau, pour l'extrad. récipr. des déſerteurs P. 276
1819 14 Sept. Décl. ſur l'abol. d. D. d'aub. avec l. R. d. Deux-Siciles 447

Holstein et Lauenbourg.

1821 23 Juin Acte pour la libre navigation de l'Elbe 714

Lippe.

1818. 8 Oct. Conv. d'étappes avec la Pruſſe 258

Lubeck. (ville de)

1819 3 Fév. Décl. ſur l'abol. du D. d'aub. avec le R. d. Deux-Siciles 427

Mecklenbourg-Schwerin.

1819 12 Juin Décl. ſur l'abol. d. D. d'aub. avec le R. des Deux-Siciles 439
1821 23 — Acte pour la libre navigation de l'Elbe 714

Mecklenbourg-Strelitz.

1819 7 Mai Conv. avec la Pruſſe pour l'extrad. récipr. des Vagabonds 306
1 Nov. Décl. ſur l'abol. d. D. d'aub. avec le R. d. Deux-Siciles 443

Modène.

1819 6 Mai Cartel-conv. avec l'Autriche 391

Naſſau.

1809 — 1818 Décl. ſur l'abolition du droit de détraction, envers divers états de l'Allemagne 59
1819 18 Mai Conv. avec la Bavière, le Wurtemberg, Bâde et Heſſe-Darmſtadt ſur l'extrad. récipr. des déſerteurs 276

Oldenbourg.

1818. 28 Sept. Conv. d'étappes avec la Pruſſe 267

Parme.

1814 31 Mars et 2 Avr. Actes relatifs à la cession de l'administration de Parme, Plaisance et Guastalle à l'Autriche P. 39

1818 13 Oct. Décl. sur l'abol. d. D. d'aub. avec le R. d. Deux-Siciles 424

Pays-Bas.

1818 11 Juin Cartel-conv. avec la Prusse 180

8 Août Décl. sur l'abol. du droit d'aub. envers le R. des Deux-Siciles 286

Portugal.

1819 31 Mai. Décl. sur l'abol. d. D. d'aubaine avec le R. d. Deux-Siciles 434

Prusse.

1817 — 1819. Décl. pruss. relatives à l'extension de l'abol. du droit de retraite 166

1818 16 Mai Conv. avec le R. des Deux-Siciles pour l'abol. du droit de retraite 178

11 Juin Cartel-conv. avec le R. des Pays-Bas 180

1818 Conv. d'étappes avec divers états de l'Allemagne 210

7 Nov. Extrait du protocôle de la conf. tenue à Aix-la-Chapelle (affaire des médiatisés) 287

1817 — 1819. Conv. avec divers états de l'Allemagne, pour l'extrad. récipr. des déserteurs et des Vagabonds 293

1818 — 1822. Décl. du gouv. pruss. relat. aux diverses Conv. conclues avec diff. états de l'Allemagne, pour l'extrad. récipr. des déserteurs et des Vagabonds 316

1819 25 Oct. Conv. avec Schwarzbourg-Sondershausen 406

1820 25 Déc. Conv. avec le Danemarck pour l'extrad. récipr. des déserteurs 547

1820. 1821. Actes relatifs aux affaires du R. des Deux-Siciles 562

1821. 1822. Actes relatifs aux affaires du R. de Sardaigne P. 650
1821 23 Juin Acte pour la libre navigation de l'Elbe 714

Cour de Rome.

1818 29 Juill. Conv. avec le R. des Deux-Siciles pour l'extrad. des malfaiteurs 281
1819 6 Juill. Conv. avec le R. des Deux-Siciles 402

Russie.

1810 10 Déc. Acte de protestation contre la réunion du duché d'Oldenbourg à la France 21
1817 11 Août Acte de vente d'une escadre russe, cédée au Roi d'Espagne 41
1817 7 Nov. Extrait du protocôle de la conf. tenue à Aix-la-Chapelle (aff. des médiatisés) 287
1820 25 Mars Acte pour le renvoi définitif des Jésuites hors des frontières de l'empire 461
1820. 1821. Actes relatifs aux affaires du R. des Deux-Siciles 562
1821. 1822. Actes relatifs aux affaires du R. de Sardaigne 650

Sardaigne.

1819 29 Mai Conv. avec le R. des Deux-Siciles pour l'extrad. récipr. des malfaiteurs 398
1820 9 Août Conv. avec la France pour l'extrad. récipr. des déserteurs 532
1821. 1822. Actes relatifs aux affaires du R. de Sardaigne 650

Saxe-royale.

1811 30 Mars Conv. avec la Bavière pour l'extrad. récipr. des déserteurs 24
1820 5 Fév. Conv. avec la Prusse pour l'extrad. récipr. des déserteurs et des Vagabonds 315
15 Juin Conv. avec la Bavière pour l'extrad. récipr. des Vagabonds 511
24 — Décl. sur l'abolition du droit de détraction envers la Suisse 555
1821 23 Juin Acte pour la libre navigation de l'Elbe 714

Saxe, branche ernestine.

Saxe-Weimar.

1819 2 Avr. Décl. sur l'abol. d. D. d'aub. avec le R. des Deux-Siciles P. 435

Saxe-Gotha.

1812 19 Déc. Conv. avec la Bavière pour l'abol. d. D. de détraction 87

Saxe-Hildbourghausen.

1809 31 Mars Conv avec la Bavière pour l'abol. de D. de détraction 79
1818 25 Oct. Décl. sur l'abol. d. D. d'aub. avec le R. des Deux-Siciles 421

Saxe-Meinungen.

1809 9 Déc. Conv. avec la Bavière pour l'abol. d. D. de détraction 81
1818 1 — Décl. sur l'abol. d. D. d'aub. avec le R. d. Deux-Siciles 419

Saxe-Cobourg.

1819 16 Juin Décl. sur l'abol. d. D. d'aub. avec le R. d. Deux-Siciles 441

Suède.

1817 10 Sept. / 29 Août Acte additionel au traité de Fréderichshamm avec la Russie 137
1819 10 Avr. Décl. sur l'abol. d. D. d'aub. avec le R. d. Deux-Siciles 431

Suisse.

1820 24 Déc. Conv. avec le Gr. Duc de Bâde au sujet de la principauté de Nellenbourg 543
1820. 1821. Décl. sur l'abol. du droit de détraction envers l'Autriche, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg et Bâde 555

Schwarzbourg-Sondershausen.

1819 25 Oct. Conv. avec la Prusse 406

Toscane.

1818 29 Oct. Décl. sur l'abol. d. D. d. détr. avec le R. des Deux-Siciles P. 431

Turquie.

1819 24 Avr. Acte de cession des îles ioniennes à la Grande-Bretagne 387

Würtemberg.

1808 31 Déc. Traité avec le Grand-Duc de Bâde 1
1818 18 Mai Conv. avec Nassau pour l'extrad. récipr. des déserteurs 276
1819 31 Mars Convention avec la Prusse pour l'extrad. récipr. des déserteurs 303
1821 29 Août Décl. sur l'abol. du droit de détraction envers la Suisse 561

Omission et Rectification.

A la page 555, où sous le Nr. 62. se trouvent placées les

"*Déclarations réciproques faites par la Suisse d'une part, et par l'Autriche, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg et Bâde de l'autre, pour le renouvellement des traités existans entre ces états, sur l'abol. du droit d'aubaine*"

celle, relative à la cour de Bâde, a été omise et doit être rapportée sous le Nr. 5. à la p. 561. Elle est conçue ainsi qu'il suit"

Freyzügigkeit mit Baden.

Nachträgliche gegenseitige Erklärungen, betreffend den dermaligen Standpunct des daherigen Vertrags vom 6ten Febr. 1804.

Note. Da der unterm 6. Februar 1804 zwischen Baden und der Eidgenossenschaft abgeschlossene Freyzügigkeitsvertrag, zufolge ausdrücklicher Bestimmung des ersten Artikels, die *damaligen und künftigen Landestheile* beyder Contrahenten umfasst, und überdiess an den Eidgenossischen Tagsatzungen von 1820 und 21 die löbl. Stände *Bern* und *Basel* für ihre neu erworbenen Landestheile, so wie *Wallis*, *Neuburg* und *Genf* für ihren ganzen Gebietsumlauf, den förmlichen Beytritt erklärt haben, — so sind diessfalls von dem Eidgenossischen Vorort unterm 25. Nov. 1820 und 29. Aug. 1821 nachträgliche Urkunden gegen die Grossherzogliche Regierung ausgestellt, und von Seiten Sr. Königl. Hoheit des Herrn Grossherzogs unterm 10. Febr. und 20 Nov. 1821 eigenhändig unterfertigte Acceptations-Erklärung gegeben worden. Demnach bestehet nun der besagte Freyzügigkeitsvertrag auf der einen Seite *für das gesammte Grossherzogthum Baden*, und auf der andern *für alle XXII Cantone der Eidgenossenschaft* in verbindlicher Kraft.

A la page 31. où sous Nr. 6. se trouve la "*Convention conclue entre le duc de Gallo et Sir W. Bentink,*" la note placée au bas de la page, ne se rapporte point au Nr. 6. mais au Nr. 8. et doit par conséquent être placée pag. 34. à la suite de la "*Convention militaire signée à St. François d'Albéron.*"

Errata.

Page 12	Ligne 16	dudit	lisez	du dit
16	1809 14 Oct.		—	1810 28 Fév.
18	— 33	acquités	—	acquittées
22	v. la note, l. 3.	la	—	sa
25	Ligne 23	recueil	—	recueillis
25	— 16	besagte	—	vermöge eines
32	— 15	réunis	—	réunies
34	— 22	de la place	—	della pace
35	— 18	trops	—	troops
39	signature	Magawly	—	Magarli
77	— 3	détractions	—	détraction
90	— 5	tout puissant	—	Tout-Puissant
91	— 25	barberes	—	barbaria
95	— 9	se non se	—	se non
—	— 35	per conto ajoutez	degli eredi	
97	— 2	dichiarala	lisez	dichiarata
99	— 4 et 12 d'en bas,	Odoardo	lisez	Eduardo
101	— 14	sara lis.	sarà	
—	Art. III.	di guerra	lis.	da guerra
103	Ligne 1	di guerra	—	da guerra
—	Art. VII.	rifugga	—	rifuggà
105	Art. X.	eredi	—	eredi
106	tout puissant		—	Tout-Puissant
—	Ligne 6 d'en bas,	mililitaire	lis.	militaire
120	— 8	sadite	lis.	sa dite
136	— 10	plustot	—	plutôt
137	— 2	Fredricshamn	—	Frédricshamm
140	— 33	permisse	—	permise
141	— ult.	maie	—	mais
142	— 4	permisse	—	permise
174	Art. I. Lign. 3.	200 ducats	lis.	100 ducats
179	Ligne 2	hereditaria	lis.	ereditaria
181	— 6	Henride	—	Henry de
187	— 18	ispetor	—	ispettore
188	— 25	dimensieni	—	dimensioni
194	— 4	subcotrare	—	subentrare
198	Art. LIX.	tonne laggio	—	tonnellaggio
199	Ligne 2	d'en bas, so a	—	sola
202	— 4	d'en bas, de la	—	della
276	§. 2.	ajoutez	—	Die herzogl.
329	Ligne 5	d'en bas, fall	—	full
330	Art. III.	de la.	effacez	le point
333	Ligne 21	sede	lisez	cede
341	— 20	stead	—	stead
349	— 6	dagli	—	degli
352	— —	résoluta	—	résoluto
—	— ult.	porte	—	parte
353	— 15	pi no	—	pieno
—	— 27	luoro	—	luogo
356	Art. XXVII.	saraño	—	saranno
363	Art. LXXIII.	del se	—	se
368	Ligne 11	seguita	—	seguito
—	Art. XCIX.	sistentasse	—	si tentasse
382	Ligne 7	promulgato	—	promulgata
387	— 6	d'en bas, dul	—	du

Pag. 587	Ligne 4	d'en bas, par à	lif.	par la
591	— 12	burgund	—	burg und
598	— 5	vali	—	reali
—	— 14	quel i	—	quelli
599	— 8	favori	—	lavori
—	— 18	prouove	—	prüove
405	— 11	france	—	France
—	— 20	obeiſſance	—	obéiſſance
411	— ult.	engege	—	engagé
418	— 11	profitta	—	profitta
422	— 9	deg i	—	degli
428	Art. I.	credi	—	eredi
450	Ligne 28	ſone	—	ſono
—	— ult.	Baroni	—	Barone
451	— 12	ſara	—	ſarà
—	— 25	verſo é	—	verſo i
452	— 18	ſignone	—	ſignore
—	— —	no	—	ho
439	— 5	d'en bas, norminati	lif.	nominati
440	— 11	hereditaria	lif.	ereditaria
—	— 26	aſportare	—	eſportare
441	— 24	eovolendo	—	volendo
442	— 19	Dia	—	Dio
447	— 11	quattri	—	quatro
448	28 Février		—	18 Février
460	Ligne 15	injuſt ce	—	injuſtice
461	— 2	d'en bas, exempt		tout lif. exempt de tout
462	— 2	clauſſe	lif.	clauſe
463	— 20	interdiſſent	—	interdiſent
—	— 11	d'en bas deſignaler	lif.	de ſignaler
464	— 15	contractérs	lif.	contractés
520	— 6	s'i ly	—	s'il y
530	— 9	pajement	—	payement
539	— 1	where in	—	wherein
567	— 28	pour	—	par
569	— 17	Ruffu	—	Ruffo
575	— 16	eclairiſſemens	—	eclairciſſemens
576	— 7	Après les mots" "les deux" effacez" nations" et ajoutez" "Etats, ſe reſſerreront d'avantage pour le bien réciproque de deux nations"		
587	— 25	diroi	lif.	dirai
595	— 17	révolution	—	réſolution
598	— 33	hom	—	nom
—	— 15	d'en bas, Après les mots" des trois cours, ajoutez" "ont déjà communiqué cette circulaire aux cours"		
600	— 9	lequels	lif.	lequel
606	— 7	juges	—	juge
619	— 30	envue	—	en vue
630	— 29	eſpérances	—	eſpérance
637	— —	que	—	que le
—	— 30	— éffacez	—	le
639	— 4	préſente	—	préſenté
646	— 25	d'un	—	d'une
—	— 28	reproduiſſent	—	reproduiſent
647	— 8	trinite	—	trinité
665	— ult.	Neſſerode	—	Neſſelrode